



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

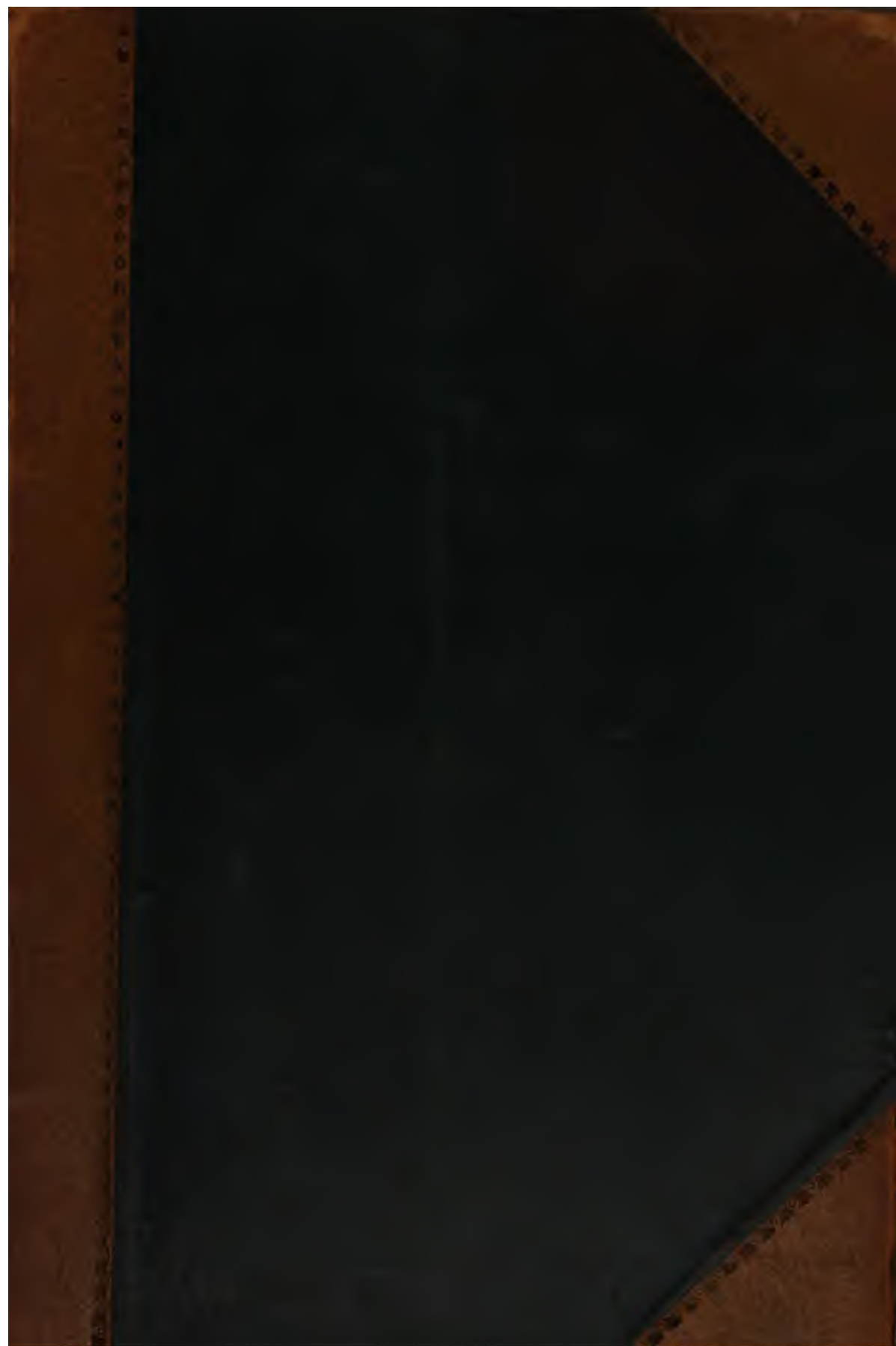
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

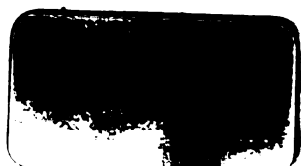
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



84. C. 10.
~~18. C. 13~~



84 B 10

HISTOIRE

DE

L'ÉGLISE DE FRANCE.

PARIS,
IMPRIMERIE DE DUBUISSON ET C^o.
Rue Coq-Héron, 5.

HISTOIRE
DE L'ÉGLISE
DE FRANCE,

COMPOSÉE

SUR LES DOCUMENTS ORIGINAUX ET AUTHENTIQUES,

Par l'abbé GUETTÉE.

TOME X

PARIS,

CHEZ L'AUTEUR | CHEZ JULES RENOUARD ET C^e

LECRIVAIN et TOUBON

ACQUÉREURS

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, 21

1856

HISTOIRE DE L'ÉGLISE DE FRANCE.

PÉRIODE MODERNE.

LIVRE SEPTIÈME.

(1610—1643)

I.

Régence de Marie de Médicis. — Conseil secret. — Influence des Jésuites sur la politique. — Ces religieux sont accusés de complicité dans l'assassinat de Henri IV. — Vive polémique à leur sujet. — Condamnation d'un livre de Mariana par le Parlement. — Reprise du procès de l'Université contre les Jésuites. — Intervention de la régente en faveur de ces religieux. — Le Parlement condamne le livre de Bellarmin sur le pouvoir du souverain pontife. — Polémique de Bellarmin et des Barclai sur le pouvoir des papes. — L'Histoire de la papauté de Duplessis-Mornay. — Edmond Richer. — Son opposition à l'ultramontanisme. — Publication de son livre *De la Puissance ecclésiastique et politique*. — Son opposition aux Jésuites. — Reprise du procès des Jésuites et de l'Université. — Plaidoyers de La Martelière et de Montholon. — Les quatre articles de Servin. — Les Jésuites gallicans. — Leurs poursuites contre Richer, qui est déposé du syndicat de la Faculté de théologie. — Le livre de Richer condamné par les conciles de Sens et d'Aix. — État des protestants au commencement du règne de Louis XIII. — Assemblée de Saumur. — Défiances des protestants. — Mariage du roi avec Anne d'Autriche et d'Élisabeth de France avec Philippe d'Espagne. — La politique de Henri IV abandonnée. — Les États-Généraux. — Questions de la réception du concile de Trente, du tyrannicide, du livre de Bécane. — Discours de Richelieu, évêque de Luçon, pour la clôture des États. — Notice sur cet évêque. — Assemblée du clergé de 1615. — Elle s'engage à observer le concile de Trente et sollicite inutilement la convocation des conciles provinciaux. — Elle loue les Jésuites. — Censure du livre de Marc-Antoine de Dominis par la Faculté de théologie. — Différence entre la doctrine de Richer et celle de Marc-Antoine de Dominis. — Mort du cardinal Du Perron ; ses œuvres. — Mort de Paul V.

1610—1621.

Louis XIII n'avait que neuf ans lorsqu'il succéda à Henri IV. Marie de Médicis, sa mère soutenue des ducs de Guise et d'Eper-

non, se fit reconnaître pour régente par le Parlement¹. Les princes du sang qui auraient pu lui disputer ce titre n'étaient pas à Paris. Lorsqu'ils y arrivèrent, le gouvernement était constitué, et ils furent obligés de dissimuler leur mécontentement.

Afin de ménager toutes les susceptibilités, Marie de Médicis ouvrit à une multitude de princes et de seigneurs les portes du conseil de régence. Les anciens confidents de Henri IV y furent admis ; mais, outre ce conseil officiel, il y en avait un autre secret, où toutes les affaires étaient décidées avant qu'on eût même demandé l'avis de l'autre. Les membres les plus influents du conseil secret étaient un Italien nommé Conchini, connu sous le nom de maréchal d'Ancre, La Galigai sa femme, d'Épernon, Villeroy et le P. Coton. Ces personnages avaient des idées politiques contraires à celles du feu roi et de Sully. Henri IV n'avait cherché qu'à abaisser la maison hispano-autrichienne, dont les projets ambitieux bouleversaient depuis si longtemps le monde entier. Dans ce but, il s'était uni avec l'Angleterre et l'Allemagne, et, au moment où il fut assassiné, il s'unissait par un traité avec le duc de Savoie, qu'il était parvenu à détacher des Espagnols.

Le Conseil secret abandonna ces projets et affecta de se rapprocher de l'Espagne. Les Jésuites secondèrent cette politique. Ces religieux, malgré les témoignages extérieurs de tristesse qu'ils donnèrent à la mort de Henri IV, s'applaudirent en réalité d'un événement qui remettait les affaires entre les mains de leurs amis. Le nom de Médicis leur était doux ; Conchini leur était dévoué ; Villeroy les aimait, d'Épernon disait tout haut que son épée était à leur service, Duret, leur ancien avocat, était du conseil secret. Aussi, le lendemain² de la mort de Henri IV, reprirent-ils les travaux d'une immense maison qu'ils avaient commencée au faubourg Saint-Germain, et dont ils avaient interrompu la construction depuis longtemps.

L'activité qu'ils déployaient fut remarquée, et bientôt les bruits les plus sinistres circulèrent. On disait ouvertement³ qu'ils n'étaient pas innocents de la mort de Henri, et les efforts du P. Coton

¹ P. de L'Estoile, *Registre-Journal de Louis XIII* ; *Mercur françois*, ann. 1610 ; *Mémoires de Sully*, ch. 205 et suiv. ; *Mémoires de Richelieu*, liv. 1 ; *Mémoires du maréchal d'Estrées*, ann. 1610.

² P. de L'Estoile, *Registre-Journal de Louis XIII*, ann. 1610.

³ Sponde, *Annal. Eccl.* ad ann. 1610.

pour étouffer ces rumeurs ne servaient qu'à leur donner de la consistance.

Dès que le P. Coton avait appris l'assassinat de Henri, il était accouru au Louvre et s'était écrié en présence du cadavre : « Eh ! qui est le méchant qui a tué ce bon prince, ce saint roi, ce grand roi ? A-ce pas esté un huguenot ? — Non, lui répondit-on, c'est un catholique romain. — Ah ! quelle pitié, dit-il, s'il est ainsi ! Et à l'instant, dit P. de l'Estoile,¹ se signa de trois grands signes de la croix. Un des assistants, qui avait entendu ses paroles, dit assez haut pour être entendu : « Les huguenots ne font pas de ces coups-là. » Le P. Coton étant allé, comme beaucoup d'autres, visiter Ravallac dans sa prison, lui avait dit : *Regardez bien à ne mettre pas en peine les gens de bien.* — Parole qui ne tomba pas à terre, dit P. de l'Estoile². Un Jésuite, le P. d'Aubigni, avait confessé Ravallac quelque temps avant son crime. Cette circonstance et les paroles imprudentes du P. Coton, jointes à l'opinion désavantageuse que l'on avait généralement des Jésuites, firent que de graves soupçons se répandirent contre eux dans le public. Plusieurs prédicateurs osèrent s'en faire les échos en pleine chaire.

« Le dimanche, 23 mai, dit P. de l'Estoile³, le P. Portuguais, cordelier, avec quelques curés de Paris, entre autres celui de Saint-Barthelemy et Saint-Pol, prosnèrent les Jésuites et, en paroles couvertes (mais non tant toutefois qu'elles ne fussent intelligibles), les taxèrent comme fauteurs et complices de l'assassinat du feu roy, les arguans et convaincans par leurs propres escrits et livres, notamment de Mariana et Becanus⁴, par la lecture desquels il semble qu'on puisse prestement colliger qu'une des principales charités de ces gens soyt d'envoyer de bonne heure en paradis les roys et les princes qui ne les favorisent assez à leur gré ou qui ne soyent pas bons catholiques à la *Mariane*. »

Un Jacobin nommé Anselme Cochu et l'abbé Du Bois⁵, de l'orde de Citeaux, attaquèrent aussi en chaire la doctrine des Jésuites, et les accusèrent d'avoir été cause de l'assassinat du roi. Les

¹ P. de L'Estoile, *Registre-Journal de Henri IV*, ann. 1610.

² P. de L'Estoile, *Registre-Journal de Louis XIII*, ann. 1610.

³ *Ibid.*

⁴ Nous parlerons bientôt de ces ouvrages.

⁵ Il fut, l'année suivante, emprisonné à Rome, par l'Inquisition, et pendu. (*V. Mercure françois*, ann. 1611.)

livres de Mariana et de Bécán étaient surtout l'objet de leurs véhémentes invectives.

Les Jésuites, pour détourner l'attention publique des bruits que l'on cherchait à répandre, déployaient une grande pompe pour transporter le cœur de Henri d'abord à leur église de la rue Saint-Antoine, puis à leur collège de La Flèche ; mais on savait que, si Henri leur avait légué son cœur, aux instances du P. Coton, il ne les aimait pas pour cela davantage. L'opinion publique ne se méprit pas sur les sentiments qu'il avait pour eux. Il avait cru devoir les ménager, les favoriser même pour les empêcher de conspirer contre lui en France et à Rome, mais il se défiait d'eux. Peu de temps avant de mourir, s'entretenant avec Marie de Médicis des moyens qu'elle devrait employer pour gouverner sagement, dans le cas où il viendrait à mourir, il lui recommandait ¹ de bien traiter les Jésuites, mais d'empêcher leur accroissement *sans qu'ils s'en aperçussent*, et surtout leur établissement dans les places frontières. Richelieu reconnaît, dans ses mémoires, que Henri avait conservé, de son ancienne éducation, une grande défiance contre les Jésuites ². Marie de Médicis et son conseil secret ne crurent pas devoir suivre les recommandations du feu roi ; mais, dans le grand conseil, plusieurs seigneurs leur étaient moins favorables. En pleine séance, le 25 mai, De Loménie osa dire au P. Coton que c'était lui qui avait tué le roi avec la société de ses Jésuites ³. Deux jours après, l'archevêque d'Aix, le P. Coëffetau et autres graves personnages ⁴ déclaraient au Parlement que Ravaillac, interrogé par eux, leur avait répondu conformément aux maximes des Jésuites Mariana, Bécán et autres, qui ont écrit qu'il était permis de tuer les tyrans. Sur cette déclaration, le Parlement ordonna qu'à la diligence du doyen et des syndics de la Faculté de théologie, la-dite Faculté serait assemblée au premier jour pour délibérer sur la confirmation de son décret du 13 décembre 1413, confirmé par le Concile de Constance : « *Qu'il n'est loisible à aucun, pour quelque cause et occasion que ce puisse être, d'attenter aux personnes sacrées des rois et autres princes souverains* ; et que le décret qui

¹ Mémoires de Richelieu, édit. Michaud et Poujoulat.

² Cet aveu confirme tout ce que nous avons dit en racontant ce qui arriva à l'époque de leur rétablissement.

³ P. de L'Estoile, Registre-Journal de Louis XIII.

⁴ *Ibid.*

interviendrait serait soussigné par tous les docteurs de la Faculté. »

Non content de cette ordonnance, le Parlement s'assembla le 8 juin pour condamner, dans toutes les formes, le fameux livre de Mariana intitulé : *De rege et regis Institutione*¹. « Il l'adjugea au feu, dit P. de L'Estoile, comme impie, hérétique, mal parlant de l'autorité des rois et pernicieux à l'Etat. » Un conseiller, ami des Jésuites, *se roidissant fort contre l'opinion* de la majorité, dit que, si on brûlait les livres des Jésuites, il fallait en faire autant de ceux de Luther et de Calvin. Un conseiller ecclésiastique lui répondit en riant : « Il y a bien longtemps que les livres de Luther et de Calvin sont brûlés; on ne peut pas brûler les livres deux fois. Brûlons ceux des Jésuites une bonne fois, et qu'il n'en soit plus question. »

On proposa dans la même séance² d'interdire la chaire aux Jésuites, et de ne leur accorder la permission de prêcher que dans leurs assemblées et congrégations particulières. Mais les amis de ces Pères, et surtout certain président, firent tant de bruit, que l'on se contenta de la condamnation de Mariana. L'arrêt prononcé contre cet ouvrage fut exécuté le jour même, devant la grande porte de Notre-Dame, mais les Jésuites obtinrent que, dans la sentence, l'on ne dirait pas que l'ouvrage avait été composé par un membre de leur Société.

Henri de Gondî, évêque de Paris, fit opposition à l'arrêt du Par-

¹ *Du Roi et de son institution*. Cet ouvrage fut d'abord imprimé en petit in-folio; l'auteur y appelait Jacques Clément *l'éternel honneur de la France* (*æternum Gallia decus*). Peu après, on en fit une édition in-8.°, où ces trois mots furent supprimés. V. P. de L'Estoile, *op. cit.*; Mémoires de Richelieu, liv. 1. — Bayle (V. Mariana) parle ainsi du livre de Mariana, *De Rege et Regis institutione* : « Il n'y a rien de plus séditieux ni de plus capable d'exposer les trônes à de fréquentes révolutions, et la vie même des princes au couteau des assassins, que ce livre de J. Mariana. Il exposa les Jésuites, et surtout en France, à mille sanglants reproches et à des insultes très mortifiantes, que l'on renouvelle tous les jours, qui ne finiront jamais, que les historiens copieront passionnément les uns des autres, et qui paraissent d'autant plus plausibles qu'il fut imprimé avec de bonnes approbations. » Il fut en effet approuvé par le général Aquaviva et le visiteur de la province de Tolède, sur le rapport d'hommes doctes et graves de la Compagnie.

Le Jésuite Feller, dans son *Dictionnaire historique*, voulant faire connaître le sentiment de Bayle touchant le livre de Mariana, supprime le commencement et la fin du passage que nous avons cité. Nous soulignons les phrases oubliées par Feller.

² P. de L'Estoile, *op. cit.*

lement, sous prétexte que la cause était ecclésiastique, et, dans une lettre testimoniale, ¹ prit fait et cause pour les Jésuites. Le nonce du pape se plaignit également de l'arrêt du Parlement ; d'Epéron parla en spadassin en leur faveur, et la régente se vit obligée de mander les chefs du Parlement pour leur faire des observations. Achille de Harlai retrouva sa vieille énergie pour flétrir les Jésuites et faire entendre à leurs défenseurs de dures vérités. Le président De Thou et l'avocat-général Servin lui vinrent en aide, et les paroles graves de ces hommes, connus par leurs sentiments religieux et leur probité, firent une vive impression.

Une polémique ardente s'éleva au sujet des Jésuites. Duret, leur ancien avocat, osa appeler *apostat* le bénédictin Du Bois, parce qu'il avait prêché contre ses clients. Le P. Commolet, dont le passé était assez compromettant pour qu'il gardât le silence, s'élança dans l'arène par une lettre qu'il écrivit à Du Bois. Celui-ci leur répondit à l'un et à l'autre. Il adressa en outre une lettre latine au P. Bellarmin, et publia un ouvrage intitulé : *Les douze articles de foi politique des Jésuites de France*. Le P. Gontier, prêchant le 13 juin, dans l'église de la Société, située rue Saint-Antoine, prétendit que tous les Jésuites souscriraient à l'arrêt rendu contre le livre de Mariana, mais il ajouta qu'on n'aurait pas dû brûler un si bon ouvrage, digne d'Origène, pour un feuillet reprehensible, qu'il était aisé de faire disparaître. Il en vint ensuite à Du Bois et aux autres, qui avaient prêché contre la Société. « Leur ignorance, dit-il, est indigne de réponse. »

Le P. Coton ² trouva un excellent moyen de mettre fin à tous les bruits désavantageux qui circulaient contre la Société. Accompagné de deux des siens, il alla trouver M. le procureur-général pour le supplier, au nom de toute leur Société, « leur vouloir permettre de faire imprimer une apologie pour la défense des calomnies, toutes apparentes, dont on avait chargé et chargeait-on tous les jours leur Compagnie ; avec *commandement et inhibition expresse* à toutes personnes, de quelque qualité qu'elles fussent, *de les contredire et impugner ou y faire réponse en quelque façon que ce fust*. De laquelle requête, continue P. de l'Estoile,

¹ Cette lettre est citée dans l'Histoire de la Compagnie de Jésus, par M. Crétineau-Joly, t. III, p. 157.

² P. de l'Estoile, Registre-Journal de Louis XIII, ann. 1610.

comme incivile et impertinente, ils furent tout aplat déboutés et refusés sur le champ. »

Le P. Coton était à la Cour ¹ lorsque les principaux seigneurs protestants des diverses provinces s'y rendirent pour prêter, au nouveau roi, serment de fidélité. Sa présence n'empêcha pas un ministre du Dauphiné d'imputer aux Jésuites l'assassinat de Henri. Coton voulut enfin répondre à toutes les insinuations dont sa Compagnie était l'objet, et, le 5 juillet, il publia un écrit intitulé : « Lettre déclaratoire de la doctrine des Jésuites, conforme aux décrets du concile de Constance, adressée à la royne, mère du roy, régente en France. Ceste lettre, dit P. de l'Estoile, est artificieuse, douce et sucrée par dessus, mais platte et molle comme Coton. »

Le comte de Soissons eut recours à un moyen plus puissant, pour arrêter les bruits qui déplaisaient aux Jésuites. Un jour qu'il avait, chez lui, un assez grand nombre de gentilshommes, il leur dit ² : « Je sais que le langage commun, à Paris et à la Cour, est que les Jésuites ont fait mourir le roi ; le premier qui sera assez hardi pour parler ainsi, je lui donnerai de mon poignard dans le sein. »

Plusieurs Jésuites prenaient aussi des allures agressives. Le P. Gontier, un des principaux prédicateurs de la Société, ne prêchait rien moins que la guerre contre les Huguenots ; tous ceux qui n'étaient pas partisans des Jésuites étaient notés comme hérétiques, et leurs partisans fanatiques parlaient tout haut d'une nouvelle Saint-Barthélemy. Fiers de l'appui qu'ils trouvaient en la régente et dans le conseil secret, ils sollicitèrent la permission de donner l'enseignement dans leur collège de Clermont ³, situé rue Saint-Jacques. La régente leur en accorda les lettres-patentes vers la fin du mois d'août ⁴. Mais l'Université y forma aussitôt opposition devant le Parlement, qui appela la cause le 6 septembre. Les avocats n'ayant pas eu le temps de préparer leurs plaidoiries, l'affaire fut renvoyée au 18 novembre. L'avocat des Jésuites était Montholon, *qui ne les haïoit pas*, dit P. de l'Estoile, et celui de l'Université, La Martelière, *qui ne les aimoit guères*.

¹ P. de L'Estoile, *Registre-Journal de Louis XIII*, ann. 1610.

² *Ibid.*

³ Ce collège porta depuis le nom de Louis-le-Grand.

⁴ P. de L'Estoile, *op. cit.* ; *Mercur françois*, ann. 1611.

« Au commencement de novembre, ajoute cet historien ¹, messieurs les Jésuites, *quibus insitum et fatale turbare* ², remuent tout le monde et font de grandes brigues pour l'établissement de leur collège et pour gagner, s'ils peuvent, leur cause, laquelle ils voudroient bien estre reculée a dix huit ans dela. Au-contraire M. le recteur, au nom de l'Université, en pousse fort le plaidoyer comme avantageux pour eux et nuisible aux Jésuites. M. le premier président et tous les meilleurs et plus gens de bien de la cour favorisent la cause de l'Université, mais la royne est pour les Jésuites. »

L'époque des plaidoyers arrivée, ces religieux parvinrent à faire remettre leur cause à huitaine; et, lorsque, le vendredi 26, le Parlement se disposait à la juger, « la reine régente ³, de sa pleine autorité et puissance absolue, empêcha que la cause ne fût plaidée, mettant à néant, pour ce regard, la délibération et résolution de la cour. » Le Parlement remit, en conséquence, la cause au mois de novembre de l'année suivante, et condamna, séance tenante, l'ouvrage du Jésuite Bellarmin, intitulé : *Traité du pouvoir du souverain pontife sur les choses temporelles* ⁴. Cet ouvrage avait été publié par Bellarmin pour réfuter Guillaume Barclai, qui avait composé le sien pour l'attaquer lui-même ainsi que Bozzius. Voici ce qui donna lieu à cette polémique :

Il s'était élevé une discussion très vive entre le pape et le roi d'Angleterre depuis la conspiration des poudres ⁵. Le roi d'Angleterre, pour empêcher, à l'avenir, les conspirations contre sa personne, avait prescrit une formule du serment que tous les catholiques, prêtres et laïques, devraient lui prêter. Le pape écrivit, en 1606, à tous les catholiques un bref pour les avertir de ne pas prêter ce serment. En 1607, il leur envoya un second bref auquel était jointe une lettre du cardinal Bellarmin, adressée à Georges Blakwel, archiprêtre d'Angleterre, et dans laquelle les principes ultramontains sur le pouvoir papal étaient exposés.

Le roi d'Angleterre fit, contre ces deux brefs, une apologie pour le serment *de fidélité* que lui devaient ses sujets et qu'il distin-

¹ P. de L'Estoile, *op. cit.*

² *Qui, par nécessité de nature, remuent toujours.*

³ P. de L'Estoile, *op. cit.*

⁴ Mercure françois, ann. 1611; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1610.

⁵ Mercure françois, ann. 1611; Bossuet, *Defens. declarat. cleri Gallican.*, lib. 4, cap. 13; Ellics Du Pin, *Hist. Eccl. du xvii^e siècle*, t. 1.

guait soigneusement du serment *de primauté*. Bellarmin fit deux réponses à cette apologie : l'une sous le nom de *Mathieu Tortu* et une seconde, qu'il adressa à tous les souverains, lorsque le roi d'Angleterre eut ajouté une préface à son apologie.

G. Barclai attaqua la réponse de Bellarmin et son *Traité du Souverain Pontife*. Bellarmin lui opposa son traité de la *Puissance du Souverain Pontife dans les choses temporelles*. Ce livre parut en 1609. A peine fût-il connu en France, que l'on y remarqua une infinité de choses contraires aux opinions qui y étaient généralement reçues touchant l'autorité des rois. L'avocat-général Servin le dénonça au Parlement, qui rendit, le 26 novembre, un arrêt qui défendait d'imprimer, de vendre et de conserver ce livre chez soi. Le nonce du pape se plaignit plusieurs fois à la Cour, où l'on prit la résolution de laisser en surséance cette affaire, aussi bien que le procès entre les Jésuites et l'Université. Cette détermination de la Cour fut inspirée par le cardinal Du Perron, qui prétendait qu'au commencement d'un nouveau règne et pendant une minorité, il ne fallait pas déplaire à la cour de Rome. On prit donc soin d'épargner la réputation de Bellarmin et de faire en sorte que son livre ne se répandit pas en France. « Les uns, dit Bossuet ¹, louèrent la prudence de Du Perron ; la plupart déploieraient de voir ainsi l'ancienne énergie de l'Église gallicane remplacée par l'adulation. » Du Perron, comme l'avoue encore Bossuet, avait des engagements secrets avec la cour de Rome, et, sans soutenir l'ultramontanisme ouvertement, il faisait, pour être agréable à Rome, des concessions qui secondaient les empiètements des partisans de ce système.

Pour réfuter les opinions ultramontaines, Guillaume Barclai ²

¹ Bossuet, *Defens. declarat. cleri Gallican.*, lib. 4, c. 14 et 15.

² Guillaume Barclai était Écossais. Il resta à la cour de Marie Stuart jusqu'à la mort de cette reine, et passa alors en France. Quoique âgé de 30 ans, il suivit à Bourges le cours de droit de Cujas. Le Jésuite Edmond Hall, son oncle, lui fit obtenir une chaire de professeur en droit à Pont-à-Mousson, vers l'an 1578. Après la mort de la reine Elisabeth, il retourna en Angleterre. Le roi Jacques lui offrit une place dans son conseil, à condition qu'il embrasserait l'anglicanisme. Barclai aima mieux rentrer en France que d'apostasier. Il fut nommé professeur de droit dans l'Université d'Angers, où il enseigna avec distinction jusqu'à sa mort.

Jean Barclai, élevé par les Jésuites, fut un littérateur très distingué. Les Jésuites auraient voulu le faire entrer dans leur Compagnie, mais son père s'y opposa formellement. Jean Barclai passa, en 1606, en Angleterre, où il fut

avait composé deux ouvrages : un traité *de la Puissance des Rois* et un traité *de la Puissance du Pape* ¹, qui ne fut publié qu'après sa mort, par son fils, Jean Barclai, en 1610.

Au commencement de ce dernier ouvrage, on trouve une épître dédicatoire adressée au pape Clément VIII. Guillaume Barclai s'y attache surtout à prouver au souverain pontife que l'exagération, dans la défense des prérogatives de la papauté, a été la principale cause des progrès que l'hérésie avait faits en France, en Allemagne, en Angleterre et en Écosse. C'est donc servir l'Église, dit-il, que de faire voir que les papes n'ont pas un pouvoir dont la prétention les a rendus si odieux et a causé tant de maux à l'Église. Après avoir protesté de son dévouement au siège apostolique, G. Barclai range en deux catégories les adversaires auxquels il déclare la guerre : les canonistes, à la tête desquels il met Bozzius, et les théologiens, dont le chef est Bellarmin ; les premiers admettent le pouvoir absolu et direct du pape sur les choses temporelles, tandis que les seconds prétendent que le pape n'a qu'un pouvoir indirect de disposer des biens temporels de tous les chrétiens, et seulement à cause de sa puissance spirituelle.

Les canonistes sont dans l'erreur, dit G. Barclai, mais, du moins, ils sont logiques, tandis que les théologiens ne le sont pas ; car si le pape a reçu de Dieu un pouvoir qui s'étend sur les choses temporelles, comme les uns et les autres l'admettent, il a droit de l'exercer et d'en user, par conséquent, d'une manière directe. Barclai s'attache donc à prouver, contre tous ses adversaires, que les deux puissances ecclésiastique et séculière sont complètement distinctes ; que le pape n'a reçu de Dieu qu'une puissance spirituelle ; qu'il ne peut, par conséquent, prétendre avoir, ni directement ni indirectement, aucune puissance sur les choses temporelles, sans usurper un pouvoir que Dieu ne lui a pas donné. Barclai ap-

bien reçu du roi Jacques. Il y fit plusieurs ouvrages, entre autres l'Histoire de la conjuration des poudres et la défense du livre de son père contre Bellarmin. Il quitta Londres en 1516, et se rendit à Rome, en passant par la France. Paul V et plusieurs cardinaux, même Bellarmin, le reçurent avec distinction. Ce qui prouve que les ultramontains d'alors savaient respecter les opinions de leurs adversaires. Paul V et Grégoire XV donnèrent même des pensions à ce terrible gallican.

¹ G. Barclai, *De Potestate Papæ*, l. 5, in-8.° ; Londres, 1610. Dans son *Traité de la puissance des rois*, Barclai s'attaqua à Bucanan, Hubert Languet et Boucher, qui soutenaient que les rois pouvaient être déposés par les peuples.

puie ces propositions sur les témoignages formels des papes et des docteurs des premiers siècles, et fait voir que l'opinion qu'il réfute est née au moyen-âge, lorsque les papes se trouvèrent investis, par les circonstances, d'une certaine action, dans les affaires politiques. Il attaqua ensuite directement le cardinal Bellarmin, qui prétendait que les deux puissances, faisant nécessairement partie de la république chrétienne, la puissance spirituelle, supérieure de sa nature, devait dominer la puissance temporelle. Ces deux puissances, dit-il, font partie, il est vrai, de la république chrétienne, mais de telle sorte que l'une n'a pas d'autorité sur l'autre et qu'elles se reconnaissent réciproquement dans les choses qui sont de leur domaine. Ainsi la puissance temporelle reconnaît la puissance ecclésiastique dans les choses spirituelles; et la puissance ecclésiastique reconnaît la civile dans les choses temporelles. De là doit naître entre elles une union, un accord qui les portent à s'aider mutuellement, sans que l'une domine sur l'autre. Elles diffèrent, l'une de l'autre, dans leur but, dans leur objet et dans l'exercice même du pouvoir. Il est faux que les princes, en se faisant chrétiens, soumettent leur couronne à l'autorité de l'Église, à laquelle Jésus-Christ n'a donné qu'une autorité spirituelle. Après avoir appuyé sa thèse sur les principes du droit, Barclai discute les faits allégués par Bellarmin en faveur de la sienne.

Bellarmin, nommément attaqué par Barclai, fit un traité spécial pour soutenir ce qu'il avait avancé, en d'autres ouvrages, sur le pouvoir des papes.

Il commence ¹ par rapporter les sentiments de plusieurs théologiens et canonistes qui, avant lui, avaient soutenu les opinions combattues par Barclai; il y ajoute les exemples des papes qui ont entrepris de déposer les rois et les décisions des conciles qui ont autorisé ces dépositions; après ces préliminaires, il suit Barclai pas à pas, en appuyant toujours ses démonstrations sur son premier principe que : la puissance spirituelle, étant, de sa nature, supérieure à la temporelle, doit la diriger et la réprimer au besoin. Il revient sur les faits discutés par Barclai et prétend, en particulier, que Pepin a été institué roi par le pape, après la déposition de Childéric.

Tel est le traité de Bellarmin, qui fut condamné par arrêt du Parlement.

¹ Bellarmin, *Tractatus de Potestate summi Pontificis in temporalibus*.

Jean Barclai prit la défense de son père et réfuta doctement Bellarmin sous le double rapport du droit et des faits. Le savant cardinal ne répliqua pas, mais le Jésuite Jean L'Heureux, sous le nom de Eudemon-Jean, prit sa défense sur quelques points, et accusa Barclai de n'avoir pas parlé avec assez de respect des papes et des conciles, et d'avoir fait profession de l'hérésie anglicane ; ce qui était une fausseté.

La médiocrité sait toujours se servir de la calomnie contre ceux qu'elle ne peut réfuter.

Duplessis-Mornay¹ entra aussi en lice contre Bellarmin, par son livre intitulé *le Mystère d'Iniquité, c'est-à-dire l'Histoire de la Papauté*, etc.....

Le livre s'ouvrait par une gravure représentant la tour de Babel bâtie sur des pilotis et à laquelle un homme, pauvrement habillé, mettait le feu. Un Jésuite, les bras croisés, regardait tristement cette tour qui allait tomber. Au bas de la gravure, on lisait ces deux vers :

Tu te trompes en croyant ceste tour éternelle ;
Les pilotés brûlés, il n'en sera nouvelle².

Après l'épître dédicatoire adressée à messieurs de l'Église romaine, était le portrait de Paul V, entouré de sceptres, de couronnes, de diadèmes, de titres ambitieux et de sentences tirées de l'Écriture, qu'avaient appliquées à l'Église romaine certains ultramontains absurdes, pour appuyer leurs opinions³.

Ce livre fit sensation, tant à cause du nom de l'auteur que de la matière qui y était traitée.

Dès qu'il parut, la Sorbonne prononça contre lui une censure sévère, dans laquelle elle prit énergiquement la défense du Saint-Siège. Cette censure peut servir de réponse à ceux qui voudraient rendre la Sorbonne suspecte de peu d'attachement au Saint-Siège, parce que cet attachement fut éclairé et raisonnable⁴.

Après des considérations fort justes sur la nécessité d'un principe d'unité dans l'Église, et sur le Saint-Siège, qu'elle considère comme

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 2 ; Mercure françois, ann. 1611 ; D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1611.

² Fal'eriæ æternam qui suspiciis ebrius arcem ;
Subruta saccensis mox corruebat ima tigillis.

³ Entre autres un certain Benolt Benedictis, dont le servilisme fut blâmé par le pape lui-même. (Mercure françois, ann. 1611.)

⁴ Mercure françois, ann. 1611.

établi par Jésus-Christ pour être ce principe d'unité, la Faculté déclare avoir fait soigneusement examiner le livre de Duplessis-Mornay et le condamne comme « hérétique très furieux ; très séditieux ; contraire à la loi divine, naturelle et canonique, aux écrits des anciens Pères, à la pratique de l'Église catholique, aux cérémonies reçues et usitées de temps immémorial en l'Église ; et farci de mensonges et calomnies très impudentes. » Elle décréta ensuite que la censure serait publiée en latin et en français, et elle engagea les évêques et les magistrats à « empêcher le cours d'une peste si dangereuse et redoutable. »

Outre cette censure, Duplessis-Mornay fut accablé de toutes parts de réfutations et de satyres. Raymond du Bray fut le premier qui entra en lice. Il ne s'attaqua qu'aux gravures et aux inscriptions qui se trouvaient au titre du livre, et qu'il retorqua contre les protestants et contre Duplessis lui-même.

De graves théologiens le réfutèrent plus sérieusement.

L'ultramontanisme rencontra, dans la personne d'Edmond Richer, un adversaire plus vigoureux encore et plus savant que les Barclai, et plus orthodoxe que Duplessis-Mornay.

Cet homme illustre, aussi pieux que savant, a été si odieusement calomnié par ses adversaires, que l'histoire impartiale lui doit une solennelle réhabilitation. Pour apprécier l'opposition qu'il fit à l'ultramontanisme, il faut se rappeler l'état où, de son temps, étaient les esprits. Les Jésuites et tous les partisans de la Ligue, parmi lesquels on doit compter Richer lui-même, avaient poussé jusqu'aux dernières limites les principes ultramontains, afin d'empêcher Henri IV d'arriver au trône. Après l'avènement de ce prince, plusieurs abandonnèrent ce système, soit par crainte, soit par ambition, soit enfin par suite d'études plus calmes et plus approfondies ; parmi ces derniers était Richer, qui fut ultramontain tant qu'il n'étudia que Bellarmin et qui devint gallican après avoir étudié la tradition catholique. Mais tous les docteurs ne suivirent pas cet exemple, et plusieurs, à la tête desquels était Duval, conservèrent les principes ultramontains, et formèrent une faction que l'on désigna alors sous le nom de *Duvalistes*, à laquelle les Jésuites et quelques anciens évêques ligueurs, comme le cardinal de la Rochefoucault, donnèrent assez de puissance.

A la mort de Henri IV, le trône se trouva occupé par une Italienne ; elle s'entoura d'Italiens, dont l'éducation avait été ultramontaine, et qui ne comprenaient rien aux principes ni aux usages

gallicans. Les Jésuites et les Duvallistes se trouvèrent en crédit à cette Cour et résolurent de profiter de leur influence pour accabler le gallicanisme et faire dominer l'ultramontanisme en France.

« Alors, dit Bossuet ¹, était syndic de la Faculté Edmond Richer, homme énergique et fort attaché à l'ancienne doctrine de l'Université. »

Il naquit ² le 30 septembre 1560, à Chource, petite ville du diocèse de Langres. Ses parents étaient trop pauvres pour pouvoir seconder les heureuses dispositions qu'il avait reçues de la Providence. Il les quitta donc à l'âge de dix-huit ans, et vint à Paris, où il put étudier, en rendant quelques services dans un collège. En moins de trois ans, il fut en état de faire son cours de philosophie, et, dix ans après, on le reçut maître ès arts. Il professa ensuite les humanités, puis il étudia la théologie, et il était reçu docteur à l'époque où Henri III tombait sous le couteau de Jacques Clément. Richer adopta la doctrine de la Sorbonne de la Ligue, bien différente de l'ancienne, et on lui faisait envisager, dit-il lui-même, comme un cinquième Évangile, les traités de Bellarmin touchant l'autorité absolue du pape. Il partagea le fanatisme des ligueurs et, dans une de ses thèses, il loua, selon l'usage, l'action de Jacques Clément. Comme il était fort pieux et ami sincère de la vérité, les préjugés disparurent bientôt devant les lumières qu'il trouva dans la lecture de l'Écriture sainte, des saints Pères, des conciles et de l'histoire ecclésiastique ; il se livra tout entier à ces graves études dès l'an 1592, pour se consoler des maux de la guerre civile, dont il était le triste témoin. Il y trouva la réfutation la plus complète des sentiments ultramontains qu'on avait voulu lui inspirer, et dont il se déclara dès-lors l'intrépide adversaire.

Élu grand maître du collège du Cardinal Le Moine, Richer ressuscita cet établissement, que la guerre civile avait ruiné, et y rétablit les bonnes études et les bonnes mœurs. Ce succès attira sur lui l'attention de Henri IV, et, lorsque ce prince voulut, en 1600, réformer l'Université, il plaça Richer à la tête des censeurs, qui durent visiter tous les établissements et y corriger les abus. Son zèle lui fit des ennemis de tous ceux qui profitaient de ces abus. Ils comparèrent sa réforme à celle que les protestants avaient voulu

¹ Bossuet, *Defens. declarat. cleri Gallican.*, lib. 6. c. 24.

² Vie de Richer. par Baillet.

établir dans l'Eglise, et le traitèrent de *parlementaire*, ce qui, dans leur langage, signifiait hérétique. « Car, dit Baillet ¹, depuis que le roi avait abjuré le calvinisme et reçu l'absolution du pape, la grande hérésie du temps n'était plus de se déclarer huguenot, mais de ne point adhérer aux prétentions de la cour de Rome, qui avait une infinité d'émissaires dans le clergé de France, et principalement dans les maisons religieuses du royaume. »

Il ne faudra pas perdre de vue cette remarque si l'on veut comprendre beaucoup de faits que nous aurons à rapporter.

Richer ne songeait plus qu'à étudier en paix l'antiquité ecclésiastique et à diriger son collège, lorsque la Sorbonne commença à retentir des plus vives discussions sur les deux puissances ecclésiastique et civile. Les libraires de Paris, qui s'étaient associés pour publier une nouvelle édition des Pères et des auteurs ecclésiastiques les plus célèbres, avaient chargé Richer de revoir les œuvres de Gerson. Dans le même temps, la république de Venise se servait de ce grand nom de Gerson pour battre en brèche les prétentions de Paul V, et publiait deux traités de ce profond théologien, dont la cour de Rome empêchait en France la circulation. Richer fut donc aussitôt dénoncé à Rome comme un ennemi du Saint-Siège dès qu'on sut qu'il donnait ses soins à une édition de toutes les œuvres de l'illustre chancelier, qu'il voulait accompagner des écrits des plus savants gallicans. Un de ses confrères de la Faculté de théologie, André Duval, parla au nonce Barberini du projet de Richer comme de l'entreprise la plus préjudiciable à l'autorité du pape. Le nonce courut aussitôt chez le chancelier de Silleri, qui lui promit que les œuvres de Gerson ne seraient pas mises en vente pendant quelque temps. Richer fut outré de l'affront fait par le chancelier à Gerson et, en sa personne, à toute l'Eglise de France, et il entreprit de faire l'apologie de la doctrine de ce grand homme, en attaquant celle de Bellarmin, que l'on cherchait, par tous les moyens, à répandre en France. Duval découvrit le nouveau projet de Richer, et dénonça au nonce son œuvre future comme contraire à l'autorité du souverain pontife. Richer, mandé chez le nonce, sut lui ôter les soupçons qu'on lui avait inspirés, et continua son livre, dans lequel il défend, à l'aide des raisonnements et des monuments de la tradition catholique, les principes émis par Gerson, Almain et Major sur les deux puissances. Il communiqua son ma-

¹ Vie de Richer, par Baillet.

nuscrit à son ami Nicolas Le Fèvre, précepteur de Louis XIII, qui le prêta à des personnes qui eurent l'indiscrétion d'en faire une copie et de la publier en 1607, en Italie, sans avoir obtenu l'assentiment de l'auteur. Les éditeurs y commirent tant de fautes, que Richer eut honte de ce livre, qui ne pouvait réellement lui être attribué dans l'état où il était.

Le pape s'étant réconcilié avec les Vénitiens, Richer ne crut pas utile de réveiller des discussions toujours nuisibles à l'Eglise, et il abandonna le projet qu'il avait conçu de faire imprimer lui-même son ouvrage : mais, après la mort de Henri IV, Bellarmin ayant publié le traité dont nous avons parlé, Richer reprit son projet et mit la dernière main à son livre. Il ne fut imprimé en entier qu'après sa mort ; mais une circonstance dont nous devons parler lui fournit l'occasion d'en publier une partie sous ce titre : *De la Puissance ecclésiastique et politique*.

Au mois de mai de l'an 1611, le chapitre général des Dominicains ¹ se tint à Paris, et il fut annoncé que l'on soutiendrait des thèses au grand couvent de Saint-Jacques pendant plusieurs jours. Le roi, la régente, les personnages les plus éminents de la Cour, du clergé et de la magistrature, se rendirent à ces joutes intellectuelles ; des évêques y prirent part, entr'autres ceux d'Orléans et de Montpellier.

Richer, qui, depuis trois ans, était syndic de la Faculté de théologie, avait le droit de surveiller la doctrine contenue dans les thèses qui devaient être soutenues publiquement ; il apprit que le nonce Obaldini, dont le zèle ultramontain était beaucoup plus vif que celui de Barberini, son prédécesseur, avait engagé les Dominicains à disputer sur l'autorité du pape, de qui ils tenaient tous leurs privilèges. On annonça donc, pour le 27 mai, la discussion d'une thèse, dédiée solennellement à Ernest de Bavière, archevêque de Cologne, et dans laquelle on soutenait les principes ultramontains sur l'autorité absolue du pape. Au jour indiqué, Richer prit avec lui quatre docteurs de Sorbonne et monta aux écoutes de la salle des Jacobins pour être témoin de ce qui se passerait ; il se plaignit d'abord au P. Coëffetau, docteur de la Faculté et prieur du grand

¹ Bossuet, *Défens. declarat. cleri Gallic.*, lib. 6, c. 24 ; Richer, *Histoire de son syndicat* ; Baillet, *Vie de Richer* ; Ellies Du Pin, *Hist. Eccl. du XVII.^e siècle*, t. 1 ; *Mémoires de Richelieu*, liv. 2 ; *Mercur françois*, ann. 1611 et 1612 ; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1612.

Convent, de ce qu'il laissait soutenir par les siens des thèses contraires aux décrets du Concile de Constance, regardés en France comme d'incontestables vérités; il lui montra en même temps un acte d'opposition qu'il se disposait, en sa qualité de syndic, à faire signifier au président et au répondant de la thèse, avec défense à tout bachelier de disputer contre les propositions contraires aux Conciles généraux, aux libertés de l'Église gallicane, à la police du royaume et aux décrets de l'Université de Paris. Le P. Coëffetau s'excusa en disant qu'il n'avait aucune autorité dans son couvent pendant la tenue du chapitre général de l'Ordre; mais que, du reste, il avait donné avis de la thèse aux gens du roi, qui avaient expressément défendu de la discuter.

Mais, comme elle était imprimée, Richer crut devoir exiger que réparation fût faite à l'Université, dont on avait voulu attaquer la doctrine; il fut donc convenu qu'un bachelier attaquerait la thèse, et que le P. Morel, qui devait la présider, répondrait que le général de l'Ordre avait défendu d'argumenter sur ces questions. C'est ce qui s'exécuta au commencement de la discussion.

Le bachelier Claude Bertin se leva pour attaquer la thèse et commença ainsi : « Tout ce qui est contraire à la définition d'un Concile général et légitime est hérétique; or, cette proposition : *le Concile général n'est en aucun cas au-dessus du pape*, est contraire à la définition du Concile de Constance qui est général et légitime, donc elle est hérétique. » Le P. Morel, prenant la parole, après avoir entendu cet argument, s'exprima ainsi, en s'adressant au bachelier : « Ne dites point que cette proposition est hérétique, il suffit de dire qu'elle est fausse et erronée. Je déclare en outre que je n'ai point laissé passer dans la thèse la proposition susdite, dans le but d'offenser l'Université de Paris, que je reconnais pour la mère des autres Universités, mais seulement pour éclaircir la vérité. Je n'ai point voulu qu'on soutînt cette proposition comme de fait, mais seulement comme une opinion problématique, adoptée par un très grand nombre de théologues et d'Universités. Si donc on me donne la permission de répondre, je la soutiendrai comme problématique. »

Le nonce déclara alors qu'il voulait que la discussion eût lieu. Les docteurs, qui étaient aux écoutes, prétendirent que l'on ne devait pas permettre que ces questions fussent agitées en France. L'opposition devenant sérieuse, le cardinal Du Perron fit descendre Richer dans la salle, et lui demanda pourquoi il avait permis d'en-

tamer la discussion, puisque les gens du roi l'avaient interdite. Richer répondit : « Je l'ai permis pour obliger le président à faire satisfaction à l'Université et à la Faculté de théologie, dont la doctrine était attaquée par la thèse. La Sorbonne a toujours regardé le Concile de Constance comme œcuménique ; la thèse étant directement contraire à la décision de ce Concile et ayant été rendue publique, il était nécessaire qu'il y eût un acte public pour la désapprouver. L'ordre des gens du roi a été secret et intimé seulement au P. Coëffeteau ; et je ne pense pas, du reste, qu'ils trouvent mauvais que l'Ecole de Paris ait soutenu par un acte public son ancienne doctrine. »

Du Perron n'eut rien à répliquer à cette réponse énergique. Le président répéta sa protestation et le bachelier, pour lui donner satisfaction, reprit son argument, en disant seulement que la proposition qu'il incriminait était *fausse et erronée*. Morel prétendit qu'il manquait au Concile de Constance la confirmation légitime du pape pour être œcuménique ; Du Perron aurait voulu arrêter la discussion après cette réponse, mais Richer en demanda la continuation, et le bachelier Bertin prouva que Martin V avait approuvé d'une manière générale et formelle tous les décrets du Concile de Constance. — Mais, reprit Morel, il n'a pas approuvé les décrets en particulier. — Cela n'est pas nécessaire, répliqua Bertin, et le Concile de Trente n'a lui-même été approuvé que d'une manière générale comme celui de Constance. Le cardinal Du Perron, qui voyait l'ultramontanisme fort compromis, parvint enfin à arrêter l'argumentation et fit disputer sur l'Eucharistie.

Le 28 mai, les Dominicains firent afficher une nouvelle thèse dans laquelle était contenue une proposition touchant l'infailibilité du pape en matière de foi. De Verdun, premier président du Parlement¹, leur défendit de soutenir leur thèse s'ils n'en faisaient disparaître cette proposition. Ils firent instance auprès du chancelier Sillery, qui leur défendit aussi de discuter sur l'infailibilité du pape.

Le Parlement et l'Université ne voulaient pas qu'on regardât comme attaquant la doctrine de l'Eglise de France touchant l'autorité infailible. De Verdun ne se contenta pas d'en interdire la discussion, il engagea fortement Richer à battre en brèche l'opinion ultramontaine, ce qui le décida à extraire de son apologie

¹ Il avait succédé à Achille de Harlay.

de Gerson, le livre qu'il intitula : *De la Puissance Ecclésiastique et Politique*. Richer le fit examiner par Gamaches, professeur royal de théologie, et, après avoir reçu l'approbation de ce docteur, le présenta en manuscrit au premier président.

Ce traité ¹, fort court, est divisé en dix-huit articles, qui se tiennent et s'enchaînent comme des propositions géométriques; en voici l'abrégé :

« La juridiction ecclésiastique appartient essentiellement à toute l'Église. Le pape et les évêques ne sont que ses *ministres*, et en forment comme le pouvoir exécutif; mais, *quant à l'institution*, la puissance pontificale n'en vient pas moins de Dieu, qui a remis le pouvoir des clés à l'ordre sacerdotal avec pouvoir de gouverner l'Église ². L'Église est un *État monarchique*, institué pour une fin surnaturelle et spirituelle, *tempéré*, par le souverain pasteur des âmes, Notre Seigneur Jésus-Christ; le pape en est le *chef ministériel*, et son pouvoir s'étend sur toutes les Églises particulières ³. Mais cette primauté de juridiction ne lui donne pas le pouvoir infailible de faire des canons; ce pouvoir n'appartient qu'à l'Église ou au Concile général qui la représente. Jésus-Christ a bien prié pour saint Pierre, pour que sa foi ne *désaille point*, mais cette promesse ne regarde que la personne de saint Pierre et ne peut servir pour prouver l'infailibilité de ses successeurs. La puissance de faire des lois résidant dans le Concile général, la célébration des Conciles est nécessaire au gouvernement de l'Église; quant aux bulles des papes, elles n'obligent qu'autant qu'elles sont conformes aux canons.

» De ces principes il résulte que la puissance des papes ne s'étend pas sur l'Église *collectivement* ni sur le Concile général *assemblé*, mais sur les Églises particulières prises isolément; et cette puissance n'a été établie que pour l'exécution et l'interprétation des canons et de la discipline et non pour leur institution; seulement, lorsqu'il préside le Concile par lui-même ou par ses

¹ Richer, *De Ecclesiastica et politica potestate*.

² Il faut remarquer que Richer ne fait pas déléguer le pouvoir aux chefs de l'Église par la société elle-même; ses opinions diffèrent en cela essentiellement de celles de Marc-Antoine de Dominis, comme nous le dirons bientôt.

³ Richer emploie le mot *chef ministériel* par opposition à *chef absolu*, qui est Jésus-Christ, et n'en attribue pas moins au pape la primauté d'honneur et de juridiction sur les Églises particulières, comme on le voit.

légats, le pape, chef du Concile, participe à l'établissement des lois, et il ne peut en dispenser que dans les cas où le Concile lui-même en dispenserait; de son pouvoir sur les Églises particulières résulte pour lui le droit de convoquer les Conciles généraux, et de faire certains réglemens qui peuvent devenir des lois générales lorsqu'ils sont acceptés par l'Église entière.

» L'Église, société de chrétiens, est soumise, pour les choses temporelles, à la puissance politique, qui est essentiellement distincte de la puissance spirituelle par son esprit comme par son but et par la manière d'exercer le pouvoir. La puissance spirituelle, établie pour une fin spirituelle, ne se sert que de moyens de direction, de persuasion, et n'a pas recours aux peines temporelles pour conduire à la béatitude; mais le pouvoir politique est le protecteur et le vengeur de la loi divine, naturelle et canonique; il peut, dans ce but, faire des lois et les maintenir par le glaive qui lui a été confié, *car l'Église est dans la république*, comme le dit saint Optat de Milève. Le prince, en sa qualité de vengeur et de protecteur des canons, est juge légitime des *appels comme d'abus*. C'est de ce principe que sont nées certaines coutumes locales propres à chaque Église. »

Telle est le système développé par Richer dans les treize premiers articles de son livre. Dans les articles suivans, jusqu'au dix-huitième inclusivement, il réfute le système ultramontain du pouvoir absolu du pape dans l'Église sur les choses temporelles.

Cet ouvrage excita, contre Richer, une furieuse tempête. Les Jésuites, Duval qui leur était dévoué et l'auditeur Scappi, intrigant ambitieux qui voulait attirer sur lui l'attention en se montrant plus ultramontain que le pape, entreprirent de le faire déposer du syndicat. Henri de Gondî, évêque de Paris, favorisa des intrigues qui avaient pour elles l'assentiment secret du nonce, et l'on déplore de voir un homme comme le cardinal Du Perron mêlé à des violences si peu dignes de lui. On choisit Filesac pour en faire le concurrent de Richer. Filesac avait bien, depuis peu, fait condamner trois sermons ridicules ¹ publiés par les Jésuites sur saint Ignace; mais on savait que son influence dans la Faculté le rendait seul capable de disputer à Richer la place de syndic. On lui pardonna

¹ Ces sermons avaient été traduits de l'espagnol par le P. Solier, qui discutait la censure dans un pamphlet. (V. *Mercure françois*, ann. 1641.)

donc son péché envers les Jésuites et on lui fit entrevoir l'évêché d'Autun comme la récompense de son zèle et de sa docilité. Dès lors, Filesac ne songea plus qu'à se rendre digne de la récompense qu'on lui promettait.

Pendant que ces intrigues se tramaient, le chancelier, gagné à la cause des Jésuites, travaillait à faire délivrer à ces religieux des lettres patentes pour les faire incorporer à l'Université. Richer, qui en fut averti, s'adressa au Parlement et sollicita vivement le premier président de donner suite au procès qui avait été ajourné l'année précédente contre les Jésuites. On le reprit au mois de décembre, et La Martelière fit contre eux un éloquent plaidoyer¹.

« Après la mort de Henri IV, dit-il, les Jésuites n'ont songé qu'à profiter du malheur commun de la France pour établir cette domination qui fait l'objet de leurs désirs les plus ardents. C'est pour parvenir à cette domination que les Jésuites veulent concentrer chez eux l'éducation de la jeunesse, et, malheureusement, il y a parmi nous des hommes assez imprudents pour les favoriser, malgré les moyens que nous avons de les bien connaître. Si nous voulions nous donner la peine de les étudier, nous serions tous bientôt convaincus que nous n'aurons jamais la paix tant que ces ennemis seront au milieu de nous : nos rois, nos enfants, nous-mêmes, personne ne sera en sûreté. Dès qu'ils parurent, on fit, dans ce lieu même où je parle, les plus tristes prédictions sur le projet qu'ils avaient conçu de renverser toutes les lois divines et humaines. Ces malheurs nous étaient annoncés par des personnages éminents et dont la mémoire nous sera à jamais vénérable. Leurs prédictions n'ont été que trop justifiées par les événements : pendant trente ans, les Jésuites n'ont cessé de promener par toute la France le flambeau de la discorde ; ils y ont allumé, par la Ligue, un feu qui semblait ne devoir jamais s'éteindre.

» Maintenant ils ne songent qu'à augmenter le nombre de leurs citadelles. Ils élèvent à grands fais, au faubourg Saint-Germain, le vaste édifice de leur noviciat, dans le temps même où l'Université ne

¹ Le plaidoyer de La Martelière fut publié en 1612, in-4.° ; Jacques de Montholon publia aussi le sien ; le P. Gimont d'Esclavolles publia un *Actis sur le plaidoyer de La Martelière*, qui ne nuisit pas plus au succès de ce célèbre discours que la proscription dont il fut l'objet de la part de quelques Parlements de province, qui soutinrent les Jésuites, par jalousie contre celui de Paris.

On peut voir le procès des Jésuites dans le *Mercur françois*, ann. 1611. V. *tit.* D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1610.

songé qu'à pleurer la perte de son roi et à prier pour lui. Ils osent recevoir des écoliers dans leur collège de Clermont, quoique les lettres, qu'ils ont obtenues par artifice et par mille intrigues, n'aient point été vérifiées au Parlement. Leur but est de renverser l'Université, qui a toujours montré tant de zèle pour les libertés de l'Eglise gallicane et qui s'est toujours opposée aux entreprises faites contre la puissance du roi. Si les Jésuites venaient à bout de détruire la Sorbonne, ce boulevard de l'Eglise de France, ils ne craindraient plus la condamnation de leurs livres et de leur doctrine. Ils voudraient nous réduire à l'état où ils ont mis l'Allemagne, dont ils possèdent toutes les écoles. Déjà, en France, ils ont causé d'étranges ravages en plusieurs Universités. En Moldavie et en Valachie, ils ont chassé tous les religieux et se sont enrichis de leurs dépouilles. Ils ne sont rétablis en France que depuis six ans, et déjà ils y possèdent d'immenses richesses. Ils ont trouvé le secret de faire unir à leurs collèges des prieurés et des abbayes. Mais c'est surtout leur doctrine qui les a rendus odieux. Le célèbre décret rendu par la Sorbonne en 1554 contient une prophétie des maux dont nous sommes témoins. Ils n'ont jamais pu faire condamner ce décret par les papes; et ceux-ci n'auraient jamais approuvé une corporation aussi contraire aux anciennes constitutions canoniques, sans le quatrième vœu, par lequel ils s'engagent à exécuter aveuglément leur volonté. Leur doctrine est pernicieuse et exécrable: selon eux, le pape a un pouvoir absolu non seulement dans l'Eglise, mais sur les choses temporelles; et les rois qui ne veulent pas s'y soumettre sont des tyrans que Dieu ordonne de tuer. Que de maux cette doctrine a enfantés! n'est-ce pas cette erreur de l'autorité absolue du pape qui retient éloignées de l'Eglise tant de nations qui n'auraient aucune répulsion pour l'Eglise catholique, s'ils n'y voyaient cette erreur prônée par les Jésuites surtout, comme une vérité? C'est cet ultramontanisme qui a fait perdre à l'Eglise tant de contrées qui ne reconnaissent plus son autorité, et ce sont les Jésuites surtout qui l'ont prêché! leur zèle sur ce point est tellement actif, qu'ils cherchent à nuire aux meilleurs catholiques qui rejettent leur erreur de prédilection, et qu'ils les traitent comme des ennemis de l'Eglise. C'est ainsi qu'ils décrient et rabaisent tous les ordres ecclésiastiques qui ne partagent pas leurs préjugés. Ils ne reculent même pas devant le mensonge pour nuire: qui ne connaît ce fameux discours qu'ils prétendent avoir été prononcé par Henri IV, lors de leur rétablissement? Ils l'ont publié en italien, en

latin et en allemand, pour tromper les nations étrangères, et leur P. Possevin l'a inséré dans sa *Bibliothèque*, afin que l'imposture passât à la postérité. Leurs intrigues les rendent aussi dangereux que leur doctrine. Tous les moyens leur sont bons pour réussir, et ils se sont fait un système d'équivoques qui leur permet de faire toutes les déclarations qu'on leur demande, sans se croire obligés d'y être fidèles.

» Qu'on réduise donc les Jésuites aux conditions de leur établissement; qu'on réprime leurs entreprises sur les évêques et les curés; qu'on ne leur permette jamais d'instruire la jeunesse; qu'on les oblige à suivre la doctrine de l'Église de France, et non pas cette théologie nouvelle qu'ils ont composée dans l'intérêt de leur domination. »

Telle était la conséquence du plaidoyer de La Martelière. Cet avocat fit preuve, dans son discours, d'une érudition peu commune, d'une science théologique fort solide; et toutes ses assertions sont fortement appuyées sur des textes fidèlement extraits des écrivains jésuites. Son plaidoyer eut un succès prodigieux, et on le plaça au rang des *Philippiques* de Démosthènes et des *Catilinaires* de Cicéron. Servin, avocat-général, appuya La Martelière. « Pendant qu'ils parlaient l'un et l'autre, dit un historien jésuite ¹, le public qui remplissait le palais battait des mains et criait souvent à haute voix qu'il fallait encore une fois chasser la Société. » Montholon plaida pour les Jésuites. Leurs amis dirent bien haut qu'il avait véritablement réfuté les calomnies de La Martelière; mais un fait certain, c'est que son discours, imprimé comme celui de La Martelière, n'eut aucun succès, tandis que celui de ce dernier se soutint après l'impression ². Montholon opposa des témoignages à ceux que La Mar-

¹ D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1610. Le public, d'après le P. D'Avrigny, était contraire aux Jésuites. En affirmant ce fait, cet historien se montre véridique. M. Crétineau-Joly n'en soutient pas moins, en parlant du procès de 1611, que l'*Université* ne trouvait de l'écho que dans le Parlement. (Crétineau-Joly, Hist. de la Compagnie de Jésus, t. III, p. 162.) Beaucoup de faits prouvent que les Jésuites étaient généralement détestés; nous en ferons connaître plusieurs par la suite; nous ne citerons ici que la discussion qui commença à Troyes en 1611. Le clergé presque tout entier et le peuple se soulevèrent contre les Jésuites, que l'évêque voulait y établir. Ils adressèrent à la Cour des réclamations dans lesquelles ils élevèrent contre les Jésuites les accusations les plus graves.

² C'est ce que nous apprend le Jésuite Feller dans son *Dictionnaire historique*. (V.° Martelière.) « Son plaidoyer, dit-il, extrêmement applaudi au barreau, le fut encore à l'impression, lorsqu'il vit le jour, en 1612. »

telière avait avancés ; mais il ne put vaincre son adversaire, et le tribunal rendit, le 22 décembre, un arrêt « par lequel ¹ les parties furent appointées au conseil, et cependant défense aux Jésuites d'enseigner. » C'est pourquoi ils renvoyèrent leurs élèves du collège de Clermont.

L'avocat général Servin avait proposé dans ses conclusions que le Parlement, outre ce qui regardait la demande de l'Université, devait obliger les Jésuites à signer les quatre articles suivants : 1.^o Le Concile est au-dessus du pape ; 2.^o le pape n'a aucune puissance temporelle sur les rois, et il ne peut les priver de leurs royaumes après les avoir excommuniés ; 3.^o les confesseurs doivent révéler aux magistrats les conjurations contre les rois ou contre l'État ; 4.^o les ecclésiastiques sont sujets au prince séculier ou aux magistrats politiques.

Le cardinal Du Perron attaqua le troisième article comme hérétique et destructif de toute la religion ; il le dénonça en conséquence au roi. Servin fut mandé à la Cour et il exposa que, par cet article, on n'obligeait point à nommer les personnes, ni, par conséquent, à violer le secret de la confession. Après bien des discussions, les Jésuites déclarèrent, le 22 février 1612, au greffe du Parlement, « qu'ils se conformeraient à la doctrine de l'école de Sorbonne, même en ce qui concerne la conservation de la personne des rois, le maintien de leur autorité royale, et les libertés de l'Église gallicane observées de tout temps en ce royaume. » Parmi les signataires de ces articles, étaient les Pères Fronton-du-Duc et Jacques Sirmond.

Cet engagement, contracté sans l'avis du pape et de leur général, n'obligeait pas les Jésuites, d'après leur manière de voir. Ils n'en continuèrent donc pas moins à combattre en faveur de l'ultramontanisme, tout en faisant profession extérieure de gallicanisme.

Richer avait communiqué à La Martelière les vieux registres de la Faculté de théologie et avait aidé cet avocat dans la composition de son plaidoyer : le premier président du Parlement l'engagea à composer, en latin et en français, une exposition claire des principes des Jésuites. Ces religieux et leurs amis, qui en furent avertis, cherchèrent par tous les moyens à parer ce coup, et se déchainèrent contre Richer et contre son livre de *la Puissance ecclésiastique et*

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 2.

politique. Par le moyen de Filesac et de Duval, et grâce à l'influence du nonce et du cardinal Du Perron, ils se firent un parti puissant au sein même de l'Université. Non seulement ils entreprirent de faire déposer Richer du syndicat, mais encore de provoquer la condamnation de son livre par la Faculté de théologie. Du Perron réunit chez lui tous les évêques qui étaient à Paris, et leur proposa de censurer le livre de Richer. René Potier, évêque de Beauvais, voulait qu'on entendît l'auteur avant de condamner l'ouvrage, Du Perron s'y opposa, et tous les évêques présents, excepté l'archevêque de Tours et l'évêque de Beauvais, adhérèrent à un projet de censure, qui fut envoyé au nonce, et par lui à Rome. Le Parlement prit la défense de Richer contre toutes ces intrigues, mais Du Perron et les Jésuites ne s'en émurent pas, car ils avaient acheté le silence du conseil d'État, en comptant deux mille écus d'or au chancelier Brulart de Sillery.

La censure fut bientôt revenue de Rome. Au mois de mars 1612, elle était à Paris, et la régente, d'après l'avis du chancelier, laissait aux évêques la liberté de faire ce qu'ils jugeraient à propos.

Le cardinal Du Perron convoqua à Paris ses comprovinciaux, pour promulguer sa censure visée à Rome avec plus de solennité. Le livre de Richer fut donc condamné comme contenant « plusieurs propositions, expositions et allégations fausses, erronées, scandaleuses, et, *comme elles sonnent*, schismatiques et hérétiques ¹. » Le concile déclara en même temps qu'il n'avait l'intention, par cette censure, de toucher, ni aux droits du roi et de la couronne de France, ni aux libertés de l'Église gallicane.

Bossuet ² remarque avec raison qu'on ne nota aucune proposition en particulier, et que ce genre de censure ne peut apporter aucune lumière pour la vérité, en laissant toute liberté à la fraude. Du Perron fut plus explicite dans une lettre à Casaubon ³, et l'on voit par ce document que Richer fut censuré plutôt pour ses opinions politiques que pour ses opinions religieuses. Or, Du Perron était trop habile théologien pour ne pas comprendre que, pour un système politique, un concile provincial ne peut porter de censure

¹ Richer, *Hist. de son syndicat*; Baillet, *Vie de Richer*; Ellies Du Pin, *Hist. Eccl. du XVII.^e siècle*, t. 1; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1612; *Mercur* français, ann. 1612; Sponde, *Ann. Eccl.* ann. 1612.

² Bossuet, *Defens. declarat. Cleri gallic.*, lib. 6, c. 25.

³ Du Perron, *Ambassades, etc.*, p. 695.

sans sortir de ses attributions; aussi se contenta-t-il de condamner d'une manière générale, pour être agréable à la cour de Rome.

Le 16 mars, l'évêque de Paris ordonna de lire cette censure au prône de la messe paroissiale. Le 24 mai, le concile provincial d'Aix censura aussi l'ouvrage de Richer. L'archevêque Hurault de l'Hôpital était à Paris lorsque la censure y fut adoptée. Le nonce, mécontent de la clause gallicane qu'on y avait ajoutée par ordre du chancelier, l'engagea à se rendre au plus tôt à Aix, pour censurer l'ouvrage purement et simplement. L'archevêque d'Aix obéit.

Les Jésuites et les autres Mendiants qui formaient l'armée de l'ultramontanisme, firent grand bruit partout de la censure de Richer. Bientôt les pamphlets les plus outrageants tombèrent sur le vertueux syndic, qui n'y répondit pas. Le P. Jacques Sirmond, lui-même, fut forcé, par ses supérieurs, de faire trêve à ses graves études pour se rendre pamphlétaire, Sirmond, Petau et Fronton-du-Duc étaient les hommes les plus savants qu'eût alors, en France, la Société de Jésus; ils connaissaient l'antiquité ecclésiastique et ne tombaient pas dans les exagérations de leurs confrères; mais l'esprit de corps et l'obéissance aveugle à laquelle ils s'étaient soumis, les fit parfois descendre, malgré eux, du rang élevé où les plaçait leur érudition.

Duval, l'ennemi personnel de Richer, fit plus de bruit que tous les autres; ce professeur de Sorbonne désirait, pour plaire au parti ultramontain, la ruine de la Société dont il était membre; il inventa, dans son intolérance, le nom de *Richéristes*, dont les ultramontains ont depuis tant abusé, pour faire des gallicans comme une secte hérétique; car ils ont su donner ce titre à tous ceux qui admettaient franchement les principes des conciles de Constance et de Bâle, comme la vraie doctrine de l'Eglise primitive,

Richer qui connaissait, par des amis secrets, toutes les intrigues qu'ourdissaient Duval, l'évêque de Paris, le nonce, Du Perron et les Jésuites, pour le faire déposer du syndicat, crut devoir en appeler au Parlement comme d'abus de tout ce qui avait été fait contre lui¹; mais le premier président, qui l'avait lancé dans l'a-

¹ V. les pièces de son appel dans D'Argentré, *Collect. judic.*, t. III. Il y prétend que le concile provincial de Sens ne fut ni canonique ni légitime; que la sentence était nulle en elle-même; que cinq des évêques signataires n'avaient pas assisté à l'examen du livre, et qu'ils jugèrent sans connaissance de cause. D'Argentré a donné, dans sa Collection, une lettre de félicitation adressée par le pape aux membres du concile de Sens.

rière, l'abandonna, effrayé de la puissance de ses ennemis. Richer fut donc exposé sans défense à toutes les intrigues ; on lui fit même un crime de la sympathie que lui montra le roi d'Angleterre, Jacques I.^{er}, qui avait lu son livre et l'avait jugé propre à rallier les protestants à l'Eglise catholique ; lorsque ce prince apprit que Du Perron l'avait condamné, il interrompit la correspondance qu'il entretenait avec ce cardinal, et celui-ci s'abassa jusqu'à la calomnie pour essayer de flétrir, aux yeux du roi d'Angleterre, un homme dont il pouvait combattre les opinions, mais dont la science, la vertu et la noble conduite commandaient le respect de tous.

Nous n'entrerons pas dans les détails de tous les moyens qu'employèrent les ennemis de Richer pour se créer, dans la Faculté de théologie, une majorité factice pour le déposer. La plupart des docteurs et surtout le savant Launoy, se déclarèrent ouvertement pour lui. Il fallut des lettres patentes de la Cour pour lui ôter une charge qui avait été à vie jusqu'alors, et Filesac, après bien des hésitations, fut assez ambitieux pour accepter une place qui lui était conférée illégalement. Ce docteur n'aimait pas les Jésuites, mais les ultramontains n'avaient osé proposer ni Duval, ni aucun autre de leurs amis, car ils étaient si peu aimés des docteurs, que toutes les intrigues n'auraient pas réussi à leur faire obtenir la majorité. Le choix de Filesac, provoqué par les ultramontains, était pour eux autant une défaite qu'un triomphe ; du reste, la Faculté, en donnant un successeur à Richer pour obéir à la Cour ¹, témoigna à ce docteur toute sa reconnaissance pour le bien qu'il avait fait à l'Université pendant son syndicat jusqu'à la publication de son livre *De la puissance ecclésiastique et politique* ; elle le maintint dans sa charge de grand-maître du collège Le Moine, malgré ses ennemis, et le désigna pour un des canonicats de l'église Notre-Dame, pour lequel elle avait droit de présentation ; l'arbitraire de Pierre de Gondî ² rendit inutile ce témoignage de la gratitude de l'Université. Un conseiller au grand conseil, Simon Vigor ³, fut assez coura-

¹ A la fin de septembre 1612, le pape écrivit au prince de Condé et au comte de Soissons pour les remercier d'avoir fait déposer Richer. Ces lettres se trouvent dans D'Argentré, *Collect. judic.*, t. III.

² Pierre de Gondî, en cédant son évêché à Henri, son neveu, s'était réservé des droits sur le diocèse et, en particulier, la nomination aux canonicats. (V. la Vie de Richer, par Baillet.) Pendant un siècle, le siège de Paris fut l'apanage de la famille de Gondî.

³ Ellice Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. I.

geux pour prendre en main la cause de Richer contre ses puissants adversaires ; Duval voulut lui répondre, mais Vigor répliqua avec une science qui ferait beaucoup d'honneur au plus profond théologien. La Faculté de théologie lui donna en même temps une nouvelle preuve de sympathie en condamnant un livre composé par le Jésuite Suarez ¹ ; il était intitulé : *De la Défense de la foi contre les Anglais*, et l'auteur y soutenait, touchant l'autorité du pape et du roi, des opinions diamétralement opposées à celles de Richer.

Les choses en restèrent là pendant plusieurs années, par rapport à Richer ², ce savant docteur, retiré en son collège Le Moine, ne songea qu'à se faire oublier ; il n'assista plus aux assemblées de la Faculté, et ne s'occupa que de ses études et de pratiques de piété, jusqu'au moment où il plut à ses adversaires de lui susciter de nouvelles persécutions.

Tandis que ses ennemis se déchaînaient contre lui, avec un zèle qui tenait trop de la colère, les protestants tenaient, à Saumur, sous la présidence de Duplessis-Mornay, une assemblée fort tumultueuse. Marie de Médicis avait bien, dès le commencement de sa régence, confirmé l'édit de Nantes ³, mais, en même-temps, elle avait averti le pape qu'elle n'en agissait ainsi que pour ne pas susciter au gouvernement de graves embarras pendant la minorité de son fils. Les protestants savaient que la Cour ne les aimait pas, aussi jugèrent-ils à propos de veiller à leur sûreté.

L'assemblée de Saumur n'avait été autorisée que pour nommer les agents qui devaient représenter le parti auprès du gouvernement ; la coutume était de présenter six candidats au roi, qui en choisissait deux pour agents, mais l'assemblée de Saumur ne voulait pas s'en tenir à cette simple désignation, aussi les plus grands seigneurs du parti s'y rendirent-ils ; on y vit les deux De Sully, De Bouillon, De Rohan, De la Trémoille, Soubise, La Force, Châtil-

¹ D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1614 ; *Mémoires de Richelieu*, liv. 5.

² Le duc d'Épernon, voulant obtenir du pape un chapeau de cardinal pour son fils, marquis de La Valette, lui promit de livrer Richer à l'Inquisition, et le fit mettre en prison pour le transporter ensuite à Rome. L'Université, qui fut instruite de cette violence, en appela au Parlement, qui ordonna de mettre Richer en liberté. Le chancelier se prononça ouvertement contre ces violences approuvées de Villeroy. (V. Baillet, dans sa *Vie de Richer et les œuvres de ce docteur*.)

³ *Mémoires de Richelieu*, liv. 1 et 2 ; *Mercurio françois*, *passim* ; Benoit, *Hist. de l'Édit de Nantes*.

lon, Lesdiguières¹. Le bruit courait que les protestants prétendaient obtenir des places de sûreté dans les provinces où l'édit de Nantes ne leur en avait point accordé ; qu'ils voulaient se faire autoriser à employer à l'entretien de leurs ministres les dîmes que, d'après le même édit, ils étaient obligés de payer au clergé catholique ; enfin que leur intention était de resserrer les liens de leur parti en renouvelant leurs serments. Ces bruits causèrent de vives inquiétudes à la Cour.

Les protestants, au lieu de procéder à la nomination de leurs candidats, s'occupèrent, dès le début de l'assemblée, à proposer de nouvelles formules de serment pour s'unir entre eux plus étroitement que jamais, et à rédiger le cahier des plaintes qu'ils voulaient adresser à la Cour. Comme il était arrivé depuis peu, à Châtillon-sur-Indre, une émeute où les protestants avaient été fort maltraités, l'assemblée envoya à la régente un député pour lui demander justice et lui déclarer qu'elle ne traiterait aucune affaire avec les commissaires que le roi devait lui envoyer, tant qu'on n'aurait pas accordé aux protestants une pleine et entière satisfaction.

Le 5 juin (1611), Bullion et Boissise, conseillers d'État, arrivèrent à Saumur en qualité de commissaires du roi près les Églises protestantes. Le 7, ils prirent séance dans l'assemblée et déclarèrent que la Cour voulait observer fidèlement les édits accordés précédemment aux protestants et interpréter, même à leur avantage, tous les décrets qui pourraient présenter quelque ambiguïté ; mais en même-temps, ils sommèrent l'assemblée de procéder au choix de ses candidats. L'assemblée, après avoir protesté de son entière soumission au roi, nomma deux députés pour porter aux commissaires royaux les plaintes touchant les événements de Châtillon-sur-Indre. Elle continua ensuite de travailler à la rédaction de son cahier.

Le 14, les commissaires apportèrent à l'assemblée des lettres de la régente et un arrêt du conseil qui chargeait un maître des requêtes de l'examen et du jugement de ce qui s'était passé à Châtillon ; ils demandèrent de nouveau avec instance l'élection des candidats ; l'assemblée, qui ne jugeait pas suffisante la satisfaction qu'on lui avait accordée, refusa positivement de procéder à cette élection, acheva la rédaction de son cahier, et nomma cinq députés pour aller le présenter à la Cour.

Le chancelier, après en avoir pris connaissance, dit aux députés

¹ Lesdiguières se fit catholique quelque temps après.

que le roi leur accorderait une augmentation de quarante-cinq mille livres sur les fonds destinés à l'entretien de leurs ministres, et qu'il leur garantissait encore pour cinq ans la possession des places de sûreté que l'édit de Nantes leur avait accordées. Quant aux autres demandes, le chancelier ne promit réponse qu'après la désignation des candidats par l'assemblée. Les députés élevèrent certaines prétentions qu'ils furent obligés d'abandonner, et ils reçurent l'ordre de retourner à Saumur. Bullion, qui était revenu à Paris, fut chargé du cahier des protestants et des réponses de la Cour, mais il ne dut point communiquer ces réponses à l'assemblée avant l'élection des candidats. Jusqu'au premier septembre, l'assemblée fit des difficultés, mais enfin elle céda, nomma ses candidats, et reçut alors communication des réponses faites par la Cour à son cahier. Les protestants n'en furent pas satisfaits, mais la régente se hâta de choisir les deux agents qui devaient traiter au nom de tout le parti et, le 9 septembre, l'assemblée de Saumur fut dissoute par ordre du roi.

On commençait à s'effrayer de l'opposition qu'elle faisait à la Cour ; le peuple croyait déjà voir le royaume plongé dans toutes les horreurs de la guerre civile, et plusieurs villes considérables, comme Poitiers et Orléans, gardaient leurs portes pour se mettre à l'abri d'une surprise. Il est certain que plusieurs membres de l'assemblée poussaient à la guerre et cherchaient à effrayer l'assemblée en lui faisant le tableau des projets secrets de la Cour. Duplessis-Mornay dit qu'il valait mieux souffrir que de recommencer la guerre civile. Le duc de Bouillon, qui voulait devenir ministre, contribua aussi à détourner les protestants de la guerre ; mais cet homme ambitieux, n'ayant pas obtenu ce qu'il désirait, se déclara bientôt après contre le gouvernement.

Ce n'était pas sans raison que les protestants se défiaient de la Cour, où leurs ennemis déclarés avaient toute l'influence. La double alliance qu'elle fit, en 1612, avec l'Espagne contribua encore à accroître leurs soupçons. Le 25 mars, on annonça officiellement la conclusion du mariage du roi avec Anne d'Autriche, infante d'Espagne, et celui de Elisabeth de France, sœur du roi, avec Philippe, prince d'Espagne. Le conseil secret, qui avait renoncé ouvertement à la politique de Henri IV, était arrivé à son but. Le jeune duc de Mayenne¹ signa, le 22 août, à Madrid, le contrat de mariage du roi.

¹ Le duc de Mayenne, ancien chef de la Ligue, était mort l'année précédente.

Les seigneurs catholiques qui avaient partagé les idées politiques de Henri IV furent aussi mécontents de ces mariages que les protestants eux-mêmes. Les uns et les autres étaient jaloux de la faveur dont jouissaient, auprès de la régente, l'aventurier Conchini et la Galigai, sa femme. Bientôt ils se retirèrent de la Cour et se groupèrent en deux partis, ayant pour chefs le prince de Condé et le duc de Rohan. Ce dernier était à la tête des protestants. Son intention était de forcer, par son attitude, la Cour à respecter les édits; mais il ne voulait faire la guerre qu'à la dernière extrémité. Il refusa donc d'abord les propositions que lui fit Condé de s'unir avec lui pour ne former qu'un seul parti *politico-protestant*, comme sous Henri III; Condé lui ayant fait entrevoir tous les dangers que faisait courir aux protestants la nouvelle politique de la Cour, il consentit enfin à écouter ses propositions; mais, tandis qu'il entrait en pourparlers, Condé entamait avec la Cour des négociations qui aboutirent au traité de Sainte-Menehould, par lequel la Cour s'engagea à convoquer les États-Généraux.

On en fit l'ouverture le 27 octobre 1614, dans la salle Bourbon, au Louvre¹. La chambre ecclésiastique était composée de cent quarante députés, parmi lesquels étaient cinq cardinaux, sept archevêques, quarante-sept évêques et deux chefs d'Ordre, savoir : les abbés de Cîteaux et de Clairvaux. François de Joyeuse, cardinal-archevêque de Rouen et doyen du Sacré-Collège, fut élu président de la chambre ecclésiastique. Elle tint ses séances au couvent des Augustins. Il s'éleva d'abord dans son sein une vive discussion sur la préséance entre les abbés commendataires et les dignités des Églises cathédrales. L'abbé d'Étampes, aumônier du roi et abbé de Bourgueil, plaida pour les premiers; Charles de La Saussaye, doyen d'Orléans, soutint les droits des Églises cathédrales. La chambre ne décida rien, sinon que chacun se placerait indistinctement, sans préjudice des droits des parties.

Le clergé ne prit qu'une faible part aux discussions financières qui furent agitées par la noblesse et par le Tiers-État; mais deux questions le préoccupèrent vivement : celle de la publication du

¹ *Mercurius francicus*, ann. 1614, 1615; *Mémoires de Richelieu*, liv. 6; *Collection générale des procès-verbaux des assemblées du Clergé de France*, t. II; *D'Avrigny, Mémoires chronol.*, ann. 1614; *Étienne Du Pin, édit. Rec. du XVII^e siècle*, t. I; *Bossuet, Defens. decl. Cleri gallic.*, lib. 4, c. 15.

Concile de Trente¹ et celle de l'article que proposa le Tiers-État contre le tyrannicide.

Le 7 novembre, le promoteur de la chambre ecclésiastique ayant proposé de s'occuper de la publication du Concile de Trente, on fit sur ce point *une grande et mûre délibération*, après laquelle « il fut résolu, d'un commun consentement, qu'il serait fait dans le cahier un article contenant très humble supplication et instance au roi à ce qu'il lui plaise d'ordonner que ledit Concile sera reçu, publié et gardé partout son royaume, et les saints décrets et constitution d'icelui observés et exécutés par toutes personnes de ses États, terres et pays de son obéissance. »

Le lendemain, on décida que l'on ajouterait à cette demande la condition d'usage : « Sans préjudice des libertés de l'Église gallicane et des exemptions de juridiction et autres privilèges des chapitres des églises cathédrales et collégiales et autres personnes ecclésiastiques. »

Le 27 novembre, une partie de la séance fut consacrée à divers discours sur l'importance, la nécessité, l'utilité et la forme de la publication du Concile de Trente. Plusieurs membres manifestèrent des craintes pour les libertés de l'Église gallicane, malgré les conditions mises à la publication ; ils proposèrent donc de rédiger la demande de manière à ce que la publication n'eût lieu qu'après la confirmation des libertés gallicanes par le pape. Leur sentiment fut adopté, et l'on proposa aux délibérations de l'assemblée ce projet d'article :

« Le roi sera très humblement supplié d'ordonner que le saint Concile de Trente soit publié et gardé dans son royaume, *sitôt et après qu'il aura plu à Sa Sainteté d'agréer que ladite publication soit faite sans préjudice* des droits de Sa Majesté et de sa couronne, paix, repos et tranquillité de son État, *des franchises, libertés et immunités de l'Église gallicane*, des privilèges, exemptions et ju-

¹ Dans l'assemblée de 1610, le clergé avait demandé, selon l'usage, la publication du concile de Trente et le rétablissement des élections. Il avait demandé en outre à s'entendre avec le Parlement touchant l'appel comme d'abus.

L'assemblée de 1612 fut fort peu importante. Nous remarquons seulement, dans son procès-verbal, qu'elle reçut, par le nonce, communication de la défense faite par le pape d'écrire sur la matière de *Auxiliis*, ou de la Grâc., et que les évêques furent engagés à veiller à ce que cette défense fût observée. (V. Collection générale des procès-verbaux des assemblées du Clergé de France, t. II.)

ridictions des chapitres des églises cathédrales, collégiales, monastères et autres communautés, dignités et personnes ecclésiastiques de ce royaume. »

Cette formule, selon la remarque de plusieurs membres, pouvait prêter à de mauvaises interprétations, c'est pourquoi, le 29 novembre, on reprit la discussion, et tout le clergé, d'un consentement unanime et par acclamation, reconnut que le Concile de Trente était œcuménique, et que son intention n'était d'*apporter ni difficulté, ni modification, ni restriction, aux choses qui concernent la religion et la doctrine qui y a été décidée*. Mais il a été ajouté que, dès la naissance du christianisme et au siècle même des Apôtres, les chefs de l'Église avaient jugé que « aux choses qui regardent la police et discipline extérieure, il était permis, voire même raisonnable et quelquefois nécessaire d'y admettre de la diversité, de dispenser, de changer et de relâcher quelques points des ordonnances que les Conciles généraux avaient établies touchant cette sorte de police ; » que cette diversité pouvait être fondée en droit, soit par l'autorité du Saint-Siège et la permission des souverains Pontifes, soit par les réglemens des Conciles nationaux, appuyés « sur une tradition reçue de toute antiquité et sur la considération des circonstances, des temps, des personnes, des nations et des provinces qui ont fait naître cette diversité » : pour ces raisons, ajoute le procès-verbal de l'assemblée, le clergé de France a estimé que le saint et sacré Concile de Trente étant publié, et son autorité reçue et reconnue en tout ce qui regarde les arrêts de la foi et les définitions de la doctrine, le Saint-Siège apostolique, la chrétienté et toute l'Église catholique ne trouveront point mauvais que, pour ce qui regarde la police, il prétende et désire que ladite publication s'en fasse sans préjudice des droits du roi et libertés de l'Église gallicane. »

On conserva donc la condition adoptée dans la première rédaction ; seulement on retrancha les mots de *paix, repos et tranquillité de son Etat*, qui pouvaient donner à croire que le Concile de Trente contenait quelque chose de contraire à la paix publique, et l'on ajouta que Sa Sainteté serait suppliée de laisser les libertés de l'Église gallicane dans leur entier, sans que la publication du Concile puisse y *préjudicier*.

Le 19 février 1615, l'archevêque de Lyon, Denis-Simon de Marquemont, à la tête de plusieurs députés, alla proposer, de la part du clergé, à la chambre de la noblesse, de s'unir à la chambre

ecclésiastique pour demander la publication du Concile de Trente. L'évêque de Beauvais, René Potier, fut député dans le même but au Tiers-État, qui répondit simplement qu'il en délibérerait. La noblesse fit d'abord quelques difficultés, et on fut obligé de lui envoyer l'évêque de Beauvais pour lui fournir les explications dont elle avait besoin. Après les avoir entendues, elle adhéra à la demande du clergé.

La discussion était plus vive au sein du Tiers-État. L'évêque de Beauvais lui donna, de la part du clergé, les mêmes explications qu'à la noblesse ; mais le Tiers fut plus difficile qu'elle, et persista à dire que la matière était trop difficile pour être discutée assez mûrement dans une assemblée politique, et que, du reste, cette question n'était pas de sa compétence.

Le clergé fut mécontent de cette réponse du Tiers-État, et cette disposition à son égard fut une des principales causes du débat qui s'éleva bientôt entre ces deux corps à propos du tyrannicide.

Le Tiers-État avait résolu de mettre dans son cahier un article qui contenait ce qui suit :

« Pour arrêter le cours de la pernicieuse doctrine qui s'introduit depuis quelques années contre les rois et puissances souveraines, établies de Dieu, par esprits séditeux qui ne tendent qu'à les troubler et subvertir, le roi sera supplié de faire arrêter en l'assemblée de ses États, pour loi fondamentale du royaume, qui soit inviolable et notoire à tous : que, comme il est reconnu souverain en son État, ne tenant la couronne que de Dieu seul, il n'y a puissance en terre, quelle qu'elle soit, spirituelle ou temporelle, qui ait aucun droit sur son royaume, pour en priver les personnes sacrées de nos rois, ni dispenser ou absoudre leurs sujets de la fidélité et obéissance qu'ils lui doivent, pour quelque cause ou prétexte que ce soit ; que tous les sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, tiendront cette loi pour sainte et véritable, comme conforme à la parole de Dieu, sans distinction équivoque, ni limitation quelconque, laquelle sera jugée et signée par tous les États et dorénavant par tous les bénéficiers et officiers du royaume avant que d'entrer en possession de leurs bénéfices, et d'être reçus en leurs offices ; que tous précepteurs, régents, docteurs et prédicateurs, seront tenus de l'enseigner et publier ; que l'opinion contraire même, qu'il soit loisible de tuer et déposer nos rois, s'élever et rebeller contre eux, secouer le joug de leur obéissance pour quelque occasion que ce soit, est impie, détestable, contre vérité et contre l'éta-

blessement de l'Etat de la France, qui ne dépend immédiatement que de Dieu; que tous livres qui enseignent cette fausse et perverse opinion seront tenus pour séditieux et damnables; tous étrangers qui l'écriront et publieront, pour ennemis jurés de la couronne; tous sujets de Sa Majesté qui adhéreront, de quelque qualité et condition qu'ils soient, pour rebelles, infracteurs des lois fondamentales du royaume, et criminels de lèse-majesté au premier chef; et, s'il se trouve aucun livre ou discours écrit par étranger, ecclésiastique ou d'autre qualité, qui contienne proposition contraire à ladite loi, directement ou indirectement, seront, les ecclésiastiques des mêmes ordres établis en France, obligés d'y répondre, les impugner et contredire incessamment, sans respect, ambiguité ni équivoque, sur peine d'être punis de même peine que dessus, comme auteurs des ennemis de cet Etat. Et sera ce premier article lu par chacun an, tant aux cours souveraines que es-bailliages et sénéchaussées dudit royaume, à l'ouverture des audiences, pour être gardé et observé avec toute sévérité et rigueur.»

Lorsque la chambre ecclésiastique eut avis que le Tiers-État s'occupait de telles questions, il s'éleva un grand tumulte dans son sein. Plusieurs membres proposèrent de *faire éclat en la chambre du Tiers-État* et de lui signifier qu'il ne pouvait ni ne devait s'occuper de questions religieuses que pour demander, sur ces points, l'avis du clergé. D'autres craignaient qu'un tel éclat ne soulevât d'autres querelles; la majorité fut d'avis de prier la régente de supprimer l'article en question, comme donnant occasion à des polémiques qui pouvaient provoquer un schisme et jeter la division parmi les catholiques. Nous avons vu combien était vive, à cette époque, la discussion sur les questions soulevées par le Tiers-État. Le clergé craignait de se voir obligé d'entrer dans ces discussions brûlantes, et tout son désir était de les étouffer. Malgré la demande qu'il avait faite à la régente, le Tiers-État délibérait sur son article, et déjà on faisait courir dans le public un extrait de son procès-verbal. Le clergé lui fit proposer, ainsi qu'à la noblesse, de ne traiter aucune question sans se faire des communications mutuelles. Le Tiers-État déclara positivement qu'il n'adopterait jamais aucune décision sur la foi et la doctrine sans l'avoir soumise au clergé; mais que, sur des points de discipline et de réforme des abus et des personnes, il ne se croyait pas obligé à cette formalité. Cette réponse ne satisfut pas la chambre ecclésiastique, qui se plaignit hautement que, sous l'ombre d'une doctrine sainte et juste, le

Tiers-États'exposât à faire naître un schisme dans l'Église. Elle résolut, en conséquence, de lui envoyer une députation, à la tête de laquelle elle mit l'évêque de Montpellier, Pierre de Fenouillet. Ce prélat fit au Tiers-État un long discours pour lui prouver que, sur un point de discipline, il avait besoin, comme sur un point de doctrine, de l'avis du clergé, et il obtint que l'article serait communiqué aux chambres du clergé et de la noblesse. Cette dernière l'ayant reçu, demanda l'avis du clergé, qui entama sur ce sujet une discussion des plus vives.

Le cardinal Du Perron attaqua le premier l'article du Tiers. Il ne toucha point au fond et s'appliqua surtout à prouver qu'il n'appartenait pas aux États de décider une question doctrinale. Le cardinal de La Rochefoucault, évêque de Senlis, appuya le cardinal Du Perron et ajouta que la cour de Rome, bien loin de favoriser la doctrine du tyrannicide, comme l'article semblait vouloir le faire entendre, avait, au contraire, condamné un livre de Becan qui contenait des propositions favorables à cette doctrine. Il présenta en même temps une copie de cette censure, qui avait été rendue le 3 janvier 1613, en sa présence.

Il fut décidé par la chambre ecclésiastique que l'article du Tiers-État serait rejeté, et qu'il suffirait de publier contre le tyrannicide le décret rendu contre cette erreur par le Concile de Constance. Le cardinal Du Perron fut chargé d'aller annoncer aux autres chambres la résolution du clergé.

Le lendemain, le docteur Filesac vint à la chambre ecclésiastique faire le rapport de ce qui s'était passé au sein de la Faculté de théologie, à l'occasion du livre de Becan, dont avait parlé le cardinal de La Rochefoucault.

Becanus ou Becan¹, théologien jésuite, avait composé un livre intitulé : *De la Controverse anglicane touchant la puissance du Roi et du Pape*. Son but, dans cet ouvrage, était de défendre les principes du cardinal Bellarmin. Il l'avait fait imprimer à Mayence en 1612, et on l'avait déféré à la Faculté de théologie de Paris le 1^{er} décembre de cette année et le 2 janvier 1613, comme contenant plusieurs propositions pernicieuses. Au moment où la Faculté allait s'occuper de ce livre, Filesac, qui était syndic à la place de

¹ *Mercuré françois*, ann. 1612; *Mémoires de Richelieu*, liv. 4; *Ellies du Pin*, *Hist. Eccl. du XVII.^e siècle*, t. 1; *D'Avrigny*, *Mém. chronol.*, ann. 1613; *D'Argentré*, *Coll. judic.* t. III.

Richer, annonça à l'assemblée que le cardinal de Bonzi lui avait communiqué un ordre de la régente, par lequel il était défendu à la Faculté de procéder à la censure du livre de Becan. Fayet et trois autres docteurs furent députés à la régente pour lui représenter combien il était dangereux de laisser cet ouvrage sans aucune censure. Le chancelier, qui reçut les quatre docteurs, loua le zèle de la Faculté et lui permit de procéder au jugement du livre du théologien jésuite ; mais, quand l'affaire fut rapportée à la Faculté, Filesac lut un décret du pape Paul V, en date du 3 janvier 1613, par lequel le livre de Becan était défendu et mis à la seconde classe de l'index, jusqu'à ce qu'il fût corrigé, comme contenant des propositions respectivement fausses, téméraires, scandaleuses et séditions. Après avoir donné connaissance de ce décret, Filesac déclara qu'il s'opposait à ce que la Faculté censurât le livre, assurant que le chancelier défendait à l'assemblée de délibérer sur cette affaire. Le chancelier et la Cour, dont il était l'organe, n'avaient aucune règle de conduite dans ces discussions, et changeaient d'avis selon les circonstances, soutenant par tradition la doctrine gallicane, et subissant en même temps l'influence de certains personnages trop amis des Jésuites pour laisser censurer un théologien de cette Société par la Sorbonne.

Les erreurs de Becan étaient évidentes. Il poussait au-delà de toutes les bornes les principes de l'ultramontanisme, et son livre était aussi détestable que celui de Mariana ; on ne comprendrait donc pas, si on ne connaissait pas le conseil secret qui dirigeait Marie de Médicis, le ménagement que l'on eut d'un côté pour le théologien jésuite, et de l'autre l'opposition que l'on manifesta pour l'article du Tiers-État, qui ne contenait que la doctrine de l'Église de France.

Tandis que Filesac faisait connaître à la chambre ecclésiastique ce qui s'était passé au sein de la Faculté par rapport à Becan, le cardinal Du Perron exposait au Tiers-État les raisons pour lesquelles le clergé ne pouvait admettre son article. Après l'avoir félicité de son attachement au roi et de ses bonnes intentions, il leur fit un discours qui est analysé ainsi dans les mémoires du cardinal de Richelieu ¹ :

« Il leur dit qu'en leur article dont il s'agit, et lequel ils bapti-

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 6.

sent du nom de loi fondamentale, il y a trois points : Le premier, que, pour quelque cause que ce soit, il n'est pas permis d'assassiner les rois ; qu'à cela toute l'Eglise souscrit, voire elle prononce anathème contre ceux qui tiennent le contraire.

» Le deuxième que nos rois sont souverains de toute sorte de souveraineté temporelle dans leur royaume ; que ce deuxième point-là encore est tenu pour certain et indubitable, bien qu'il ne le soit pas d'une même certitude que le premier, qui est un article de foi.

» Le troisième, qu'il n'y a nul cas auquel les sujets puissent être absous du serment de fidélité à leur prince ; que ce troisième point est contentieux et disputé en l'Eglise, d'autant que toutes les autres parties de l'Eglise catholique, et toute la gallicane même, depuis que les écoles de théologie y ont été instituées jusqu'à la venue de Calvin, ont tenu qu'il y a quelques cas auxquels les sujets en peuvent être absous ; savoir est que, quand un prince vient à violer le serment qu'il a fait à Dieu et à ses sujets de vivre et mourir en la religion catholique par exemple, non seulement se rend Arien ou Mahométan, mais passe jusqu'à forcer ses sujets en leurs consciences, et les contraindre d'embrasser son erreur et infidélité, il peut être déclaré déchu de ses droits, comme coupable de félonie envers celui à qui il a fait le serment de son royaume, c'est-à-dire envers Jésus-Christ, et les sujets peuvent être absous au tribunal ecclésiastique du serment de fidélité qu'ils lui ont prêté.

» Que le titre même qu'ils donnent à cet article de loi fondamentale est injurieux à l'État, duquel ce serait avouer que les fondements seroient bien mal assurés, si on les appuyoit sur une proposition incertaine et problématique. Davantage que cet article, couché comme il est, fait un schisme en l'Eglise de Dieu, car nous ne pouvons tenir et jurer que le Pape et toutes les autres parties de l'Eglise catholique, que nous savons avoir une créance contraire tiennent une doctrine opposée à la parole de Dieu, et impie, et partant hérétique, sans faire schisme et nous départir de leur communion ; et enfin qu'il attribue aux personnes laïques l'autorité de juger des choses de la religion, et décider quelle doctrine est conforme à la parole de Dieu, et leur attribue même l'autorité d'imposer nécessité aux personnes ecclésiastiques de jurer, prêcher et annoncer l'une, et impugner par sermons et par écrits l'autre, ce qui est un sacrilège, fouler aux pieds le respect de Jésus-Christ et de son ministère, et renverser l'autorité de son Eglise.

» Et partant, il conclut que messieurs du Tiers-État devoient ôter

cet article de leur cahier, et se remettre à messieurs du clergé de le changer, réformer, et en ordonner ce qu'ils jugeroient à propos.»

Le Parlement se prononça en faveur de l'article du Tiers-État, et rendit, le 2 janvier 1615, un décret en ce sens, à la réquisition de l'avocat-général Servin. Le clergé porta plainte à la Cour contre ce décret; le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, fut son organe, et le cardinal Du Perron demanda que la Cour imposât un silence absolu sur les questions soulevées par l'article. Rentré en séance, le clergé adopta, le 5 janvier, le décret du Concile de Constance contre le tyranicide, pour être inséré dans son cahier, et formula une requête dans laquelle il demandait au roi de casser l'arrêt du Parlement, d'imposer silence sur les questions soulevées par le Tiers-État, d'interdire à Servin de se mêler des affaires ecclésiastiques sous quelque prétexte que ce fût.

Le roi *suspendit* seulement l'arrêt du Parlement, et évoqua l'affaire à sa personne. Le clergé fit de nouvelles réclamations, et obtint enfin de la Cour que l'article du Tiers-État serait retiré et considéré comme non-venu.

La chambre ecclésiastique des États s'occupa de plusieurs autres sujets importants. Elle demanda le rétablissement des élections, la tenue régulière des conciles provinciaux, la détermination des libertés de l'Eglise gallicane, afin de mettre un terme aux empiétements résultant des appels comme d'abus, la réforme des universités. Un des articles les plus importants de son cahier est celui qui regarde les Jésuites. Au moment de la tenue des États, une vive polémique existait à leur sujet. Les libelles se multipliaient dans les deux camps¹. Le cardinal Du Perron prit ouvertement leur parti, fit leur apologie, et obtint de la chambre ecclésiastique la déclaration suivante²:

« Les grands faits et notables services que les Pères de la Société et Compagnie des Jésuites ont faits et font journellement à l'Eglise catholique, et particulièrement à votre royaume, nous obligent de supplier très humblement Votre Majesté qu'en considération des bonnes lettres et de la piété dont ils font profession, il lui plaise leur permettre d'enseigner dans leur collège de Clermont, et faire leurs fonctions ordinaires dans leurs autres maisons de Paris, comme ils ont fait ci-devant; et pour terminer toutes les opposi-

¹ Mercure françois, ann. 1614.

² Procès-verbaux du Clergé, t. II de la Collection générale.

tions et différends de l'Université et autres mus pour ce regard, et pendants en votre cour de parlement, les évoquer à vous et à votre conseil, et en interdire la connoissance à tous autres juges : plaira aussi à Votre Majesté, en les conservant es lieux et endroits de votre royaume où ils sont à présent, les accorder encore à ceux qui les demanderont à l'avenir, et les prendre tous en sa protection et sauve-garde, comme il avoit plu au feu roi de faire, afin qu'ils puissent toujours rendre à Votre Majesté l'honneur, l'obéissance et la fidélité de leurs devoirs et à tous vos sujets le service de leur profession. »

Les chambres présentèrent leurs cahiers le 23 février 1615, en séance générale, sous la présidence du roi. L'évêque de Luçon, Armand Du Plessis, connu depuis sous le titre de cardinal de Richelieu, fut choisi pour faire le discours au nom du clergé. Voici les passages les plus importants de sa harangue ¹.

Après avoir dit que les dépenses superflues avaient amené la vénalité des charges, et par elle d'énormes abus dans l'administration de la justice, il critique vivement les dons excessifs faits par la Cour à quelques grands seigneurs, et la distribution des biens ecclésiastiques aux nobles, ce qui a causé les malheurs de l'Eglise gallicane, dont il fait ce tableau :

« Autrefois, dit-il, l'Eglise gallicane était pleine de majesté ; au lieu que maintenant elle est tellement déchuë de cette ancienne splendeur, qu'elle n'est pas reconnaissable ; car, tant s'en faut qu'on recherche les conseils des ecclésiastiques, en ce qui regarde l'État, qu'au contraire il semble que l'honneur qu'ils ont de servir Dieu les rende incapables de servir leur roi, qui en est la plus vive image.

» S'il leur est libre d'entrer au conseil, c'est seulement par forme : ce qui paraît assez, puisqu'ils y sont reçus avec tel mépris qu'il suffit d'être laïque pour avoir lieu de préséance par-dessus eux, là où anciennement leur Ordre, qui les rend préférables à tous les autres, les y rendit aussi préférés.

» Ainsi l'on avilit la dignité de ceux qui servent aux saints autels ; et de plus, bien qu'ils rendent au roi ce que chacun rend à son Dieu, lui donnant volontairement la dîme de leurs biens, on ne laisse de les dépouiller de tout le reste, pour en favoriser des personnes du tout incapables de le posséder, ou pour s'être dédiées au monde et non à Dieu, ou pour être dépourvues de la foi et ennemies de

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 6.

l'Eglise, des biens temporels de laquelle on ne peut jouir que sacrilègement si on ne participe aux spirituels.

» Encore qu'ils soient exempts de tous impôts, il y en a peu à quoi on ne les veuille assujétir. On les prive de leur juridiction; on souffre que les ennemis de la foi polluent tous les jours impunément les lieux les plus sacrés par leurs profanes sépultures. De plus, que, contre les édits et la raison, ils retiennent par force et violence leurs églises, empêchant d'y publier la parole de Dieu, pour y annoncer celle des hommes. Et partant on peut dire avec vérité que l'Eglise se trouve en même temps privée d'honneurs, dépouillée de biens, frustrée d'autorité, profanée, et tellement abattue, qu'il ne lui resteroit pas des forces pour se plaindre, si, se ressentant aux derniers abois, et voyant devant elle le médecin de qui seul elle peut recevoir guérison, elle ne faisoit un dernier effort pour lui toucher le cœur de telle sorte, qu'il soit mû par pitié, convié par religion, et forcé par raison à lui rendre la vie, le bien et l'honneur tout ensemble.

» Or, afin que Votre Majesté connoisse la justice de ses plaintes et de ses très humbles remontrances, elle considérera, s'il lui plaît, quelle raison il peut y avoir d'éloigner les ecclésiastiques de l'honneur de ses conseils et de la connoissance de ses affaires, puisque leur profession sert beaucoup à les rendre propres à y être employés, en tant qu'elle les oblige particulièrement à acquérir de la capacité, être pleins de probité, se gouverner avec prudence, qui sont les seules conditions nécessaires pour dignement servir un État; et qu'ils sont en effet, ainsi qu'ils doivent être par raison, plus dépouillés que tous autres d'intérêts particuliers, qui perdent souvent les affaires publiques, attendu que, gardant le célibat comme ils font, rien ne leur survit après cette vie que leurs âmes; que, ne pouvant thésauriser en terre, les obligent à ne penser ici-bas, en servant leur roi et leur patrie, qu'à s'acquérir pour jamais là-haut, au ciel, une glorieuse et du tout parfaite récompense.

» En vain les anciens conciles, aux mêmes lieux où ils condamnent la licence des évêques qui abandonnent leurs troupeaux pour suivre la cour des princes et des rois, en auraient-ils permis le séjour à ceux qui y sont appelés par leurs commandements, et par la nécessité des affaires publiques, s'ils n'y étoient employés lorsque les occurrences le requièrent.

» Quelle apparence y a-t-il de disposer des biens qui appartiennent à l'Eglise en faveur des personnes profanes? N'est-ce pas contre les

règles de la justice de donner au monde ce qui appartient à Dieu, au lieu de sacrifier à Dieu ce qui est au monde? Il semble que donner une abbaye à un gentilhomme laïque, ou la mettre ~~es-mains~~ de quelqu'un qui soit de religion contraire à la nôtre, soit chose qui porte peu de préjudice à l'Eglise. Cependant il est vrai et est aisé à connaître que sa perte et sa ruine viennent de là, en tant principalement que la présentation de la plus grande part des cures de la France est annexée aux abbayes. Ce qui fait qu'étant possédées par personnes de ces conditions, il est presque impossible d'avoir de bons pasteurs qui toutefois sont les vraies bases qui soutiennent l'Eglise et la maintiennent en son honneur, étant clair qu'un courtisan, ou autre plus lié à la terre qu'au ciel, aura peu de soin d'en choisir qui vivent selon Dieu, et qu'un ennemi de notre créance se plaira à la décrier, en nous donnant des hommes ignorants et d'une vie scandaleuse.

» En cela l'événement condamné le conseil; que Votre Majesté y pense, et qu'elle sache, s'il lui plaît, que non-seulement il y a abus à départir le bien de Dieu à telles gens, mais en outre à personnes de notre profession indignes de le posséder pour leurs mauvaises mœurs et leur ignorance. Oui, Sire, c'est un grand abus; abus qui tire après soi la perte d'un nombre infini d'âmes, dont la vôtre répondra un jour devant le souverain Juge des humains.

» On pense, dans le monde, que pourvoir aux bénéfices soit un droit fort avantageux aux princes, mais ce grand saint d'entre nos rois, dont Votre Majesté porte le nom, n'eut pas cette pensée, puisqu'il ne voulut point se servir de la bulle par laquelle le pape lui en accordoit le pouvoir. Et si celui de ses successeurs qui, ne suivant pas son exemple, accepta ce qu'il avoit refusé, eut cette créance pour un temps, il la perdit, lorsqu'étant au lit de la mort, prêt à comparoitre devant Dieu, qui juge les rois comme leurs sujets, il déclara à son fils que rien ne le travailloit davantage que le compte qu'il avoit à rendre de la nomination des bénéfices dont il étoit chargé, abolissant les élections. Si saint Grégoire reprend aigrement une de nos reines, pour seulement tolérer des abus en la distribution des bénéfices; si plusieurs princes ont été notablement punis à cette occasion, que doit-on craindre si on autorise tels abus? Et que devons-nous faire en ce sujet? On doit craindre la main de Dieu, qui ne laisse rien impuni. Et nous sommes obligés en conscience d'en avertir, comme nous faisons, ceux qui peuvent arrêter le cours de tels désordres.»

Après avoir parlé des pensions laïques, des réserves, des vexations que le clergé souffrait en plusieurs provinces, Richelieu arrive aux appels comme d'abus et aux empiétements du pouvoir temporel sur le spirituel.

« Si le concile de Chalcédoine, dit-il, l'un des quatre premiers œcuméniques auxquels l'Église gallicane soumet ses libertés, ce qui est à noter ; si le troisième de Carthage, auquel assista cette grande lumière de l'Église, saint Augustin ; si le premier de Mâcon, tenu en France il y a plus de mille ans ; si le troisième de Tolède, célébré presque au même temps, dans le vi.^e siècle ; si plusieurs autres enfin interdirent aux laïques la connoissance de ce qui concerne les clercs et l'Église ; si tous les empereurs chrétiens ont tenu pour sacré ce qui étoit ordonné par les évêques ; si le grand Constantin ne voulut pas connoître de leurs différends ; si, en outre, il ordonne que ce qui est jugé et décidé par eux soit exécuté et inviolablement gardé par tous les autres juges ; si Charlemagne renouvelle cette ordonnance en ses Capitulaires ; s'il a fait grand nombre de constitutions pour la conservation de nos immunités, quelle raison, mais quelle apparence y auroit-il de souffrir maintenant que ceux qui sont obligés d'obéir à l'Église commandent et décident des points dont ils doivent recevoir la résolution de sa bouche ?

» L'autorité ecclésiastique est tellement distincte de celle qu'ont en mains les magistrats laïques, que saint Cyprien ose témoigner que les entreprises sur l'Église et le mépris du tribunal des évêques donnent naissance et entrée aux schismes, et rompent le lien qui unit tous les enfans de J.-C. en son épouse. Ce n'est pas, dit saint Grégoire de Nazianze, aux brebis à paître les pasteurs, aux parties à juger les juges, à ceux qui sont sujets aux lois à en prescrire aux législateurs ; Dieu n'est pas un Dieu de confusion, mais de paix et d'ordre. En ce qui concerne la foi et l'Église, celui seul doit juger qui est de profession ecclésiastique, dit saint Ambroise. Aussi, reprend-il aigrement quelques prêtres qui, au lieu de se pourvoir et s'arrêter aux tribunaux de l'Église, avoient recours à l'autorité des empereurs, auxquels il résista courageusement, lorsque, de son temps, ils voulurent entreprendre ce qui n'appartient qu'à ceux à qui Dieu a commis la conduite des âmes.

» L'Église exerçoit si pleinement sa juridiction en ses premiers siècles, que ce grand saint Martin, riche ornement de la France, parlant à l'empereur Maximus, dit absolument que c'est un crime nouveau et inoui qu'un juge séculier connoisse des causes de l'Église.

» Les bons empereurs, les bons rois, sire, ont toujours été curieux de maintenir et servir cette sainte épouse du souverain Monarque en son autorité ; et Votre Majesté remarquera soigneusement que tous les souverains sont étroitement obligés, et par conscience, ce qui est manifeste, et par raison d'État, puisque c'est chose très certaine qu'un prince ne sauroit mieux enseigner à ses sujets à mépriser sa puissance, qu'en tolérant qu'ils entreprennent sur celle du grand Dieu, de qui il tient la sienne. Ce mot comprend beaucoup, je n'en dirai pas davantage. »

L'évêque de Luçon parle ensuite des bonnes intentions du roi et de la reine et des heureux effets qui en résulteront certainement pour tous les Ordres du royaume. Il demande, pour le clergé, comme une preuve de ces bonnes intentions, la publication du concile de Trente :

« Je pourrais, dit-il, m'étendre sur ce sujet, et mon dessein étoit de le faire, mais, pressé du temps, je me contenterai de faire voir, en peu de mots, à Votre Majesté, que toutes sortes de considérations la conviennent à recevoir et faire publier ce saint concile : la bonté de la chose, l'autorité de sa cause, la sainteté de sa fin, le fruit que produisent ses constitutions, le mal que nous cause le délai de sa réception, l'exemple des princes chrétiens, et la parole du feu roi son père.

» La bonté de la chose, nous offrant à justifier qu'il n'y a rien en ce concile qui ne soit très saint.

» L'autorité de sa cause, puisqu'il est fait par l'Église universelle, dont l'autorité est si grande, que, sans elle, saint Augustin ne veut pas croire à l'Évangile.

» La sainteté de sa fin, puisqu'elle n'est autre que la conservation de la religion, et l'établissement d'une vraie discipline en l'Église.

» Le fruit que produisent ses constitutions, puisqu'en tous les pays qui l'observent, l'Église subsiste avec règle.

» Le mal que nous cause le délai de sa réception, puisqu'à ce sujet beaucoup font mauvais jugement de notre créance, estimant que, n'admettant pas ce concile, nous en rejetons la doctrine, que nous sommes obligés de professer sur peine d'hérésie.

» L'exemple des princes chrétiens, puisque l'Espagne, l'Italie, la Pologne, la Flandre et la plus grande partie de l'Allemagne l'ont reçu.

» La parole du feu roi son père, puisque c'est une des condi-

tions auxquelles il s'obligea solennellement, lorsque l'Église le reçut entre ses bras.

» La moindre de ces considérations est suffisante pour porter Votre Majesté à nous accorder cette requête, d'autant plus raisonnable, que, s'il y a quelques articles en ce concile, qui, bons en eux-mêmes, semblent moins utiles à ce royaume pour être répugnant, à ses anciens usages, nous nous soumettons très volontiers à en demander modification. »

Tels sont les passages les plus remarquables du discours prononcé par Armand Du Plessis-Richelieu, à la présentation des cahiers des États.

Ce prélat était né à Paris en 1585¹. Il avait reçu de la Providence un génie extraordinaire, qui se fit remarquer dès son enfance. Après avoir étudié en Sorbonne, il alla à Rome, où il fut sacré évêque de Luçon en 1607, âgé seulement de 22 ans. Il n'en avait que 29 lorsqu'il harangua le roi, au nom du clergé. Il aspirait dès lors à diriger le gouvernement, et ce qu'il dit dans son discours de l'autorité que le roi devait donner au clergé dans ses conseils trahit le désir secret qui le dévorait. Son esprit insinuant, ses manières aimables, et surtout la faveur de la marquise de Guercheville, première dame d'honneur de Marie de Médicis, lui frayèrent le chemin de la Cour. Cette princesse le nomma son grand aumônier, et, le 30 novembre 1616, il fut nommé secrétaire d'État, avec préséance sur les autres ministres. Conchini, maréchal d'Ancre, son protecteur et son ami, ayant été tué par ordre du roi, Richelieu fut disgracié, et suivit Marie de Médicis à Blois. Le duc de Luynes, qui avait remplacé Conchini dans le gouvernement, l'avait d'abord exilé à Avignon, où il travailla à quelques ouvrages religieux. Mais le soin qu'il leur donna ne le détourna pas de la politique. Il ménagea l'accommodement de Marie de Médicis et du roi son fils, et le cardinalat fut la récompense de son intervention. Après la mort du duc de Luynes, Marie de Médicis se trouva à la tête du conseil et y fit entrer Richelieu, qui écrasa successivement tous ses rivaux, et devint, en 1624, principal ministre d'État, et chef du conseil du roi. S'il fut grand politique, il n'eut pas les mœurs qui font les bons évêques.

¹ Gallia Christiana, Eccl. Lucion.; Aubery, Hist. du cardinal de Richelieu; Vie du même, par Jean Le Clerc; Mémoires de Richelieu, liv. 7 et suiv. *pass.*

On a pu remarquer que, dans la harangue qu'il prononça au nom de la chambre ecclésiastique des États, Richelieu ne s'étendit pas beaucoup sur la publication du concile de Trente. C'était cependant la question principale pour la majorité du clergé et surtout pour les évêques.

On s'en occupa d'une manière très active dans l'assemblée du clergé qui suivit les États et qui se réunit à Paris, au mois de mai 1615. Dès que cette assemblée fut formée ¹, elle s'empressa de solliciter la réponse au cahier des États; elle insista principalement sur la publication du Concile de Trente et le rétablissement de la religion catholique dans le Béarn ². Ce dernier article fut accordé par le roi, quant à la publication du concile, la Cour répondit, selon l'usage, que, malgré son vif désir, elle ne pouvait, à cause des circonstances, autoriser sa publication. Les députés adoptèrent alors la déclaration suivante, qu'ils signèrent et jurèrent d'observer :

« Les cardinaux, archevêques, évêques, prélats et autres ecclésiastiques soussignés, représentant le clergé général de France, assemblés, par la permission du roi, au convent des Augustins, à Paris : après avoir mûrement délibéré sur le sujet de la publication du concile de Trente, ont unanimement reconnu et déclaré, reconnoissent et déclarent être obligés, par leur devoir et conscience, de recevoir, comme de fait ils ont reçu et reçoivent, ledit concile, promettant de l'observer autant qu'ils peuvent, *par leurs fonctions et autorité pastorale et spirituelle*; et, pour en faire une plus ample, plus solennelle et plus particulière réception, sont d'avis que les conciles provinciaux de toutes les provinces métropolitaines de ce royaume doivent être convoqués et assemblés en chacune province, dans six mois au plus tard, et que les archevêques et évêques absents en doivent être suppliés par lettres de la présente assemblée, conjointes aux copies du présent acte, pour et afin qu'en

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1615. t. II de la Collection générale; Spond. annal. Eccl., ad ann. 1615.

² Par ce rétablissement, on entendait non pas la liberté du culte catholique qui était déjà exercé dans le Béarn, mais le rétablissement du clergé dans tous ses biens, privilèges et prérogatives, comme avant l'établissement du Calvinisme en cette contrée. L'assemblée de 1617 fit de nouvelles instances sur ce point, quoique, en principe, le rétablissement fût accordé; Louis XIII, cette année même, donna main-levée au clergé du Béarn, de tous ses biens, et promit d'indemniser, sur son domaine, les ministres qui en jouissaient.

cas que quelque empêchement retardât l'assemblée desdits conciles provinciaux dans le temps susdit, le concile sera néanmoins reçu es synodes diocésains, premiers et suivants, et observé par lesdits diocèses : ce que tous les prélats et autres ecclésiastiques soussignés ont promis et juré de procurer et de faire effectuer de tout leur possible.

» Fait en l'assemblée générale dudit clergé, tenue aux Augustins, à Paris, le 7 juillet 1615. »

Cette décision fut portée à la Cour par Harlai de Champvalon, abbé de Saint-Victor et coadjuteur de Rouen. « Il vint, dit Richelieu ¹, supplier Leurs Majestés, au nom du clergé de France, d'avoir agréable la réception du concile de Trente, qui avait, disoit-il, été faite en l'assemblée des États, signée et jurée par ledit clergé, qui le devoit être, en peu de temps encore, par les conciles provinciaux et sa Sainteté, suppliée de s'accommoder aux raisons qu'on lui représenteroit pour ce qui regarderoit les droits de la France. La harangue qu'il fit à Leurs Majestés sur ce sujet fut très mal reçue d'elles, et M. le Chancelier lui témoigna que Sa Majesté ayant intérêt à la réception dudit concile, pour les choses qui concernoient la discipline extérieure de l'Église, elle ne se pouvoit ni ne se devoit faire sans elle.

» Ledit sieur abbé ayant fait imprimer sa harangue, elle fut supprimée par sentence du Châtelet, l'imprimeur condamné à quatre cents livres d'amende et banni, et ordonné que ledit abbé seroit entendu sur le contenu en icelle. »

L'assemblée de 1615 ² n'obtint donc pas ce qu'elle désiroit si vivement. La résolution qu'elle avait adoptée avait d'autant plus d'importance que cette assemblée était plus nombreuse ; en effet, outre les députés envoyés spécialement par les provinces pour cette assemblée, les membres de la chambre ecclésiastique des États, qui se trouvaient encore à Paris, y assistèrent et eurent voix délibérative ; il ne faudroit pas cependant en conclure, comme l'ont fait certains auteurs, qu'à dater de cette époque le concile de Trente

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 6.

² L'Assemblée de 1615 s'occupa avec intérêt de la publication des livres liturgiques selon l'usage du concile de Trente, de l'édition des Pères grecs du P. Fronton-du-Duc, de la grande Bible d'Anvers et d'autres grandes œuvres de science ecclésiastique, que le clergé encourageait, et pour lesquelles il fournissait des fonds.

fut promulgué en France quant à la doctrine et quant à la discipline, sauf les libertés de l'Église gallicane.

D'après la législation alors en vigueur, cette promulgation, faite par l'assemblée de 1615, n'était ni régulière ni légale ; d'abord, les assemblées du clergé n'étaient pas des conciles nationaux ; et les députés n'y étaient nommés que pour veiller au temporel du clergé, régler les taxes qui devaient être imposées aux diverses églises, recueillir les réclamations qui seraient faites contre ces taxes, enfin, arrêter les comptes des receveurs-généraux des subsides ecclésiastiques. Les assemblées du clergé ne pouvaient donc que donner des conseils ou des avis sur les choses spirituelles et le gouvernement ecclésiastique. C'est ainsi que l'assemblée de 1615, malgré sa solennité, se contenta de prier les évêques de se réunir en conseils provinciaux, pour y promulguer, autant qu'il était en eux, le concile de Trente.

En outre, dans le régime mixte où était l'Église, le clergé ne pouvait rendre obligatoire les décrets disciplinaires ou de police extérieure sans l'intervention du gouvernement ; car la discipline de l'Église formait une partie de la législation générale du royaume, et, à ce titre, l'acceptation du roi et l'enregistrement du Parlement étaient nécessaires pour donner à toute disposition acceptée par le clergé un caractère légal.

On doit remarquer que nous constatons seulement *un fait*, sans nous en faire l'apologiste. Nous disons, en historien : telle était le régime sous lequel était alors l'Église en France ; on peut blâmer ou approuver ce régime, suivant le point de vue où l'on se pose pour l'apprécier ; mais l'opinion qu'on peut en avoir ne peut, en rien, ébranler *le fait* en lui-même.

Le Châtelet rendit une sentence pour supprimer l'acte d'acceptation du concile de Trente, dressé par l'assemblée du clergé et défendit à tous les ecclésiastiques de son ressort de tenir ledit concile pour reçu, sous peine de saisie du temporel. Plusieurs prélats, réunis à Paris ¹, en 1616, déclarèrent que : « Ce qui avoit été fait, l'année précédente, touchant le concile de Trente, sans l'autorité du roi, seroit réparé et les choses mises en l'état où elles étoient auparavant. »

¹ Outre les assemblées générales du clergé, il y en eut plusieurs particulières qui ont laissé des procès-verbaux, dont quelques-uns ont été insérés dans la Collection générale, parmi les pièces justificatives.

Il est certain que les évêques ne se réunirent pas en conciles provinciaux, comme l'assemblée du clergé l'avait recommandé; de sorte que le concile de Trente ne fut pas promulgué même ecclésiastiquement. L'assemblée de 1617 pria le roi de forcer les évêques, par lettres de cachet, à se réunir en conciles provinciaux ¹; mais cette mesure ne fut pas mise à exécution, et les conciles ne furent pas assemblés.

Depuis les conciles dont nous avons parlé dans le volume précédent, on n'avait tenu, en France, que celui de Toulouse, en 1590, et celui de Narbonne, en 1609.

A l'époque où nous sommes arrivés, on ne tint que celui de Bordeaux, en 1624, et, depuis ce temps ², ces réunions furent à peu près complètement interrompues jusqu'à nos jours ³. L'assemblée de 1615 donna, comme la chambre ecclésiastique des États de 1614, une preuve de son affection pour les Jésuites. Elle recommanda leurs *catéchismes* et leurs *écoles*.

Plusieurs de ces religieux rendaient certainement, à cette époque, des services que le clergé devait reconnaître. Ils cherchaient à répandre dans le peuple l'instruction religieuse. Les bénéficiers, presque tous mercenaires et non pasteurs, ne donnaient aucun soin à leur troupeau et le laissaient croupir dans la plus crasse ignorance. Des Jésuites zélés se consacrèrent à l'instruction du peuple; en même temps, plusieurs de leurs confrères, comme Fronton-du-Duc et Sirmond, répandaient, par leurs doctes travaux, la lumière dans le monde savant, et des Apôtres allaient annoncer l'Évangile aux peuples les plus barbares ⁴.

¹ V. Collection générale des procès-verbaux, t. II.

² En 1651, un assez grand nombre de prêtres s'assemblèrent à Narbonne avec les procurations des évêques et des chapitres, et tinrent une assemblée qui fit soixante-six décrets sur les devoirs ecclésiastiques.

³ Les conciles provinciaux des XVI.^e et XVII.^e siècles firent de bons règlements sur les devoirs ecclésiastiques. Odespun les a réunis en un volume in-folio. On fait grand bruit, de nos jours, d'une mesure liturgique que l'on croirait, d'après certains écrivains, que tous auraient adoptée. C'est une erreur. Le concile d'Aix, en 1585; ceux de Bordeaux, de 1583 et de 1624, et celui de Narbonne, de 1609, sont les seuls qui aient admis la liturgie romaine, qui ne se trouva ainsi établie qu'en trois provinces ecclésiastiques. Ces conciles n'ont pas pris cette mesure comme s'ils y eussent été obligés, mais uniquement pour éviter les frais d'une réimpression de l'ancienne liturgie locale. Ce n'est que de nos jours qu'on a inventé ce nouveau droit liturgique, dont quelques écrivains, fort peu instruits, se sont déclarés les champions.

⁴ Le P. Coton avait demandé à l'assemblée de 1615 un secours annuel de

Mais tandis que ces hommes respectables méritaient, pour leur Société, les plus grands éloges, ceux qui la dirigeaient, avec ceux qu'ils choisissaient pour les instruments serviles de leurs desseins, accumulaient sur elle des torrents de haine.

Nous avons dit comment ils essayaient de répandre, en France, l'ultramontanisme le plus exagéré et quelle opposition ils rencontraient dans la Faculté de théologie.

Tout en combattant l'absolutisme de la papauté, la Faculté savait défendre énergiquement les droits du Saint-Siège. Elle en donna une preuve dans la censure qu'elle fit du livre de Marc-Antoine de Dominis, évêque de Spalatro¹.

Le 30 octobre 1617, Isambert, syndic de la Faculté, lui déféra ce livre, intitulé : de la *République Ecclesiastique*, comme contenant plusieurs hérésies, et d'autant plus dangereux, que l'auteur prétendait que la Faculté de théologie de Paris ne différât avec lui que dans les termes et non pour le fond de la doctrine. Le syndic demanda en même temps que la Faculté choisisse quelques docteurs pour lire avec soin l'ouvrage d'Antoine de Dominis, et rapporter fidèlement, à la prochaine assemblée, ce qu'ils y auraient trouvé de répréhensible. La Faculté, faisant droit à sa réquisition, chargea cinq docteurs d'extraire de la *République Ecclesiastique* les propositions qu'ils jugeraient dignes de censure, et d'en faire le rapport à la Faculté. Le 1.^{er} décembre de la même année, ces docteurs dirent qu'ils avaient lu avec attention le livre d'Antoine de Dominis, et qu'ils y avaient trouvé un grand nombre de propositions hérétiques, schismatiques, erronées, scandaleuses, téméraires, offensives des oreilles pieuses et catholiques, et surtout injurieuses au Saint-Siège apostolique, à l'Église romaine et au souverain-pontife, vicaire de Jésus-Christ en terre, et successeur de saint Pierre. Ils présentèrent ces propositions extraites mot pour mot de l'ouvrage. Après en avoir délibéré, la Faculté jugea que le livre de Dominis devait être condamné et interdit aux chrétiens comme

deux mille livres pour les missions des Jésuites en Orient. (V. Procès-verbal de cette assemblée.)

¹ Marc-Antoine de Dominis, *De Republicâ Ecclesiasticâ*; *Mercurius gallicus*, ann. 1617; Bossuet, *Defens. declar. Cleri gallicani*, lib. 6, c. 26; Ellies Du Pin, *Hist. Ecol. du XVII.^e siècle*, t. 1; D'Avrigny, *Mém. chron.*, ann. 1617; D'Argentré, *Collect. judic.*, t. III. Dominis avait été Jésuite. Eudémon-Jean lui adressa des injures, et prétendit qu'il n'était sorti de la compagnie que par ambition.

contraire à la loi divine, à la tradition et à la pratique de l'Église catholique ; comme hérétique, plein de calomnies très impudentes, d'erreurs, de mensonges, et renversant tout l'ordre hiérarchique. Ensuite, elle ordonna que l'on choisirait quelques-unes des propositions condamnables pour les noter en particulier et prouver ainsi que le livre avait été justement condamné ; enfin, elle émit le vœu que l'ouvrage de Dominis fût proscrit par les évêques et par les magistrats.

Les propositions condamnées par la Faculté, publiées avec la censure qu'elle infligea, sont au nombre de 47. Elles forment, dans leur ensemble, un système qui peut être ainsi résumé :

« L'autorité réside dans le corps entier de l'Église, composé des laïques aussi bien que du clergé. Les évêques ne sont donc que les ministres de la société chrétienne, et ils n'ont pas une autorité distincte de celle de cette société ; seulement, ils sont députés en l'exercice de cette autorité par l'Ordre qu'ils reçoivent ; mais l'Ordre n'est qu'une pure cérémonie, et non pas un sacrement qui leur confère une autorité proprement dite. Ils possèdent tous l'exercice de l'autorité ou la juridiction au même titre ; de là, il résulte qu'il n'y a d'autre chef dans l'Église que Jésus-Christ, dont l'unique vicaire est le Saint-Esprit. L'autorité étant exercée également par tous les membres de l'épiscopat, il s'ensuit que l'Église est une république aristocratique, et qu'il n'y existe pas de monarchie, c'est-à-dire *de suprématie d'un seul sur les autres dépositaires de l'autorité*. La papauté est donc anti catholique ; c'est une invention humaine, qui n'a sa source que dans la suprématie politique dont Rome a joui autrefois. Mais la suprématie ou monarchie du pape est contraire à l'Évangile, et les derniers conciles généraux ne l'ont consacrée que parce qu'ils étaient sous l'influence directe et toute puissante du pape. Cette consécration ne la rend pas plus vraie, et, en prétendant n'être pas une simple partie de la société chrétienne, l'Église romaine est dans un état de schisme à l'égard de l'Église catholique ou universelle. »

Tel est le système de Marc-Antoine de Dominis, censuré par la Sorbonne. Il suffit de l'avoir exposé dans toute sa simplicité pour voir la différence qui existe entre les opinions de l'évêque de Spalatro et celles de Richer, avec lesquelles on a voulu quelquefois les confondre. Richer disait bien que l'autorité résidait en principe dans l'Église entière ou la société chrétienne, mais il ajoutait que l'exercice en était donné au corps épiscopal par un moyen divin,

c'est-à-dire le sacrement de l'Ordre ; et il admettait que le corps épiscopal avait, dans le pape, un chef légitime et divinement institué, qui jouissait, dans toute l'Église, d'une primauté d'honneur et de juridiction. Seulement, selon Richer, le pape et les évêques devaient exercer l'autorité, non pas d'une manière despotique et absolue, mais en se conformant aux lois et aux canons ; et l'autorité infaillible ne résidait pas dans le pape seul, mais dans le corps épiscopal.

Si le système de Richer contenait des erreurs de détail, il n'en était pas moins vrai qu'il différait essentiellement de celui de Dominis. Cependant¹, à peine l'ouvrage de ce dernier fut-il connu à Paris, que les ennemis de Richer répandirent le bruit qu'il l'approuvait. Ce docteur, depuis plusieurs années, ne songeait qu'à se faire oublier, et consacrait à la prière et à l'étude les longues journées que lui laissait son isolement. Il crut devoir rompre le silence pour donner un démenti formel aux bruits malveillants répandus par ses ennemis, et il déclara qu'il avait trouvé plusieurs erreurs graves dans le livre de l'évêque de Spalatro, sans cependant approuver toutes les qualifications infligées par la Faculté à quelques-unes de ses propositions.

Le nouveau nonce Bentivoglio crut que l'occasion était favorable pour obtenir de Richer la rétractation de son ouvrage *De la Puissance ecclésiastique et politique*, et il lui envoya Duval, qui feignit de se vouloir réconcilier avec lui. Duval ayant voulu lui persuader d'aller rendre visite au nonce, Richer lui répondit : « Je n'ai aucun motif de faire cette démarche ; je n'attends rien de la cour de Rome. Je fais, certes, grand cas de la protection du pape et des prélats, mais je ne puis l'acheter aux dépens de ma conscience. Je suis peu ému des calomnies dont on m'accable ; je mets ma confiance en Dieu, qui connaît mon innocence. »

Pendant plusieurs années, Duval fit d'inutiles efforts pour faire signer à Richer quelque rétractation ; il ne put en obtenir que des déclarations fort claires et fort catholiques il est vrai, mais qui ne suffisaient pas à des ennemis qui tenaient à donner un mauvais sens à ses propositions pour en faire des hérésies. Richer, obsédé par son adversaire, finit par lui dire qu'il ne voulait plus avoir aucune relation avec lui. Duval, irrité, ne garda plus de mesure : il

¹ Baillet, Vie de Richer ; Racine. Hist. Eccl., t. x, art. 4, édit. in-4.° ; D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1617.

publia partout que Richer était excommunié et qu'il n'était plus permis de lui donner l'absolution. Il gagna tous les prêtres du collège Le Moine, et Richer ne put trouver parmi eux un confesseur. Ces persécutions n'eurent pas plus de succès que les instances qui les avaient précédées ; alors Duval, désespéré, fut obligé de déclarer au nonce et au cardinal de La Rochefoucault, qui l'avaient mis en œuvre, qu'il ne pouvait rien obtenir de Richer. « Puisqu'il refuse d'obéir, dit alors La Rochefoucault, il faut le coudre dans un sac et le jeter dans la rivière. Plût à Dieu, ajouta-t-il, qu'il m'en eût coûté deux cents écus d'or et qu'il se fût fait hérétique ! » Richer soutint avec calme les persécutions des plus redoutables adversaires. « Il brava la Cour, dit un biographe ennemi¹, parce qu'il ne lui demandait rien et qu'il pouvait se passer de tout. » L'ambition n'eut en effet jamais aucun empire sur cet homme sévère, qui se faisait gloire de n'apprécier que deux choses : la vérité et le bien.

Le plus célèbre antagoniste de Richer, le cardinal Du Perron, était mort en 1618, un an environ après la condamnation de Marc-Antoine de Dominis.

Nous avons eu occasion de parler de cet homme célèbre assez souvent pour qu'on ait conçu de ses talents l'idée la plus avantageuse. Quant à son caractère, nous devons à la vérité de dire qu'il n'apparaît pas à l'historien impartial aussi grand que son génie. Le controversiste peut être loué sans réserves, mais l'homme eut des faiblesses, dont l'ambition fut probablement le principe. Il débuta dans la carrière littéraire par des poésies assez licencieuses pour attirer sur lui l'attention de la cour immorale de Henri III ; élevé aux honneurs de l'Église, sa vie fut régulière, mais le soin extrême qu'il eut de ménager les cours de Rome et de France imprima à ses actes un cachet d'indécision qui ne convenait pas à un homme doué d'un génie aussi élevé que le sien. Ses ouvrages ont été publiés en cinq volumes in-folio. La *Réplique au roi de la Grande Bretagne* ; le *Traité de l'Eucharistie*, contre Duplessis-Mornay ; plusieurs autres traités contre les Protestants, sont les œuvres les plus remarquables de ce recueil. On y trouve aussi des *Lettres*, des *Harangues* et des *Ambassades* qui renferment quelques renseignements historiques.

Du Perron fut envoyé plusieurs fois à Rome et assista aux fameuses Congrégations de *Auxiliis*². Ce fut lui qui détermina le pape à

¹ Feller, v.^o Richer.

² Les Congrégations de *Auxiliis* furent ainsi appelées parce qu'on y agita

ne point donner de décision sur les matières de la grâce qui y avaient été si doctement agitées. C'était, selon un biographe jésuite¹, le parti le plus sage ; c'était au moins le plus favorable aux Jésuites, qui y avaient été si solidement convaincus d'erreur touchant la grâce, qu'ils n'auraient pu éviter une condamnation s'ils n'avaient eu recours à toute leur influence pour empêcher le pape de publier une bulle qui était déjà rédigée et par laquelle le système de Molina était condamné. Jusqu'en 1620, les Dominicains sollicitèrent la publication de cette bulle, mais ce fut en vain. Paul V ne crut pas devoir contrister la Compagnie des Jésuites, qui le servaient si bien dans le projet qu'il avait conçu de répandre dans toute l'Église les opinions ultramontaines. Ce fut évidemment sous l'inspiration de Paul V, que les Jésuites publièrent, à cette époque, tant d'ouvrages exagérés sur la puissance des papes. En amis imprudents, ils eurent parfois trop de zèle, compromirent ceux qu'ils voulaient défendre, et tombèrent en des excès que les papes eux-mêmes furent obligés de condamner ; mais, tout en désavouant les excès, Paul V n'en montra pas moins pour l'ultramontanisme beaucoup trop d'ardeur. Était-il à propos de réclamer pour les papes des privilèges que lui déniaient de sincères catholiques, alors que le protestantisme grandissait chaque jour et abusait des opinions ultramontaines pour combattre avec plus d'avantage les droits du Saint-Siège en les confondant avec elles ?

Paul V mourut le 21 janvier 1621, et eut pour successeur Grégoire XV.

la question de la Grâce ou des secours accordés par Dieu à l'homme pour faire son salut. Elles eurent lieu sous les papes Clément VIII et Paul V.

Depuis long-temps la question de la Grâce remuait les écoles théologiques ; Deux systèmes étaient en présence : celui des Thomistes, dont les Dominicains étaient les principaux champions, et celui du Jésuite Molina, soutenu surtout par les Jésuites. Les principaux points de la dispute étaient ceux-ci, savoir : si la Grâce est efficace par elle-même, et si la prédestination est gratuite. Les Jésuites combattaient ces deux points. Les Congrégations ne furent pas favorables à leur doctrine, et on y dressa des articles entièrement opposés au système de Molina.

¹ Feller, v.º Perron.

II.

Tableau de la réforme ecclésiastique et monastique pendant la première moitié du XVII.^e siècle. — César De Bus, prêtres de la Doctrine chrétienne. — Jeanne de Lezonnac, filles de Notre-Dame. — Madame Acarie, Carmélites réformées. — Troubles à leur occasion. — Didier de La Cour, Bénédictins réformés, Congrégation de Saint-Maur. — Marie-Angélique Arnaud, Bénédictines réformées, abbaye de Port-Royal. — Saint François de Sales et Jeanne-Françoise de Chantal, Ordre de la Visitation. — Relations de saint François de Sales avec Marie-Angélique et toute la famille Arnaud. — Le cardinal de Bérulle, établissement de l'Oratoire. — Ursulines. — Le B. Pierre Fourier, religieuses de Notre-Dame. — Réforme des chanoines réguliers. — Ch. Faure, réforme des chanoines de Sainte-Geneviève. — Alain de Solminihac, réforme de Chancelade. — Autres établissements ou réformes. — Saint Vincent de Paul, prêtres de la Mission, sœurs de Charité. — Établissement des séminaires. — Le P. Bourdoise. — Olier, séminaire de Saint-Sulpice. — Les Eudistes. — Séminaire des Trente-trois. — Le P. Bernard. — Saint Jean-François Régis. — État des Jésuites, en France, au commencement du XVII.^e siècle. — Examen du livre du P. Mariana, sur la réforme des Jésuites.

1621—1660.

AVANT de poursuivre le cours des événements religieux qui méritent de fixer l'attention de l'histoire au commencement du XVII.^e siècle, nous devons jeter un coup-d'œil sur les institutions ecclésiastiques ou monastiques qui naquirent ou furent réformées à cette époque.

Ces institutions eurent trop d'influence sur la société religieuse pour que nous puissions les passer sous silence.

Dès la fin du XVI.^e siècle, en France, on avait vu naître l'Institut des prêtres de la Doctrine Chrétienne, dont le fondateur fut le vénérable César de Bus.

Ce saint personnage¹ naquit à Cavaillon, dans le Comtat Venaissin, d'une famille noble. Pendant sa jeunesse, il prit part aux discordes civiles qui désolèrent la France sous les règnes de François II et de Charles IX; il porta les armes contre les protestants et parut à la Cour, où il obtint quelques bénéfices, sans être engagé dans la cléricature. Après avoir mené une vie toute mondaine pendant sa jeunesse, il se donna à Dieu, reprit ses études, entra dans les Ordres et s'appliqua avec zèle aux travaux du saint ministère.

¹ Vie du V. César De Bus, par Pierre Du Mas, de la Congrégation de la Doctrine Chrétienne.

La prédication, la visite des hôpitaux et les autres œuvres de charité avaient pour lui un grand attrait. Catéchismes, sermons, conférences, il ne négligeait rien pour instruire le peuple, abandonné depuis si long-temps de ses pasteurs. Ce fut dans le but de répandre la connaissance de la religion dans la société, et surtout parmi les jeunes gens, que César de Bus institua sa Congrégation de la Doctrine Chrétienne. Quelques années après l'avoir fondée, il voulut lier ses frères par les vœux de religion, mais le P. Romillion et plusieurs autres s'y refusèrent et formèrent une Congrégation séparée, qui se fusionna depuis avec l'Oratoire du cardinal de Berulle. Cette scission affligea César de Bus, sans le faire renoncer à son projet. Dieu l'éprouva par la privation de la vue ; mais cette infirmité ne l'empêcha point de continuer ses fonctions de catéchiste et de prédicateur. Il mourut dans l'exercice de ces œuvres, et après avoir pratiqué les vertus *au degré héroïque*¹.

En 1610, sa Congrégation n'avait que trois maisons, Avignon, Toulouse et Brives. Elle s'unit, en 1616, avec les Somasques d'Italie, et revint quelque temps après à l'état de simple aggrégation de prêtres séculiers². On leur donnait vulgairement le nom de Doctrinaires. Ils possédèrent³ en France quinze maisons et vingt-six collèges.

En même temps que César de Bus fondait sa Congrégation pour l'éducation chrétienne des jeunes gens, Jeanne de Lestonnac, marquise de Montferraud, établissait à Bordeaux la Congrégation des Filles de Notre-Dame, en faveur des jeunes filles. Jeanne de Lestonnac⁴ était nièce du fameux Montaigne. Elle épousa, à dix-sept ans, le marquis de Montferrand, dont elle eut sept enfants. Elle avait toujours été fidèle aux pratiques de la piété ; mais, étant devenue veuve, elle résolut de se consacrer entièrement au service de Dieu. Six ans après la mort de son mari, voyant ses enfants établis et en état de se passer d'elle, elle alla prendre l'habit chez les Feuillantines de Toulouse ; c'était en 1603. Sa santé ne

¹ Pie VII le déclara le 8 décembre 1821. César De Bus mourut le 15 avril 1607.

² Innocent X, par un bref du 30 juillet 1647, sépara les *Doctrinaires* des Somasques, et remit la première Congrégation à l'état séculier, sous un général français. (D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1616.)

³ Au moment de leur extinction, à la fin du xviii.^e siècle.

⁴ Helyot, Hist. des Ordres monastiques, t. vi.

lui permit pas de rester dans cet Ordre. De retour à Bordeaux, elle conçut le dessein de former une Congrégation qui se consacrerait à l'éducation des jeunes filles. L'instruction de la jeunesse excitait alors l'attention des personnes les plus prévoyantes et les plus zélées. On sentait la nécessité de commencer par la génération naissante la réforme générale que l'on méditait. De là tant d'efforts simultanés et d'institutions, qui se dirigeaient toutes d'une manière plus ou moins directe vers ce but. Pour les jeunes gens, l'Oratoire, les Pères de la Doctrine Chrétienne, les Eudistes, qui furent successivement établis vers ce temps, travaillaient à former de bons chrétiens, en même temps qu'à donner les éléments des sciences ou le goût des lettres. Pour les filles, différentes Congrégations, placèrent aussi l'éducation de la jeunesse au nombre des fins de leur institut ; les filles dites de Notre-Dame eurent le mérite d'être une des premières associations qui formèrent cet utile projet, et qui s'y dévouèrent. Les Pères Bardes et Raimond, Jésuites, et Moisset, curé de Sainte-Colombe, à Bordeaux, prirent le plus de part à l'établissement de cette Congrégation, qui fut autorisée par le cardinal de Sourdis, archevêque de cette ville, un des prélats les plus recommandables de ce temps. Ce cardinal écrivit même au pape en faveur de Madame de Montferrand, et, à sa recommandation, Paul V confirma l'Institut par un bref. Peu après, la pieuse fondatrice et quatre demoiselles qu'elle s'était associées, reçurent des mains du cardinal de Sourdis l'habit et le voile noir, et prirent la règle de saint Benoît. Henri IV accorda des lettres-patentes pour cet établissement qui se propagea avec beaucoup de rapidité. Le zèle et le succès de ces religieuses pour l'éducation des jeunes personnes les faisaient désirer dans beaucoup de villes, et, vers la fin du siècle, la Congrégation comptait quarante-sept maisons situées principalement dans les provinces de l'Ouest et du Midi de la France. Madame de Montferrand vécut assez long-temps pour voir une partie de ces progrès. C'était une femme pleine d'activité, de courage et de prudence.

Madame Acarie, dont nous aurons plusieurs fois occasion de parler, mérite les mêmes éloges. Cette pieuse femme contribua surtout à l'établissement des Carmélites réformées en France.

L'éclat que le génie et les vertus de sainte Thérèse avaient jeté dans l'Église inspirèrent à un grand nombre de personnes le désir d'établir en France les Carmélites réformées par elle ¹. Madame

¹ Vie de Madame Acarie, par Duval ; Vie du cardinal de Bérulle, par Ta-

Acarie de Villemar et l'abbé de Bérulle, qui, peu de temps après, fonda l'Oratoire de France, contribuèrent surtout à leur établissement. Madame Acarie ¹ était alors à la tête de toutes les bonnes œuvres à Paris, et on peut dire qu'elle préludait dignement aux fondations charitables de saint Vincent-de-Paul. En attendant les Carmélites, que l'on eut beaucoup de peine à obtenir d'Espagne, Madame Acarie forma à la piété plusieurs jeunes personnes, qui entrèrent ensuite dans le nouvel Ordre. La première maison en fut fondée au faubourg Saint-Jacques. Dès 1606, il fallut bâtir un nouveau monastère à Pontoise. En peu de temps, les maisons se multiplièrent par toute la France, et, à la fin du siècle, on en comptait soixante-deux. De Bérulle et les docteurs Duval et Gallemant furent nommés par le pape premiers supérieurs des Carmélites réformées ², et en vertu d'un bref du pape en date du 17 avril 1614, de Bérulle fut nommé visiteur général de l'Ordre ; ce bref fut enregistré par le Parlement de Bretagne, malgré l'opposition des Carmes, qui venaient d'établir une maison de Carmélites réformées à Morlaix, et qui prétendaient avoir de droit la direction des Carmélites. Ces religieuses se prononcèrent en faveur de ces Pères contre les supérieurs séculiers qu'on leur avait donnés ; de là, des troubles et des dissensions, qui eurent beaucoup de retentissement. Le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, se déclara en faveur des Carmes, contre de Bérulle et ses collègues. Les communautés de Saintes, de Bourges, de Limoges et de Morlaix se joignirent à celle de Bordeaux pour faire de l'opposition au visiteur. De Bérulle en appela à Rome.

Paul V déclara, le 12 octobre 1614, que de Bérulle serait visiteur des Carmélites, et enjoignit à ces religieuses de lui obéir ainsi qu'à ses collègues ³. Grégoire XV ayant confirmé ce jugement par deux brefs, l'un du 20 mars, l'autre du 12 septembre 1620, les Carmélites, qui se virent sans ressource du côté de Rome, eurent recours

baraud ou par Habert ; Vie de *Marie de l'Incarnation* (Madame Acarie), par Boucher.

¹ Elle a été béatifiée par Pie VI.

² Outre ces Carmélites, il y avait celles de Lorraine et du Comtat, qui étaient dirigées par les Carmes réformés, et les Carmélites mitigées de Bretagne et de Champagne qui avaient pour supérieurs les Carmes de la place Maubert, à Paris.

³ D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1604 ; *Procès-verbaux des assemblées du Clergé de France*, ann. 1625.

à l'appel comme d'abus, qu'elles interjetèrent au Parlement. Cette procédure ne pouvait manquer d'éloigner encore pour un temps considérable la conclusion de l'affaire, si deux arrêts du conseil d'État, du 16 septembre et du 15 décembre ne l'avaient accélérée, en ordonnant l'exécution des brefs, nonobstant l'appel. Alors, les cardinaux de la Rochefoucault et de la Valette, chargés par le pape de mettre les religieuses à la raison, subdéléguèrent Étienne Louytre, docteur de Sorbonne et doyen de Nantes.

Louytre était l'homme du monde le plus propre à se faire obéir, comme il parut bientôt. Dès qu'il fut revêtu de ses pouvoirs, il se transporta à Bourges, et sur le refus que firent les Carmélites de se soumettre, il les excommunia le 3 novembre. Ces excommuniées quittèrent leur couvent au commencement de l'année suivante, et se retirèrent aux Pays-Bas. Le 20 décembre 1623, Urbain VIII, qui venait de monter sur le trône pontifical, approuva, par un nouveau bref, tout ce qu'avait fait son prédécesseur, ce qui donna lieu à l'excommunication des Carmélites de Saint-Pol-de-Léon et de Bordeaux, que ni la disgrâce de leurs sœurs de Bourges, ni la fermeté du subdélégué n'avaient pu réduire à l'obéissance. Le doyen, de retour en Bretagne, après son expédition de Guyenne, trouva que l'évêque de Saint-Pol-de-Léon venait de donner deux novices aux Carmélites. Sur cela, il interdit sa cathédrale et le suspendit de plus de ses fonctions épiscopales. Cet incident fit un nouveau procès. Le prélat se plaignit à l'assemblée du clergé, qui donna, le 16 juin 1625, une déclaration contre le doyen, dont elle traita la conduite d'attentat sans exemple et plein d'impiété. Après quoi elle adressa une lettre circulaire à tous les évêques absents, pour les prier de ne le point recevoir à la communion des fidèles, lorsqu'il irait dans leurs diocèses, jusqu'à ce qu'il eût réparé le scandale et satisfait le prélat qu'il avait outragé. Le pape embrassa hautement le parti du subdélégué, en cassant la déclaration; l'assemblée du clergé, de son côté, demanda au roi ou la suppression du bref du pape qu'elle considérait comme attentatoire à son autorité, ou au moins la permission de tenir un concile national, pour y pourvoir et demander un concile général. Les esprits s'aigrissant chaque jour, Louis XIII fit représenter à Urbain VIII que les évêques étaient prêts d'aller à Rome justifier leur déclaration et l'irrégularité des procédures du sieur Louytre; il le pria en même temps de retirer son bref, d'autant plus que la déclaration de l'assemblée n'était ni une sentence ni un acte de juridiction, mais un simple avis, né-

cessaire pour arrêter le scandale. C'est en effet ce que les prélats de l'assemblée avaient déclaré au cardinal Barberin, que le pape avait envoyé en France avec la qualité de légat à *latere*. L'autorité du pape se trouvant par là à couvert, les choses n'allèrent pas plus loin. Le doyen de Nantes voulut bien même faire une espèce de satisfaction aux prélats. Sponde assure qu'ils ne lui pardonnèrent qu'après qu'il eut humblement reconnu sa faute et donné des marques de son repentir. Cet humble aveu et ces marques de pénitence ne sont pas trop bien marquées dans le procès-verbal de l'assemblée. Il paraît que Louytre en fut quitte pour protester qu'il ne ferait jamais rien de contraire au respect et à l'obéissance qu'il devait au corps épiscopal. Loin de rétracter ses démarches, il soutint qu'il avait agi suivant les lois, et que, quand il en aurait fait davantage, il n'aurait point passé les bornes du pouvoir que lui donnait sa subdélégation.

L'assemblée se contenta de cette espèce de réparation, parce qu'il ne lui était pas possible de rien obtenir de plus, et elle écrivit en sa faveur aux évêques, à qui elle avait adressé la déclaration et la lettre circulaire. L'affaire des Carmélites fut bientôt terminée après cela. Le légat les releva des censures qu'elles avaient encourues, et les envoya en Flandre. Ainsi, il ne resta dans le royaume que celles qui s'étaient soumises aux supérieurs désignés par le pape.

Nous n'avons pas à raconter avec plus de détail tous les excès et les violences qui eurent lieu dans cette malheureuse affaire des Carmélites. *Ces choses*, dit Pierre de Bérulle *sont plus dignes de larmes que de paroles*. Disons seulement que les Jésuites en furent l'unique cause. Ils *se tinrent cachés quelque temps sous les manteaux des Carmes* ; mais lorsque ceux-ci se furent retirés de la lutte, par obéissance pour le pape, ils n'hésitèrent pas à continuer leurs *calomnies et leurs excès* contre le pieux fondateur de l'Oratoire. Ils donnèrent ainsi la mesure de leur respect pour les ordres formels du pape ¹.

Une des réformes les plus célèbres du xvii.^e siècle est celle des Bénédictins. Un religieux d'une haute vertu, Didier de la Cour ², en fut le premier auteur. Il était né à Monzeville, en 1550, et était en-

¹ Les mots soulignés dans les lignes ci-dessus sont tirés d'une lettre de P. de Bérulle au cardinal de Richelieu. Nous donnerons bientôt cette lettre.

² Vie du V. Didier de La Cour, par Haudiquet ; Gallia christiana, *pass.* ; Hist. de la Congrégation de Saint-Maur.

tré à dix-huit ans dans l'abbaye de Saint-Vannes, à Verdun. Le relâchement qui s'y était introduit, loin de refroidir son zèle, ne fit que l'animer davantage. Le jeune religieux, repoussant des mitigations qui semblaient autorisées par l'usage, pratiquait, autant qu'il lui était possible, la règle de saint Benoît dans toute sa sévérité. Seul à lutter contre le torrent des exemples contraires, sa constance et sa ferveur ne se démentirent point. Son zèle, sa douceur, sa patience au milieu des contradictions attirèrent enfin les bénédictions de Dieu sur son projet. Etant devenu prieur de l'abbaye de Saint-Vannes, en 1598, il commença, l'année suivante, l'établissement de la réforme dans cette maison, et y reçut quelques novices qu'il forma par son exemple à la stricte observance de la règle. L'évêque de Verdun, qui était en même temps abbé de Saint-Vannes, protégea son entreprise, et Clément VIII autorisa la réforme par un bref exprès. Les jeûnes, les veilles, le silence, le travail des mains, la méditation des choses saintes, rappelaient les premiers disciples de saint Benoît ; mais c'était surtout par les vertus intérieures que Didier de la Cour et ses premiers religieux se distinguaient. D'anciens Bénédictins, des jeunes gens, des hommes du monde, vinrent se mettre sous sa conduite. Un de ceux qui le secondèrent avec le plus de zèle dans l'établissement de la réforme fut Claude François, qui mourut, par la suite, victime de sa charité à soigner les malades, dans un temps d'épidémie. Bientôt la réputation de Didier de la Cour s'étant répandue au loin, on venait d'Allemagne, des Pays-Bas et de France lui demander des règlements et solliciter des secours pour l'établissement de la réforme. Plusieurs abbayes l'adoptèrent, et Didier eut la consolation de la voir surtout se propager en France. Il mourut à Saint-Vannes, après avoir consolidé son œuvre. Sa Congrégation n'est pas seulement connue par les écrivains distingués et par les exemples de vertu qu'elle a produits ; elle a encore donné naissance à une autre Congrégation, plus nombreuse et plus célèbre, dont nous devons rapporter l'origine et les progrès.

La première abbaye qui adopta, en France, la réforme de Saint-Vannes fut celle de Saint-Augustin de Limoges, et elle fut suivie des abbayes de Saint-Faron de Meaux, de Saint-Julien de Nouillé, de Saint-Pierre de Jumièges et de Bernay. Didier de la Cour envoya quelques-uns de ses religieux dans ces divers monastères, pour y introduire la pratique exacte de la règle primitive ; mais, comme il paraissait difficile de réunir toutes les maisons réformées sous l'autorité d'un supérieur résidant en pays étranger (la Lorraine ne fai-

sait pas alors partie de la France), on prit le parti d'ériger en France une Congrégation dans le même esprit et sur le même pied que celle de Saint-Vannes, mais qui serait distincte et indépendante. Laurent Bénard, prieur du collège de Cluni, fut un des plus zélés pour ce projet. Né à Nevers, en 1573, il eut des succès dans la prédication et dans l'enseignement, fit refleurir le collège de Cluni à Paris, et alla plusieurs fois en Lorraine pour y prendre l'esprit de la réforme de Saint-Vannes. Il mourut au milieu de ses soins pour l'établissement de la nouvelle Congrégation. Elle fut autorisée par des lettres patentes du roi, et confirmée par une bulle du pape. On la nomma la Congrégation de Saint-Maur, du nom d'un des premiers disciples de Saint-Benoît. Les plus grands personnages témoignèrent un vif intérêt à cette réforme. Louis XIII écrivit au pape en sa faveur; les cardinaux de Sourdis et de Retz, le procureur général Mathieu Molé, les présidents de Nicolai et Hennequin la secondèrent de tout leur pouvoir. Dans les provinces, les gens de bien travaillèrent à introduire la nouvelle Congrégation dans différentes abbayes; et l'on vit, à Toulouse, l'archevêque, le clergé et le Parlement, le premier président à la tête, recevoir, avec des honneurs extraordinaires, les premiers membres de la Congrégation qui arrivèrent dans cette ville pour y établir la réforme. La Congrégation de Saint-Maur fut établie successivement dans cent quatre-vingts abbayes ou prieurés conventuels. Les premiers religieux partageaient leur temps entre la prière et l'étude; on leur dut la restauration de plusieurs anciennes abbayes détruites par les guerres, et la construction de belles églises. Tout le monde connaît les grands travaux scientifiques que l'on doit aux Bénédictins de Saint-Maur : ils embrassèrent les différentes parties des sciences ecclésiastiques et se livrèrent aux travaux de critique et d'érudition : ils ont enrichi la littérature de bonnes éditions d'un très grand nombre de Pères de l'Eglise, et ont fait des recherches immenses sur l'histoire et l'antiquité ecclésiastiques.

La réforme des Bénédictines ne fut pas moins célèbre que celle des Bénédictins; Marie-Angélique Arnauld en fut le principal instrument et la commença à Port-Royal.

Cette abbaye, située près de Chevreuse, fut fondée en 1204 sous l'épiscopat de Eude de Sully, évêque de Paris.

Sur la fin du seizième siècle¹, ce monastère, comme beaucoup

¹ Abrégé de l'Histoire de Port-Royal, par Jean Racine; Histoire de Port-Royal, par D. Clemencet.

d'autres, était tombé dans un grand relâchement. La règle de saint Benoît n'y était presque plus connue ; la clôture même n'y était plus observée, et l'esprit du siècle en avait entièrement banni la régularité. Marie-Angélique Arnauld, par un usage qui n'était que trop commun en ces temps-là, en fut faite abbesse, n'ayant pas encore onze ans accomplis. Elle n'en avait que huit lorsqu'elle prit l'habit, et elle fit profession à neuf ans, entre les mains du général de Cîteaux, qui la bénit dix-huit mois après. Il y avait peu d'apparence qu'une fille faite abbesse à cet âge, et d'une manière si peu régulière, eût été choisie de Dieu pour rétablir la règle dans cette abbaye. Cependant, elle était à peine dans sa dix-septième année que, Dieu, qui avait de grands desseins sur elle, se servit, pour la toucher, d'une voie assez extraordinaire. Un capucin, qui était sorti de son couvent par libertinage et qui allait se faire apostat dans les pays étrangers, passant par hasard à Port-Royal, fut prié par l'abbesse et par les religieuses de prêcher dans leur église. Il le fit, et ce misérable parla avec tant de force sur le bonheur de la vie religieuse, sur la beauté et sur la sainteté de la règle de saint Benoît, que la jeune abbesse en fut vivement émue. Elle forma dès lors la résolution, non-seulement de pratiquer la règle dans toute sa rigueur, mais d'employer même tous ses efforts pour la faire aussi observer à ses religieuses. Elle commença par un renouvellement de ses vœux, et fit une seconde profession, n'étant pas satisfaite de la première. Elle reforma tout ce qu'il y avait de mondain et de sensuel dans ses habits, ne porta plus qu'une chemise de serge, ne coucha plus que sur une simple paille, s'abstint de manger de la viande, et fit fermer de bonnes murailles son abbaye, qui ne l'était auparavant que d'une méchante clôture de terre, éboulée presque partout. Elle eut grand soin de ne point alarmer ses religieuses par trop d'empressement à leur vouloir faire embrasser la règle. Elle se contentait de donner l'exemple, leur parlant peu, priant beaucoup pour elles, et accompagnant de torrents de larmes le peu d'exhortations qu'elle leur faisait quelquefois. Dieu bénit si bien cette conduite, qu'elle les gagna toutes les unes après les autres, et qu'en moins de cinq ans, la communauté de biens, le jeûne, l'abstinence de viande, le silence, la veille de nuit, et enfin toutes les austérités de la règle de saint Benoît furent établies à Port-Royal. Marie-Angélique donnait à ses religieuses l'exemple de la plus exacte régularité.

Cette réforme est la première qui ait été introduite dans l'Ordre

de Citeaux, aussi y fit-elle un fort grand bruit ; et elle eut la destinée que les plus saintes choses ont toujours eue, c'est-à-dire qu'elle fut occasion de scandale aux uns et d'édification aux autres. Elle fut extrêmement désapprouvée par un fort grand nombre de moines et d'abbés même, qui regardaient la bonne chère, l'oisiveté, la mollesse, en un mot le libertinage, comme d'anciennes coutumes de l'Ordre auxquelles il n'était pas permis de toucher. Toutes ces sortes de gens déclamèrent avec beaucoup d'emportement contre les religieuses de Port-Royal, les traitant de folles, d'embeguînées, de novatrices, de schismatiques même, et ils parlaient de les faire excommunier. Ils avaient pour eux l'assistant du Général, grand chasseur, et d'une si profonde ignorance qu'il n'entendait pas même le latin de son Pater. Mais heureusement le Général, nommé Dom Boucherat, se trouva un homme très sage et très équitable, et ne se laissa point entraîner à leurs sentiments.

Plusieurs maisons non-seulement admirèrent la réforme mais résolurent même de l'embrasser. On crut partout qu'on ne pouvait réussir dans une si sainte entreprise sans le secours de l'abbesse de Port-Royal. Elle eut ordre du Général de se transporter dans la plupart de ces maisons, et d'envoyer de ses religieuses dans tous les couvents où elle ne pourrait aller elle-même. Elle alla à Maubuisson, au Lys, à Saint-Aubin, pendant que la Mère Agnès Arnauld, sa sœur, et d'autres de ses religieuses allèrent à Saint-Cyr, à Gomer-Fontaine, à Tard, aux îles d'Auxerre et ailleurs. Toutes ces maisons regardaient l'abbesse et les religieuses de Port-Royal comme des anges envoyés du ciel pour le rétablissement de la discipline. Plusieurs abbesses vinrent passer des années entières à Port-Royal pour s'y instruire à loisir des saintes maximes qui s'y pratiquaient. Il y eut aussi un grand nombre d'abbayes d'hommes qui se réformèrent sur ce modèle. Ainsi, l'on peut dire avec vérité que la maison de Port-Royal fut une source de bénédictions pour tout l'Ordre de Citeaux, où l'on commença de voir revivre l'esprit de saint Benoît et de saint Bernard, qui y était presque entièrement éteint. De tous les monastères que je viens de nommer, il n'y en eut point où la Mère Angélique trouvât plus à travailler que dans celui de Maubuisson, dont l'abbesse était sœur de la fameuse Gabrielle d'Estrées. Cette femme, après plusieurs années d'une vie toute scandaleuse, avait été interdite et renfermée, à Paris, chez les Filles-Pénitentes.

A peine la Mère Angélique commençait-elle à faire connaître Dieu dans cette maison, que l'ancienne abbesse, s'étant échappée des

Filles-Pénitentes, revint à Maubuisson avec une escorte de plusieurs jeunes gentilshommes accoutumés à y venir passer leur temps, et une des portes lui en fut ouverte par une des anciennes religieuses. Aussitôt, le confesseur de l'abbaye, qui était un moine grand ennemi de la réforme, voulut persuader à la Mère Angélique de se retirer. Il y eut même un de ces gentilshommes qui lui appuya le pistolet sur la gorge pour la faire sortir, mais, tout cela ne l'étonnant point, l'abbesse, le confesseur et ces jeunes gens la prirent par force et la mirent hors du couvent avec les religieuses qu'elle y avait amenées et avec toutes les novices à qui elle avait donné l'habit. Cette troupe de religieuses, destituée de tout secours et ne sachant où se retirer, s'achemina en silence vers Pontoise, et en traversa tout le faubourg et une partie de la ville les mains jointes et leur voile sur le visage, jusqu'à ce qu'enfin quelques habitants du lieu, touchés de compassion, offrirent de leur donner retraite chez eux. Mais elles n'y furent pas longtemps, car, au bout de deux ou trois jours, le Parlement, à la requête de l'abbé de Cîteaux, ayant donné un arrêt pour renfermer de nouveau madame d'Estrées, le prevot De l'Isle fut envoyé avec main-forte pour se saisir de l'abbesse, du confesseur et de la religieuse ancienne qui était de leur cabale. L'abbesse s'enfuit de bonne heure par une porte du jardin ; la religieuse fut trouvée dans une grande armoire pleine de hardes, où elle s'était cachée, et le confesseur, ayant sauté par dessus les murs, s'alla réfugier chez les Jésuites de Pontoise. Ainsi la mère Angélique demeura paisible dans Maubuisson, et y continua sa sainte mission pendant cinq années.

Ce fut là qu'elle vit, pour la première fois, saint François de Sales.

C'était en 1618. François de Sales¹ avait fait un premier voyage à Paris en 1602, lorsque le duc de Savoie céda à Henri IV le bailliage de Gex, qui dépendait du diocèse de Genève. François venait d'être nommé coadjuteur de ce siège, sous le titre d'évêque de Nicopolis, et il s'était rendu déjà fort célèbre par les succès qu'il avait eus dans ses missions du Chablais, qu'il avait ramené à l'Eglise catholique. Son zèle lui faisait souhaiter ardemment d'obtenir de Henri IV les facilités nécessaires pour travailler à la conversion des

¹ Marsollier, Vie de saint François de Sales ; Vie de Jeanne-Françoise de Chantal, par le même ; Lettres de saint François de Sales.

Protestants du baillage de Gex, qui faisait partie du diocèse de Genève. Les manières aimables et la piété douce de François ne contribuèrent pas moins que son esprit et ses talents à lui procurer à Paris un accueil favorable. Il passa neuf mois dans cette capitale, prêcha le Carême au Louvre, et se fit entendre dans plusieurs églises. On le chargea de composer l'oraison funèbre du duc de Mercœur, tué dans la guerre contre les Turcs, et il prononça ce discours à Notre-Dame, le 27 avril. Il n'y avait point d'assemblée de piété où il ne fût invité, point de bonne œuvre à laquelle il ne prît part. Beaucoup de personnes le consultaient sur leurs intérêts spirituels, et plusieurs se mirent sous sa direction. Le saint nous apprend lui-même, dans ses lettres, qu'il confessa pendant six mois Madame Acarie, et qu'il avait presque tous les jours des entretiens avec elle. On ne parlait à la Cour que du vertueux coadjuteur de Genève, et sa jeunesse, sa candeur, son heureux caractère, la douceur de ses entretiens, lui conciliaient l'estime et l'attachement des gens du monde, comme de ceux qui faisaient profession de piété. Il conféra plusieurs fois avec les ministres du roi. Il obtint d'eux quelques avantages pour les catholiques du pays de Gex, qui n'avaient plus le libre exercice de leur religion, depuis que le protestantisme avait dominé dans ce canton. Henri permit d'y envoyer des ecclésiastiques, et on assigna d'abord trois lieux où l'exercice de la religion catholique serait rétabli. François fut obligé de se contenter de cette première concession. Henri lui témoigna d'ailleurs beaucoup de bonté ; il voulut l'entendre prêcher, et lui fit offrir de l'attacher à la France, avec l'assurance du premier siège vacant. Mais le saint répondit que, Dieu l'ayant appelé malgré lui à gouverner l'Eglise de Genève, il se croyait obligé à ne la point abandonner. Il refusa une pension qu'on lui offrait de la part du roi, et n'accepta point non plus les présents des duchesses de Mercœur et de Longueville. La modicité de son revenu rendait ce désintéressement plus remarquable encore.

En 1604, il prêcha le Carême à Dijon, et y fit beaucoup de fruits. Je ne rencontrai, dit-il dans une de ses lettres, un si bon et gracieux peuple, ni si doux à recevoir les saintes impressions. La religion et la piété étaient particulièrement en honneur dans cette ville. Ce fut alors que le saint connut Madame de Chantal, qui se mit sous sa direction. Il était, quoique de loin, le conseil et le guide de personnes de différents états. On le voit en relation de lettres avec des évêques, des magistrats, des dames vouées aux bonnes œuvres. Ma-

dame Acarie lui adressa son fils, qui voulait étudier le droit sous le président Favre, ami du saint. Plusieurs villes désiraient entendre ses prédications. Ainsi il fut demandé successivement à Salins, à Lyon, à Toulouse, à Paris. Il y eut un projet formé, à plusieurs reprises, pour le fixer tout à fait en France. Son ami Antoine Deshayes, qui était attaché au service de Henri IV et que ce prince honorait d'une bienveillance particulière, fut chargé par le roi de sonder le saint évêque de Genève à ce sujet. Une lettre de celui-ci montre qu'il n'était point éloigné d'y consentir. Il écrivait à Deshayes : « Oh que je sois appelé pour le service de la gloire divine, je ne contredirais nullement d'y aller, mais surtout en France, à l'air de laquelle ayant été nourri et instruit, je ne puis dissimuler que je n'aie une spéciale inclination, et encore plus en la voyant sous un roi que je dois honorer et estimer si hautement, et qui m'oblige si extrêmement comme il fait. » Il ne s'exprime pas d'une manière moins affectueuse pour notre patrie dans un autre endroit. « Oh, Dieu bénisse la France de sa grande bénédiction et y fasse renaître la piété qui régnait du temps de saint Louis ! » Il nous est permis sans doute de nous glorifier de ces témoignages d'attachement et d'intérêt que montrait saint François de Sales pour notre pays, et nous avons quelque plaisir à suivre les rapports qu'il avait avec la France. Il fit, en 1606, un voyage en Bourgogne et en Franche-Comté. Il alla peu après dans le bailliage de Gex, qui était de son diocèse ; il visita plusieurs fois cette portion de son troupeau ; il y envoya des missionnaires, et il eut la consolation de ramener plusieurs Protestants dans le sein de l'Eglise. Nous le voyons plaider avec zèle les intérêts de la religion dans ce canton, et écrire sur ce sujet à Henri IV, à Marie de Médicis, à Louis XIII, à son ami Deshayes. Le saint renouvela aussi ses instances auprès du duc de Savoie son souverain, pour obtenir la permission d'aller prêcher à Paris, où on le demandait avec beaucoup d'empressement ; ce prince n'y voulut point consentir, dans la crainte, sans doute, qu'on ne cherchât à lui enlever un sujet si précieux. François se soumit aux ordres de la Providence, mais sa correspondance montre qu'il n'était pas insensible au plaisir de visiter ses amis de Paris et d'y être utile à la religion par ses prédications, ses entretiens et ses conseils. Quelques années après, il put avoir cette pieuse satisfaction.

En 1615, il fit le voyage de Lyon, y parut dans les chaires et fut utile à plusieurs personnes par la sagesse de ses conseils et

l'onction de ses discours. Il prêcha deux années de suite à Grenoble, où il fut reçu avec de grands honneurs ; plusieurs Protestants vinrent l'entendre et se convertirent ; le duc de Lesdiguières eut des entretiens avec le saint évêque, pour lequel il avait beaucoup d'estime, et il assista plusieurs fois à ses discours ; sur la fin de 1618, le duc de Savoie ordonna à François de Sales d'accompagner, à Paris, le cardinal de Savoie, qui allait demander en mariage, pour le prince de Piémont, Christine de France, fille de Henri IV. Ce voyage donna lieu à l'évêque de Genève de revoir ses anciens amis et de rendre de nouveaux services à la religion dans la capitale. Il prêcha la veille de Noël, devant la reine, et il remplit la station du Carême à Saint-André-des-Arts. Des fidèles, des dames pieuses enviaient le bonheur d'être, du moins quelque temps, sous sa direction. La foule se portait à ses discours, et ses entretiens achevaient de gagner les cœurs. Ce fut alors que l'évêque de Genève et Vincent de Paul se connurent. Ces deux grandes âmes s'apprécièrent mutuellement, et François choisit le vertueux prêtre pour premier supérieur des filles de la Visitation, que madame de Chantal venait d'établir rue Saint-Antoine.

Ce fut aussi pendant ce voyage que François de Sales mit Jeanne de Chantal en relation avec Angélique Arnauld, qui était alors à Maubuisson. Les lettres du saint évêque de Genève attestent la haute estime et la tendre affection qu'il avait pour la réformatrice de Port-Royal. Il lui écrivait un jour ¹ :

« Il n'y aura donc plus en moi de Monsieur pour vous, ni en vous de Madame pour moi ; les anciens, cordiaux et charitables noms de père et de fille sont plus chrétiens, plus doux et d'une plus grande force pour témoigner la dilection sacrée que Notre-Seigneur a voulu être entre nous. Je dis aussi hardiment que Dieu a voulu être en nous, parce que je le sens puissamment, et ne crois pas que ce sentiment puisse venir d'ailleurs, et, de plus, je connais qu'il m'est profitable et qu'il m'encourage à mieux faire ; c'est pourquoi je le conserverai soigneusement. De vous dire que vous en fassiez de même, je ne le ferai pas ; car, s'il plaît à Dieu, il vous l'inspirera, et je ne puis douter qu'il ne le fasse..... ma très chère fille, souvenez-vous de ce que je vous ai dit : Dieu a jeté les yeux sur vous pour se servir de vous en choses de conséquences, et vous tirer à une excellente sorte de vie. »

¹ V. Œuvres de saint François de Sales, lettre 410.*

François de Sales fit, cette même année, la connaissance d'Arnauld d'Andilly, et il s'en félicitait ainsi dans une de ses lettres ¹ à la mère Angélique : « J'ai vu enfin monsieur votre frère, que je proteste être l'un des aimables personnages que j'aie vus jamais, pour la bonté et piété de cœur que Dieu lui a donnée. »

François passa plusieurs jours à Andilly, avec toute la famille Arnauld. Il y donna sa bénédiction à tous les enfants et petits enfants de ce célèbre Antoine Arnauld, qui avait si vigoureusement plaidé contre les Jésuites ². Il s'applaudit même de l'avoir vu à Andilly, et il revint avec lui à Paris. « A mon avis, écrivait-il à la mère Angélique ³, il m'a vu et entretenu de bon cœur, et crois qu'enfin j'aurais grand accès en son amitié, si son loisir et mon séjour permettaient de le voir souvent. »

Le docteur Arnauld, qui joua depuis un si grand rôle dans les affaires ecclésiastiques, reçut, comme les autres enfants d'Antoine, la bénédiction du saint évêque de Genève. Il en conserva toute sa vie un tendre souvenir et il rappelle lui-même ce fait dans une de ses lettres au landgrave de Hesse-Rhinfels ⁴.

Après son départ de Paris, François de Sales écrivit à Antoine Arnauld cette lettre affectueuse ⁵, pour le consoler de certains chagrins qui lui étaient survenus :

« Monsieur, je vous regarde de bien loin selon le corps, mais de bien près selon l'esprit, et vois votre cœur paternel affligé de plusieurs accidents survenus depuis mon départ. Mais je vois encore, ce me semble, que Dieu, votre bon ange, votre prudence et votre courage, vous soulagent et vous fortifient parmi toutes ces secousses. Vous savez trop bien la condition de cette misérable vie, qu nous menons en ce monde, pour être étonné des évènements qui

¹ Œuvres de saint François de Sales, lettre 416.*.

² Antoine Arnauld eut pour épouse Catherine Marion, fille du fameux avocat-général de ce nom. Il en eut vingt enfants. Dix moururent en bas âge. Arnauld d'Andilly fut l'aîné, et le docteur Arnauld le vingtième. L'aînée des filles épousa Le Maistre, maître des requêtes. Parmi ses enfants, deux surtout se distinguèrent : le célèbre avocat Antoine Le Maistre ; et Le Maistre de Sacy, si connu par ses travaux sur l'Écriture-Sainte. La mère Angélique était la seconde des filles de Antoine Arnauld. Le fameux docteur Arnauld ne naquit qu'en 1612.

³ Œuvres de saint François de Sales, lettre 404.*.

⁴ Œuvres d'Arnauld, t. II, p. 744.

⁵ Œuvres de saint François de Sales, lettre 417.*.

y arrivent de diverses sortes. Que vous puis-je donc dire en cette occasion ? Laissons prendre à Dieu ce qu'il lui plaît et le remercions de ce qu'il nous laisse, et encore plus de ce qu'il nous rendra le tout avec une usure non pareille, au jour auquel nous verrons sa face. J'ai et aurai à jamais part à vos contentements et à vos déplaisirs, puisque je suis inséparable d'affection d'avec vous et votre famille bénie de Dieu, laquelle, en la personne de M. d'Andilly et de moi, vous conjure d'avoir bien soin de votre personne, pour ne point tant travailler désormais, qu'à mesure que l'âge décline, vous devez vous soulager par un juste repos. Vous ferez incomparablement plus, en dix ans de labeur modéré qu'en un ou deux de peine excessive. Il faut, certes, diminuer la charge à mesure que le temps amoindrit les forces. Me promettant que vous prendrez en bonne part cette cordiale remontrance, je vous supplie, Monsieur, de bien persévérer à m'aimer, comme sans fin je serai votre, etc. »

Antoine Arnauld mourut trois mois après avoir fait connaissance du saint évêque de Genève, qui parle ainsi de sa mort dans une de ses lettres à la mère Angélique ¹ :

« Ma très chère fille, comment n'aimerez-vous pas Dieu qui vous aime tant ! quel témoignage de son amour, ma fille, en cet heureux trépas de ce bon père, auquel vous avez tant souhaité une telle fin. Certes, j'en suis ravi. »

Quelque temps après, il consolait ainsi madame Le Maistre, fille aînée de Antoine Arnauld ² :

« Je n'écris jamais moins que quand j'écris beaucoup, ma très chère fille. La multitude des lettres en empêche la longueur, au moins à moi, mais votre cœur est bon, ma très chère fille, et je crois fermement qu'il connaît bien le mien, puisque Dieu l'a ainsi voulu. Mais de ne vous point écrire du tout, il ne m'est pas possible. En somme, ce n'est que pour vous saluer de toute l'étendue de nos affections, ma très chère fille, et vous assurer que je n'oublie point vos afflictions, ni la condition de votre vie attachée à la croix. Dieu, par sa bonté, en veuille bien sanctifier son nom et exalter sa gloire ! Je vous prie, au reste, de dire à mademoiselle votre mère que je suis de cœur l'un de ses enfants. Mais je le dis en vérité, et quand elle ira en esprit, à Rome, voir celui qui est

¹ Lettre 454.^e.

² Lettre 470.^e.

notre frère ¹, c'est son chemin de passer par ici, et sa commodité de s'arrêter un peu parmi ces montagnes. Or sus, plus je salue M. d'Andilly et mademoiselle d'Andilly; en somme, toute cette chère famille où la crainte, ains l'amour de Dieu règne, et sur laquelle j'invoque très affectueusement la Providence et l'affection divine. Saluez bien, à part, et comme votre âme sait qu'il le faut, le cœur de notre sœur Marie-Angélique, et dites-lui que le mien est à elle, et que Dieu l'a voulu et le veut, ma très chère fille. »

François de Sales était vénéré comme un saint dans la famille Arnauld, avant même que son culte fût autorisé dans l'Église. La mère Angélique envoyait, en 1626, de ses reliques à une de ses amies qui était malade ², et elle recommandait, en toutes circonstances, la lecture de ses ouvrages ³. Sa dévotion pour le saint évêque de Genève fut imitée par les autres Bénédictines réformées et fut comme un lien étroit entre elles et les sœurs de la Visitation. Pendant plus de vingt ans, la mère Angélique entretint la correspondance la plus affectueuse avec sainte Jeanne de Chantal, qui fonda, avec le saint évêque de Genève, l'ordre de la Visitation ⁴.

Jeanne-Françoise Fremiot de Chantal ⁵ était née à Dijon, d'un président au Parlement de cette ville, et était sœur d'André Fremiot, depuis archevêque de Bourges. Élevée de bonne heure dans la piété, elle refusa d'épouser un Protestant que quelques personnes de sa famille lui proposaient, et elle fut mariée, vers l'âge de vingt ans, à un gentilhomme de sa province, le baron de Chantal, de la maison de Rabutin. Le mariage fut d'abord heureux. La vertu de Madame de Chantal, sa prudence dans sa conduite, sa capacité dans les affaires, ses soins pour son mari, paraissaient lui promettre un avenir tranquille, et la naissance de quatre enfants avait cimenté son union, quand un accident inopiné priva le baron de Chantal de la vie. Il fut tué à la chasse, par un ami qui ne le reconnut pas,

¹ Henri Arnauld, abbé de Saint-Nicolas, et depuis évêque d'Angers.

² Lettre 17.^e de la mère Angélique Arnauld.

³ V. en particulier sa 19.^e lettre.

⁴ Nous avons cru devoir nous étendre sur les relations qui existèrent entre saint François de Sales et la famille Arnauld à cause de la fausse opinion qu'on s'est attaché, dans certains ouvrages, à donner de cette famille patricienne. De ce qu'elle n'aimait pas les Jésuites, on n'aurait pas dû en conclure qu'elle n'avait pas droit au respect et à l'admiration de l'histoire.

⁵ Marsollier, Vie de madame de Chantal; Vie de saint François de Sales par le même.

et il mourut, dans les sentiments d'une parfaite résignation. Sa veuve se livra aux soins de sa famille, se condamna elle-même à une retraite profonde, et forma le projet de travailler avec ardeur à sa perfection. Elle se mit sous la direction de saint François de Sales, dans un séjour qu'il fit à Dijon, alla plusieurs fois en Savoie pour prendre les conseils du prélat sur les affaires de sa conscience, et unit sa famille à celle de Sales, en mariant sa fille aînée au baron de Thorens, frère du saint évêque. Ses progrès dans la perfection engagèrent François à jeter les yeux sur elle pour le seconder dans une entreprise qu'il méditait depuis longtemps. Il voulait former une congrégation de filles vouées aux œuvres de charité, et Madame de Chantal, résolue de prendre part à ce projet, se dépouilla de ses biens, et même de son douaire, en faveur de ses enfants, et quitta Dijon pour se rendre à Anneci. Ce fut dans cette ville que la pieuse veuve et deux filles de familles distinguées de Savoie, Mesdemoiselles Favre et de Bréhard, après avoir reçu la bénédiction du saint évêque, entrèrent en communauté, et commencèrent à pratiquer la règle qu'il leur avait prescrite. Dès la première année, dix autres filles vinrent se joindre à elles. La charité, la ferveur, l'esprit de pauvreté, de simplicité et d'obéissance de ces premières compagnes de Madame de Chantal étaient un sujet général d'édification.

L'année suivante, le vertueux fondateur reçut la profession publique de Madame de Chantal et de ses deux premières associées. Peu après, la première reçut les vœux de quelques autres novices. Denis-Simon de Marquemont, archevêque de Lyon, qui était lié avec François de Sales, ayant témoigné le désir d'avoir à Lyon une maison du nouvel institut, Madame de Chantal alla fonder cet établissement avec trois de ses premières compagnes, et plusieurs jeunes personnes de Lyon entrèrent dans la nouvelle communauté. Marie-Renée Trunel, dame d'Auxerre, veuve du lieutenant-général à Montbrison, se déclara fondatrice du couvent, et y fit elle-même profession. Le dessein de saint François de Sales avait été d'abord que les filles de la Visitation ne prononçassent que des vœux simples, qu'elles ne fussent point astreintes à la clôture, et qu'elles se livrassent aux œuvres de charité extérieure. L'archevêque de Lyon, au contraire, était d'avis qu'elles fussent établies en ordre régulier, avec des vœux solennels et une clôture rigoureuse. Il fit le voyage d'Anneci pour en conférer avec François, et, comme il avait une grande réputation d'habileté et de prudence, il persuada

l'évêque de Genève, qui modifia en conséquence le premier plan de la Congrégation, et qui dressa ses constitutions, lesquelles furent approuvées par Urbain VIII, en 1626. Les couvents de la Visitation devaient être soumis aux Ordinaires, sans avoir de supérieur général. Les premières maisons établies après Lyon furent celles de Moulins, de Grenoble et de Bourges. En 1619, Madame de Chantal vint à Paris, et fit un établissement au faubourg Saint-Michel. La première messe y fut célébrée par saint François de Sales, qui se trouvait alors à Paris.

L'établissement de la Congrégation de l'Oratoire ¹ suivit de très près celui de la Visitation. Le fondateur fut le cardinal de Bérulle, dont Bossuet a parlé ainsi ²:

« En ce temps, Pierre de Bérulle, homme vraiment illustre et recommandable, à la dignité duquel j'ose dire que même la pourpre romaine n'a rien ajouté, tant il était déjà relevé par le mérite de sa vertu et de sa science, commençait à faire luire à toute l'Église gallicane les lumières les plus pures et les plus sublimes du sacerdoce chrétien et de la vie ecclésiastique. Son amour immense pour l'Église lui inspira le dessein de former une Compagnie à laquelle il ne point voulu donner d'autre esprit que l'esprit même de l'Église, ni d'autres règles que ses canons, ni d'autres supérieurs que ses évêques, ni d'autres biens que sa charité, ni d'autres vœux solennels que ceux du baptême et du sacerdoce. Là, une sainte liberté fait un saint engagement : on obéit sans dépendre ; on gouverne sans commander ; toute l'autorité est dans la douceur, et le respect s'entretient sans le secours de la crainte. La charité qui bannit la crainte opère un si grand miracle ; et, sans autre joug qu'elle-même, elle sait non seulement captiver, mais encore anéantir la volonté propre. Là, pour former de vrais prêtres, on les mène à la source de la vérité : ils ont toujours en main les saints livres, pour en chercher sans relâche la lettre par l'étude, l'esprit par l'oraison, la profondeur par la retraite, l'efficace par la pratique, la fin par

¹ Vie du cardinal de Bérulle, par Tabaraud ; Vie du même, par Habert ; Histoire de la Congrégation de l'Oratoire, par le P. Adry (Mss. archiv. sect. hist., n.º 439) ; Annales de la maison de l'Oratoire établie rue Saint-Honoré, depuis son établissement jusqu'en 1711 (Mss. archiv. sect. hist. n.º 440).

² Bossuet, Oraison funèbre du R. P. Bourgoing, supérieur général de la Congrégation de l'Oratoire.

la charité, à laquelle tout se termine et qui est l'unique trésor du christianisme¹, comme parle Tertullien. »

Dans tout le discours dont nous venons de citer quelques lignes, Bossuet parle avec un véritable enthousiasme et une profonde vénération de la Congrégation de l'Oratoire,

Pierre de Bérulle, qui dota l'Église de France de cette sainte et respectable Congrégation, naquit le 4 février 1575, au château de Sérilly, près Troyes. Son père, Charles de Bérulle, était conseiller au Parlement de Paris, et sa mère était Louise Seguiet, tante du chancelier de ce nom. Pierre entra dans l'état ecclésiastique et fut ordonné prêtre en 1599. Peu de temps après, il fut nommé aumônier du roi, et il se livra avec la plus grande ardeur aux fonctions du saint ministère. L'état déplorable où se trouvait le clergé attira surtout son attention et lui inspira la pensée de former une société d'ecclésiastiques destinée à donner l'exemple et la précepte de la bonne discipline.

Tous les écrivains sérieux de l'époque s'accordent à dire que le clergé avait alors un extrême besoin de ces instructions et de ces exemples.

Abelly, évêque de Rhodéz², constate que « un renversement presque universel de tout ordre et de toute discipline ecclésiastique » avait suivi les troubles du xvi.^e siècle. « D'où provenait, ajoute cet auteur, qu'en la plupart des provinces les peuples étaient comme de pauvres brebis dispersées, sans pâture spirituelle, sans sacrements, sans instruction, et presque sans aucun secours extérieur pour leur salut. »

Quelques conciles provinciaux et quelques bons règlements renouvelés par eux ne purent remédier à ces désordres, et, si de bons évêques firent des efforts pour l'amélioration de leur clergé, il faut avouer que la plupart des premiers pasteurs ne songaient qu'à jouir des revenus de leurs évéchés et ne remplissaient pas leurs devoirs épiscopaux ; heureux encore lorsqu'ils ne donnaient pas de scandales !

Les désordres de l'état ecclésiastique étaient cause, dit encore Abelly, « que le sacerdoce était sans honneur et même dans un tel mépris, en quelques lieux, qu'on tenait pour quelque sorte d'avi-

¹ *Christiani nominis Theaurus*; Tertull., *de Patient.*, n.^o 12.

² L. Abelly, la Vie du V. Vincent de Paul, liv. 1, c. 1. On peut aussi consulter la Vie du P. de Condren, par Amelotte.

lissement, aux personnes de condition tant soit peu honnêtes selon le monde, de se mettre dans les saints ordres, à moins que d'avoir quelques bénéfices considérables pour en couvrir la honte ; et, selon la commune opinion du monde, c'était alors une espèce de contumélie et d'injure que de dire à quelque ecclésiastique de qualité qu'il était *un prêtre*. De ce défaut de vertu et de discipline dans le clergé, procédait un autre grand mal, qui était que le peuple, et particulièrement celui de la campagne, n'était point instruit ni assisté comme il devait être dans ses besoins spirituels ; on ne savait presque ce que c'était que de faire des catéchismes ; les curés de village, pour la plupart, étaient comme ces pasteurs dont parle le prophète, qui se contentaient de prendre la laine et tirer le lait de leurs brebis, et se mettaient fort peu en peine de leur donner la pâture nécessaire pour la vie de leurs âmes, de sorte qu'on voyait de tous côtés des chrétiens qui passaient leur vie dans une si profonde ignorance des choses de leur salut, qu'à grand peine savaient-ils s'il y avait un Dieu ; et, pour ce qui est des mystères de la Sainte-Trinité et de l'Incarnation du Fils de Dieu, que tous les fidèles doivent croire explicitement, on ne leur en donnait aucune explication ni intelligence, et encore moins de ce qui concerne les sacrements qu'ils devaient recevoir et des dispositions qu'ils y devaient apporter. »

Les prédications étaient plus fréquentes dans les villes ; mais la connaissance de la religion y était stérile ; on n'y pratiquait pas les préceptes les plus essentiels du christianisme. « Pour les aumônes, ajoute l'auteur cité plus haut, on ne s'y adonnait que fort peu ; de telle sorte que les personnes les plus accommodées croyaient faire assez lorsqu'elles donnaient quelque double ou quelque sol aux mendiants ordinaires ; et, s'il arrivait que quelqu'un fît quelque aumône un peu plus considérable, cela passait pour une action de charité tout extraordinaire. »

Tel était l'état de la religion en France au commencement du *xvii.^e* siècle, lorsqu'on entreprit toutes les réformes que nous esquissons.

Pierre de Bérulle ¹ fut, sans contredit, un de ceux qui contri-

¹ L'abbé de Saint-Cyran écrivait à un Père de l'Oratoire en 1629 : « Je lui attribue quasi tout le bien qui est arrivé à notre royaume et à l'Église de France depuis quelques années. » Lettre de l'abbé de Saint-Cyran, t. 1., lettre 55.^e.

buèrent le plus à l'amélioration du clergé et de la société chrétienne, par ses travaux apostoliques et par l'établissement de sa Congrégation. Avant de jeter les fondements de cette institution, il en conféra avec les personnes les plus recommandables, entre autres avec saint François de Sales et le B. César de Bus, qui approuvèrent ses vues. Après avoir mûri son projet, Pierre de Berulle s'associa quatre prêtres animés du même esprit que lui, qui se nommaient Bence, Gastaud, Métezeau et Bourgoing; ce dernier fut le troisième supérieur général de la Congrégation, et a eu la gloire d'avoir Bossuet pour panégyriste. Paul V approuva le nouvel ordre, le 10 mai 1613, sous le nom de Prêtres de l'Oratoire. Leur première demeure fut l'hôtel du Petit-Bourbon, rue Saint-Jacques; mais leur nombre s'étant accru, Berulle acheta l'hôtel du Bouchage, rue Saint-Honoré, et y ouvrit une petite église qui fut déclarée chapelle royale. La proximité du Louvre y attirait les personnes de la Cour; on y faisait des conférences spirituelles et des instructions familières. Peu après, on jeta les fondements d'une église plus vaste ¹, et dont la première pierre fut posée, en 1621, par le duc de Montbazou, gouverneur de Paris.

La Congrégation de l'Oratoire prit dès lors de grands accroissements et reçut plusieurs sujets distingués par leur noblesse, entre autres : le marquis de Coligny, le baron de Sanci, le Bouthellier, de Créqui, de Chanteloube, de Condren. Les Pères de l'Oratoire furent appelés successivement dans un grand nombre de villes. En 1615, ils s'accrurent par l'adjonction d'une société de prêtres, formée en Provence vers la fin du siècle précédent, par Rollin Ferrier, prieur-curé de Catignac, pour desservir la chapelle du pèlerinage de Notre-Dame des Grâces. Cette association, approuvée par Clément VIII, en 1599, était composée d'ecclésiastiques voués à diverses fonctions, de docteurs, de chanoines, mais leur nombre n'était pas très considérable. Comme leurs règlements étaient conformes à ceux des Pères de l'Oratoire, André Tod, leur second supérieur, s'entendit avec Pierre de Berulle, et ils furent, de leur consentement, unis à l'Oratoire. Quatre ans après, une partie des docteurs de la Congrégation de César de Bus, s'étant séparés des autres, sous la conduite du P. Romillion, grossirent encore les rangs des disciples de Berulle.

¹ L'Église de l'Oratoire existe encore, et est devenue un temple protestant.

Les Oratoriens ne contractaient pas d'autre obligation que celle de vivre en bons ecclésiastiques, sous la conduite des évêques. Ils étaient placés, comme les autres prêtres, dans des cures, ou se chargeaient de la direction des collèges et des séminaires. Vers la fin du xvii.^e siècle, leur Congrégation possédait soixante-quinze maisons; elle a produit beaucoup d'hommes de mérite, des prédicateurs, des théologiens, des savants, des littérateurs, des prêtres, qui offraient l'exemple de toutes les vertus ecclésiastiques et surtout de l'humilité et du désintéressement; elle a surtout rendu des services importants à l'Église et à la société dans la carrière de l'éducation.

Elle rencontra sur ce point des antagonistes dans les Jésuites, qui, depuis qu'ils étaient établis en France, avaient poursuivi le projet de s'emparer de l'enseignement. Les Oratoriens, aussi modestes qu'éclairés, ne demandaient qu'à faire le bien à côté de ceux qu'ils voulaient considérer comme des frères; mais les Jésuites se montrèrent bientôt jaloux de la nouvelle Congrégation et cherchèrent à lui nuire par des moyens détournés. Nous avons, à ce sujet, une lettre de Pierre de Bérulle lui-même, que nous devons insérer en entier comme un monument historique fort peu connu et cependant bien digne de l'être, et qui jette de vives lumières sur une cause depuis si longtemps débattue.

Cette lettre de P. de Bérulle fut écrite en 1623, au cardinal de Richelieu. Il s'y exprime ainsi :

« J'aimerois mieux, Monseigneur, vous satisfaire en tout autre sujet et vous rendre compte d'autres affaires que d'être obligé de parler et d'écrire dans cette occasion. Aussi je ne le fais que par obéissance et nécessité, et le plus tard qu'il m'est possible, car je voudrois bien plutôt employer le temps à demander à Dieu la grâce de patience pour faire un bon usage de semblables accidents, que de l'employer à nous plaindre de ceux qui nous intéressent, encore qu'ils soient extrêmement diserts et abondants à se plaindre de nous en toutes rencontres, et à faire valoir fort peu de choses, et qu'ils soient gens à répandre leurs plaintes jusques dans les provinces étrangères, comme s'ils vouloient que ceux qui sont connus pour innocents où ils sont soient tenus pour coupables où ils ne sont point. Car *c'est leur procédé de parler tous en divers lieux un même langage contre nous*¹, ainsi que je l'ai de nouveau

¹ Sasbold, délégué du Saint-Siège en Hollande, au commencement du xvii.^e

reconnu et éprouvé en ce dernier voyage, comme s'ils en avoient des avis communs et en tinssent registre; au lieu que pas un d'entre nous n'est instruit de ces différends et n'en parle ni en commun ni en particulier.

» S'ils étoient plus mémoratifs des bienfaits que des offenses, ils se souviendroient et avoueroient ingénument que je les ai servis et en général et en particulier, *même en temps que pas un de ce royaume ne l'osoit faire*, et ce pendant longues années et durant le courroux de notre grand roi sensiblement offensé, dont je n'ai point considéré l'indignation, nonobstant le péril, pour considérer leur besoin et leur faire charité dans l'oppression publique et lorsqu'ils étoient abandonnés de tous. Et même ceux que j'ai l'honneur d'avoir pour parents ont été presque les seuls qui les ont assistés dans leur affliction et protégés, même avec périls très grands, dans l'accident de Châtel, qui mit les Pères Jésuites en ruine, comme on sait, et ceux qui les protégeoient lors : ce que je dis est notoire en France à tous ceux qui savent l'histoire du temps.

» Ils se souviendroient que le P. de Sancy les a obligés de sa vie et de ses mains à Constantinople; et ils le reconnaissent mal *pour être trop violents en leurs desseins, trop peu sensibles en leurs devoirs et trop aveugles en leurs intérêts*.

siècle, s'exprime ainsi touchant ce procédé des Jésuites : « Pour exalter leur nom, ils s'approprient les actes des autres, grossissent les plus petites choses, font tout parvenir à leurs confrères pour qu'ils le répandent dans tout l'univers. »

C'est par cette correspondance entre eux tous et cet accord qu'ils parviennent à nuire à leurs adversaires et à s'exalter eux-mêmes.

« J'ai lu, dit encore Sasbold, que les religieux de la Compagnie de Jésus avaient, dans leurs lettres, beaucoup fait valoir leurs travaux et leurs succès (en Hollande); mais, pour moi, j'affirme simplement que leurs récits ne sont que des faussetés et des inventions contraires à la vérité, qu'ils connoissent bien. Je ne veux point qu'on trompe le pontife et qu'on se joue de l'Eglise par de fausses relations.

« Qu'ils en disent ce qu'ils voudront, dit encore Sasbold, les choses sont ainsi... Ils comptent pour rien de nier leurs propres fautes et de les imputer aux autres. » (V. les lettres de Sasbold à Gravius.)

Dans ses lettres au cardinal Mellini, Sasbold n'est pas moins explicite contre les Jésuites.

Pie IX, dans sa lettre apostolique, *ex quâ Die*, en date du 4 mars 1853, loue Sasbold comme un homme très recommandable et enflammé de zèle pour le nom Dieu.

» Ils se souviendroient que, depuis avoir dressé l'Oratoire, je les ai obligés à Rouen, à Orléans, à Troyes, à Alençon et en plusieurs autres lieux.

» A Rouen, j'ai refusé la ville, qui nous donnoit un collège pour nous loger, encore que nous fussions sans aucun fonds ni logement, et ce, *pour satisfaire à leurs desirs et les délier de l'ombre qu'ils avoient que la ville ne s'affectionnât à nous pour la régence plus qu'à eux*; et, après notre refus, une sainte famille religieuse n'a pas été si réservée que nous et s'en est fort bien trouvée accommodée.

» A Orléans, nous avons travaillé à les introduire et refusé le collège qui nous a été offert et un bon fonds pour l'entretenir, bien que nous y fussions sans biens et sans moyens, *et pour ne pas les exclure de cette ville, en laquelle ils n'avoient prétexte d'entrer que par cette voie*, et après avoir disposé M. l'évêque et plusieurs de la ville à les admettre, *qui en étoient fort éloignés*, sitôt qu'ils y ont été reçus, pour récompense de notre charité, *ils ont travaillé à nous les rendre contraires et à nous y rendre les mauvais offices qu'ils nous ont faits à Bordeaux¹ et ailleurs*.

» A Troyes, depuis trois ans ou environ, le collège nous a été offert par un qui est encore vivant et de leurs amis, lequel leur a témoigné comme nous l'avions refusé en leur considération, tellement qu'ils ne le peuvent ignorer, les témoins étant vivants et de leurs confidents et la disposition de la ville fort éloignée de les en gratifier²; et même les nôtres ont tâché de les introduire dans la bienveillance de leurs amis.

¹ A Bordeaux, les Jésuites avaient accusé Pierre de Bérulle de se mêler de la direction des Carmélites sans mission; ce qui était un mensonge, puisque Paul V l'en avait chargé de la manière la plus authentique. Ils l'avaient, en outre, accusé d'hérésie, selon leur usage de vouloir faire passer pour ennemis de l'Église ceux qu'ils n'aiment pas. P. de Bérulle méprisa cette accusation et n'y répondit que dix ans après dans un petit ouvrage qui est à la tête de ses Discours sur les *grandeurs de Jésus*. Il s'y exprime ainsi: «Après dix ans de patience et de silence, après trois ans de tempête et d'orage suscités en Italie et en France par des esprits nés à cet exercice; après plusieurs calomnies et six libelles injurieux et diffamatoires soigneusement répandus, je produis ce Discours en évidence, et le produis non pas pour parler de leurs personnes, de leurs desseins et de leur conduite, mais pour parler de Jésus-Christ.»

² Nous raconterons bientôt leurs intrigues pour obtenir le collège de Troyes malgré la ville.

» A Alençon, depuis six mois, un d'entre nous, seul curé de toute la ville, a disposé ses paroissiens à demander les Pères Jésuites dans la ville, et ce particulier a porté leurs affaires comme les siennes propres.

» A la vérité, ils donnent sujet de croire *qu'ils n'ont égard à rien, qu'ils ne s'obligent de rien*, et qu'ils reconnoissent bien mal l'affection qu'on leur a témoignée, *et que leur propre intérêt est leur loi suprême*.

» J'oubliois de dire que le P. de Sancy, depuis qu'il est de l'Oratoire, leur a fait don de 12,000 livres, encore que nous ayons assez de besoins pour recueillir la charité des nôtres, par la grande réserve que nous avons de n'être à charge à personne.

» Je ne veux pas spécifier que j'ai fait appliquer mille écus d'aumônes, qui étoient à ma disposition, à un de leurs collèges, n'ayant pas voulu en appliquer un sol à aucune de nos maisons; ainsi je ne le marque que pour leur faire connaître que nous n'avons jamais reçu aucune assistance et libéralité de leur part.

» Voilà notre procédé envers eux; le leur envers nous ne se trouve pas semblable, n'y ayant aucun Jésuite qui ait rien fait pour aucun prêtre de l'Oratoire ni aucune maison de l'Oratoire.

» Depuis dix ans qu'il a plu à Dieu de nous établir, *ils n'ont omis aucune occasion de nous pouvoir nuire directement ou indirectement*, sans que j'y aie pris part, ayant même pris peine d'oublier ces choses, et non de les rememorer, de les cacher et non de les publier, et nos Pères n'en ont rien su de moi; et ceux qui nous hantent ne se sont jamais entretenus entre nous de ces plaintes et discours, qui sont toutefois leur entretien ordinaire avec leurs amis, *n'y ayant un seul de tous ceux qui les hantent qui ne soit pleinement informé des plus petits sujets dont ils s'offensent, m'étonnant que des dmes religieuses soient remplies de si peu de choses et en remplissent si souvent les autres*.

» Ce dont je me ressouviens, puisque vous me le commandez, Monseigneur, je vous l'exposerai sans rechercher davantage.

» A Rome, il y a dix ans qu'ils nous traversent en l'affaire de saint Louis¹ publiquement parle P. Lorigny, encore que cette affaire ne les regarde aucunement pour leurs intérêts particuliers, car ils n'y peuvent rien prétendre, ayant assez de maisons dans Rome. Aussi, ils n'ont aucun prétexte de s'en mêler, *sinon en tant qu'ils*

¹ Les Oratoriens désiraient avoir l'Église Saint-Louis-des-Français, à Rome.

veulent se mêler de tout, car cela passe leur pouvoir et leur connaissance.

» En France, le désir que j'avais de vivre en charité avec eux m'avoit fait mander, en toutes les maisons qu'il a plu à Dieu nous donner, qu'on les logeat par hospitalité, toutefois et quantes qu'ils y passeroient. *Mais ils ont bien mal usé de cette charité, s'en servant pour venir souvent à Dieppe et y loger chez nous, dans le dessein de traiter avec ceux de la ville, à notre dégu, et nous enlever le collège que nous avons dès le commencement de notre établissement, en la ville, et qui est plus fondé par nous que par la ville même, et étant logés chez nous, en dressoient les mémoires chez nous mêmes, lesquels ont été trouvés depuis ; et se voyant exclus de ce projet, ils n'ont pas laissé dès depuis d'y laisser deux de leurs Pères, sans être appelés ni désirés de la ville, sans être fondés par monseigneur l'archevêque, ni par aucun, et sans y être fort utiles, y ayant des Révérends Pères Capucins et des Pères Minimes, et des prêtres de l'Oratoire, qui est bien assez pour une petite ville ; et leur soin principal est de contrarier à ce que nous y faisons, de diminuer le collège en ce qu'ils peuvent, d'en divertir les écoliers pour les envoyer ailleurs ; ce que nous supportons en patience et silence, réservant de nous y opposer s'ils passaient plus avant ; et Messieurs de la ville nous ont avoué que les Révérends Pères Jésuites en avoient traité avec eux et disent, pour excuses, qu'ils croyoient que ce fût de notre consentement, parce qu'ils étoient logés chez nous ; ce qui donne sujet à des personnes de grande puissance, de qualité et de mérite, de m'écrire exprès pour m'en avertir et de me faire plainte de la facilité et simplicité de nos Pères de Dieppe de se fier ainsi aux bons Pères Jésuites.*

» A Rouen, le P. Phelipeaux a prêché publiquement contre les dévotions de l'Oratoire, encore que les conditions du temps et de la ville, qui est remplie de plusieurs hérétiques, fassent assez connaître qu'il y a des choses plus dommageables et plus dignes d'exciter son zèle. En étant averti, j'aimai mieux disposer nos Pères à le souffrir en silence et patience, sans aucune réplique, pour ne point faire de bruit dans un lieu si plein de libertinage et d'hérésie, et ne pas émouvoir le scandale que son zèle, accompagné d'aussi peu de science que de prudence, y avoit préparé ; et encore qu'il soit notoire que, par la grâce de Dieu, nous avons d'aussi bons docteurs, pour défendre ces exercices, que lui pour les attaquer ; et au lieu de ces mauvais offices, il a plu à Dieu de

disposer les nôtres, en divers lieux, à louer en chaire leur Compagnie.

» A Bourges, *leurs excès sont publics* en l'affaire des religieuses Carmélites. *Un nommé le P. Rabardeau a dit des calomnies étranges et atroces de moi à monsieur le Prince, et ce Père et les autres ont publié ces calomnies dans la ville, en sorte que c'étoit la créance du peuple.* Quelques dames de qualité, qui ont une autre opinion de moi, par la grâce de Dieu, passant par cette ville, étant toutes étonnées et mal édifiées de semblables discours, leur en firent des plaintes; mais elles n'eurent d'eux autres réponses que celles-ci : *qu'elles étoient des Bérullistes et qu'elles étoient ensorcelées de moi*; paroles peu séantes en la bouche de religieux et de supérieurs de religion; et toutefois le P. Provincial, étant informé de tous ces désordres, *les laisse dans la même ville où ils font tant d'excès et où ils entretiennent ouvertement les mêmes troubles et divisions qu'ils y ont formées*, et au lieu que j'ai à me plaindre de plusieurs d'entre eux, *et presque en tous lieux de France*, je ne sache point avec vérité qu'ils se puissent plaindre d'aucun d'entre nous, que d'un particulier, lequel ayant tenu quelques propos, dont ils se plaignoient, je le retirai du lieu où il leur faisoit peine, et enfin hors de la Congrégation.

» A Bordeaux, *ils avoient formé le dessein de me rendre suspect d'hérésie en assemblée publique*, sur le sujet d'un papier de dévotion que j'ai fait imprimer depuis, pour anéantir cette accusation, lequel papier a été approuvé de plusieurs prélats, docteurs et religieux de grand nom et mérite. Mais ce coup leur ayant manqué, par l'arrivée inopinée de M. l'évêque de Nantes, ou plutôt par la Providence de Dieu, qui veille sur les siens, *et comme ils répandoient par les maisons la même accusation*, cela obligea M. de Nantes d'aller dans leur collège et de leur faire entendre que, s'ils ne cessoient de parler ainsi, il étoit obligé, ayant approuvé mon livre, de monter en chaire pour le soutenir publiquement à l'encontre d'eux.

» Dans la même ville, depuis peu de jours, un des principaux d'entre eux a dit à des personnes de qualité, en leur parlant de moi : *iste homo natus est ad pessima*. (Cet homme est né pour les plus méchantes choses.)

» C'est encore dans cette même ville de Bordeaux que, par leurs avis et conseils, deux religieuses de grande piété et de mérite, et qui, étant dans le monde, *les ont obligés en leur particulier*, en

ont été indignement traitées, bien que la piété de l'une et la qualité de l'autre fût si éminente, qu'elles méritoient bien un autre traitement; l'une est la mère Marguerite, que vous connoissez, Monseigneur, et l'autre, madame d'Austras, sœur de M. le président Séguier, *leur unique et puissant protecteur au temps de leur opprobre*¹, et belle-mère de M. le Président de Gourgues, leur fondateur dans Bordeaux et leur singulier appui dans la Gascogne : *mais ils voulaient violer tous droits et tout respect pour violer l'Oratoire* ; et il falloit qu'à cause que ces religieuses n'obéissent pas au conseil des Jésuites, pour obéir au pape, à leur supérieur et à leur Ordre, elles fussent chassées et illégitimement excommuniées par un qui n'en avoit ni commission ni ordre ; et que celles qui suivoient le conseil des Jésuites et désobéissent au pape, avec opprobre du Saint-Siège, ne fussent pas valablement excommuniées par ceux qui en avoient la charge et le pouvoir de Sa Sainteté même ; ce qui est une nouvelle et dangereuse théologie et un grand privilège pour ceux qui suivent les excès des Jésuites.

» Je ne veux point rapporter tout ce qu'ils ont fait à Bordeaux, à Saintes, à Limoges et à Bourges, *ce sont choses plus dignes de larmes que de paroles*. Je dirai seulement que le désir que j'avois de vivre avec eux en repos, respect et charité, me faisoit les introduire, employer et autoriser plus que moi-même dans tous les monastères des Carmélites qu'il a plu au Saint Père de nous commettre ; *et ils se sont servis de cet accès que je leur donnois, pour susciter contre nous cette division que vous savez*. On estimeroit et appelleroit cela dans le monde *une perversion insigne, fondée sur calomnies*, et encore contre une personne qui ne les a jamais desservis qu'en fondant l'Oratoire par commandement de Sa Sainteté, et ils ont *maintenu cette division et l'ont portée dans les extrémités qui sont connues à la France, à l'Italie et à la Flandre*. Les Pères Carmes se retirèrent pour obéir au pape ; *eux qui auparavant étoient cachés sous leur manteaux, ont paru lors publique-*

¹ Pierre de Bérulle avoit pour mère Louise Segulier. Les Jésuites, par haine contre lui, détestaient jusqu'à ses parents, qui avoient été leurs bienfaiteurs. Ces religieuses de Bordeaux furent persécutées par les Jésuites, parce qu'elles reconnoissaient pour supérieur P. de Bérulle, nommé, par un bref du pape, visiteur des Carmélites, comme nous l'avons déjà observé. Les Jésuites ne voulaient pas que les Carmélites lui reconnussent ce titre, et persécutaient celles qui le considéraient comme leur supérieur légitime. Tel étoit le respect des Jésuites pour les ordres d'un pape !

ment, soutenant seuls les excès et les violences de cette cause tant de fois condamnée par Sa Sainteté.

» Il m'est notoire qu'ils ont procuré cette division dans tous les lieux où cet Ordre est fondé, quoiqu'elle n'ait pu réussir bien, selon leur intention, qu'à Bordeaux, Saintes, Bourges et Limoges.

» Il m'est encore notoire qu'ils continuent leur même dessein en plusieurs lieux ; et depuis peu de mois, trois d'entre eux, en trois différentes villes, à Metz, à Lyon et à Nevers, y voyant de nouvelles supérieures, les ont été trouver exprès pour les solliciter de recommencer cette faction assoupie ¹ ; et, espérant qu'elles seroient d'un avis différent aux supérieures précédentes, ils ont essayé d'effrayer ces âmes par des raisons de conscience et de théologie. Ce qui est bien étrange, après tant d'excès passés et intolérables, *après tant de commandements de Sa Sainteté*, qui ne reçoivent point d'excuses en leurs personnes, en la condition de cette affaire qui ne les touche en rien ; car quel intérêt ont-ils de s'en mêler, *sinon en tant qu'ils peuvent nuire à l'Oratoire*, puisque ces âmes ne leur sont point commises ? *Quelle apparence de suivre et de vouloir faire suivre leurs pensées après tant d'ordonnances de Sa Sainteté ?* Quelle violence ne témoignent-ils pas par cette conduite, puisque les Pères Carmes, qui étoient seuls excusables de s'en mêler, délaissent ces mauvaises affaires, et eux, qui n'ont aucun droit de s'en mêler, recommencent plus que jamais leurs poursuites ? quel prétexte et quelle excuse ont-ils, puisque c'est contre leur propre usage et maxime ? car ils publient partout que les religieuses sont mieux hors de la conduite des religieux. En Flandre, suivant leurs maximes, ils sont cause que, de cinq monastères, deux se sont soustraits des Carmes ; et en France, ils les veulent tous donner aux Carmes, *parce que le supérieur de l'Oratoire est un de ceux qui en ont soin.*

» *A la vérité, ils sont coupables*, et de grands prélats nous ont avertis de leur interdire du tout l'accès de ces monastères, *puisqu'ils y travaillent avec si peu d'obéissance envers le pape*, si peu de tranquillité envers l'ordre, si peu de sincérité envers nous, et si peu de charité envers les âmes, *et puisqu'ils continuent persévèrement en leurs desseins et passions déréglées.*

¹ Les Jésuites déclament dans tous leurs ouvrages, à propos de ceux qui se servent des religieuses pour arriver à leur but. Ils ont en vue les solitaires de Port-Royal et oublient leurs propres actes.

» *Outre les calomnies atroces contre moi* et les conseils violents et pernicioeux en l'affaire des Carmélites, ils ont fait encore à Bourges ce qu'ils ont pu pour y empêcher notre établissement, et, *par des voies indignes*, ils y ont prêché publiquement contre les actions du Père Gibieuf, docteur de Sorbonne, homme grave, sérieux, très docte et très modeste. Cependant, il n'a point prêché contre eux pour se défendre, aimant mieux se garantir par modestie, par patience, que par répliques. Ils y entretiennent encore les factions qu'ils y ont suscitées, et feroient encore pis si la présence de M. le Prince et l'autorité de Mgr l'archevêque, *auquel ils s'opposent*, ne les empêchoient.

» En tous lieux, ils divertissent publiquement les écoliers de s'associer à notre Congrégation, pour l'éteindre en sa naissance et l'étouffer en sa semence; ce qui nous oblige de prendre plus tôt, et en plus de lieux que nous ne voudrions, quelques collèges, pour avoir une jeunesse et une institution indépendante de leurs persuasions, qui serve de séminaire à cette Congrégation.

» J'omettois de dire qu'un de ceux avec qui j'avois toujours vécu avec un respect et une confiance particulières depuis longtemps, a sollicité M. Duval de se séparer d'avec nous en la conduite des Carmélites, afin de donner plus beau jeu aux Pères Carnes par ce divorce; *c'est ce que M. Duval m'a dit lui-même de sa propre bouche*, et que le P. Bauny a imprimé un livre contre moi et réimprimé, faisant accroire que c'est à la requête de M. de Marillac, *ce qui n'est pas véritable*, et par le commandement de son supérieur, *à quoi je m'en rapporte.* »

Après avoir parlé des dangers de ce livre du P. Bauny, Pierre de Bérulle continue ainsi :

« Enfin, après *tant d'animosités* témoignées par eux si universellement et si persévéramment, après tant de *libelles diffamatoires*¹, appuyés et même donnés et distribués par eux-mêmes, qui les portoient dans les compagnies, même jusqu'à *des billets qu'ils ont fait courir et porter dans les maisons et les mains des princes et des grands prélats de ce royaume*, ceux-ci nous ont obligé de faire un livre pour dissiper tous ces nuages et arrêter ces esprits, et il a plu à Dieu de lui donner bénédiction et approbation pu-

¹ Lorsque les Jésuites furent chassés de France, on trouva dans leurs papiers des libelles infâmes contre le cardinal de Bérulle.

blique. Les Pères Jésuites seuls, et presque unanimement, sans respecter ceux qui l'ont approuvé, ont témoigné leur aversion continuellement sur ce sujet ; et chacun d'eux diversement, les uns en le déprimant extrêmement, les autres en le blâmant excessivement ; quelques-uns même disoient *qu'il favorisoit les hérésies*, ce qui est à la vérité un degré rabattu des accusations précédentes ; mais les uns se couvrent d'un profond silence dans les approbations, et les autres font courir le bruit par le peuple qu'ils y répondoient ; et le titre de la réponse s'est publié si fort sous le nom d'un théologien, qu'on l'a cherché chez les libraires ; tout cela afin que le monde crût qu'il y avoit ou qu'il y auroit une réponse, encore qu'il ne fût point vrai, et que cela diminuât le poids et l'autorité du livre, artifices plus séants aux profanes qu'aux religieux. Et ce théologien qui devoit paraître étoit le P. Garasse, *leur écrivain ordinaire*. Ce même écrivain ayant fait un livre, *publié et vanté, selon leur coutume, avec excès*, il est arrivé que ce livre a été universellement improuvé de tous ; et nonobstant cela, nous n'en parlons point, nous n'y feignons point de réponse, bien qu'elle fût aussi aisée à faire qu'à feindre ; et nous demeurons dans les termes de notre devoir et retenue, et eux en sortent à tout propos, *pourvu que ce soit au préjudice de l'Oratoire*.

» J'aime mieux finir, Monseigneur, que de rechercher davantage leurs excès envers nous, vous suppliant très humblement, Monseigneur, de considérer que leur conduite est fort *élevée*¹, leurs esprits peu différents, et leur humeur fort difficile ; et *qu'il est notoire qu'ils ont peine à vivre en Italie avec les Théatins, en Espagne avec les Dominicains, en Flandre avec les Capucins, en Angleterre avec le clergé et tous les religieux* ; et partant, il n'est pas raisonnable de nous imputer s'ils ont peine à vivre avec nous, *puisque ce malheur nous est commun avec presque tout le reste de l'Église au regard d'eux*. »

Cette lettre, aussi explicite que modérée, n'a pas besoin de commentaires.

Une Congrégation dont l'établissement concourut, avec celui des précédents est l'Institut des Ursulines, qui se partagea en plusieurs branches, et prit des accroissements extraordinaires ². La B. An-

¹ C'est-à-dire orgueilleuse.

² V. Chroniques de l'Ordre des Ursulines ; Histoire de l'Ordre de Sainte-Ursule ; Histoire des Ordres monastiques, par le P. Hélyot, t. iv.

gèle de Brescia avait institué les Ursulines en Italie en 1537 ; mais ce n'était alors qu'une association libre de personnes pieuses, qui s'engageaient seulement à remplir dans le monde les devoirs de leur condition. En 1594, une pieuse fille, nommée Françoise de Bermond, fonda, à Avignon, une association du même genre, pour travailler gratuitement à l'éducation des jeunes filles. D'après les avis de César de Bus, qui les dirigeait, les compagnes de Françoise de Bermond se réunirent en communauté. Madame de Sainte-Beuve, parente de Madame Acarie, concourut puissamment à l'extension de la nouvelle Congrégation en fondant pour elle une maison à Paris, dans le faubourg Saint-Jacques. Françoise de Bermond dirigea les commencements de cette nouvelle maison, qui fut peuplée principalement de jeunes filles élevées par Madame Acarie, et qui n'avaient pas paru propres à supporter les austérités de l'Ordre des Carmélites. Les Ursulines de Paris devinrent une communauté religieuse proprement dite, faisant des vœux, observant la clôture et se consacrant à l'éducation des jeunes filles. Plusieurs dames de la Cour prirent sous leur patronage la nouvelle institution, qui possédait, à la fin du xvii.^e siècle, plus de quatre-vingts maisons.

Outre la Congrégation de Paris, il s'éleva, en d'autres parties de la France, de semblables associations, qui, sous la dénomination commune d'Ursulines, et avec de légères différences dans les règlements, étaient toutes consacrées à l'éducation des jeunes personnes. La Congrégation de Bordeaux, entre autres, instituée par Françoise de Cazères, et favorisée par le cardinal de Sourdis, comprenait plus de cent maisons en France, en Flandre, en Allemagne et en Italie.

Françoise de Bermond, après avoir dirigé quelque temps la maison de Paris, était retournée à Avignon. Sa Congrégation, connue sous le nom de Congrégation de Lyon, fut distincte de celle de Paris, et possédait, à la fin du xvii.^e siècle, soixante-quatorze maisons. Les autres Congrégations du même Ordre étaient moins considérables. Elles formèrent toutes ensemble environ trois cent vingt maisons en France.

Le même esprit qui multipliait en France les établissements d'Ursulines donnait naissance, en Lorraine, à la Congrégation de Notre-Dame¹, assez semblable, et pour les règlements qu'on y

¹ Hélyot, *Hist. des Ordres monastiques*, t. II ; Vie du B. Pierre Fourier, curé de Matincourt ; Vie de la mère Alix.

suivait et pour la fin qu'on s'y proposait. Elle reconnaît pour son fondateur le B. Pierre Fourier, curé de Mataincourt. Ce saint prêtre fut aidé dans son entreprise par Alix Le Clerc, pieuse fille, née à Remiremont. La Congrégation de Notre-Dame, établie d'abord à Poussey, fut transférée à Mataincourt, puis à saint Mihiel. Alix et ses compagnes menaient une vie pauvre et austère et se livraient avec zèle à l'éducation de la jeunesse. Elles formèrent des établissements à Nanci, à Verdun, à Pont-à-Mousson, à Châlons. Le cardinal de Linancourt obtint en leur faveur une bulle du pape, et fonda la maison de Nanci. En 1615, Alix Le Clerc vint à Paris avec une de ses compagnes, pour s'instruire de la méthode que suivaient les Ursulines dans l'enseignement de la jeunesse. Elle fut accueillie par Madame de Sainte-Beuve, qui était restée la patronne, et pour ainsi dire la directrice de la Congrégation de Paris, sans faire partie de la communauté. Après quelques mois de séjour à Paris, Alix retourna en Lorraine et fit ses vœux avec ses compagnes entre les mains de Pierre Fourier. La Congrégation de Notre-Dame fit de grands progrès. Elle posséda en France plus de quatre-vingts maisons. La première qui fut fondée à Paris était située rue Neuve-Saint-Etienne ¹.

Outre la Congrégation de Notre-Dame, on doit encore au B. Pierre Fourier la réforme des chanoines de Lorraine.

Pierre, né le 30 novembre 1565, à Mirecourt, en Lorraine, avait pratiqué, dès sa jeunesse, les plus éminentes vertus. On fut étonné de le voir entrer comme novice parmi les chanoines réguliers de Chamousey, qui jouissaient d'une assez mauvaise réputation. La Providence avait ses vues dans cette vocation. Pierre fut, à Chamousey un modèle de régularité ; il fut envoyé par sa communauté à Pont-à-Mousson, pour y étudier la théologie ; il s'y lia avec Didier de La Cour, et, après ses études, il fut chargé de la cure de Mataincourt, où il accomplit tous les devoirs d'un pasteur zélé. Les désordres dont il avait été témoin à Chamousey lui avaient inspiré la pensée de travailler à la réforme des chanoines. Le chapitre de Saint-Rémi-de-Lunéville s'étant offert pour devenir le noyau de cette réforme, Pierre Fourier y entra avec six autres ecclésiastiques pénétrés des mêmes intentions que lui. Tel fut le commencement de la Congrégation dite de *Notre-Sauveur*, dont Pierre Fou-

¹ Aujourd'hui, la maison la plus considérable est située rue de Sèvres, et est connue vulgairement sous le nom de couvent des Oiseaux.

rier dressa les constitutions. Sa réforme fut approuvée à Rome; huit chapitres de Lorraine l'adoptèrent, et Pierre Fourier dirigea toute l'association sans cesser d'exercer les fonctions pastorales. En 1639, les guerres le forcèrent de se réfugier à Gray, en Franche-Comté, avec plusieurs de ses confrères et les religieuses de Notre-Dame, qui furent très utiles aux populations de cette contrée.

Pierre Fourier mourut le 9 décembre 1640, en odeur de sainteté ¹.

La réforme des chanoines de Sainte-Geneviève, à Paris, avait précédé de quelques années celle du B. Pierre Fourier.

Grégoire XV avait chargé, par un bref, le cardinal de La Rochefoucault de travailler à la réforme des monastères. Ce prélat, devenu abbé de Sainte-Geneviève, résolut de commencer par ce chapitre la mission dont il était chargé. Un jeune chanoine, Charles Faure, fut l'instrument dont se servit la Providence pour faire réussir cette entreprise. Charles Faure ², né à Lucienne, en 1594, montra de bonne heure le goût et les habitudes de la piété. Il fit ses vœux en 1615, dans la maison des chanoines réguliers de Saint-Vincent, à Senlis. Étant venu à Paris pour perfectionner ses études théologiques, il fit partie d'une petite communauté ecclésiastique que venait de fonder le P. Bourdoise, et il s'y fortifia dans l'amour de la discipline. De retour à Senlis, il s'appliqua à la réforme du chapitre de Saint-Vincent, et réussit si bien, que le cardinal de La Rochefoucault le chargea d'opérer le même bien dans la célèbre abbaye de Sainte-Geneviève. Faure y eut le même succès qu'à Senlis, et sa réforme fut approuvée d'un grand nombre de chapitres, qui s'unirent à la Congrégation de Sainte-Geneviève; tels furent ceux du Val-des-Écoliers, de Saint-Jean de Chartres, de Saint-Lô de Rouen, de Saint-Martin d'Épernai, de Toussaint d'Angers et beaucoup d'autres, qui formèrent une vaste association, connue sous le titre de chanoines réguliers de la Congrégation de France.

Dans les provinces méridionales, Alain de Solminihac ³, qui il-

¹ Benoît XIII le déclara *bienheureux* en 1730.

² V. Vie du P. Faure, par le P. Chartonnet; Hélyot, *Hist. des Ordres monastiques*, t. II; *Hist. des chanoines réguliers de la Congrégation de France*, par Du Moulinet (Mss. de la bibliothèque Sainte-Geneviève, H. n° 21.).

³ Vie de Alain de Solminihac, par le P. Chassenet; Hélyot, *Hist. des Ordres monastiques*, t. II.

lustra depuis le siège épiscopal de Cahors, suivait les traces de Charles Faure et de Pierre Fourier. Devenu abbé du chapitre de Chancelade, il en fit une nouvelle communauté, où les vertus ecclésiastiques prirent la place des vices et des abus dont elle avait donné auparavant l'exemple. Plusieurs chapitres s'associèrent à celui de Chancelade, et formèrent une Congrégation édifiante, que Alain de Solminihac gouverna avec beaucoup de sagesse.

Dans le même temps, le P. Mussard instituait les réformes du Tiers-Ordre de saint François connu sous le nom de Picpus¹ ; les Capucins, les Récollets, les Augustins, les religieuses du Calvaire, une foule de Congrégations hospitalières s'établissaient ou se réformaient ; les Carmes fondaient leur maison célèbre de la rue de Vaugirard, à Paris ; de pieux ermites sanctifiaient le Mont-Valérien ; les frères de Saint-Jean-de-Dieu fondaient la maison de la *Charité*². Mais les institutions ecclésiastiques et charitables de Saint-Vincent-de-Paul éclipsèrent toutes les autres et acquirent rapidement la plus grande importance.

Vincent-de-Paul³, né au diocèse d'Acqs, le 24 avril 1576, était d'une famille pauvre et fut employé, pendant sa jeunesse, aux travaux de la campagne. Les dispositions qu'il montrait pour s'instruire et son goût pour la piété engagèrent ses parents à l'envoyer à Acqs, pour y faire ses études. Il reçut la tonsure à l'âge de vingt ans, et suivit le cours de théologie à Toulouse. Quoique nous ayons peu de renseignements sur ces premiers temps de sa vie, on ne peut douter qu'il ne se soit familiarisé de bonne heure avec les vertus dont il devait donner un jour de si grands exemples. Ayant été ordonné prêtre, il aima mieux renoncer à une cure dont il fut pourvu que de soutenir un procès avec un compétiteur qui revendiquait ce bénéfice. Au retour d'un voyage qu'il avait fait à Marseille, il tomba entre les mains d'un corsaire barbaresque et fut conduit en esclavage à Tunis. La Providence, qui le destinait à secourir les captifs, voulut qu'il connût par lui-même l'excès de leur misère : il resta près de deux ans en esclavage, et toucha par sa piété des chrétiens captifs comme lui. Après sa délivrance, il se

¹ C'est le nom que portait le lieu où la première maison fut fondée à Paris.

² On peut consulter, sur toutes ces institutions, l'*Histoire des Ordres monastiques* du P. Hélyot.

³ Vie du V. Vincent de Paul, par L. Abelly, évêque de Rhodéz ; Vie de saint Vincent de Paul, par Collet.

rendit à Rome, d'où il revint en France au commencement de 1609, chargé d'une mission auprès du roi. Il vécut cependant ignoré à Paris, visitant les malades dans les hôpitaux, et élevant dans le silence et la retraite l'édifice de sa propre sanctification. On le voit demeurer quelque temps avec le P. de Bérulle et ses premiers associés, et c'est alors que le fondateur de l'Oratoire conçut pour Vincent-de-Paul un attachement et une estime dont il lui donna toujours des marques. Bérulle lui fit accepter la cure de Clichy, près Paris, et l'engagea peu après à entrer comme précepteur chez le comte de Joigny, de la maison de Gondî, général des galères de France. La comtesse de Joigny apprécia bientôt le trésor qu'elle possédait chez elle, et elle prit le vertueux prêtre pour son directeur. Vincent ne se contentait pas de porter à la piété les personnes de la maison ; son zèle se répandait au dehors ; il instruisait les pauvres et les gens de la campagne dans les terres de la famille de Gondî. En 1617, il donna sa première mission à Folleville, et il célébrait chaque année la mémoire de ce commencement d'une œuvre qui devait prendre tant d'accroissement et produire tant de fruits. Il sortit pour quelque temps de la maison de Gondî, sans doute par humilité, et pour se soustraire aux égards et aux attentions qu'avait pour lui la comtesse. La retraite qu'il choisit était fort éloignée de la capitale ; il alla occuper la cure de Châtillon-les-Dombes, en Bresse. Ses instructions fréquentes et l'exemple de sa vie ramenèrent l'esprit de religion parmi les habitants du lieu ; il institua une confrérie de charité pour le service des malades, gagna plusieurs âmes à Dieu, et convertit quelques Protestants. Cependant, la comtesse de Joigny mettait tout en œuvre pour le rappeler auprès d'elle ; elle fit intervenir des personnes pour qui Vincent témoignait une grande déférence, et, au bout d'un an d'absence, il consentit à rentrer dans la maison de Gondî. Toutefois, il n'eut plus dès lors qu'une inspection générale sur les enfants du comte, et put se livrer à son zèle pour le salut du prochain. Il s'adjoignit pour les missions des prêtres vertueux, tels que Coqueret, docteur de Navarre ; Berger et Gontière, conseillers-clercs au Parlement ; Duchesne, archidiacre de Beauvais ; Feron, depuis archidiacre de Chartres. Le théâtre de leurs premiers travaux fut les paroisses de Villepreux, Montmirel et quelques autres. A Paris, Vincent instruisait les galériens, et il en toucha plusieurs par sa charité ; car il pourvoyait en même temps aux besoins du corps et à ceux de l'âme, et il ne négligeait rien pour

adoucir la situation de ces malheureux. On le nomma aumônier général des galères, et il fit le voyage de Marseille pour annoncer les vérités de la religion à des hommes qu'il regardait comme doublement à plaindre, et pour leur sort présent, et pour leur vie passée. Il alla rendre le même service aux galériens de Bordeaux ; chemin faisant, il établit dans quelques villes les confréries de charité, dont il avait eu l'idée à Châtillon. Telles furent les prémices du ministère d'un homme qui attacha son nom à tant d'œuvres glorieuses et utiles, et qui déploya tant de zèle dans la carrière des missions.

L'œuvre des missions prit bientôt un grand accroissement, et elle eut de si heureux résultats que des âmes pieuses voulurent la consolider par une fondation expresse. La comtesse de Joigny, chez laquelle le saint demeurait, résolut, avec son mari, d'établir des missions à perpétuité, et de charger Vincent de Paul et les prêtres qu'il s'associerait, d'acquitter cette fondation, à laquelle ils consacrerent une somme de 40,000 livres. L'archevêque de Paris, Jean-François de Gondy, qui était frère du comte de Joigny, approuva l'établissement, et chargea Vincent du soin de gouverner le collège, dit des Bons-Enfants, qui devint le berceau de la Congrégation. Vincent prit possession de ce collège avec son premier associé, Antoine Portail, prêtre du diocèse d'Arles, auquel vinrent se joindre, l'année suivante, six autres prêtres animés du même esprit, presque tous docteurs ou élèves de Sorbonne. Ils allaient dans les villages catéchiser, exhorter, confesser, commençant par les lieux pour lesquels la mission était fondée, et se répandant ensuite dans les autres paroisses, principalement du diocèse de Paris. Louis XIII autorisa le nouvel institut par des lettres patentes ; depuis, Urbain VIII approuva la Congrégation par une bulle. Vincent de Paul profita de ces encouragements, envoya ses missionnaires en différentes provinces et particulièrement dans les campagnes, et alla lui-même dans le Lyonnais. Ces courses, et la connaissance qu'il avait de l'état du clergé, le convinquirent de la nécessité de travailler, non-seulement pour les peuples, mais aussi pour les prêtres. Les troubles précédents, les guerres, le relâchement de la discipline qui en était la suite nécessaire, le défaut d'écoles et d'établissements où la jeunesse ecclésiastique fût formée dans le silence de la retraite, étaient autant de circonstances fâcheuses dont l'influence ne s'était que trop fait sentir. Vincent en conférait souvent avec des prêtres zélés, tels que le Père de Bérulle

et Adrien Bourdoise ; ils cherchaient ensemble le remède au mal, et se communiquaient leurs vues. La première idée de Vincent fut d'établir des retraites pour les ecclésiastiques qui devaient être promus aux ordres ; il s'en ouvrit à Augustin de Gesvres, évêque de Beauvais, et ce fut par les conseils du saint que ce prélat résolut de ne conférer les ordres qu'à ceux qui auraient fait une retraite et auraient assisté à des instructions suivies sur les devoirs du sacerdoce. Il reçut les ordinands dans son propre palais, et Vincent, assisté des docteurs Duchesne et Messier, y dirigea les exercices de la retraite, qui produisit les plus heureux fruits. L'évêque de Beauvais raconta ces succès à l'archevêque de Paris, et celui-ci résolut de prendre la même mesure pour son diocèse, et ordonna, par un mandement, que ceux qui seraient admis aux ordres dans son diocèse feraient une retraite de dix jours pour s'y préparer. Le collège des Bons-Enfants, où Vincent s'était établi, fut désigné pour le lieu de la retraite. De pieux ecclésiastiques de la capitale vinrent aider Vincent à diriger les exercices et à faire les instructions. L'onction de ses discours et l'exemple de son zèle ne manquèrent pas de produire leur effet. Les ordinands apportèrent plus de ferveur à la réception des ordres ; distribués ensuite dans les paroisses, ils se firent remarquer par leur régularité. Des dames pieuses proposèrent à Vincent d'étendre son plan et d'admettre à ces retraites les ecclésiastiques même des autres diocèses, qui se présenteraient pour l'ordination ; et, comme une maison naissante n'aurait pu suffire à une si grande dépense, et qu'on ne voulait, d'un autre côté, exiger aucune pension des ordinands, la présidente de Herce s'engagea d'abord à fournir cent pistoles pour chaque ordination, pendant cinq ans. Les dames de la Charité, dont nous parlerons bientôt, et entre autres la marquise de Magnelais, sœur de l'archevêque de Paris, concoururent à cette bonne œuvre. Anne d'Autriche, étant venue un jour au collège pendant une des retraites, assista à un des entretiens qui fut fait par François de Perrochel, disciple du saint, et depuis évêque de Boulogne. Elle en fut si satisfaite, qu'elle voulut aussi contribuer à soutenir ces exercices. Pour Vincent de Paul, toujours plein de confiance en la Providence, la crainte de la dépense ne l'arrêtait pas ; il tendait les bras à tous les ordinands, et, lorsque l'archevêque eut décidé que ceux qui recevraient les ordres mineurs feraient la retraite comme les autres, il les reçut avec la même bonté, et recommandait à ses prêtres de les accueillir. Bientôt, l'usage de retraites pour

les ordinands s'établir dans d'autres diocèses, et saint Vincent fut prié d'envoyer de ses prêtres pour présider aux exercices. Cette mesure devint, par la suite, générale dans toute la France, et fut adoptée dans les pays étrangers; on peut la regarder comme un des grands services rendus par saint Vincent à l'Eglise et au clergé.

La sollicitude de cet homme vénérable pour la réforme de l'Ordre sacerdotal, ne lui faisait point oublier ses autres vues pour le bien du prochain. Il avait établi en plusieurs lieux, comme nous l'avons dit, des confréries de charité pour l'assistance des pauvres; et il ne manquait guère, dans les missions qu'il donnait, de former de ces associations, si propres à soutenir la piété, par l'exercice des bonnes œuvres. Il aurait souhaité pouvoir retourner ensuite dans ces différents lieux, afin d'y ranimer le zèle des confréries, mais, ne le pouvant faire par lui-même, et voyant ses prêtres perpétuellement occupés aux travaux du ministère, il se fit remplacer par madame Le Gras. Louise de Marillac, dame Le Gras, était nièce du garde des sceaux; elle était née à Paris, en 1591, et avait épousé Antoine Le Gras, secrétaire des commandements de Marie de Médicis. Elle vivait dans la pratique de la piété, et elle eut l'avantage de connaître et de recevoir saint François de Sales, pendant le dernier séjour qu'il fit à Paris. Étant devenue veuve, en 1625, cette dame s'était consacrée au service des pauvres, et, dans ce ministère de charité, elle joignait le zèle le plus actif à la prudence la plus délicate. Elle s'était mise sous la direction de Vincent, dont elle suivait les conseils avec une pleine docilité. Elle commença donc à visiter les confréries de charité; d'autres dames pieuses l'accompagnaient dans ces voyages. Elles parcoururent ainsi plusieurs diocèses autour de Paris, ranimant le zèle des femmes qui composaient les associations de charité, leur apprenant à servir les malades, leur distribuant du linge et des médicaments, et leur laissant des aumônes pour les besoins imprévus. Madame Le Gras ne bornait pas là ses soins; elle réunissait les filles dans les différentes paroisses, leur faisait le catéchisme et les entretenait sur des sujets de religion et de piété, espèce de mission dont la pieuse veuve s'acquittait avec autant d'adresse que de courage. Elle visita ainsi un grand nombre de paroisses, consolidant les anciennes associations ou en établissant de nouvelles. Elle en forma une entr'autres, à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, sa paroisse, et son exemple fut suivi dans les autres paroisses de la capitale. Des dames distinguées par leur

naissance et leur rang y entrèrent ; mais comme, malgré leur zèle, elles ne pouvaient rendre aux malades toutes sortes de services, saint Vincent de Paul pensa qu'il serait possible de les faire assister par des filles pieuses, qui se chargeraient des détails les plus pénibles. Il avait remarqué, soit par lui-même, soit par les rapports de Madame Le Gras, qu'il se trouvait, dans beaucoup de campagnes, des jeunes personnes touchées de Dieu, qui, sans avoir d'attrait pour le mariage, n'en montraient pas non plus pour le cloître, et il crut que ce serait remplir les vues de la Providence sur elles, que de leur offrir des œuvres extérieures de charité, qui tourneraient en même temps au bien de la religion et de la société. Ce projet était à peu près le même que saint François de Sales avait conçu dans l'origine, lorsqu'il commença l'Institut de la Visitation, et il n'avait renoncé à ce plan que d'après les représentations de quelques personnes, qui n'avaient pas cru qu'il fût possible que l'esprit de piété se soutînt dans une communauté de filles répandues au dehors. Vincent, après avoir réfléchi mûrement à son dessein, comme il le faisait pour toutes ses entreprises, engagea Madame Le Gras à réunir quelques filles chez elle, et à les former aux œuvres de miséricorde. Elles soignaient les malades dans les paroisses, allaient dans les hôpitaux et s'occupaient de l'instruction des jeunes filles. Tel fut le commencement de la Congrégation des Sœurs de Charité, de cette institution qui suffirait pour faire bénir la mémoire de saint Vincent de Paul.

Cette grande âme animait tout par son influence et savait embrasser tous les genres de bienfaits et de services. Outre les confréries de charité des paroisses, une autre association se forma sous la direction particulière de Vincent. Son zèle et sa charité passèrent dans le cœur de quelques femmes riches et généreuses, qui se chargèrent de seconder ses vues par leur activité, leurs soins et leurs largesses. La présidente Goussault, les dames de Villesavin, de Bailleul, de Mecq, de Saintot et de Pollalion, furent des premières à se réunir pour des conférences que le saint présidait, et qui étaient employées à créer, à soutenir ou à étendre de bonnes œuvres. Mesdames d'Aligre, femme du chancelier, de Traversai et Fouquet, se joignirent bientôt à cette association, où entrèrent successivement la princesse de Mantoue, depuis reine de Pologne ; la marquise de Combalet, depuis duchesse d'Aiguillon ; la marquise de Magnelais, la présidente de Lamoignon et sa fille, la présidente de Herce, mesdames de Bragelonne, de Brienne, de

Sennecey, de Viols, de Soucarrières. On ne s'y occupait que des intérêts des pauvres, on y exposait leurs besoins, on prenait des déterminations en leur faveur. Ces mêmes dames allaient ensuite à l'Hôtel-Dieu, visitant les malades dans les salles, leur portant ce qui pouvait convenir à leur état, et joignant aux soins, pour la santé des infirmes, de douces exhortations. Cet usage de visiter l'Hôtel-Dieu devint alors habituel parmi les femmes des plus hautes classes.

En 1632, Vincent alla s'établir à Saint-Lazare, maison située dans le faubourg Saint-Denis, qui venait de lui être donnée, et qui devint le chef-lieu de sa Congrégation. C'est depuis cette époque que cette Congrégation de la Mission prit de plus grands accroissements, qui permirent à saint Vincent de Paul d'étendre sa sollicitude et ses travaux. Les galériens, transportés par ses soins dans le quartier Saint-Roch, n'y étaient pas assez bien à son gré ; il obtint pour eux une ancienne tour située près la porte Saint-Bernard, et il y envoyait quelques-uns de ses prêtres les visiter et les instruire. Madame Le Gras leur portait aussi des consolations et des secours, et les Sœurs de la Charité furent attachées dans la suite au service de ces malheureux. Le saint contribua également à la fondation d'un hôpital pour les galériens de Marseille, entreprise qui ne fut achevée que quelques années après, par le concours du zèle de deux hommes renommés pour leur charité, Jean-Baptiste Gault, évêque de Marseille, et le chevalier de La Coste de Simianne. La duchesse d'Aiguillon fonda une mission qui devait avoir lieu tous les cinq ans en faveur de ces galériens.

Le succès des retraites pour les ordinands inspira à Vincent la pensée d'établir des exercices destinés à rappeler de temps en temps aux ecclésiastiques les devoirs et les vertus de leur état ; il en réunit quelques-uns, et leur fit des conférences sur ces matières. La première conférence eut lieu à Saint-Lazare ; les premiers qui y furent admis furent les abbés Olier, Pavillon, de Perrochel, Godeau, Abelly, Fouquet, Vialard. Ces conférences se tenaient tous les mardis, et elles en prirent le nom. Les ecclésiastiques les plus zélés sollicitèrent l'avantage d'y être reçus, et se firent distinguer bientôt par leur régularité. Dès la première année de l'établissement, ils donnèrent une mission aux Quinze-Vingts ; ils en firent ensuite une pour les artisans, une pour les soldats, une pour les mendiants ; ils allaient dans les hôpitaux, et visitaient assidûment l'Hôtel-Dieu. Le cardinal de Richelieu applaudit à ces conférences ;

il voulut s'en entretenir avec Vincent, et prit les noms des ecclésiastiques qui les fréquentaient. C'est de cette école que sortirent depuis des évêques zélés, des pasteurs laborieux, et de dignes directeurs de séminaires. Bossuet y fut admis par la suite, et ce grand homme se rappelait avec reconnaissance les sages instructions qu'il y avait entendues. L'usage s'en propagea dans les provinces : les chanoines du Puy et de Noyon, les ecclésiastiques de Pontoise, d'Angoulême, d'Angers, de Bordeaux, etc., formèrent des conférences sur le même modèle.

Aux conférences, saint Vincent de Paul joignit bientôt un autre moyen de sanctification, savoir, des retraites pour tous les fidèles. Il recevait à Saint-Lazare tous ceux qui voulaient passer quelque temps dans la solitude et se fortifier contre les périls du monde. Là, ils assistaient à des exercices et à des instructions sur les grandes vérités du salut et sur les devoirs de leur condition ; des seigneurs, des magistrats, des laïcs de toutes les classes, s'y trouvaient réunis avec des ecclésiastiques et des religieux. Les uns payaient leur dépense, le plus grand nombre ne donnait rien ; mais Vincent voulait que l'on reçût tous ceux qui se présentaient, et un de ses historiens rapporte que, pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie, il y eut près de vingt mille personnes qui firent la retraite à Saint-Lazare. Le charitable fondateur regardait cette bonne œuvre comme une source de bénédictions pour sa Congrégation, et il arrêta que ses prêtres donneraient des exercices semblables dans les villes où ils s'établiraient. Ainsi, l'usage des retraites passa dans plusieurs diocèses. Des évêques, qui avaient suivi les exercices spirituels sous la direction de Vincent, firent jouir leurs prêtres de ce moyen de salut, et des retraites pastorales furent instituées, tantôt tous les deux ans, tantôt à des époques plus rapprochées encore. Ce fut là un puissant moyen de ranimer la piété dans le clergé, et de rappeler aux fidèles leurs devoirs de chrétiens.

Toutefois, ces pratiques et institutions particulières n'étaient qu'un acheminement à un objet important que Vincent de Paul avait en vue depuis bien des années. Il sentait la nécessité de préparer de longue main les jeunes gens au sacerdoce, et de leur faire contracter des habitudes ecclésiastiques par un séjour de quelque durée dans des maisons de retraite et d'étude. Tel avait été aussi le dessein de Pierre de Bérulle et du P. Adrien Bourdoise.

Ce dernier contribua surtout à l'établissement de ces maisons,

connues sous le nom de séminaires. Il était né à Brou¹, au diocèse de Chartres, en 1584. Dès 1612, n'étant pas encore prêtre, il commença, au collège de Reims, une petite communauté de dix associés, la plupart bacheliers en théologie. Ils menaient une vie pauvre et régulière, et étudiaient avec soin les devoirs du sacerdoce. Bourdoise, devenu prêtre, entreprit des conférences sur les fonctions ecclésiastiques ; des étudiants, des curés même et des docteurs y assistèrent, et elles eurent d'excellents résultats. L'association de Bourdoise, qu'on appela d'abord *la Cléricature*, prit une forme régulière en 1618 ; ce fut alors qu'elle se consacra d'une manière toute spéciale à l'éducation des clercs. Bourdoise et ses compagnons changèrent plusieurs fois de résidence, jusqu'à ce que Guillaume Compaing, un d'entre eux, eût abandonné à la société une maison qu'il possédait auprès de l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. L'archevêque de Paris autorisa, en 1631, la nouvelle communauté pour diriger un séminaire.

Bourdoise fut appelé par plusieurs évêques pour commencer, dans leurs diocèses, l'établissement de séminaires, dont ils comprenaient la nécessité ; mais le petit nombre de ses associés l'empêcha de se charger de la direction de ces maisons, qui furent confiées à d'autres Congrégations. Saint Vincent de Paul imita le P. Bourdoise, en transformant en séminaire son collège des Bons-Enfants, et en fondant en plusieurs villes des établissements analogues. Le premier qu'il établit en dehors de Paris fut celui d'Annecy ; plusieurs évêques confièrent dès-lors la direction de leurs séminaires aux Lazaristes, qui acceptèrent cette mission sans négliger celle que Vincent de Paul avait eue principalement en vue en établissant leur Congrégation.

Ce fut surtout la Congrégation de Saint-Sulpice qui contribua à l'établissement et à la direction des séminaires en France. Elle eut pour fondateur un vertueux prêtre nommé Olier.

Jean-Jacques Olier² naquit à Paris le 20 septembre 1608. Dès l'âge le plus tendre, il donna les premiers indices de sa vocation à l'état ecclésiastique ; et dès-lors on présagea qu'il était élu de Dieu pour travailler à la régénération du clergé. Pierre de Bérulle, Vincent de Paul et le P. de Condren, deuxième supérieur général de

¹ Vie du P. Bourdoise, par Descourreaux ; Vie du P. Bourdoise (Mss. Biblioth. Mazarine).

² Vie de M. Olier, par M. Faillon ; Paris, 1844.

L'Oratoire, dirigèrent successivement Olier dans le chemin de la perfection. Ce fut surtout le P. de Condren qui l'engagea à mettre à exécution le projet qu'il avait conçu d'instituer une Congrégation spécialement destinée à diriger les séminaires. L'association prit naissance en 1641, à Vaugirard, près Paris. Les premiers associés de l'abbé Olier étaient François de Caulet, depuis évêque de Pamiers, Jean du Ferrier, Balthazar Brandon, Charles Picotté et François Houmain. Bientôt ils eurent sous leur direction quelques jeunes clercs, parmi lesquels on distinguait surtout Dufferrier de Cambiac ; de Gondrin, qui fut depuis archevêque de Sens ; de la Coste, etc. Le cardinal de Richelieu favorisa le projet de l'abbé Olier et sa Congrégation. Saint Vincent de Paul, D. Tarris, supérieur de la Congrégation des Bénédictins de Saint-Maur, le P. de Condren et tous les prêtres les plus estimables, applaudirent à ses vues.

Olier, ayant été nommé à la cure de Saint-Sulpice de Paris, vit accourir à lui plusieurs nouveaux associés. Les plus connus sont les abbés de Bretonvilliers et de Poussé, qui lui succédèrent dans la cure ; Claude Joly, depuis évêque d'Agen ; Gabriel de Caylus et Pierre de Sève-Polard. Ces nouveaux coopérateurs s'appliquèrent, suivant leur vocation, les uns à l'exercice du ministère dans la paroisse Saint-Sulpice, les autres à l'éducation des jeunes clercs dans le séminaire qui fut fondé près de cette église. Olier donnait tour à tour ses soins au séminaire et à la paroisse, et il eut dans l'un et dans l'autre les plus heureux succès. Il fonda plusieurs séminaires en province, et en particulier au Puy, à Viviers et au Bourg-Saint-Andéol. Sa Congrégation fut chargée, à la même époque, du séminaire de Clermont, et s'établit à Montréal, au Canada. L'abbé de Bretonvilliers succéda à Olier dans la charge de supérieur général de la Congrégation de Saint-Sulpice, qui prit de nouveaux accroissements sous sa direction.

La Congrégation des Eudistes prit naissance peu après celle de Saint-Sulpice ; Elle avait le même but et à peu près les mêmes réglemens. Le P. Eudes¹, son fondateur, était ami de l'abbé Olier, qui le chargea de prêcher une mission dans sa paroisse. Le séminaire de Caen fut le chef-lieu de la Congrégation des Eudistes, qui furent chargés de la direction de plusieurs séminaires et qui se distinguèrent surtout par leurs missions.

¹ Vie du P. Eudes, par un membre de sa Congrégation.

On doit compter aussi, parmi les instituteurs des séminaires Claude Bernard connu sous le nom du *Pauvre Prêtre*¹. Il était né à Dijon en 1588, d'un conseiller au Parlement de cette ville. Après avoir vécu pendant quelque temps en homme du monde, il fut touché de la grâce et commença sa vie pieuse et pénitente. Il prit les Ordres en 1622, et dès ce moment, la visite des hôpitaux et des prisons, le soin et l'instruction des malades, et les autres œuvres de miséricorde, formèrent son occupation habituelle et la plus chère. L'hôpital de la Charité était le principal théâtre de son zèle, et ses instructions y attiraient plusieurs personnes du dehors. On était touché de la simplicité et de l'onction de ses entretiens, en même temps que de son dévouement pour le prochain. Son désintéressement était extraordinaire. Le cardinal de Richelieu lui ayant témoigné le désir de lui rendre quelque service, le *Pauvre Prêtre* se contenta de demander au puissant ministre de faire réparer la charrette sur laquelle il montait avec les criminels pour les exhorter jusqu'au moment de leur supplice. Occupé, comme les plus saints prêtres de la même époque, du projet de faire refleurir la discipline ecclésiastique, Bernard entreprit de réunir les pauvres étudiants qui auraient de la vocation à l'état ecclésiastique et de leur fournir les moyens de continuer leurs études. Telle fut l'origine du séminaire des *trente-trois*, qui fut fondé en actions de grâce de la naissance de Louis XIV. Anne d'Autriche et Madame de Bretonvilliers achetèrent, pour loger les pauvres étudiants, l'hôtel d'Albiac, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, vis à vis le collège de Navarre. Le nouveau séminaire fournit un grand nombre de bons ouvriers évangéliques.

L'Ordre des Jésuites fournit, à la même époque, quelques bons prêtres. Les plus zélés allèrent prêcher l'Évangile aux peuples qui n'étaient pas encore éclairés des lumières du christianisme. Nous ne pouvons les suivre dans leurs travaux. En France, les Jésuites jetèrent peu d'éclat au commencement du xvii.^e siècle, et furent éclipsés par les Congrégations que nous avons fait connaître. L'état de lutte dans lequel ils vivaient, non seulement avec les mauvais catholiques, mais avec le clergé séculier, les autres Congrégations ecclésiastiques, et même l'épiscopat, paralysait les efforts de quelques particuliers distingués par leur science et leurs vertus. Préoccupés du projet de s'emparer de l'enseignement et d'acquérir

¹ Vie du P. Bernard, par le P. Lempereur.

beaucoup d'influence dans la société, la plupart des Jésuites se dévouaient à leur Compagnie, tandis que les autres Congrégations se consacraient au bien de l'Eglise. Ils ne pouvaient poursuivre ce but sans oublier l'esprit de leurs premiers Pères. C'est ce qui leur arriva, comme nous le constaterons bientôt. La Compagnie de Jésus eut cependant la gloire de fournir alors, à l'Eglise de France, saint Jean-François Régis, dont nous devons esquisser la vie.

Régis¹ naquit le 31 janvier 1597, au village de Fontcouverte, diocèse de Narbonne. Il entra chez les Jésuites à 19 ans; envoyé à Tournon pour y faire son cours de philosophie, il employait ses instants de loisir à catéchiser les pauvres de la ville et des environs. Il préludait ainsi aux fonctions qu'il devait remplir toute sa vie avec tant de zèle. Dans les divers emplois qui lui furent confiés, il montra une ferveur, un désintéressement, une modestie extraordinaires. En 1630, il obtint de ses supérieurs de se dévouer au service des malades, dans une épidémie qui régnait à Toulouse. Son plus vif désir était d'aller dans les missions du Japon; mais on le jugea plus utile en France. Il évangélisa particulièrement les diocèses de Montpellier et de Viviers. Après l'an 1636, il travailla sans interruption dans le Velay, prêchant au Puy pendant l'été, et visitant les environs pendant l'hiver. Des conversions éclatantes, des associations charitables, des secours distribués aux pauvres et aux prisonniers étaient partout le résultat de ses travaux apostoliques; ni la rigueur des hivers, ni la difficulté des chemins, ni la contradiction des hommes ne pouvaient refroidir son ardeur. Il mourut au milieu de ses travaux, à La Louvèze, le 31 décembre 1640². Les Jésuites, comme nous l'avons remarqué, possédaient, au commencement du XVII.^e siècle, peu d'hommes que l'on puisse signaler, avec Jean-François Régis, comme distingués par leur zèle et leurs vertus évangéliques. Leur Ordre avait pris cependant beaucoup d'extension en France, comme dans toutes les autres contrées; mais si nous en croyons un de leurs Pères, le fameux Mariana, la Compagnie de Jésus était à peu près frappée de stérilité, parce qu'elle avait abandonné l'esprit de ses premiers instituteurs.

Cette Société célèbre a si bien usé de l'influence qu'elle a su acquérir, que l'on pense généralement que tout le bien, à peu près,

¹ Vie de S. Jean-François Régis, par le P. Daubenton.

² Il a été canonisé par Clément XII, en 1737.

qui s'est fait dans l'Eglise, depuis son établissement, est dû à son zèle et à ses efforts et qu'elle n'a eu jamais besoin de réforme. La simple exposition des faits répondra au premier préjugé ; et, pour le second, nous avons les aveux d'un homme que les Jésuites eux-mêmes¹ considèrent comme illustre par son génie, par sa science et par les vertus religieuses dont il donna l'exemple jusqu'à l'âge de quatre-vingt-sept ans, qu'il mourut.

Mariana, profondément affligé des abus qui défiguraient une Société qui lui était chère, composa un mémoire touchant les défauts du gouvernement de cette Société. « Je sais, dit le P. Cordara² en parlant de ce mémoire, je sais que nos Pères d'Espagne ont pensé que ce petit livre avait été faussement attribué à Mariana par quelque adversaire de notre nom. Je désirerais vivement qu'il en fût ainsi, mais je ne puis le croire. Je vois en effet que notre général Mutius (Vittelleschi) a eu connaissance de cet opuscule avant qu'il fût imprimé à Bordeaux ; je vois qu'il a écrit des lettres fort graves à ce sujet, avec ordre de rechercher avec soin les copies du livre qui seraient en circulation et de les livrer aux flammes ; je vois enfin que, à l'époque où ce livre mortel fut imprimé en France, aucun des nôtres ne se plaignit de ce qu'il était faussement attribué au P. Mariana³. »

¹ V. Cordara, *Historia Societ. Jesu*, pars sexta, lib. 9, n.º 151 ; edit. Romæ, ann. 1750. in-fol.

² Cordara, *loc. cit.*

³ Le livre de Mariana fut imprimé à Bordeaux en 1625. Les Jésuites de France ne réclamèrent pas alors, comme l'atteste le P. Cordara. Mais, en 1667, ils pensèrent qu'ils pourraient impunément contester l'authenticité du livre de Mariana. Letellier, archevêque de Reims, s'étant appuyé sur ce livre, les Jésuites lui adressèrent une *remontrance*, dans laquelle ils prétendirent non-seulement que le livre était d'un faussaire, mais encore que les *Jésuites de ce temps-là s'inscrivirent en faux* contre le livre. Nous n'avons qu'à opposer l'historien Jésuite aux auteurs de la *Remontrance*, pour prouver la fausseté de leur assertion et l'authenticité du livre de Mariana.

Le P. Cordara et les Jésuites qui eurent assez de bonne foi pour admettre cette authenticité, s'efforcent de faire croire que ceux qui ont publié le livre y ont ajouté certains traits défavorables à la Compagnie, par haine contre elle. D'abord, cette assertion est purement gratuite ; en outre, si on ôtait du livre les traits qui déplaisaient aux Jésuites, on ne comprendrait plus le zèle que mit le général Vittelleschi à écrire en Espagne, pour en faire brûler toutes les copies qu'on pourrait rencontrer ; de plus, tout est si bien lié dans l'opuscule de Mariana, et il revient si souvent sur les mêmes choses, qu'il n'est pas possible d'en enlever une phrase sans que la liaison des idées soit rompue. Quel-

Nous devons donner quelques extraits du fameux mémoire de Mariana; ils feront comprendre le fait que nous avons constaté, c'est-à-dire le peu de bien produit par cette Société puissante, malgré son étonnante activité; ils donneront en outre des éclaircissements sur cette haine que les hommes les plus religieux et les plus clairvoyants lui ont vouée depuis son établissement en France jusqu'à nos jours. On a voulu faire considérer cette haine comme le fruit malheureux des préjugés, de la jalousie, enfin des tendances hérétiques que les Jésuites ont toujours libéralement accordées à leurs adversaires. Le livre de Mariana laisse apercevoir une toute autre cause de cette haine et des accusations élevées contre la célèbre Compagnie.

Dans sa Préface, Mariana s'exprime ainsi ¹ :

« Mon intention est, moyennant l'aide de Dieu Notre Seigneur, de mettre par écrit, en ce papier, la manière du gouvernement qu'observe notre Congrégation, les fautes en grand nombre et grièves qui y entretiennent, les inconvénients qui en résultent,

ques Jésuites, et entre autres Feller, ont dit bien haut qu'on n'avait pu montrer l'original du livre de Mariana. D'abord, les Jésuites de l'époque ne demandèrent pas à le voir, comme le constate Cordara; en outre, il est facile de comprendre pourquoi l'original de Mariana n'aurait pu être produit, quand bien même il aurait été demandé; il suffit, pour cela, de connaître l'histoire de ce manuscrit.

Il fut saisi au domicile de Mariana avec ses autres papiers, lorsque Philippe II fit mettre ce Jésuite en prison pour son Traité sur le *Changement de la monnaie*. François Sosa, évêque d'Osma, ayant trouvé le livre des *Défauts du gouvernement de la Société de Jésus*, le lut avec curiosité, le communiqua à plusieurs de ses amis et leur permit d'en tirer des copies. Mais l'original dut lui être remis; l'on comprend donc pourquoi il n'aurait pu être représenté si on l'avait demandé; mais les Jésuites n'osèrent pas soulever cette question lors de l'impression du livre. Les copies que l'on avait faites du manuscrit de Mariana passèrent en plusieurs mains, et en celles, entre autres, du Dominicain Nicclas Ricardius. Elles pénétrèrent en France, en Allemagne et en Italie. Un libraire de Bordeaux publia le livre non-seulement en espagnol, qui était la langue de l'original, mais aussi en latin, en français et en italien. Dès qu'il eut été porté à Rome, le Jésuite Floravanti, confesseur d'Urbain VIII, le lut et s'écria : « Hélas ! hélas ! c'en est fait de nous, Jésuites, car ce que contient ce livre n'est que trop vrai. » Le général des Jésuites n'épargna rien pour obtenir la condamnation du livre de Mariana; elle lui fut accordée en 1635.

On peut consulter sur Mariana et sur ses ouvrages l'article fort savant et très intéressant du Dictionnaire de Bayle.

¹ Dans ces extraits, nous avons conservé à peu près la vieille traduction française.

les moyens qu'on pourroit prendre pour y remédier et en arrêter le cours. Je vois bien la difficulté et le danger où je me mets, et que tous n'approuveront cette entreprise... Je m'assure qu'il y a des personnes qui ont claire connoissance que tout ce qui semble or ne l'est pas, et qu'en notre gouvernement il y a des choses et des points auxquels on peut remédier, d'où proviennent des maux et des inconvénients, lesquels je tâcherai de représenter avec tant d'évidence qu'il n'y aura personne de jugement rassis et de capacité qui n'en avoue la vérité.

» Celui qui a écrit ceci est une des personnes les plus anciennes de cette religion, et qui plus a passé son âge sans broncher, (chose approchante de miracle, parmi tant de troubles et vacarmes qui se sont passés parmi nous autres.) Et, au bout de sa vie, il ne voudroit point la flétrir, en faisant chose où Dieu fût offensé, et qui portât préjudice à sa propre religion. Davantage il a ruminé et pesé cette affaire et ces abus, et même en a, dès plusieurs années en ça, conféré en particulier avec les plus grands personnages de la Compagnie, et es-occasions en assemblées et congrégations ; que si, pour le présent, le fruit n'en est tel qu'on désire, il pourra arriver que, par occasion, on sera bien aise de savoir les causes par lesquelles ont été introduits les maux qui en sont résultés ; et quel a été le sentiment d'un personnage, par les mains duquel tant de choses sont passées et qui a vu tant de pages et de livres divers, touchant la manière et le modèle selon lequel nous nous gouvernons à présent. »

Après ce préambule, Mariana entre en matière et traite son sujet en vingt chapitres.

« Notre Compagnie, dit-il ¹, combien qu'elle ait suivi un chemin bon, approuvé de l'Eglise et agréable à Dieu, comme le montrent les merveilleux fruits qui se sont cueillis de cette plante, elle étoit cependant fort nouvelle et extraordinaire, et par ainsi sujette à plusieurs mauvaises rencontres. Plusieurs des nôtres, pour ne paraître moines, se sont surtout séparés des coutumes et cérémonies régulières, même des mots usités dans les autres religions, dont, par aventure, ils se pouvoient servir avec humilité et en faire leur profit sans préjudicier à leur institut....

» Je ne prétends pas révéler en cet écrit, *occulta dedecoris*, attendu qu'il est évident que les fautes de ma mère me causeroient

¹ Mariana, de Defectibus Societatis, c. 1.

nécessairement de la honte et de la peine. Mais aussi, il y auroit du mal au double, si, pour l'excuser, on ne découvroit ses plaies au médecin, pour qu'il porte remède avant qu'elles se grangrènent et deviennent incurables.

» S'il est aisé ¹ de choir en fautes et erreurs, il se trouve plus de difficulté à y remédier, surtout quand le gouvernement se réduit de tout point à une seule tête, comme il se pratique en notre religion. Si celui qui a le gouvernement si indépendant et absolu en main, comme notre Général, choisit un chemin pour le plus droit et assuré, il y aura bien de la peine à le lui faire quitter, quoique de vrai il se fourvoie. La cause de ceci est que chacun favorise son opinion et la tient pour la meilleure. Outre ce, d'autres en grand nombre, voire le plus grand nombre, se joignent à lui et lui adhèrent, les uns pour être de même avis, les autres pour lui complaire, plusieurs aussi pour n'avoir pas le courage de contredire et s'opposer à ce à quoi encline leur supérieur ; soit parce qu'ils désirent de vivre en paix, soit pour éviter d'être moqués, et ne mécontenter celui qui a tant de pouvoir et d'autorité. Je laisse à part les égards qu'ont ceux qui possèdent les charges, de se maintenir en icelles ; ou ceux qui y aspirent de les obtenir. Contre un bataillon si grand et si serré qui sera si hardi de se présenter en bataille ? Quand bien même ce seroit un saint Paul, il sera toujours estimé un extravagant, un turbulent, un perturbateur de la paix. Pour cette cause, je me persuade que ce sera merveille d'arrêter le cours des maux jusqu'à ce que nous soyons dans l'eau jusqu'à la gorge. C'est une chose toute avérée qu'il y a peu de gens qui se gouvernent par prudence. Cela a encore plus de force ès-communautés, à cause que, non les plus avisés, mais les plus hardis et les plus intrigants, sont saisis du gouvernement. »

Après avoir constaté qu'il y avait de son temps un mécontentement profond au sein de la Compagnie, et que les plus vertueux eux-mêmes étaient atteints de cette maladie, Mariana en recherche la cause.

« Qu'on avise, dit-il ², si d'aventure ce n'est point par faute de justice, pour n'être les charges départies aux meilleurs, ains aux plus hardis quoiqu'ils aient mille défauts et peu ou point de qualités ; si aussi ce n'est point *faute de châtement pour les mauvais et dé-*

¹ Mariana, de Defectibus Societatis, c. 3

² *Ibid.*, c. 3.

réglés ; (sur quoi l'on pourroit dire beaucoup de choses ;) si ce n'est point pour avoir persécuté et maltraité quelques gens de bien, (je dis quelques-uns, et non un grand nombre,) si ce n'est point faute de récompenser les bons, si ce n'est point que le gouvernement est fondé sur censures et réprimandes, ce qui est un fiel répandu par tout le corps et qui lui cause une jaunisse universelle ; en effet, nul ne peut se fier en son confrère, qui peut à tout moment lui rendre quelque mauvais office de mouchard, d'espion à fin de gagner, à ses dépens, les bonnes grâces des supérieurs et surtout du Général. Qu'on avise si notre mal ne procède point de ce que le Général, avec trois ou quatre autres en chaque province, se haussent excessivement, tirant à eux tout le gouvernement sans en faire aucune part à d'autres, quoiqu'ils soient personnages des plus graves et savants qui soient en toute l'Église.

« Un autre indice ¹ que notre gouvernement n'est pas bien ordonné, sont les troubles et divisions qui ont eu lieu depuis plusieurs années en la Compagnie. »

Mariana déclare qu'il ne veut point parler des divisions secrètes et des choses qui pourraient le faire rougir. Il ne parle même que des troubles dont il fut témoin en Espagne et dans lesquels la tyrannie de quelques dignitaires est dévoilée au grand jour. Nous ne citerons du chapitre que ce passage remarquable relatif à la querelle qui eut lieu entre les Jésuites et les Dominicains, au sujet du livre de Molina.

« D'où sont venues tant de querelles, que nous avons avec les Pères Dominicains, lesquels nous devons plutôt reconnaître pour maîtres ? Je dirai que ces Pères eussent bien pu modérer leur rigueur, dont, à la vérité, les nôtres leur avoient donné l'occasion ; mais le tout se pouvoit excuser. Je ne veux pas entrer dans le détail, et je dirai seulement qu'à l'occasion d'un livre qu'écrivit le P. Molina sur le sujet de la grâce et du libre-arbitre, les Dominicains s'émurent vivement, recoururent à l'Inquisition et ensuite à Rome, où le procès continue et se traite avec beaucoup d'opiniâtreté et de passion ². Quand nous en sortirions victorieux, (ce qui est encore douteux,) il aura toujours coûté plusieurs milliers et l'inquiétude de plusieurs années. Je me souviens qu'un person-

¹ Mariana, de Defectibus Societatis, c. 4.

² Allusion aux Congrégations de Auxiliis, où les Jésuites eurent le dessous, malgré leurs milliers et leurs inquiétudes.

nage, qui avait quelque connoissance de ces choses, donna avis aux nôtres qu'ils se gardassent de s'embarrasser ou s'engager bien avant en cette affaire, craignant ce qui est arrivé. Cela ne servit de rien, car le Général se trouva engagé à cause de la permission qu'il avoit donnée d'imprimer ledit livre, et en ces quartiers de deçà, les jeunes gens faisoient le tout fort aisé. Le malheur voulut que, tant l'assistant à Rome que le Provincial en ces quartiers (par les mains desquels tout passa), étoient hommes sans lettres, fourrés dans ces charges par gens de même honneur et gaillardise. Il en est arrivé ce qu'on a vu et ce qui arrivera toujours, lorsque des personnes téméraires et des supérieurs illettrés se mêleront des affaires. »

Mariana ¹ blâme ensuite la délicatesse avec laquelle on élève les novices ; il prétend que les maisons de probation sont contraires à l'esprit de l'Institut et aux constitutions ; que les contemplations et les retraites auxquelles on les applique seraient avantageusement remplacées par une vie active et dévouée aux actes de charité. Quant aux études, il s'exprime ainsi ² :

« Je crois et je tiens pour certain qu'une des principales sources du mal, dans la Compagnie, est qu'elle s'est chargée d'enseigner les humanités. Si le monde savoit bien le préjudice qui en provient, je ne fais nul doute qu'on nous ôât par arrêt public les écoles, comme on en a déjà parlé. Comme les colléges sont grandement multipliés, on ne peut fournir à tous. Pour obvier à cela, on a créé, dans la Compagnie, des séminaires d'humanités ; mais je ne sais si cela peut réussir, à cause que les étudiants s'occupent fort légèrement en ceci, jetant d'ordinaire leurs yeux sur les charges de prédicateurs, et s'adonnant, à cet effet, aux études de théologie scholastique. Les études plus relevées se traitent avec plus de soin, combien que le nombre de ceux qui s'y avancent soit petit, eu égard à tant de bons esprits, qui entrent dans la Compagnie. »

Après avoir parlé ³ des frères coadjuteurs, Mariana s'occupe des biens temporels ⁴. Ce qu'il dit de l'administration et des entreprises agricoles de ses confrères est fort curieux et mérite de fixer l'at-

¹ Mariana, de Defectibus Societatis, c. 5.

² *Ibid.*, c. 6.

³ *Ibid.*, c. 7.

⁴ *Ibid.*, c. 8 et 9.

tention de ceux qui nient, sans examen, les reproches adressés à l'esprit industriel de la Société des Jésuites.

Au chapitre dixième, Mariana abandonne ces détails pour aller à la source même des désordres de la Compagnie, qu'il trouve dans la nature de son gouvernement *monarchique*. « La monarchie, dit-il, nous met par terre. C'est un furieux sanglier qui ravage tout par où il passe. » Par *monarchie*, Mariana entend l'absolutisme, car il se déclare pour la monarchie tempérée, dirigée par de bonnes lois et par le conseil des hommes capables. Après avoir indiqué la source du mal, il énumère les abus qui en découlent :

« S'il y a des lois, dit-il ¹, elles ne sont point observées et chacun les interprète à sa fantaisie. Ces lois ne sont pas pour tous. *Il n'y a aucun châtiment pour celui qui a failli, en suivant son opinion, et a changé ce qu'il a trouvé établi.* Je ne vis jamais châtier personne pour ce sujet. On n'élève point aux charges ceux qui en sont dignes, comme on le devoit, mais *des gens de peu de valeur. Ils disent que c'est pour les avoir à leur disposition et être certains de l'exécution de leurs ordres quels qu'ils soient. Il n'y a personne dont ils se donnent plus de garde que des gens qui excellent au-dessus des autres, et ils font tout ce qu'ils peuvent pour les rabaisser.* Quelqu'un a dit : *Hæc vox tyranni est : quicquid excelsum est, regno cedit* ². C'est une chose déplorable, qu'on ne puisse soulever une question de réforme sans s'attirer des menaces. »

Le chapitre douzième est consacré à la justice, qui était profondément blessée dans le gouvernement de la Compagnie. Au chapitre treizième, Mariana s'élève contre les *syndications*, informations secrètes ou délations, adressées au Général par les Jésuites, les uns contre les autres. Toutes ces syndications étaient renfermées dans les archives de la maison de Rome. « J'ose assurer, dit Mariana, que si les archives de notre maison de Rome étoient épluchées, il ne se trouveroit aucun honnête homme parmi nous surtout qui sommes éloignés et inconnus personnellement au Général. Si nous ne sommes pas des ânes, il faudra de toute nécessité que ces dangereuses archives soient brûlées. Elles ne sont qu'une source de perplexités pour un grand nombre de gens de bien, dont la réputation est compromise. Il n'y a nulle remède contre le coup

Mariana, de Defectibus Societatis, c. 11.

² Cette parole est d'un tyran : Que tout ce qui est élevé cède le pas à celui qui règne.

d'un sycophante ou détracteur. Il est juste et raisonnable que la délation soit bannie, autant que possible, de notre gouvernement.

» La récompense ¹ et le châtimement sont les deux nerfs de toute communauté. Je dis premièrement que je ne connois aucune communauté où *la vertu soit moins récompensée qu'en la nôtre. Il n'y a aucune récompense pour l'homme de lettre; on lui préfère même l'ignorant, sous prétexte que les savants ne réussissent pas dans le maniement des affaires.* De là il arrive que notre Compagnie fournit bien peu d'hommes savants et lettrés. »

Quant aux châtiments, voici ce qu'en dit Mariana :

« Que parmi nous il se trouve un homme hardi, il pourra faire ce qu'il voudra sans qu'il lui arrive rien. Je laisse de côté les *délits fort graves, dont on pourroit faire un dénombrement considérable.* On les cache, on les dissimule, sous prétexte qu'il n'y a pas de preuve suffisante, ou bien *pour empêcher qu'on en fasse du bruit et qu'on en parle dans le monde. Il semble que l'unique but de notre gouvernement est de couvrir les fautes, de les enterrer, comme s'il pouvoit y avoir un feu qui ne produise pas de fumée.* Les supérieurs n'exercent leur sévérité et leur rigueur que contre de pauvres misérables qui n'ont ni force ni appui. Les exemples ne manquent pas. Les supérieurs peuvent commettre de grandes fautes, sans qu'on touche seulement à leur robe. Un Provincial ou un recteur fera des choses défendues, persécutera ses subordonnés, violera les règles et constitutions, bâtura, démolira sans raison ni prudence, dissipera les biens, les donnera à ses parents, on ne lui infligera d'autre châtimement que de lui ôter sa charge, au bout de quelques années; et encore est-ce le plus souvent pour améliorer sa position. Pourroit-on citer un seul supérieur qui ait été châtié pour de tels actes? Pour moi, je n'en connois point.

» Je suis d'avis que ceux qui se conduisent en enfants soient chéris comme des enfants, mais que l'on use de rigueur envers tous ceux qui ne se comportent pas ainsi. Pour cela, il faudroit d'abord que les supérieurs ne fussent pas gens sans capacité, mais hommes de mérite, énergiques et dignes de respect. C'est une chose déplorable de voir que, *pour des fautes légères, les bons soient persécutés et même MIS A MORT*, tandis que les méchants sont pardonnés, c'est que ces derniers se font craindre, tandis qu'on est certain que les autres n'opposeront aucune résistance et *ne diront rien.* On

¹ Mariana, de Defectibus Societatis, c. 14.

pourroit apporter de ces châtimens non mérites des exemples lamentables. »

Dans les derniers chapitres de son livre, Mariana dénonce les abus qui se commettaient dans les Congrégations générales¹, les assemblées provinciales, l'élection des supérieurs, la multiplicité des lois que l'on faisait chaque jour, les professions, et dans toutes les affaires extérieures dont les Jésuites *se mêlaient beaucoup trop*.

Dans sa conclusion, Mariana indique plusieurs autres abus sur lesquels il aurait pu s'étendre davantage, comme *la pauvreté, si peu pratiquée par les profès, les dépenses énormes faites par les Pères, les dons considérables qu'ils envoient à Rome*. Il proteste qu'en écrivant son livre, il n'a été inspiré que par le désir de voir sa Société accomplir la haute mission à laquelle elle était destinée. C'est l'unique motif qui lui a fait indiquer les réformes nécessaires.

« Je supplie Notre-Seigneur, dit-il en finissant, de mettre la main à cette œuvre ; autrement, je tiens pour très difficile de remédier à tout. Quiconque lira ce livre devra être persuadé que, si je me suis trompé, mes intentions ont été bonnes, et que mon affection pour la Compagnie est plus grande qu'il ne pourroit se l'imaginer. Cette affection seule m'a fait passer par dessus les criailleries que se permettent contre moi ceux qui ne seront pas de mon avis. »

Ces extraits en disent assez, et nous pouvons nous abstenir de toute réflexion.

¹ On peut voir, au tome III du *Mercurius Jesuiticus*, édit. 1630, un grand nombre de suppliques des diverses provinces de la Société au pape, où les abus signalés dans le gouvernement central de la Compagnie sont clairement indiqués.

III.

Le Clergé de Béarn réintégré dans la possession des biens ecclésiastiques. — Mécontentement des Protestants. — Guerre, sièges de Saint-Jean-d'Angely, de Montpellier. — Édit de Pacification. — Nouvelle guerre. — Richelieu et les Protestants. — Nouvel Édit de Pacification. — Politique de Richelieu blâmée par certains catholiques. — Libelles des Jésuites contre lui. — Condamnation de ces libelles par le Parlement, la Sorbonne et l'assemblée du Clergé de France. — Assemblée du Clergé. — Question des Privilèges des Réguliers. — Luites des Moines et des Jésuites en particulier contre l'épiscopat. — Affaires des Jésuites à Poitiers, à Angoulême, à Tournon, à Pontoise, à Troyes. — Décision de l'assemblée de 1635 contre les Jésuites. — Règlement de cette assemblée contre les religieux prétendus exempts. — Discussions à propos de la censure des libelles des Jésuites contre Richelieu. — Condamnation d'un livre du P. Santarelli par le Parlement. — Les Jésuites au Parlement. — Le livre du P. Santarelli censuré par la Sorbonne. — La Somme théologique du P. Garasse censurée par la Sorbonne. — Discussions sur la censure de Santarelli. — Richer, suite de son histoire. — Ses ouvrages, dernières persécutions qu'il a supportées, sa mort. — Nouvelle guerre faite aux Protestants. — Siège et prise de La Rochelle. — Journée des Dupes, absolutisme de Richelieu.

1621—1631.

Après avoir esquissé ce tableau des institutions ecclésiastiques ou monastiques au commencement du XVII.^e siècle, nous devons reprendre le cours de l'histoire où nous l'avions laissé.

Sur les instances réitérées du clergé, Louis XIII avait décidé, le 25 juin 1617, que tous les biens ecclésiastiques du Béarn seraient restitués aux bénéficiers catholiques. Les Protestants¹ regardèrent cette mesure comme un coup mortel porté à leur Église. Ils se réunirent, en 1618, à Orthez et déclarèrent qu'ils aimeraient mieux périr que de consentir à une telle mesure. Ils envoyèrent à la Cour un député pour faire des remontrances. Le roi n'y eut aucun égard, et, par un édit rendu en septembre 1617, il ordonna que les ecclésiastiques du Béarn rentreraient dans la possession pleine et entière de leurs biens, à dater du 2 février 1618. On publia bien, le même jour, l'édit de *remplacement*, par lequel on accordait sur le domaine royal l'équivalent du revenu des biens ecclésiastiques dont jouissaient les ministres protestants ; mais il était facile de comprendre que,

¹ *Mercur françois* ; *Mémoires de Richelieu*, liv. 8 et suiv. *pass.* ; Bernard, *Hist de Louis XIII* ; Benoit, *Hist. de l'Édit de Nantes*.

en dotant ces ministres, la Cour voulait les avoir à sa disposition, et avec eux tout le parti. Aussi les Protestants s'opposèrent-ils ouvertement à l'exécution des édits. Ils se réunirent malgré la défense expresse du roi, prirent des mesures pour résister les armes à la main, et maltraitèrent un commissaire qui leur avait été envoyé par la Cour. Leur résistance fut si opiniâtre, que les édits ne purent être mis à exécution qu'en 1620, lorsque le roi lui-même se rendit en Béarn.

Ce voyage causa de grands troubles parmi les Protestants. Ils s'assemblèrent en plusieurs lieux et indiquèrent une assemblée générale à La Rochelle, pour le 24 décembre 1620. En même temps, ils prirent les armes en Vivarais, en Béarn et en Languedoc. La Force, gouverneur de Béarn, et Châtillon étaient leurs principaux chefs. L'assemblée de La Rochelle délibéra sur les moyens de seconder cette prise d'armes et d'organiser une forte résistance dans toutes les provinces. Elle divisa la France en différents cercles, qui formaient entre eux comme une république fédérative, et à la tête desquels elle plaça les ducs de Bouillon, de La Trémoille, de Rohan, Lesdiguières, Soubise, le duc et le marquis de La Force et le marquis de Châtillon. L'assemblée s'attribuait à elle-même la direction générale des affaires, et elle fit faire un sceau pour sceller ses commissions et ordonnances. On y voyait un ange appuyé sur une croix et qui élevait vers le ciel le livre des saintes Écritures. Sur l'exergue, était cette inscription : *Pro Christo et Rege*¹.

Le roi expédia des commissions dans toutes les provinces pour lever des troupes, et, le 29 avril 1621, il partit de Fontainebleau dans le dessein de parcourir le Poitou, la Guyenne, la Saintonge et le Languedoc, et de s'emparer de toutes les places occupées par les Protestants.

Il se dirigea vers Saumur², dont il ôta le gouvernement à Duplessis-Mornay, et il fit en personne le siège de Saint-Jean-d'Angély, où Soubise s'était renfermé avec une garnison de deux mille cinq cents hommes. Le cardinal de Guise, qui n'était que diacre et n'en avait pas moins le titre d'archevêque de Reims, servit à ce

¹ *Pour le Christ et pour le Roi*. Il en est qui prétendent que sur ce sceau on lisait : *Pro Christo et pro grege*, pour le Christ et pour son troupeau.

² Vie de Duplessis-Mornay, liv. 4; Mémoires de Richelieu, liv. 12 et 13; Mémoires de Fontenai-Mareuil, de Brienne, de Bassompierre, de Rohan, de Pontis.

siège en qualité de volontaire ; il y tomba malade, et mourut à Saintes. Quelques années auparavant, on avait été obligé d'enfermer ce cardinal à la Bastille, puis à Vincennes, pour l'empêcher de se battre en duel avec le duc de Nevers. Soubise et ses troupes se rendirent au roi, qui fit abattre les murailles de Saint-Jean-d'Angely, et dépouilla cette ville de ses privilèges. Louis, après avoir pris Clérac, mit le siège devant Montauban. Les ducs de Mayenne et de Montmorency avaient, en même temps, des succès dans le comté d'Armagnac et dans le Languedoc ; le duc d'Épernon bloquait La Rochelle du côté de la terre. Montauban se défendit avec tant de courage, que le roi fut obligé d'en lever honteusement le siège.

Ce succès donna aux Protestants une nouvelle énergie. En Dauphiné, Montbrun parcourut tout le pays, pillant les châteaux et les églises des catholiques. Soubise ravageait le bas Poitou. En 1622, le roi marcha contre lui, le chassa du Poitou et pénétra en Guyenne, où il prit quelques petites places. Pendant ce temps-là, une armée de Protestants allemands entra en Champagne, sous la conduite de Mansfeld. On entama avec lui des négociations, pendant lesquelles ses soldats commencèrent à se débander. Craignant d'avoir bientôt une armée française sur les bras et d'être abandonné des siens, Mansfeld quitta la France, et entra sur les possessions espagnoles des Pays-Bas, où Gonzalès de Cordoue remporta sur lui plusieurs avantages. Après avoir parcouru la Guyenne, le roi se dirigea sur Montpellier, dont il forma le siège. Les habitants se défendirent avec intrépidité, et auraient peut-être eu le même succès que ceux de Montauban, si Rohan n'avait pas jugé à propos de traiter avec le roi.

La paix fut conclue le 19 octobre 1622. Amnistie générale fut accordée, et on confirma de nouveau l'édit de Nantes. La Rochelle, qui était bloquée par terre depuis le commencement de la guerre, fut comprise dans le traité. Après cette paix, le roi traversa le Languedoc et se rendit à Lyon.

« Quoique l'on eût fait la paix avec les Huguenots, dit un historien jésuite ¹, la Cour tenoit avec eux une conduite qui n'étoit propre qu'à rallumer la guerre. On ne faisoit aucune difficulté de leur promettre tout ce qu'ils désiroient pour les apaiser ; on leur donnoit, même par écrit, des ordres conformes à leurs demandes, et

¹ Continuation de l'Histoire du P. Daniel, par le P. Griffet, règne de Louis XIII, ann. 1623.

on envoyoit ensuite des ordres contraires aux commandants et aux gouverneurs dont ils se plaignoient. » On ne tint point les promesses que l'on avait faites aux habitants de Montpellier et de La Rochelle. Le roi, étant allé en Dauphiné, ôta partout les gouverneurs protestants, pour mettre à leur place des catholiques. Rohan, qui était en quelque sorte garant du traité à l'égard de ses co-religionnaires, parcourut les diverses provinces pour détruire les fortifications nouvelles, comme on l'avait stipulé, mais il rencontra des obstacles à sa mission dans plusieurs villes qui n'avaient pas confiance en la Cour, et dans la Cour elle-même, qui ne voulait pas respecter ses engagements.

Rohan¹ recommença donc la guerre en Languedoc. (1625) Le maréchal de Thémines et d'Épernon marchèrent contre lui. Soubise, avec le titre d'*amiral des Églises protestantes*, était maître de la mer, tandis que Rohan, son frère, luttait sur terre contre les troupes du roi. Les Hollandais fournirent des vaisseaux contre leurs co-religionnaires de France. Les deux flottes se canonnèrent d'abord sans se faire beaucoup de mal, tandis que la Cour et les chefs protestants négociaient de nouveau pour la paix. Les Protestants furent battus ensuite devant l'île de Ré, par Montmorency et Toiras, qui commandaient la flotte du roi.

Ce fut alors que Richelieu devint tout puissant sur l'esprit de Louis XIII. Tandis que ce ministre lui inspirait la haine la plus vive contre les Protestants de France, il prenait le parti de ceux du pays des Grisons contre la maison d'Autriche, qui leur avait enlevé la Valteline. Richelieu² reprit contre les Hispano-Autrichiens la politique de Henri IV, abandonnée sous la régence de Marie de Médicis. Urbain VIII, qui venait de succéder à Grégoire XV sur le Saint-Siège, envoya un légat en France pour engager la Cour, au nom de la religion, à ne pas soutenir les Protestants contre une puissance catholique ; mais Richelieu rendit inutiles les négociations du pape, et, dans l'assemblée des notables, tenue à Fontainebleau le 29 septembre 1625, le cardinal de Sourdis osa seul se déclarer contre la politique du ministre tout-puissant. Les autres membres se déclarèrent contre la maison hispano-autrichienne,

¹ *Mercurius gallicus* ; Mémoires de Richelieu, liv. 16 ; Mémoires de Rohan ; Beroft, Hist. de l'Édit de Nantes ; Bernard, Hist. de Louis XIII.

² Mémoires de Richelieu, liv. 15 et 16 ; Aubery, Hist. du card. de Richelieu ; Le Clerc, Vie de Richelieu.

et plusieurs accusèrent hautement le légat d'être vendu aux intérêts des ennemis de la France.

Richelieu comprit que, pour soutenir sa politique extérieure, il était nécessaire de suspendre ses projets contre les Protestants français. Ceux-ci avaient tenu à Millaud une assemblée générale dans laquelle ils avaient décidé d'envoyer des députés à la Cour pour conclure de nouveau la paix. Ils arrivèrent à Saint-Germain le 21 novembre. Mainald porta la parole au nom de tous les Calvinistes de France, et fit un discours très respectueux. Le roi répondit qu'il était disposé à donner la paix à ses sujets protestants du Languedoc, mais non à ceux de La Rochelle. Les députés de Millaud présentèrent un mémoire sur la nécessité de comprendre dans le traité La Rochelle et l'amiral Soubise. Richelieu, pensant qu'il serait impossible de leur faire signer un traité sans admettre cette condition, et que la guerre recommencerait infailliblement, décida le roi à accorder la paix à tous les Protestants sans exception. Mais dans sa pensée, cette paix ne devait durer que jusqu'au moment où le gouvernement serait en état de les anéantir. « Je veux abattre entièrement le parti calviniste, disait-il au nonce Spada, mais avant de mettre ce dessein à exécution, je ne puis me dispenser de scandaliser le monde encore une fois. » Les Catholiques, qui n'approuvaient pas la conduite de Richelieu, avaient en effet crié au scandale en voyant un cardinal s'unir aux Protestants du dehors, et ils devaient se scandaliser de nouveau de la paix qu'il voulait faire, pour un temps, avec ceux du dedans. Lorsque, le 5 février 1626, le traité fut signé, les cardinaux Richelieu et Laroche-foucault sortirent du conseil, pour ne pas paraître donner un consentement positif à cette paix faite avec des hérétiques. Malgré cette précaution, le traité attira à Richelieu de sanglants reproches de la part d'une certaine classe de Catholiques, des émissaires d'Espagne et de tous ceux qui étaient jaloux de sa fortune. On publia contre lui des libelles injurieux, dans lesquels on l'appela *le cardinal de La Rochelle, le patriarche des athées, le pontife des Calvinistes*. Parmi ces libelles, deux surtout attirèrent l'attention de Richelieu. Le premier, intitulé *Admonitio ad regem*, était attribué au Jésuite Eudemon-Jean ¹, et l'autre, qui avait pour titre : *Mysteria Politica*, avait pour auteur un autre Jésuite nommé Keller.

¹ On l'attribua aussi au P. Garasse.

Ces libelles furent imprimés en Italie ; « mais, dit Richelieu ¹, pour déguiser le lieu d'où ils venoient, on les fit premièrement distribuer en Flandre, les attribuant sous main à Boucher ², qui, par lettre qu'il écrivit à ses amis, s'en excusa. »

Richelieu dénonça ces deux libelles au Parlement, qui, le 30 octobre 1625, les condamna à être brûlés par la main du bourreau.

Le 26 novembre, Georges Froger, syndic de la Faculté de théologie ³, requit que l'on procédât à la censure de ces mêmes libelles. « La Faculté, ayant nommé des députés pour les examiner et ouï leur rapport dans l'assemblée du 1.^{er} décembre, les censura comme calomnieux, injurieux, séditieux, portant les sujets à la rébellion, contraires à l'obéissance et au respect dû aux rois, contenant plusieurs choses contre la vraie et saine doctrine et tout à fait exécrables et détestables. »

L'assemblée du clergé, qui se tenait alors à Paris, fut fort agitée à l'occasion de ces mêmes libelles, comme nous le verrons après avoir fait connaître une autre question importante dont elle s'occupa, celle de la juridiction des réguliers ou moines privilégiés.

Pendant le cours du xvii.^e siècle, cette question fit beaucoup de bruit. Avant le concile de Trente, les papes, pour les raisons que nous avons exposées ailleurs ⁴, avaient jugé à propos de donner aux moines des pouvoirs extraordinaires, et les considéraient comme une armée dont ils voulaient avoir le commandement immédiat, et ils avaient pensé, à cause du triste état où se trouvait le clergé séculier, que cette armée devait combattre contre les erreurs et les vices, sans avoir besoin d'obtenir l'autorisation des évêques. Les supérieurs des communautés monastiques devaient seulement présenter aux Ordinaires les sujets qu'ils voulaient employer au ministère ecclésiastique, et Boniface VIII avait décidé que, si les religieux présentés par leur supérieur à l'évêque diocésain n'étaient pas approuvés par lui, ils n'en exerceraient pas moins les fonctions ecclésiastiques, le pape les approuvant immédiatement par lui-même ⁵. Benoît X n'obligea les supérieurs qu'à présenter leurs re-

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 16.

² Fameux prédicateur de la Ligue, dont nous avons parlé au volume précédent.

³ Elies Du Pin, Hist. Eccl. du xvii.^e siècle ; Mémoires de Richelieu, liv. 16 ; d'Avrigny, Mém. chronolog., ann. 1626.

⁴ V. le Coup-d'œil général du iv.^e volume.

⁵ Constit. *super Cathedram*. int. *Extravag.*

ligieux en général sans demander l'approbation pour aucun en particulier ¹. Ces constitutions pontificales ne furent pas acceptées par les évêques de France, qui soutinrent vigoureusement les droits de leur juridiction diocésaine contre les moines. Le concile de Trente entra dans leurs vues et décida ² que les moines n'entendraient les confessions des séculiers qu'après avoir obtenu l'autorisation de l'évêque diocésain et avoir été examinés par lui, s'il le jugeait à propos.

Cette décision ne mit pas fin à la lutte. En France, les religieux privilégiés prétendirent que, le concile de Trente n'étant pas reçu officiellement en France, les anciennes constitutions pontificales devaient être observées ; mais les évêques, qui n'avaient jamais reconnu à ces constitutions la valeur qu'on voulait leur attribuer, et qui avaient, de plus, en leur faveur, sinon le décret légalement promulgué du concile de Trente, au moins l'opinion formelle de cette assemblée, opposèrent en toute circonstance la plus énergique résistance aux prétentions des moines.

Les Jésuites, surtout, se posaient en antagonistes des évêques. Leurs luttes avaient enfanté en plusieurs diocèses des scandales dont nous devons parler, afin de faire comprendre la conduite que tint le clergé de France en cette occasion.

Au commencement du carême de l'an 1620, le père Anastase, Capucin, prêchant à Poitiers ³, dans l'église de Saint-Porchaire, s'éleva contre la négligence des fidèles qui n'assistaient pas à la messe paroissiale, et cita un décret du dernier concile de Bordeaux, qui ordonnait d'y assister au moins un dimanche sur trois. Les Jésuites se mirent à prêcher une doctrine contraire, et agitèrent dans leurs classes la question de l'obligation de la messe paroissiale, qu'ils résolurent négativement. Selon eux, les fidèles qui assistaient le dimanche à la messe dans l'église des Jésuites ou dans celle des autres religieux privilégiés, étaient dispensés de l'obligation imposée par le concile de Bordeaux, et ils jetèrent dans le chœur de l'Eglise des Capucins une thèse dans laquelle cette doctrine était soutenue.

¹ Constit. *inter Cunctas*, int. *Extravag.*

² Conc. Trident., sess. 23, c. 15.

³ V. les pièces relatives à cette affaire dans le *Mercurie Jésuite*, t. 1 ; *Annales de la Société des Jésuites*, t. 11 ; Cordara, *Hist. Societ. Jes.*, pars sexta, ann. 1620. Ce dernier auteur cherche à atténuer autant qu'il peut les torts de ses confrères ; mais il avoue tous les faits que nous rapportons, d'après les pièces officielles insérées dans les deux recueils cités plus haut.

L'évêque de Poitiers, Louis Castagnier de la Rochepozay, averti du désordre qui avait lieu, manda les Jésuites et les menaça de recourir à son autorité contre eux s'ils ne gardaient pas le silence touchant la question qu'on avait soulevée. Ils n'en continuèrent pas moins à soutenir publiquement leur opinion. L'évêque fit alors afficher le décret du concile de Bordeaux, avec défense à toutes personnes de rien attenter au contraire. Les Jésuites, alors, se déchaînèrent et contre le Concile de Bordeaux dont les membres, disaient-ils, ne méritaient aucune considération, et contre l'évêque lui-même, ce qui obligea ce dernier à sévir contre eux et à leur interdire la prédication et la confession dans son diocèse.

Les Jésuites n'en prêchèrent pas moins, et un d'entre eux, le dimanche des Rameaux, fit un sermon, dans lequel il disait :

« Que le Saint-Esprit lui avait suggéré une interprétation sur l'Évangile du jour, admirable, pour l'accommoder aux affaires présentes, et qu'il ne vouloit point étouffer cette révélation, qui étoit : que Notre-Seigneur, entrant en Jérusalem, étoit précédé par aucuns, suivi par d'autres, et cotoyé des deux parts par d'autres ; que ceux qui le précédoient étoient les évêques et prélats, qui tourment le dos à Dieu ; que ceux qui le suivoient étoient les peuples ignorants, auxquels Dieu tourne le dos ; que ceux qui étoient d'un côté, s'amusant à couper des branches et rameaux d'arbres étoient les religieux inutiles, qui ne regardoient point Dieu et ne sont point vus de lui ; mais que ceux qui étoient de l'autre côté désignaient *les Pères instructifs et contemplatifs* (c'est-à-dire les Jésuites) qui seuls voyoient Dieu et étoient vus de lui, et le portoient comme dans leurs bras. »

Le jour de Pâques, l'évêque lui-même monta en chaire, et dénonça les Jésuites comme des perturbateurs de toute police séculière et ecclésiastique. Ce fut en vain que ces religieux menacèrent l'évêque de la colère du pape et du P. Arnoux¹. Le peuple de Poitiers se déclara pour son pasteur. Les Jésuites, qui avaient compté sur lui, jugèrent alors qu'il était prudent de mettre fin à leur opposition. En conséquence, ils se rendirent, le mardi de Pâques, au palais épiscopal, et se mirent à genoux devant l'évêque, qui les reçut revêtu de ses insignes pontificaux. Ils furent obligés de rétracter publiquement, en chaire et dans leurs classes, la doctrine qu'ils avaient soutenue touchant la messe paroissiale, et ils ne

¹ Ce Jésuite étoit confesseur du roi.

furent même relevés de l'interdit lancé contre eux qu'après avoir adhéré à la dissolution d'une Congrégation dont le siège était dans leur maison. Cette Congrégation, ou association de Notre-Dame, avait été établie par eux sans autorisation de l'Ordinaire, et l'évêque prétendait que l'on s'y occupait plus de politique que de piété. Avant de lever son interdit, il força les Jésuites à consentir à sa dissolution, puis il la rétablit de sa propre autorité, avec cette clause, qu'on n'y admettrait aucun membre sans son autorisation, et qu'il aurait droit de recevoir les vœux des congréganistes.

À Angoulême, les Jésuites s'attirèrent non-seulement le reproche d'usurpation sur la juridiction épiscopale, mais encore d'usurpation de prébende préceptoriale et de contrat simoniaque¹.

Le 11 juin 1622, le P. Coton, en qualité de Provincial en la province de Guyenne, fit un contrat avec le maire d'Angoulême, dans lequel il était stipulé que les Jésuites auraient tout droit d'université en cette ville, sans qu'aucun pût y ériger école ou classe, ni instruire publiquement sans leur exprès consentement; le P. Coton s'engageait à fournir à la ville dix religieux de la Compagnie de Jésus pour tenir le collège, et le maire lui cédait les maisons et dépendances du collège, les droits qui en dépendaient, quatre mille livres tournois pour les réparations, le mobilier dudit collège, et dix-huit cents livres tournois de rente pour l'entretien des Pères. Dans le cas où le collège prospérerait, et que, par l'industrie des Pères, s'enrichirait soit *par union de bénéfices*, soit autrement, le Provincial s'engageait à fournir à la ville un plus grand nombre de religieux; et il était stipulé que les sommes allouées à l'entretien des maîtres seraient amorties par l'union de quelques bénéfices au collège.

Il était dit expressément dans ce contrat que des lettres-patentes du roi avaient été accordées pour le conclure, aux instances du duc d'Épernon, gouverneur de Guyenne, et que l'évêque d'Angoulême avait donné son consentement à l'établissement des Jésuites dans sa ville épiscopale. Cependant, le 12 septembre de la même année, l'évêque d'Angoulême dressa contre cet établissement un procès-verbal dans lequel il s'exprimait ainsi :

« Antoine de La Rochefoucault, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, évêque d'Angoulême, sçavoir faisons que les

¹ V. les pièces relatives à cette affaire dans le *Mercurius Jesuiticus* et dans les *Annales des Jésuites*; *Mercurius* français, t. XII.

Pères Jésuites ayent eu l'intention d'établir une maison et collège en cette ville pour y exercer leurs fonctions ordinaires, et que, sans en parler comme il appartenait, à nous ne à notre grand vicaire en notre absence, ne à messieurs du chapitre, corps et communautés de ladite ville, ils eussent contracté avec Monsieur le maire, duquel ils auroient pris l'autorité de rétablir et ingérer aux fonctions dudit collège, dont notre grand vicaire auroit été contraint faire des plaintes tant au P. Coton, qui auroit passé ledit contrat qu'au P. Corlieu, audit sieur maire et à aucuns des habitants qui étoient de cette opinion, auxquels il auroit remontré qu'il appartenait à nous et à notre dignité épiscopale de traiter et ordonner dudit établissement qui ne se pouvoit autrement faire, suivant les conciles, les lois du royaume, protestant d'abus et d'entreprise et des grands scandales ou divisions que lesdits Pères apporteroient en cette dite ville par faute de mission et vocation juridique. »

Dans un discours publié par les Jésuites contre l'évêque d'Angoulême, ces religieux protestent qu'ils avaient accompli toutes les formalités voulues. Il y a tout lieu de croire qu'ils avaient quelques partisans dans le chapitre comme parmi les notables de la ville, et qu'ils avaient rempli certaines formalités d'une manière qui n'était pas à l'abri de protestation légitime.

L'évêque d'Angoulême raconte ensuite dans son procès-verbal qu'il se transporta le 12 septembre au collège, qu'il remarqua des travaux commencés sur des terrains qui lui appartenaient, et qu'il avait signifié au P. Corlieu qu'ils érigeaient un collège et une église de leur propre autorité, ce qui était contraire à l'ordre et police ecclésiastiques.

Deux jours après, l'évêque d'Angoulême publia un second procès-verbal, dans lequel il disait n'avoir aucune connaissance du contrat dont lui avait parlé le P. Corlieu lors de sa visite au collège; que les Jésuites avaient tenu ce contrat secret, parce qu'ils s'y attribuaient plusieurs droits et avantages au préjudice du clergé; que le P. Corlieu avait répondu aux ordres qu'il lui avait intimés de sortir, en excitant une émeute populaire.

Les Jésuites prétendirent ¹ au contraire qu'ils avaient obtempéré aux ordres; qu'ils avaient supplié le maire et les habitants de les

¹ V. leur *Discours* contre l'évêque d'Angoulême, dans les recueils cités plus haut.

laisser sortir de la ville; qu'ils avaient cherché à s'évader, mais qu'on leur avait fait violence pour les ramener au maire, lequel les aurait sommés de tenir le contrat signé par le P. Coton.

Le 24 septembre, l'évêque d'Angoulême publia un décret dans lequel il ne considérait que comme dérisoires les efforts qu'auraient faits les Jésuites pour obéir à ses ordres. Il y prétend que ces religieux n'ont pas reçu le droit d'enseigner de l'autorité légitime, et que les lois de l'Eglise et du royaume avaient été violées par eux. Il rapporte que le P. Corlieu lui avait bien offert de se retirer, mais en protestant qu'il craignait d'exciter, en sortant de la ville, une émeute contre l'évêque; que le P. Garasse le pria d'accorder un délai de quelques jours pour lui donner le temps de demander l'avis des Jésuites de Bordeaux, qui auraient plus d'empire que lui sur le P. Corlieu; que le P. Gourdon était venu de Bordeaux et lui avait apporté des lettres des Pères Sufren et Espaulart, qui lui faisaient espérer obéissance et satisfaction; que le P. Gourdon lui avait fait la même promesse et lui avait dit qu'il était venu exprès de Bordeaux. On arrêta que, le 23 septembre, le P. Gourdon se rendrait à l'évêché pour faire satisfaction; il ne s'y rendit pas, malgré deux sommations qui lui furent envoyées, et l'évêque reçut, au lieu de sa visite et de son obéissance, deux actes d'appel, l'un du P. Corlieu, et l'autre du maire au cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux et primat de l'évêque d'Angoulême. Cet évêque, indigné de la conduite des Jésuites, les somma de sortir sous peine d'être interdits *a divinis*. Le lendemain, il conféra la prébende préceptoriale dont ils avaient voulu s'emparer à maître René Festiveau, prêtre gradué en théologie, qui fut chargé de donner des leçons publiques à la jeunesse de la ville et des faubourgs.

Les Jésuites, redoutant l'interdit, avaient d'avance porté leur cause devant le cardinal de Sourdis, qui l'avait évoquée par une ordonnance datée du 8 septembre. L'évêque d'Angoulême n'avait tenu aucun compte d'un acte illégal qui ne tendait qu'à lui ôter le jugement d'une cause dont il lui appartenait de connaître en premier ressort. Lorsqu'il eut lancé sa sentence, les Jésuites en appelèrent de nouveau au cardinal de Sourdis, qui reçut leur appel et qui rendit contre eux une ordonnance le 8 décembre 1622. Après avoir entendu les Pères Jésuites, le maire et les échevins d'Angoulême, le cardinal de Sourdis déclara l'établissement des Jésuites à Angoulême nul et de nul effet et valeur, sauf à eux de se pour-

voir par-devant Monsieur l'évêque par requête, aux fins d'y être établis, comme il appartiendra par raison.

Conformément à cette sentence, les Jésuites adressèrent à l'évêque une requête, à laquelle celui-ci répondit par une ordonnance en date du 10 décembre, portant permission aux Jésuites de venir en la ville d'Angoulême y ériger un collège pour y faire leurs exercices accoutumés, à la charge qu'ils ne pourraient prêcher, confesser ni faire autres fonctions spirituelles sans son autorité et permission expresse.

Cette autorisation ne donnait aux Jésuites ni la prébende préceptoriale qui leur avait été accordée par le maire, ni le droit d'université, c'est-à-dire le droit exclusif d'enseigner.

Le maire, soutenu des Jésuites, voulut maintenir le contrat qu'il avait fait avec le P. Coton ; mais l'évêque porta cette cause par-devant le Parlement de Paris, qui cita, le 20 septembre 1624, le P. Guerri, recteur du collège d'Angoulême, à comparaitre pour y répondre sur l'appel interjeté par l'évêque. Le P. Guerri présenta requête, le 17 décembre de la même année, *à fin d'évocation du Parlement de Paris et renvoi de sa cause au grand conseil.* Le Conseil reçut la requête.

Le 18 août 1625, l'Université de Paris présenta au grand conseil une requête pour être reçue à intervenir dans la cause, et à s'opposer au contrat fait par le maire d'Angoulême et le P. Coton. Le 30 du même mois, vingt-quatre docteurs de la Faculté de théologie, parmi lesquels était Duval lui-même, signèrent une consultation dans laquelle était déclaré illicite, vicieux et nul un contrat dans lequel il était stipulé qu'une somme allouée à l'entretien des régents d'un collège serait amortie par une *union de bénéfices* de pareil revenu ; en effet, c'était faire des bénéfices ecclésiastiques un usage simoniaque. Le 11 septembre, le syndic des Jésuites d'Angoulême présenta au grand conseil une requête par laquelle ces religieux déclaraient qu'ils n'avaient *jamais entendu former ni gouverner l'université d'Angoulême*, ni contrevenir à l'autorité du recteur.

C'était abandonner les privilèges stipulés dans leur contrat. Le 17 septembre, le grand conseil donna un arrêt par lequel le contrat des Jésuites avec le maire d'Angoulême fut déclaré *nul et résolu*.

Les Jésuites tinrent fort peu de compte de cet arrêt du grand conseil et des ordonnances épiscopales. Ils continuèrent à avoir les mêmes idées d'indépendance et prétendirent que leurs privilèges les mettaient au-dessus des édits des rois, et même de la discipline

du concile de Trente, qui soumettait les religieux à la juridiction épiscopale pour tout ce qui concernait le ministère et les affaires ecclésiastiques. Ils bâtirent en conséquence une église et y érigèrent des autels sans l'autorisation épiscopale, et méprisèrent les avertissements qui leur furent donnés officiellement de procéder d'une manière plus régulière. En conséquence, l'évêque d'Angoulême lança contre eux, le 12 février 1626, une sentence d'excommunication, avec défense de soutenir à l'avenir leur doctrine erronée et téméraire, touchant leurs prétendus privilèges.

L'ordonnance de l'évêque d'Angoulême est fortement motivée ¹. Il y prouve que les privilèges de la Société des Jésuites, quand bien même ils seraient aussi étendus qu'ils le prétendaient, avaient été modifiés par le concile de Trente; et qu'en France ils étaient nuls, puisque ces religieux n'avaient été reçus qu'à la condition, par eux acceptée, qu'ils se conformeraient au droit commun.

Ce qui s'était passé à Angoulême n'était qu'un faible indice des projets des Jésuites. Leur but était de détruire toutes les Universités existantes et de s'emparer de l'enseignement; ils s'étaient fait attribuer, le 22 octobre 1552, par Jules III, le pouvoir de conférer tous les degrés en faisant ériger leurs collèges en Universités; en 1561, Pie IV étendit encore ces privilèges, et, en 1571, Pie V excommunia les recteurs des Universités qui refuseraient de reconnaître la validité des grades conférés par eux aux écoliers de leurs collèges. Forts de ces bulles, les Jésuites ne tendaient qu'à fonder de toutes parts des maisons d'enseignement et à s'emparer de celles qui existaient. Ce qu'ils firent à Angoulême, ils l'avaient tenté précédemment à Tournon ².

Le cardinal de Tournon, qui s'était déclaré leur protecteur sous François I^{er} et Henri II, les avait établis dans ce village, et plusieurs lettres-patentes des rois Henri II, Henri IV et Louis XIII les confirmèrent dans la possession du collège de Tournon et de ses dépendances. Les Universités de Toulouse, de Valence et de Cahors formèrent opposition, parce que les Jésuites prétendaient avoir tout droit d'Université dans leur collège. Le 13 juillet 1623, le Parlement de Toulouse reçut l'appel des Universités contre les arrêts obtenus par les Jésuites et déclara nuls les grades qu'ils prétendaient conférer; les Jésuites en appelèrent au conseil privé,

¹ On la trouve au t. II des *Annales des Jésuites*.

² V. les pièces relatives à cette affaire, au t. II des *Annales des Jésuites*.

qui ne décida rien d'une manière définitive et ordonna qu'en attendant le jugement, les choses demeureraient dans l'état où elles étaient avant l'arrêt du Parlement de Toulouse. Le 17 juin 1624, l'Université de Paris présenta au Conseil royal une requête à fin d'intervention en la cause des Universités de Toulouse, Valence et Cahors contre les Jésuites ; en même temps, le recteur de l'Université de Valence présenta au roi et à son conseil une requête au nom de toutes les Universités de France contre les Jésuites. A cette requête était joint, sous le titre de *Défenses*, un Mémoire très solide que les Jésuites essayèrent en vain d'attaquer dans le recueil intitulé le *Mercuré François* ¹. Leurs assertions furent vigoureusement repoussées dans un *Avertissement sur les Défenses*, et, le 27 septembre 1623, le conseil privé rendit un arrêt en faveur des Universités. La cause revint encore, en 1626, au conseil et au Parlement de Toulouse, qui confirmèrent le jugement rendu en 1624. A la même époque, les Jésuites travaillèrent à établir une Université à Pontoise ². Pendant la Ligue, ils avaient obtenu du duc de Mayenne des lettres-patentes pour établir une résidence en cette ville et y installer leurs novices ; en 1604, ils obtinrent de joindre quelques classes à leur noviciat. Cependant, jusqu'en 1614, ils ne purent s'y établir, parce qu'ils ne trouvèrent jusqu'alors personne qui voulût doter leur nouvelle fondation. Enfin, le cardinal de Joyeuse, s'étant laissé fléchir, obtint de Louis XIII des lettres-patentes qui autorisaient à fonder à Pontoise une succursale de la maison des Jésuites de Paris, connue sous le nom de collège de Clermont. L'année suivante il mit le nouvel établissement sur son testament. Les lettres-patentes de 1614 n'accordaient pas aux Jésuites le droit d'enseigner. En 1621, ils agirent si bien auprès de quelques habitants de Pontoise, que ceux-ci demandèrent et obtinrent pour eux le gouvernement de leur collège, avec tous les biens et revenus qui en dépendaient. On commençait à procéder à l'exécution de ce projet, lorsque, le 4 mai 1623, l'Université et la ville de Paris firent opposition et portèrent la cause au Parlement. Le conseil royal la retint, et, le 3 février 1624, il *débouta les habitants de Pontoise de l'entérinement des lettres-patentes, lesquelles, ajoute l'arrêt, Sa Majesté a révoquées et révoque, avec défense de s'en aider.*

¹ *Mercuré françois*, t. x, p. 461.

² V. les pièces officielles au t. II des *Annales des Jésuites*.

Les Jésuites n'en continuèrent pas moins leurs tentatives pour s'emparer du collège de Pontoise, soutenus qu'ils étaient de quelques habitants.

Ils n'éprouvèrent nulle part plus de répulsion qu'à Troyes¹, où ils voulurent s'établir d'autorité, malgré la population toute entière.

Dès qu'ils eurent obtenu l'édit qui les rétablissait en France, ils cherchèrent à s'emparer de cette ville au moyen de Breslé, un des aumôniers du roi, qui fut alors nommé évêque de Troyes. Le 28 février 1604, les habitants de cette ville furent fort étonnés de recevoir des lettres-patentes dans lesquelles le roi disait que : « *voulant bien et favorablement traiter en tout ce qu'il lui sera possible ses chers et bons amis les manants et habitants de sa ville de Troyes*, il leur permettoit d'établir chez eux un collège des Jésuites. » Dautrui, maire de la ville, ayant donné connaissance au conseil des magistrats municipaux des lettres du roi, ceux-ci réclamèrent et déclarèrent que la ville n'avait rien sollicité de semblable. Breslé ne se déconcerta pas, et, trois mois après, obtint du roi de nouvelles lettres avec cette clause : « *Que Sa Majesté désiroit fort l'établissement des Jésuites dans Troyes, et qu'elle auroit à cela un singulier plaisir.* »

Les secondes lettres n'ayant pas mieux réussi que les premières, survint un ordre de les mettre à exécution. On ne parlait plus alors de la supplique des habitants. On voulait leur imposer les Jésuites de vive force. Un Provincial et quelques Pères arrivent, visitent la ville pour y choisir le lieu le plus convenable pour s'établir, et disent nettement qu'ils y sont venus par exprès commandement de Sa Majesté. Après avoir bien considéré toutes choses, ils demandèrent : « Mille sept cents écus de rente annuelle, non compris deux mille écus une fois payés pour accroître le collège, outre une autre somme notable, tant pour fournir leur bibliothèque de livres que pour meubler leur maison. » Ces propositions irritèrent une partie des habitants ; les autres se contentèrent d'en rire et de prier les Jésuites de ne point compter sur l'argent de la ville pour s'y établir. Les Pères furent donc obligés de se retirer après avoir dressé des procès-verbaux de leur visite ; ils y insérèrent ce qu'ils voulurent, et en particulier qu'on leur avait fait de grandes offres. A peine Breslé fut-il installé évêque de Troyes, qu'il réunit tous

¹ V. les pièces officielles de cette affaire au t. II des *Annales des Jésuites*.

les Ordres de la ville, afin de leur communiquer des lettres dans lesquelles il était dit : « Que le roi avait su que les habitants de Troyes continuaient toujours leur désir d'avoir un collège de Jésuites, qu'il voulait qu'ils y fussent établis, etc. » Après avoir communiqué ces lettres, l'évêque demanda seulement pour les Pères deux mille livres de rente. Tous les assistants répondirent que la ville n'était pas en état de faire cette rente, et qu'elle ne pouvait rien donner. Les partisans des Jésuites essayèrent de tous les moyens pour faire les fonds nécessaires ; mais tous leurs efforts échouèrent contre l'antipathie des habitants, qui déclarèrent toujours que leur collège était bien tel qu'il était, et qu'on n'avait pas besoin des Jésuites pour le diriger. Tel est le résumé de ce qui se passa de 1603 à 1611. A cette époque, le principal du collège, nommé Jacques Nivelles, ex-Jésuite, annonça l'intention de se retirer. Il avait été gagné par ses anciens confrères, et il annonçait hautement que, par dévouement pour sa patrie, il céderait non-seulement sa charge en faveur des Jésuites, mais qu'il donnerait quatorze mille francs pour leur établissement. Comme on connaissait, à Troyes, la sordide avarice du personnage, on disait que la somme qu'il promettait venait des Jésuites eux-mêmes qui, ne pouvant s'établir aux dépens de la ville, se décidaient à y venir à leurs frais. Mais il fallait encore que les habitants consentissent à les recevoir et à ne pas donner de successeur à Jacques Nivelles. Pour leur inspirer ces dispositions, on dirigea sur Troyes le P. Binet, que l'on faisait passer pour un grand prédicateur, et qui déclama avec violence contre les *athées, libertins et catholiques à gros grains* qui s'opposaient à l'établissement de la Société dans la ville. Le clergé séculier ne fut pas plus épargné que les simples fidèles, coupables du crime de ne pas aimer la Compagnie.

Les prédications du P. Binet produisirent un effet tout autre que celui auquel on s'était attendu. Le temps étant arrivé où il fallait élire un principal de collège, on donna l'exclusion aux Jésuites, et on nomma maître Abraham Drouot. L'évêque, qui présidait l'assemblée, outré de colère, leva la séance en disant que l'assemblée était remise, et qu'il n'y avait pas lieu de *s'arrêter à la nomination de Drouot*. Les députés se retirèrent indignés de la prétention de l'évêque. Celui-ci envoya sans retard, au roi, un procès-verbal de l'assemblée, dressé par lui, et dans lequel on faisait entendre à la régente que les habitants demandaient les Jésuites pour instruire la jeunesse. Dès que le parti opposé eut appris cette supercherie, il dressa

un procès-verbal contraire, et l'envoya à la Cour. Le courrier de l'évêque, qui avait eu quelques jours d'avance, obtint une lettre où la régente se montrait favorable à l'établissement des Jésuites. L'évêque crut pouvoir alors user d'autorité, mais il excita une véritable émeute, et tous les Ordres de la ville désavouèrent authentiquement ce que les partisans des Jésuites avaient fait, et envoyèrent des députés à la régente pour lui faire des remontrances. Le doyen de l'église cathédrale, qui portait la parole, remontra à la régente qu'on avait surpris sa religion quand on lui avait fait entendre que les habitants de Troyes désiraient les Jésuites ; il protesta, au nom de tous les Ordres de la ville, qu'ils ne se sentaient aucune inclination pour un pareil établissement. La régente avoua qu'on lui avait en effet persuadé que la ville désirait les Jésuites, mais que, puisqu'il n'en était rien, son intention n'était pas de la forcer à les recevoir.

L'évêque, qui s'était dirigé en toute hâte vers Fontainebleau, où était la Cour, y arriva à temps pour être témoin de l'entrevue de la régente et des députés. Il s'entendit avec le P. Coton, qui crut nécessaire d'aller lui-même à Troyes pour relever le courage des partisans de la Société, et leur faire entendre que son établissement n'était qu'ajourné. La présence du P. Coton à Troyes inspira beaucoup d'audace aux partisans de la Compagnie ; mais ils trouvèrent leurs adversaires bien déterminés à leur résister, et l'on était sur le point de courir aux armes lorsque les citoyens paisibles eurent recours au gouverneur de la province. Celui-ci accourut en toute hâte et pacifia les troubles. La régente le félicita de sa prudence dans une lettre où elle déclara que son intention n'avait jamais été d'imposer les Jésuites à la ville de Troyes. Le P. Coton quitta cette ville sans avoir obtenu d'autre succès qu'une émeute, et usa de son influence à la Cour pour soustraire à la justice ceux qui avaient fomenté le trouble.

L'évêque résista au vœu de la ville, chercha à intimider Drouot en le menaçant d'excommunication s'il acceptait la charge de principal du collège. Drouot répondit que l'appel comme d'abus était un remède contre les excommunications injustes. L'évêque échoua contre la détermination des habitants.

Les Jésuites firent de nouvelles tentatives pour s'établir à Troyes en 1622, en 1638, en 1684 et en 1688. Nivelles étant mort en 1621, les Jésuites, ses héritiers, s'installèrent dans sa maison, et firent entendre à Louis XIII que les habitants les désiraient au collège.

Leurs intrigues furent déjouées de nouveau, et ils ne purent s'établir dans cette localité. L'évêque de Troyes, se trouvait en opposition avec la plupart des évêques de France, en soutenant la prétention des Jésuites sur l'enseignement, car ce n'était, chez ces religieux, qu'un moyen de se soustraire à sa juridiction. La question de leurs empiétements fut portée à l'assemblée de 1625 par l'évêque de Cornouaille ou Quimper, et par le curé de la Boussac, du diocèse de Dol.

L'évêque de Quimper¹ se plaignit d'avoir été forcé d'admettre ces religieux dans son diocèse, par suite d'un tumulte populaire qu'ils avaient excité; il les accusait, en outre, d'avoir exercé les fonctions sacerdotales sans son approbation et malgré la défense formelle qu'il leur en avait faite, et d'avoir entrepris sur ses droits seigneuriaux, en s'emparant d'une partie de ses biens pour y bâtir leur collège. Le Parlement de Rennes étant suspect, parce que tous les membres appartenaient à la *Congrégation des Jésuites*, l'évêque de Quimper demandait que, par l'entremise de l'assemblée du clergé, son affaire fût évoquée au Parlement de Paris ou au grand conseil. Selon ce prélat, les Jésuites avaient établi à Quimper une espèce de tribunal et infligeaient des châtimens aux ecclésiastiques comme s'ils eussent eu, de droit, juridiction contentieuse sur le diocèse. L'évêque de Chartres fit, le 9 juillet, le rapport de cette affaire, et l'assemblée décida qu'il serait pourvu, par des réglemens généraux, aux prétendues exemptions des Jésuites et de tous autres moines et religieux; que le roi serait prié de casser un arrêt du Parlement de Rennes, rendu sur le temporel de l'évêque; que le recteur des Jésuites de Quimper serait mandé pour recevoir les avertissemens convenables sur sa conduite et celle de ses religieux. Le jour même, l'assemblée chargea Blondeau, un de ses promoteurs, « d'aller parler au Provincial des Jésuites (de Paris), pour lui faire commandement de se trouver à l'assemblée, au premier jour, et recevoir ses ordonnances. » Le 18 juillet, le Provincial n'ayant pas encore comparu, « Blondeau fut de nouveau chargé d'aller faire entendre au Provincial des Jésuites, ou, en son absence, à celui qui se trouvera supérieur, de se trouver à la présente assemblée, le 21, sans délai, pour y rendre compte de certains faits qui regardent le recteur de leur Compagnie, de la résidence de Quimper-Corentin. »

¹ V. procès-verbal de l'assemblée de 1625 : *Annales des Jésuites*, t. II.

Le 21, on envoya à la maison des Jésuites mander le Provincial, qui ne s'y trouva pas. Le P. Ignace vint dire à l'assemblée : « que ceux de leur Compagnie ne s'écarteront jamais de l'honneur et du respect qu'ils doivent aux prélats ; et que les supérieurs n'avoueront jamais ce qui sera fait , au contraire. » Quant aux faits imputés aux Jésuites de Quimper, le P. Ignace répondit qu'il n'était que simple religieux et qu'il ne pouvait rien en dire ; il ne voulut même pas fixer un temps dans le délai duquel il viendrait répondre à l'assemblée, au nom de ses supérieurs.

Le curé de La Boussac, maître Vincent Chervassé, accusa les Jésuites du collège de Rennes de le gêner en ses fonctions pastorales, et d'administrer les sacrements dans son église, dont ils avaient cherché à l'éliminer ; à l'appui de ces plaintes, le curé de La Boussac présentait des pièces en bonne forme. Les Jésuites de Rennes possédaient le prieuré de Bregai, situé dans la paroisse de La Boussac ; ils avaient obtenu, le 20 mai 1623, un arrêt du Parlement de Rennes qui les autorisait à chanter la grand'messe dans l'église paroissiale, aux quatre grandes fêtes de l'année. L'évêque de Dol ayant maintenu les droits du curé contre les Jésuites, ceux-ci en avaient appelé de l'ordonnance épiscopale comme d'abus, au Parlement de Rennes, qui avait confirmé le premier arrêt¹. Les choses étaient en cet état lorsque l'assemblée du clergé fut saisie de la plainte du curé de La Boussac, elle donna droit à cet ecclésiastique ; lui fit donner 150 livres pour l'indemniser des frais du procès qu'il avait soutenu ; ordonna que l'on poursuivrait au grand conseil la cassation de l'arrêt du Parlement de Rennes, et que l'on ferait un règlement pour interdire à tous religieux d'exercer aucunes fonctions ecclésiastiques dans les églises paroissiales, sur le territoire desquelles ils auraient des prieurés. Le conseil ayant admis la cause et décidé que l'on entendrait, touchant les faits de La Boussac, les Jésuites et le procureur-général du Parlement de Rennes, l'assemblée décida que ce procès serait suivi aux dépens du clergé.

L'archevêque de Paris fit, dans la même assemblée, des plaintes contre les chanoines de Saint-Germain, qui prétendaient que la juridiction de leur abbaye s'étendait sur tout le faubourg et qu'ils étaient en tout exempts de la juridiction de l'Ordinaire. L'évêque

¹ Les Gallicans n'étaient pas les seuls, comme on voit, qui pratiquassent l'appel comme d'abus aux Parlements.

de Marseille formula les mêmes plaintes contre les chanoines de Saint-Victor, et celui d'Amiens contre les moines de Corbie. L'évêque de Chartres, rapporteur de toutes ces plaintes, exposa à l'assemblée la nécessité de faire un règlement général qui mettrait fin à tous les conflits auxquels donnaient lieu les prétendues exemptions des réguliers. Il fut chargé de le rédiger, et l'assemblée, après l'avoir soigneusement examiné, le signa le 12 septembre.

Dans ce règlement ¹, nous remarquons surtout ce qui suit :

« L'évêque a le droit de visite dans les monastères et autres lieux de son diocèse, *prétendus exempts*; les religieux seront tenus de faire ce que l'évêque aura prescrit et ordonné dans cette visite.

» Les religieux ne pourront ni exposer le Saint-Sacrement, ni recevoir de fondations sans l'autorisation de l'évêque.

» Il est défendu aux religieux de prêcher ni d'enseigner aucune doctrine, ni de donner des conseils contraires à l'ordonnance faite touchant l'obligation d'assister à la messe paroissiale au moins de trois dimanches l'un; à leur est également défendu de prêcher, de faire des processions, de tenir des congrégations et assemblées publiques en leurs monastères, aux heures et pendant que se dit la messe paroissiale.

» Les religieux ne pourront permettre de dire la messe dans les églises de leurs monastères, maisons et congrégations, à aucuns prêtres d'autres diocèses, de quelque qualité qu'ils soient, s'ils n'en ont permission écrite de l'évêque diocésain ou de son grand vicaire.

» Il est défendu à tous religieux et autres, sous quelque prétexte d'exemption qu'ils puissent avoir, de recevoir aucune personne, dans leurs églises, à la confession, ni leur donner la communion, depuis le dimanche des Rameaux jusqu'au dimanche de l'octave de Pâques inclusivement, ni d'enseigner au peuple aucune doctrine contraire à la loi de faire les pâques dans sa propre paroisse.

» Les religieux, quelque exemption qu'ils puissent alléguer, ne pourront confesser, qu'ils n'aient subi l'examen de l'évêque diocésain ou de son grand-vicaire, et qu'ils n'aient reçu leur appro-

¹ Mémoires du clergé, t. vi, p. 123, édit. in-4.°. On trouve aux pages 1149 et suiv. du même volume, les articles de ce règlement, avec un savant Commentaire de Hallier, publié par Gerbais, par ordre du clergé de France. Ce règlement fut confirmé par l'assemblée de 1635, et renouvelé en celle de 1645.

bation, qu'ils donneront avec les restrictions qu'ils jugeront convenables et gratuitement.

» Les religieux ne pourront user des pouvoirs qui leur seroient accordés par des indults des souverains pontifs, sans avoir soumis ces indults à l'examen de l'évêque diocésain, excepté néanmoins les indults secrets de la pénitencerie de Rome.

» Les religieux ne pourront ni confesser, ni prêcher dans une église, sans avoir montré au curé l'approbation écrite de l'évêque diocésain ou de son grand-vicaire. Ils ne pourront faire aucun mariage, dans leurs églises ou ailleurs, sans la permission du curé.

» Il est défendu d'établir des confréries ou congrégations, d'exposer de nouvelles reliques ou images, et de publier de nouveaux miracles, sans la permission écrite de l'évêque ou de son grand-vicaire ou official.

» Il est défendu aux religieux d'engager personne à choisir leur sépulture dans leurs églises. Si quelqu'un déclare par son testament avoir choisi son tombeau dans quelque monastère, le curé ou son vicaire auront droit de faire la levée du corps, les religieux ne pouvant porter l'étole hors de leur monastère.

» Il est défendu à tous religieux, même à ceux qui se disent exempts, de prêcher en aucunes églises, sans la permission de l'évêque diocésain, et sans avoir reçu mission de lui, même dans les églises de leurs monastères, sans sa bénédiction.

» Les prédicateurs, même ceux qui se disent exempts, s'abstiendront, en prêchant, de rien enseigner au peuple contre les saints décrets, conciles généraux et provinciaux, ordonnances ou statuts synodaux des évêques diocésains, monitions, censures et autres choses qui regardent leur autorité.

» Il est défendu à toutes sortes de personnes, quelques privilèges qu'elles puissent alléguer, de donner les Ordres mineurs, même la tonsure, ou de choisir un évêque pour faire des ordinations dans un lieu prétendu exempt, sans la permission de l'évêque diocésain.

» Nuls évêques ne donneront les ordres aux religieux qui, outre l'attestation de bonnes vie et mœurs délivrée par les supérieurs, n'apporteroient pas des lettres démissaires de l'évêque dans le diocèse duquel seroit leur domicile.

» Les religieux ordonnés ne pourront exercer le ministère sans lettres d'ordination sur lesquelles sera inscrit, outre leur nom de religion, celui qu'ils avoient étant dans le monde.

» Les religieux ne pourront, sous prétexte d'exemption, refuser de publier les mandements des évêques.

» L'évêque pourra exercer ses fonctions pontificales dans les lieux prétendus exempts, comme en tous autres lieux de son diocèse, sans être obligé de donner aucune déclaration par écrit qu'il n'entend préjudicier en rien aux exemptions.

» Les religieux seront obligés d'assister aux processions prescrites par l'évêque et au rang qui leur sera assigné par lui, à moins qu'ils ne soient tenus à la clôture. S'il entre dans leurs maisons, ils le recevront avec tous les honneurs dus à sa dignité.

» Nulle cure ne peut être exempte de la juridiction épiscopale, quelle que soit la communauté qui en soit titulaire ; et ces communautés ne pourront faire exercer aucune fonction curiale sans la permission de l'évêque.

» Quelques provisions que puissent avoir les curés, ils seront obligés de se présenter à l'évêque pour être institués par son autorité.

» Les communautés possédant des cures avec qualité de curés primitifs, seront obligées d'y souffrir et entretenir des vicaires institués par l'évêque.

» Tous monastères, sujets immédiatement au Saint-Siège, qui ne se sont pas mis en congrégation réformée dans le délai prescrit par le concile de Trente, seront sujets à la juridiction de l'évêque diocésain.

» Toutes les congrégations nouvelles seront soumises à l'Ordinaire.

» Les religieux ne pourront tenir école pour les séculiers ni faire de quêtes sans la permission de l'évêque.

» Aucun nouvel établissement religieux ne pourra être fait dans un diocèse sans la permission de l'Ordinaire.

» Les évêques pourront visiter les monastères quand ils le jugeront convenable et nécessaire.

» L'évêque devra être averti des élections des supérieurs, afin qu'il puisse y présider par lui ou par son grand vicaire. »

L'assemblée ¹ décida qu'avant de publier ce règlement il serait adressé au pape, avec prière de l'approuver. L'évêque de Chartres fut chargé d'aller à Rome pour exposer les raisons qui avaient dé

¹ *Mercuré françois*, ann. 1626 ; Procès-verbal et Pièces justificatives de l'assemblée de 1625-26.

verminé l'assemblée à le faire. Grégoire XV, quelques années auparavant, avait positivement défendu à tous ecclésiastiques et religieux, exempts ou non-exempts, de prêcher et de confesser sans la permission et l'approbation de l'Ordinaire ¹. Il y avait tout lieu de croire qu'on approuverait à Rome le règlement de l'assemblée du clergé; aussi les membres de cette assemblée jugèrent-ils à propos de le faire imprimer, sans le publier officiellement.

L'évêque de Chartres, qui joua un si grand rôle dans l'assemblée de 1625, était un prélat instruit et de bonnes mœurs; l'assemblée le chargea de faire un travail dans lequel il indiquerait les moyens de remédier aux vices qui désolaient le clergé. Il s'acquitta dignement de cette mission; mais son travail ne plut pas dans toutes ses parties, et, comme il avait été imprimé avant d'avoir été soumis à l'examen de l'assemblée, il fut désavoué ². Le travail de l'évêque de Chartres était composé de 158 articles, dans lesquels il traitait surtout des devoirs des évêques et leur indiquait les moyens qu'ils doivent employer pour déraciner les abus.

L'évêque de Chartres avait été aussi chargé, par l'assemblée, de lui faire un rapport sur les deux libelles, dont nous avons parlé, et qui étaient intitulés : *Admonitio ad Regem* et *Mysteria Politica*.

Le 13 décembre ³, cet évêque communiqua à l'assemblée une censure longuement motivée dans laquelle il flétrit les libellistes, défend le roi, son ministre Richelieu, et attaque les Jésuites regardés comme les auteurs de ces libelles.

A peine l'assemblée avait-elle pris connaissance du travail de l'évêque de Chartres qu'elle se sépara. Quelques prélats, amis des Jésuites, restèrent à Paris, tinrent des assemblées particulières et résolurent d'user de leur influence pour faire annuler la censure. Une polémique fort vive s'engagea à son sujet, et l'on publia contre elle un grand nombre de *Manifestes*. Les uns disaient qu'elle n'avait point été délibérée dans l'assemblée, les autres qu'elle contenait beaucoup de choses qui ne pouvaient être approuvées. Le 12

¹ D'Avrigny, Mém. Eccl., ann. 1622.

² Il paraît qu'une des principales causes de ce désaveu fut l'article 137, où l'évêque de Chartres accordait au pape l'infailibilité en matière de foi. Le Mémoire de l'évêque de Chartres se trouve parmi les *Pièces justificatives du Procès-verbal* de l'assemblée de 1625, n.º XII.

³ Collection des Procès-verbaux des assemblées du Clergé de France; D'Argentré, Collect. judic., t. III; Censures et Manifestes, etc., Ms. 172 Brienne, Biblioth. Richelieu. Les manifestes ont été publiés et réunis en un volume.

janvier 1626, le cardinal de la Valette, archevêque de Toulouse, proposa, du consentement de l'évêque lui-même, de rédiger une censure plus courte et dans laquelle on se contenterait de condamner les *Libelles* avec toutes les qualifications requises, mais sans toucher à aucune question particulière qui pût causer du trouble. Cette proposition fut généralement approuvée, et l'archevêque de Toulouse rédigea la censure abrégée. Le 21 janvier, le Parlement¹, instruit de ce qui avait été décidé dans l'assemblée du 12, donna un arrêt par lequel il défendait à toutes personnes de publier autre déclaration que celle de l'assemblée du clergé du 13 décembre, à peine, contre les contrevenants, d'être punis comme perturbateurs du repos public. Le 18 février, le Parlement donna un nouvel arrêt pour confirmer celui qui avait été rendu le 21 janvier, défendit aux membres du clergé de s'assembler, et, à tous imprimeurs, sous peine de la vie, d'imprimer d'autre censure que celle du 13 décembre.

Les cardinaux de la Rochefoucault, de la Valette et tous les prélats qui se trouvaient à Paris, se réunirent pour délibérer sur les moyens de s'opposer à ces arrêts. On décida qu'on prierait le chancelier d'évoquer l'affaire au conseil et de casser les deux arrêts du Parlement, et que l'on irait, s'il était besoin, faire au roi des remontrances.

Les 26 et 27 février, les cardinaux de La Rochefoucault et de la Valette, huit archevêques, trente-deux évêques et cinq députés du second Ordre se réunirent au palais abbatial du cardinal de La Rochefoucault, à Sainte-Geneviève, et signèrent un acte portant désaveu de la censure rédigée par l'évêque de Chartres, comme n'ayant pas été délibérée par l'assemblée.

Le 2 mars, les prélats, réunis de nouveau à Sainte-Geneviève, signèrent une requête pour demander au roi la cassation des deux arrêts du Parlement. Le lendemain, le Parlement rendit un troisième arrêt, par lequel il déclara les assemblées faites par les archevêques, évêques et autres ecclésiastiques, au préjudice des défenses contenues dans les deux premiers arrêts, nulles et illicites; cassa et annula, comme attentats, les actes faits depuis; fit de nouveau défense aux ecclésiastiques susdits de s'assembler en quelque lieu que ce fût; ordonna à tous les archevêques et évêques de se retirer

¹ *Mercurius gallicus*, ann. 1625 et 26; Procès-verbal de l'assemblée du Clergé de 1625; Mémoires de Richelieu, liv. 17.

en leurs diocèses, dans le délai de quinze jours, sous peine de saisie de leur temporel.

Le 7 mars, le troisième arrêt du Parlement fut signifié, par huissiers, à l'archevêque d'Auch, qui avait réuni chez lui six archevêques, vingt évêques et d'autres ecclésiastiques. De l'avis de tous, l'archevêque d'Auch dicta aux huissiers la réponse suivante :

« Messieurs du Parlement de Paris n'ont aucune autorité sur le clergé de France que nous représentons ; soumis au roi seul ; les arrêts du Parlement sont un attentat intolérable contre l'honneur de Dieu et l'autorité de Sa Majesté, lequel va à la subversion de la religion et de l'État. Les prélats ont pouvoir et obligation, de tout droit divin et humain, de s'assembler pour les affaires de la religion et de l'Église, quand les occasions le requièrent ; à présent, ils sont assemblés, tant pour résoudre la cérémonie qu'ils doivent observer en la procession qui doit se faire demain, à l'ouverture du jubilé, que pour aviser à ce qu'ils peuvent et doivent aussi faire pour obtenir du roi la cassation des arrêts dont il s'agit, comme préjudiciables à l'autorité de l'Église et de Sa Majesté ; faire défense auxdits du Parlement d'en donner de semblables à l'avenir, et afin de détromper les peuples de la créance qu'ils pourroient y avoir, au préjudice du salut de leurs âmes et du respect dû à la religion. »

Le Parlement se trouva fort divisé au sujet de cette réponse. Cependant, deux jours après l'avoir reçue, dix-sept membres contre quinze furent d'avis de rendre un quatrième arrêt déclarant ladite réponse nulle, injurieuse, calomnieuse, tendante à la destruction des lois fondamentales de l'État. Comme telle, il ordonna qu'elle serait lacérée et brûlée par la main du bourreau. De Trapes, archevêque d'Auch, et Miron, évêque d'Angers, furent cités à comparaître par devant le Parlement, au premier jour, pour rendre compte de leur conduite. Ordre fut donné, en outre, à tous les membres du clergé d'obéir au roi, en reconnaissant le Parlement comme puissance souveraine, pour rendre, sous son autorité, justice à tous ses sujets sans distinction, sous peine d'être déclarés criminels de lèse-majesté et poursuivis comme tels, selon la rigueur des ordonnances.

Le 10 mars, un écuyer de la reine-mère fut envoyé au Parlement, pour l'avertir, de la part du roi, qu'il serait avant midi à Paris et lui défendre d'exécuter son arrêt de la veille avant son arrivée. Le

Parlement répondit qu'en tout ce qu'il avait fait, il n'avait agi que pour le bien et le service de Sa Majesté.

Cependant le roi avait donné avis aux prélats de s'assembler, en toute hâte, dans la matinée du 10, afin de formuler les plaintes qu'ils voulaient lui adresser. A une heure après midi, ceux-ci se rendirent à la Cour, et l'évêque d'Auxerre adressa ces plaintes au roi. Celui-ci blâma le dernier arrêt du Parlement, mais il reprocha aussi aux évêques de s'être réunis sans permission. Il leur promit ensuite une audience publique pour entendre leurs remontrances.

La Cour changea ensuite d'avis, et, le 26 mars, elle évoqua l'affaire à la personne du roi. Malgré cette évocation, le Parlement, deux jours après, déclara que, selon son arrêt du 9, l'archevêque d'Auch et l'évêque d'Angers étaient ajournés à comparaître, sous peine de saisie de leur temporel. Les prélats s'assemblèrent, en toute hâte, à Sainte-Geneviève et demandèrent au roi l'audience publique qu'il leur avait promise, pour lui adresser leurs remontrances. On la leur promit pour le 30 ; mais, ce jour-là, le Parlement déféra à l'évocation qui lui fut officiellement notifiée, et l'audience promise aux prélats n'eut pas lieu.

Nous avons dit que la censure de l'évêque de Chartres avait été attaquée de deux manières : les uns disaient qu'elle n'avait point été délibérée par l'assemblée, ce qui donna lieu aux agitations dont nous avons parlé ; d'autres prétendaient qu'elle contenait plusieurs choses qui ne pouvaient être approuvées. L'évêque de Chartres attaqua, de son côté, la censure abrégée, rédigée par le cardinal de la Valette, et s'efforça de justifier la sienne. Il prouva d'abord, par le procès-verbal de l'assemblée, que son travail avait été lu et approuvé unanimement. Miron, évêque d'Angers, un des plus ardents antagonistes de celui de Chartres, contesta l'extrait du procès-verbal délivré par le secrétaire de l'assemblée ; il accusa l'évêque de Chartres d'avoir usé de ruse pour obtenir l'attestation qu'il contenait et d'avoir provoqué un faux. Les assemblées particulières, réunies à Sainte-Geneviève, ratifièrent l'accusation de Miron et annulèrent l'extrait du procès-verbal délivré à l'évêque de Chartres. Celui-ci contesta aux assemblées particulières le droit de déclarer nul un extrait du procès-verbal d'une assemblée générale.

Lorsque les prélats furent séparés, parut, sous le nom du cardinal de La Rochefoucault, un écrit ayant pour titre : *Raisons pour le désaveu fait par les évêques de ce royaume*, etc. On y attaquait non-seulement la forme de la censure de l'évêque de Chartres, mais

on y prétendait « qu'elle contenait tant d'impertinences et d'erreurs que la dignité de l'ordre ecclésiastique ne pouvait permettre qu'elle parût en public sous l'autorité d'une assemblée du clergé. »

Comme les Jésuites étaient attaqués en plusieurs endroits de la censure, le cardinal consacra la section dix-neuvième de son écrit à leur justification.

En 1628, Richer rompit le silence où il s'était condamné depuis la poursuite dont il avait été l'objet, et fit imprimer une réfutation de cet opuscule, sous ce titre : *Considérations sur un livre intitulé : Raisons pour le désaveu*. Il y suit son adversaire pas à pas et répond à toutes ses assertions ¹.

¹ L'assemblée de 1625-26 s'occupa d'une querelle fort vive qui existait entre l'Église de Sens et celle de Paris qui venait d'être érigée en archevêché. L'assemblée décida, le 24 octobre 1625, que les deux provinces de Sens et de Paris procéderaient ensemble pour nommer des députés aux assemblées générales et pour la création d'un agent, comme avant l'érection de Paris en archevêché. C'était en quelque sorte ne pas reconnaître les droits de la nouvelle province ecclésiastique. Aussi, le lendemain, les députés de Paris firent-ils opposition à la décision que l'assemblée avait prise, disaient-ils, avant de les avoir entendus. Lorsque l'assemblée s'occupait de ces difficultés, survint un arrêt de la Cour, daté du 25, qui évoquait l'affaire au conseil. L'assemblée blâma les députés de Paris de s'être adressés à la Cour pour une telle cause, et il fut décidé que l'on passerait outre. Elle porta plainte au roi de l'arrêt du conseil, et ce prince lui fit dire qu'il désirait entendre les raisons des deux parties pour en décider selon qu'il le jugerait convenable. Le 10 novembre, l'archevêque de Paris abandonna l'arrêt du conseil qu'il avait obtenu, et pria l'assemblée de juger si sa province ne devait pas jouir des mêmes droits que les autres. Les évêques d'Orléans et de Chartres se séparèrent de leur nouveau métropolitain, et furent d'avis que l'assemblée devait « poursuivre en cour de Rome, vers Sa Sainteté et tous autres qu'il appartiendra, la révocation de tout ce qui aurait été fait pour l'érection dudit archevêché. » L'assemblée fut de cette opinion, et défendit aux agents d'écrire à Monseigneur de Paris, en qualité de chef de province pour la convocation des assemblées provinciales.

Le chapitre de Notre-Dame fit opposition à cette délibération de l'assemblée, laquelle se plaignit au roi de l'attentat des chanoines; et l'official de Sens, nommé Du Marq. ayant fait un livre contre la désunion de Paris de la métropole de Sens, son ouvrage fut approuvé par l'assemblée.

Les chanoines de Notre-Dame furent mandés à la Cour; mais, malgré les motifs qu'ils donnèrent de leur opposition, le conseil rendit contre eux un arrêt que l'assemblée reçut avec beaucoup de joie et qu'elle adressa à tous les chapitres du royaume.

Paris n'en fut pas moins reconnu comme archevêché depuis cette époque.

L'assemblée de 1625 demanda la publication du concile de Trente, un règlement sur les appels comme d'abus et la convocation des conciles provinciaux. Elle ordonna même cette convocation, et rédigea, à cet effet, une lettre de convocation calquée sur celle du Concile de Bordeaux; mais ces mesures furent inutiles.

La raison de toute cette agitation, à propos d'une censure plus ou moins longue et explicative, est facile à pénétrer. Les Jésuites étaient en cause, et ces religieux ne voyaient qu'avec peine leur doctrine et deux de leurs Pères si explicitement censurés. Plusieurs prélats et surtout le cardinal de La Vallette, fils du duc d'Épernon, leur étaient dévoués. De là cette vive opposition, dont le motif restait caché, et dont les effets étaient si évidents.

Mais, si les Jésuites avaient des amis puissants, leurs ennemis étaient nombreux. Une des principales causes qui les multipliaient, était, selon le cardinal de Richelieu, *la lassitude que chacun avait de voir qu'ils se mêlaient de trop d'affaires*¹. L'année même où les libelles *Admonitio* et *Mysteria* étaient si vivement poursuivis, on s'éleva à Paris contre un ouvrage d'un de leurs Pères, nommé Santarelli², qui renouvelait tous les principes déjà condamnés dans les ouvrages de Becan et de Mariana. Pour Santarelli et ses confrères, le pape était tout dans le monde, il résumait à lui seul la suprême autorité ; les dépositaires de l'autorité civile n'étaient que ses lieutenants, révocables à sa volonté. Dans l'idée des Jésuites, l'armée de ce pouvoir un, suprême et universel, était leur Compagnie, dont tous les membres, par un vœu solennel, immolaient leur volonté à la sienne ; de là la place exceptionnelle qu'ils s'attribuaient dans l'Église.

Le livre de Santarelli fut publié à Rome, sous les yeux du pape, et avec l'approbation du général de la Compagnie de Jésus. Dès qu'il fut connu à Paris, Filesac, l'antagoniste de Richer, et Servin, l'indomptable adversaire des Jésuites, l'examinèrent et y trouvèrent exposée, dans toute sa rigueur, la doctrine ultramontaine. Filesac, qui avait été, pendant quelque temps, dévoué aux Jésuites, était revenu à ses premiers sentiments. Il mit en demeure le syndic Georges Froger de dénoncer à la Faculté le livre de Santarelli ; celui-ci requit en conséquence le doyen Roguenan de la convoquer pour le 16 mars (1626).

Dès le 6 de ce mois, le Parlement avait été saisi par Servin de la cause du livre de Santarelli³. Le roi tenait, ce jour-là, un lit de

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 17.

² Ce livre avait pour titre : *De l'hérésie, du schisme, de l'apostasie, de la sollicitation au Sacrement de Pénitence et du pouvoir du souverain pontife dans la punition de ces délits*.

³ Négociations du nonce Spada ; Mss. 9938 de la bibliothèque Richelieu ; Sponde, Ann. Eccl. ann. 1621 ; Mémoires de Richelieu, liv. 17 ; D'Avrigny,

justice. Servin tomba frappé d'apoplexie au moment où il allait dénoncer l'œuvre du Jésuite ; mais un magistrat, moins violent que Servin, aussi religieux que lui, et dont la sagesse était connue dans toute la France, Omer Talon, prit la place de Servin et fit, contre la Compagnie de Jésus, un réquisitoire qui eut un immense retentissement. Le Parlement flétrit l'ouvrage de Santarelli, qui fut brûlé en place de Grève par la main du bourreau. Dès qu'on eut prononcé contre le livre, on délibéra si on n'interdirait pas aux Jésuites la chaire et le confessionnal, et si on ne fermerait pas le collège de Clermont. Plusieurs conseillers demandaient même contre eux un nouvel arrêt de bannissement. Le président Lamoignon alla secrètement à la maison professe avertir les Jésuites qu'il craignait que cet arrêt ne fût prononcé le lendemain. Les Jésuites coururent en toute hâte à la Cour ; mais Richelieu, attaqué par leurs libelles, ne leur était pas alors favorable. On leur répondit que le roi était absent, et qu'ils pourraient se présenter à son retour. Matthieu Molé, procureur général, ami des Jésuites, n'eut pas plus de succès à la Cour.

Cependant, après en avoir délibéré, le Parlement ne jugea pas à propos de prononcer de sentence contre les Jésuites, et se contenta de mander à sa barre le P. Coton, Provincial, et les autres supérieurs des maisons de Paris, nommés Filleau, Brossald et Armand. Les huissiers les conduisirent à la salle du conseil, où De Verdun, premier président, leur fit subir un interrogatoire, après lequel on les requit de signer quatre propositions qui contenaient en substance :

- « Le roi ne tient son état que de Dieu et de son épée ;
- » Le pape n'a aucune puissance, ni coercitive ni directive sur les souverains ;
- » Le roi ne peut être excommunié personnellement ;
- » Le pape ne peut ni délivrer les sujets du serment de fidélité, ni mettre le royaume en interdit pour quelque cause que ce puisse être. »

Le P. Coton répondit : « Nous signerons volontiers ces propositions si la Sorbonne et le clergé de France, qui sont maintenant assemblés, veulent les signer ; il ne nous appartient de faire la loi ni

aux supérieurs ecclésiastiques, ni aux corps respectables qui sont avant nous dans l'Église. » Le Parlement ne crut pas à ces sentiments d'humilité, et délibéra si on n'arrêterait pas sur le champ les Pères Coton et Ignace Armand. « L'affaire allait passer à la pluralité des voix, dit un historien Jésuite ¹, lorsque le premier président, qui en avait ouvert l'avis, remit la décision au lundi suivant. »

Les amis des Jésuites profitèrent si bien du temps qui leur était accordé, que, le lundi, le roi manda le P. Coton au Louvre. Ce Jésuite, qui mourut trois jours après, ne put, à cause de sa maladie, obéir au roi. Le P. Ignace Armand se rendit à la Cour à sa place, et Richelieu lui annonça que la tempête soulevée contre eux s'apaiserait s'ils voulaient signer un formulaire dressé par Marillac, et qui contenait une promesse formelle de souscrire à la censure que la Sorbonne et le clergé de France feraient de la doctrine de Santarelli, et de soutenir la doctrine de l'Église de France, contraire à l'Ultramontanisme. Les Jésuites signèrent sans difficulté ² et coururent chez le nonce pour lui faire entendre que, dans les circonstances, ils sauraient bien avoir recours à certaines explications pour échapper aux articles qu'ils avaient été obligés de signer. Leur excuse fut assez mal reçue.

Le jour même où les Jésuites donnaient leur signature, le syndic Georges Froger disait dans l'assemblée de la Faculté : « J'avois cru d'abord qu'il étoit expédient de censurer le livre de Santarelli, mais depuis, j'y ai pensé plus mûrement ; j'ai considéré les raisons de part et d'autre avec des personnes intelligentes, et j'ai jugé qu'il seroit dangereux de l'examiner. On ne peut le faire sans mettre les deux puissances aux prises l'une avec l'autre, sans offenser le pape ou le roi ; j'estime donc qu'on ne doit point parler de ce livre, qui, du reste, vient d'être condamné par arrêt du Parlement. La Faculté n'a reçu d'ordre ni du roi, ni du Parlement, ni d'autres

¹ D'Avriguy, *loc. cit.*

² Lorsque les Jésuites eurent signé le formulaire qui leur fut présenté, le roi défendit au Parlement de passer outre contre eux. Ce tribunal cependant rendit un arrêt pour leur enjoindre de faire un désaveu formel du libelle intitulé : *Admonitio ad Regem*, dans les termes mêmes dont la Sorbonne s'était servie ; de faire déclarer, par écrit, par deux Pères de la province de France, ce qu'ils pensaient de la doctrine de Santarelli, et de déposer ces écrits, dans le délai de huit jours, au greffe du Parlement, sous peine d'être poursuivis comme criminels de lèse-majesté.

Les Jésuites se soumirent, et signèrent les déclarations les plus gallicanes.

personnes qualifiées de procéder à l'examen de ce livre ; or, la Faculté n'a pas l'habitude de s'occuper de choses importantes sans en avoir été requise par l'autorité. Si toutefois la Faculté vouloit que l'ouvrage en question fût lu, examiné et même censuré, je prierois de le faire d'une manière générale et sans noter aucune proposition en particulier. C'est ainsi qu'on a agi envers l'*Admonitio ad regem* ; aussi, la censure qu'a faite la Faculté de ce libelle a-t-elle été bien reçue de tout le monde et même du pape. »

Filesac combattit la motion du syndic. « Il faut, dit-il, lire soigneusement et examiner mûrement le livre de Santarelli ; pour cela, il seroit nécessaire de nommer des docteurs, qui en feroient leur rapport à la Faculté le 1.^{er} avril. L'examen de cet ouvrage est facile, puisque l'auteur a résumé toute sa doctrine dans les trente-tième et trente-unième chapitres. On pourroit se contenter d'examiner ces deux chapitres et y noter les propositions dignes de censure. »

Cependant on se préoccupait beaucoup à Rome de la censure que la Faculté de Paris voulait faire du livre de Santarelli. Le général des Jésuites en fut d'autant plus alarmé, qu'il avait hautement approuvé le livre poursuivi. Afin de détourner le coup qui le menaçait, il fit modifier ¹ deux exemplaires de cet ouvrage, et les envoya en cet état aux Jésuites de Paris, pour les communiquer aux amis de la Société et répandre le bruit que le procès intenté à leur confrère n'était appuyé que sur l'imposture et la calomnie. Il comptait d'autant plus sur le succès de cette supercherie, que les exemplaires du livre de Santarelli étaient fort rares en France, et qu'il serait à peu près impossible, à la plupart de ceux qui s'en occupaient, d'en collationner plusieurs les uns avec les autres. Le Général Jésuite crut faire sa cour au pape en lui faisant part de sa ruse ; Urbain VIII en fut indigné et lui fit les plus vifs reproches, d'abord, pour avoir approuvé officiellement un livre qui compromettait le Saint-Siège avec les puissances, ensuite, pour s'être permis une telle supercherie ; il lui déclara qu'il allait donner ordre à son nonce en France, de saisir ses deux exemplaires et de les supprimer : ce qui fut exécuté.

Par les mêmes instructions, Urbain VIII enjoignit à Spada de faire des reproches aux Jésuites qui avaient signé la déclaration

¹ V. Négociations du nonce Spada, Mss. 9938 de la bibliothèque Richelieu.

présentée par Richelieu, et de faire tous ses efforts pour empêcher la censure dont on s'occupait en Sorbonne.

Mais tout ce que put faire le nonce ne put arrêter cette censure; la proposition de Filesac fut adoptée, et l'on nomma les docteurs Jean Dautrui, Etienne Dupuis, Louis Rumet et Pierre Chapelas, pour examiner le livre de Santarelli; Rumet tomba alors malade, et Chapelas partit pour la Terre-Sainte; Dautrui et Dupuis furent donc seuls chargés de l'examen; ils lurent leur rapport le 1^{er} avril et conclurent à la censure de la doctrine ultramontaine contenue dans les chapitres désignés ci-dessus. Froger supplia de nouveau les docteurs de se contenter d'une censure générale, sans spécifier aucune proposition, dans la crainte d'offenser le pape. Filesac réclama la parole pour les rapporteurs, selon l'usage de la Faculté dans les affaires importantes; Jean Dautrui, qui parla le premier, dit sans détour : « La doctrine contenue dans les chapitres trentième et trente-unième du livre de Santarelli me paraît monstrueuse; elle a été inconnue à tous les anciens Pères et docteurs de l'Eglise; elle ne peut servir qu'à troubler les États et à confondre tout ordre; elle n'a été inventée que depuis peu de temps, au grand scandale de la religion, et elle doit être condamnée. Je souhaite que la Faculté écrive sur ce sujet à Sa Sainteté, pour la supplier humblement d'ôter de l'Eglise cette pierre de scandale et d'user de l'autorité qu'elle a sur les écrivains qui soutiennent cette doctrine pour leur interdire, même sous peine de censure, d'écrire sur ces matières. »

Lorsque Jean Dautrui eut fait sa motion, Etienne Dupuis, l'autre rapporteur, lut cette formule de censure :

« La doctrine contenue dans le livre de Santarelli est *nouvelle, fautive, erronée, contraire à la parole de Dieu; elle rend la dignité du souverain Pontife odieuse; elle ouvre le chemin au schisme, déroge à l'autorité souveraine que les rois tiennent de Dieu, et empêche la conversion des princes infidèles et hérétiques; elle trouble la paix publique, renverse les royaumes, les États, les républiques; elle détourne les sujets de l'obéissance qu'ils doivent à leurs souverains, et les induit à des factions, rébellions, séditions, à des attentats contre la vie des princes.* »

Cette censure de l'ultramontanisme est d'une grande justesse; Filesac l'appuya chaudement, et la majorité se déclara dans le même sens. La conclusion fut que la doctrine de Santarelli serait condamnée, selon le formulaire dressé par Dupuis, et que les doc-

teurs Filesac, Isambert, de Bosse, Gaultier, Froger, Dautrui et Dupuis rédigerait la censure, qui serait signée dans l'assemblée du 4 avril. Les commissaires se réunirent le 2; Isambert et Froger, amis des Jésuites, proposèrent de changer le dispositif des qualifications et de retrancher celle d'*erronée*, mais on leur répondit que ce serait s'écarter des intentions de la Faculté; en conséquence, la censure fut rédigée en ces termes :

« S'il y a quelqu'un qui doute que nous ne soyons arrivés à la fin des siècles, comme parle l'Apôtre, qu'il considère un peu ces derniers temps et qu'il les compare avec les précédents, et lors il reconnaîtra que l'ennemi du genre humain n'a rien laissé en arrière de ce qui pouvoit servir, non-seulement à offenser, mais même à ruiner tout-à-fait les polices, tant ecclésiastique que civile. Il s'est trouvé des impies qui, osant blasphémer contre le Ciel, ont employé leurs plumes et leurs épées contre l'Eglise de Jésus-Christ, mais quelques insensés, voyant que ce n'est pas sans raison que les puissances séculières sont armées de glaives, ont attaqué la police civile par une autre voie, et ont essayé de l'extirper et anéantir avec des livres exécrables; exécutant, par le moyen de telles embûches, plus couvertement leur pernicieux dessein. La marque que saint Jude nous propose pour connoître telles gens, est qu'ils méprisent les puissances souveraines, et blasphèment contre la majesté; et plutôt à Dieu qu'ils s'arrêtassent au seul mépris, à la seule médisance! Mais tant s'en faut que cela soit, qu'au contraire, ces admirables écrivains, sous ce prétexte de vouloir établir en l'Eglise une certaine puissance temporelle, enseignent et affirment qu'il est au pouvoir de ceux qui ont en main le gouvernement des choses ecclésiastiques, de déposer les rois de leurs trônes, même pour des causes très légères, et du tout ridicules, et de substituer en leur place des souverains magistrats, ou annuels ou même journaliers, selon que bon leur semble. Partant, la Faculté de théologie de Paris, voyant que l'on projette de ruiner par tels moyens toutes les polices civiles, et spécialement celle de la monarchie française, qui est gouvernée par notre roi très chrétien, très clément et très juste; afin de suivre les vestiges de ses devanciers en témoignant l'affection qu'elle porte à Sa Majesté et à tout ce royaume, et pour satisfaire aussi au désir universel de tous les gens de bien, a choisi, entr'autres un livre nouvellement mis en lumière, intitulé : *Antoni Santarelli Jesuita, de herese, schismate, apostasiâ, etc.*, et, en la congrégation générale, tenue extraordinairement le 16 du mois de

mars dernier, a commis quelques docteurs qu'elle a particulièrement nommés pour le lire et l'examiner. Mais d'autant qu'il s'y traite de plusieurs choses qui n'appartiennent point à ce de quoi principalement il s'agit maintenant, elle a été d'avis qu'on en examinât seulement deux chapitres, à savoir, le trentième et le trente-unième du traité *de herese*.

» Tellement que, le premier jour du mois d'avril 1626, après la messe du Saint-Esprit, l'assemblée s'étant faite à l'accoutumée en la salle du collège de Sorbonne, on a ouï le rapport des docteurs que la Faculté avoit députés, lesquels ont exposé, qu'ès deux chapitres qui leur avoient été marqués étoient contenues les propositions suivantes : que le pape peut punir les rois et les princes de peines temporelles, les déposséder et priver de leurs royaumes et Etats pour crime d'hérésie, et délier leurs sujets de l'obéissance ; et que telle a toujours été la coutume de l'Eglise ; et, non seulement pour hérésie, mais encore pour d'autres causes ; à savoir pour leurs péchés, s'il est ainsi expédient : si les princes sont négligents, s'ils sont incapables et inutiles. De plus que le pape a la puissance sur les choses spirituelles et sur toutes temporelles, (les princes) qui prêchent contre les lois divines et humaines, particulièrement si leur crime est une hérésie. Ils ont aussi dit que l'auteur de ce livre affirme que les apôtres étoient bien de fait sujets aux princes séculiers, mais non de droit, et même, qu'aussitôt que la Majesté du souverain Pontife a été établie, tous les princes ont été sujets. Bref, ils ont rapporté que cet homme explique ces paroles de Jésus-Christ : « Tout ce que vous lierez sur la terre, etc. » non seulement de la puissance spirituelle, mais aussi de la temporelle, et qu'il corrompt le texte de saint Paul en retranchant une négative, et fait dire à plusieurs auteurs qu'il cite, des choses à quoi ils n'ont jamais pensé. Concluant que tant ces choses, que plusieurs autres qu'ils ont rapportées, méritoient très justement la correction et la censure de la Faculté, M. le doyen donc, ayant mis la chose en délibération, après que les opinions de tous les docteurs ont été ouïes et leurs voix recueillies, la Faculté a improuvé et condamné la doctrine contenue en ces propositions et conclusions desdits chapitres, comme étant nouvelle, fausse, erronée et contraire à la parole de Dieu ; qui rend la dignité du souverain Pontife odieuse, et ouvre le chemin au schisme ; qui déroge à l'autorité souveraine des rois, laquelle ne dépend que de Dieu seul, et empêche la conversion des princes infidèles et hérétiques ; qui

trouble la paix publique, renverse les royaumes, les États et les républiques ; bref, qui détourne les sujets de l'obéissance qu'ils doivent à leurs souverains, et les induit à des factions, rébellions, séditions et à attenter à la vie de leurs princes.

» Fait en Sorbonne, les jour et an que dessus, et revu le 4 d'avril 1626. »

Cette censure mit en émoi les Ultramontains amis des Jésuites ; à leur tête était Duval, le plus savant d'entre eux, ce qui leur fit donner le nom de *Duvalistes*. Les docteurs de ce parti mirent tout en œuvre pour obtenir qu'on effaçât les deux qualifications d'*erronée* et de *contraire à la parole de Dieu*, par lesquelles on avait flétri l'ultramontanisme en général. D'autres docteurs voulaient que l'on ajoutât à la censure le mot *respectivement*, afin que les qualifications ne portassent pas sur toute la doctrine en général, mais que les notes les plus fortes pussent être restreintes aux propositions les plus dangereuses. La majorité admit la censure purement et simplement.

« Tous les docteurs, dit Richelieu ¹, étoient d'accord de la censure mais non des termes esquels elle étoit conçue. » Malgré l'échec qu'ils avaient éprouvé, les Ultramontains ne désespérèrent pas de la faire réformer, comme nous le dirons plus bas.

En attendant, les Jésuites reçurent une nouvelle humiliation dans la censure de la Somme théologique du P. Garasse, l'écrivain ordinaire de la plupart des pamphlets que les Jésuites dirigeaient, sous des noms empruntés, contre leurs adversaires. Les docteurs chargés d'examiner la Somme théologique du P. Garasse ayant fait leur rapport, la Faculté, d'un consentement unanime, décida qu'elle méritait d'être censurée.

Les Ultramontains n'osèrent s'inscrire en faux contre une résolution solidement motivée sur des extraits de l'ouvrage. Cependant, comme plusieurs l'avaient approuvé, ils demandèrent deux mois pour se préparer à en présenter la défense à la Faculté. Ce terme échu, la Faculté se réunit pour porter la censure ; mais les Ultramontains avaient pris leurs mesures pour qu'un grand nombre de docteurs des Ordres Mendiants se trouvassent à l'assemblée. Selon les lois, chaque couvent ne devait être représenté que par deux docteurs dans les réunions de la Faculté ; mais, depuis quelque temps, tous les moines-docteurs prétendaient avoir le droit

¹ Mémoires de Richelieu, *loc. cit.*

d'assister aux réunions de la Faculté et d'y donner leurs voix. Comme l'ultramontanisme comptait beaucoup d'adeptes parmi les religieux, qui étaient pour la plupart en lutte avec les évêques au sujet de leurs exemptions, les amis des Jésuites avaient soin de les avertir lorsqu'ils voulaient l'emporter dans les assemblées. C'est ainsi qu'ils les avaient convoqués pour le jour où la Faculté devait censurer la Somme du P. Garasse. Ils n'osèrent pas présenter la défense de ce mauvais livre, mais ils demandèrent encore deux mois, qu'ils emportèrent à la pluralité des voix.

Les docteurs séculiers prirent de là occasion de présenter requête au Parlement, afin qu'à l'avenir chaque couvent ne fût représenté, selon l'usage, que par deux moines-docteurs. Filesac ¹ écrivit au cardinal de Richelieu pour lui découvrir les desseins pernicieux du docteur Duval, qui s'entendait avec le nonce Spada et les Jésuites pour détruire la Sorbonne, mais tout fut inutile. Les religieux Mendians en appelèrent de la requête de l'Université au Conseil du roi qui évoqua la cause ². Le Parlement n'en donna pas moins un arrêt conforme aux lois et usages de l'Université. Les religieux, sans avoir égard à cet arrêt, se trouvèrent à l'assemblée du mois d'août 1627 en plus grand nombre qu'il n'était permis. Le Parlement y envoya deux conseillers, qui dressèrent procès-verbal de la contravention. Dans la réunion de septembre, la Somme théologique du P. Garasse fut condamnée comme contenant plusieurs propositions « hérétiques, erronées, scandaleuses, téméraires et plusieurs passages de l'Écriture-Sainte et des Saints-Pères mal cités, corrompus et détournés de leur vrai sens, et des bouffonneries sans nombre, qui sont indignes d'être écrites et lues par des chrétiens et des théologiens. »

Le P. Garasse fut très célèbre, en son temps, par ses bouffonneries. Si on en juge par ce qui reste de lui, sa place eût été beaucoup mieux sur les tréteaux d'un saltimbanque que dans un ordre religieux. Les Jésuites l'admiraient cependant et le regardaient comme leur meilleur écrivain.

La condamnation de la Somme du P. Garasse fut revue et confirmée dans l'assemblée du 16 septembre.

¹ Lettre de Filesac à Richelieu, dans le *Journal de Saint-Amour*, 1.^{re} partie, ch. 5.

² Les arrêts du conseil furent révoqués et l'usage de la Faculté maintenu et confirmé. V. Archives, pièces mss., sect. Hist. L., 10; *Journal de Saint-Amour*, 1.^{re} partie, ch. 5.

Cependant les religieux Mendiants s'étaient pourvus au conseil du roi contre le procès-verbal du Parlement et un second arrêt qui l'avait suivi. Le roi évoqua l'affaire à sa personne, défendit au Parlement de s'en mêler et décida que les religieux iraient aux assemblées de la Faculté comme ils *avaient accoutumé de tout temps*. Cette décision ne mettait pas fin à la lutte, puisque les docteurs séculiers prétendaient que l'usage, confirmé par des arrêts, était contraire aux prétentions des religieux, que le roi avait l'intention de satisfaire.

Comme tout le bruit venait, en réalité, du livre de Santarelli ou plutôt de l'ultramontanisme, le roi crut mettre la paix en défendant à la Faculté *de traiter ni disputer de l'affirmative ou négative des propositions concernant le pouvoir et l'autorité souveraine de Sa Majesté et des autres rois et souverains, sans expresse permission de Sa Majesté, par les lettres patentes en commandement, à peine d'être punis comme séditieux et perturbateurs du repos public*.

La Faculté reçut avec respect, dit Richelieu ¹, cet arrêt du Conseil, mais elle différa de l'enregistrer, ordonnant que la cour du Parlement en serait premièrement avertie. Les Jésuites et leurs amis, malgré la défense du roi, revinrent sur la censure de Santarelli, et parvinrent à mettre quelques évêques dans leur cause. La cour de Rome avait donné des ordres en conséquence, et le nonce Spada mettait tout en œuvre pour obtenir de la Faculté la rétractation de la censure. On réclamait bien haut contre la note d'hérésie dont on avait flétri une opinion qu'ils prétendaient avoir été celle des docteurs de l'Église. Ils auraient eu de la peine à citer un seul Père de l'Église en faveur des opinions ultramontaines, et ils faisaient bien eux-mêmes le plus souvent usage de la note d'hérésie pour qualifier les opinions de leurs adversaires; mais ils voulaient en avoir le privilège. Des docteurs, gagnés par le nonce, prétendirent que la Faculté n'avait pas été libre dans la censure du livre de Santarelli et « demandaient liberté de se pouvoir assembler pour mûrement délibérer sur ce sujet et censurer ce détestable livre en la manière qu'il mériterait de l'être. »

Ils adressèrent cette demande à Richelieu; ce ministre était fort embarrassé. Le pape lui avait envoyé ainsi qu'au roi, à la reine-mère, au garde des sceaux et à plusieurs prélats des brefs qui témoi-

¹ Mémoires de Richelieu, *loc. cit*; v. *Négociations*, mss. de Spada.

gnaient combien il désapprouvait la censure de la Sorbonne ; d'un autre côté, c'était la doctrine de l'Église de France qui était défendue par la Sorbonne et le Parlement. Richelieu ne répondit pas immédiatement aux Duvallistes, sous prétexte qu'il voulait attendre le retour du roi, qui était alors absent. Il considérait la chose comme si importante, que « de ces étincelles, dit-il, il pouvait naître un grand embrasement. » Au retour du roi, il lui conseilla d'étouffer la discussion, tout en donnant quelque satisfaction à la cour de Rome.

Le roi profita de la première occasion qui se présenta pour obtenir ce double résultat. Cette occasion fut une thèse ¹ que proposa, au commencement de l'année 1628, un Jacobin nommé Testefort, et dans laquelle il soutenait que les décrétales des papes faisaient partie de l'Écriture-Sainte, en tant qu'elles en étaient l'interprétation infaillible, le siège de Rome n'étant autre que l'Église. Ce gâchis ultramontain ne fut pas du goût de la Faculté, qui déclara que cette thèse ne pouvait être soutenue devant elle ; l'Université toute entière se prononça dans le même sens et enjoignit à Testefort de la révoquer, sous peine d'être déchu de tous les droits, honneurs, profits, libertés, franchises et rangs de l'Université, sans y pouvoir jamais rentrer.

Quelques évêques, qui étaient alors à la Cour, se plaignirent au roi de ce que l'Université s'occupait d'une question théologique qui n'était pas de sa compétence. En conséquence, le roi, par un arrêt du 13 décembre, cassa le décret de l'Université, et défendit de nouveau de traiter la question de la nature du pouvoir et de l'autorité. Il envoya, en outre, Cospéan, évêque de Nantes, à la Faculté de théologie, avec une lettre, pour lui enjoindre de faire un règlement pour la publication des thèses, à l'avenir ; d'enregistrer la défense qu'il avait faite de ne plus s'occuper des questions qui avaient soulevé tant de querelles ; et de s'en rapporter à l'évêque de Nantes sur ce qu'il avait, en outre, à lui communiquer de sa part.

Cospéan ayant lu la lettre du roi, dit à l'assemblée ² « qu'il avait commission de savoir l'opinion de tous les docteurs, touchant les termes esquels étoit conçue la censure du livre de Santarel. » Plusieurs docteurs protestèrent, mais inutilement, la chose fut mise en

¹ Mémoires de Richelieu, *loc. cit.* ; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. 1 ; D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1628.

² Mémoires de Richelieu, *loc. cit.*

délibération. Les opinions furent très partagées. Les uns se prononcèrent ouvertement pour ou contre la censure ; d'autres demandaient quelques modifications. L'évêque de Nantes rangea ces derniers parmi les adversaires de la censure, et rédigea en ce sens un procès-verbal, dans lequel, sur soixante-huit membres, dix-huit seulement approuvaient cette censure. Les autres l'approuvaient en elle-même, mais en blâmaient les termes. Ce procès-verbal fut remis au roi.

Le Parlement prit ouvertement la défense de la censure de la Faculté, et annula la délibération prise sous la présidence de l'évêque de Nantes, mais le roi évoqua la cause et défendit à la Faculté et au Parlement de s'en mêler à l'avenir ; il ordonna en outre qu'il serait « décidé et jugé par les cardinaux, prélats et autres qu'il députera à cet effet, en quels termes sera conçue la censure de la détestable et pernicieuse doctrine contenue au livre de Santarel, pour ce fait, être par sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra par raison. »

Le roi ne nomma point les membres du tribunal qu'il avait promis ; et ainsi fut assoupie, pour quelque temps, une discussion « en laquelle, dit Richelieu, on se portait de part et d'autre avec une animosité si grande, qu'il y avait à craindre qu'elle ne produisît quelque mauvais effet. »

Cependant on jugea avec sévérité, dans le public, la conduite des docteurs qui s'étaient plus ou moins directement prononcés en faveur de Santarelli. Ils crurent devoir s'excuser auprès du roi, et Duval, leur chef, lui adressa en leur nom une lettre ¹ dans laquelle il disait :

« Sire, les docteurs en théologie de notre Université de Paris, vos très fidèles sujets, au nombre de trente-cinq, s'étant vus depuis six mois indignement calomniés sur l'article de la fidélité qu'ils vous doivent, ont résolu de protester devant Votre Majesté de leur innocence et de la mettre devant vous dans le degré le plus évident ; et parce qu'on nous accuse de vouloir ne vous arroger qu'une autorité empruntée, de vous rendre en quelque façon feudataire du pape, et de refuser de reconnaître en vous le domaine direct sur tous vos sujets ; nous déclarons, en la présence de Dieu et de ses saints Anges, et sous les plus sacrés serments et les protesta-

¹ Cette lettre se trouve dans les Négociations du nonce Spada, mss. 9038 de la Bibliothèque Richelieu.

tions les plus fortes, que Votre Majesté ne tient son empire que de Dieu seul ; qu'elle ne relève d'aucune autre puissance qui soit sur la terre, pas même de celle du pape, et que, dans l'administration de toutes les affaires temporelles de son royaume, nul homme n'a droit de lui dire : pourquoi faites-vous cela ? ayant en pleine propriété le droit et la gloire de nous commander, et nous seulement la gloire de lui obéir. »

Après ce préambule plus qu'obséquieux, Duval proteste qu'il ne s'est opposé avec ses amis, qu'à certaines qualifications trop dures de la censure, et finit en professant, d'une manière implicite, la doctrine de Bellarmin sur le *pouvoir indirect* du pape sur les rois.

Richer¹ ne parut point dans ces discussions, mais il en écrivit l'histoire ; nous avons dit qu'il s'était enfermé dans une profonde solitude et qu'il n'assistait plus aux assemblées de la Faculté ; il n'en suivait pas moins avec attention le cours des événements ; les excès de l'ultramontanisme animaient son zèle, et il publiait de temps à autre quelques ouvrages pour s'opposer au torrent qui menaçait d'envahir la Sorbonne elle-même. Malgré les vives souffrances qu'il ressentait à cette époque, il acheva son *Histoire des conciles généraux*, revit ses *Traité des Appels comme d'abus* et *De la puissance ecclésiastique* ; il mit la dernière main à son *Apologie* pour l'autorité de l'Eglise et du concile général, à son *Traité des malheurs des derniers temps*, à l'*Histoire de l'Université de Paris*, à la défense de son livre sur la *Puissance ecclésiastique et politique*, à la réfutation de Duval, qui avait attaqué ce dernier ouvrage ; enfin à l'*Histoire de son syndicat*.

Tandis qu'il s'appliquait à revoir tous ses ouvrages, il tomba plus dangereusement malade, le 10 juin 1629. Les douleurs de la pierre, qu'il ressentait depuis longtemps, devinrent si vives, qu'il demanda le saint-viatique. Duval, son adversaire passionné, mit tout en œuvre pour qu'on exigeât de lui préalablement une rétraction de son livre de la *Puissance ecclésiastique et politique* ; on ne crut pas devoir se soumettre à ces exigences d'un ennemi. Richer reçut, avec la piété qui lui était habituelle, les derniers sacrements ; mais il n'était pas arrivé, comme il le pensait, à sa dernière heure, et il vécut encore assez pour supporter les persécutions de Richelieu, qui, par calcul, se déclara son ennemi.

¹ Baillet, Vie de Richer ; Lettres de Morisot ; Journal des Savants, 21 août 1702.

Non content d'avoir été élevé au cardinalat, Richelieu avait demandé le chapeau pour son frère, qui, de chartreux, était devenu successivement archevêque d'Aix et de Lyon. Une bulle de Sixte V défendait d'élever deux frères au cardinalat; le nonce fit espérer à Richelieu qu'Urbain VIII y dérogerait en sa faveur, s'il voulait reconnaître cette grace en obligeant Richer à rétracter son livre de la *Puissance ecclésiastique et politique*, et faire jurer aux bacheliers de Sorbonne de s'attacher aux décrets des papes, dans l'enseignement théologique. Richelieu accepta les conditions. En conséquence, Urbain VIII nomma l'archevêque de Lyon cardinal, et Richelieu ne songea plus qu'à exécuter sa promesse.

Le 4 décembre 1629, Charles Talon, curé de Saint-Gervais, porta à Richer, de la part du cardinal, une déclaration que ce prélat avait rédigée lui-même avec le conseil de Duval, et lui dit que l'on exigeait qu'il la signât; elle était en latin, et en tout conforme à celle que Duval lui avait présentée en 1620. Richer demanda copie de cette déclaration et la liberté de faire des observations au cardinal-ministre. Le lendemain, il réunit ses amis et leur donna lecture de la pièce qui lui était imposée; trois jours après, Talon passa de nouveau chez Richer, le fit monter dans une voiture et le conduisit chez le ministre, où il trouva le fameux Père Joseph, capucin et confident intime de Richelieu¹. Après une discussion que ce ministre ne permettait que pour la forme, il abusa de son autorité pour effrayer un homme affaibli par les souffrances, et il ordonna au P. Joseph de le conduire dans sa chambre, où Richer, accablé de douleur, signa tout ce qu'on voulut, pour se soustraire à la persécution. Richelieu fit légaliser la déclaration par deux notaires et la remit au nonce, qui l'envoya au pape.

Le nonce, ayant obtenu cette première victoire, demanda que Richelieu exécutât la seconde partie de sa promesse, qui consistait

¹ François Le Clerc du Tremblay, qui prit en religion le nom de Joseph, était fils de Jean Le Clerc du Tremblay, ambassadeur à Venise, et de Marie de La Fayette. Il naquit à Paris, le 4 novembre 1577. Il montra dans sa jeunesse des dispositions extraordinaires pour s'instruire; il acquit beaucoup de connaissances, voyagea en Italie, en Allemagne et en Angleterre. Il entra dans l'ordre des Capucins, et prit l'habit le 2 février 1599. Il fit profession, l'année suivante, entre les mains de frère Ange de Joyeuse. Il devint Provincial de son Ordre, et peu à peu se trouva mêlé aux affaires du gouvernement. Richelieu, devenu ministre tout puissant, se servit du P. Joseph pour exécuter les desseins qu'il formait souvent d'après ses conseils; car le P. Joseph était aussi profond politique qu'habile diplomate.

à faire jurer les bacheliers de s'attacher aux décrets des papes, dans l'enseignement théologique.

Richelieu était proviseur de Sorbonne et venait de remplacer, par une belle église et de vastes bâtiments, les masures que l'on appelait le collège de Sorbonne. Les docteurs étaient flattés de la protection et de la magnificence du puissant ministre et ils étaient disposés à tout lui accorder. Richelieu mit quelques correctifs et restrictions à la proposition qu'il voulait faire ; le 2 janvier 1630, il la fit adopter, et il n'y eut que trois docteurs assez courageux pour refuser leur adhésion.

Les deux victoires que l'ultramontanisme venait de remporter étaient peu glorieuses.

Richer, qui s'attendait à la violence qui lui serait faite, avait rédigé une protestation qu'il joignit à son testament avant de se rendre chez le cardinal. A peine eut-il quitté son palais, qu'il la publia. Elle fit grand bruit et alla jusqu'à Rome. Urbain ne put dissimuler le chagrin qu'il en éprouva. On disait tout haut à Rome que Richelieu avait joué le pape, et qu'il ne se souciait plus de tenir sa parole depuis qu'il avait reçu le chapeau de cardinal pour son frère.

Richelieu tint à se disculper et à prouver sa bonne volonté au pape. En conséquence, il le pria d'envoyer de Rome un homme ayant sa confiance, qui serait témoin de ce qu'il avait résolu de faire. Urbain envoya donc à Paris un notaire apostolique, qui fut logé dans l'hôtel du P. Joseph ¹. Quelques jours après l'arrivée de ce notaire, Duval alla inviter Richer à dîner chez le P. Joseph, de la part du cardinal qui voulait, dit-il, le consulter après le repas sur quelques points de controverse. Richer s'excusa d'abord sur son état de souffrance, sur l'habitude qu'il avait contractée de ne jamais manger hors de chez lui ; mais, vaincu par les instances qui lui furent faites, il se décida à partir avec Duval. Après qu'on se fut levé de table, le P. Joseph fit entrer Richer dans une chambre avec Duval et le notaire apostolique, puis il lui dit que la question sur laquelle on désirait avoir son avis était celle de l'autorité du souverain pontife. Richer exposa son opinion avec beaucoup de clarté et de modération. A peine avait-il fini de parler, que le P. Joseph lui présenta un papier sur lequel était écrite une rétracta-

¹ Ce religieux avait un hôtel outre l'appartement qu'il occupait chez le cardinal.

tion. Deux hommes armés parurent en même temps et le menacèrent de mort s'il ne signait ce qui lui était présenté. Richer, étourdi, signa, et aussitôt, il eut la liberté de se retirer. Dès qu'il fut rentré chez lui, il dicta le récit de tout ce qui venait de se passer, et en signa les copies, qui furent adressées à ses amis.

L'émotion que fit éprouver au docte vieillard cette scène étrange fut mortelle pour lui. Il ne fit plus que languir jusqu'au 28 novembre 1630, qu'il mourut, après avoir reçu une seconde fois les derniers sacrements avec la piété la plus touchante.

Richer donna, pendant toute sa vie, des preuves d'une vertu solide, d'une intégrité de mœurs que ses adversaires les plus injustes ont reconnue. Sans affecter une sévérité stoïque, il mena une vie frugale, sérieuse et retirée. Sa science était vaste ; l'Écriture-Sainte, les Pères de l'Église et les monuments de la discipline ecclésiastique lui étaient familiers. Il avait du goût et de la critique. Son style est simple, naturel, mâle et exempt de cette barbarie scholastique qui était ordinaire aux théologiens de son temps. Des adversaires ont pu tirer de mauvaises conséquences de quelques-uns de ses principes ; mais Richer protesta toujours contre ces conséquences. Il vécut et mourut en prêtre fidèle et dévoué à l'Église. L'ultramontanisme a intérêt à en faire un chef de secte. Mais l'histoire impartiale ne peut lui attribuer une doctrine qu'il a toujours désavouée. Si on peut la trouver dans quelques-unes de ses paroles, elle ne fut jamais dans son cœur.

Les préoccupations théologiques du cardinal de Richelieu ne l'empêchaient pas de poursuivre ses deux grands desseins : l'abaissement de la famille hispano-autrichienne et la destruction des Protestants de France.

L'année même où ils avaient obtenu la paix, (1626), les Protestants s'étaient réunis en synode national à Castres, avec la permission du roi ¹ ; tout s'y passa avec calme et on y désavoua par un acte authentique les négociations faites pendant les guerres civiles avec les Espagnols. Mais tout le parti n'était pas animé de ces intentions pacifiques ; des émissaires de l'Angleterre et de La Rochelle parcoururent les provinces et cherchèrent à les exciter à la guerre. Du reste, les projets du cardinal de Richelieu n'étaient pas un mystère, et il profitait des apparences de paix, dit un historien ²,

¹ *Mercur françois*, *passim* ; Benoit, *Hist. de l'Édit de Nantes*.

² *Histoire de l'Église*, par l'abbé de Choisi, t. x, p. 286.

« pour ramasser des troupes, des vaisseaux et de l'argent, et se mettre en état d'accabler les Huguenots. » Ces préparatifs effrayèrent les Protestants les moins soupçonneux. Bientôt des troupes s'approchèrent de La Rochelle, qui se mit en état de défense; Soubise demanda avec instance une flotte au roi d'Angleterre; ce prince employa les mois d'avril, de mai et de juin 1627, à la préparer. Louis XIII résolut de prendre lui-même le commandement des troupes qui étaient devant La Rochelle; une maladie l'arrêta en route, et le duc d'Angoulême le remplaça. Lorsque ce duc arriva en Poitou, la flotte anglaise s'était déjà approchée des côtes de France¹. Elle était composée de 90 vaisseaux et portait 8 à 10,000 hommes de troupes réglées, avec toutes les munitions nécessaires; le duc de Bouckingham, qui la commandait, publia un manifeste daté de son bord le 21 juillet 1627; il y exposait les motifs de son entreprise. Un des principaux était les infractions faites au traité de paix conclu avec les Protestants et dont le roi d'Angleterre, selon lui, était le garant. Les Rochellois étaient divisés en deux partis, les uns voulaient la paix et à leur tête était Godefroy, maire de la ville; les autres voulaient la guerre. Soubise ne fut reçu dans la ville qu'à la prière de la duchesse de Rohan, sa mère, qui s'y était réfugiée. Il était accompagné de Beccher, secrétaire de Bouckingham, qui fit tous ses efforts pour persuader aux habitants de La Rochelle de recevoir avec reconnaissance les secours du roi d'Angleterre. On lui répondit assez froidement qu'on remerciait ce prince de ce qu'il avait fait, mais qu'on ne pouvait prendre aucune résolution avant d'avoir consulté les autres Églises protestantes, conformément au serment d'union qui les unissait ensemble. Les Anglais, pour attendre cette décision, descendirent dans l'île de Ré, après avoir remporté un avantage sur Toiras, qui y commandait au nom du roi de France.

Richelieu, ayant appris la descente des Anglais dans l'île de Ré, envoya aussitôt, dans tous les ports de l'Océan, de l'argent et des ordres pour équiper tous les bâtiments qui s'y trouvaient. L'abbé de Marsillac, son maître de chambre, se rendit aux Sables d'Olonne et l'évêque de Mende au Havre, avec la mission de mettre tout en mouvement sur les côtes. Le duc de Guise reçut le commandement de l'armée navale, et Gaston d'Orléans, frère du roi, celui de l'armée de terre, que lui céda le duc d'Angoulême.

¹ *Mercure françois; Journal du siège de La Rochelle; Mémoires de Richelieu*, liv. 18 et 19.

Les Rochellois, se voyant pressés par cette armée, cédèrent enfin aux exhortations de Soubise, se déclarèrent en insurrection, chassèrent l'intendant de justice qui résidait parmi eux, au nom du roi, et publièrent un manifeste. On commença dès lors à serrer la ville de plus près. Le roi arriva le 12 octobre et prit le commandement de l'armée, il envoya six mille hommes dans l'île de Ré, sous la conduite de Schomberg; les Anglais furent obligés d'abandonner ce poste, après avoir éprouvé un échec. La Rochelle fut bloquée par terre au moyen d'une circonvallation qui embrassait toute l'enceinte de la ville, et, du côté de la mer, on ferma son port par une digue de pierres sèches assez solide pour résister à la violence des flots.

Le duc de Rohan levait des troupes dans l'intérieur de la France, afin de faire diversion au siège de la Rochelle. Au commencement de l'année 1628, il essaya, mais inutilement, de se rendre maître de la citadelle de Montpellier, et ses lieutenants firent quelques expéditions. Le prince de Condé emporta sur lui plusieurs avantages et pacifia le Languedoc et le Vivarais; pendant ce temps-là, la division était au camp du roi. Un grand nombre de seigneurs désapprouvèrent la guerre, et blâmèrent Richelieu d'avoir forcé les Rochellois à se révolter en préparant une expédition contre eux. Le roi, ennuyé du blocus, retourna à Paris. Richelieu resta devant La Rochelle, et présida chaque jour le conseil de guerre, pour diriger les opérations du siège; il fit quelques tentatives inutiles pour s'emparer de la ville par surprise, et fut obligé de s'en tenir à son projet de la prendre par la famine. Une flotte anglaise parut le 11 mai, à la hauteur de l'île de Ré, et s'approcha de la digue qui fermait le port. Le comte Derbigh la commandait; cet amiral n'osa attaquer la flotte française, et se retira après avoir tiré quelques coups de canon. Le roi revint au camp; il fit tirer des coups de mousquet sur une multitude de femmes, de vieillards et d'enfants que l'on avait contraints de sortir de la ville; il avait fait arracher des herbes et des légumes qui croissaient entre les murailles et la circonvallation, et voulait que l'on tirât sur les malheureux qui venaient ramasser quelques coquillages sur le bord de la mer. Une affreuse famine régnait dans la ville; Jean Guiton, qui avait remplacé Godefroy dans la charge de maire, montra, dans ces tristes circonstances, une énergie peu commune; il avait d'abord fait quelque difficulté d'accepter cette charge; forcé enfin de se rendre aux vœux de ses concitoyens, il prit un poignard et leur dit : « Je

serai maire, puisque vous le voulez, à condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce poignard dans le sein du premier qui parlera de se rendre : je consens qu'on en use de même envers moi dès que je proposerai de capituler ; et je demande que ce poignard demeure tout exprès sur la table de la chambre où nous nous assemblons dans la maison de ville. »

Guition soutint ce caractère jusqu'à la fin. Un jour qu'on lui faisait observer que la famine décimait affreusement la population, « eh bien, dit-il avec calme, il suffit qu'il en reste un pour fermer les portes. »

Le 8 juillet, Richelieu écrivit aux Rochellois que, s'ils ne se rendaient sans délai, ils n'avaient plus à compter sur la clémence royale. Guition, après avoir lu cette lettre publiquement, se déclara contre ceux qui proposeraient de se rendre ; prétendit que la ville pouvait tenir encore longtemps, et annonça un secours très prochain du roi d'Angleterre. Ayant fini son discours, il renvoya le porteur de la lettre du cardinal, en lui disant qu'on n'avait pas d'autre réponse à lui donner.

La ville était loin d'avoir les forces que lui prêtait Guition, par un motif facile à comprendre, et les députés qu'elle avait envoyés au roi d'Angleterre faisaient à ce prince un tableau désolant et trop vrai de sa détresse, pour l'engager à hâter les nouveaux secours qu'il promettait. Des murmures et des attroupements commençaient à avoir lieu dans La Rochelle ; on parlait tout haut de se rendre si le secours n'arrivait pas. Pour effrayer le peuple, Guition fit décapiter les douze qui disaient le plus ouvertement qu'il fallait cesser toute résistance, et il exposa leurs têtes sur une des portes de la ville ; mais la famine était si horrible, qu'on ne pouvait espérer longtemps retenir le peuple par de telles sévérités. Déjà les animaux les plus dégoûtants avaient servi de nourriture aux pauvres, et les plus riches étaient menacés de ne pouvoir bientôt plus rien se procurer, même à force d'argent.

Le 9 août, il fallut tenir une grande assemblée pour délibérer sur le parti qu'on avait à prendre. Guition donna un soufflet à un conseiller qui parla de rendre la ville ; mais il reçut lui-même un coup de poing, et l'assemblée se sépara en tumulte, sans avoir rien décidé. Pendant les mois d'août et de septembre, on se réunit plusieurs fois, et l'on ne craignait plus d'accuser les Anglais de trahison et de dire bien haut qu'il fallait ouvrir les portes au roi. Guition conservait toujours la même énergie. Le 3 septembre, il assurait encore

ses concitoyens de la bonne volonté du roi d'Angleterre pour les secourir. « Si la flotte n'est pas arrivée, disait-il, c'est la faute de Boukingham, qui nous a trahis ; mais le roi d'Angleterre le sait, et il confiera le commandement de la flotte à un amiral plus dévoué à nos intérêts. »

La flotte anglaise parut enfin le 28 septembre (1628), à la hauteur de l'île de Ré. Le 3 et le 4 octobre, une assez vive canonnade fut échangée entre les deux flottes, en vue de La Rochelle. L'amiral anglais, convaincu de l'impossibilité de secourir cette ville, conseilla aux Protestants de faire la paix avec le roi. On entama donc des négociations, qui aboutirent à une capitulation dans laquelle on accorda aux Rochellois la vie, la jouissance de leurs biens, l'abolition de leurs crimes passés et le libre exercice de leur culte. Plusieurs magistrats de la ville signèrent cette paix, le 28 octobre, au nom de tous leurs concitoyens. Le 30, les troupes du roi entrèrent dans la ville. Guiton en remit les clefs à Schomberg, qui lui déclara qu'il n'était plus maire et que les privilèges de la ville étaient abolis. Le roi entra dans La Rochelle le 12 novembre. La duchesse de Rohan, âgée de quatre-vingt-dix ans, et sa fille refusèrent d'être comprises dans la capitulation ; elles furent, en conséquence, enfermées au château de Niort, comme prisonnières de guerre. Dans la nuit du 10 au 11 novembre, la flotte anglaise mit à la voile et quitta les côtes de France. Les fortifications de La Rochelle et des principales villes de la Saintonge et de l'Aunis furent détruites.

Ainsi fut réalisée la pensée favorite du cardinal de Richelieu. Il dit lui-même ¹ « qu'étant attaché aux fonctions de l'épiscopat dans le diocèse de Luçon, près de La Rochelle, il pensait souvent, dans une profonde paix, aux moyens de ranger cette place à l'obéissance du roi. « Ces pensées, ajoute-t-il, passaient alors dans mon esprit pour des songes et de vaines imaginations ; mais Dieu ayant voulu depuis que l'on entreprît ce qui ne me semblait autrefois que des chimères, et que l'on attaquât cette place pour la réduire à son devoir, je pensais, durant ce siège, à retirer de l'hérésie, par la raison, ceux que le roi retirait de la rébellion par la force. »

La guerre continua en Languedoc jusqu'en 1629, que le duc de Rohan fit de nouveau sa paix avec le roi.

Richelieu, ayant réduit les Protestants de l'intérieur à l'impuissance par la prise de La Rochelle, poursuivit son second projet, qui

¹ Richelieu, *Méthode pour convertir les hérétiques*.

était d'abaisser la maison hispano-autrichienne¹. Il partit lui-même pour l'Italie, en qualité de généralissime, à la tête de quarante mille hommes, secourut Casal, et prit Pignerol. Le pape s'entremet pour faire la paix. Bulles, légats, nonces se succédèrent avec une rapidité qui témoignait de sa volonté fortement arrêtée. Le cardinal neveu Barberini, et le nonce Pancyrolo avaient fait plusieurs voyages inutiles. Jules Mazarin, simple prélat romain, fut employé dans ces négociations, quoiqu'il n'eût alors que vingt-six ans; il se distingua par son habileté, et fut envoyé en France en qualité de nonce, lorsque la paix fut conclue. Richelieu avait apprécié Mazarin; et cet Italien, grâce à un si puissant protecteur, acquit en France une influence et des richesses considérables. Nous le verrons plus tard cardinal et ministre tout-puissant, pendant la minorité de Louis XIV.

Le roi, qui était parti pour l'Italie afin de se mettre à la tête de l'armée, étant tombé malade, se fit transporter à Lyon. Les intrigues s'agitèrent autour de lui. Gaston d'Orléans, son frère et sa mère, Marie de Médicis, obtinrent la disgrâce de Richelieu². Ce cardinal semblait perdu et se préparait à s'éloigner; le cardinal de La Valette et le fameux Capucin Joseph lui conseillèrent de faire auprès du roi une dernière tentative. Il alla le trouver à Versailles, où la reine-mère l'avait fait transporter. Louis, qui avait sacrifié son ministre par faiblesse, se remit par faiblesse entre ses mains, et Richelieu gagna sur ses adversaires une victoire complète. Ce jour, connu sous le nom de *Journée des Dupes*, fut le commencement de l'absolutisme de Richelieu. Gaston quitta la France; la reine-mère fut exilée à Cologne; Les deux Marillac perdirent la vie; des poteaux s'élevèrent de toutes parts, où l'on pendait en effigie tous ceux qui avaient secondé les vues de la reine-mère et de Gaston. Un grand nombre perdirent réellement la vie. La France et le roi lui-même tremblèrent devant les sanglantes exécutions que le terrible ministre ne regardait que comme une juste satisfaction à sa vengeance.

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 20 et 21.

² *Ibid.*



IV.

Ligue de Gaston avec la maison hispano-autrichienne. — Les évêques du Languedoc se déclarent pour lui. — Procès de ces évêques. — Gaston cherche à se réconcilier avec le roi. — Assemblée du clergé en 1635. — Question du mariage de Gaston. — Affaire du *Directeur désintéressé* de P. Camus. — Notice sur cet évêque. — Question des Réguliers. — *Petrus Aurelius* de l'abbé de Saint-Cyran. — Notice sur cet abbé. — Discussion sur le *Chapelet secret* du Saint-Sacrement. — Querelle de Henri de Sourdis, archevêque de Bordeaux, et du duc d'Épernon. — Affaire d'Urbain Grandier. — Mauvais vouloir de la cour de Rome pour Richelieu. — Le pape refuse de confirmer l'élection de Richelieu au généralat de Cîteaux et de donner le chapeau de cardinal au P. Joseph. — Démêlés de la cour de France et de la cour de Rome. — Publication et censure du *Traité des libertés de l'Église gallicane*. — L'Optatus-Gallus. — Opinion de l'abbé de Saint-Cyran sur l'opposition faite par Richelieu au pape. — Haine de Richelieu pour l'abbé de Saint-Cyran. — Captivité de cet abbé à Vincennes. — Témoignage de saint Vincent de Paul sur l'abbé de Saint-Cyran. — Projet de Richelieu de s'emparer des biens ecclésiastiques. — Assemblée du clergé à Mantes. — Censure des Jésuites Bauni et Cellot. — Censure des sermons des Réguliers contre la Messe paroissiale. — L'assemblée fait imprimer à ses frais les ouvrages de *Petrus Aurelius*. — Mort de Richelieu. — Mort de Louis XIII.

1631—1643.

L'INFLUENCE toujours croissante de Richelieu, sur le faible Louis XIII, faisait le désespoir de Marie de Médicis et de Gaston. Ce dernier n'était pas homme à lutter avec énergie contre le cardinal ; il n'avait pour cela ni assez d'intelligence ni assez de caractère ; mais, par jalousie contre le premier ministre, il était toujours disposé à prêter son nom à tous les complots formés pour le renverser. Marie de Médicis, pour donner à Gaston quelque énergie, employait surtout un oratorien nommé le P. Chanteloube, qui avait sur ce prince beaucoup d'influence. Nous n'avons point à raconter, dans cette histoire, les incessantes conjurations de Marie de Médicis et de Gaston, qui ne craignirent pas de s'entendre avec la maison hispano-autrichienne pour faire la guerre à la France. La maison de Lorraine, déchue de ses prétentions sur le trône de France, se joignit à eux contre le ministre tout puissant. Gaston épousa Marguerite de Lorraine, fille du duc. Cette alliance affermit leur union, et ils ourdirent des intrigues qui enfantèrent une guerre, d'où la France ne sortit triomphante que grâce à la politique de Richelieu et au génie guerrier de Condé et de Turenne.

Après s'être entendu avec l'étranger, Gaston ¹ se rendit en Languedoc (1632). Montmorency, gouverneur de cette province, et la plupart des évêques embrassèrent chaudement sa cause. Ces derniers s'appuyaient, dans leur opposition, d'un motif religieux. Richelieu venait de conclure avec Gustave-Adolphe, roi de Suède, un traité contre l'Autriche. L'alliance de Richelieu avec les Protestants d'Allemagne et de Suède leur semblait un scandale, et ils ne comprenaient pas qu'elle n'était qu'un expédient pour contrebalancer la puissance énorme d'une maison qui prétendait imposer sa volonté à toute l'Europe. Les Protestants français approuvaient la politique du cardinal, aussi leurs ministres résistèrent-ils aux sollicitations qui leur furent faites par les partisans de Gaston. Ils n'avaient pas oublié sans doute la prise de La Rochelle et ne pardonnaient pas à celui qui avait détruit ce rempart de leur puissance ; leur intérêt, cependant, leur défendait de se déclarer contre lui en faveur du parti espagnol. Les évêques du Languedoc se servaient aussi, dit Richelieu, du spécieux prétexte de la conservation des privilèges du pays. Gaston et Montmorency furent battus par les troupes royales. Montmorency, convaincu du crime de lèse-majesté, fut puni de mort. Gaston ne dut la vie qu'à son titre de frère du roi. Il s'enfuit aux Pays-Bas, où il renoua ses intrigues avec l'Espagne et la maison de Lorraine. Ils n'eurent pas moins que la prétention de ressusciter la *Sainte-Ligue*, et ils proposèrent au pape le titre de chef ². Mais celui-ci ne jugea pas à propos d'accepter cet honneur, et pensa qu'il était de son intérêt d'entretenir de bonnes relations avec la cour de France.

Louis XIII envoya alors le maréchal de Créqui à Rome, pour faire obédience au pape. Cet ambassadeur fut chargé, par Richelieu, d'obtenir de la cour de Rome la nomination de commissaires pour juger les évêques du Languedoc qui avaient pris le parti de Gaston et de Montmorency. Créqui obtint un bref à cet effet. Les commissaires furent Jean Jaubert de Barraut, archevêque d'Arles ; Victor de Bouthillier, ancien évêque de Boulogne et coadjuteur de Tours ; Charles de Noailles, évêque de Saint-Flour ; Achille de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo. Les évêques accusés étaient ceux d'Albi, de Nîmes, d'Uzès, d'Alet, de Lodève et de Saint-Pons ³.

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 23.

² *Ibid.*, liv. 24.

³ V. Procédures, mss. et la Gazette de France, *passim*.

L'évêque d'Uzès mourut avant qu'on eût commencé les procédures ; celui de Nîmes fut déchargé des poursuites, en considération des services de son frère, le maréchal de Toiras, à condition qu'il donnerait sa démission ; les évêques d'Albi, d'Alet, de Lodève et de Saint-Pons furent donc seuls en cause. Les commissaires leur adjointèrent René de Rieux, évêque de Léon en Bretagne, qui avait engagé le marquis de Vardes à livrer la ville de la Capelle à la reine-mère.

Dès que les accusés eurent appris qu'un bref avait été accordé par le pape contre eux, ils envoyèrent à Rome un Avignonnais qui dut s'entendre avec l'abbé d'Obazine, que Gaston avait envoyé au pape l'année précédente pour le disposer en faveur de la ligue. Cet Avignonnais avait pour mission de « supplier Sa Sainteté de révoquer son bref, de retenir la cause à soi ; et lui remontrer que ce dont on les accusait n'était point un crime d'État, puisqu'ils prétendaient n'avoir rien fait que de défendre *Monsieur* d'oppression, qui aussi bien venant à la couronne, chasserait ceux qu'on aurait mis en leur lieu »

Le pape n'eut aucun égard à cette demande.

En France, le procureur-général du Parlement représenta aux ministres du roi que « le bref du pape ne pouvait être exécuté sans lettres-patentes, qu'il ne devait avoir lieu que pour le délit commun, et que le cas privilégié demeurant toujours après le jugement des commissaires nommés par le pape, il importait à l'autorité royale que Sa Majesté donnât pouvoir à tels de ses officiers qu'il lui plairait de procéder au jugement des coupables. Le grand Conseil eut égard aux remontrances du procureur-général, et, par un arrêt du 16 mars 1633, le roi déclara que l'exécution du bref serait ordonnée par des lettres-patentes, et qu'en conséquence on ferait le procès aux accusés pour le délit commun « à la charge du cas privilégié, pour lequel le procès seroit fait par ceux des officiers de Sa Majesté qu'elle commettrait à cet effet, lorsqu'elle jugeroit nécessaire pour le bien de son service, le tout sans préjudice des droits de Sa Majesté, libertés, franchises et immunités de son Église gallicane. »

Les lettres-patentes furent expédiées le même jour, mais il n'y eut aucune commission établie pour juger le cas privilégié.

Les commissaires nommés par le pape commencèrent leurs procédures le 27 mai 1633, dans le couvent des Grands-Augustins à Paris ; comme le nombre des témoins était trop considérable, pour

évêque de Séez ; Léonor d'Étampes, évêque de Chartres ; Achille de Harlay, évêque de Saint-Malo, et Denis Cohon, évêque de Nîmes. Les cinq commissaires, avant de faire leur rapport, consultèrent les plus célèbres docteurs de la Faculté de théologie de Paris et des théologiens de plusieurs ordres religieux. Leur avis fut uniforme, tous déclarèrent qu'ils ne croyaient pas que les mariages dont il s'agissait fussent légitimes et valablement contractés. Cet avis fut signé le 22 juin par les docteurs Isambert, Foissart, Lescot, Habert et Cornet, au nom de la Faculté, et les Communautés les plus célèbres envoyèrent aussi aux commissaires leur avis séparément et en bonne forme ; quelques-uns ne le donnèrent pas d'une manière absolue et le soumirent au jugement du pape. Le célèbre abbé de Saint-Cyran, dont nous parlerons bientôt, désapprouva hautement cet avis ¹ et s'attira ainsi la haine du cardinal de Richelieu.

Les commissaires firent leur rapport à l'assemblée le 6 juillet. L'évêque de Montpellier porta la parole, et, dans un long discours, il établit : 1^o que le contract civil était la matière du sacrement de mariage et que, si ce contract était nul, il ne pouvait y avoir de sacrement ; 2^o que le contrat, pour être valide, devait être conforme aux lois du pays, et que les rois avaient le droit d'y mettre des conditions dont le défaut le rendait invalide et par conséquent incapable d'être la matière du sacrement ; 3^o que la coutume du royaume, qui tenait lieu d'une loi écrite, ne permettait pas aux princes du sang de se marier sans le consentement du roi.

Lorsque Pierre de Fenoillet eut fini son discours, on lut les avis des théologiens séculiers et réguliers. Le 10, l'assemblée donna une décision conforme et déclara que la coutume de France, qui ne permettait pas aux princes du sang de se marier sans le consentement du roi, était *raisonnable, ancienne, affermie par une légitime prescription et autorisée de l'Église*. Cette décision fut signée de tous les députés, et, le 15, les cinq commissaires, accompagnés de quelques députés, allèrent la présenter au roi, à Saint-Germain-en-Laye, et à Richelieu, qui était à sa maison de Ruel ².

¹ V. Procès de l'abbé de Saint-Cyran, déposition de l'abbé de Prières.

² Ce fut à propos des discussions relatives au mariage de Gaston que Launoy fit son fameux ouvrage intitulé : *Regia in matrimonium potestas*, dans lequel il défend la décision de la Faculté et de l'assemblée du clergé.

Marie de Médicis, avertie ¹ que le roi avait résolu de faire décider par le clergé de France la nullité du mariage de Gaston, avait écrit au pape pour le supplier de ne pas autoriser une pareille décision. Urbain VIII ayant eu connaissance de l'avis du clergé, en parla à l'ambassadeur de France à Rome, et témoigna au roi, par ses nonces, quelque mécontentement de ce que l'assemblée s'était mêlée de cette affaire. On répondit au pape : « qu'il n'y avait rien de plus juste que de prendre l'avis du clergé en une affaire si importante ; que la plainte qui lui était faite était suscitée par les Espagnols, qui, selon leur bonne coutume, prenaient part à tout ce qui pouvait troubler la France ; que Sa Majesté lui enverrait bientôt l'évêque de Montpellier pour l'informer de ce qui s'était passé. »

Pierre de Fenoillet partit en effet pour Rome avec des instructions qui sont ainsi résumées dans les mémoires de Richelieu ² :

« Ledit évêque fut dépêché par Sa Majesté, le 12 octobre, pour représenter à Sa Sainteté les raisons de nullité du prétendu mariage, et l'éclaircir de la sincérité des intentions de Sa Majesté à ce sujet. Elle lui commanda d'éviter de faire croire à Sa Sainteté que Sa Majesté estimât avoir besoin que son droit fût fortifié par l'approbation et déclaration de Sa dite Sainteté, comme si sans cela Sa Majesté doutoit de la susdite nullité ; mais qu'il avoit jugé à propos, pour la révérence et l'affection cordiale qu'il lui portoit, de l'informer plus particulièrement de la nécessité et de la justice du dessein qu'il avoit de ne permettre en sorte quelconque, pour aucun accident qui pût arriver, que ce prétendu mariage subsistât, comme étant très préjudiciable au repos de la nation, à la tranquillité de ce royaume et ensuite au bien de la chrétienté ; que Sa Sainteté ayant une parfaite intelligence de tous les intérêts des princes chrétiens, et spécialement de cette couronne, savoit mieux que personne le dommage que la France recevrait de cette alliance ; qu'elle savoit l'ancienne prétention de ceux de la maison de Lorraine, et qu'ils ont pratiqué sur cet État les injustes et les violents moyens pour la faire valoir, et que quelques-uns de leur famille, qui n'y avoient que le moindre rang, se sont servis avec tant d'avantage des alliances qu'ils ont recherchées avec les prédécesseurs de Sa Majesté, que depuis. le royaume a été rempli de

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 20.

² *Ibid.*

toutes sortes de confusions, à la veille de faire naufrage, tant par le changement de la religion que de l'État.

» Il lui fut ordonné de représenter que Sa Majesté se confioit tant en la justice et en la bonté de Sa Sainteté, qu'elle étoit assurée que, le pouvoir de la coutume de ce royaume en fait de semblables mariages étant établi par tant de décrets et de saints canons, elle ne voudroit pas blamer et improuver par actions contraires le procédé de ses prédécesseurs, ce qui seroit faire tort à lui-même, pour apporter un si notable préjudice aux anciens droits de la France et de son repos, au présent et à l'avenir, ce qui ne pourroit être que pour condescendre aux pernicieuses et injustes intentions des Espagnols, qui devoient être tenus pour si suspects en cette affaire, que le soin qu'ils prenoient de s'y opposer devoit servir au pape d'un préjugé manifeste de la justice de cette cause, qu'ils n'impugnoient que parce qu'ils savoient la raison qu'avoit cette couronne de maintenir cette coutume ; afin de se garder de pareilles surprises, que les Espagnols et leurs adhérents pourroient faire, par de tels prétendus mariages, pour troubler la maison royale et la paix publique ; que si le pape faisoit instance pour savoir ce que le roi vouloit faire par une plus ample déclaration de cette nullité, s'il se contentoit de ce que le Parlement en avoit dit, s'il vouloit s'adresser au tribunal et à l'officialité des évêques, ou se pourvoir à Rome, soit en remettant sa cause au pape ou demandant des juges *in partibus*, ou si le roi prétendoit que Monsieur son frère se mariât sans autre formalité ; il lui dit ne savoir pas quelle résolution Sa Majesté avait prise sur tous ces points ; que sa commission consistoit à lui représenter ce dessein, et l'éclaircir des raisons légitimes et des droites intentions du roi en tout ce qui s'étoit passé sur ce sujet ; qu'en la suite, il ne doutoit pas que le pape lui fit la faveur de croire qu'il n'useroit que de moyens convenables à la piété et à la justice, dont il faisoit une profession si publique, et avec tant d'approbation par Sa Sainteté de ses actions précédentes, qu'il se promettoit qu'elle ne se laisseroit prévenir d'aucun soupçon qu'il s'en voulut éloigner ; qu'il remontrât à Sa Sainteté que le Parlement avoit pu prononcer que le mariage n'étoit valablement contracté sans toucher le sacrement, ni offenser la juridiction ecclésiastique ; que l'avis de l'assemblée des prélats pour la confirmation de la coutume de France ne pouvoit être blâmé d'entreprise, ni contredit par aucune contraire autorité, étant conforme à tout le passé, et n'avoit pu être dénié à Sa Majesté, laquelle, selon

L'exemple de ses prédécesseurs, déféroit beaucoup aux témoignages du clergé, qu'en cette occasion les prélats avoient fait beaucoup moins que ceux qui s'assemblèrent à Senlis, sous Charles-le-Chauve, et excommunièrent Beaudouin et Judith, ce que le pape Nicolas I.^{er} n'approuva pas ; que si le pape insistoit que les fois avoient accoutumé de recourir à lui en semblables cas, alléguant l'exemple de Henri IV et autres, il répondit que le roi souhaiterait avec passion que la décision de cette affaire pût être remise à la seule personne de Sa Sainteté, et qu'il s'assuroit qu'elle n'en doutoit pas, connaissant comme elle faisoit le sujet qu'il avoit de se confier totalement en sa justice, joint à l'affection qu'elle portoit à la France et à sa personne ; mais que plusieurs prudentes raisons ne permettoient pas à Sa Majesté de charger le pape de cette peine, entre lesquelles la malice des Espagnols, qui les portoit à calomnier les plus justes actions de Sa Sainteté, n'étoit pas d'un petit poids en l'esprit de Sa Majesté, pour le déplaisir qu'elle auroit d'augmenter le travail que ces gens-là donnoient à Sa Sainteté en toutes rencontres ; qu'elle savoit aussi que, pour ce qui étoit de la Cour de Rome, le pape connoissoit mieux qu'aucun autre les partialités que les Espagnols y fomentoient, et la puissance qu'ils y avoient acquise par toutes voies, en sorte que le roi ne croyoit pas qu'elle lui voulût conseiller de commettre à un tel point les très certains et inviolables droits de la France, confirmés par les exemples des papes et de tant de siècles passés sans aucune contestation, qui n'alloient point à une moindre conséquence que la ruine de l'État au temps présent et à la postérité ; que, comme il étoit de la prudence des princes de recourir aux papes en telles occurrences, pour s'appuyer de leur autorité, lorsqu'il n'y avoit point sujet de craindre de l'exposer aux indignités et sinistres interprétations de personnes puissantes, que la même prudence requéroit de s'en abstenir quand l'on prévoyoit cet inconvénient ; outre qu'il devoit insinuer que ce recours n'étoit pas toujours nécessaire, et qu'il dépendoit de plusieurs concurrences auxquelles les papes et les rois devoient avoir égard pour leur propre intérêt ; qu'en France nous avons nos concordats approuvés du Saint-Siège, ce qu'il diroit sans offenser le pape et lui faire venir la pensée qu'on voulut se passer de lui, mais bien qu'on le pouvoit sans lui faire tort, que s'il offroit de députer des juges *in partibus*, il l'écoutât sans refuser ni accepter, et en donnât promptement avis au roi. Remarquant si le pape prétendoit de commettre des évêques françois ou d'un autre

pays, auquel propos, si le pape alléguoit que les évêques de France seroient suspects à la princesse Marguerite, il lui diroit qu'il ne seroit pas facile d'en trouver ailleurs auxquels le roi et Monsieur son frère se pussent confier, à cause de la grande brigue des Espagnols et des Lorrains, leurs adhérents, qui ne voudroient aussi se soumettre au jugement des ecclésiastiques dans l'obéissance des princes confédérés de Sa Majesté. D'où le dit sieur évêque pourroit inférer la difficulté que le pape trouveroit en cette affaire, quand même il voudroit qu'elle dépendit de lui, et qu'il feroit mieux, pour toutes sortes de bonnes raisons, d'approuver les moyens que le roi estimeroit plus convenables au bien de la chrétienté et de sa couronne, qui ne seroient jamais que très conformes à la coutume de ce royaume, approuvés par le souverain pontife, comme il étoit dit ci-dessus, et confirmés par le témoignage public de tous les Ordres de la France, et spécialement des ecclésiastiques, qui y avoient et y tenoient encore les premiers rangs. »

L'évêque de Montpellier fut bien reçu à Rome, et « dissipa, dit Richelieu, toutes les menées que les Espagnols faisoient pour faire trouver mauvais au pape ce qui s'étoit passé sur ce sujet. » Urbain se déclara même satisfait « du procédé qui avoit été tenu en cette affaire, » selon Richelieu ¹; cependant, au point de vue théologique, il n'approuva pas l'avis du clergé de France, et répondit toujours qu'il ne pouvait regarder comme invalide un mariage contracté avec toutes les conditions prescrites par le concile de Trente; et que, s'il étoit contraire aux coutumes de France, on pouvait le déclarer nul quant aux effets civils, quoiqu'il ne le fût pas quant au sacrement.

Après que le clergé eut donné son avis touchant le mariage des princes, deux conseillers d'Etat se rendirent à l'assemblée pour lui demander une subvention volontaire ² afin d'aider le roi à supporter les frais de la guerre qu'il avoit à soutenir contre l'Espagne et l'Autriche, et « décharger d'autant son peuple, qui étoit déjà assez oppressé par les nécessités des guerres passées, tant civiles qu'étrangères, et contre les Huguenots ³ » ce sont les paroles de Richelieu lui-même, qui ajoute :

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 27.

² Procès-verbal de l'assemblée de 1635, t. II de la Collection générale; Mémoires de Richelieu, liv. 28; Journal de l'assemblée de 1635, par Moreau, abbé de Saint-Josse; Mss. de la Biblioth. de l'Arsenal, Jurisp., n° 27.

³ Mémoires de Richelieu, *loc. cit.*

« Quelques-uns des députés mirent en avant qu'il étoit à propos d'avoir le consentement de Sa Sainteté auparavant que de faire lever ladite somme sur le clergé ; mais ils se rendirent à l'opinion des autres, quand ils eurent considéré que le pape avoit déjà accordé cette année une subvention au roi d'Espagne sur les biens ecclésiastiques de son royaume.

» De plus, ajoute Richelieu, cette coutume de demander, en semblables occasions, la permission de Sa Sainteté, étoit dès longtemps abrogée en France, et l'avoit particulièrement été à cause des abus commis en tels cas par la Cour de Rome, qui avoit même envoyé des bulles sous Charles IX, par lesquelles Sa Sainteté permettoit au roi de faire vendre cent mille écus de rente des biens de l'Église, malgré les ecclésiastiques, lesquelles bulles furent enregistrées au Parlement, hormis ces paroles : *malgré les ecclésiastiques*, qui furent rejetées.

» Et enfin, cette demande qu'on eût faite au pape eût donné occasion à l'empereur et au roi d'Espagne de lui en faire de semblables pour les ecclésiastiques de leurs Etats, ce qui eût été donner une quverture non-seulement contre le bien de cet Etat, mais encore de toute l'Église. Le nonce qui résidoit près du roi ne jugea pas en devoir faire plainte, pour les raisons ci-dessus alléguées, auxquelles il ne crut pas pouvoir apporter de réponses assez solides pour se formaliser de ce qu'on avoit fait. »

L'assemblée de 1635 s'occupa, comme la plupart de celles qui eurent lieu pendant le dix-septième siècle, des entreprises des Réguliers contre la juridiction épiscopale. Une guerre ouverte existait entre ces religieux et le clergé séculier. Les premiers étaient secrètement soutenus à Rome, où on les considérait comme une armée dévouée à l'ultramontanisme, mais les évêques de France luttaient contre eux avec une énergie qui forçait la Cour de Rome à dissimuler la protection qu'elle leur accordait.

Parmi ces évêques, les uns les combattaient avec une dignité et une fermeté vraiment dignes de l'Église, et d'autres s'emparaient des ridicules et des vices des Ordres religieux dégénérés, pour les livrer au mépris et à la risée du public. Parmi ces derniers, on remarquait surtout Pierre Camus, évêque de Belley, dont l'assemblée de 1635 prit la défense contre les moines.

Pierre Camus étoit un évêque de grande vertu. Son intimité avec saint François de Sales l'avait rendu célèbre, et ses nombreux ou-

vrages ¹ l'avaient mis au rang des littérateurs les plus distingués de son époque. Doué d'une extraordinaire facilité pour écrire, il enfanta une quantité prodigieuse d'ouvrages qui ne se distinguent ni par la profondeur de la science, ni par le génie, mais où l'on rencontre une grande facilité de composition. Il publia beaucoup de romans religieux, qui obtinrent un étonnant succès, et qui contribuèrent puissamment à faire tomber les romans de chevalerie.

Mais ses pamphlets contre les mauvais moines l'avaient signalé comme un des prélats les plus redoutables pour certains Ordres religieux qui ne voulaient vivre que d'abus. On aurait tort de considérer Pierre Camus comme ennemi des Ordres religieux en général; il était au contraire enthousiaste de ceux où les vertus étaient en honneur; on en trouve mille preuves dans ses livres; mais quant aux moines qui ne remplissaient pas les devoirs de leur vocation (et ceux-là étaient les plus nombreux au commencement du xvii.^e siècle), ils n'avaient pas de plus terrible ennemi que l'évêque de Belley. C'est pour les humilier et les livrer au mépris qu'ils méritaient, qu'il a composé *le Rabat-joie du triomphe monacal*; *La désappropriation claustrale*; *le Traité de l'ouvrage des moines*; *Les deux ermites*; *Le reclus et l'instable*; *L'antimoine bien préparé*; *L'antimoine*; *Le directeur spirituel désintéressé*.

Ce dernier ouvrage ayant été dénoncé à Rome par les moines, l'assemblée de 1635 en prit la défense, et nous lisons à ce propos dans le procès-verbal de cette assemblée ²:

« Monseigneur du Mans dit qu'étant à Rome il avoit appris qu'on procédoit à l'examen du *Directeur désintéressé*, composé par Monseigneur l'ancien évêque de Belley ³, et que la censure devoit bientôt en être faite; que cela l'obligea à voir Monseigneur le car-

¹ Nicéron (*Mémoires*, t. xxxvi, p. 105-138) compte plus de deux cents ouvrages composés par Camus.

² Procès-verbal de l'assemblée de 1635, t. II de la Collection générale, p. 774, édit. in-folio; *Mémoires mss.* de Hermant sur l'Hist. eccl. du xvii.^e siècle, liv. 1.

³ A cette époque, Camus avait quitté son évêché de Belley et s'était retiré en Normandie en qualité d'abbé d'Aconay. L'archevêque de Rouen, qui connaissait son zèle, l'avait prié de se charger de son diocèse avec la qualité de vicaire-général. Il reprit ainsi les fonctions épiscopales avec le zèle, la charité et la piété qui l'avaient distingué à Belley. Après plusieurs années de travaux, il sentit renaître en lui le goût de la retraite et se retira à la maison des Incapables de Paris. Le roi le força d'accepter l'évêché d'Arras; et il se disposait

dinal Barberin, lui en faire plainte et lui représenter que cette entreprise touchoit tout le clergé de France, qui seroit extrêmement offensé par la censure du livre d'un évêque françois que l'on vouloit déclarer hérétique, quoique son livre ne traitât d'aucun point de la foi, et offrir de le faire voir; que Monseigneur le cardinal Barberin rapporta sa plainte au pape, qui ordonna que le P. Montro, maître du sacré Palais, et les généraux des Ordres, conféreroient avec lui sur ce livre; qu'il étoit entré avec eux en cette conférence, à laquelle lesdits généraux avoient chacun apporté ledit livre, marqué en divers endroits qu'ils vouloient faire servir de fondement à la censure qu'ils projetoient, et qui n'étoient que des passages de l'Écriture sainte qu'ils prétendoient être ou tronqués, ou mal appliqués; mais qu'après l'avoir ouï, ils étoient demeurés d'accord que Monseigneur de Belley n'écrirait plus sur de semblables matières, ni les religieux aussi; lesdits généraux des Ordres s'étant obligés de faire les défenses nécessaires et d'enjoindre aux Provinciaux de tenir la main à l'observation d'icelles, et que l'on ne passeroit pas plus avant au fait de ladite censure; que le pape ayant approuvé leur accommodement, la chose étoit demeurée en ces termes; mais qu'il a eu avis que depuis son départ on a repris cet examen, et

à partir pour son nouveau diocèse, lorsqu'il mourut, le 26 avril 1652, âgé de 70 ans.

Camus étoit fort spirituel, et on cite de lui une foule d'anecdotes assez plaisantes. Le cardinal de Richelieu lui reprochant un jour d'attaquer trop violemment les moines: « Je ne vous connais, lui dit-il, d'autre défaut que cet acharnement contre les moines; et, sans cela, je vous canoniserais. Plût à Dieu! lui répondit Camus avec vivacité; nous aurions l'un et l'autre ce que nous souhaitons: vous seriez pape et moi saint. »

Camus avoit refusé des évêchés beaucoup plus considérables que Belley; il donnoit plaisamment cette raison de son refus: « La petite femme que j'ai épousée, disoit-il, est assez belle pour un *Camus*. » Prêchant un jour devant Gaston d'Orléans qui étoit placé à l'église entre d'Émery et de Bullion, intendants des finances, il laissa échapper cette exclamation, comme s'il se fût adressé à Jésus-Christ: « Ah! mon seigneur! quand je vous vois entre ces deux larrons! » L'assemblée comprit et se mit à rire. Richelieu lui ayant demandé ce qu'il pensait du *prince* de Balzac et du *ministre* de Silhon, il lui fit une réponse hardie: « Le prince ne vaut guère, et le ministre ne vaut rien. » Prêchant un jour aux Cordeliers, il dit: « Mes frères, admirez la grandeur de votre saint! ses miracles passent ceux du fils de Dieu. Jésus-Christ, avec cinq pains et deux poissons, ne nourrit que cinq mille hommes une fois dans sa vie, et saint François, avec une aune de toile (allusion au sac des Franciscains), nourrit tous les jours, par un miracle perpétuel, quarante mille faiméants. »

que s'il n'y est pourvu, la censure suivra bientôt ; qu'il estime que si la Compagnie fait quelque instance sur ce sujet, elle obtiendra aisément de Sa Sainteté ce qu'elle désirera.

» Après plusieurs entretiens graves et importants sur ce sujet, il fut résolu que Monseigneur de Limoges et trois autres députés veroient messeigneurs les nonces sur le fait de la censure du livre de Monseigneur de Belley, leur représenteroient ce que Sa Sainteté en avoit ordonné, l'intérêt que le clergé de France prend en cette occasion, et le préjudice qu'il en recevrait, et les supplieroient d'en écrire à Sa Sainteté, à ce qu'il lui plaise d'arrêter cette poursuite.

» Le 20 novembre, Monseigneur de Limoges dit qu'ils avoient vu Monseigneur le nonce sur l'avis de la poursuite que l'on renouveauit à Rome contre le livre de Monseigneur de Belley ; que Monseigneur le nonce les avoit reçus avec très grande courtoisie et témoignage d'estime de la Compagnie ; qu'il avoit trouvé les raisons, qu'elle a de supplier Sa Sainteté d'arrêter cette procédure, très justes, et promis d'en écrire à Sa Sainteté dès aujourd'hui. »

L'évêque d'Albi, qui étoit à Rome, fut en outre officiellement chargé par l'assemblée de faire toutes les démarches nécessaires pour arrêter le jugement du livre de l'évêque de Belley ; il ne sera pas hors de propos de faire connaître ce livre auquel le clergé de France s'intéressait si vivement :

Le directeur spirituel désintéressé étoit, d'après Pierre Camus, composé selon *l'Esprit du bienheureux François de Sales*.

« Je touche ici, dit l'auteur ¹, plusieurs cordes délicates et chatouilleuses ; il en sera de l'événement comme il plaira à la Providence, je n'en suis pas garant, seulement je puis assurer ici, en paroles de vérité et d'une charité non feinte, que mon intention a été sincère et sans passion en traçant cet ouvrage, et que j'ai plutôt pensé à servir Dieu dans le prochain qu'à préjudicier à personne. Ce n'est ici que comme un commentaire du troisième chapitre de la première partie de la *Philothée* ² de mon bienheureux P. François de Sales, évêque de Genève, et quoique je donne une assez large carrière à mon esprit, le laissant aller en la chrétienne liberté de ses pensées, je crois pourtant ne m'être point écarté des

¹ Le Directeur spirituel désintéressé, etc., avis au lecteur.

² On nommait ainsi l'*Introduction à la vie dévote, par saint François de Sales*.

sentiments de ce saint prélat, de la bouche de qui j'ai ouï autrefois des choses qui avoient bien autant de pointe et de vigueur, (que je ne die de rigueur) que celles que j'avance ici, quoiqu'il eût le lait et le miel sous la langue et que ses paroles aussi bien que ses mœurs fussent détrempées dans une douceur incomparable ¹. »

Après avoir exposé son but, en écrivant cet ouvrage, Pierre Camus fait le tableau des vertus et qualités d'un bon directeur, et il fait aussi ressortir les vices et les défauts des mauvais ; or, comme, parmi les Moines et surtout parmi les Mendians, il se trouvait plus de mauvais directeurs que de bons, l'auteur se trouve naturellement porté à les critiquer.

« Si les pasteurs, dit-il ², ne sont pas excusables, qui tiennent leurs ouailles sujettes et renfermées dans leurs parcs, qu'ils ne leur donnent pas la liberté de se repaître quelques fois en des paturages de piété, où elles se peuvent nourrir et engraisser par une saine doctrine et un bon exemple, qualités qui se trouvent aux Églises des Communautés bien réformées, de quelle sorte pourra-t-on couvrir la pratique de ceux qui, par un petit empire d'autant plus fort qu'il est moins apparent, et d'autant plus serrant qu'il est plus

¹ Ces paroles sont très explicites sur les entretiens particuliers de saint François de Sales. Il ne sera pas inutile de rapprocher de ce témoignage celui de la mère Angélique de Port-Royal, que saint François de Sales honorait de sa confiance et de son affection, comme nous l'avons rapporté ailleurs :

« Il est certain que saint François de Sales avait beaucoup plus de lumières qu'on ne pensait pour la conduite et la discipline de l'Eglise. C'était un œil qui voyait tous les maux et tous les désordres que le relâchement a causés dans les mœurs des ecclésiastiques et *des moines*. Mais il cachait tout dans le silence et *couvrait tout de la charité* et de l'humilité. Il gémissait, comme M. de Bérulle, des désordres de la cour de Rome, et me les marquait en particulier ; puis il me disait : « Ma fille, voilà des sujets de larmes, car d'en parler au monde dans l'état où il est, c'est causer du scandale inutilement. » Ces malades aiment leurs maux et ne veulent point guérir..... Il faut pleurer » et prier en secret que Dieu mette la main où les hommes ne sauraient la mettre ; et nous devons nous humilier sous les puissances ecclésiastiques » auxquelles il nous a soumis, et lui demander cependant qu'il les humilie et » les convertisse par la toute puissance de son esprit, et qu'il réforme les abus » qui se sont glissés dans la conduite des ministres de l'Eglise et lui envoie » de saints pasteurs animés du zèle de saint Charles, qui servent à la purifier par le feu de leur zèle et de leur science, et à la rendre sans tache et » sans rides pour la discipline, comme elle l'est pour la foi et la doctrine. » (Mémoires pour servir à l'histoire de Port-Royal, 2^e partie, 1^{re} relation.)

² Le Directeur spirituel désintéressé, 2^e partie, ch. 5.

interne, détournant les ouailles de leurs bergeries, les aliènent de leurs pasteurs, et par un art, non pas de Thessalie, mais de persuasion, font passer dans leur champ la moisson d'autrui... Je veux que le directeur particulier ne lie point à soi les âmes qu'il conduit. Qui ne voit le détour de l'amour-propre, lorsqu'il les entretient dans une excessive estime de l'état cénobitique en général?... Quand il viendra à son Ordre particulier, que ne dira sa bouche de l'abondance de son cœur ? C'est un lieu commun dont on ne peut sortir quand on y est une fois entré. Tout ce qu'il y a de saint, tout ce qu'il y a de pur, tout ce qu'il y a d'éminent, tout ce qu'il y a de bonne odeur en l'Église de Dieu y est ramassé. Il n'est que d'en être, ou au moins d'y être associé, d'en avoir des lettres de filiation, de participer à tant de jeûnes, de disciplines, de veilles, de prières, de mortifications, d'études, de chants, de prédications, de pèlerinages, de souffrances, et semblables œuvres que l'on y exerce et qui s'y pratiquent. O quel bonheur d'avoir liaison avec tout cela ! De là pour attirer à cette cordelle, tant de cordons grands et petits, tant de ceintures, tant de scapulaires, de rosaires, tant de tertiaires ou de tiercelets, tant de confréries, de congrégations qui sont autant de petits surgeons de l'empire des Ordres qui étendent leurs pampres jusques à la mer du siècle et leurs provins jusques aux fleuves des familles séculières.

» Mais quoi ? il semble ¹ que vous blâmez tant de saintes confréries établies pour le salut de tant d'âmes, approuvées par le Saint-Siège, et qui font un si notable fruit par toute la chrétienté?... Ah ! Dieu me préserve d'une si criminelle et odieuse pensée ! Non, certes je n'en reprends pas la chose ni le bon visage ; mais seulement l'hameçon impérieux caché sous ces belles apparences, car qui ne voit que c'est amener l'ânon à l'ânesse ?...

» Ici nous ne parlerons que de l'abus qui rend, par cette industrieuse piété, chefs et gouverneurs des peuples, ceux qui, par leur condition, renoncent à cette charge, et qui néanmoins, en étant sortis par la grande porte, y rentrent par ces petites, et soustraient le gouvernement des âmes à ceux qui, par leurs offices, en sont chargés... de ceci je ne parle point par cœur ; car, dans la propre bergerie où j'ai été mis en sentinelle, j'ai autrefois découvert des tiercelets, comme oiseaux de passage, venant de fort loin, faisant leurs rondes et leurs visites, exerçant en des familles laïques et

¹ Le Directeur spirituel désintéressé, 2^e partie, ch. 6.

purement séculières, sous le manteau de ces filiations, des actes de juridiction spirituelle¹, faisant rendre compte des actions, faire des coupes qu'ils appellent, ordonnant, commandant, enjoignant des pénitences extérieures, faisant mettre à genoux et demander pardon, en la même façon que s'ils eussent exercé une pleine autorité cénobitique; si cela n'est pas aller au-delà de la pantoufle, je ne sais ce que c'est....

» De là tant d'observances qui sont certes très saintes en la dévotion claustrale, mais qui souvent sont fort ineptes en la civile, et qui apportent beaucoup de murmures et de désordres dans les ménages; j'en dis assez pour être entendu de ceux qui me doivent entendre: il ne faut pas tant moucher, qu'enfin au lieu de purger le cerveau, il en sorte du sang. »

Pierre Camus est aussi juste et vrai que malin lorsqu'il traite de la jalousie des moines contre le clergé.

« Il est à désirer, dit-il, que les cénobites rendent l'honneur à qui l'honneur est dû, déferans aux pasteurs, tant diocésains que subalternes, tant aux prêtres comme aux autres ecclésiastiques du clergé, les respects que leur rang mérite, sans donner, par des termes de mépris ou de peu d'estime, sujet d'offense aux uns et de scandale aux esprits faibles. Qu'ils parent de tant d'éloges qu'ils voudront la vie cénobitique, dont il y a de gros volumes qui en mettent l'excellence, la dignité, l'utilité, la gloire, l'éminence, la perfection au-dessus de tout ce qui est en la terre, jusque sur la dignité des rois et des pontifes, qu'ils la haussent, si bon leur semble, par-dessus les anges; qu'ils produisent leurs apocalypses et qu'ils nous fassent voir un de leurs patriarches avec le monde sous ses pieds, avec toutes ses couronnes, thiares et mitres; un autre avec des croix, des crosses et des enseignes pastorales pour son escabeau; un autre tenant le bras de Dieu comme un autre Moïse, et l'empêchant de darder sur le monde les flèches ardentes de son courroux par les trois fléaux qui le dépeuplent; un autre soutenant de ses épaules l'église de Saint-Jean de Latran, mère et matrice de toutes les autres, prenant coup à sa ruine..... Qu'ils se disent le sel et la lumière de la terre, la plus illustre portion du troupeau de Jésus-Christ, les apôtres du vieux et du nouveau monde; que le ciel fondroit, que la terre abîmeroit, que toute la masse de l'univers retourneroit en son premier chaos, sans la science, la cons-

¹ Le Directeur spirituel désintéressé, 2^e partie, ch. 12.

ciencia, les enseignements, les travaux, les austérités, les prières les mérites des cénobites ; nous en voulons encore croire plus qu'ils n'en sauroient dire. On les laissera volontiers dans cette brave estime ; mais, du moins, que cette exaltation ne vienne pas à déprimer un Ordre que Jésus-Christ a non approuvé par son vicaire général, mais établi lui-même et où lui-même s'est rangé, puisqu'il s'est fait *prêtre éternel, prince des pasteurs et évêque de nos âmes*.....

» C'est une triste façon de s'avancer vers la gloire en noircissant celle d'autrui, comme si on ne se pouvoit élever qu'en faisant marche-pied des autres..... Appeler les pasteurs des chiens muets ; des mers sans eaux, balottées des vents ; des arbres infructueux, deux fois morts ; des écumes de mer ; des étoiles errantes ; se repaissant eux-mêmes ; et autres semblables caresses tirées de saint Jude, et sinistrement appliquées ; cela est un peu contraire à la modestie. Dire qu'ils ont réveillé les gardes et sentinelles de l'Eglise à la vue de l'hérésie, tandis que les chiens dormoient, et se comparer aux oisons du Capitole, c'est faire comme le vin nouveau, qui salit son vaisseau en se purgeant par son écume. »

On a souvent considéré le *Directeur désintéressé* comme dirigé seulement contre les moines. C'est une erreur. Pierre Camus attaque aussi bien les abus du clergé séculier dans la direction des âmes. Son livre, spirituel et malin, est rempli des plus hautes considérations, des exhortations les plus pathétiques à la pratique des vertus religieuses et sacerdotales. Il n'est pas une satire injuste, mais une critique vraie et impartiale des abus déplorables qui existaient de son temps. On ne doit donc point s'étonner que le clergé de France l'ait pris si hautement sous sa protection.

L'assemblée de 1635 se déclara aussi en faveur d'un ouvrage qui a été, comme le *Directeur désintéressé*, l'objet des plus vives attaques de la part des religieux et surtout des Jésuites. Nous voulons parler de l'ouvrage publié sous le titre de *Petrus Aurelius*, par Du Verger de Hauranne, abbé de Saint-Cyran. Avant de faire connaître ce livre et le jugement qu'en porta l'assemblée de 1635, nous devons esquisser la vie de l'auteur, qui joua un rôle important dans l'Eglise.

Jean Du Verger de Hauranne ¹ naquit à Bayonne en 1581 ; sui-

¹ Mémoires de Lancelot, Mémoires de Fontaine ; D. Clemencet, Hist. génér. de Port-Royal ; Mémoires mss. de Hermant, sur l'Hist. ccel. du xvii.^e siècle. liv. 1 ; Hist. mss. du Jansénisme, par le P. Rapin, Jésuite, Bibl. Ars., théol., 56.

vant le conseil de l'évêque de cette ville, Bertrand d'Eschaux, il alla faire ses études à Louvain. Il étudia la théologie sous Stapleton, au collège des Jésuites ¹, et, le 26 avril 1604, il soutint une thèse qui lui attira les éloges les plus flatteurs ; Juste-Lipse, qui y assista, complimenta le jeune théologien non-seulement de vive voix, mais par écrit. Voici les paroles de l'illustre savant ² :

« Comme on ne sauroit aimer la vertu sans la connoître, on ne sauroit aussi la connoître sans avoir beaucoup de passion de procurer aux autres le même bonheur et sans être touché d'une joie sensible lorsqu'on voit augmenter le nombre de ses amateurs. C'est la raison qui m'engage à estimer autant que je le fais le naturel heureux et porté aux grandes choses de Jean Du Verger de Hauranne, originaire de Bayonne. Je l'ai vu, depuis quatre ans environ, dans l'Université de cette ville, s'appliquer avec assiduité à l'étude des bonnes lettres, et principalement de la théologie, à laquelle, comme à la reine des sciences, il a consacré toute l'étendue et la subtilité de son génie (*ingenii ignem.*) Il nous en a donné des preuves admirables en une infinité de rencontres, et entre autres, le 26 du mois d'avril dernier, dans une dispute solennelle, où il répondit publiquement, sur toutes les matières de la théologie, avec tant de vivacité, de délicatesse et de force, qu'il ravit en même temps l'esprit et le cœur de tous ceux qui furent témoins de cette action. C'est de quoi nous portons un témoignage très sincère. Je prie Dieu de perfectionner de plus en plus ce génie sublime qu'il n'a mis au monde, autant que nous pouvons le prévoir, que pour en tirer sa gloire et pour le bien et l'utilité de toute la république chrétienne.

« A Louvain, le 12 mai 1604.

» Signé : Juste-Lipse, professeur
» et historiographe. »

Après avoir soutenu cette thèse solennelle, Du Verger quitta Louvain et rentra en France ³. A la même époque, Jansenius se

¹ D. Clemencet remarque que Du Pin, Leydecker et Abelly se sont trompés en disant que Du Verger se lia à Louvain avec Jansenius ; ils ne se connurent qu'à Paris, après leurs études.

² Just. Lips. *Épist.* 41, *Centur.* 5.

³ Du Pin (*Hist. eccl. du XVII.^e siècle*) prétend qu'avant de rentrer en France, il étudia avec Jansenius sous Fromond. C'est une erreur, comme l'a très bien remarqué D. Clemencet ; car Fromond, ami de Jansenius, était beaucoup plus

rendait à Paris, d'après le conseil des médecins, qui lui avaient conseillé de changer d'air pour rétablir sa santé altérée par ses études. Du Verger connut Jansenius à Paris, et l'emmena avec lui en 1611 à Bayonne. L'évêque de cette ville donna au premier un canonicat dans son Église, et mit Jansenius à la tête d'un collège qu'il venait de fonder. Les deux amis passèrent à Bayonne cinq années, pendant lesquelles ils s'appliquèrent à l'étude des Pères et principalement de saint Augustin, leur docteur de prédilection. En 1616, Bertrand d'Eschaux fut transféré sur le siège archiepiscopal de Tours. Du Verger le suivit, et Jansenius retourna à Louvain. Du Verger ne resta pas long-temps à Tours. L'évêque de Poitiers, Louis Chateignier ou Castagnier de la Rochepezay, l'ayant demandé pour grand vicaire, il se rendit auprès de lui, avec le consentement de Bertrand d'Eschaux ¹. En 1620, l'évêque de Poitiers se démit en faveur de son grand vicaire de l'abbaye de Saint-Cyran, d'où lui vint le nom d'abbé de Saint-Cyran, qu'on lui donne ordinairement dans l'histoire.

Ce fut vers le mois d'août de cette année 1620, que l'abbé de Saint-Cyran fit la connaissance de Arnauld d'Andilly, et par lui de toute la famille Arnauld. D'Andilly, attaché alors à Schomberg,

jeune que lui et que Du Verger de Hauranne, et il ne faisait qu'étudier la philosophie lorsque Du Verger terminait ses études théologiques.

¹ Ce fut pendant son séjour à Poitiers que Du Verger de Hauranne publia un opuscule sous le titre de : *Apologie pour l'évêque de Poitiers*. Son but était de défendre Henri de La Rochepezay, qui avait combattu, les armes à la main, les Protestants de Poitiers, qui avaient excité du tumulte dans la ville. Quelques années auparavant, il avait publié, sous le titre de *Question royale*, un opuscule, dont Pierre de l'Estoile parle ainsi (Registre-journal de Henri IV, août 1609) : « On m'a donné, ce jour, une vraie bagatelle nouvellement imprimée par Toussaint de Bray, intitulée : *Question royale*, et a esté Tournai qui m'en a fait le présent, qui n'est pas grand. » L'occasion de cet opuscule fut cette question, adressée par Henri IV aux seigneurs de sa Cour : Si, en certaines circonstances, un sujet peut se donner la mort pour son roi. Du Verger se prononce pour l'affirmative. Son opuscule était plutôt un jeu d'esprit qu'une œuvre sérieuse. Il est devenu fort rare. Ellies Du Pin ne put s'en procurer un seul exemplaire. Le P. d'Avrigny, Jésuite, en cite quelques passages, qu'il assure lui avoir été communiqués par une personne à qui l'on avait confié le livre. Cinq pages après, le P. d'Avrigny, oubliant ce qu'il venait d'assurer, parle de l'exemplaire qu'il a lu, et donne beaucoup d'importance à une note manuscrite, écrite sur le premier feuillet blanc par un adversaire de Port-Royal. (V. d'Avrigny, *Mém. chronol. ad. ann. 1638.*) Les Jésuites, et d'après eux M. Rhorbacher, ont voulu faire passer la *Question royale* pour une apologie du suicide. (V. l'Histoire de l'Église de M. Rhorbacher, liv. 87, § 5.)

surintendant des finances, passa à Poitiers, et saisit cette occasion pour entrer en relations avec un personnage dont l'évêque d'Aire ¹ lui avait beaucoup parlé auparavant. Il conçut pour lui la plus haute estime, et le mit en relations avec la mère Angélique, de Port-Royal. Le 7 janvier 1621, la mère Angélique écrivait à son frère Arnauld d'Andilly ² : « J'ai reçu la lettre de M. de Saint-Cyran avec une satisfaction qui ne se peut dire. Je vous remercie de tout mon cœur de m'avoir procuré le bonheur d'une si sainte amitié. Je lui écris un mot que vous lui ferez tenir, si vous ne l'en jugez pas trop indigne. »

Depuis cette époque jusqu'en 1625, l'abbé de Saint-Cyran fut tantôt à Paris et tantôt à Aire, auprès de l'évêque, qui l'avait prié de l'aider à porter le poids de l'épiscopat. L'évêque d'Aire étant mort, l'abbé de Saint-Cyran s'établit définitivement à Paris.

A la même époque (1625), les religieuses de Port-Royal s'y fixèrent au faubourg Saint-Jacques ³. Leur ancienne demeure conserva le nom de Port-Royal-des-Champs, et fut habitée, pendant leur absence, par les pieux solitaires dont nous parlerons bientôt. Les relations de la mère Angélique et de l'abbé de Saint-Cyran devinrent alors plus fréquentes. Un peu avant son départ de Port-Royal, il l'avait visitée, et cette pieuse femme écrivait ⁴ à d'Andilly : « Nous avons eu le bonheur de voir M. de Saint-Cyran ; je le trouve toujours plus excellent, et je vous souhaite avec passion le loisir de l'entretenir. C'est un esprit rare, qui a une science admirable, une vertu et une dévotion singulière, et qui est un ami incomparable. »

Malgré l'estime de la mère Angélique pour l'abbé de Saint-Cyran, celui-ci ne prit que dix ans après la direction de sa communauté. « Je révérais dès-lors ce saint homme comme très savant,

¹ Cet évêque se nommait De Bouthillier, et était oncle de l'abbé de Ranoc, réformateur de la Trappe. V. Mémoires de Arnauld d'Andilly, 1.^{re} partie.

² V. Lettres de la mère Angélique, lettre 5.^e.

³ Port-Royal, situé au fond d'un vallon, était une habitation malsaine. De plus, la mère Angélique avait amené avec elle de Maubuisson, après avoir réformé cette maison, un grand nombre de religieuses pauvres, et l'abbaye était devenue trop petite pour loger tant de monde. Le P. Binet, Jésuite, et Zamet, évêque de Langres, qui dirigeaient alors les religieuses de Port-Royal, leur conseillèrent de s'établir à Paris, dans la maison à laquelle on donna aussi le nom de Port-Royal.

⁴ V. Lettres de la mère Angélique, lettre 11.^e.

dit la mère Angélique elle-même¹, mais je ne fus pas assez heureuse pour reconnoître sa sainteté telle qu'elle étoit, ni de jouir dès-lors du bonheur que Dieu sembloit m'offrir, de prendre sa conduite ; *il ne me donna aussi aucune ouverture pour cela, ce qu'il ne faisoit jamais*, ne s'enquérant de rien, et ne répondant précisément qu'à ce qu'on lui demandoit. Du reste, il parloit des matières générales de dévotion avec une élévation d'esprit admirable, en sorte qu'on voyoit visiblement que ses paroles partoient plus du fond de son cœur que de son esprit. »

Saint-Cyran ne cherchait point à se répandre ; il aimait l'étude avec passion, et ne sortait presque jamais de son cabinet que pour aller à l'église ou chez quelques amis, parmi lesquels étaient surtout le cardinal de Bérulle et l'avocat-général Jérôme Bignon. Ce fut alors que Saint-Cyran publia la réfutation de la Somme du P. Garasse, Jésuite, sous ce titre : *La somme des faussetés du Jésuite Garasse*². Cet ouvrage le désigna aux Jésuites comme un adversaire redoutable, et non sans raison. Il avait entrepris en effet, de concert avec son ami Jansenius, de combattre les faux systèmes de ces religieux ; Jansenius avait choisi pour les attaquer la matière de la Grâce, touchant laquelle ils étaient tombés en de graves erreurs à la suite de leur P. Molina, et Saint-Cyran s'était réservé de saisir toutes les circonstances pour battre en brèche leur puissance. Ce but était toujours sous leurs yeux, et il fait l'objet de la correspondance active qu'ils eurent entre eux depuis l'année 1616, qu'ils se séparèrent jusqu'en 1638, que mourut Jansenius. Ils y parlent à mots couverts et d'une manière mystérieuse du livre auquel Jansenius travaillait pour écraser le système de Molina, et qui parut après sa mort sous le nom d'*Augustinus* ; ils combinent les moyens de nuire aux Jésuites en soulevant contre eux les autres Ordres religieux, qui avoient trop souvent à s'en plaindre, et surtout la Congrégation de l'Oratoire, que les Jésuites eux-mêmes combattaient avec si peu de loyauté³.

¹ V. Mémoires pour servir à l'Histoire de Port-Royal, t. 1, deuxième relation.

² Cet ouvrage forme deux volumes in-4.º.

³ Le P. Pinthereau, Jésuite, sous le pseudonyme de Prévile, publia le premier des extraits des lettres de Jansenius à Saint-Cyran, et les intitula : *La Naissance du Jansénisme découverte*. Ces lettres furent saisies chez Saint-Cyran par Laubardemont, lorsque cet abbé fut conduit à Vincennes. Le P. Gerberon, sous le pseudonyme de François de Vivier, publia, en 1702, les

Saint-Cyran, qui avait déjà fait ses preuves contre les Jésuites par sa réfutation du P. Garasse, profita de leurs querelles avec le clergé séculier d'Angleterre pour les attaquer de nouveau ; telle fut l'occasion du fameux livre publié sous le titre de *Petrus Aurelius*. Comme le clergé de France prit une part très active à cette querelle, nous devons la faire connaître d'une manière succincte :

Urbain VIII¹ avait envoyé en Angleterre, en 1625, Richard Smith, avec le titre d'archevêque de Chalcédoine, et la mission de gouverner les Catholiques anglais ; par son bref du 4 février 1625, il lui avait donné des pouvoirs semblables à ceux dont les Ordinaires jouissent dans leurs diocèses respectifs. En conséquence de ces pouvoirs, Smith fit un règlement par lequel il défendait aux réguliers ou religieux d'entendre les confessions sans avoir reçu préalablement son approbation. Les Jésuites surtout se révoltèrent contre ce règlement, s'appuyant sur de prétendus privilèges qu'ils auraient reçus du Saint-Siège pour exercer le ministère dans toute l'étendue de l'Église. Nous les avons vus en France lutter contre les Ordinaires eux-mêmes, et chercher à élever autel contre autel. En Angleterre, ils mirent plus de violence encore dans leur opposition à un évêque qui n'était qu'un délégué du Saint-Siège, pour gouverner un troupeau désolé par la persécution que lui faisaient souffrir les souverains protestants d'Angleterre. Ils soulevèrent donc contre Richard Smith tous ceux des catholiques qu'ils avaient sous leur direction, et contraignirent l'évêque à se cacher.

Le docteur Kellison, président du collège anglais de Douai, défendit l'évêque Smith dans un traité *De la hiérarchie ecclésiastique*. Édouard Knok, vice-Provincial des Jésuites d'Angleterre, opposa à cet ouvrage un livre intitulé : *Modeste et courte discussion de quelques propositions du docteur Kellison*. Le clergé séculier d'Angleterre fit un extrait de quelques propositions du livre de Knok, et les déféra à la Faculté de théologie de Paris et à celle de

mêmes lettres, avec des remarques destinées à combattre les interprétations que donnaient les Jésuites à certains passages. Tout, dans ces lettres, révèle le dessein de combattre la doctrine des Jésuites ; mais rien n'y prouve que Jansenius et Saint-Cyran aient eu des projets contre la religion ou contre l'Église, comme les Jésuites se sont efforcés de le faire croire. Leurs amis, et en particulier M. Rhorbacher ont pris pour base de leurs récits les commentaires absurdes du P. Pinthereau.

¹ V. *Argumentum Op. Petri Aurelii* ; édit. 1642. Ellies Du Pin, *Hist. eccl. du XVII.^e siècle*, t. 1 ; d'Avrigny, *Mém. chronolog.*, ann. 1631 ; Mémoires mss de Hermant, sur l'*Hist. eccl.* du XVII.^e siècle.

Louvain. Tandis que la Faculté de Paris s'occupait de l'examen de ces propositions, le Jésuite Jean Floid publia, sous le pseudonyme de *Daniel of Jesu*, un ouvrage intitulé : *Apologie de la conduite du Saint-Siège apostolique dans le gouvernement des catholiques pendant la persécution*. Les livres de Knok et de Floid ayant été dénoncés à l'archevêque de Paris, ce prélat prévint la censure de Sorbonne par celle qu'il publia le 30 janvier 1634. La censure de l'archevêque n'empêcha pas la Faculté de procéder à l'examen des propositions qui lui avaient été déférées. Elle les censura dans son assemblée du 45 février 1634. L'assemblée générale du clergé, qui se tenait alors à Paris, prit connaissance de cette affaire et manda le Provincial des Jésuites pour lui demander compte des écrits publiés par quelques membres de la Société. Le Provincial s'excusa auprès de l'assemblée, sous prétexte qu'il était occupé à ses exercices, et envoya à sa place le recteur de la maison professe de Paris; ce bon Père déclara qu'il ne savait ce que c'était que les livres dont on lui parlait, et demanda avec la plus grande simplicité ce qu'ils pouvaient contenir. L'assemblée lui répondit que le Provincial pouvait bien interrompre ses exercices pour se présenter devant l'assemblée et répondre aux questions importantes qu'on avait à lui adresser. Le Provincial comparut donc enfin; il avoua que la réponse à Kellison était l'œuvre d'un de ses confrères; il déclara qu'il ne connaissait pas l'auteur de l'*Apologie*, et désavoua les deux livres, tout en priant les évêques de ne pas les censurer. L'assemblée ne crut pas devoir se rendre à sa prière. Elle censura l'*Modeste et courte discussion* aussi bien que l'*Apologie*, et écrivit contre ces deux livres une circulaire à tous les archevêques et évêques de France¹.

Le clergé d'Angleterre, appuyé par le clergé de France et par la Sorbonne, attaqua vigoureusement les Jésuites dans plusieurs ouvrages. Ceux-ci organisèrent contre l'évêque Smith une persécution qui força ce prélat à quitter l'Angleterre et à chercher un refuge en France, où il fut bien reçu par le cardinal de Richelieu. Puis ils attaquèrent, dans un grand nombre d'ouvrages, les censures de l'archevêque de Paris, de la Faculté de théologie, et la lettre circulaire du clergé de France. Les Jésuites Knok, Floid et Théophile Rainaud étaient les auteurs de la plupart de ces livres,

¹ Cette circulaire se trouve dans le recueil des conciles de France, par Odespun.

où les principes les plus sacrés de la hiérarchie ecclésiastique étaient méconnus et attaqués. Les théologiens français vinrent au secours du clergé d'Angleterre et de son chef. Le docteur Hallier publia sa *Défense de la hiérarchie ecclésiastique*; Nicolas Lemaitre, depuis évêque de Lombes, fit imprimer son livre intitulé : *Rétablissement de la juridiction des évêques*; enfin l'abbé de Saint-Cyran, sous le nom de *Petrus Aurelius*, déclara la guerre non seulement aux ouvrages des Jésuites, mais aux auteurs eux-mêmes et à toute la Société, qu'il fit considérer comme l'ennemie de l'autorité épiscopale.

Les Jésuites de France se plaignirent au roi des attaques dont leur Société était l'objet de la part de *Petrus Aurelius*, et firent le recueil des outrages qu'il lui adressait. Saint-Cyran leur opposa un recueil des injures que leurs confrères avaient adressées dans leurs derniers ouvrages, à l'archevêque de Paris, à la Sorbonne et à tout le clergé de France. Les Jésuites ne demandaient rien moins que la suppression, par autorité royale, du livre de *Petrus Aurelius*. L'assemblée du clergé le prit sous sa protection, et leur demande n'eut aucun effet. Cet échec leur fit comprendre qu'ils ne devaient pas trop s'avancer dans la défense de leurs confrères d'Angleterre, et ils présentèrent à une assemblée d'évêques, en 1633, la déclaration suivante pour les désavouer :

« Nous soussignés religieux de la Compagnie de Jésus, en France, déclarons que les livres intitulés etc. etc., n'ont pas été composés par aucuns religieux de notre Compagnie ¹, ce qui fait que nous les désavouons pour tels, et, à raison des dissensions qui en sont arrivées, voudrions de bon cœur que les auteurs des dits livres n'eussent jamais pensé à proposer telles questions.

» Fait à Paris, le 23 de mars 1633.

» Cette pièce était signée de Louis de la Salle, Julien Hayneufve, Etienne Binet et C. Maillan. »

Sur cette déclaration, les Jésuites français obtinrent une lettre de l'assemblée qui les mettait à couvert.

Quelques jours auparavant, la Congrégation de l'*Index* avait publié à Rome un décret pour défendre en général tout ce qui avait été publié pour ou contre dans la question qui était agitée.

¹ Les signataires avaient sans doute recours ici à quelque restriction mentale, car ils savaient bien que des Jésuites étaient auteurs des livres dont ils avaient cité les titres.

La Cour de Rome ne prononça pas sur le fond et se contenta de déclarer que l'on ne pourrait plus à l'avenir soulever de semblables questions. Ce décret fut attaqué en France et l'on fit remarquer que si on l'exécutait on ne pourrait plus défendre un grand nombre de vérités sur le premier ordre, comme l'autorité des évêques et leur juridiction sur les moines. Le Jésuite Floid prit la défense du décret, quoiqu'il eut eu plus de part que les autres à la discussion, ce qui fit voir que les Jésuites, vaincus par les savants ouvrages qu'on leur avait opposés, ne trouvaient rien de mieux que de faire décréter le silence le plus absolu pour sauver leur honneur.

Au milieu de cette discussion générale, le P. Sirmond, Jésuite, se trouva attaqué personnellement par *Petrus Aurelius*, à propos d'un canon du concile d'Orange qu'il avait édité dans sa collection des *Anciens conciles de France*. Le P. Sirmond avait adopté une leçon sans tenir compte d'une toute contraire, qui avait été adoptée dans l'édition de Cologne et qu'il aurait dû pour le moins mentionner. Le P. Sirmond attaqua *Petrus Aurelius* et défendit la leçon qu'il avait adoptée. Saint-Cyran lui répliqua par un opuscule qui reçut l'approbation de plusieurs docteurs; n'ayant rien à répliquer, le P. Sirmond s'adressa au chancelier pour faire supprimer le livre de son adversaire; ce magistrat ordonna que les deux ouvrages du P. Sirmond et de *Petrus Aurelius* seraient soumis à l'examen de plusieurs docteurs désignés à cet effet. Le savant Jésuite, ayant appris que le jugement de ces docteurs ne lui serait point favorable, obtint un ordre du roi qui fut signifié à la Faculté le 2 janvier 1634, par lequel il fut défendu à l'avenir de parler de cette affaire. Le P. Sirmond fut le premier à désobéir à cet ordre en publiant un nouvel opuscule, mais il avait affaire à un rude joûteur, et *Petrus Aurelius* lui répliqua avec autant de science que de logique ¹.

¹ Pendant la grave discussion sur la hiérarchie, l'abbé de Saint-Cyran en soutint une autre qu'il faut mentionner, quoiqu'elle soit en elle-même peu importante, à cause du bruit que les Jésuites en ont fait. Nous voulons parler du *chapelet secret du Saint-Sacrement*. Depuis que les religieuses de Port-Royal s'étaient établies à Paris, Zamet, évêque de Langres, leur directeur, avait institué, parmi elles, comme un nouvel Ordre, sous le nom d'*Institut du Saint-Sacrement*. Les religieuses firent dès lors profession d'un culte tout particulier envers Jésus-Christ dans le sacrement de l'Eucharistie, et plusieurs se fixèrent dans la maison du Saint-Sacrement, située rue Coquillière, à Paris. Les archevêques de Paris et de Sens et l'évêque de Langres furent nommés par le pape supérieurs du nouvel institut. La mère Agnès, pour entretenir sa

Le clergé d'Angleterre adressa à l'abbé de Saint-Cyran les éloges les plus flatteurs sur la science et le zèle qu'il avait montrés dans

dévotion envers le Saint-Sacrement, eut l'idée de composer un petit écrit, divisé en seize points correspondant au nombre des siècles qui s'étaient écoulés depuis l'institution du Saint-Sacrement. Chaque point était un attribut de Jésus-Christ, comme *saincteté, vérité*, etc., et était accompagné de quelques pensées mystiques sur cet attribut. La mère Agnès n'avait composé cet écrit de quelques pages que pour elle. D'autres religieuses le copièrent, et bientôt il fut imprimé. L'évêque de Langres l'approuva. L'archevêque de Sens, qui l'avait d'abord regardé comme inoffensif, trouva un mauvais sens à certaines expressions. L'abbé de Saint-Cyran se mêla à la discussion et trouva un sens orthodoxe pour tous les termes incriminés. L'archevêque de Sens le fit censurer par Duval et sept autres docteurs de la Faculté de Paris; Saint-Cyran le fit approuver par Jansenius et Fromond, docteurs de la Faculté de Louvain. Les docteurs de Paris se partagèrent alors; ceux qui avaient censuré, et entre autres Hallier, se plaignirent de ce qu'on leur avait présenté le *chapelet* comme l'œuvre de personnes importantes et non d'une simple religieuse; la cause fut portée à Rome par l'archevêque de Sens. Le pape décida que le chapelet ne méritait aucune censure, mais qu'on le devait cependant supprimer, dans la crainte que des personnes simples pussent en abuser. Un Jésuite chercha à relever la querelle, mais ce fut en vain. Il ne fut plus question dès-lors du chapelet. (V. D. Clemencet, *Hist. de Port-Royal*, liv. 15.)

Cette discussion mit en relation l'abbé de Saint-Cyran avec Zamet, qui l'engagea à confesser les religieuses du Saint-Sacrement. Saint-Cyran y consentit (1635).

Un an après, les religieuses retournèrent à Port-Royal de Paris, d'après le conseil de l'archevêque; Zamet devint jaloux de la confiance qu'elles eurent pour Saint-Cyran, et persécuta cet abbé, qui fut seul leur confesseur jusqu'en 1638, qu'il fut enfermé au donjon de Vincennes.

Les Jésuites, et surtout le P. Brisacier, ont voulu faire passer l'abbé de Saint-Cyran pour auteur du *chapelet secret*. La mère Agnès, dans une déclaration authentique adressée à l'archevêque de Paris, certifia qu'elle seule l'avait composé pour son usage. Nicole (note 2 à la 16.^e Provinciale) fait le plus grand éloge des ouvrages composés par l'abbé de Saint-Cyran à propos de la querelle sur le *chapelet secret du Saint-Sacrement*. (V. D. Clemencet, loc. cit.; les Mémoires de Lancelot et les Mémoires pour servir à l'Histoire de Port-Royal, rédigés par Le Maître.)

Le P. d'Avrigny, Jésuite, prétend (Mém. chronol., ann. 1633) que le *chapelet secret* fut censuré à Rome. C'est une erreur. Il insinue que l'abbé de Saint-Cyran pourrait bien en être l'auteur; ce qui est une erreur non moins formelle; il prétend qu'il contient *vingt-six articles*, ce qui prouve qu'il n'a pas même jeté les yeux sur l'écrit, qu'il déclare *inintelligible*, et où il ne trouve pas quatre articles où il y ait du bon sens. La polémique du chronologiste jésuite est ordinairement faite avec autant de conscience. Quand on est membre d'une Société qui a produit tant de soi-disant livres de piété, où le ridicule le dispute à l'erreur, on devrait être moins hardi pour attaquer un écrit qu'une simple religieuse avait fait pour son usage. Il va sans dire que M. Rhorbacher a copié, dans sa prétendue histoire, tout ce que les Jésuites ont dit de plus faux touchant le chapelet secret et l'abbé de Saint-Cyran (Liv. 87, § 5).

la défense de leur cause, qui était celle de toute la hiérarchie ecclésiastique. L'assemblée du clergé de 1635 ne se prononça pas d'une manière moins flatteuse pour le docte théologien. Nous lisons ce qui suit dans le procès-verbal de cette assemblée ¹ :

« Le 8 novembre, sur ce qui fut proposé par Monseigneur de Châlons, que *Petrus Aurelius*, qui a travaillé si doctement et avec tant de zèle pour la défense de la hiérarchie de l'Église et de la dignité épiscopale, se trouvoit traité si indignement, dans un sermon imprimé en l'honneur de saint Ignace, qu'encore que sa doctrine soit approuvée, même par ses adversaires, néanmoins il y est nommé en suite de quelques hérétiques ; de sorte que ceux qui n'auront pas connaissance de ses livres pourroient être surpris par la lecture de ce sermon, et croire qu'il a écrit contre la doctrine de l'Église, qu'il seroit de la prudence de l'assemblée d'user de quelque animadversion contre ledit sermon, de donner quelque témoignage, non-seulement de l'estime qu'elle fait des œuvres dudit *Petrus Aurelius*, mais encore des ressentiments qu'elle a du service qu'il a rendu à l'Église.

» Sur quoi la Compagnie, après avoir fait faire lecture dudit sermon, n'auroit pas trouvé que la doctrine dudit *Petrus Aurelius* y fût blâmée, quoiqu'il y soit nommé en suite de quelques hérétiques, c'est pourquoi elle s'est abstenue de condamner ledit sermon. Mais voulant témoigner l'estime qu'elle fait de la doctrine de *Petrus Aurelius*, du service qu'il a rendu à l'Église et de la gratitude qu'elle en a, elle a député MM. l'abbé de La Vaux et Marchier vers M. de Filesac, doyen de la Faculté de théologie, croyant qu'étant très affectionné à la dignité de l'Église et de l'épiscopat, pour l'autorité duquel il s'est toujours montré zélé, et en a dignement et doctement écrit, il pourra avoir quelque correspondance avec une personne qui est animée d'un semblable zèle, et douée d'un excellent savoir ; et la Compagnie leur a donné charge de lui dire qu'elle estime extraordinairement le zèle que *Petrus Aurelius* a témoigné à la défense de l'ordre de l'Église, et la rare doctrine qu'il a fait paroître dans les livres qu'il a faits pour ce sujet ; qu'elle désireroit bien pouvoir lui témoigner de la reconnaissance, soit en lui donnant une pension annuelle, ou en usant de quelque autre gratification en son endroit, s'il l'avoit agréable et qu'elle eût une adresse

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1635 ; t. II de la collection générale, p. 834.

pour la lui faire tenir, et de prier ledit sieur de Filesac de lui faire savoir, s'il avoit quelque correspondance avec lui.

» Le 9 novembre, MM. l'abbé de La Vaux et Marchier dirent que, suivant le commandement qu'ils avoient eu de la Compagnie, ils avoient visité M. de Filesac, doyen de la Faculté de théologie, et lui avoient fait entendre les ressentiments de l'assemblée des travaux de *Petrus Aurelius*; l'estime qu'elle faisoit de sa doctrine et des livres qu'il a faits pour la défense de l'Église, et l'avoient prié de savoir si, pour témoignage de reconnaissance, il auroit agréable de recevoir une pension du clergé ou quelque autre gratification; que ledit sieur de Filesac leur avoit protesté, en foi de prêtre, qu'il ne sait qui est *Petrus Aurelius*; qu'il avoit reçu quelquefois des feuilles pour l'impression de ses œuvres par diverses personnes qui, la plupart, lui étoient inconnues; et qu'il croyoit que, puisque se cachant, il s'étoit privé de l'honneur qu'il méritoit par son zèle et par ses écrits, il ne se découvreroit pas pour en avoir récompense; et qu'il ne pensoit pas qu'il pût désirer une plus grande satisfaction de son travail, que d'apprendre les sentiments qu'une assemblée si célèbre et de tant de grands personnages que celle-ci en témoigne. »

L'abbé de Saint-Cyran avoit mérité l'estime du clergé par les ouvrages qu'il avoit publiés précédemment et surtout par sa réfutation du P. Garasse ¹. L'assemblée lui fit adresser un témoignage de son estime, ainsi qu'aux abbés de Mincé et Aubert, pour avoir, *doctement et avec zèle*, travaillé pour le bien de l'Église.

Nous verrons les assemblées de 1641 et de 1645 imiter celle de 1635, et enchérir encore sur les éloges qu'elle donna au pieux et savant abbé.

Tandis que le clergé de France soutenait avec tant d'énergie la cause de celui d'Angleterre et de toute la hiérarchie ecclésiastique, contre les Jésuites, un de leurs amis les plus dévoués, le duc d'Épernon, se portait aux dernières extrémités contre son archevêque, Henri de Sourdis, de Bordeaux ².

Ce prélat avoit beaucoup de fermeté, et il aimait mieux passer les bornes que de reculer lorsqu'il s'agissait de ses droits et de ses prérogatives. Le duc d'Épernon, gouverneur de Guyenne, étoit l'homme du monde le plus ingénieux à trouver les moyens de tourmenter ceux qu'il n'aimait pas. Or, il détestait Henri de Sourdis,

¹ Procès-Verbal de l'assemblée de 1635.

² V. Vie du duc d'Épernon; *Mercurie françois*; *Mémoires du clergé*, t. VII.

et il avait mis tout en œuvre pour l'empêcher de succéder à son oncle, le cardinal de Sourdis, sur le siège de Bordeaux.

N'ayant pu réussir, il résolut de donner au nouvel archevêque, en toutes circonstances, des preuves de son antipathie. Il saisit donc avidement l'occasion qui se présenta en 1633.

Toutes les fois que l'archevêque revenait de quelque voyage, les jurats de la ville étaient obligés de l'aller recevoir à la descente du bateau. Sur la fin d'octobre, le prélat, revenant du château de Richelieu, où il était allé par ordre du cardinal ministre, le duc d'Épernon s'informa exactement de l'heure de son arrivée, et, en sa qualité de gouverneur de la province, fit venir chez lui les jurats sous prétexte de leur donner des ordres, et ne les renvoya que lorsqu'il fut assuré que l'archevêque était rentré dans son palais.

Quelques jours après, d'Épernon fit au cardinal un nouvel affront. Il prétendait, en sa qualité de seigneur du quartier de la ville, appelé Puy-Paulin, avoir le droit d'empêcher toute personne, de quelque qualité qu'elle fût, d'acheter du poisson frais, qui ne se vendait qu'en ce quartier, avant que les officiers de sa maison eussent fait sa provision. Sous ce prétexte, il empêcha le maître d'hôtel du prélat d'acheter du poisson pendant plusieurs jours, et il fit même poster quelques-uns de ses gardes dans toutes les rues qui conduisaient à l'archevêché, afin de fouiller tous les passants et d'empêcher que l'on n'y portât du poisson qui n'aurait pas été déposé au marché. L'archevêque protesta juridiquement contre les entreprises du duc, et menaça de jeter l'interdit sur toutes les églises de la ville si on ne lui rendait justice. Les jurats appelèrent comme d'abus de l'interdit dont il menaçait la ville.

D'Épernon, poussant l'insulte encore plus loin, fit arrêter, par ses gardes, la voiture de l'archevêque, revenant d'une visite pastorale à l'Église de Saint-Michel. L'archevêque descendit de voiture et continua sa route à pied avec les ecclésiastiques qui l'accompagnaient. Le jour même, il convoqua les chapitres de la Cathédrale et de Saint-Seurin, les curés de la ville et les supérieurs des communautés religieuses. Il leur exposa les insultes et les violences dont il avait été l'objet depuis quelques jours, et demanda leur avis sur les mesures qu'il avait à prendre pour maintenir l'autorité et les privilèges du clergé.

On convint d'envoyer d'abord au duc d'Épernon quelques ecclésiastiques pour lui demander s'il avouait ou non les violences exercées par ses gardes contre l'archevêque. Grimaud, théologal

de la métropole, porta la parole au nom des députés, et fit les plaintes les plus énergiques contre ce qui s'était passé. Les historiens ne s'accordent pas sur la manière dont la députation fut reçue ; ce qu'il y a de certain, c'est que d'Épernon s'attacha à justifier tout ce qu'il avait fait contre l'archevêque. Les députés, étant revenus à l'assemblée, rendirent compte de leur mission ; après quoi l'archevêque lut les canons portés contre ceux qui violent le respect dû aux personnes ecclésiastiques. L'assemblée jugea que Naugas, capitaine des gardes du duc, et ceux qui l'avaient accompagné méritaient l'excommunication ; en conséquence, l'archevêque prononça, le lendemain, la sentence contre eux.

Après sa sentence, l'archevêque ordonnait, pour le dimanche suivant, les prières des quarante heures, afin d'implorer la conversion des coupables. Naugas appela comme d'abus de la sentence de l'archevêque.

Le lendemain, ce prélat devant confirmer dans la cathédrale, plusieurs des gardes excommuniés voulurent assister à la cérémonie pour le braver. Il leur ordonna de sortir, et, comme ils refusaient d'obéir, le peuple commençait à murmurer et à les menacer. L'archevêque, se sentant appuyé du peuple, s'approcha d'eux, la mitre en tête, et la crosse à la main, et les somma de sortir de l'église ; les gardes, comprenant qu'ils n'étaient pas les plus forts, sortirent.

Le dimanche 6 novembre, d'Épernon ordonna à tous les curés de la ville de se rendre chez lui à huit heures du matin, pour des affaires concernant le service du roi. Les curés coururent en toute hâte au palais épiscopal en donner avis à l'archevêque, qui envoya au duc un vicaire général et deux curés pour lui représenter qu'il était contraire au droit et à l'usage qu'un gouverneur assemblât les curés, et que, s'il avait des ordres à leur communiquer au nom du roi, il devait le faire par le moyen de l'archevêque, que le roi prenait lui-même pour intermédiaire lorsqu'il s'adressait au clergé du diocèse. D'Épernon répondit simplement que, si les curés ne se rendaient pas chez lui à l'heure marquée, il saurait bien se faire obéir. L'archevêque ayant reçu cette réponse, ordonna aux curés de se rendre à leurs églises, et leur défendit de se présenter chez le gouverneur, sous peine d'excommunication.

A midi, d'Épernon envoya chercher chaque curé par un de ses gardes. La plupart obéirent : il se contenta de leur dire qu'il les avait mandés pour les consulter sur la valeur de l'excommunication

lancée par l'archevêque. Si cette sentence est valide, dit-il, je m'adresserai au pape. L'aumônier du duc ne respectait pas le jugement archiépiscopal et disait chaque jour la messe devant Naugas et les autres excommuniés. Mandé à l'archevêché pour rendre compte de sa conduite, l'aumônier répondit qu'il ne pouvait voir l'archevêque, à cause de la défense formelle que lui en avait faite le duc d'Épernon ; quant au fait qui lui était reproché, il dit qu'il ne s'occupait pas de connaître, lorsqu'il célébrait la messe, ceux qui y assistaient, et qu'il s'en rapportait là-dessus au duc, qui était trop pieux pour souffrir du scandale, dans le cas où il en existerait. L'archevêque, regardant cette réponse comme une nouvelle insulte, défendit à l'aumônier du duc de célébrer la messe.

D'Épernon commençait à comprendre qu'il s'était trop avancé. Il réunit chez lui plusieurs religieux qui lui étaient dévoués, afin de les consulter sur l'excommunication. Tous répondirent qu'elle était nulle, et que, serait-elle valable, ceux que l'archevêque avait voulu frapper, en ayant appelé, pouvaient communiquer avec les fidèles, et devaient signifier leur appel à toutes les maisons religieuses.

Le clergé dit régulier ne pouvait manquer, en cette occasion, de faire de l'opposition à l'archevêque, en faveur du duc d'Épernon, qui s'était toujours montré favorable à leurs congrégations et surtout à celle des Jésuites. L'archevêque manda les supérieurs de tous les ordres religieux ; d'Épernon défendit toute assemblée à l'archevêché, et le chevalier du guet posa des gardes à toutes les portes, afin d'empêcher qu'on ne pût entrer. L'archevêque, se voyant ainsi assiégé dans son palais, sortit pour aller chercher ceux qu'il avait convoqués. Il était accompagné de Gaspard du Lude, évêque d'Agen, et de plusieurs ecclésiastiques. Le duc d'Épernon, l'ayant appris, accourut en toute hâte, et rencontra l'archevêque auprès de la cathédrale. Il s'approcha de lui le chapeau sur la tête, et lui dit en levant une canne qu'il avait à la main : « *Vous voici donc, imprudent, qui faites toujours des désordres ! — J'accomplis ma charge,* » répondit l'archevêque. — « *Vous êtes un insolent,* » reprit le duc, « *un brouillon, un ignorant et un méchant ; je ne sais à quoi il tient que je ne vous mette sur le carreau.* » En disant ces mots, il jetait à terre le chapeau et la calotte de l'archevêque, et lui donnait des coups de poing sur le visage et sur la poitrine. L'archevêque lui dit avec dignité : « *Je vous déclare excommunié au nom du Dieu vivant, si toutefois vous y croyez.* » d'Épernon devint encore

plus furieux : « Vous dites que je suis excommunié, s'écria-t-il, vous en avez menti ; je ne sais à quoi il tient que je ne vous donne des coups de bâton. — Frappe, tyran, reprit l'archevêque ; les coups seront autant de roses et de fleurs que tu répandras sur moi. Tu as puissance sur mon corps tant que tu auras les armes du roi à la main ; mais sur mon âme, mon esprit et mon corps, tu n'en as point ; car il me sont donnés pour conduire mon peuple, et je te dirai encore une fois, de la part du Dieu vivant, que tu es excommunié. » Pendant que l'archevêque parlait, le duc, exaspéré, le frappait du bout de sa canne sur la poitrine. Quand il entendit le mot *excommunié* prononcé pour la seconde fois, il la leva pour en frapper l'archevêque. Le commandeur de La Hillière et le comte de Mailli lui retinrent le bras. *Mon épée !* criait d'Épernon. *Je n'ai point d'autres armes que la croix,* disait l'archevêque. *Sans votre caractère, répondait le duc, je vous mettrais tout-à-l'heure sur le carreau.* Pendant que le commandeur de La Hillière s'efforçait de les séparer, d'Épernon ne cessait d'appeler l'archevêque insolent, brouillon, ignorant ; l'archevêque, de son côté, répondait au duc qu'il était excommunié. Les prêtres et le peuple voulaient approcher pour défendre le prélat ; les gardes du duc les repoussaient l'épée à la main, et ils blessèrent même le neveu de l'archevêque, lequel se mit à crier : *On assassine mes prêtres !* A ces mots, le commandeur de La Hillière, le prenant par le milieu du corps, le porta jusque dans sa cathédrale. Le duc se retira alors, et le tumulte cessa.

L'archevêque rassembla son chapitre pour aviser aux moyens de venger l'insulte qui lui avait été faite. Tous les chanoines furent d'avis que le duc d'Épernon avait encouru l'excommunication et que la cathédrale devait être interdite. En conséquence, l'archevêque déclara excommuniés d'Épernon et ses complices, et transporta le saint-sacrement de la cathédrale à la chapelle de l'archevêché.

Le Parlement s'entremet dans la querelle du gouverneur et de l'archevêque. Il s'assembla extraordinairement ; les chanoines et les curés de la ville lui demandèrent justice des outrages faits à leur chef, et le Parlement, prenant leur supplique en considération, décida qu'il en serait informé. D'Épernon fit opposition, prétendant n'être soumis qu'au Parlement de Paris, à cause de sa qualité de pair de France ; malgré ses réclamations, le procès se poursuivit. L'archevêque, se sentant appuyé, excommunia de la manière la

plus solennelle d'Épernon et ses complices, et jeta l'interdit sur toutes les églises de la ville, excepté sur la chapelle du palais archiépiscopal. A la demande des magistrats, il restreignit son interdit à l'église de Puy-Paulin, paroisse du duc, et à celle du château de Cadillac, qui lui appartenait.

Les choses en étaient là lorsque le sieur de Villemontée, maître des requêtes et intendant de La Rochelle, arriva à Bordeaux pour informer, au nom du roi, sur les différends survenus entre l'archevêque et le gouverneur. Il entendit les principaux témoins, et dressa un procès verbal où furent relatés les faits comme nous venons de les rapporter. D'Épernon lui-même signa ce procès-verbal. La Cour étant ainsi informée des faits, le cardinal de Richelieu fit comprendre au roi qu'on ne pouvait tolérer la conduite du duc d'Épernon ; en conséquence, il fut exilé en sa terre de Plassac. Son fils, le cardinal de La Valette et son ami Séguier lui écrivirent pour lui faire comprendre toute l'importance de l'affaire et la nécessité où il était d'obéir sans réclamation aux ordres du roi. L'archevêque eut ordre de se présenter à la Cour, après avoir levé l'interdit et remis tout en ordre pour l'exercice régulier de la religion. Le 30 novembre 1633, il leva l'interdit et partit ensuite pour Paris. Vingt-cinq évêques, qui s'y trouvaient alors, s'assemblèrent à sa demande. Le duc de La Valette se présenta devant eux et les pria, au nom de son père, de juger sa cause et de lever l'excommunication lancée contre lui. Treize membres furent d'avis d'accepter la qualité de juges, sous le bon plaisir du pape et du roi. Philippe Cospéan, évêque de Nantes, se prononça surtout en faveur de cette opinion. Les autres représentèrent qu'ils n'étaient assemblés, à la prière d'un de leurs confrères, que pour demander au roi justice de la manière indigne dont on l'avait traité. La question fut portée par-devant Richelieu, qui se prononça en faveur de l'opinion des derniers, et la discussion fut terminée sans délai par la décision du ministre tout-puissant. L'assemblée envoya des députés à la Cour pour demander justice au roi, qui chargea le sieur de Lauson de lui faire un rapport sur toute l'affaire.

Cependant, le duc d'Épernon supportait impatiemment sa condition d'excommunié ; il eut recours au pape, qui le connaissait personnellement, et envoya à Rome son secrétaire pour solliciter son absolution. Malgré l'affection que l'on avait à Rome pour d'Épernon, qui s'était toujours montré ennemi des Huguenots et ami zélé des Jésuites, on n'osait évoquer une cause dont la Cour et le clergé

de France s'occupaient, et le pape adressa seulement au cardinal Bichi, son nonce en France, un bref qui lui donnait un pouvoir spécial d'absoudre le duc d'Épernon, par lui-même ou par tout autre qu'il déléguerait à cet effet. Le nonce n'usa de ce bref qu'après le jugement du grand conseil.

Pendant que ces démarches avaient lieu à Rome, le cardinal et le duc de La Valette cherchaient à adoucir le cardinal de Richelieu ; ils prévoyaient que si la cause de leur père venait au grand conseil, on le condamnerait à des peines très rigoureuses. Le cardinal ne céda point ; l'affaire vint au conseil, qui condamna d'Épernon, et le priva de toutes ses charges, mais cet arrêt ne fut que pour la forme et demeura secret.

Après bien des pourparlers, l'archevêque de Bordeaux fut délégué par le nonce pour absoudre d'Épernon ; ce duc se soumit à tout ce que désira le roi, et tous les détails de la cérémonie d'absolution furent déterminés par ordonnance royale. L'abbé de Courson fut délégué par la Cour pour être témoin de toutes les cérémonies et en faire son rapport au roi. A son retour à Paris, il rendit un témoignage favorable du duc d'Épernon, qui affecta d'en faire plus qu'il n'était ordonné ; mais son procès-verbal fut moins favorable à l'archevêque, qui n'avait pas suivi exactement le cérémonial prescrit, et avait été plus exigeant que le roi ne l'avait commandé. D'Épernon reentra en Guyenne comme gouverneur ; l'archevêque, disgracié quelque temps, fut admis à la Cour l'année suivante (1635), lorsqu'il vint présider l'assemblée du clergé. Seulement d'Épernon perdit le gouvernement de Metz, que Richelieu voulait lui ôter depuis longtemps, et qu'il donna au cardinal de La Valette. Le mariage de la nièce de Richelieu, Mademoiselle de Pontchâteau, avec le duc de La Valette, fut encore une conséquence de la grâce qui fut accordée à d'Épernon. Richelieu profitait de tout pour arriver à ses fins et augmenter la puissance de sa famille.

Au moment où le démêlé de l'archevêque de Bordeaux et du duc d'Épernon faisait tant de bruit en France, il se passait, à Loudun, une scène étrange, qui eut beaucoup de retentissement, et dont nous devons parler.

La ville de Loudun possédait, depuis huit ans, un couvent d'Ursulines. Ces religieuses s'occupaient de l'instruction des jeunes filles et remplissaient tranquillement cette utile et modeste mission, lorsqu'on remarqua tout-à-coup en elles certaines extravagances,

que l'on prit pour une folie volontaire ¹. Laubardemont se trouva alors à Loudun, chargé de veiller à la démolition de la citadelle de cette ville, qui avait servi de refuge aux Protestants pendant la dernière guerre. Laubardemont était connu comme l'exécuteur le plus inflexible des desseins sanguinaires et secrets de Richelieu. Il en est qui ont cru que le terrible ministre en voulait à Urbain Grandier, que la possession des Ursulines fut le moyen d'atteindre cette victime, et que Laubardemont fut chargé de mener cette affaire à bonne fin. Urbain Grandier avait autrefois, dans une cérémonie publique, disputé le pas à Richelieu, alors simple évêque de Luçon, prétendant qu'en qualité de premier ecclésiastique du Loudunois, il devait précéder l'évêque de Luçon, qui n'était pas dans son diocèse. En outre, les ennemis de Grandier l'avaient dénoncé comme auteur d'une satire intitulée : *la Cordonnrière de la reine mère à M. de Barradas*, et dans laquelle on attaquait la naissance, la famille et le ministère du cardinal ². Quoi qu'il en soit, les Ursulines se prétendirent possédées du démon et nommèrent Urbain Grandier, curé de Saint-Pierre de Loudun, comme auteur de cette possession, qui n'aurait été que le résultat de ses maléfices. Parmi les possédées, on distinguait la dame de Razilly, parente de Richelieu, et madame de Cozes, proche parente de Laubardemont. Ce magistrat, instruit de la possession des Ursulines, en donna avis au roi. « Jugeant bien, dit le P. Tranquille, que les démons ne pourroient être chassés qu'à coups de sceptre, et que la crosse ne seroit pas suffisante pour rompre la tête à ce dragon, qui avoit jeté son poison contre des âmes innocentes. »

Urbain Grandier était surtout accusé par Mignon, confesseur des religieuses, ennemi personnel de Grandier, et par ses deux oncles, Barrot, président de l'élection, et Trinquant, procureur du roi. Ces trois accusateurs avaient poursuivi Grandier devant l'évêque de Poitiers, Henri de La Rochepozay, comme coupable de divers crimes, et en particulier d'impiété et d'immoralité. Grandier, con-

¹ C'est le P. Tranquille qui fait cet aveu. Il dit que les Ursulines avaient le malheur de *passer, au jugement du monde, pour fourbes et pour folles*. Le P. Tranquille, capucin, fut un des exorcistes des religieuses, et il voit dans la possession *une œuvre de Dieu, puisque c'est l'œuvre du roi. Ce principe, dit-il, doit arrêter les esprits judicieux en l'aveu de cette vérité* (V. VÉRITABLE Relation des justes procédures observées au fait de la possession, etc., par le P. Tranquille.)

² Vie du P. Joseph, Capucin, par l'abbé Richard.

damné par son évêque, en avait appelé au métropolitain et aux tribunaux, qui le renvoyèrent absous. Ceci se passait en 1629. Les ennemis de Grandier, ayant échoué devant la justice, mirent tout en œuvre pour que Richelieu prît à cœur le procès de la possession, et employèrent les moyens que nous avons indiqués.

Les interrogatoires et les exorcismes eurent lieu sous les yeux de Laubardemont ; le fameux P. Joseph, confident de Richelieu, se rendit secrètement à Loudun pour en être témoin ; l'évêque de Poitiers y alla en grande pompe, après avoir renvoyé les exorcistes du métropolitain ; Laubardemont prit la chose au sérieux, et il n'eût pas été prudent de manifester le moindre doute touchant le fait étrange qui tenait tout le pays en émoi, car il fit afficher que tous ceux qui parleraient mal de la possession seraient passibles d'une amende de dix mille livres, *et outre plus grande somme et punition corporelle, si le cas y échoit.*

Urbain Grandier fut mis en prison. Laubardemont lui fit subir plusieurs interrogatoires, et il rendait compte jour par jour au cardinal de ce qui se passait à Loudun. Richelieu *prenait un soin tout particulier des filles affligées*, dit le P. Tranquille¹. Des religieux de divers Ordres vinrent aussi corroborer le fait de leur témoignage. Des médecins, en grand nombre, déclarèrent que les *agitations et contorsions* des religieuses possédées *surpassaient la nature* ; et le P. Tranquille remarque comme un miracle éclatant, au milieu de tant d'autres miracles, que la possession chez elles, au lieu de les rendre malades, avait guéri les infirmités de celles qui en avaient auparavant.

Si nous en croyons une autre relation², les médecins avaient reçu de Laubardemont des instructions assez précises pour connaître le sens dans lequel leurs déclarations devaient être rédigées. On avait choisi, en outre, selon Grandier³, des médecins de vilage, qui n'avaient aucune science, et l'apothicaire de Loudun, cousin germain de Mignon, et condamné comme calomniateur dans le premier procès intenté à Grandier. Quant aux religieux, le P. Joseph, Richelieu et l'évêque de Poitiers auraient fait des choix qui les assuraient d'une complaisance à toute épreuve.

Quoi qu'il en soit, Laubardemont, ayant terminé l'instruction de

¹ Véritable Relation, etc., par le P. Tranquille.

² Discours véritable de la possession des Ursulines de Loudun. Anonyme.

³ Factum pour maître Urbain Grandier, etc.

l'affaire, « les juges commis par le roi sont arrivés, dit le P. Tranquille, toutes personnes très habiles et très capables d'une telle affaire, *choisies exprès* de divers endroits et hors de connoissance, afin d'éviter toute apparence de connivence ou de collusion. Ainsi, la déesse justice est venue dans Loudun, le bandeau dessus les yeux, avec ses armes ordinaires, l'épée et la balance, pour prononcer un arrêt contre l'enfer et contre sa noire magie. »

L'abbé Richard ¹, qui ne se prononce pas ouvertement contre la possession, est bien loin d'accorder à Laubardemont et aux juges royaux les éloges que leur prodigue le P. Tranquille.

Après avoir rapporté les procédures irrégulières qui avaient eu lieu, il ajoute :

« On fit paraître Grandier dans une église ; ce fut un spectacle affreux. Ces filles (les Ursulines) firent des hurlements épouvantables, l'assaillirent de mille injures et voulurent l'étrangler. On fut si scandalisé de leur effronterie, que tout le monde parla mal de la possession, et sa fourberie aurait été déclarée si Laubardemont *n'eût fait afficher une défense, sous de grandes peines, de la décrier*. Cependant, sœur Claire, sœur Agnès-la-Nogaret, vinrent publiquement demander pardon d'avoir accusé un innocent, et déclarèrent que tout ce qu'on avoit fait n'étoit qu'une momerie ! Mais Laubardemont se moqua de leur déclaration, disant qu'elle étoit un artifice du diable pour entretenir les gens dans l'incrédulité, et, *afin de couper court, il fit nommer des commissaires pour juger en dernier ressort*. Dès qu'on le sut, on ne douta plus de la mort de Grandier, *parce que tous ceux à qui on en avoit donné étoient morts*. »

Grandier voulut cependant espérer encore, et adressa à ses juges un *factum* dont nous devons présenter l'analyse ² :

« Est véritable et a pu supposer que cy-devant et dès l'année 1629, Louis Trinquant, René Hervé, Jean Mignon, chanoine en ladite Église de Sainte-Croix, neveu dudit Trinquant et quelques autres de leur cabale formèrent, sous le nom du promoteur de l'officialité de Poitiers, une accusation contre ledit Grandier, en laquelle ils furent témoins pardevant monsieur l'évêque de Poitiers,

¹ Vie du P. Joseph, par l'abbé Richard.

² Factum pour maistre Urbain G. andier, prestre, curé de l'Église Saint-Pierre-du-Marché de Loudun, et l'un des chanoines en l'Église Saint-Croix dudit lieu.

su posant qu'il hantoit les femmes, parloit à elles en son Église ; qu'il ne prenoit, y entrant, de l'eau bénite ; ne mettoit qu'un genou en terre, et autres calomnies et faux faits. »

Après avoir rapporté le procès et les sentences favorables qui intervinrent dans les années 1630 et 1631, il remarque qu'il fut alors, *en la plus rude saison de l'année, tenu en une obscure prison, dans une tour de l'évêché de Poitiers, près de deux mois ; qu'il fut quatre fois prisonnier pendant ce procès, qui lui a coûté tout son bien, sans autre fondement que l'animosité desdits Trinquant, Mignon et autres.* Puis il arrive ainsi au nouveau procès qui lui fut intenté par ses ennemis :

« Ledit Grandier ayant présenté requête à la Cour pour faire appeler en icelle lesdits Trinquant, Mignon et autres pour sa réparation, dépens et intérêts, ils auroient comploté ensemblement une détestable calomnie ; et, pour y parvenir, attiré en leur société René Mesmin, sieur de Sillé, homme de crédit en la ville de Loudun, maître Pierre Menuau, avocat du roi audit lieu, *cousin germain* dudit Mignon, Louis Moussault, procureur du roi audit lieu, *aussi cousin germain* dudit Mignon, et quelques autres qui, après le décès de Moussault, prêtre, oncle dudit procureur du roi, qui étoit directeur des consciences des religieuses Ursulines, depuis quelques années établies audit Loudun, *en la maison de Nicolas Moussault*, oncle dudit procureur du roi, *et fort proche dudit Mignon*, firent que ledit Mignon, chanoine, l'un des témoins et partie du premier procès fût directeur de la conscience desdites religieuses et leur confesseur ordinaire. Lequel Mignon aussitôt commença, par mauvais artifices, ses inductions, et à ourdir une trame contre ledit Grandier, par une nouvelle, détestable et calomnieuse accusation ; et, abusant de la facilité de ces filles, il leur fit dire qu'elles étoient possédées, leur apprit à faire des grimaces, à dire des paroles lascives, et fait nommer ledit Grandier en tous leurs discours, par des exorcismes qu'il fit sans aucune forme. »

Mignon, croyant avoir bien dressé ses religieuses, fit venir à Loudun son ami Barré, curé à Chinon, lequel se mit à les exorciser avec lui. Tout étant ainsi disposé, on avertit le bailli de Loudun et les médecins, qui se rendirent au couvent, et, après avoir examiné les faits, dressèrent des procès-verbaux par lesquels il fut constaté que la prétendue possession n'étoit qu'une fourberie de Mignon, pour nuire à Grandier. L'archevêque de Bordeaux ayant envoyé son médecin au couvent des Ursulines, ces religieuses se

trouvèrent fort calmes, et l'archevêque fit, pour procéder aux exorcismes si on les croyait par la suite possédées, un règlement fort sage, qui ne fut pas observé, puisqu'il rendait la fourberie impossible. Du reste, les religieuses ne recommencèrent leurs contorsions qu'après l'arrivée de Laubardemont à Loudun.

Grandier ayant exposé ces faits dans son *factum*, et dit que ses ennemis avaient circonvenu Laubardemont, raconte ainsi son arrestation.

« Guillaume Aubin, lieutenant de police du Prévôt des marchands de Loudun, entra de grand matin en la maison de la cure dudit lieu, où demeuroit ledit Grandier, lequel se préparait, vêtu de sa robe longue et ayant son bréviaire en main, pour aller à matines de ladite église de Sainte-Croix : et lors fut par ledit Aubin, lieutenant, pris prisonnier en présence de tous les ennemis du curé, qui s'y trouvèrent par l'ordre dudit sieur de Laubardemont, contre les ordonnances ; et lors, la maison du curé fut donnée au pillage, quelques remontrances qu'en pût faire sa pauvre mère, âgée de soixante et dix ans, qui y demeuroit avec son fils. »

Grandier fut conduit à Angers, où il demeura quatre mois prisonnier. Pendant ce temps, Laubardemont alla à Paris prendre les ordres de Richelieu ; à son retour, on conduisit Grandier à Loudun, où il fut enfermé dans une chambre de la maison de Mignon, dont on mura les fenêtres. Ses ennemis seuls purent l'approcher ; sa mère demanda en vain à le voir ; un de ses frères, qui était avocat à Loudun, ayant voulu le défendre, fut déclaré *magicien*, et mis en jugement avec ses deux autres frères qui voulaient défendre Urbain. Les requêtes qu'ils présentèrent à cet effet, conjointement avec leur mère, à Laubardemont, pour lui démontrer que l'on ne suivait aucune loi dans les procédures et que tout était évidemment illégal et infâme dans le procès intenté à Grandier, pour le fond comme pour la forme, restèrent sans effet.

Après avoir présenté ces considérations générales, Grandier examine ces trois questions : si les Ursulines sont véritablement possédées ; si le diable peut être envoyé par un sorcier ou magicien dans le corps d'une religieuse ; si le diable doit être cru.

Il nie la possession et prouve que, au lieu de prendre les moyens de connaître la vérité sur ce fait, et suivre les formes indiquées par l'archevêque de Bordeaux, on avait cherché à se tromper soi-même et à tromper les autres, par tous les moyens auxquels des ennemis peuvent avoir recours. Il passe en revue les signes de

- possession indiqués par le rituel, et prouve que ces signes n'existent pas dans les religieuses, et que, dans les exorcismes qu'on leur a fait subir, il y a des marques évidentes de fourberie ; il prouve, en second lieu, par l'autorité des théologiens, qu'un magicien n'a aucun pouvoir pour envoyer le démon dans le corps de qui que ce soit ; enfin, il détruit d'un seul coup toutes les accusations portées contre lui, en établissant que le diable étant le père du mensonge, il ne devait pas être cru lorsqu'il accusait quelqu'un ; ses ennemis s'appuyaient principalement sur le témoignage du démon parlant par la bouche des possédées ; Grandier fait observer qu'il était plus équitable de s'en rapporter à toute sa vie et au témoignage des honnêtes gens qui l'avaient connu, qu'aux paroles du démon, supposé que le démon parlât par la bouche de ses accusatrices.

Grandier ¹ écrivit en même temps au roi pour l'assurer de son innocence et lui exposer les mêmes considérations.

Quelle que soit l'opinion que l'on suive sur la personne d'Urbain Grandier, il semble démontré, par sa défense et par les ouvrages mêmes qu'ont laissés ses ennemis, qu'on lui fit subir d'horribles tortures ; que les exorcismes allèrent jusqu'au ridicule le moins tolérable ; que la fourberie éclata dans toutes les réponses des soi-disant possédées.

Les juges de Grandier ² avaient été nommés par lettres patentes du 8 juillet 1634. Ils partirent pour Loudun et ils reçurent le fac-tum de l'inculpé, le 11 du mois d'août ; le dix-huit du même mois, ils prononcèrent leur arrêt, déclarèrent Urbain Grandier « dûment atteint et convaincu du crime de magie, maléfice et possession arrivée par son fait à des personnes d'aucunes des religieuses Ursulines de cette ville de Loudun, et autres souillures mentionnées au procès, ensemble des autres crimes résultant d'icelui ; pour réparation desquels icelui Grandier condamné et condamnons à faire amende honorable, nu-tête et en chemise, la corde au cou, tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres..... et ce fait, être conduit en la place publique de Sainte-Croix (de Loudun), pour y être attaché à un poteau, sur un bûcher qui, pour cet effet, sera dressé audit lieu, et y être son corps brûlé vif, avec les

¹ Lettre d'Urbain Grandier au roi, archives de l'Histoire de France, 2.^e série, t. v.

² Jugement rendu par les commissaires-députés, etc., *ibid.*

pactes et caractères magiques étant au greffe, ensemble le livre manuscrit par lui composé contre le célibat des prêtres et ses cendres jetées au vent. »

Ce livre, dont il est parlé dans l'arrêt, avait été saisi chez Urbain Grandier lors de son arrestation. Il est possible qu'il l'eût composé, car ses mœurs étaient assez légères et il avait du talent comme écrivain. « Il était éloquent, dit l'auteur de la vie du P. Joseph ¹, et on a de lui l'oraison funèbre de l'illustre Scévole de Sainte-Marthe ². Comme il était bien fait, agréable, poli, il avait gagné l'estime et l'amitié des dames par des manières qui le distinguaient de tous les ecclésiastiques du pays et qui donnaient de la jalousie aux maris ; il choqua tous les moines en prêchant contre les confréries et pour la messe de paroisse. » Cette question était alors un brandon de discorde entre les moines et le clergé ; Grandier avait raison de se déclarer contre les moines ; on ne peut approuver également ses galanteries, mais il faut avouer aussi qu'elles ne pouvaient fournir un sujet d'accusation contre lui auprès de Richelieu, qui ne craignait pas de souiller ses cheveux blancs par des amours adultères et publiques.

Urbain Grandier fut exécuté le jour même que son arrêt fut prononcé. Nous laisserons un témoin oculaire raconter les détails de son supplice ³ :

« Sur les cinq ou six heures du matin, un exempt du grand-prévost est envoyé en la prison par l'ordre des commissaires, afin de faire raizer le curé, d'autant que l'on disoit que dans son poil il y avoit des pactes pour empêcher l'exécution de l'arrêt. Lorsque cet exempt fut entré et luy eust dit ceste nouvelle, sans luy dire le contenu de l'arrêt, il ne dit autre chose sinon qu'il vouloit exécuter tout ce qu'il plairoit à la justice. On luy fit venir le médecin Mannoury, qui estoit celui qui l'avoit visité, lequel il refusa, de

¹ Richard, Vie du P. Joseph, Capucin.

² Docte littérateur qui a travaillé à la collection connue sous le nom de Gallia Christiana.

³ *Relation véritable de ce qui s'est passé en la mort du curé de Loudun*, etc. Outre les pièces que nous avons citées, on peut consulter : *Remarques et Considérations servant à la justification du curé de Loudun* ; et l'*Histoire des Diables de Loudun*, par Aubin ; l'*Histoire de Louis XIII*, par Le Vassor.

Le *Mercurius gallicus*, t. xx, et le P. D'Avrigny (*Mém. chronol.*, ann. 1634) croient à la possession des Ursulines, par Urbain Grandier. La plus grande partie des écrivains sérieux n'y croient pas.

sorte que l'on en fit venir un autre, qui le rasa en toutes les parties de son corps, et souffrit cela fort patiemment. Cela fait, on le descend de la prison ; il fait rencontre du concierge et de sa femme, auxquels il dit : « Hé bien, vous voyez aujourd'hui comme mes ennemys triomphent de moy, je leur pardonne pourtant. » Après quoy il est mené au palais dans un carrosse, où tous les juges estoient. On le fait mettre à genoux pour luy lire son arrest ; il entend la lecture fort doucement, sans dire une seule parole. L'arrest prononcé, il prit la parole : « Je supplie le roy, mon souverain, en la personne de vous autres, qui êtes ses ministres, d'amoindrir ma peine, de peur que les tourments qui m'ont esté ordonnez ne jettent mon âme dans le désespoir. » Messieurs lui promettent qu'il sera estranglé premier que le feu soit au toit, moyennant qu'il dise et confesse la vérité ; là-dessus, il respond qu'il a confessé la vérité, qu'il prend Dieu à témoin et les anges si jamais il eust intention ni volonté d'estre magicien ; puis il demanda du papier et de l'encre pour escrire. Là-dessus on fait sortir tous ceux qui estoient là ; tout le monde crie qu'il veut se reconnoistre et faire pénitence ; on luy refuse et remonstre qu'il n'estoit point question d'escrire, qu'il falloit se confesser ; il leur dit que c'estoit bien son désir. On lui présente des Récollets et Capucins, il les refuse, dit qu'il ne pouvoit se confesser à eux, requiert et demande tel autre religieux ou prestre séculier que ces Messieurs voudroient choisir, autre que ces Récollets et Capucine, ensemble les Carmes. On luy refuse tout à plein. Là-dessus, il leur dit avec une grande assurance : « Hé bien ! Messieurs, je vois bien que c'est ; l'on ne veut se contenter de martyriser mon corps, l'on veut perdre mon âme pour la jeter dans le désespoir ; vous en rendrez compte un jour à mon Rédempteur. Pour le moins, donnez-moi une demi-heure, que je me confesse à Dieu, afin qu'en ces derniers moments je le supplie m'envoyer des forces pour résister aux maux que je vois m'être préparés. » On lui accorda un quart-d'heure, lequel passé, on l'appliqua à la question ; et premier que le lasser, le Récollet l'exorcise, ensemble les ais, cordages et coins dont il devait être questionné. Il endura le lasser ayant toujours ces mots à la bouche : « Mon Dieu, ne m'abandonnez point ! Jésus-Christ, mon Rédempteur, ayez pitié de moi ! ne permettez, mon Dieu, que les tourments que je souffre maintenant me fassent oublier votre saint nom ! Il est pressé par l'exorciste et par les juges de confesser, il dit et persiste toujours qu'il est innocent, prend

Dieu et les anges à témoins, quant au fait de la magie, qu'il ne fut jamais magicien, qu'il renonçait au Diable et à ses anges ; qu'il supplioit un Dieu en Trinité de vouloir permettre, s'il étoit magicien et qu'il eût traité avec les diables, et entre autres avec ceux qu'on disoit être dans le corps des religieuses, qu'ils vinssent présentement lui faire une marque visible sur le corps ; que ce qu'il disoit n'étoit point pour prolonger ses jours ; qu'il pardonnoit à ses ennemis ; qu'il voyoit bien que c'étoit fait de lui ; qu'il prioit Dieu de tout son cœur de vouloir faire voir son innocence un jour après sa mort. Et lorsqu'on le pressoit, il avoit toujours de belles paroles à la bouche : « Seigneur Jésus-Christ, mon Rédempteur, tu sais que je ne suis point magicien, que je n'ai commis aucun sacrilège, mon doux Sauveur, pardonnez-moi mes péchés ; Seigneur, fortifie mon âme, ne délaisse point celui que tu as créé et racheté ; Mère de mon doux Jésus, prie ton cher fils qu'il envoie ses anges, afin que l'esprit de ténèbres ne m'environne et ne me fasse renoncer mon Dieu. » Trois coins passent en ces douleurs, on met le quatrième, au préalable exorcisé, la force de la douleur contraint le pauvre patient, étant comme mort : « Oui, Messieurs, dit-il, je suis magicien, je suis tout le plus abominable homme du monde, » revenant aussitôt à lui, comme finissant, dit ces paroles : « O mon âme ! qu'ai-je dit ? as-tu murmuré contre ton Dieu et créateur ? non, Messieurs, je ne suis pas magicien, je ne le fus jamais. Mon Dieu, mon père, mon doux Jésus, Sauveur et Rédempteur, ne me délaissent point ; que les flammes ni les tourments n'aient aucune force pour me faire renier celui qui m'a donné l'être. » Le bourreau lui montra encore quatre coins : « mon ami, dit-il, apportez-en un fagot. » Comme l'on vit qu'il ne vouloit rien confesser, on le fait delasser, et jeter de l'eau sur ses jambes, qu'il avoit toutes gâtées ; puis après il est porté en la chambre du conseil, où il est pressé de confesser qu'il est magicien et sacrilège ; qu'il est auteur du maléfice et possession des religieuses ; persiste toujours à dire que non. Je n'oubliois de mettre ici que, lors de la question, il reconnut avoir fait le livre contre le célibat des prêtres en faveur d'une personne qu'il nomma à M. de Laubardemont ; que néanmoins il s'étoit repenti de l'avoir fait et qu'il avoit eu volonté de le brûler ; qu'il avoit été homme comme les autres, mais qu'il étoit faux qu'il eût commis aucun sacrilège ; qu'il reconnaissoit que son orgueil et sa présomption l'avoient trompé et déçu ; qu'il étoit véritable que, depuis qu'il avoit obtenu la sentence de Monseigneur de Bor-

deaux, il n'avoit eu affaire ni à femme ni à fille, même pas eu la volonté d'en approcher pour plaisir déshonnête.

» Pour revenir à mon discours, lorsque le patient fut en la chambre du conseil, on lui apporta du vin ; il le porta à la bouche et n'en put avaler, et dit lors à quelques-uns : « Je n'ai plus besoin de viande pour le corps, c'est pour l'âme qu'il en faut ; » disoit et proféroit toujours ces paroles : « Mon Dieu, mon Dieu, ne m'abandonnez point. Seigneur, je suis pécheur, ne me juge point en ton ire ; fais que le mal que je souffre maintenant, je le reçoive en bonne part ; fortifie ta créature, mon doux Jésus, donne-lui les armes de la vertu de patience. » Et autres semblables paroles, qu'il dit ce temps qu'il fut dans ladite chambre avec deux Pères Capucins. Sur les trois à quatre heures après midi, il fut descendu et mis dans un tombereau, et puis conduit devant la porte de l'église de Saint-Pierre, où un bon Père Cordelier l'attendoit ; et étant mis à terre pour exécuter l'arrêt, ce bon Père lui demanda s'il ne mourroit pas content, et s'il ne demandoit pardon à Dieu de toutes ses fautes ; qu'il les devoit à présent confesser ; qu'il étoit aux derniers abois ; qu'il n'emportât rien sur sa conscience ; qu'il l'assuroit de la part de Dieu de son salut, s'il s'en alloit pénitent. Alors il dit : « Mon doux sauveur Jésus-Christ, Sainte-Vierge, vous voyez mon cœur, je vous requiers pardon. » Et puis dit : « Adieu, mon Père, priez Dieu pour moi et consolez ma pauvre mère. » Puis est remonté et conduit devant l'église des Ursulines, où étant, il est encore adjuré de reconnoître son forfait et ne mourir pas impénitent. « J'espère, dit-il, que mon Dieu, mon créateur, sauveur et rédempteur, me fera pardon, lui seul sait que je suis innocent. Je ne dirai autre chose que ce que j'ai dit ; ne me troublez point ; je vois mon Dieu qui me tend les bras. » Le Père qui étoit avec lui pour le confesser lui dit : « Eh bien, Monsieur, ne voulez-vous pas demander pardon à ces filles ? — Ah, mon Père, répondit-il, je ne les ai jamais offensées. » Il est remis dans le tombereau, où il étoit sur le dos, les yeux au ciel, ayant toujours Dieu en sa bouche ; et passant devant la maison de son avocat qui étoit à sa fenêtre, il lui dit : « Monsieur le curé, ayez toujours Dieu devant les yeux, ne murmurez point contre lui ; c'est ainsi qu'il éprouve ses enfants. » Le patient lui fit réponse : « Monsieur, j'ai espérance en Dieu, il ne me délaissera point. » Il prioit continuellement Dieu, et même, lorsqu'il fut mis dans le tombereau, il disoit les litanies de la Sainte Vierge. Arrivé qu'il est en la place publique, il est mis sur le bû-

cher, où il avoit la plus grande assurance qu'il eut jamais; il disoit toujours : « Mon doux Jésus, ne m'abandonne point, aie pitié de moi. » Il fut longtemps exorcisé par le Récollet, auquel il dit : « Mon père, vous travaillez en vain, il n'y a point de diable en moi; je l'ai renoncé, mon Dieu le sait; je ne vous dirai autre chose que ce que je vous ai dit. » Il fit chanter un *Salve Regina*, et l'hymne *Ave, Maris stella*, priant toujours Dieu. Finalement, après plusieurs interrogatoires, il pria le Père Récollet lui vouloir donner le baiser de paix, ce que le Père refusa trois ou quatre fois; enfin il condescendit et lui dit : « Monsieur, voilà le feu, il n'y a plus de salut pour vous, convertissez-vous. » De fait, le Récollet et les deux Capucins prirent chacun un bouchon de paille, et mirent eux-mêmes le feu au bûcher. Ce que voyant, ledit curé dit : on ne me tient pas ce qu'on m'avoit promis : » qui étoit de l'étrangler auparavant, et étant dans les flammes, il dit encore ces paroles : « Seigneur Jésus-Christ, je te remets mon âme entre les mains; envoie tes anges, mon Dieu, afin qu'ils la portent devant ta face, et pardonne à mes ennemis. » Ce sont ses dernières paroles. »

Il faut avouer que c'est là une mort bien chrétienne pour un magicien et un possédé du démon. On peut croire que la sentence de Dieu fut moins cruelle pour le pauvre Grandier que celle de Laubardemont. On continua les exorcismes après la mort de Grandier. Richelieu envoya des religieux de divers Ordres à Loudun pour y faire les fonctions d'exorcistes; ils y furent entretenus pendant deux ans aux dépens du roi. On n'oublia rien pour faire croire à la possession, et le P. Tranquille nous apprend que la Sorbonne elle-même, requise de se prononcer, décida que *le mal des Ursulines de Loudun étoit une véritable possession*. Le fait serait-il certain que la culpabilité de Grandier, qui ne connaissait même pas ces religieuses, n'en serait pas mieux établie.

Mais on sait que Richelieu étoit peu difficile sur les procédures qui devoient le débarrasser d'un ennemi. Il ne reculait devant aucune injustice pour satisfaire sa haine et arriver au but qu'il se proposait. Nous renvoyons à l'histoire politique pour les exécutions cruelles dont il ensanglanta le règne du pacifique et faible Louis XIII. Il n'eût même pas reculé devant un schisme avec Rome pour accomplir les desseins qu'il avait conçus.

La politique de Richelieu n'avait jamais été approuvée de la cour de Rome; son alliance avec les Protestants contre les gouvernements catholiques d'Autriche et d'Espagne avait toujours été

regardée par elle comme criminelle ; Richelieu avait lutté contre l'Espagne avec avantage, et Louis XIII avait préféré les conseils de son ministre à ceux du pape. La cour de Rome ne l'oublia pas, et saisit avec empressement l'occasion de donner à l'ambitieux cardinal des preuves de ses dispositions peu bienveillantes.

En 1635, Richelieu ¹ avait été élu général de l'Ordre de Cîteaux, en remplacement de Nivelles, qui avait donné sa démission après avoir inutilement cherché à réformer son Ordre. Cet abbé conseilla, en se retirant, d'élire à sa place le cardinal de Richelieu, qui avait, dit-il, beaucoup de zèle pour la réforme des anciens Ordres déchus et qui, après les exhortations charitables, pouvait employer l'autorité du roi pour soumettre les réfractaires et les courber sous le joug des réglemens. Après ce discours, Richelieu fut élu d'une voix unanime. Son élection devait être confirmée par le pape. Le roi en fit la demande, et Richelieu plaida chaleureusement sa cause contre l'opposition formée par le P. Hilarion au nom de plusieurs moines qui n'approuvaient ni le choix fait par le chapitre général, ni la manière dont l'élection avait été faite.

Cette opposition était soutenue par la maison d'Autriche, qui gagna à sa cause le cardinal Barberin, neveu du pape. Richelieu ne put donc obtenir ce qu'il sollicitait. Il demanda aussi inutilement la jonction de l'Ordre de Cluni, dont il était abbé, à la Congrégation de Saint-Maur : en vain l'ambassadeur essayait-il d'intimider la cour de Rome en lui faisant entendre que les parlements consentiraient volontiers à terminer ces affaires à défaut du pape ; tout fut inutile ; Urbain VIII maintint aussi, contre la volonté du roi de France, un nommé Marchier, élu à cette époque abbé de l'Ordre de Saint-Antoine, et un général des Minimes, élu en Espagne sans le consentement des religieux français du même Ordre. Ce fut en vain que Louis XIII sollicita l'annulation de cette élection soutenue par la cour d'Espagne. La cour de Rome saisit encore d'autres occasions de mécontenter Richelieu ; mais rien ne lui fut plus sensible que le refus d'élever au cardinalat le fameux Capucin Joseph, son ami et son confident. Les Espagnols, qui connaissaient toute la part que ce religieux avait aux desseins et à la politique de Richelieu, firent à sa promotion une opposition extraordinaire, et ce fut en vain que Louis XIII mit en avant la prise de La Rochelle,

¹ Mémoires de Richelieu, liv. 28 ; Aubery, Hist. du cardinal de Richelieu, liv. 6.

et le service qu'il avait rendu à l'Église en *exterminant l'hérésie en son royaume*.

Les Espagnols irritaient le pape contre Richelieu, en le présentant comme l'unique auteur de la guerre, par la scandaleuse alliance qu'il avait faite avec les Protestants d'Allemagne et de Suède. Urbain VIII désirait la paix et travaillait à l'établir. Richelieu était donc, à ses yeux, l'obstacle le plus insurmontable à ses desseins. Pour vaincre son opposition et le rendre plus favorable à sa médiation, il lui envoya Mazarin, vice-légat d'Avignon, en qualité de nonce extraordinaire. Il lui semblait que les liaisons de ce diplomate avec Richelieu, jointes à la souplesse de son esprit, le rendaient, plus que tout autre, propre à faire abandonner au ministre du roi de France une politique qu'il regardait comme funeste.

On crut un instant que la bonne harmonie allait naître, et ce fut alors que, pour être agréable à la cour de Rome, le roi fit censurer, par dix-neuf évêques, l'ouvrage des frères Dupuy sur les libertés de l'Église gallicane (1639). Cette censure n'emportait pas la condamnation de ces libertés. Seulement des théologiens furent chargés de revoir le livre des Dupuy et d'en corriger les endroits qui ne seraient pas conformes à la doctrine de l'Église¹.

Mazarin, au lieu de suivre les instructions du pape, entra dans les vues de Richelieu et chercha à lui gagner de l'appui, même dans les cours d'Italie. Les Espagnols s'en plaignirent au pape, qui donna ordre à Mazarin de retourner à Avignon. Richelieu mit tout en œuvre pour faire revenir le pape sur cette résolution, mais il échoua encore en cette occasion contre l'influence espagnole. Le cardinal Antoine Barberin, un des neveux du pape, était vraiment dévoué au parti français à la cour de Rome. Le cardinal Antoine aimait Mazarin, et celui-ci lui parlait à cœur ouvert du mécontentement de Richelieu. Le cardinal Antoine lui disait que Rome ne serait pas aussi fière et n'affecterait pas de lui faire tant d'affronts,

¹ L'œuvre de Pierre et de Jacques Dupuy se compose : 1.^o des Ouvrages faits par divers juriconsultes, et en particulier par Pithou sur les libertés de l'Église gallicane; 2.^o de Commentaires sur les articles de ces ouvrages; 3.^o d'un Recueil de monuments historiques sous le titre de : *Preuves des libertés de l'Église gallicane*. L'*opuscule* de Pithou, qui est la base principale de l'ouvrage des frères Dupuy, a été transformé en un *grand traité* in-folio par M. Ehorbacher dans sa prétendue histoire (Liv. 87, § 5). On peut voir la lettre des évêques qui condamnèrent l'ouvrage des frères Dupuy au t. III de la Collection des procès-verbaux du clergé de France, *pièces justificatives*, n.^o 1.

si l'ambassadeur français avait plus d'énergie. Richelieu, instruit par Mazarin de cette confiance, rappela le comte de Noailles et envoya à Rome le maréchal d'Estrées, qui avait déjà rempli cette ambassade sous Paul V. D'Estrées connaissait les Italiens et était persuadé que la douceur et les concessions les rendaient insolents, mais qu'il était facile de les rendre souples et complaisants à l'excès, en déployant de l'énergie et en les traitant même avec hauteur. On le reçut mal à son arrivée à Rome et on lui fit des affronts sanglants. Il répondit à ces insolences avec une fierté et une hauteur qui désolaient la cour romaine. Urbain avait résolu de forcer, par ses mauvais procédés, la cour de France à rappeler le maréchal d'Estrées; mais il n'y put réussir, et Richelieu lui écrivit de manière à lui faire comprendre qu'il ne pouvait se flatter de réussir.

En revanche, Urbain refusa le chapeau de cardinal que Louis XIII lui demandait pour Mazarin; et, lorsqu'il apprit la mort du cardinal de La Valette, connu par son dévouement à Richelieu, il ne voulut point dire la messe pour lui selon l'usage, et il défendit à la Congrégation du Saint-Office, dont ce cardinal était membre, de lui faire un service à la Minerve¹.

Dans le même temps, les rapports du maréchal d'Estrées avec la cour pontificale devenaient plus difficiles. On enleva, sans lui en donner avis, d'une église française, qui avait droit d'asile, cinq esclaves turcs qui appartenaient à l'ambassadeur d'Espagne et qui s'y étaient réfugiés; on assassina le sieur de Rouvrai, son écuyer², qui avait eu le tort d'enlever à la justice pontificale un Italien, de ses domestiques, lequel avait violé certains réglemens de police. Le roi, ayant appris ces faits, défendit à d'Estrées de se présenter à l'audience du pape ou de son neveu François Barberin, son principal ministre; en même temps, il fit notifier au nonce, à Paris, qu'il n'eût pas à se présenter à son audience, et défendit à tous les évêques qui étaient à Paris d'avoir aucun rapport avec lui.

Mazarin courut à Rome, où il s'efforça de procurer au maréchal d'Estrées les satisfactions qui lui étaient dues. Il y soutint vivement les intérêts de la France, et le pape l'envoya à Paris pour accommoder les différends qui s'étaient élevés. Mazarin y arriva le 4 janvier 1640. Un pareil choix indiquait évidemment que le pape craignait les suites de ces démêlés. Depuis quelque temps, plusieurs évêques

¹ Lettre du maréchal d'Estrées, du 2 nov. 1639.

² Mémoires de Talon; Hist. de Richelieu, par Aubery.

parlaient d'assembler un concile national pour aviser aux moyens de mettre obstacle aux prétentions exagérées du pape ; l'on disait que Richelieu était secrètement l'âme de ce projet et qu'il avait l'intention de faire un schisme avec l'Église romaine. Un prêtre, Charles Hersent, publia (1640), sous le titre d'*Optatus-Gallus*, un livre dans lequel il prétend que le schisme était imminent, et il en donnait, pour signes précurseurs : la publication du livre des Dupuy sur les *Libertés de l'Église gallicane* ; la proposition faite par plusieurs évêques de réduire les annates payées au pape par l'Église de France, enfin certaines lois concernant le mariage, lesquelles ne s'accordaient pas avec les dispositions du concile de Trente ¹. Hersent se plaignait vivement de l'idée que l'on avait eue de créer un patriarche en France, et tout en affirmant qu'il ne croyait pas que Richelieu favorisât cette opinion, on voit aisément qu'il pense à lui en parlant du patriarcat, et Richelieu ne se fit sur ce point aucune illusion ².

L'*Optatus-Gallus* fut solennellement condamné au feu par le Parlement et censuré par les évêques de la province de Paris. Plusieurs auteurs le réfutèrent, entre autres le docteur Hallier. Le Jésuite Rabardeau le réfuta aussi, et, pour flatter Richelieu, soutint que l'établissement d'un patriarcat en France était légitime.

Quoi qu'il en soit du projet exposé par Hersent, il n'en est pas moins vrai que les démêlés du pape et de la cour de France, et les efforts que faisaient les nonces pour s'immiscer plus qu'ils ne le devaient dans les affaires ecclésiastiques, avaient inspiré à plusieurs évêques le désir de voir réunir un concile national, pour aviser à la défense des libertés de l'Église de France contre les empiétements de la cour de Rome. Le pape avait décidé depuis peu que les informations canoniques des évêques n'auraient plus lieu, comme par le passé, par-devant les comprovinciaux, mais par-devant son nonce en France. Richelieu ³ en avait écrit au pape, et plusieurs évêques s'assemblèrent, à Paris, pour défendre l'usage de l'Église gallicane. Comme le pape avait annoncé qu'il refuserait les bulles à ceux dont les informations n'auraient pas été faites selon son désir, plusieurs disaient hautement que les bulles

¹ *Optatus Gallus*, de cavendo schismate, etc.

² Aubery, Hist. du cardinal de Richelieu, liv. 6, ch. 36 ; D'Avrigny, Mémoires chronologiques, ann. 1640.

³ Aubery, Hist. du card. de Richelieu, liv. 6.

du pape n'étaient pas nécessaires pour l'institution canonique. L'abbé de Saint-Cyran se déclara contre cette opinion, qui tendait à détruire violemment un usage autorisé et confirmé par des lois. Arnould ¹. depuis évêque d'Angers, ayant été élu évêque de Toul, par le chapitre de cette église, dont il était doyen, l'abbé de Saint-Cyran dit à la mère Angélique : « Votre frère ayant été élu par le chapitre selon l'ancien droit, est le seul évêque de France qui pourroit se faire sacrer sans envoyer quérir des bulles à Rome ; le cardinal pourroit peut-être l'y porter ; mais je crois qu'il ne le doit point faire et que, dans cette conjoncture, cette entreprise causeroit du scandale que la prudence et la charité chrétienne obligent d'éviter. »

Déjà l'abbé de Saint-Cyran ² s'était attiré la haine de Richelieu en adoptant l'opinion de Rome touchant le mariage de Gaston. On savait en outre qu'il ne partageait pas les idées du cardinal touchant l'attrition ; or, Richelieu était si susceptible sur ce point, que le P. Seguenot, de l'Oratoire, fut enfermé à Vincennes pour avoir adopté un sentiment contraire au sien. Dans ces circonstances, Ch. Hersent, auteur de l'*Optatus Gallus*, publia en France un ouvrage ³ où Jansenius attaquait avec beaucoup d'énergie la politique de Richelieu et blâmait son alliance avec les Protestants contre les gouvernements catholiques d'Autriche et d'Espagne. Cet ouvrage, qui fit élever Jansenius sur le siège épiscopal d'Ypre, fit enfermer l'abbé de Saint-Cyran à Vincennes. Ses relations avec Jansenius étaient connues, on lui attribua ses opinions, et, le 14 mai 1638, un mandat d'arrêt fut décerné contre lui ; ce fut en vain que Chavigny, secrétaire d'Etat, Bignon, avocat général, les généraux des Bénédictins et de l'Oratoire, Augustin Potier, évêque de Beauvais, Sponde, évêque de Pamiers et saint Vincent-de-Paul lui-même, firent des démarches pour la délivrance du prisonnier. Richelieu ne se laissa point fléchir, et l'abbé de Saint-Cyran resta à Vincennes pendant cinq ans.

Lorsque l'abbé de Saint-Cyran eut été arrêté, on saisit tous ses papiers afin d'y trouver quelques renseignements qui pussent le

¹ D. Clemencet, Hist. gén. de Port-Royal, liv. 3, § 11.

² V. les Mémoires de Lancelot ; Mémoires de Fontaine.

³ Cet ouvrage, intitulé : *Mars gallicus*, avait été composé en 1633 par Jansenius. Il ne fut publié en France qu'en 1638, année de l'incarcération à Vincennes de l'abbé de Saint-Cyran.

faire passer pour hérétique, et une raison au moins plausible de la violence que l'on exerçait contre lui ; mais ce fut en vain que l'on examina ses nombreux manuscrits ¹, avec l'idée arrêtée de le trouver coupable ; on n'y découvrit rien que d'orthodoxe et d'édifiant, et on les lui rendit, excepté sa correspondance avec Jansenius, que les Jésuites surent s'approprier ². On ne trouva dans ses papiers qu'une lettre qui, au premier abord, put donner quelque espérance de trouver enfin un prétexte à son emprisonnement. Cette lettre était une réponse à saint Vincent-de-Paul ³. Saint-Cyran y parlait d'une manière générale de quatre reproches que lui avait adressés Vincent, dans une visite qu'il lui avait faite à Paris, au moment où il partait pour un voyage à Poitiers. Vincent-de-Paul était fort dévoué au cardinal de Richelieu, qui lui fournissait même alors des sommes considérables pour construire une maison pour sa Congrégation ; Laubardemont, chargé de la procédure contre l'abbé de Saint-Cyran, se flatta que, par complaisance pour Richelieu, Vin-

¹ Les manuscrits de l'abbé de Saint-Cyran auraient pu former 30 à 40 volumes in-folio. Un homme qui avait amassé d'aussi énormes matériaux ne pouvait être un chef de secte actif et entreprenant, quoi qu'en disent les Jésuites et ceux qui ont pris leurs récits pour guides, comme Petitot. Nous n'avons rien lu d'aussi faux que la *Notice sur Port-Royal*, dont ce collectionneur a fait précéder les *Mémoires d'Arnauld d'Andilly*, et dans laquelle il s'applique à faire de l'abbé de Saint-Cyran un homme qui passait sa vie à former une secte ennemie de l'Eglise, et à gagner à cette secte de nouveaux adeptes. Un fait certain, c'est que l'abbé de Saint-Cyran n'avait que fort peu de relations. Il ne sortait presque jamais. Outre les monuments historiques qui tous confirment ce fait, ses œuvres imprimées et la masse de ses manuscrits prouveraient seuls que l'abbé de Saint-Cyran a dû nécessairement passer toute sa vie dans les études les plus opiniâtres.

² Les Lettres de Jansenius, dont les Jésuites ont publié des *extraits* avec *commentaires*, faisaient partie de la correspondance saisie chez l'abbé de Saint-Cyran. Les Jésuites parvinrent à se procurer ses lettres, qui ne leur appartenaient pas, et qui auraient dû être rendues à l'abbé de Saint-Cyran avec ses autres papiers. Ces lettres ne fournirent à Laubardemont lui-même aucun renseignement défavorable à l'accusé. Les Jésuites ont été plus habiles et ont échafaudé sur ces lettres tout leur système de la grande conjuration, ourdie selon eux contre l'Eglise par Jansenius et l'abbé de Saint-Cyran. Il est vrai qu'ils n'ont publié que des *extraits* ; qu'ils n'ont jamais voulu montrer les originaux ; que leurs extraits ne prouvent rien, à moins qu'on ne les interprète à la manière du P. Pinthereau, qui les publia.

³ Il l'écrivit sans doute à Paris, au moment de partir pour Poitiers. D'autres pensent qu'elle fut écrite de Poitiers et qu'il y a une erreur dans la déposition de saint Vincent-de-Paul, citée plus bas en note. Nous croyons le premier sentiment plus probable.

cent n'hésiterait pas à charger son ancien ami, et il comprenait toute l'importance du témoignage d'un homme aussi vertueux et aussi généralement estimé, pour donner une apparence de raison à l'emprisonnement de l'abbé de Saint-Cyran. Il fit donc comparaître Vincent par devant lui et lui présenta la lettre trouvée dans les papiers du prisonnier ; Vincent reconnut aussitôt avoir reçu une lettre absolument conforme à la minute qui lui était présentée. Laubardemont lui demanda alors quelques détails sur les quatre reproches qu'il avait cru devoir adresser autrefois à l'abbé de Saint-Cyran. Vincent répondit d'abord qu'il ne s'en souvenait point. Laubardemont l'engagea à y réfléchir et lui dit qu'il l'interrogerait de nouveau dans quelques jours. Vincent se mit en prières et, après avoir fait tous ses efforts pour rappeler ses souvenirs, déclara à Laubardemont qu'il se souvenait de trois des reproches en question. Le premier roulait sur ce qu'il avait entendu dire à l'abbé de Saint-Cyran que les Huguenots s'étaient mal défendus ; le second sur ce qu'il avait cru cet abbé opposé aux vœux monastiques, parce qu'il l'avait engagé à n'en point imposer aux membres de sa Congrégation ; le troisième enfin, sur ce qu'il lui avait semblé désapprouver l'usage reçu dans l'Église d'admettre facilement aux sacrements les plus grands pécheurs. Vincent déclara en outre que, sur ces trois points, les explications de l'abbé de Saint-Cyran l'avaient pleinement satisfait ; il était même allé l'en assurer dès qu'il avait été de retour à Paris, et pour lui donner un témoignage de son amitié, il était resté à dîner chez lui ce jour-là.

La déposition de Vincent ne pouvait certes pas nuire beaucoup à l'abbé de Saint-Cyran ; il craignit cependant de lui avoir porté préjudice, et, par une charité bien digne de lui, il se crut obligé de déclarer à Laubardemont que, sur les trois reproches qu'il avait cru à tort devoir adresser autrefois à son ami, il connaissait des faits qui démontraient évidemment qu'il s'était mépris en les lui adressant ; qu'au lieu d'être favorable aux Huguenots, il avait entrepris de réfuter leur doctrine particulièrement sur l'Eucharistie ¹, que, bien loin de désapprouver les vœux monastiques, il avait fait entrer un grand nombre de sujets chez les Carmes déchaussés, les Capucins et les Bénédictins, qui faisaient ces vœux ; qu'enfin il sa-

¹ L'abbé de Saint-Cyran avait fait, sur l'Eucharistie, un grand ouvrage plein d'érudition, qui ne fut jamais imprimé, et qui était dans le genre de la *Perpétuité de la foi*, publiée depuis par l'école de Port-Royal.

vait tolérer les pécheurs et être doux envers eux, puisqu'il avait employé les membres de sa Congrégation dans les missions qu'il avait fait donner aux habitants du territoire de son abbaye.

L'abbé de Saint-Cyran fut interrogé ensuite par Laubardemont, mais il refusa de répondre à ce juge, par la raison qu'étant laïque il n'avait pas le droit de s'immiscer dans une cause ecclésiastique. On n'avait pu en effet élever contre l'abbé de Saint-Cyran d'autre accusation que celle d'hérésie, et tout, dans la procédure, ne tendait qu'à le trouver coupable sur ce chef.

Richelieu, ne pouvant laisser la cause à l'exécuteur de ses hautes œuvres, la confia au docteur Lescot, son confesseur, dont il connaissait le dévouement pour sa personne.

Ce théologien ¹, qui fut depuis évêque de Chartres, se munit d'une commission de l'archevêque de Paris et se rendit à Vincennes. Pendant trois semaines environ, il interrogea, à plusieurs reprises, le prisonnier ², et finit par dire qu'il était assez ignorant, et que ses lectures lui avaient tourné la tête. Il demanda à l'abbé de Saint-Cyran une rétractation de ses sentiments sur la contrition en lui faisant entendre que le cardinal tenait à ce qu'il n'eût pas sur ce point une opinion contraire à la sienne, et lui faisant espérer, à ce prix, sa liberté. Saint-Cyran refusa. Ceci se passait en 1639. Un an après, Lescot retourna à Vincennes, et demanda à Saint-Cyran, de

¹ Mémoires de Lancelot; Mémoires de Fontaine; D. Clémencet; Hist. de Port-Royal, liv. 6 et 7; Recueil de pièces de 1740; Rapin, Histoire mss. du Jansénisme, Biblioth. de l'Arsenal, théol. franç., n.º 56; Mémoires mss. de Hermant sur l'Hist. Eccl. du xvii.º siècle.

² Lescot ne communiqua point pendant sa vie l'interrogatoire qu'il fit subir à l'abbé de Saint-Cyran. Le procureur-général Molé, ami de cet abbé, ne put en avoir communication, malgré toutes les démarches qu'il fit à cet effet. Ce ne fut que plus de douze ans après que l'on put en avoir quelques lambeaux par le canal suspect des Jésuites. Le père Pinthereau, qui en avait eu communication, en défigura le commencement dans son ouvrage intitulé : *Progrès du Jansénisme, etc.* Ce Jésuite, dans la dédicace de cet ouvrage au chancelier Seguier, en 1655, osa manifester le regret que Saint-Cyran n'eût pas été mis à mort. « Le supplice de cet *hérésarque*, dit-il, aurait été le salut de tout le royaume. » En 1656 mourut Lescot. On trouva dans ses papiers l'interrogatoire qu'il avait fait subir à l'abbé de Saint-Cyran. Cet interrogatoire, quoique rédigé par un ennemi, suffit pour prouver l'innocence de l'abbé de Saint-Cyran; aussi les Jésuites n'ont-ils jamais osé l'imprimer en entier; ils se sont contentés d'en extraire quelques passages, en les accommodant à leurs préjugés, dans les divers pamphlets publiés par eux. Le P. d'Avrigny, dans ses *Mémoires chronologiques* (ann. 1658), en parle avec une mauvaise foi qui étonne même dans un ouvrage si passionné ordinairement.

la part de Richelieu, sa profession de foi. Le docte abbé en donna une fort claire, et, comme on l'avait accusé d'avoir mal parlé du concile de Trente, il déclara qu'il l'admettait non-seulement pour la doctrine, mais encore pour la discipline et pour ce qui regarde l'administration des sacrements ; mais comme il n'y disait rien de l'attrition, cette profession de foi ne plut pas à Richelieu, qui tenait à ce que tout le monde entendit la contrition à sa manière.

Le docteur Lescot interrogea saint Vincent de Paul au sujet de la lettre touchant laquelle Laubardemont l'avait déjà interrogé. Mais Vincent lui répondit d'une manière aussi favorable pour l'abbé de Saint-Cyran et lui laissa sa déposition écrite. Richelieu, qui tenait surtout à avoir Vincent pour accusateur, essaya d'abuser de son influence sur ce saint homme pour en tirer au moins quelques mots dont il pût profiter. Ce fut en vain. Aussi, le quitta-t-il avec froideur, et « en se grattant la tête, témoignant, par ce geste, qu'il n'était pas content. » Vincent lui-même alla le dire à l'abbé de Barcos, avec lequel il continua les relations qu'il avait eues avec son oncle ¹. Souvent, il visitait cet abbé, lui demandait des nouvelles

¹ L'abbé de Barcos a donné tous les détails que nous rapportons dans un ouvrage qu'il composa sous le titre de *Défense de feu Monsieur Vincent*, pour réfuter Abelly, auteur d'une Vie de ce saint. Abelly osa *inventer* quatre reproches monstrueux qu'il mit dans la bouche de saint Vincent, à propos de la lettre dont nous avons parlé. L'abbé de Barcos le défia publiquement de produire l'interrogatoire de Vincent, lequel interrogatoire avait été signé du saint lui-même, et qui était resté entre les mains des ennemis de l'abbé de Saint-Cyran. Ne pas produire cette pièce, c'était, de la part d'Abelly, avouer sa calomnie. L'interrogatoire de saint Vincent de Paul et l'autographe de la lettre de Saint-Cyran à ce saint étaient, en 1731, entre les mains de Colbert, évêque de Montpellier, qui publia l'interrogatoire dans sa polémique avec Belzunce, évêque de Marseille. Cette pièce confirme pleinement le récit de l'abbé de Barcos, et nous croyons utile d'en reproduire les passages principaux, afin de convaincre de mensonge Abelly, dont l'ouvrage a servi de base à tant de faux récits sur les relations de saint Vincent de Paul et de l'abbé de Saint-Cyran. On sera moins surpris du mensonge d'Abelly lorsqu'on saura que cet évêque était pour les Jésuites d'un dévouement si aveugle qu'il défendit seul, à peu près, dans l'épiscopat français, la morale de leurs casuistes dans son ouvrage intitulé : *Moëlle théologique*. Il fit même sa Vie de saint Vincent de Paul dans le but de mettre les Jésuites sous la sauvegarde de Vincent, qu'il fait souvent parler, à tort ou à raison, en leur faveur. Il lui fait même dire à ce propos des choses absurdes et ridicules, comme l'a parfaitement démontré l'abbé de Barcos dans l'ouvrage cité plus haut.

Voici les passages principaux de la déposition de Vincent de Paul devant le docteur Lescot et signée de sa main :

« Je, Vincent de Paul, supérieur de la congrégation des Prêtres de la Mis-

du prisonnier et lui répétait : *date locum iræ*, pour lui faire comprendre qu'il fallait laisser passer le temps de la violence. Par inté-

sion, âgé de cinquante-neuf ans ou environ, après serment de dire la vérité, sur mes saints Ordres, reconnois que voici les faits, et les réponses que j'ai faites ensuite, par devant M. de Lescot, docteur en théologie et professeur du roi en icelle, et député par Monseigneur l'éminentissime cardinal duc de Richelieu, en vertu de la commission qui a été donnée à Son Éminence par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Jean-François de Gondy, archevêque de Paris, sur le sujet du procès qui se fait contre M. l'abbé de Saint-Cyran, détenu prisonnier au château du bois de Vincennes, *à cause des opinions particulières et contraires à l'Eglise qu'il est accusé de tenir* : 1.^o je reconnois que la lettre qui m'a été représentée par ledit sieur de Lescot, et laquelle j'ai signée et paraphée, est celle-là même qui m'a été écrite et envoyée par ledit sieur de Saint-Cyran, datée de Paris du 20 novembre 1637, souscrite du nom de l'abbé de Saint-Cyran, et comprise en quatre pages et demie ;

» Plus, je dis que je connois ledit sieur de Saint-Cyran depuis quinze ans ou environ, et que, pendant ledit temps de quinze ans, j'ai eu assez grande communication avec lui, et *j'ai reconnu un des plus hommes de bien que j'aie jamais vus* ;

» Que, sur la fin de l'année 1637, environ le mois d'octobre, je fus trouver ledit sieur de Saint-Cyran en sa maison à Paris vis-à-vis des Chartreux, et lui donnai avis des bruits qui couroient de lui¹, savoir de quelques opinions ou pratiques contraires à la pratique de l'Eglise qu'on disoit être tenues par lui, et ne me ressouviens pas du nombre, mais seulement me souviens d'une qui est qu'il *faisoit faire pénitence à quelques personnes trois ou quatre mois avant que de leur donner l'absolution*, et de quelques autres qui sont ici dessous ;

» Lequel avis il reçut assez paisiblement, et ne me ressouviens point de la réponse qu'il me fit pour lors distinctement : ce qui se passa entre ledit sieur de Saint-Cyran et moi seulement, et sans qu'aucune autre personne y fût présente.....

» Je ne sais en quel temps je reçus ladite lettre, ni par qui elle m'a été adressée ni rendue.

» Jamais il ne m'a dit ce qu'il trouvoit à redire en notre Congrégation, ni des manquements dont il parle dans sa lettre susdite.

» Je ne me ressouviens point d'*avoir jamais défendu à ceux de notre Congrégation de fréquenter ledit sieur de Saint-Cyran.....*

» J'ai vu une fois ledit sieur de Saint-Cyran dans sondit logis à Paris,

¹ Ces bruits étoient répandus par l'abbé de Prières, qui avait entendu parler une ou deux fois l'abbé de Saint-Cyran, et avait basé ses accusations sur ces conversations qu'il n'avait pas comprises. Il vint un jour demander pardon à l'abbé de Saint-Cyran de ses calomnies, pour obéir à l'évêque de Comminges ; mais il se conduisit dans cette visite d'une manière si impertinente que le docte abbé le traita comme il le méritait. De là la colère de l'abbé de Prières, qui fit contre lui, lors de son procès, une déposition dont les Jésuites se sont emparés et qu'ils ont adoptée pour base de leurs injures et de leurs calomnies. Cette déposition de l'abbé de Prières doit être reléguée parmi les pamphlets, et ne peut servir à une *histoire* honnête.

rét pour l'abbé de Saint-Cyran, il lui fit dire de dicter lui-même ses réponses lorsqu'il serait interrogé, et de faire attention à ce qu'on

depuis son retour, où nous ne parlâmes point du contenu de la lettre, sinon que d'abord je lui dis que je le remerciais de ce qu'il s'étoit déchargé à moi ; ce que j'entendois qu'il s'étoit déchargé à moi par ladite lettre de la fâcherie qu'il en avoit eue.

» J'ai gardé ladite lettre pour montrer que je ne participois point à ladite pratique dudit sieur de Saint-Cyran, ni aux opinions dont on le blâmoit, au cas qu'il en fût recherché.

» *M. Barcos et M. Singlin ne me sont venus voir, pour me prier de ne rien dire contre M. de Saint-Cyran.*

» Et, pour ce qui est de quelques autres articles sur lesquels j'ai aussi été interrogé par ledit sieur Lescot, je dis que, touchant Celui qui est : Si je n'ai pas oui dire au sieur de Saint-Cyran que Dieu détruit son Église depuis cinq ou six cents ans, alléguant ces paroles de Salomon : *Tempus destruendi*, et que la corruption s'y étoit glissée, même dans la Doctrine,

» Je réponds lui avoir oui dire, une fois seulement, ces paroles : Que Dieu détruit son Église ; et aussi que, selon cela, il semble que ceux qui la soutiennent fassent contre son intention. Il disoit cela, ce me semble, de suite de quelques discours des jugements de Dieu, de la corruption des mœurs ; et d'abord cette proposition me fit peine ; mais j'ai pensé depuis qu'il le disoit au sens qu'on a dit que le pape Clément VIII disoit qu'il pleuroit de ce qu'il voyoit que, tandis que l'Église s'étendoit aux Indes, il lui sembloit qu'elle se détruisoit de dedans ; et pour ce qu'il dit qu'il semble que ceux qui la soutiennent fassent contre l'intention de Dieu, je pense que cela se doit expliquer par les actions de la vie dudit sieur de Saint-Cyran, qui étoient la plupart pour le soutien de l'Église, témoins ses écrits et ce qu'il faisoit faire pour le salut des âmes. Et, pour le reste de l'article, je ne lui en ai jamais oui parler.

» Sur la demande : Si je n'ai pas oui dire audit sieur de Saint-Cyran que le pape et la plupart des évêques ne font pas la vraie Église, étant dépourvus de la vocation et de l'Esprit de grâce,

» Je réponds ne lui avoir jamais oui dire ce qui est contenu dans ladite demande, si ce n'est une fois seulement : *Que plusieurs évêques étoient enfants de la Cour et n'avoient point de vocation. Jamais néanmoins je n'ai vu personne plus estimer l'épiscopat que lui.....*

» Enquis si je ne lui ai pas oui dire que le concile de Trente a changé et altéré la doctrine de l'Église, et n'est pas un concile légitime,

» Je réponds ne lui avoir jamais oui dire cela ; oui bien qu'il y avoit eu des brigues dans ledit concile.

» Interrogé si je ne lui ai pas oui dire que c'est un abus de donner l'absolution incontinent après la confession, suivant la pratique ordinaire et qu'il faut satisfaire auparavant,

» Je réponds ne lui avoir jamais oui dire que ce fût un abus d'en user de la sorte que dit la demande. L'expérience fait voir, comme il entendoit ce qui est contenu dans ladite demande, parce qu'il nous a fait faire la mission dans les paroisses qui dépendent de son abbaye de Saint-Cyran, et nous a offert

ne changeât point ses paroles. Le procureur-général Molé lui donna un conseil analogue, et l'engagea à parapher toutes les pages et à tirer une ligne, de manière à rendre toute falsification impossible. Saint-Cyran ne prit point ces précautions ; aussi, s'aperçut-il trop tard qu'il avait eu affaire à *d'étranges gens*, comme Molé le lui avait fait dire. L'interrogatoire fut rédigé de manière à rendre Saint-Cyran assez ridicule ; mais on ne put, malgré la malveillance de ses juges, le faire paraître coupable. L'interrogatoire, tel qu'il est, et rédigé par des ennemis, suffit pour prouver son innocence.

En 1641, l'abbé de Saint-Cyran commença à jouir d'un peu plus de liberté qu'auparavant dans sa prison, et ses amis purent aller le visiter. Saint Vincent de Paul fut un des premiers à lui témoigner sa joie de cet adoucissement, comme il fut un des premiers à le visiter lorsque, après cinq ans de détention, et après la mort de son persécuteur, il fut rendu à la liberté.

Quand bien même l'abbé de Saint-Cyran aurait eu quelques opinions erronées, son emprisonnement à Vincennes n'en serait pas moins un acte injuste et arbitraire de la part de Richelieu ; ce

maintefois un prieuré qu'il a auprès de Poitiers pour faire de même dans l'évêché de Poitiers ; et chacun sait que nous faisons le contenu de ce que dit l'article.

» Enquis si je ne lui ai pas oui dire..... que les vœux sont imparfaits, s'opposant à la liberté de l'Esprit de Dieu,

» Je réponds..... Je suis en doute si je ne lui ai pas oui dire lesdites paroles de la demande. Je sais néanmoins qu'il a assisté un sien neveu pour se faire Capucin dans la province de Toulouse, et mené lui-même le fils d'un de ses amis aux Carmes réformés.

» Enquis s'il n'avoit pas dit que les Jésuites et les autres nouveaux religieux qui se mêlent de fonctions cléricales doivent être ruinés,

» Je réponds lui avoir oui blâmer quelques opinions des Jésuites, notamment touchant la Grâce..... J'estime qu'il vouloit dire, par *ruiner les Jésuites*, que, si cela dépendoit de lui, il leur ôteroit la faculté d'enseigner la théologie.

» Touchant plusieurs autres articles, comme : Si la contrition parfaite est absolument nécessaire au Sacrement de Pénitence..... que l'Eglise depuis six cents ans n'est point la vraie Eglise.....

» Je réponds n'en avoir jamais oui parler audit sieur de Saint-Cyran. »

Lorsque l'évêque de Montpellier publia la déposition de saint Vincent de Paul, Belzunce, son antagoniste, feignit de croire qu'elle n'était pas authentique. On lui répondit publiquement (V. Nouvelles ecclésiastiques du 2 août 1731, p. 155) qu'il pouvait s'assurer de l'authenticité, et qu'on lui offrait de lui présenter les pièces *bien et dûment écrites, signées et paraphées de la main de M. Vincent*.

cardinal, malgré son génie politique, ne pouvait prétendre raisonnablement au rôle de suprême dominateur de l'esprit humain, et, s'il admettait que l'erreur était un motif légitime de jeter en prison, il eût dû s'y condamner lui-même, car ses idées politiques étaient blâmées, par le chef de l'Église, comme erronées et nuisibles à la chrétienté ; ses opinions théologiques n'étaient pas toutes à l'abri du soupçon de l'erreur, et ses mœurs surtout, étaient peu dignes d'un arbitre suprême de l'orthodoxie.

Mais au-dessus de toutes les considérations, Richelieu plaçait le désir de se venger et de terrasser tout ce qui lui opposait la plus légitime résistance.

Ce fut d'après cette inspiration qu'il agit en 1641, à l'égard du clergé de France lui-même.

Richelieu, pour arriver à la réalisation de ses desseins politiques, avait besoin d'argent. Il avait eu souvent recours au clergé, qui s'était exécuté souvent d'assez bonne grâce, mais qui avait fini par murmurer. Les assemblées de 1628 et de 1635 avaient même fait une opposition assez sérieuse. Le ministre despote résolut, en conséquence, de prélever de l'argent sur le clergé sans son consentement et sans même le consulter. Il chargea son ami l'évêque de Chartres ¹, Léonor d'Etampes, de rechercher dans les archives tous les édits et décrets les plus contraires au clergé. Muni de ces pièces, Richelieu déclara, en 1639, que les biens ecclésiastiques étant biens de main-morte, appartenaient au roi ²; ceux qui en jouissaient devaient, en conséquence, pour en être reconnus possesseurs par lui, lui payer certains droits qui ne l'avaient pas été, disait-il, depuis 1520, et qui devaient être plus ou moins considérables, selon la nature des bénéfices. Une chambre spéciale fut établie au Louvre pour procéder à l'exécution de l'édit et dresser les rôles pour percevoir les droits royaux. En 1640, Louis XIII, agissant en vertu du droit de propriété que lui attribuait son ministre, donna un édit pour aliéner un fonds considérable de ren-

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1641, *Préambule*, t. III de la Collection générale; Mémoires de Montchal, arch. de Toulouse sur l'assemblée de 1641.

² Ce fut d'après un principe analogue que l'Assemblée Constituante de 1789 attribua à la nation les biens ecclésiastiques. La révolution posa donc le même principe que le ministre absolu d'un roi absolu. Ceux qui l'ont blâmé dans l'Assemblée Constituante ignoraient sans doute que Richelieu, qu'ils admirent, en était l'auteur.

tes appartenant au clergé ; il déclarait que ce fonds remplacerait le don que lui aurait fait l'assemblée du clergé convoquée pour cette année 1640, et qu'il ajournait à l'année 1645. Cet ajournement fut signifié aux archevêques et évêques par une circulaire datée du 5 mars. Le 6 octobre, le conseil privé décida que, pour acquitter les droits du roi, non payés depuis l'an 1520, tous les bénéficiers paieraient, dans chacune des deux années suivantes, le sixième de leur revenu, et que ce sixième serait saisi entre les mains de leurs fermiers. Cet arrêt fut confirmé par une déclaration royale du 24 octobre, et les revenus des évêques et des chapitres furent saisis dans tous les diocèses.

L'abbé de saint Vincent, un des agents du clergé, protesta contre ces mesures ; mais son opposition fut mise à néant par arrêt du 10 novembre. Il se contenta alors d'écrire à tous les évêques pour exciter leur zèle. Les prélats de cour firent de grandes promesses pour détourner le coup qui menaçait le clergé ; de toutes parts, les évêques réclamèrent ; ils prescrivirent des prières publiques, et firent les plus vives instances pour qu'une assemblée générale fût convoquée. Léonor d'Étampes lui-même conseilla à Richelieu de ne pas s'opposer à ce désir général ; il l'assura qu'il déterminerait l'assemblée à donner au roi six millions. Les prélats de cour s'engageaient, de leur côté, à user de tout leur crédit pour décider l'assemblée à accorder la même somme. Richelieu se rendit à cette condition, et l'assemblée fut convoquée à Mantes, ville du diocèse de Chartres, afin que Léonor d'Étampes pût y jouir des honneurs et de l'influence d'évêque diocésain.

L'assemblée commença à Paris le 15 février 1641, et finit à Mantes, le 22 août de la même année. Nous ne nous étendrons pas sur les brigues, les cabales de tous genres que Richelieu mit en œuvre pour faire nommer les députés dont il espérait plus de soumission et pour obtenir les six millions qu'il attendait. Il alla jusqu'à expulser de l'assemblée les archevêques et évêques qui faisaient le plus d'opposition. Malgré ses intrigues et ses violences, il ne put obtenir qu'environ quatre millions.

L'assemblée de Mantes jouit de si peu de liberté depuis le 15 mai jusqu'à sa conclusion, qu'une partie de ses décisions fut rejetée par l'assemblée de 1645.

Mais, avant cette époque, l'assemblée s'était occupée avec beaucoup de dignité et de calme des affaires du clergé et de plusieurs questions de doctrine. Au mois d'avril, elle donna à l'abbé de

Saint-Cyran, prisonnier au donjon de Vincennes, un témoignage bien flatteur de son estime, en décrétant l'impression, aux frais du clergé, des ouvrages composés par lui dans la discussion sur la hiérarchie. Nous lisons à ce sujet dans le procès-verbal de l'assemblée :

« Le 27 avril ¹, Monseigneur l'évêque de Bazas dit qu'il avoit reçu une lettre de Monseigneur l'évêque d'Orléans, qui le prioit de saluer l'assemblée de sa part et de lui représenter qu'il seroit à désirer qu'elle fit réimprimer les œuvres de *Petrus Aurelius*, desquelles il ne se trouve plus d'exemplaires et auxquelles on pourroit ajouter la préface et le Traité de la Confirmation ². Sur quoi ayant été remarqué que l'édition desdites œuvres serviroit d'une bonne réponse au livre de Cellot, outre les autres qu'on pourroit faire; délibération prise par provinces, a été résolu que les œuvres de *Petrus Aurelius*, qui sont en quatre volumes, seront réimprimées par le sieur Vitré, imprimeur du clergé, et que la préface et le Traité de la Confirmation y seront ajoutés, et le tout mis *in-folio*, en belles lettres; qu'il en sera envoyé à chaque archevêque et évêque deux exemplaires, l'un pour eux et l'autre pour leur diocèse et un à chacun de messieurs les députés du second Ordre, et seront tous proprement reliés en veau, et qu'il en sera distribué aux personnes de lettres une cinquantaine d'exemplaires reliés, par l'ordre de Messieurs les présidents et de Messieurs les évêques de Chartres et de Bazas; et de tous les frais, lesdits seigneurs présidents arrêteront la somme et donneront ordonnance qui sera acquittée par le sieur receveur général, et allouée dans son compte, en rapportant quittance dudit Vitré. »

L'édition ³ de *Petrus Aurelius*, faite par ordre et aux dépens du clergé de France, contient : 1.^o un argument général, dans lequel est exposée la querelle des Jésuites contre l'archevêque de Chaldeine et toute la controverse touchant la hiérarchie; 2.^o les témoignages flatteurs que reçut *Petrus Aurelius*, pour ses ouvrages; 3.^o la lettre des évêques de l'assemblée de 1631 à tous les archevêques et évêques de France; 4.^o la défense de cette lettre par *Petrus Aurelius*; 5.^o la réfutation de l'ouvrage intitulé *Éponge* du Jésuite

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1641; t. III de la Collection générale, p. 100.

² Ce Traité étoit un opuscule fait par l'abbé de Saint-Cyran contre le P. Simon.

³ Cette édition est composée de trois tomes, renfermés dans un beau volume in-folio. Paris, Vitray, 1642.

Jean Floid sous le pseudonyme de Loëmelius ; 6.^o la défense de la censure que fit la Faculté de théologie des propositions extraites des livres des Jésuites par le clergé d'Angleterre ; 7.^o la défense de la censure que fit des mêmes propositions l'archevêque de Paris ; 8.^o la réponse au P. Sirmond, touchant le canon du concile d'Orange ; 9.^o deux répliques au P. Sirmond sur le même sujet et touchant la confirmation ; 10.^o enfin la réponse au recueil qu'avaient fait les Jésuites de certains passages des livres de *Petrus Aurelius*, qu'ils regardaient comme injurieux à leur Société. Tous ces ouvrages sont écrits en latin. Les Jésuites ont attaqué ce recueil avec la plus grande violence ; on comprend leurs motifs ; mais il n'en est pas moins vrai que les œuvres de *Petrus Aurelius* sont remplies de science et de vérité. Le style en est aussi pur qu'énergique ; et l'on y trouve une facilité d'expression que l'on ne rencontre pas dans les ouvrages que l'abbé de Saint-Cyran a écrits en français. Pascal n'était pas encore venu fixer la langue française par ses immortelles *Provinciales* ; il n'est donc pas étonnant de trouver dans la phrase française de l'abbé de Saint-Cyran quelque chose d'incorrect et d'embarrassé ; on n'y rencontre pas cependant beaucoup de ces expressions triviales contre lesquelles on se heurte à chaque pas dans les auteurs du même temps qui jouissaient de la meilleure réputation comme écrivains. En français, la pensée de l'abbé de Saint-Cyran ne se faisait pas jour avec facilité. Le Jésuite Rapin ¹ qui ne lui est pas favorable, reconnaît en lui *un je ne sais quoi de profond dans l'imagination qui rendait son expression embarrassée et confuse* ².

Autant le clergé de France était attentif à répandre les bons ouvrages³, autant montrait-il de zèle contre les productions immorales ou contraires aux vérités de la religion. L'assemblée de 1641 censura plusieurs livres immoraux du P. Bauni, Jésuite, et l'ouvrage erroné du P. Cellot, aussi Jésuite, sur la hiérarchie. Nous avons vu qu'elle publia le *Petrus Aurelius* comme une excellente réponse à ce dernier ouvrage.

¹ Rapin, Hist. mss du Jansénisme, liv. 1.

² On peut conclure de ce principe que les Jésuites ont eu le plus grand tort d'interpréter malignement certaines expressions de l'abbé de Saint-Cyran et de leur attribuer un sens bien éloigné de sa pensée.

³ Dans toutes les assemblées, le clergé acceptait l'hommage d'un grand nombre de livres de science ecclésiastique et accordait des gratifications aux auteurs. Henri Sponde, évêque de Pamiers, reçut 10,000 livres de l'assemblée de 1641, pour ses travaux sur l'histoire ecclésiastique.

« Le six avril, lit-on dans le procès-verbal¹, Monseigneur l'évêque de Bazas a parlé des livres composés par deux Pères Jésuites nommés Bauni et Cellot, lesquels livres, pour plusieurs propositions qui s'y rencontrent, méritoient d'être discutés et censurés par autorité de l'assemblée : sur quoi Monseigneur l'évêque de Chartres a rapporté que les mêmes livres étoient présentement examinés par la Faculté de théologie de Paris, qui procède à la censure d'iceux ; et même que trois, composés par le P. Bauni, ont déjà été censurés à Rome par la congrégation de l'Indice, et en a rapporté le décret imprimé ; que, pour apporter quelque remède à tant de sortes de doctrines dangereuses et licencieuses, qui se glissent sous le titre de cas de conscience, et même en langue vulgaire, il seroit à propos de prier la Faculté de théologie de Paris de choisir quelques docteurs de diverses maisons, tant séculières que régulières, qui la composent, pour faire une *Somme morale* et exposer les maximes constantes de l'Église, par lesquelles les fidèles doivent se régler, afin qu'ils ne soient point agités par le vent des nouvelles doctrines, qui se divulguent avec une grande licence. »

L'assemblée nomma une commission pour examiner les livres des Pères Bauni et Cellot, qui lui étoient dénoncés. Six jours après, les commissaires lurent à l'assemblée les passages qui leur avaient paru le plus dignes de censure.

« Plusieurs des propositions qu'ils contiennent ayant été longuement agitées ; lecture faite du décret de la congrégation de l'Indice de Rome, qui condamne les trois du P. Bauni ; Monseigneur le président ayant invité la compagnie d'en opiner par provinces, il a été résolu, d'une commune voix que lesdits livres étoient sujets à censure comme la compagnie les a censurés :

» Ayant trouvé que celui du P. Cellot² contenoit une doctrine nouvelle, téméraire, fausse, pernicieuse et séditieuse ; tendant

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1641, t. III de la Collection générale.

² Le livre du P. Cellot est intitulé : *De Hierarchiâ et Hierarchis*. Feller (art. Cellot) prétend que l'abbé de Saint-Cyran écrivait contre ce livre pour satisfaire son penchant violent à décrier les Jésuites. Malheureusement pour le biographe jésuite, Saint-Cyran avait composé tous ses ouvrages sur la hiérarchie avant que le P. Cellot eût fait imprimer le sien. Le livre du P. Cellot parut pour la première fois à Rouen, en 1641, Feller lui-même le constate. Or, l'abbé de Saint-Cyran publia les siens pendant les années 1632, 33 et 34. C'est le P. d'Avrigny qui a induit en erreur Feller, lequel a copié les expressions de son passionné et injuste confrère.

à diminuer l'autorité du Saint-Siège, à former schisme et division dans l'Église, soulevant les inférieurs contre les supérieurs; à confondre la hiérarchie et l'ordre que Notre-Seigneur Jésus-Christ a établis dans son Église; renverser la discipline des anciens canons, que l'auteur n'entend pas, et, mettre en mépris les nouveaux, par des propositions erronées, absurdes et fausses;

» Et pour ceux du P. Bauni, qu'outre les qualifications susdites qui leur conviennent, ils portent les âmes au libertinage, à la corruption des bonnes mœurs, et violent l'équité naturelle et le droit des gens, excusent les blasphèmes, usures, simonies, et plusieurs des péchés des plus énormes comme légers, et jettent des semences de division entre les prélats de l'Église, desquels ils tâchent d'anéantir toute l'autorité, et les magistrats séculiers, desquels il emploie toutes les entreprises de juridiction comme lois du royaume¹; quoique nos rois, sur la plainte des prélats ou des assemblées du clergé, aient souvent cassé les arrêts donnés contre l'autorité de l'Église, desquels cet auteur tire ses principaux fondements, et que l'Église ait toujours protesté, comme l'assemblée proteste encore, que les entreprises qui se font quelquefois contre sa juridiction sont pures usurpations, et non lois ou coutumes, sur lesquelles un ecclésiastique ou religieux puisse ou doive établir un droit certain, au préjudice de l'Église. »

L'assemblée fit remercier le pape d'avoir condamné les livres du P. Bauni², le pria de condamner aussi celui du P. Cellot; et d'interposer son autorité pour qu'on n'écrivît plus sur les cas de conscience en langue vulgaire. Elle chargea en outre plusieurs docteurs de la Faculté de théologie de rédiger en latin un cours de théologie morale. Il est à regretter que ce projet n'ait pas été mis à exécution.

L'assemblée de 1641 condamna en outre plusieurs sermons prêchés, surtout par les Jésuites, contre l'obligation d'assister à la messe paroissiale. Les supérieurs des Jésuites ayant consenti à les désavouer, l'évêque d'Evreux fut chargé de recevoir ce désaveu et de l'apporter à l'assemblée.

¹ Nous avons remarqué que les Jésuites étaient au besoin *Gallicans parlementaires* dans la pratique. Le P. Bauni l'était en théorie et se trouva condamné comme tel par le clergé *gallican*.

² Les livres du P. Bauni, condamnés à Rome et par le clergé de France, étaient intitulés : *Théologie morale; Somme des péchés qui se commettent en tous états; Pratique du droit canonique*.

De pareils actes coûtaient peu aux supérieurs des Jésuites ; mais leurs Pères n'en continuaient pas moins à attaquer les principes et les usages qui ne s'accordaient pas avec leurs opinions.

Un an environ après l'assemblée de Mantes, Richelieu mourut (4 décembre 1642) ; il laissait la France épuisée, et légua à Louis XIII son ami Mazarin, qu'il venait de faire décorer du chapeau de cardinal. Il sentit les premières atteintes de la mort au sein de la guerre qu'il faisait en Espagne. Au milieu de ses souffrances, il trouva moyen encore de déconcerter la conjuration de Cinq-Mars, et d'immoler ce jeune et imprudent complice du roi, de la reine-mère et de Gaston d'Orléans. Il le traîna à sa suite, de Tarascon à Lyon, sur le Rhône, dans un bateau attaché au sien, et il ne fut heureux qu'après avoir appris que la tête de ce conspirateur de vingt-deux ans avait roulé à terre avec celle de son ami De Thou. Fier de cette vengeance, il se fit porter à Paris sur les épaules de ses gardes, placé dans une espèce de chambre, où il pouvait tenir deux hommes à côté de son lit. Ses gardes se relayaient pour le porter ; on abattait des pans de murailles pour le faire entrer plus commodément dans les villes. C'est ainsi qu'il arriva à Paris. Il mourut à 57 ans. L'évêque de Lisieux, témoin de la placidité avec laquelle cet homme entrait sur le seuil de l'éternité, dit à quelques amis qui se trouvaient auprès de lui : *Nimium me terret magna illa securitas*¹. Richelieu se croyait peut-être quelque chose auprès de Dieu, habitué qu'il était à se regarder comme le plus grand dans le monde.

Richelieu mit en pratique tous les principes de Machiavel. C'est juger d'un mot l'homme et sa politique.

Marie de Médicis, son ennemie irréconciliable, le suivit de près au tombeau. Louis XIII les rejoignit le 14 mai de l'année suivante (1643). Ce faible prince ne fut successivement que le ministre ob-séquieux de sa mère et de Richelieu. Il assumait le poids de leurs fautes, et n'eut jamais pour lui qu'une honnêteté inutile.

¹ Cette grande sécurité me jette dans l'effroi.

LIVRE HUITIÈME.

(1643—1670)

I.

Louis XIV roi. — L'*Augustinus* de Jansenius, évêque d'Ypre. — Analyse de cet ouvrage, sa publication en Belgique et en France. — Efforts de la cour de Rome pour que la Sorbonne ne s'occupe pas de l'*Augustinus* et garde la neutralité entre Jansenius et Molina. — On provoque la bulle d'Urbain VIII *in Eminentiss.* — Quelques évêques la publient. — La Sorbonne s'abstient. — La bulle n'est pas publiée dans les formes légales. — Adversaires de la bulle. — Solitaires de Port-Royal. — Le Maître. — A. Arnauld. — Mort de l'abbé de Saint-Cyran. — *Observations* d'Arnauld contre la bulle *in Eminentiss.* — Sermons d'Isaac Habert contre Jansenius. — Apologies de Jansenius par Arnauld. — L'archevêque de Paris prescrit le silence dans les chaires et les catéchismes. — Polémique écrite. — De Bellegarde, archevêque de Sens. — J. Sirmond, Jésuite. — Lettre de la Faculté de Louvain à la Sorbonne en faveur de Jansenius. — Polémique écrite d'Isaac Habert et d'Arnauld. — Ce dernier publie le livre *De la Fréquente Communion*. — Sermons du P. Nouet contre ce livre. — Les Jésuites poursuivent Arnauld et son livre devant les cours de France et de Rome. — Ce livre est approuvé par quatorze évêques et quarante docteurs. — Lettre des évêques approbateurs à Urbain VIII. — Le docteur Bourgeois à Rome. — Lettre des évêques approbateurs à Innocent X, successeur d'Urbain VIII. — Le livre d'Arnauld examiné par l'Inquisition. — Il sort victorieux de l'examen. — Les Jésuites obtiennent, comme satisfaction, la censure d'une proposition insérée dans la Préface par l'abbé de Barcos. — Celui-ci prouve en vain que sa proposition est parfaitement catholique. — Ses ouvrages restent sans réponse. — Raconis, évêque de Lavaur, attaque le livre d'Arnauld et ceux qui l'ont approuvé. — Le clergé de France en prend la défense et écrit à Rome contre le pamphlet de Raconis. — Assemblée du clergé de 1645-46. — Elle approuve, pour la troisième fois, le livre de *Petrus Aurelius* et en fait faire une seconde édition à ses frais. — Quarante exemplaires de l'édition de 1643 saisis à l'instigation des Jésuites. — Protestation du clergé contre cette saisie. — Éloge de *Petrus Aurelius* par Godeau, évêque de Vence. — Cet évêque attaqué par les Jésuites. — Les pamphlets de ces religieux censurés par le clergé. — Fin de l'assemblée de 1645.

1643—1646.

Louis XIV était âgé d'environ quatre ans lorsqu'il succéda à son père. Anne d'Autriche, sa mère, fut régente pendant sa minorité. La mort de Richelieu, suivie de si près par celle de Louis XIII, avait été généralement regardée en France comme un heureux événe-

ment ¹. On espérait que la régente suivrait un système politique contraire à celui de Richelieu ; comme elle avait elle-même souffert de cette politique, on pensait qu'elle s'en déclarerait l'ennemie et que son gouvernement serait aussi doux et populaire que celui de Richelieu avait été despotique et cruel. Ces espérances furent bientôt trompées. Jusqu'alors Augustin Potier, évêque de Beauvais, avait été le conseiller d'Anne d'Autriche ; si ce prélat était peu favorisé du côté du génie, il avait du moins la réputation d'honnête homme. A peine la régente eut-elle pris les rênes du gouvernement qu'elle éloigna Augustin Potier pour donner toute sa confiance au cardinal Mazarin, ami et confident de Richelieu.

Mazarin ne jouissait en France d'aucune considération ; par ses mœurs, il était indigne d'appartenir au clergé ; la noblesse méprisait ce fils d'un banqueroutier florentin, et le peuple, accablé de nouveaux subsides, murmura bientôt contre le ministre qu'il en regardait à juste titre comme l'auteur. Le Parlement prit la cause du peuple et de la noblesse contre Mazarin ; les princes du sang, jaloux de son influence, formèrent contre lui un parti puissant ; telle fut la raison de cette guerre civile, connue sous le nom de Fronde, qui désola la minorité de Louis XIV et qui fut surtout dirigée contre Mazarin.

Nous n'avons point à raconter les détails de cette lutte si féconde en intrigues et en événements variés ; nous devons nous borner à l'histoire religieuse, qui nous offre des faits très importants, et qui eurent la plus haute influence sur les actes politiques eux-mêmes et sur toute la société.

L'abbé de Saint-Cyran, pendant sa captivité à Vincennes, avait fait imprimer en France le fameux livre de l'évêque d'Ypres intitulé *Augustinus*. Il parut en 1641, revêtu de l'approbation de plusieurs docteurs de la Faculté de théologie de Paris. Ce livre fit trop de bruit en France pendant les xvii.^{me} et xviii.^{me} siècles pour que nous ne le fassions pas connaître avec quelques détails.

L'auteur, Jansenius, évêque d'Ypres², eut principalement en vue,

¹ Mémoires de Guy-Joly ; de Montglat ; de madame de Motteville.

² V. Libert-Fromond, vit. Jansenii ; Rapin, Jésuite, Hist. mss. du Jansénisme, Biblioth. de l'Arsenal, th. fr., n° 56 ; Gerberon, Hist. du Jansénisme, t. 1, ann. 1640 ; Mém. mss. de Hermant sur l'Hist. Eccl. du xvii.^e siècle, liv. 2 ; Elies Du Pin, Hist. Eccl. du xvii.^e siècle, t. II ; D'Avrigny, Mémoires chronol., ann. 1638, 1641.

en le composant, de combattre le Pélagianisme renouvelé en partie par le Jésuite Molina ¹. Il était connu pour sa piété et sa science ². Ses commentaires sur les quatre Évangiles l'ont placé parmi les plus doctes interprètes des Saintes-Écritures. Il étudia pendant toute sa vie les Œuvres de saint Augustin, et il n'eut d'autre but, dans son *Augustinus*, que d'exposer la doctrine du grand adversaire des Pélagiens; il ne publia pas lui-même ce livre. Attaqué de la peste en 1636, il remit par testament son manuscrit à son chapelain Reginald Lamée, en lui recommandant de s'entendre, pour la publication, avec le docteur Libert-Fromond et le chanoine Henri Calenus. Dans son testament il parle de l'*Augustinus* en ces termes :

« Mon sentiment est qu'on y peut trouver difficilement quelque chose à changer; si toutefois le Saint-Siège veut qu'on y change quelque chose, je suis enfant d'obéissance, et enfant obéissant de l'Eglise romaine, en laquelle j'ai toujours vécu jusqu'au lit de la mort. »

Quelque temps avant de mourir, Jansenius avait conçu le projet de publier lui-même son livre et de le dédier au pape Urbain VIII; on trouva même dans ses papiers une lettre ³ pour offrir son ou-

¹ Bossuet reconnaissait que le système de Molina méritait d'être condamné comme opposé à la saine doctrine de l'Eglise sur la Grâce. (V. le journal ms de l'abbé Le Dieu, 28 septembre 1700.) Baronius était du même avis que Bossuet, comme nous le verrons ci-dessous.

² Bossuet pensait ainsi touchant la piété de Jansenius, son savoir et sa soumission à l'Eglise (Journal ms de l'abbé Le Dieu, 26 août 1700). Les Jésuites, dans leur nouvelle Histoire, publiée par M. Crétineau-Joly, sont forcés, par la vérité, de faire l'éloge de Jansenius, et de reconnaître qu'il n'avait, ni dans le cœur ni dans la tête, la coupable opiniâtreté qui produit les sectaires. Il est vrai que, quelques pages auparavant, l'auteur en fait un adversaire des catholiques. (V. Crétineau-Joly, Hist. de la Compagnie de Jésus, t. IV, p. 5 et p. 12.) M. Rhorbacher s'est cru profond en disant que Jansenius, Mahomet, Spinoza, etc., c'est tout un. On trouve cette absurdité au liv. 87, § 5, de la prétendue histoire de M. Rhorbacher.

³ Cette lettre fut remise à Condé après la prise d'Ypres; Jansenius s'y montre tout dévoué à l'Eglise, et va même jusqu'à l'Ultramontanisme lorsqu'il parle de sa soumission pour les jugements des papes. L'historien de la Compagnie de Jésus est donc forcé d'avouer que, s'il eût survécu à la publication de son ouvrage, il n'aurait pas hésité à le désavouer. Il eût été plus juste de dire qu'il eût, par ses explications, rendu impossibles les récriminations des Molinistes, qui ont abusé d'une lettre morte pour la torturer et lui faire exprimer des erreurs qui n'étaient ni dans l'esprit de l'auteur, ni dans ses sentiments.

vrage à ce pape et pour l'assurer qu'il le soumettait à son jugement avec un très profond respect et une parfaite obéissance.

L'*Augustinus* est divisé en trois parties. Voici comment l'historien du Jansénisme ¹ analyse cet ouvrage :

« Dans le premier tome, qui contient huit livres, Jansenius s'occupe à rapporter distinctement tous les points de l'hérésie, tant des Pélagiens que des demi-Pélagiens, pour faire voir en quoi cette hérésie consistait; d'où il étoit aisé d'apercevoir les rapports que cette hérésie et les opinions des théologiens qu'on appelle Molinistes ont entre elles.

» Dans le second tome, il montre d'abord, en forme de questions préliminaires, que les vérités chrétiennes ni nos mystères, et surtout celui de la Grâce, ne sont pas du ressort de l'esprit naturel, mais dépendent d'une autorité supérieure, et qu'on n'en doit pas juger par des raisonnements humains, mais par des lumières plus pures et plus sûres, qui se tirent de l'Écriture, des conciles et des saints Pères; 2^o que l'Église reconnoît saint Augustin pour son docteur en la matière de la Grâce et qu'elle n'a point d'autre doctrine sur ce mystère que celle de ce grand saint; 3^o que, par conséquent, pour ne point s'écarter de la foi et de la doctrine de l'Église au sujet de la Grâce, on doit suivre exactement, et sans écouter les raisonnements de l'esprit humain, ce que l'Écriture-Sainte nous en découvre, et que les conciles en ont défini, et ce que saint Augustin, avec les saints Pères qui l'ont suivi, nous a enseigné. Ensuite, il traite de la Grâce et du bonheur des anges et de l'homme avant sa chute, réduisant dans un bel ordre tout ce que ce saint en a dit, et répondant à tout ce qu'on lui pouvoit opposer. De là il passe à l'état de l'homme criminel et misérable, expliquant par saint Augustin la nature et les suites funestes du péché originel; et comment tous les hommes naissent criminels et esclaves du péché, demeurant sous la domination de la concupiscence et

C'est ce qu'aurait attesté Jansenius s'il eût vécu au moment où l'on décida que ses paroles avaient le sens que les Molinistes y trouvaient; il eût protesté contre ce sens, et eût attesté qu'il n'avait eu d'autre but, dans son ouvrage, que d'exposer la vraie doctrine de saint Augustin, qui étoit celle de l'Église romaine. La piété de Jansenius, sa sagesse, sa modération et son dévouement pour l'Église ne peuvent laisser sur ce point aucun doute à ceux qui n'adoptent pas en aveugles les déclamations des Jésuites comme autant de vérités historiques.

¹ Gerberon, Hist. du Jansénisme, *loc. cit.*

dans les ténèbres de l'ignorance, jusqu'à ce que la Grâce du Sauveur les éclaire et les délivre de ces ténèbres et de cet esclavage. Enfin, il vient à l'état que les théologiens appellent de pure nature, et il fait voir évidemment que c'est renverser tous les principes de la doctrine que saint Augustin a soutenue jusqu'à la mort contre les Pélagiens, et ruiner la nécessité de la Grâce que de reconnaître la possibilité de cet état, rien n'étant plus opposé, selon ce saint docteur, à la sagesse de Dieu, à sa bonté et à sa justice que de donner l'être à une créature raisonnable, en l'abandonnant, toute innocente qu'elle soit, à elle-même, sans la vouloir faire jouir de sa gloire, sans lui donner nuls secours pour y arriver, ou en lui faisant même souffrir les misères de cette vie et la mort, qui ne peuvent être que la peine du péché.

» Dans le troisième tome, Jansenius traite de la guérison de l'homme et de son rétablissement en la liberté qu'il avoit perdue par le péché. C'est là qu'il rapporte, avec beaucoup de netteté et de fidélité, tout ce que saint Augustin a écrit pour expliquer et pour soutenir la nécessité et l'efficacité de la Grâce, et la prédestination gratuite et absolue contre les hérétiques Pélagiens et demi-Pélagiens. »

L'on joignit ¹ à ce grand ouvrage un écrit où Jansenius avait fait un parallèle entre les opinions de plusieurs théologiens de la Société de Jésus et celles des demi-Pélagiens. Ce fut surtout cet opuscule qui lui attira la haine des Jésuites.

Après la mort de Jansenius, Libert-Fromond et Calenus ² s'entendirent avec Jacques Zegers, libraire à Louvain, pour publier l'*Augustinus*. Il fut décidé qu'on l'imprimerait avec autant de célérité et de secret qu'il serait possible, afin de n'avoir point à surmonter les entraves que les Jésuites n'auraient pas manqué de mettre à sa publication. Ceux-ci parvinrent cependant à pénétrer le mystère dont on s'entourait. Le P. Guillaume Wiskerk suborna un des ouvriers de Zegers, et reçut de lui les feuilles au fur et à mesure qu'elles sortaient de la presse. L'historien moderne de la Compagnie de Jésus ³ nous apprend que les Pères, tout en avouant qu'ils se servirent alors de moyens que *la probité littéraire n'autorise jamais, et que la politique conseillera toujours*, s'étayèrent

¹ Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1640.

² Gerberon, *loc. cit.*

³ Crétineau-Joly, Histoire de la Compagnie de Jésus, t. IV, p. 19.

sur ce texte de saint Jérôme ¹ : « On ne doit point tolérer l'accusation d'hérésie, et à cet égard l'indifférence est déjà un scandale. » Quoi qu'il en soit de la conduite des Jésuites et des principes sur lesquels ils l'appuient, ils connurent le livre avant sa publication, et entreprirent de l'étouffer avant qu'il eût vu le jour. Ils s'adressèrent ² à l'internonce de Bruxelles Paul Stravius, pour l'engager à arrêter la publication de l'*Augustinus*, et à supprimer ce qui était imprimé. Ils appuyèrent leur réclamation sur les décrets du Saint-Siège, qui avait défendu à tous les partis d'écrire sur les matières de la Grâce. Ils ne disaient pas que plusieurs théologiens de leur Société n'avaient point respecté ces décrets, et avaient publié divers traités sur cette matière.

Paul Stravius trouva fondée la réclamation des Jésuites, et, au mois de juin, il écrivit à Jean Schinkelius, doyen de la Faculté de théologie de Louvain, pour le prier d'arrêter l'impression du livre de Jansenius, ou pour le moins d'en faire suspendre la publication jusqu'à ce que le pape en eût ordonné autrement. Stravius écrivit en même temps à Rome, au cardinal François Barberin, neveu du pape. Ce prélat lui répondit, le 21 juillet, qu'il fallait empêcher la publication de l'*Augustinus*, ou du moins en suspendre l'impression jusqu'à nouvel ordre. Stravius écrivit de nouveau à Schinkelius pour lui communiquer la réponse du cardinal; il écrivit dans le même sens au docteur Gérard Van-Werm, alors recteur de l'Université de Louvain. Ceux-ci convoquèrent la Faculté de théologie, qui adhéra à cette décision du recteur, « quoique, dit-elle, les nonces apostoliques n'aient pas fait connoître à l'Université les décrets par lesquels les papes Paul V et Urbain VIII ont défendu d'écrire ou d'imprimer quoi que ce soit touchant la Grâce, sans une permission expresse du souverain Pontife, et qu'en conséquence Jansenius, en écrivant sur cette matière, et Zegers, en imprimant son livre, n'aient commis aucune faute; l'Université, voulant té-

¹ Hieronim. ad Pammach.

² Gerberon et Crétineau-Joly, *loc. cit.*; Leydecker, *Hist. Jans.*; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1638, 1640. Extrait des dix-huit tomes in-folio sur l'affaire des Jansénistes, mss. de la Biblioth. de l'Arsenal, théol. franç., n.º 53.

Cet Extrait contient une analyse et des passages de pièces officielles concernant les affaires du Jansénisme depuis 1640 jusqu'à 1663. Il fut fait par le P. Rapin, Jésuite, pour servir à son Histoire du Jansénisme, dont on ne possède que la première partie, que nous avons citée précédemment. Nous citons ce recueil sous le titre d'*Extrait mss. du P. Rapin*.

moigner qu'elle ne désire rien tant que d'obéir aux ordres du Saint-Siège, dont on vient de l'instruire, fait défense à Zegers de poursuivre l'impression du troisième tome de l'*Augustinus* de Jansenius jusqu'à ce que, en ayant communiqué à l'internonce, il n'en soit autrement ordonné. »

Zegers demanda à être entendu avant de se soumettre à un arrêt qui lui était préjudiciable, ce qui lui fut accordé. De son côté la Faculté de théologie écrivit à l'internonce pour dégager sa responsabilité dans l'affaire de l'*Augustinus*. Pendant que ces formalités s'accomplissaient, Zegers redoublait d'activité, et, avant qu'aucun décret fût publié officiellement, il mit en vente l'*Augustinus*. Le livre était dédié au cardinal Infant, gouverneur des Pays-Bas, revêtu des privilèges du roi catholique, du conseil de Brabant et de l'empereur, et enrichi de l'approbation des censeurs Henri Calenus et Jacques Pontanus, qui recommandaient l'ouvrage comme l'expression exacte et fidèle des sentiments de saint Augustin.

Le recteur de l'Université, irrité de voir le livre publié malgré la décision qu'il avait fait prendre, résolut de saisir l'édition. Zegers présenta une requête si fortement motivée, qu'après en avoir délibéré en assemblée générale, l'Université jugea qu'on n'avait rien à décréter ni contre le livre de Jansenius, ni contre l'imprimeur. Elle envoya même trois députés à l'internonce pour lui exposer les inconvénients qu'il y aurait à supprimer un livre estimable, qu'on avait pu imprimer sans désobéir au Saint-Siège, dont on ne connaissait pas alors les décrets. « Du reste, ajoutèrent les députés, si Sa Sainteté veut qu'on supprime non seulement le livre de Jansenius, mais aussi tous les autres qui ont paru sur la matière de la Grâce, depuis les défenses faites par le Saint-Siège, toute l'Université est prête à obéir. » Cette soumission satisfait l'internonce, qui promit d'en écrire à Rome.

Il le fit en effet. Le pape répondit : 1° qu'il louait le respect et la soumission de l'Université de Louvain pour le Saint-Siège ; 2° qu'il suffisait que les décrets apostoliques eussent été publiés à Rome pour que tous les chrétiens fussent obligés de les observer ; 3° que la défense de publier certains livres n'est pas injurieuse aux auteurs, et qu'elle n'est faite que pour maintenir la paix dans l'Église ; 4° qu'il n'a pas seulement le dessein de proscrire le livre de Jansenius, mais tous ceux où l'on traite de la Grâce, et qui ont été imprimés sans la permission du Saint-Siège, depuis la défense qui

en a été faite ; 5^e qu'il veut et entend que le décret de Paul V et le sien, sur cet article, soient inviolablement observés.

L'Université trouva fort extraordinaire que le pape donnât comme obligatoires des décrets publiés seulement à Rome, et qui n'étaient pas promulgués sur les lieux, suivant l'usage reçu de temps immémorial. Elle en fit des observations à l'internonce, qui s'étonna que l'Université ne fût pas assez soumise au pape pour ne faire aucune observation sur la réponse qu'il avait bien voulu faire.

Au commencement de l'année 1641, l'internonce Paul Stravius renouvela ses instances auprès de l'Université de Louvain. Cette docte société lui répondit qu'elle ne pouvait condamner un ouvrage qui venait de paraître à Paris avec la recommandation de savants docteurs de Sorbonne ; qu'elle le pria d'obtenir du pape qu'elle fût dispensée de condamner un livre que les Jésuites n'attaqueraient pas aussi vivement, si Jansenius n'y avait pas réfuté les théologiens de leur Société.

Les Jésuites, voyant qu'ils n'obtenaient rien par l'internonce et l'Université de Louvain, entreprirent de dénoncer l'*Augustinus* au cardinal Infant, qui l'avait pris sous son patronage et à l'Inquisition de Rome. Le P. Vivero se chargea des dénonciations. Il composa en conséquence deux mémoires, l'un pour engager le cardinal Infant à abandonner le patronage du livre de Jansenius ; il envoya l'autre au cardinal de la Cueva, qui devait dénoncer le livre à l'Inquisition. Tandis que l'on poursuivait cette censure à Rome, les Jésuites de Louvain s'efforcèrent de venger ceux de leurs docteurs auxquels Jansenius avait reproché des erreurs semi-pélagiennes. Les Pères Ignace Derkennis et Jean de Jonghe entreprirent cette tâche, et prétendirent en même temps prouver que Jansenius avait emprunté toute sa doctrine à Calvin et à ses disciples. Une vive discussion s'éleva entre les Jésuites d'une part, et de l'autre plusieurs théologiens de l'Université de Louvain, et entre autres, les Frères Mineurs, qui ne craignirent pas de prendre ouvertement la défense de Jansenius, et de traiter de calomnies les reproches adressés par les Jésuites au livre de cet évêque.

Nous ne devons pas entrer dans les détails de cette polémique. Nous dirons seulement que les Jésuites, tout en discutant avec leurs adversaires, usèrent de toute leur influence à Rome pour hâter le décret de l'Inquisition contre l'*Augustinus*. Ce tribunal, cédant aux instances du cardinal de la Cueva, prohiba ce livre non

pas comme contenant des erreurs, mais comme ayant été publié malgré la défense du Saint-Siège. Les ouvrages des Jésuites pour l'attaquer et ceux des docteurs de Louvain pour le défendre étant dans le même cas, furent tous condamnés au même titre.

Ce décret donna lieu à de nombreuses réclamations. Les Jésuites eux-mêmes n'en étaient pas satisfaits ; d'abord, parce qu'ils y étaient atteints, et de plus, parce qu'ils auraient voulu que l'on condamnât la doctrine de l'*Augustinus*. Ils entreprirent d'obtenir de Rome cette censure.

Le principal moyen qu'ils employèrent fut de donner de la doctrine de Jansenius l'idée la plus désavantageuse, en ajoutant que, par son style élégant et son ton plein de piété, il pouvait séduire beaucoup de monde ¹. Au lieu d'interpréter charitablement des propositions susceptibles d'un double sens et de leur attribuer le plus orthodoxe comme plus conforme aux sentiments d'un évêque qui, toute sa vie, avait joui d'une grande réputation de science et de vertu, ils préféraient toujours le sens le plus hétérodoxe et donnaient aux propositions des interprétations forcées. Leurs attaques furent vivement repoussées, surtout par Libert-Fromond et Celenus.

Ces théologiens, le 16 juin 1641, écrivirent aux Jésuites de Louvain pour leur proposer de s'en rapporter aux savants pour savoir si Jansenius avait réellement enseigné dans son livre la doctrine que les Jésuites lui imputaient, et de laisser au Saint-Siège à décider si la doctrine incontestable de Jansenius était ou non catholique. Les Jésuites répondirent à ces propositions d'un air si fier, qu'on vit bien qu'il n'y avait ni paix ni accommodement à faire avec eux. Ils comptaient avec raison sur leur influence à Rome. Ils parvinrent en effet à faire censurer d'une manière générale la doctrine de Jansenius dans une bulle qui fut expédiée par

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 29. On dit, dans la nouvelle Histoire de la Compagnie de Jésus, t. iv, p. 4, publiée par M. Crétineau-Joly, que l'*Augustinus* « n'est qu'un commentaire aride de saint Augustin, une thèse sur la Grâce et la prédestination, thèse mille fois agitée, mille fois résolue. » Nous ne connaissons pas ces mille solutions de deux mystères impénétrables. De plus, quoique simple *commentaire* de saint Augustin, le livre de Jansenius, au jugement de tous ceux qui l'ont lu, mérite les éloges de ses premiers adversaires ; l'élégance du style, la profondeur des aperçus, l'esprit de piété qui y règne, en font un des plus beaux ouvrages (littérairement parlant) de la théologie catholique.

Urbain VIII, le 6 mars 1642¹, et qui commence par ces mots : *In Eminenti*.

Dès que ces disputes avaient commencé à agiter la Belgique, le nonce Grimaldi avait reçu de Rome la mission *d'avoir l'œil* sur ce qui se passait en France à ce sujet, et d'empêcher la Sorbonne de prendre parti dans la querelle.

Le 9 mai 1641, il écrivit à Rome², au cardinal François Barberin, neveu du pape :

« Autant que m'a permis le peu de temps que j'ai eu, j'ai traité avec les principaux docteurs de Sorbonne sur le livre de Jansenius et les thèses de Louvain³, en représentant les défenses des papes et le mal que pouvoit porter à l'Église cette dispute, qui croît de jour en jour ; et je trouve que la meilleure partie de ces docteurs concourent à estimer qu'il n'est pas expédient de rien faire, ni pour ni contre, leur semblant qu'on ne peut approuver ou refuter cet ouvrage *ex toto*. Il y en a six toutefois qui l'ont approuvé, et leurs écoliers, qui sont ardents et ont de l'esprit, auroient de la peine à se tenir d'écrire pour le défendre. Le cardinal de Richelieu montre un grand désir de faire de son côté pour que *la Sorbonne le censure* ; mais jusques à présent, il *n'a pas trouvé de disposition à cela en leurs esprits*, la plus grande partie étant disposée à le défendre, disant que c'est peu de chose et *se peut soutenir comme doctrine de saint Augustin et des autres Pères*, comme on m'a fait entendre. Il seroit à propos de quelque délibération et résolution du Saint-Siège sur cela. Je ne laisserai pas de presser le cardinal de Richelieu à agir, et de pénétrer ses pensées sur cela, et suivre celles de Votre Éminence d'empêcher qu'il ne s'écrive rien de part et d'autre. »

Le cardinal François Barberin⁴ pensait qu'il fallait assoupir la discussion en imposant silence, comme après les *Congrégations de auxiliis* ; Richelieu, au contraire, était d'avis que Rome devait agir et censurer sans retard l'*Augustinus*.

La Congrégation de l'Inquisition eût pensé comme lui si elle n'eût pas craint que la Sorbonne n'imitât la Faculté de Louvain.

¹ Cette bulle ne fut affichée à Rome que le 19 juin de l'année suivante, 1643.

² Extraits mss. du P. Rapin, p. 11.

³ Thèses des Jésuites, imprimées pour combattre l'*Augustinus* à son apparition.

⁴ Extraits mss. du P. Rapin, p. 12 et 13.

Désespérant d'en faire une auxiliaire des Jésuites, elle se contenta de s'adresser à Richelieu, pour le prier d'empêcher que la Sorbonne ne se mêlât de défendre Jansenius ou d'écrire pour lui.

Richelieu, flatté de ce que la Congrégation lui avait demandé son appui, « dit au nonce que le livre de Jansenius non-seulement était blâmable parce qu'il traite *de auxiliis*, mais pour plusieurs autres raisons, pour lesquelles il méritait d'être condamné; et fit paraître bien de la disposition (*à gran prontezza*) à vouloir expédier cette affaire efficacement. » C'est ce qu'écrivait le nonce au cardinal F. Barberin, le 27 juillet 1641. Malgré cette disposition où était le puissant ministre, la Sorbonne ne censura pas l'*Augustinus*; seulement, pendant qu'il vécut, on parla peu en France du livre de Jansenius, et l'on n'osa pas le défendre; mais dès qu'il fut mort, les choses changèrent de face.

Le 24 avril 1643 ¹, le nonce Grimaldi écrivait à Rome :

« Depuis la mort du cardinal de Richelieu, on commence à parler, dans les écoles et dans les chaires, de la doctrine de Jansenius. *Quelques-uns s'émancipent déjà à la condamner d'hérétique*, et entre autres les *Pères Jésuites*, et il y a d'autres réguliers et séculiers qui la défendent comme conforme à celle de saint Augustin. C'est pourquoi il seroit bon d'y apporter remède; car les raisons et les persuasions ne peuvent apaiser les contestes. J'ai fait instance auprès de monsieur l'archevêque d'y employer son autorité, et j'ai obtenu que le chancelier fasse ordonner, de la part du roi, pour qu'on ne parle ni dans les chaires ni d'autre manière de cette question; ce qui s'est exécuté. Mais l'archevêque, quoiqu'il fasse profession d'obéir au Saint-Siège, et qu'il ait fait publier par les prédicateurs ce décret fait à Rome ² à mon instance, a, depuis, considéré que son commandement étoit trop rigoureux, sous peine de censure, de traiter de ces matières, que ce décret pourroit irriter les esprits, parce que le décret de Rome ne défend que l'impression, m'a, depuis, fait proposer deux choses : la première, que tout ce qui s'ordonne en ces matières, s'il ne conste qu'il vient de Rome ou du nonce, devient odieux au peuple, qui croit que cela

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 30. Le P. Rapin met cette lettre, par erreur, à l'année 1642, et aussi, par erreur, il fait mourir Richelieu le 2 février 1642. Il ne mourut que le 4 décembre de cette année. La lettre de Grimaldi ne peut donc être que du 24 avril 1643.

Le décret qui prescrivait le *silence* sur les questions de la Grâce.

vient de son caprice, et qu'ainsi, l'exécution en est vaine ; la deuxième, que la sainte Congrégation de l'Inquisition, n'ayant point d'autorité en France, ainsi que l'on prétend, au lieu d'obliger les peuples à ses décisions, les fera mépriser. Pour remédier à ces inconvénients, j'estime qu'il est nécessaire que notre Saint-Père défende ce livre par un bref exprès qui, sans doute, sera reçu avec respect et la révérence qu'il convient ; mais encore que la défense faite par le chancelier ait arrêté les disputes des écoles et les invectives des prédicateurs sur cette matière ; toutefois, les esprits brouillons ont quasi déjà formé une faction et ont poussé les choses si avant, que, jusques aux dames, parlent avec passion de l'un et de l'autre parti. Quelques docteurs, qui craignent qu'on ne puisse aisément réprimer l'animosité de ces parties déjà échauffées, m'ont dit qu'il seroit bon que, pour apaiser ces désordres, Sa Sainteté montrât, en quelque manière, vouloir prendre résolution sur cette question, et appeler, pour cet effet, des théologiens à Rome, de toutes les nations catholiques. »

Le 20 mai, on répondit au nonce qu'on pensait, à Rome, à une bulle contre Jansenius et qu'il devait préparer les esprits à la recevoir avec respect et obéissance ¹. En effet, Urbain VIII donna, peu de temps après, sa bulle *in Eminenti*.

Cette bulle ayant été publiée à Rome, on l'imprima en Flandres, et ce fut de ce pays que les premiers exemplaires arrivèrent en France. Le nonce écrivit aussitôt au cardinal F. Barberin ² :

« Ces jours passés, le bruit s'est répandu ici que la doctrine de Jansenius avoit été condamnée par une bulle expresse de Rome, on en a vu quelques copies imprimées en Flandre, et, comme elle n'est pas venue directement de Rome, les ennemis des Jésuites font courir le bruit qu'ils l'ont fait imprimer en France et l'ont supposée. Ceux du parti ont fait un écrit d'*observations* pour en montrer la nullité, qu'ils ont fait imprimer. »

Le nonce renouvela alors ³, auprès de la régente, les instances qu'il avoit faites auprès de Richelieu, afin d'obliger la Sorbonne à garder le silence sur les questions agitées.

La bulle ayant été envoyée directement au nonce, celui-ci ren-

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 30.

² *Ibid.*, p. 32.

Ibid.

dit compte ¹ de la manière dont elle avait été reçue. Quelques évêques n'approuvèrent pas la clause qui défendait à *tous*, sous peine d'excommunication de garder l'*Augustinus*. On répondit de Rome que cette clause ne regardait ni les évêques, ni les docteurs. La régente se montra disposée à obéir à la bulle, mais plusieurs membres du conseil firent observer qu'il était nécessaire que le roi donnât des lettres-patentes pour sa publication. Le nonce prétendit que ces lettres étaient nécessaires pour un décret de Rome concernant la discipline et la juridiction, mais qu'il était *non-seulement indécent, mais insupportable* d'exiger cette formalité pour une bulle qui n'avait rapport qu'à une question de foi.

La question resta indécise, et la bulle ne fut pas publiée avec les formalités d'usage. Seulement quelques évêques, qui connaissaient les intentions de la régente, la publièrent dans leurs diocèses. Parmi eux fut l'archevêque de Paris ². Il publia, à ce sujet, deux mandements, le premier en latin, dans lequel il renouvela son ordonnance touchant le silence sur les matières de la Grâce, et parla de certaines propositions condamnées dans le livre de Jansenius; le second en français, sous la même date du 11 novembre 1643. Dans ce dernier mandement, il ne parle point de son ordonnance du silence, et il dit seulement que le livre de Jansenius était pros crit, sans parler de la doctrine. Il était plus exact que le mandement latin; car, dans la bulle *in Eminentî*, le livre de Jansenius était pros crit d'une manière générale, sans que la doctrine fût déterminée. L'archevêque de Besançon montra beaucoup de zèle pour publier la bulle de Urbain VIII et rédigea une espèce de formulaire, dont il imposa la signature plusieurs années après ³. Quelques autres évêques publièrent des mandements pour promulguer la bulle *in Eminentî*; mais le seul qui nous soit parvenu est celui de l'archevêque de Paris.

François de Gondî, si nous en croyons son neveu ⁴, « avait dé-

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 35.

² Le nonce n'en fit pas moins tous ses efforts pour faire promulguer la bulle selon les usages de l'Eglise de France; il rencontra beaucoup d'opposition. Urbain VIII étant mort, il crut devoir cesser ses instances; on lui écrivit de Rome de les continuer. V. Extrait mss. du P. Rapin, p. 55, 5 nov. 1644.

³ V. Statuta Synodalia Eccl. Biz., 26 mai 1648.

⁴ Mémoires du cardinal de Retz.— Les Gondî de Retz occupèrent le siège de Paris pendant près d'un siècle. Pierre de Gondî, qui fut élevé au cardinalat par Sixte V, l'occupa le premier. Son neveu, le cardinal Henri de Gondî, lui

gradé son archevêché, à l'égard du monde, par ses bassesses, et l'avoit désolé, à l'égard de Dieu, par sa négligence et son incapacité. » Sa vie était peu réglée, et il n'aurait pas même eu *l'esprit* de dissimuler ses désordres. Avec cela, il était *le plus glorieux des hommes* et affectoit des airs de grand seigneur. Il aurait vivement désiré être cardinal, comme les deux Gondi ses prédécesseurs. Il crut gagner le chapeau ¹ en accordant au nonce la promulgation de la bulle *in Eminent*; mais la plus grande partie du clergé ne considéra pas cette promulgation comme légitime. Les adversaires de Jansenius y trouvèrent, de leur côté, un motif pour attaquer la doctrine de cet évêque; de là une polémique, dont nous parlerons après avoir fait connaître ceux qui prirent à la lutte une part plus active.

Depuis 1638, l'abbaye de Port-Royal-des-Champs, abandonnée par les religieuses, était occupée par de pieux solitaires ² qui avaient pris à tâche de retracer la vie studieuse et pénitente des anciens Cénobites. Le premier qui embrassa cette vie et que l'on considère comme le chef des solitaires de Port-Royal, fut l'avocat Le Maistre. L'abbé de Saint-Cyran l'arracha au monde, lorsque tout concourait à l'y attacher. Depuis l'âge de vingt-un ans qu'il plaidait, il s'était acquis une si grande réputation d'éloquence que, les jours où il plaidait, les prédicateurs les plus distingués étaient obligés de descendre de chaire faute d'auditeurs, qui abandonnaient, ces jours-là, l'église pour le palais. A vingt-sept ans, Le Maistre fut nommé conseiller d'État; on le considérait dès lors comme l'oracle du barreau. Il avait trente ans lorsqu'il renonça à la gloire pour embrasser les humiliations de Jésus-Christ. Madame d'Andilly étant au lit de la mort, l'abbé de Saint-Cyran fut appelé pour lui adoucir, par ses exhortations, le triste passage du temps à l'éternité. Le Maistre ³ écouta, avec l'émotion la plus vive, les paroles du pieux

succéda; il mourut en 1622, et eut pour successeur Jean-François de Gondi, qui mourut en 1654. C'est de lui que le cardinal de Retz, son neveu et successeur, nous fait un si triste tableau. Feller ne dit qu'un mot de lui : *Prélat vertueux*. Le cardinal de Retz le connaissait mieux que le biographe jésuite.

¹ Les Jésuites obtinrent de lui, en 1643, la censure de la *Théologie familière* de l'abbé de Saint-Cyran. Ils lui reprochaient une morale trop parfaite, et élevaient des chicanes sur quelques mots susceptibles d'une bonne comme d'une mauvaise interprétation. (V. d'Avrigny, *Mém. Chronol.* ann. 1643.)

² Mémoires de Lancelot; *Mém. de Fontaine*; *Mém. de Dufossé*.

³ Madame Le Maistre, obligée de vivre séparée de son mari, dont la con-

abbé, et il était surpris lui-même de l'impression profonde qu'elles produisaient sur son cœur. Après avoir entendu les prières sublimes de l'agonie, il fut obligé de sortir pour laisser un libre cours à ses larmes, et il prit dès lors la résolution de se donner tout entier à Dieu ¹.

L'abbé de Saint-Cyran, qu'il consulta, lui conseilla de ne rien précipiter. Il resta donc quelque temps encore dans le monde, plaïda comme à l'ordinaire, et laissa commencer les vacances du Parlement sans s'ouvrir de son dessein. Ces vacances finies, il écrivit au chancelier, au mois de janvier 1633 :

« Monseigneur, Dieu m'ayant touché depuis quelques mois et fait résoudre à changer de vie, j'ai cru que je manquerois au respect que je vous dois et que je serois coupable d'ingratitude, si, après avoir reçu de vous tant de faveurs extraordinaires, j'exécutois une résolution de telle importance sans vous rendre compte de mon changement. Je quitte, Monseigneur, non-seulement ma profession, que vous m'avez rendue si avantageuse, mais aussi tout ce que je pouvois espérer ou désirer dans le monde, et je me retire dans une solitude pour faire pénitence et servir Dieu le reste de mes jours, après avoir employé dix ans à servir les hommes.

» Je ne crois pas être obligé à me justifier de cette action puisqu'elle est bonne en soi et nécessaire à un pécheur tel que je suis. Mais je pense qu'afin de vous éclaircir entièrement sur tous les bruits qui pourront courir de moi, je dois vous découvrir mes plus secrètes intentions et vous dire que je renonce aussi absolument à toutes charges ecclésiastiques comme aux civiles ; que je ne veux pas seulement changer d'ambition, mais n'en avoir point du tout ; que je suis encore plus éloigné de recevoir les Ordres de la prêtrise et des bénéfices, que de reprendre la condition que j'ai quittée, et que je me tiendrois indigne de la miséricorde de Dieu, si, après tant d'infidélités que j'ai commises contre lui, j'imitois un sujet

duite était fort immorale, habitait, avec ses enfants, chez Arnauld d'Andilly, son frère. C'est ainsi que Le Maistre assista aux derniers moments de madame d'Andilly.

¹ Les Jésuites, qui s'appliquent dans leurs écrits à diffamer tout ce qui tient à Port-Royal, prétendent que ce fut un dépit amoureux qui fit abandonner le monde à Le Maistre. Ils s'appuient sur une lettre où la mère Angélique engage son neveu à renoncer à une alliance illustre qui se présentait pour lui, afin de se donner à Dieu. Le Maistre fit le sacrifice avec une grandeur d'âme que l'on doit admirer. Les Jésuites ont trouvé moyen de défigurer cette action.

rebelle, qui, au lieu de fléchir son prince par ses soumissions et ses larmes, seroit assez présomptueux pour s'élever de lui-même aux premières charges du royaume

» Je sais bien, Monseigneur, que, dans le cours du siècle où nous sommes, on croira me traiter avec faveur que de m'accuser d'être scrupuleux ; mais j'espère que ce qui paroîtra une folie devant les hommes ne le sera pas devant Dieu, et que ce me sera une consolation à la mort d'avoir suivi les règles les plus pures de l'Église et la pratique de tant de siècles.

» Que si cette pensée me vient de ce que j'ai moins de lumières, ou plus de timidité que les autres, j'aime mieux cette ignorance craintive et respectueuse, qui a été embrassée par les plus grands hommes du christianisme, qu'une science plus hardie et qui me seroit plus périlleuse.

» Quoi qu'il en soit, Monseigneur, je ne demande à Dieu autre chose que de vivre et de mourir en son service, de n'avoir plus de commerce, ni de bouche, ni par écrit avec le monde, qui m'a pensé perdre, et de passer ma vie dans la solitude, comme si j'étois dans un monastère.

» Voilà, Monseigneur, une déclaration toute entière de la vérité de mes sentiments. Les extrêmes obligations dont je vous suis redevable ne me permettoient pas de vous en faire une moins expresse et moins fidèle ; et l'honneur d'une bienveillance aussi particulière que celle que vous m'avez témoignée m'engageoit à vous assurer que je ne prétendois plus de fortune que dans l'autre monde, qui dure toujours, afin que votre affection pour moi ne vous porte plus à m'en procurer dans celui-ci, dont la figure passe si tôt. Mais, quelque solitaire que je sois, je conserverai toujours le souvenir de vos faveurs, et je ne serai pas moins dans le désert que j'ai été dans le monde, votre, etc. »

Le Maître se retira d'abord dans une petite maison que sa mère lui fit bâtir près le monastère de Port-Royal de Paris. Un de ses frères, surnommé de Séricourt, se joignit bientôt à lui, et Lancelot vint peu après augmenter la communauté, qui s'adonnait aux pratiques de la piété, sous la direction de l'abbé Singlin, qui en faisait partie. Ces pieux solitaires furent obligés de quitter leur maison de Paris, lorsque l'abbé de Saint-Cyran fut enfermé à Vincennes. Ils se retirèrent alors à Port-Royal-des-Champs, abandonné, depuis 1635, par les religieuses. Plusieurs hommes distingués vinrent partager leur solitude ; parmi eux nous nommerons

seulement Arnauld d'Andilly et le docteur Antoine Arnauld, oncles de Le Maistre, et Le Maistre de Sacy, son frère. A ces premiers solitaires se joignirent successivement Pascal, Nicole, Hamon, Dufossé, Fontaine, Tillemont et plusieurs autres, également distingués par leur piété et leur science. Le docteur Antoine Arnauld joua, pendant cinquante ans, un si grand rôle dans les affaires ecclésiastiques, que nous devons nous étendre sur certaines circonstances de sa vie, et le faire connaître plus intimement.

Antoine Arnauld était le vingtième et dernier enfant de ce fameux Arnauld qui avait plaidé contre les Jésuites en faveur de l'Université, et adressé à Henri IV le *franc et véritable discours* contre le rétablissement de ces religieux en France. Les Jésuites n'avaient point oublié ces harangues et s'étaient habitués à regarder les Arnauld comme leurs ennemis. Antoine naquit le 8 février 1612; il avait donc sept ans lorsque saint François de Salles le bénit, avec tous les enfants et petits-enfants d'Arnauld, au château d'Andilly, en 1619. Dès sa plus tendre jeunesse, Arnauld montra beaucoup de facilité pour le travail et une pénétration étonnante; la douceur de son caractère le faisait aimer, et la gravité précoce de ses mœurs lui conciliait l'estime de tous ¹. Son goût pour la piété était si grand, qu'il quittait souvent les jeux pour aller prier dans quelque lieu où il ne pouvait être vu de ses jeunes amis. Ces vertus naissantes étaient le fruit des soins et des exhortations de sa vertueuse mère et de sa sœur Angélique. Les connaissances qu'acquirit le jeune Arnauld, pendant ses études, furent aussi variées que solides. A seize ans, il avait lu les meilleurs auteurs de l'antiquité. Il étudia la théologie sous le docteur Lescot, mais l'abbé de Saint-Cyran, par ses conseils, lui était plus utile que son professeur, dont les leçons étaient trop peu élevées pour répondre aux besoins d'une intelligence aussi profonde que celle d'Arnauld. Dans la thèse qu'il soutint pour recevoir le grade de bachelier ², et que l'on appelait *tentative*, il exposa la doctrine de saint Augustin sur la Grâce et s'appliqua à réfuter les leçons de son professeur sur cette matière. Cette thèse fut dédiée au clergé de France, qui, alors assemblé à Paris (1635), décernait à *Petrus Aurelius* les éloges les

¹ M. Crétineau-Joly est obligé d'avouer dans son *Histoire de la Compagnie de Jésus*, t. IV, p. 25, que *la vie privée d'Arnauld ne fut qu'un acte de bonté continu*.

² *Œuvres d'Arnauld*, t. X.

plus flatteurs. Le livre de Jansenius n'avait pas encore paru, et l'on n'avait pas encore répandu, touchant le dogme de la Grâce, les préjugés qui sont devenus depuis si communs. La thèse d'Arnauld fut fort applaudie; trois ans après, il soutint sa thèse appelée *Sorbonnique*. Avant d'être reçu licencié, il fut obligé de recevoir le sous-diaconat, suivant les règlements de la Sorbonne. Malgré la préparation qu'il apporta à cet Ordre, il craignit de s'y être engagé précipitamment, et fit part de ses scrupules à l'abbé de Saint-Cyran, alors prisonnier à Vincennes; il en reçut les avis les plus sages, continua ses études, et reçut, en 1640, le grade de licencié. En septembre 1641, il fut ordonné prêtre. Au mois de décembre de la même année, il soutint sa thèse de *Vesperies* et reçut le bonnet de docteur. Cette thèse lui fit quelques adversaires, parce qu'il y attaquait le relâchement des casuistes.

On voit qu'Arnauld, dès le début de sa carrière, s'engageait dans cette route où il marcha toute sa vie et où il rencontra tant de tribulations.

Les thèses qu'il soutint pour obtenir ses grades ne sont pas la seule preuve de son ardeur pour le travail. Il était dès lors occupé de la composition de plusieurs ouvrages, qui ne parurent que longtemps après. Les *Traités de la Nécessité de la foi en Jésus-Christ*¹ et de la *Fréquente communion*, étaient achevés lorsqu'il fut reçu docteur. Nous parlerons bientôt de ce dernier ouvrage, qui fit tant de bruit lorsqu'il parut. Il travailla aussi alors à l'Apologie de l'abbé de Saint-Cyran² et attaqua plusieurs opinions théologiques du P. Jacques Sirmond, Jésuite.

¹ Le *Traité de la Nécessité de la Foi* se trouve au tome x de la Collection des œuvres d'Arnauld.

² Dans cet ouvrage, il vengea l'abbé de Saint-Cyran de toutes les calomnies dont il avait été l'objet, et le fit avec un calme qui tranche singulièrement avec les diatribes passionnées des Jésuites. Ces religieux furent accablés de cette apologie, et, pendant vingt ans, ils n'osèrent plus attaquer ouvertement l'abbé de Saint-Cyran. Après vingt ans de silence, ils crurent pouvoir renouveler leurs attaques par l'organe de deux de leurs Pères et d'Abelly, comme nous l'avons dit ailleurs.

Nous revenons souvent sur les ouvrages des Jésuites, parce que nous savons qu'ils sont imposés aujourd'hui au jeune clergé comme la règle de la vérité. Nous avons été nous-même élevé dans ces préjugés comme tant d'autres; mais, lorsque nous avons abordé la lecture des admirables ouvrages que Port-Royal nous a laissés, nous avons été forcé d'abjurer la plus grande partie des idées qui nous avaient été données, parce que nous en avons reconnu la fausseté.

N'étant encore que simple clerc, Arnauld avait été nommé chanoine, puis chantre de l'église de Verdun. En 1642, il se démit de ses bénéfices et ne se réserva même que l'usufruit de ses biens patrimoniaux, dont il abandonna le fonds au monastère de Port-Royal. Il résigna son bénéfice de la chanterie de Verdun en faveur du docteur Bourgeois, son ami, qui fut depuis député à Rome pour défendre le livre de la *Fréquente communion*. Après son élévation au sacerdoce, il se joignit à la communauté des solitaires de Port-Royal des Champs. L'abbé de Saint-Cyran, ayant été mis en liberté, le visita souvent, ainsi que les autres solitaires, et s'appliqua à les former à la pratique des plus sublimes vertus. On voit par le règlement¹ qu'ils suivaient, avec quel soin ils s'appliquaient à la prière, à l'étude et au travail. Ils communiaient, suivant l'avis de leur confesseur, les uns tous les quinze jours, d'autres tous les huit jours; d'autres enfin les dimanches et fêtes; ceux qui étaient prêtres, comme Singlin et Arnauld, célébraient chaque jour la messe; on disait en commun l'office de l'Eglise; plusieurs travaillaient des mains², comme les anciens anachorètes; tous faisaient pénitence et se dévouaient aux œuvres de charité.

L'abbé de Saint-Cyran les dirigea jusqu'au mois d'octobre 1643, qu'il mourut, à Paris. On lit, à propos de la mort de ce grand homme, dans la *Gazette de France*³ du 17 octobre 1643 :

L'Histoire des XVII.^e et XVIII.^e siècles, écrite sous l'inspiration des Jésuites ou d'après leurs ouvrages, n'a été qu'une *conjuraison contre la vérité*. Nous faisons cette déclaration avec autant d'impartialité que nous en eussions fait une toute contraire si nous avions trouvé la vérité dans les écrits des Jésuites. Nous avons lu ces ouvrages avec autant d'indépendance que ceux de Port-Royal, et c'est pour attester la vérité que nous disons que nous avons trouvé dans ces derniers autant de logique et de vérité que de préjugés et de passion dans ceux des Jésuites. Que l'on étudie avec bonne foi les preuves sur lesquelles nous appuyons nos récits, et l'on sera de notre opinion. Il ne faut pas se persuader que l'on répond aux écrits de Port-Royal en appelant les auteurs hérétiques, schismatiques, opiniâtres, Jansénistes, etc. : ils n'ont pas répondu aux Jésuites en disant simplement qu'ils étaient *Jésuites*, hypocrites, etc.

¹ Ce règlement répond à toutes les calomnies élevées par les Jésuites contre les solitaires de Port-Royal. Ils se sont bien donné de garde d'en parler.

² Les Jésuites trouvaient très spirituel d'appeler *sabotiers* les solitaires, parce qu'ils faisaient des chaussures. On connaît la réponse que fit le chanoine Boileau, frère du satyrique, à un Jésuite qui soutenait que Pascal avait fait des souliers. « Je ne sais pas, répondit l'abbé Boileau, s'il a fait des souliers; mais convenez, mon révérend Père, qu'il vous a porté de fameuses bottes. »

³ Nous citons ce recueil impartial pour répondre aux calomnies répandues

« L'onzième de ce mois, l'abbé de Saint-Cyran, malade depuis quelques jours, mourut ici d'une apoplexie, qui lui survint inopinément, après qu'il eut reçu le saint viatique avec une piété digne de son éminente vertu; telle, que les prélats qui se trouvèrent lors en cette ville, ayant voulu rendre un témoignage public de l'estime qu'ils faisoient d'un si grand personnage, reconnu de tout le monde pour un des plus savants hommes qui fût dans l'Église, l'évêque d'Amiens fit l'office à ses funérailles, dans l'église de Saint-Jacques-du-Haut-Pas du faubourg Saint-Jacques, où assistèrent l'archevêque de Bordeaux, les évêques de Valence, de Calcédoine, d'Aire, le coadjuteur de Montauban, diverses personnes de grande condition, et autres de toute qualité en grand nombre. »

Saint Vincent de Paul, qui était allé un des premiers féliciter l'abbé de Saint-Cyran de sa délivrance, fut aussi un des premiers à aller jeter de l'eau bénite sur sa dépouille mortelle; il conserva pour l'abbé de Barcos l'affection qu'il avait eue pour l'abbé de Saint-Cyran, et, comme il était du conseil de conscience de la régente, il contribua plus que tout autre à faire donner à Barcos l'abbaye qu'avait possédée son oncle¹.

Après la mort de l'abbé de Saint-Cyran, Singlin fut le directeur des solitaires et des religieuses de Port-Royal; mais le docteur Arnauld fut réellement le chef de ces pieuses associations. Sa vaste intelligence et sa science profonde le mettaient à une place qu'il n'ambitionnait pas et qu'il n'a jamais recherchée.

Il fut le premier à entrer en lutte contre la bulle d'Urbain VIII; il ne voulut pas la croire émanée du Saint-Siège et l'attaqua comme remplie de faussetés, nulle et condamnant la véritable doctrine de

par les Jésuites, qui prétendirent que Saint-Cyran était mort sans avoir reçu les Sacraments. Le curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas attesta lui avoir administré le Saint-Viatique. Les Jésuites, convaincus de faux sur ce point, dirent qu'il l'avait reçu sans s'être confessé. Savaient-ils s'il avait besoin de se confesser au moment de recevoir le Viatique, et s'il n'avait pas rempli ce devoir peu auparavant? L'abbé Singlin attesta de plus que lui-même avait confessé l'abbé de Saint-Cyran pour le disposer aux derniers Sacraments. L'abbé Rhorbacher (liv. 87, § 5) a osé dire: « Ses amis ne songèrent à lui faire administrer les Sacraments que quand ils le virent tomber en apoplexie; il expira aux premières onctions. » Citer de pareilles assertions, c'est les flétrir, comme elles le méritent.

¹ V. Défense de feu M. Vincent contre les calomnies d'Abelly, par l'abbé de Barcos.

l'Église, si doctement soutenue par saint Augustin contre les Pélagiens¹.

Les *Observations* d'Arnauld produisirent une forte impression. Isaac Habert crut devoir, du haut de la chaire, se porter pour défenseur de la doctrine contenue dans la bulle, et attaquer violemment l'*Augustinus*. Arnauld lui répondit par sa première *Apologie de Jansenius*, qui fut dès lors fort connue, quoiqu'elle n'ait été imprimée qu'un an après. Ce fut pour étouffer cette discussion, qui ne tournait pas à l'avantage des défenseurs de la bulle, que l'archevêque de Paris renouvela son ordonnance portant défense de remuer les questions controversées, soit dans les sermons, soit dans les catéchismes. Mais la polémique ne fut pas pour cela assoupie, et plusieurs écrivains entrèrent en lice pour défendre la bulle et attaquer la doctrine contenue dans l'*Augustinus*.

Un des premiers fut un Feuillant nommé Pierre de Saint-Joseph. Il fit un ouvrage² pour prouver que, dans son *Augustinus*, l'évêque d'Ypres s'était écarté de la véritable doctrine de saint Augustin et de saint Thomas d'Aquin, qu'il prétendait avoir pris pour guides. Un docteur de Sorbonne ayant demandé à la Faculté permission d'examiner ce livre et de lui donner son approbation s'il n'y trouvait rien de contraire à la doctrine de l'Église, on lui refusa cette permission, et l'on fit en même temps un décret par lequel la Faculté défendait à tous les théologiens de Paris de donner leur approbation à aucun livre écrit pour ou contre Jansenius. Mais, malgré cette décision et la résolution prise par la Faculté de rester neutre sur les questions agitées, elle fut bientôt obligée par les circonstances d'entrer dans la lutte. Les adversaires de Jansenius s'efforcèrent de l'entraîner de leur côté, et, pour y parvenir, ils s'appliquèrent à faire voir l'identité qui existait, selon eux, entre la doctrine de Baïus, condamnée par les papes Pie V et Grégoire XIII, et celle de Jansenius; ils ressuscitèrent en même temps une censure qu'ils disaient avoir été portée en 1560 par la Faculté de théologie

¹ Il publia, à cet effet, les *Observations*, qui furent adressées à Rome par le nonce Grimaldi, comme nous l'avons rapporté. L'Inquisition ayant répondu à cet écrit, selon la demande de Grimaldi, Arnauld publia : *Secondes Observations sur la fausse bulle, etc.* Ces opuscules se trouvent au t. xvi de la Collection générale des Œuvres d'Arnauld.

² Cet ouvrage, écrit en latin, était intitulé : *Défense de saint Augustin, évêque d'Hippone, contre l'Augustin d'Ypres, touchant la Grâce et la liberté de l'homme, avec une Défense de saint Thomas d'Aquin.*

de Paris contre dix-huit propositions attribuées à Baïus et dénoncées à la Faculté par deux Cordeliers des Pays-Bas ; la Faculté était donc, selon eux, engagée, par ses précédents, à censurer Jansenius.

La censure, dite de 1560, fut publiée en 1643, par Amiot, lecteur de Sorbonne, qui l'accompagna d'une longue préface, laquelle provoqua aussitôt une réfutation.

L'archevêque de Sens, Octave de Bellegarde, entra alors dans la lutte, et, comme on disputait principalement pour savoir quelle avait été la vraie doctrine de saint Augustin, il pensa que le meilleur moyen d'éclaircir la question était de faire imprimer un recueil des principaux passages de ce saint docteur sur les questions agitées ¹.

Le P. J. Sirmond, Jésuite, publia, dans le même temps, un manuscrit qu'il tira de la bibliothèque un peu suspecte du cardinal François Barberin, et qu'il intitula *Prædestinatus*. Le but du P. Sirmond, en publiant son manuscrit, était de prouver qu'il y avait eu, du vivant même de saint Augustin, des disciples exagérés de ce docteur qui soutenaient des erreurs très graves touchant le libre-arbitre et la prédestination, lesquelles erreurs étaient soutenues par Jansenius et ses partisans, qui renouvelaient, disait-il, l'ancienne hérésie des *Prædestinatiens*.

Avant de tirer cette conclusion, il aurait fallu démontrer que les Jansénistes soutenaient les erreurs attribuées à ceux qu'il appelait *Prædestinatiens*, ce qu'il n'eût pas été facile d'établir ; mais la polémique ne porta pas sur ce point important, sur lequel le P. J. Sirmond n'avait fait qu'émettre des insinuations ; les adversaires qu'il avait eus en vue en publiant son manuscrit s'attachèrent surtout à lui prouver que le *Prædestinatus* était l'œuvre d'un Pélagien, qui avait malicieusement dénaturé les opinions des disciples de saint Augustin ². On alla même jusqu'à soutenir que l'hérésie des *Prædestinatiens* n'avait jamais existé, et que ceux que l'on appelait ainsi n'étaient autres que les disciples de saint Augustin, dont les Pélagiens ou les semi-Pélagiens affectaient de défigurer la doctrine, pour la réfuter plus facilement. On pouvait admettre, sinon comme certaine, au moins comme possible, l'hérésie prédestinatienne, car quelle erreur et même quelle ineptie n'a pas eu des partisans au

¹ Ce recueil est intitulé : *Augustin enseignant par lui-même les catholiques et réfutant par lui-même les Pélagiens*.

² V. *Censure d'un livre que le P. J. Sirmond a fait imprimer, etc.*, par Auvray, docteur en théologie.

sein de la pauvre humanité? Le P. Sirmond visait plus haut que cette concession; mais il faut avouer qu'il lui était bien plus facile de publier quelques vieux manuscrits que de prouver l'identité de la doctrine de Port-Royal avec celle qu'il attribuait aux Prédédestinés du v.^e siècle ou du ix.^e ¹.

Pendant que cette polémique avait lieu, les adversaires de Jansenius faisaient les plus grands efforts pour décider la Sorbonne à recevoir solennellement la bulle d'Urbain VIII. Quelques religieux, ou mal informés ou peu sincères, écrivirent même aux Pays-Bas qu'elle l'avait été et que la Sorbonne était disposée à condamner certaines propositions tirées de l'ouvrage de l'évêque d'Ypres. Cette nouvelle émut l'Université de Louvain, qui soutenait avec la plus grande énergie le livre de Jansenius et refusait de recevoir la bulle *in Eminenti*. Pour s'assurer de la vérité de la nouvelle que l'on avait répandue, elle écrivit, le 15 mars 1644, à l'Université de Paris, une lettre dans laquelle on remarque ce qui suit :

« Quoi ! faudra-t-il donc que la doctrine céleste de saint Augustin, qui a soutenu autrefois tant de combats et remporté tant de victoires, succombe enfin et soit accablée ; et que celle qui n'a pu être abattue quand on l'a assaillie se trouve renversée par des impostures et des fourberies ! A Dieu ne plaise que l'héritage du Verbe incarné et le patrimoine de Jésus crucifié soit ainsi profané et dissipé ! Pour nous, nous n'avons point vu cette bulle, et les conseils de Sa Majesté ont ordonné, avec le gouverneur de ces provinces, que cette affaire seroit retenue et différée jusqu'à ce qu'on ait autrement et mieux informé Sa Sainteté. En tout ce que les ennemis de Monsieur d'Ypres mettent en usage contre lui et en toutes les fausses interprétations qu'ils donnent à la bulle de Pie V, tout leur dessein est de frapper saint Augustin, en portant le coup à Jansenius. La créance et la doctrine humiliante de ce grand saint, touchant la Grâce du Sauveur, a déplu à la Société dès qu'on a commencé à y raisonner en philosophes sur les mystères de notre religion, et l'on n'y a pas cessé ou de l'attaquer ouvertement, ou de la renverser par des secrètes pratiques. Comme toutes ces choses vous sont connues, nous ne saurions croire que la Sorbonne, cette sage et fameuse école, le plus fort rempart de l'Eglise, après le

¹ Le but qu'avait eu le P. J. Sirmond en publiant le *Prædestinatus* lui fit aussi publier les Œuvres d'Hincmar, de Reims, et les diverses pièces qui se rapportent à l'histoire obscure du moine Gothescalk.

Saint-Siège, ait été si facilement portée à prononcer avec précipitation sur une affaire si douteuse et si délicate, ou qu'elle se soit laissé tromper si grossièrement par des ennemis dont elle a si souvent découvert les artifices par sa prudence et rompu les desseins par son courage et par sa force. Ils vous chanteront peut-être qu'on n'en veut pas à l'Augustin d'Hippone, mais seulement à celui d'Ypres. Mais ceux qui voudront marcher sur les traces de votre très illustre archevêque de Sens, dont le saint *Augustin enseignant par soi-même* a été reçu avec joie de tous les savants et est venu jusqu'à nous, et qui se donneront la peine de confronter avec application un Augustin avec l'autre, s'apercevront bientôt de l'artifice et de la fourberie, et ils confesseront que nulle copie n'est plus semblable à son original, que l'Augustin d'Ypres ne l'est à l'Augustin d'Hippone. Il ne faut pas non plus qu'ils vous viennent dire qu'il ne s'agit que de rejeter et de condamner certaines petites questions de saint Augustin (comme celles qui regardent l'état de pure nature), qui n'avoient pas encore été clairement ni expressément définies. Car toutes les vérités que ce saint a enseignées, touchant cette matière, sont tellement liées et enchaînées qu'on n'en peut détacher une sans délier toutes les autres, et l'on sait, dit votre Prosper, que le mensonge et l'erreur, que ces vérités ont ruinés, met toute son adresse à tâcher qu'on lui accorde la moindre chose pour se rétablir entièrement. Donnez-leur seulement le premier anneau de cette chaîne, et il leur sera aisé de l'attirer toute à eux par une suite nécessaire.

» Vous savez mieux que nous toutes ces choses et plusieurs autres. C'est pourquoi nous ne croirons jamais, si vous ne le déclarez vous-même, que les tristes nouvelles qui se débitent ici soient véritables.....

» De plus, si l'on pouvoit faire grâce à quelques ennemis de l'un et de l'autre Augustin, ce ne devoit pas être à ces ennemis communs, qui ne pensent qu'à nous perdre et à réduire, s'ils pouvoient, votre Université et la nôtre à l'état déplorable auquel ils ont réduit celles d'Allemagne, dont ils se sont rendus les maîtres, et où les écoles sont désertes, et l'amour des sciences est éteint. Dès que ceux de la Société sont établis en quelque lieu, ils commencent par inquiéter et troubler les autres, et par leur susciter des affaires. Puis ils les écartent peu à peu par leurs intrigues; et, enfin, ils les chassent par l'autorité des puissances, comme si c'étoit d'eux qu'il fût dit : « Israël habitera sur la terre en pleine assurance

per cette dernière assertion ; ce travail était imprimé en partie, lorsque Isaac Habert fut nommé évêque de Vabres. Arnauld, par respect pour le caractère de son antagoniste, ne continua pas son livre. Du reste, Habert n'avait pas encore répondu à la seconde *Apologie* dirigée contre sa *Défense*.

En outre, une discussion plus grave était commencée alors, relativement au livre de la *Fréquente communion*, qui avait été publié au commencement de l'année 1643. Il avait été composé deux ans auparavant, et voici quelle en avait été l'occasion ¹. La princesse de Rohan-Guémené, dont la vie avait été d'abord peu chrétienne, quoiqu'elle eût pour confesseur le P. de Sesmaisons, Jésuite, renonça aux plaisirs du monde dans le courant de l'année 1639, et se mit sous la conduite de l'abbé de Saint-Cyran.

Arnauld d'Andilly avait surtout contribué à cette conversion, qui fit alors beaucoup de bruit. Le cardinal de Retz, qui avait eu pour maîtresse la princesse de Rohan, dit dans ses Mémoires que Arnauld d'Andilly était fort attaché à la princesse de Rohan-Guémené ; mais que cette affection était aussi pure que la sienne était criminelle, et que d'Andilly poursuivait sans relâche le dessein qu'il avait conçu de la ramener à Dieu. Il y réussit enfin, du moins pour un temps, et ce fut alors qu'il confia cette nouvelle Magdeleine à l'abbé de Saint-Cyran.

La vie plus que légère de la princesse de Rohan-Guémené n'empêchait pas le P. de Sesmaisons de l'admettre aux sacrements ; mais l'abbé de Saint-Cyran avait des principes de morale plus sévères. Il interdit à sa nouvelle pénitente tous les spectacles et tous les plaisirs du monde qui pouvaient être pour elle des occasions de péché. Un jour qu'elle avait communie, elle refusa de la manière la plus positive d'assister à un bal, et ne dissimula pas qu'elle ne faisait que suivre en cela la règle de conduite que l'abbé de Saint-Cyran lui avait tracée. La personne qui reçut cette confiance en fit part au P. de Sesmaisons, qui en parla aux Pères Bauni et Rabardeau, ses confrères. Tous trois dressèrent de concert un petit écrit destiné à rendre suspects les principes de l'abbé de Saint-Cy-

¹ Arnauld, *Avertissement de la 2^e édition du livre de la Fréquente communion* ; Hermant, *Mém. mes. sur l'Hist. Eccl. du XVII^e siècle*, liv. 3 et 4 ; D. Clemencet, *Hist. de Port-Royal*, liv. 7 ; Elles Du Pin, *Hist. Eccl. du XVII^e siècle*, t. II. On peut voir la plupart des pièces relatives à l'affaire du livre de la *Fréquente communion* au t. XXVIII de la *Collection générale des œuvres d'Arnauld*.

ren et le firent remettre en manuscrit à la princesse de Rohan-Guéméné. La morale en était digne du Père Bauni, et on y soutenait en particulier ces maximes : « Plus on est dénué de Grâce, plus on doit hardiment approcher de Jésus-Christ dans l'Eucharistie ; ceux qui sont remplis de l'amour d'eux-mêmes et si attachés au monde que de merveille font très bien de communier très souvent. »

La princesse de Guéméné ne put lire sans indignation l'écrit des Jésuites, et le remit à l'abbé de Saint-Cyran, qui chargea Arnauld de le réfuter. Ce fut pour obéir à ce désir que le jeune théologien composa ¹, dans le courant de l'année 1641, le livre de la *Fréquente communion*, qui fut imprimé deux ans après.

Dans cet ouvrage, l'auteur s'attache à prouver, par la tradition catholique, depuis les premiers siècles jusqu'à son temps, qu'il est utile de différer l'absolution en plusieurs circonstances ; que c'est une obligation de la refuser aux pénitents qui sont dans l'habitude du péché mortel ou qui s'exposent aux occasions prochaines du péché ; il y fait voir quelle était l'ancienne pratique de l'Eglise dans l'administration de la Pénitence ; il prouve que cette discipline était fondée sur des principes invariables, et établit que, si on ne peut suivre à la lettre les anciens canons pénitentiaux, il faut au moins en conserver l'esprit et suppléer, par des moyens accommodés aux circonstances, à la pénitence publique, qui était en usage dans les plus beaux siècles de l'Eglise.

L'ouvrage est divisé en trois parties ; dans la première, Arnauld examine quelques passages des Pères allégués dans l'écrit des Jésuites ; démontre qu'on ne les a pas entendus dans leur véritable sens et accable ses adversaires sous le poids de toute la tradition catholique. Il entre ensuite dans la discussion des conditions requises pour la communion fréquente, et, comme on doit principalement suivre sur ce point l'avis d'un directeur éclairé, il expose les qualités que doit avoir un bon directeur, et il prouve que l'on ne doit pas permettre indifféremment la communion hebdomadaire à toute sorte de personnes, comme les Jésuites le prétendaient dans leur écrit.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à l'examen de cette

¹ L'abbé de Saint-Cyran, dans une lettre écrite au mois de septembre 1641, parle du livre de la *Fréquente communion* comme d'un ouvrage terminé.

question : « Est-il meilleur ou plus utile aux âmes, qui se sentent coupables de péchés mortels, de communier aussitôt qu'elles se sont confessées, ou de prendre quelque temps pour se purifier par l'exercice de la pénitence avant de se présenter à l'autel ? »

Arnauld soutient qu'il vaut mieux s'abstenir quelque temps, et appuie son sentiment sur les ouvrages des Pères de l'Église et des plus sages théologiens, sur les conciles généraux et provinciaux et sur les exemples des saints.

Dans la troisième partie, Arnauld passe en revue certaines questions de détail, relatives aux dispositions qu'il est nécessaire d'avoir pour communier souvent.

Arnauld avait donné une grande preuve de modération en ne désignant pas même indirectement les Jésuites, dont il combattait les principes relâchés ; il adressa son livre en manuscrit à un grand nombre de prélats, en les priant de l'examiner et de l'approuver s'ils le trouvaient digne de leurs encouragements. Quatre archevêques, douze évêques et vingt docteurs en théologie l'approuvèrent de la manière la plus flatteuse, et lui donnèrent tous les éloges qu'il était possible à l'auteur d'ambitionner. L'archevêque de Tours fit rédiger son approbation ¹ par un Jésuite, le P. Nouet, qui joua bientôt après un triste rôle.

Des suffrages si honorables ne mirent ni l'auteur ni l'ouvrage à couvert de la haine des Jésuites. Ils publièrent un grand nombre de libelles dans lesquels ils soutenaient les plus noires calomnies et élevaient contre la doctrine d'Arnauld les récriminations les moins fondées. Le savant docteur les avait réfutées d'avance dans la belle préface qu'il avait mise en tête de son livre. Nous en citerons quelques passages, afin de répondre aux accusations répétées si aveuglément jusqu'à ce jour.

Après avoir parlé du relâchement de ceux qui se contentaient d'un certain respect extérieur, pour permettre la communion fréquente, Arnauld s'exprime ainsi ² :

« Qui n'approuvera et n'estimera le zèle de ces personnes qui, pensant sérieusement à se convertir à Dieu et étant touchées de douleur et de regret d'avoir profané tant de fois le gage si saint et si inviolable de son amour, se préparent *quelque temps*, par l'humilité et par la pénitence, pour approcher ensuite de cette table

¹ V. la relation du docteur Bourgeois au t. XXVIII des œuvres d'Arnauld.

² De la Fréquente communion, Préface, § 6, 7.

sainte avec plus de pureté et plus de respect selon l'avis et le précepte de tous les Pères ?...

» Qui peut trouver mauvais qu'il imite, *en quelque partie*, cette pénitence si sainte et si autorisée par tous les conciles (celle des premiers siècles) en se dispensant en même temps d'une infinité de choses qui ont été pratiquées dans l'Eglise durant tant de siècles ? Qu'il fasse en secret ce que les autres faisoient en public ; qu'il fasse, *durant quelques mois*, ce que les autres faisoient durant beaucoup d'années ; qu'il fasse, en demeurant dans son emploi ordinaire, ce que les autres faisoient souvent en quittant les fonctions de leurs charges ; qu'il fasse, dans le monde, ce que plusieurs faisoient en sortant du monde.

» Lorsque je parle de se séparer ainsi *quelque temps* du corps du Fils de Dieu, *pour se disposer à le mieux recevoir*, je ne prétends pas autoriser la négligence criminelle de ceux qui seroient bien aises d'avoir un *prétexte de piété* pour s'exempter de communier *souvent* ; et qui feroient, par une tiédeur que l'Écriture menace d'un si grand supplice, ce que les autres font par une humilité profonde et par une affection envers Jésus-Christ également ardente et respectueuse.

» Comme il y avoit autrefois une manière de différer longtemps le baptême, qui étoit approuvée par l'Eglise lorsqu'on le faisoit pour s'y préparer par toutes sortes de bonnes œuvres ; et une autre que l'Eglise condamnoit lorsque les hommes s'en séparoient pour mener cependant une vie séculière et licencieuse, qu'ils savoient ne pouvoir mener après le baptême : il y a aussi une manière de différer la communion que l'Eglise approuve, lorsqu'on s'en retire pour s'y disposer par les fruits d'une véritable pénitence ; et une autre que l'Eglise rejette et qu'elle condamne, lorsqu'on le fait par une indifférence et une insensibilité envers les choses saintes qui est si redoutable dans les âmes, qu'il n'y a rien que l'Eglise ne fasse pour s'y opposer, parce qu'elle les mène à l'impiété et à l'irréligion. »

Le livre entier de la *Fréquente communion* atteste, comme ces passages, qu'Arnauld ne s'opposait point à ce que l'on communiaât fréquemment, pourvu que l'on eût les dispositions requises ; il soutient que, pour savoir quelles doivent être ces dispositions, il falloit étudier les Pères de l'Eglise et les décrets des conciles plutôt que les livres des nouveaux casuistes ; mais il n'en admettait pas moins que les règles tracées par les Pères et les conciles devaient être ac-

commodées aux circonstances ; seulement il ne tombe pas dans l'exagération des casuistes qui, sous prétexte des circonstances, détruisent radicalement ce que les règles disciplinaires ont de plus respectable. Il distingue donc l'esprit qui a dicté ces règles, qui n'est autre que l'esprit chrétien, et les principes fondamentaux de la discipline, qui ont toujours été les mêmes dans tous les siècles, des détails accessoires qui accompagnent l'application de ces principes ; ces détails doivent être subordonnés aux circonstances diverses de mœurs, de temps, de personnes ; mais les principes fondamentaux de la discipline doivent être respectés, parce qu'ils ne sont que l'expression pure de l'esprit chrétien et de la morale évangélique.

Les Jésuites, tout en admettant cette doctrine en spéculation, l'abandonnaient dans la pratique ; ils s'élevèrent donc contre le livre de la *Fréquente communion* avec d'autant plus de vivacité, que cet ouvrage avait plus de valeur scientifique, qu'il battait en brèche leurs règles de direction, et qu'il avait eu pour but de réfuter un écrit composé par plusieurs membres de la Compagnie. Ils auraient dû, ce semble, par respect pour l'autorité épiscopale, qui s'était si hautement prononcée en faveur du livre d'Arnauld, suspendre leurs attaques et se contenter de dénoncer le livre au Saint-Siège s'ils le croyaient répréhensible ; mais ils s'appliquèrent au contraire à déverser les injures les plus grossières, aussi bien contre les évêques qui avaient approuvé le livre, que contre l'ouvrage lui-même et son auteur. Le P. Nouet fut lancé dans l'arène. Ce Jésuite prêchait les Dominicales dans l'église de la maison professe de la Société ¹. Le dernier dimanche du mois d'août 1643, quelques semaines seulement après la publication du livre de la *Fréquente communion*, il annonça, pour le dimanche suivant, un sermon dans lequel il traiterait une matière nouvelle, curieuse et importante. Il se procura ainsi un auditoire nombreux et brillant. La matière qu'il avait annoncée n'était autre que le livre de la *Fréquente communion*. Il ne tint pas à lui que tous ses auditeurs ne fussent persuadés que l'auteur était « un nouveau réformateur, falsificateur des Pères, ignorant, imaginatif, fantastique, mélancolique, lunatique, aveugle, malicieux, furieux ; serpent ayant une langue à trois pointes, armées de passion, de médisance et d'im-

¹ C'est aujourd'hui l'église Saint-Paul-Saint-Louis, rue Saint-Antoine.

piété ; scorpion, monstre, loup déguisé en agneau, voulant ruiner l'Eglise comme Luther et Calvin, sous prétexte de la réformer. » Le P. Nouet ajoutait qu'il en dirait davantage s'il ne s'était pas imposé l'obligation d'être charitable. Les évêques approbateurs du livre d'Arnauld n'étaient guère mieux traités que l'auteur. Le P. Nouet déclarait qu'ils n'étaient que des aveugles, et qu'ils n'appartenaient pas à la partie saine de l'épiscopat. Les auditeurs ne furent pas peu surpris d'entendre de pareilles invectives au lieu d'un sermon. « Il faut, dit le maréchal de Vitri¹ en sortant de l'église, qu'il y ait quelque chose là-dessous ; les Jésuites ne témoignent pas tant de zèle quand il ne s'agit que de la gloire de Dieu. » L'archevêque de Tours, un des approbateurs du livre d'Arnauld, assistait au sermon. En sortant de l'Eglise, il alla à la chambre du P. Nouet, et lui demanda avec indignation comment il accordait ses déclamations avec les éloges qu'il avait prodigués à l'ouvrage, dans l'approbation qu'il avait composée pour lui. Le P. Nouet lui répondit froidement qu'il avait parlé dans l'approbation suivant sa conscience, et dans son sermon suivant celle de ses supérieurs, dont il exécutait les ordres.

Pendant plusieurs dimanches consécutifs, le P. Nouet continua ses déclamations. Une assemblée de vingt-huit évêques, qui se tenait alors chez le cardinal Mazarin, ne crut pas devoir les tolérer. Le P. Nouet fut obligé de se présenter devant elle, accompagné de quatre de ses supérieurs, et de demander pardon, tête nue et à genoux, de l'insulte qu'il avait faite à l'épiscopat dans ses sermons contre le livre de la *Fréquente communion*. Quelques évêques étaient d'avis de se déclarer solennellement en cette occasion en faveur du livre d'Arnauld, et de condamner les maximes qui y étaient opposées ; les archevêques de Rouen et de Bordeaux, les évêques d'Orléans et de Saint-Malo présentèrent à l'assemblée des projets en ce sens. La majorité crut devoir écarter la question doctrinale et se contenter de la satisfaction faite à l'épiscopat.

L'humiliation du P. Nouet n'empêcha pas ses confrères de continuer à déclamer contre le livre de la *Fréquente communion*, et à faire envisager cet ouvrage comme très propre à renverser la religion. Leurs régents dans les classes, leurs prédicateurs dans les chaires de province, et leurs écrivains dans leurs libelles, entas-

¹ Mémoires de Dufossé.

saient injures sur injures contre les *Cyranistes* et les *Arnauldistes*. (Le titre de Janséniste n'était pas encore en usage.) Les Pères Causin, Seguin, Pinthereau et Lombard étaient les auteurs des libelles anonymes dirigés contre Arnauld. Le P. Seguin, dans son pamphlet intitulé : *Sommaire de la Théologie de l'abbé de Saint-Cyran et du sieur Arnauld*, ne demandait rien moins que la vie de ses adversaires : « L'Eglise est attaquée dans le cœur, disait-il, il faut joindre l'épée royale à celle de l'Eglise, pour exterminer ce monstre de nos jours. » Il s'appliquait à les faire considérer comme des *pestes d'Etat et de religion*. Le P. Petau lui-même sacrifia sa science à l'esprit de corps le plus aveugle, et, dans son livre de la *Penitence publique*, il imita l'empportement de ses confrères ; il appliqua à Arnauld cette parole d'un ancien qui disait d'un auteur : « Il n'auroit dû publier son livre que la corde au cou, avec un nœud coulant, afin qu'il ne fût besoin que de tirer s'il étoit désapprouvé. » Il feignait de craindre « le renversement de la monarchie par l'effet des maximes du livre de la *Fréquente communion*. » L'esprit de parti a le triste privilège d'aveugler les hommes les plus doctes et les plus clairvoyants.

Arnauld, pour toute réponse aux déclamations des Jésuites, publia une seconde édition avec un *Avertissement* plein de modération, et qui mettait à néant les fausses allégations répandues contre sa doctrine par ses adversaires, qu'il marqua au front du stigmate de la calomnie. Les Jésuites ne s'en tinrent pas aux déclamations, et ils essayèrent de faire mettre Arnauld à la Bastille. N'ayant pu réussir dans ce projet, ils résolurent de porter la cause du livre de la *Fréquente communion* par devant l'Inquisition de Rome, et de forcer l'auteur à se rendre en cette ville pour y défendre sa doctrine. Le nonce Grimaldi proposa ce moyen à Mazarin, qui, au début de son ministère, craignait de mécontenter la cour de Rome, qui ne lui avait jamais été très favorable. La reine régente, qui suivait aveuglément l'avis de son ministre, déclara solennellement qu'elle voulait étouffer ces discussions et donna ordre à Arnauld de se rendre à Rome pour le jugement de son livre. L'abbé de Barcos, neveu de Saint-Cyran, reçut la même injonction. L'intention de la régente étoit de les mettre en prison, s'ils n'obéissaient pas, comme l'écrivit le nonce Grimaldi au cardinal F. Barberin ¹.

Lettre de Grimaldi, du 11 mars 1644, dans l'Extrait mss. du P. Rapin, p. 39.

Les ordres de la régente furent signifiés à Arnauld, par le chancelier Seguier, en présence de Arnauld d'Andilly. Ce dernier fit les observations les plus justes, mais Arnauld gardait le plus profond silence. « — Que répondrai-je à la reine ? lui dit alors le chancelier. — Vous lui répondrez, dit enfin Arnauld, que je ne suis point cité à Rome juridiquement ; qu'une pareille citation seroit d'ailleurs contraire aux lois de l'Eglise de France, qui veulent que les causes nées dans son sein y soient jugées par elle ; et à celles du royaume, qui ne permettent pas qu'un sujet soit justiciable d'un tribunal étranger. »

Le chancelier n'insista pas ; il laissa à Arnauld huit jours pour réfléchir et se préparer au voyage. Les amis du docteur furent d'abord assez partagés sur le parti qu'il avait à prendre. La duchesse de Longueville, de Chavigny, surintendant des finances, et Bignon, avocat-général, pensaient que le voyage d'Arnauld à Rome pourroit être utile à la vérité. Arnauld lui-même étoit de cet avis ; mais d'autres n'espéraient aucun résultat avantageux de cette démarche, et ne dissimulaient pas la crainte qu'ils avoient de voir leur ami condamné sans forme de procès et enfermé dans les prisons de l'Inquisition. Ils pensaient aussi que, même pour obtenir un bon résultat, il ne falloit pas blesser les lois et les usages de l'Eglise de France. L'Université toute entière ¹ se prononça ouvertement en ce sens. A peine eut-elle connaissance de l'ordre intimé à Arnauld qu'elle s'assembla et alla en corps faire des remontrances à la régente. Elle ne fut point écoutée. Deux jours après, la Sorbonne adopta une résolution en ces termes ² :

« La Maison de Sorbonne s'étant assemblée extraordinairement, le 14 mars 1644, pour délibérer sur ce qu'elle pourroit faire pour secourir de toutes ses forces M. Arnauld, et le garantir des calomnies de ses ennemis, qui, cherchant à le perdre, lui suscitent toutes sortes de traverses, il a été arrêté que toute la Maison iroit en corps et en grand nombre trouver les principaux de l'Etat, le duc d'Orléans, le prince de Condé, le cardinal Mazarin, le chancelier de France, et que le Senieur de Sorbonne, au nom de tous les autres, les suppleroit très humblement de ne pas permettre que

¹ L'Université s'étoit engagée à défendre à perpétuité les descendants de Arnauld l'avocat, par reconnaissance pour le plaidoyer qu'il avoit fait pour elle contre les Jésuites.

² *Causa Arnaldina*, prof.

M. Arnauld fût envoyé à Rome, au lieu de lui donner moyen de se défendre et d'être entendu, et leur représenteroit que la Sorbonne, qui prend la défense d'un membre de sa Maison, méritoit bien qu'ils favorisassent la Compagnie dans cette affaire, loin d'appuyer de leur faveur la fureur de ses ennemis qui, comme le bruit en court, lui préparent encore à Rome d'autres traverses. »

Le 18 mars, la Sorbonne se présenta en corps à la Cour pour faire des remontrances à la régente elle-même. Elle reçut un accueil plus favorable que l'Université; ses remontrances furent écoutées, et la régente, sans se prononcer ouvertement, suspendit les ordres qu'elle avait donnés, et promit de faire connaître à la Sorbonne sa dernière résolution, après en avoir délibéré avec son conseil. Le Parlement ¹ devait se réunir le même jour que la Sorbonne pour délibérer, non-seulement sur la cause du docteur Arnauld, mais aussi sur la morale des Jésuites dénoncée de nouveau à la justice par l'Université. Le 17 mars, veille du jour où cette assemblée importante devait avoir lieu, le premier président et quatre présidents à mortier furent mandés par la régente, qui leur défendit d'assembler les chambres pour délibérer sur les deux affaires proposées. Le chancelier, qui était présent à l'audience de la régente, et le prince de Condé voulurent justifier la résolution que l'on avait prise d'envoyer Arnauld à Rome, et prétendirent que c'était l'unique moyen de prévenir les troubles dont son livre avait été et pourrait être encore l'occasion; mais le premier président et le président de Mesme s'élevèrent avec énergie contre l'ordre donné à Arnauld, prouvèrent qu'il était illégal; qu'il était contraire aux libertés de l'Eglise gallicane: « Si M. Arnauld est coupable, ajoutèrent-ils, si sa doctrine est répréhensible, qu'on le cite par-devant son archevêque, qui est son juge naturel; dans le cas d'appel à Rome, le pape devoit nommer des juges françois pour décider en dernier ressort; car aucun François ne peut être jugé que dans le royaume et non par des juges étrangers. » Telle était, en effet, la législation ecclésiastique de France, reconnue par la Cour de Rome elle-même.

Le chancelier cherchait à éluder la force des raisonnements des magistrats, en disant que la régente pouvait, de sa propre autorité, envoyer un de ses sujets à Rome pour y être jugé; qu'un jugement

¹ Mémoires d'Omer Talon, ann. 1644; V. Lettre de Grimaldi au cardinal Barberin, du 1.^{er} avril 1644, dans l'Extrait mss. du P. Rapin, p. 41, 42.

qui aurait lieu en vertu de la citation d'un tribunal étranger serait seul contraire aux lois du royaume. Les magistrats n'avaient pas de peine à prouver que l'exception était injuste, et que la régente ne pouvait, sans blesser les lois, soustraire un sujet à ses juges naturels. Mazarin, dont toute la politique consistait à prendre des moyens détournés, prit enfin la parole :

« M. Arnould, dit-il, n'est pas un accusé que la reine envoie à Rome pour se justifier, car personne n'a rien à reprendre, ni dans sa conduite, ni dans sa doctrine ; c'est un homme de grande capacité, sur lequel la reine jette les yeux pour le charger d'une affaire importante auprès du pape. Ce docteur étant plus instruit que tout autre sur la matière qui est agitée, on ne doit concevoir aucune crainte en le voyant partir pour Rome, où il ira comme chargé par la Cour d'une commission honorable, et nullement comme ayant à se purger d'une accusation personnelle. »

Ces artifices d'Italien ne firent pas illusion aux magistrats, qui maintinrent leurs conclusions. Les évêques approbateurs du livre de la *Fréquente communion* joignirent leurs réclamations à celles du Parlement, de la Sorbonne et de l'Université ; la Chambre des comptes était disposée à en faire autant. On prévoyait que tout le clergé et la magistrature entière allaient adresser des remontrances semblables. La régente n'osa pas affronter une telle opposition ; elle permit de ne pas exécuter son ordre, sans toutefois le révoquer ouvertement.

Arnould, comprenant que ses ennemis ne cesseraient de le poursuivre de leur haine aveugle, et que la cour ferait tôt ou tard retomber sur lui l'opposition qu'elle rencontrait en de telles circonstances, avait pris le sage parti de se cacher. Il l'écrivit à la régente le 18 mars, en lui faisant connaître les motifs de la résolution qu'il prenait, et en la priant de le protéger contre ses ennemis. La retraite de l'illustre docteur dura vingt-cinq ans. Il n'eut, pendant ce temps-là, de communications qu'avec ses parents et ses plus intimes amis, ne s'appliquant qu'à l'étude et aux exercices de la piété chrétienne.

Le premier fruit de sa retraite fut le livre *De la tradition de l'Église sur la pénitence*, qui n'est qu'une défense du livre de la *Fréquente communion*. Il le dédia à la régente elle-même, qui avait accueilli si facilement les accusations de ses ennemis ; dans son Épître dédicatoire, il repousse avec fermeté les calomnies absurdes que ses ennemis avaient répandues contre lui, et dont le P.

Petau s'était fait l'organe trop servile. La préface seule est raisonnée dans le livre de la Tradition. Le reste de l'ouvrage n'est qu'un tissu de passages choisis des saints Pères et des conciles touchant la pénitence. Il est impossible de ne pas voir que les principes émis dans ces vénérables monuments des plus beaux siècles chrétiens sont conformes à ceux du savant docteur dans le livre de *la Fréquente communion*. L'ouvrage de *la Pénitence* fit sensation dans le monde savant, comme celui de *la Fréquente communion*.

Balzac, qui était alors le grand littérateur, en écrivait ainsi à Chapelain : « Je n'ai jamais rien lu de plus éloquent ni de plus docte. O le grand personnage que ce cher ami ! (Arnauld) O que l'Eglise recevra de services de cette plume ! ce sera le bâton de sa vieillesse. Ce sera peut-être son dernier appui. S'il y a quelque hérésie à venir, qu'elle se hâte de paraître, et que tous les monstres se déclarent, afin que cette fatale plume les extermine. »

Les Jésuites, n'ayant pu réussir à faire partir Arnauld pour Rome, dénoncèrent son livre à l'Inquisition ; les Pères Brisacier et Benoise furent députés par la Compagnie afin de poursuivre, auprès de ce tribunal, la condamnation d'Arnauld. Les Jésuites avaient pour eux Albizzi, assesseur de l'Inquisition, et le cardinal François Barberin, neveu du pape. L'évêque de Senlis écrivit à Urbain contre le livre d'Arnauld, et pour lui dénoncer un grand parti composé des adeptes de Jansenius, de Saint-Cyran et d'Arnauld. Peu de temps après, Raconis, évêque de Lavaur, écrivit au pape dans le même sens ¹. Les Jésuites ne purent alors trouver d'autres appuis dans le clergé de France. Arnauld avait pour protecteur à Rome le cardinal Bentivoglio ², qui avait conservé d'intimes relations avec plusieurs membres de sa famille depuis le séjour que ce prélat avait fait en France en qualité de nonce. Bentivoglio avait lu avec admiration le livre de *la Fréquente communion* ; Arnauld d'Andilly lui écrivit pour réclamer ses bons offices dans une occasion où *la gloire de Dieu*, disait-il, *le touchait incomparablement plus que celle de son frère*. Il joignit à sa lettre un mémoire qu'il le pria de communiquer au marquis de Fontenai, ambassadeur de France à Rome. Celui-ci se montra favorable, et déclara même avoir reçu de la Cour l'ordre d'*agir efficacement* en ce sens ; mais il fut alors rem-

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 64, 65.

² V. la Correspondance du C. Bentivoglio et d'Arnauld d'Andilly, et la Relation du docteur Bourgeois au t. xxviii des Œuvres complètes d'Arnauld.

placé par le marquis de S. Chamont, plus disposé en faveur des Jésuites que Fontenai. Bentivoglio fit cependant auprès de lui les démarches les plus actives, comme on le voit par sa correspondance avec Arnauld d'Andilly. Mais le prince de Condé s'était rendu dénonciateur d'Arnauld à Rome, et avait même envoyé à l'Inquisition un petit livre dans lequel il osait s'attaquer à ce grand théologien.

Sur ces entrefaites, les évêques approbateurs du livre de la *Fréquente communion* écrivirent au pape pour en prendre la défense. Leur lettre est du 5 avril 1644. Le nonce refusa d'être l'intermédiaire des évêques auprès du pape, parce que leur lettre *n'était pas conçue comme il l'aurait souhaité*, et aussi à cause du bruit qu'avaient répandu les Jésuites que le livre serait certainement censuré. Il en envoya cependant une copie avec une lettre particulière, dans laquelle il faisait observer que les évêques approbateurs du livre étaient *bien affectionnés au Saint-Siège, et de réputation de piété très grande*; que vingt docteurs de Sorbonne étaient engagés dans cette affaire, et qu'on ne devrait rien conclure sans en avoir donné avis aux évêques signataires de la lettre ¹.

Voici quelques passages de la lettre des évêques ² :

« Très Saint Père,

» Si jamais il a été nécessaire de renouveler l'ancienne et louable coutume de nos pères, qui informaient par leurs lettres le Saint-Siège apostolique des choses les plus difficiles qui arrivaient dans leurs Églises particulières, sachant que c'est à lui à qui appartient le soin général de toutes les Églises du monde, nous pouvons dire que c'est en ce temps que cette nécessité est plus grande : car, encore qu'il n'y ait aucune partie de notre vie, laquelle est un perpétuel combat sur la terre, qui puisse être exempte des soins auxquels nous oblige notre dignité épiscopale, et que, selon le précepte de l'apôtre, nous devons toujours veiller sur nous, et sur tout notre troupeau ; néanmoins, il n'est jamais plus besoin de recourir au vicaire de Jésus-Christ que lorsque l'on blesse, par les nouveautés profanes de quelques maximes inouïes et étrangères, non seulement les moins nobles de son corps, mais aussi les plus illustres, et qu'on

¹ V. cette lettre dans l'Extrait mss. du P. Rapin, p. 41.

² Cette lettre, avec les autres pièces relatives au livre de la *Fréquente communion*, se trouvent au t. XXVIII des Œuvres complètes d'Arnauld. V. il. Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle ; D. Clemencet, Hist. de Port-Royal, liv. 7 ; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, liv. 4.

n'épargne pas même sa tête sacrée. Ainsi nous ne pourrions lui dissimuler ce que nous voyons et ce que nous éprouvons tous les jours, que quelques personnes veulent établir parmi nous des maximes dangereuses¹, qui n'affaiblissent pas seulement, mais qui détruisent la suprême autorité de Votre Sainteté, par la propre confession d'elle-même, selon qu'elle l'a déclaré publiquement ; qui blessent tout le corps de la hiérarchie ecclésiastique et principalement l'ordre épiscopal ; qui changent très souvent l'usage des sacrements, qui doit toujours être très saint et très salutaire, en un abus pernicieux et déplorable, lequel fait gémir tous les gens de bien ; et qui ne procurent pas des remèdes utiles pour purifier les mœurs des hommes dépravés et corrompus, mais *introduisent des flatteries et palliations avec lesquelles ils les couvrent, ainsi que leurs propres maximes tirées de leurs livres peuvent en convaincre très clairement tous les hommes*².

» Lorsque nous avons voulu travailler autant qu'il nous a été possible, selon le devoir de la charité épiscopale, pour arrêter le cours de ce mal, ils ont eu la hardiesse de s'élever contre notre autorité par des sermons insolents, d'exciter des troubles et d'employer tout leur pouvoir pour opposer une rébellion opiniâtre à la puissance ecclésiastique ; mais leurs violences et leurs entreprises, peu dignes de l'esprit du christianisme, ont paru principalement lorsque le livre de la *Fréquente communion*, composé par Maître Antoine Arnauld, docteur de Sorbonne, et autorisé par l'approbation de seize tant évêques qu'archevêques, et de vingt docteurs de la Faculté de théologie de Paris, a été mis en lumière. Car, n'ayant pu supporter avec patience que l'écrit d'un d'entre eux fût réfuté en ce livre par des témoignages des saints Pères très clairs et très convaincants, ils ont commencé à rechercher toutes sortes de moyens pour pouvoir ruiner l'autorité de notre jugement, *décrier cette doctrine et rendre odieux l'auteur qui l'avait écrite*³, ou plutôt qui

¹ Les évêques font ici allusion aux attaques dirigées par les Jésuites contre les évêques, dans la discussion sur la hiérarchie.

² On voit que ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on reproche aux Jésuites leur facilité dans l'usage des Sacrements ; et que les évêques avaient reproché aux Jésuites leur morale relâchée avant Pascal. Nous aurons, du reste, bien des preuves à donner que le clergé de France fut constamment dans ces sentiments à leur égard.

³ Tous les livres des Jésuites, sans exception, parlaient du beau livre de la *Fréquente communion* comme d'un livre hérétique, et de l'auteur, comme

avait transcrit la tradition de l'Église, que les Pères nous ont laissée.

» Mais nous espérons, Très Saint Père, que Votre Sainteté verra facilement combien leur procédé a été injuste, lorsqu'elle aura pesé dans la balance si équitable de son jugement les raisons qui nous ont portés à approuver ce livre et à le souscrire.

» Car, premièrement, si on regarde le dessein de l'auteur, qui ne parle pas de sa propre bouche, mais par celle des saints Pères, il est certain qu'il n'a eu autre intention dans l'esprit, et qu'il n'a fait autre chose dans son livre, que de proposer et de louer la doctrine perpétuelle et constante des saints docteurs de l'Église, des papes et des conciles touchant la Pénitence et l'Eucharistie, et cette coutume canonique et très sainte, qui a été si religieusement observée dans l'Église durant plusieurs siècles; qui a été encore désirée et louée dans ces derniers temps; qui a été conservée, autant que le refroidissement de la charité des hommes le pouvait permettre, et rétablie en ses principales parties par le soin et la piété si recommandable des papes et des plus illustres cardinaux de l'Église romaine, du cardinal Gropper et de saint Charles Borromée, et aussi de Marianus Victorius, évêque d'Amelia, en Italie, que les papes ont toujours honoré de leur amitié et de leur estime, comme très affectionné au Saint-Siège, et très intelligent dans les vérités de l'Église. »

Les évêques, parlant ensuite des fruits qu'on pouvait attendre de l'ouvrage d'Arnauld, s'expriment ainsi :

« Nous avons eu tout sujet d'espérer que nous en pourrions tirer de grands avantages pour arrêter, avec le secours de la miséricorde de Dieu, le débordement des mœurs corrompues et de cette licence effrénée de toutes sortes de vices, qui ne fut jamais si grande, et *qui augmente de jours en jours par les nouvelles inventions de quelques auteurs de cas de conscience*, desquels Votre Sainteté a condamné plusieurs livres par une censure très juste et très équitable.

d'un ennemi de l'Église. Qu'on rapproche les faits de ces appréciations. M. Rhorbacher (liv. 87, § 5.), marchant sur leurs traces, s'est cru obligé de dire, après eux, que le livre édifiant d'Arnauld fut composé pour détourner de la Communion. Cette assertion, répétée par un grand nombre d'écrivains, est une calomnie que l'historien impartial doit flétrir.

table, et dont les censures ont été publiées par le clergé de France dans toutes les provinces du royaume ¹. »

Les évêques prennent ensuite la défense d'Arnauld contre les calomnies que ses adversaires avaient cherché à propager :

« Non-seulement disent-ils, il ne combat pas la participation très fréquente de la sainte Eucharistie, mais il y exhorte les fidèles, et n'en reprend que le mauvais usage ; il soutient qu'on peut différer quelquefois l'absolution, mais non pas qu'on doive la différer toujours ; il enseigne qu'elle ne déclare pas seulement que le péché est remis, mais qu'elle opère aussi la rémission du péché et qu'elle confère la Grâce ; son dessein n'est pas de rétablir la pénitence ancienne et publique, mais il montre que ceux qui se portent volontairement, avec la grâce de Dieu, à en pratiquer quelque partie, sont plus dignes de louange que de blâme. »

Ils ajoutent que la doctrine d'Arnauld n'est autre que celle du concile de Trente et de saint Charles Borromée, qui a été l'interprète le plus certain et le plus fidèle de ce concile.

« Quant à l'auteur de cet ouvrage, continuent-ils, nous le recommandons d'autant plus volontiers à Votre Sainteté que nous savons qu'il n'a pas une affection moins ardente *pour l'unité et pour la paix de l'Eglise*, que pour la vérité ; que nous l'assurons qu'il a le même sentiment que nous dans tout ce que avons exprimé et exposé fidèlement en cette lettre, et qu'il *a soumis son ouvrage au jugement de Votre Sainteté*, avec la révérence qu'il lui doit, *par une déclaration qu'il a donnée volontairement et de lui-même.* »

Les évêques terminent leur lettre en priant le pape d'imposer silence aux ennemis du docteur, qui étaient en même temps ceux de la hiérarchie « et de maintenir, disent-ils, d'autant plus l'honneur et la dignité épiscopale que les exemples de nos jours ont fait voir à tout le monde qu'il est aisé de passer du mépris de l'autorité des évêques au violement de la révérence due au Saint-Siège apostolique. »

La lettre que nous venons de faire connaître était signée des archevêques de Sens, Toulouse, Bordeaux et Tours ; des évêques d'Amiens, Lescar, Marseille, Aire, Madaure (*in part. inñdel.*) Orléans, Saint-Mâlo, Bazas, Montauban, Saint-Papoul, Châlons, Saint-Brieuc.

L'archevêque de Sens écrivit en leur nom une lettre au cardinal

¹ Les évêques font allusion à la décision de l'assemblée de 1641, qui adopta la censure de Rome contre les livres du Jésuite Bauni.

F. Barberin pour réclamer ses bons offices en faveur du livre d'Arnauld.

La déclaration de ce docteur ¹, dont parlent les évêques dans leur lettre au pape, était ainsi conçue :

« Comme je puis jurer solennellement devant Dieu, qui est la vérité même, que je n'ai composé le livre de la *Fréquente communion*, que par le seul amour de la vérité et le désir du salut des âmes, je puis protester aussi, devant sa Divine Majesté, par le seul mouvement libre et volontaire de ma conscience, que je le sou mets du fond de mon âme, ainsi que je l'ai toujours soumis :

» Au jugement de l'Eglise romaine ;

» De notre Saint-Père le pape, que je révère, avec tous les fidèles, comme le souverain vicaire de Jésus-Christ en terre, et auquel, en cette qualité, je remets de tout mon cœur, et ce qui concerne ma personne, et ce qui regarde mes sentiments ;

» De Monseigneur l'illustrissime archevêque de Paris, à qui je rendrai toujours, en toutes choses, l'obéissance que je lui ai vouée publiquement ;

» De la Faculté de théologie, que j'honore comme ma mère, et pour qui j'aurai toute ma vie un très humble respect et une très ardente affection.

» Et, comme j'espère, avec la Grâce de Dieu, que ni le désir des biens, ni la crainte des maux temporels, ne m'empêcheront jamais de défendre la vérité ; aussi l'amour opiniâtre de mes propres sentiments ne me fera jamais oublier ou blesser en la moindre chose l'obéissance et la soumission parfaite que je dois et que je veux toujours rendre à l'Eglise, dont je reconnois, révère la puissance et l'autorité, qui est celle de Jésus-Christ même, comme étant une et également inviolable dans la succession de tous ses pasteurs et de tous ses conciles, depuis le premier siècle jusqu'au siècle présent, et depuis aujourd'hui jusques à la fin du monde.

» Fait à Paris, le 14^e jour de mars 1644.

» Antoine ARNAULD. »

Les docteurs qui s'étaient déclarés en faveur du livre d'Arnauld avaient écrit à Rome en même temps que les évêques. La Cour avait approuvé ces lettres. Le cardinal Bentivoglio, qui en eut commu-

¹ Œuvres d'Arnauld, t. xxviii ; Extrait mss. du P. Rapin, p. 43 ; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du xvii.^e siècle ; D. Clemencet, Hist. de Port-Royal, liv. 7.

nication, conçut les meilleurs espérances et les faisait partager à Arnauld d'Andilly ¹.

Les Jésuites, comme nous l'avons rapporté, avaient envoyé à Rome les Pères Brisacier et Benoise afin de poursuivre le livre d'Arnauld devant l'Inquisition, et ils comptaient principalement sur Albizzi, assesseur de ce tribunal, et sur le cardinal F. Barberin, neveu du pape ².

Ayant eu connaissance de tout ce qu'on faisait en faveur de leur adversaire, ils redoublèrent d'ardeur, et, ne reculant même pas devant la calomnie la plus absurde, ils cherchèrent à rendre Arnauld suspect de Calvinisme ³. Pour cela, ils fabriquèrent une lettre d'un certain ministre, qui lui parlait comme s'il eût eu avec lui des intelligences secrètes, et ils s'efforcèrent de lui faire porter la responsabilité d'un ouvrage composé alors sur la Pénitence, par un nommé La Milletière, semi-Protestant, qui composait des ouvrages dans le but de travailler à la réunion des diverses Eglises chrétiennes, en leur proposant des concessions mutuelles.

Dès que l'ouvrage de La Milletière avait paru, Arnauld, dans une lettre aux évêques approbateurs de son ouvrage ⁴, l'avait dénoncé comme erroné à la Sorbonne, qui le censura très sévèrement. Les Jésuites, sans tenir compte de cette lettre, l'accusèrent de partager les opinions de La Milletière, et appuyèrent cette calomnie sur une preuve fort singulière. Un des docteurs qui avaient approuvé le livre de la *Fréquente communion* avait accordé la même faveur à l'ouvrage de La Milletière. De là, les Jésuites concluaient qu'Arnauld avait les mêmes opinions que ce dernier auteur. Cette accusation, quoiqu'absurde, avait été accueillie à Rome assez favorablement, pour qu'Arnauld se crût obligé d'y envoyer la lettre dans laquelle il dénonçait comme erronées les opinions qu'on lui imputait. Le cardinal Bentivoglio, muni de cette pièce, se mit à combattre les calomnieux ; mais il mourut sur ces entrefaites, et Arnauld fut ainsi privé de son plus puissant protecteur. Lutti, secrétaire de Ben-

¹ V. les Lettres du cardinal Bentivoglio à Arnauld d'Andilly, au t. xxviii des Œuvres d'Arnauld.

² V. Relation du docteur Bourgeois, au t. xxviii des Œuvres d'Arnauld.

³ On n'a pas reculé devant cette absurdité d'accuser de Calvinisme des hommes qui, toute leur vie, ont été les plus ardents adversaires des doctrines protestantes.

⁴ V. cette Lettre au t. xxviii de la Collection générale des Œuvres d'Arnauld. On peut consulter sur La Milletière le *Mercur françois*, t. xxii ad fin.

tivoglio, plusieurs autres amis du cardinal défunt et les théologiens les plus estimés de Rome, continuèrent à défendre Arnauld et son livre contre les Jésuites ; mais Lutti écrivit à Arnauld d'Andilly qu'il était important d'avoir un cardinal pour défenseur ; il lui conseilla, de plus, d'envoyer à Rome un docte théologien, capable de défendre la cause et de faire travailler à une traduction latine du livre de la *Fréquente communion* ; car les consultants n'avaient qu'une connaissance fort imparfaite de la langue française, et les Jésuites profitaient de leur ignorance de cette langue pour appuyer leurs secrètes manœuvres pas des interprétations erronées.

La lettre de Lutti fit aussitôt prendre le parti d'envoyer à Rome le docteur Bourgeois, théologien fort savant et ami zélé du docteur Arnauld. Bourgeois ne put partir qu'au mois d'avril 1645 ; deux ecclésiastiques, qui l'avaient précédé à Rome, le pressaient cependant de hâter son départ, et l'avertissaient que les poursuites des ennemis du livre étaient tellement actives, que l'on avait tout lieu de craindre une censure précipitée.

Leurs craintes n'étaient pas sans fondement ; car déjà on avait rédigé une censure particulière contre une proposition de la préface, où l'on disait de saint Pierre et de saint Paul : *Qu'ils étaient deux chefs qui n'en font qu'un*. C'était l'abbé de Barcos qui avait mis ces mots dans le travail d'Arnauld. On avait en outre extrait du livre trente propositions dont les Jésuites poursuivaient la censure avec la plus grande ardeur. Les choses en étaient là, lorsque le docteur Bourgeois arriva à Rome ¹. Il demanda communication des accusations élevées contre le livre d'Arnauld ; après bien des démarches, il l'obtint, à titre d'approbateur du livre, qualité qui l'autorisait à le défendre. Dans le même temps, les évêques et les docteurs qui l'avaient aussi approuvé écrivirent à Innocent, qui venait de succéder ² à Urbain VIII (1645), pour s'en déclarer les défenseurs, et envoyèrent à Bourgeois une procuration pour l'autoriser à agir en leur nom.

¹ Relation du docteur Bourgeois, au t. xxviii des Œuvres complètes d'Arnauld.

² Peu de temps après son exaltation, Innocent se prononça contre les Barberin, neveux d'Urbain VIII. Ceux-ci s'enfuirent en France, où ils furent bien reçus. Innocent voulut se venger de leur fuite, par une bulle contre les cardinaux qui sortiraient de Rome sans sa permission. Tout cela excita quelques troubles, et le Parlement se prononça vigoureusement contre la bulle. On peut voir à ce sujet les *Mémoires d'Omer Talon*, ann. 1646.

Nous devons donner quelques passages de la lettre des évêques au pape Innocent X.

Après avoir rappelé leur lettre à Urbain VIII, ils ajoutent :

« Si, en écrivant à votre saint prédécesseur, nous avons cru devoir relever le mérite de cet ouvrage (le livre de la *Fréquente communion*), nous estimons avoir sujet, aujourd'hui, de le recommander à Votre Sainteté avec encore plus de zèle et de confiance, puisque nous voyons les heureux effets des espérances certaines que nous en avons conçues, et que le fruit et l'avantage que tous les fidèles en reçoivent s'augmente tous les jours de plus en plus. »

Suivant les évêques signataires de cette lettre, le livre de la *Fréquente communion* avait produit d'heureux fruits, non-seulement parmi les fidèles, mais aussi parmi les hérétiques.

« Nous ne doutons point, Très Saint-Père, continuent-ils, que cette qualité de père commun de tous les fidèles, qui vous donne tant d'amour et de tendresse pour le salut de vos enfants, ne porte votre singulière pitié à entendre avec grande satisfaction ce que nous venons de lui dire; nous estimons aussi qu'elle ne saurait apprendre, sans quelque mouvement d'indignation, avec quels artifices les ennemis de ce livre et de son auteur, également recommandable par sa vertu et par sa science, se sont élevés contre une doctrine si sainte et qui a été consacrée par tant d'oracles de Dieu même, des souverains pontifes et des conciles. Car il se voit, par leurs libelles, qu'ils n'ont travaillé qu'à donner une mauvaise interprétation aux pensées les plus véritables et les mieux fondées; qu'à obscurcir les endroits que la suite du discours rend les plus clairs et les plus faciles à entendre; qu'à tourner en un autre sens et même en un sens tout contraire, les choses les plus constantes et les plus indubitables: qu'à tirer, par des arguments sophistiques, des conséquences très fausses et qu'à ajouter à ces excès l'aigreur inouïe de tant d'injures, qu'il semble qu'il est arrivé, par un juste jugement de Dieu, qu'ils ont prostitué leur propre réputation, en voulant, avec tant d'injustice, attaquer celle d'autrui. »

On ne pouvait caractériser avec plus de vérité et d'énergie les pamphlets écrits par les Jésuites contre Arnauld et son livre ¹.

¹ Ces Pamphlets n'en ont pas moins servi de guide aux Jésuites et à leurs amis, qui ont répété en chœur, jusqu'à nos jours, les injures et les calomnies de leurs premiers écrivains. Nous avons trouvé, du reste, la même passion

Les évêques prient ensuite le pape de les informer de ce que les ennemis d'Arnauld pourraient lui dire pour le tromper.

« Que si, après avoir vu, disent-ils, en France toutes leurs espérances perdues et tous leurs efforts absolument inutiles, ils les portent en Italie, et jusques à Rome même, afin d'y renouveler, par de fausses versions de ce livre ou des déguisements artificieux, ces accusations déjà ruinées, et qui d'elles-mêmes sont si faibles et si vaines, et s'efforcent ainsi de surprendre cette profonde sagesse de Votre Sainteté, qui gouverne toutes les provinces chrétiennes soumises à sa puissance, nous supplions Votre Sainteté de nous faire la faveur de nous informer du chef de leurs plaintes, et nous lui promettons, avec une entière assurance, de satisfaire pleinement à sa charité pontificale et apostolique. »

Les évêques, en finissant leur lettre, recommandent au pape le docteur Bourgeois, qu'ils avaient chargé de leur procuration pour agir, en leur nom, auprès de lui.

Cette lettre fut signée par les même évêques que celle adressée à Urbain VIII, excepté l'archevêque de Bordeaux et les évêques de Madaure et de Bazas, qui étaient morts dans le courant de l'année.

Le docteur Bourgeois, ayant reçu la lettre et la procuration des évêques, demanda au pape une audience, qui lui fut accordée sans difficulté; il fut reçu très honorablement; Innocent lui promit de suivre avec le plus grand soin l'affaire qui était agitée, et témoigna la plus haute estime pour le docteur Arnauld, les évêques qui avaient approuvé son livre, et le docteur Bourgeois lui-même, auquel il promit d'accorder toutes les audiences qu'il pourrait désirer.

Après avoir vu le pape, Bourgeois rendit visite au cardinal secrétaire d'État et à tous les prélats sur l'appui desquels il pensait pouvoir compter. Depuis qu'il avait reçu communication des accusations élevées contre le livre de *la Fréquente communion*, il s'était occupé à les réfuter. Au bout de quelques semaines, il présenta son travail à la congrégation du Saint-Office et demanda au pape une seconde audience, qui lui fut accordée. Innocent lui fit les mêmes protestations que dans la première et lui promit de prendre par lui-même connaissance de sa défense. Au bout de trois semaines, il obtint une troisième audience dans laquelle il donna

dans tout ce qu'ils ont écrit relativement à Port-Royal et au Jansénisme. La colère les suffoque chaque fois qu'ils traitent ce sujet : ce n'est pas le moyen de parler avec vérité.

lui-même au pape connaissance de tout ce qui pouvait le mettre au courant de l'affaire. Le mémoire qu'il lui présenta parut tellement convaincant, que le livre fut pleinement justifié à ses yeux. La congrégation du Saint-Office en porta le même jugement et Innocent le déclara lui-même au docteur Bourgeois, dans une audience qu'il lui accorda quelques jours après. « La plus grande joie, lui dit-il, que j'aie ressentie durant mon pontificat, est le rapport qui m'a été fait jeudi dernier, par tous les cardinaux de l'Inquisition, en faveur du livre de *la Fréquente communion*. Depuis longtemps, on n'avait pas vu un consentement si unanime de tous les cardinaux et consultants pour aucun livre. Je vous charge de témoigner aux évêques approbateurs et à M. Arnauld, auteur du livre, la part que j'ai prise à cette affaire, dont j'ai voulu moi-même prendre connaissance, et la joie que j'ai du bon succès qu'elle a obtenu. Assurez-les que si l'occasion se présentait de leur faire plaisir, je la saisirais avec beaucoup de joie. »

Le docteur Bourgeois aurait vivement désiré que le jugement porté par le pape et la congrégation du Saint-Office lui fût délivré en forme authentique; mais on lui répondit que les règles invariables de la congrégation ne permettaient pas de faire droit à sa demande. Il sollicita alors une bulle du pape adressée à tous les évêques approbateurs du livre de *la Fréquente communion*. Les formes s'opposaient encore à cette demande, et il ne put obtenir qu'un bref à l'archevêque de Sens, chef des évêques approbateurs. Ce bref est daté du 22 octobre 1645. On y remarque ¹ une grande bienveillance, et pour l'archevêque et pour ceux qui avaient approuvé le livre, pour le docteur Bourgeois, qui avait remis la lettre, enfin, pour Arnauld, dont le pape loua le zèle et dont il avait, dit-il, *reçu volontiers le livre*.

Les Jésuites, désespérant d'obtenir la censure du livre d'Arnauld, entreprirent de faire publier celle qui avait été rédigée contre la proposition de la préface dont nous avons parlé, et qui était entièrement indépendante, par sa nature même, du reste du livre. Comme les Ultramontains sont excessivement ombrageux sur tout ce qui touche à l'autorité du pape, on mit tout en œuvre pour émouvoir leur susceptibilité et donner à la proposition de l'abbé de Barcos un sens qu'elle n'avait pas. L'Église de Rome

¹ V. ce bref au t. XXVIII des Œuvres d'Arnauld.

n'avait en réalité aucun intérêt à s'élever contre cette proposition, car, en disant que les apôtres Pierre et Paul ne faisaient qu'un chef, c'était dire que leurs successeurs réunissaient en leur personne l'autorité des deux. L'abbé de Barcos, auteur de la proposition, la justifia pleinement dans les divers écrits qu'il composa sur ce sujet, et il cita plusieurs Pères qui avaient parlé comme lui. On regretta à Rome la censure qui avait été rédigée, et on ne l'eût pas rendue publique sans les intrigues dont nous parlerons bientôt.

Les Jésuites, en poursuivant ces intrigues, s'attachaient à pallier leur défaite touchant le livre de la *Fréquente communion*. Ils répandirent le bruit que, si cet ouvrage n'avait pas été condamné, il le serait bientôt, et qu'on ne l'avait épargné jusqu'alors que par ménagement pour les évêques approbateurs. L'évêque de Lavaur, Raconis, publia, dans le même temps, qu'il avait reçu du pape un bref fort honorable et fit imprimer une lettre dans laquelle il décriait le livre d'Arnauld, l'auteur et les évêques qui l'avaient approuvé. Ces derniers en prirent occasion d'écrire à Innocent X une nouvelle lettre, pour lui demander la publication du jugement qui avait été porté à Rome sur ce livre :

« Très Saint-Père, lui disent-ils, ayant su par les lettres de M. Jean Bourgeois, docteur de la Faculté de Paris, à qui nous avons donné charge de poursuivre cette affaire en notre nom auprès de Votre Sainteté, que les accusations des ennemis de ce livre ont été entièrement détruites par une ample réponse qu'il y a faite, et par laquelle, en rapportant les propres paroles de l'auteur, il a montré, à tous ceux qui ont des yeux qu'on ne le combat que par de pures calomnies, par la falsification des passages les plus clairs, par des déguisements malicieux et par d'autres semblables impostures; votre bonté et votre amour pour le salut des fidèles vous fera sans doute, Très Saint-Père, souffrir volontiers que nous vous représentions nos sentiments sur ce sujet, dans la liberté de l'esprit, ainsi que parle l'apôtre, et dans la sincérité de Dieu.

» Nous ne saurions n'être point touchés de déplaisir d'appréhender, par le rapport de quelques personnes, qu'au lieu d'avancer et de terminer cette affaire, il semble que l'on en diffère le jugement et que l'on veuille toujours le différer à l'avenir. Cependant les ennemis de ce livre se prévalent de ces retardements et de ces longueurs pour déshonorer non-seulement la dignité épiscopale, mais aussi celle du Saint-Siège, en s'efforçant, par les faussetés qu'ils répandent, de diminuer la juste aversion que l'on a conçue

d'une cause aussi odieuse et aussi déplorée qu'est la leur en ce royaume. De là sont nés ces discours frivoles et ces faussetés qu'on invente et qu'on débite, que ce livre approuvé en France par l'estime et le consentement universel, non-seulement de tous les savants, mais aussi presque de tous les fidèles, est tous les jours sur le point d'être condamné par Votre Sainteté, ou que, si elle ne le condamne pas, ce sera seulement pour épargner la réputation des évêques et pour les traiter favorablement et avec quelque indulgence. Mais quant à nous, Très Saint-Père, nous ne demandons point qu'on nous fasse aucune faveur en cette affaire, mais seulement qu'on nous rende justice. »

Les évêques insistent sur la nécessité de la publication du jugement, surtout à cause des calomnies des Jésuites et de l'évêque de Laval qui, après s'être vanté d'avoir reçu un bref flatteur, portait atteinte à celui qu'avait reçu l'archevêque de Sens, déclamaient avec violence contre le livre d'Arnauld, disait hardiment qu'il était hérétique et n'était capable que de *corrompre tout le corps de l'Eglise catholique*, se donnait lui, évêque de Laval, pour l'unique soutien de l'Eglise catholique, contre de prétendus ennemis de cette Eglise, qui n'avaient d'autre but, selon lui, que de renverser tout ce qu'il y a de plus saint et de plus sacré dans toute la religion.

Il était assez singulier de voir Raconis se poser ainsi en *dompteur des hérésies*; se donner comme la *règle de la vigilance pastorale* et une *source inépuisable de livres et de volumes*, lui qui ne jouissait auparavant que de la réputation d'avoir été le bouffon du cardinal de Richelieu et d'avoir eu le talent de faire rire cette Eminence¹. Aussi l'assemblée du clergé, qui se tenait alors (1645), témoigna-t-elle son indignation du libelle de Raconis, comme nous le verrons bientôt.

Les évêques n'obtinrent point que l'inquisition dérogeât à ses usages, et l'affaire du livre de *la Fréquente communion* n'eut pas d'autres suites à Rome.

Il n'en fut pas de même de la fameuse proposition des *deux chefs qui n'en font qu'un*. Les écrits de l'abbé de Barcos avaient fait tant d'impression à Rome, que le docteur Bourgeois était persuadé qu'on n'oserait pas publier la censure qu'on avait rédigée contre cette proposition. Il l'avait dit au docteur de Saint-Amour, qui était allé à Rome dans ce temps-là, et il écrivait à ses amis de Paris qu'on

¹ V. Mémoires d'Amelot de La Houssaie.

pouvait être tranquille sur ce point. Il fut bientôt détrompé, et il découvrit toutes les intrigues que les Jésuites ourdissaient en secret pour faire publier cette censure. Ils n'oubliaient rien pour exciter les préjugés des Romains, et allaient jusqu'à dire que la proposition avait été avancée en faveur du projet schismatique que l'on avait attribué au cardinal de Richelieu. Le nonce ¹, par des détours dignes d'un Italien, amena la Faculté de Paris elle-même à déclarer d'une manière générale qu'elle n'avait autorisé personne à défendre à Rome un livre dans lequel on soutenait que l'Eglise pouvait avoir deux chefs. Ce fut en vain que le docteur de Saint-Amour exposa à la Faculté qu'elle nuirait, contre son intention, à la préface du livre de *la Fréquente communion*. On ne voulut pas croire à tant de perfidie, dans la persuasion que le nonce n'avait point en vue le docteur Bourgeois. A Rome, on abusa de cette décision de la Faculté pour poursuivre la proposition de l'abbé de Barcos, et faire publier la censure. Bourgeois demanda alors communication des motifs sur lesquels cette censure avait été appuyée ; mais on craignit de mettre à sa disposition un moyen qui lui avait si bien réussi pour le livre d'Arnauld. On refusa de lui donner les moyens de défendre la proposition. Albizzi, assesseur du Saint-Office, voulait évidemment donner quelque satisfaction aux Jésuites, ses amis, et les consoler de l'échec qu'ils avaient éprouvé. La censure, rédigée en 1645, fut donc publiée en 1647, et la proposition fut condamnée dans le sens où elle établirait *une entière égalité entre saint Pierre et saint Paul*. Cette modification mettait à couvert la proposition elle-même et les livres de l'abbé de Barcos ² dans lesquels on lui donnait un tout autre sens ; c'était donc une bien petite victoire que les Jésuites avaient obtenue. Ils en firent cependant beaucoup de bruit. Le nonce ³ publia en France la censure, accompagnée d'un mandement, sans aucun respect pour les formes usitées et consacrées par les lois. L'avocat-général Omer Talon attaqua la publication de cette censure dans un discours très solide ; le Parlement la supprima, et il ne fut plus question de cette discussion frivole.

Le livre de *la Fréquente communion*, sorti victorieux des accu-

¹ Journal de Saint-Amour, 1.^{re} partie, ch. 1.

² M. l'abbé Rhorbacher n'en affirme pas moins que l'abbé de Barcos soutint l'indépendance des deux chefs qui n'en font qu'un. (Liv. 87, § 5.)

³ Journal de Saint-Amour, 1.^{re} partie ; Mémoires d'Omer Talon, ann. 1647.

sations dont il avait été l'objet, acquit en France une importance extraordinaire, et le clergé de France en consacra les principes en plusieurs circonstances. En revanche, Claude d'Achey, archevêque de Besançon, défendit, le 26 mai 1648, de lire le beau livre d'Arnauld. C'est l'unique condamnation¹ qui ait frappé cet ouvrage en France. L'évêque de Malines, en Belgique, le défendit aussi depuis dans son diocèse. Ces censures isolées sont peu importantes, après la victoire remportée à Rome, et lorsqu'on connaît ceux de qui elles émanèrent.

Il est certain que le livre d'Arnauld ne contient, sur les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, que la doctrine la plus pure des premiers siècles, consacrée de nouveau par le concile de Trente, et enseignée par saint Charles Borromée, le plus saint interprète de cette assemblée. Arnauld s'appuie surtout, dans son livre, sur l'autorité de ce grand évêque.

Pour se venger de l'échec qu'ils avaient éprouvé au sujet du livre de la *Fréquente communion*, les Jésuites et leurs amis reprirent l'affaire de la bulle d'Urbain VIII, et firent les plus vives instances pour engager Innocent X à presser sa réception en France et dans les Pays-Bas.

Innocent n'osa s'adresser au roi de France, ni au Parlement, ni aux évêques, et se contenta d'expédier pour la Faculté de théologie un bref dans lequel il ordonnait de publier et d'observer la bulle de son prédécesseur contre Jansenius. Le nonce² communiqua à la Faculté de théologie le bref du pape, et obtint du roi une lettre de cachet³ pour lui enjoindre de s'y conformer. Son auditeur se

¹ Le P. d'Avrigny, qui ne dit rien des poursuites faites à Rome contre le livre de la *Fréquente communion*, à l'endroit de ses mémoires, où il aurait dû en parler, y revient sous l'année 1695. Il en fait un récit fort incomplet, puis il s'attache à prouver que la doctrine du livre a été condamnée indirectement par Alexandre VII. M. l'abbé Rhorbacher fait grand bruit de la censure des deux prélats ennemis, et prétend aussi qu'Alexandre VII condamne quelques propositions du livre. Cette dernière assertion est fautive. M. Rhorbacher a imité le P. d'Avrigny, et s'est bien gardé de raconter ce qui s'est passé à Rome relativement au livre de la *Fréquente communion*. Il voulait se réserver la faculté de dire beaucoup de mal du livre et de l'auteur, ce qui ne lui eût pas été possible devant les faits clairement exposés. (V. Rhorbacher, liv. 87, § 5.)

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 62, 66.

³ V. cette lettre de cachet dans un recueil mss. rédigé par un ennemi des Jansénistes, et qui se trouve à la Bibliothèque de l'Arsenal, Théol. franc., n° 55.

présenta même en son nom à l'assemblée. On l'écouta avec respect; on délibéra gravement sur ce que l'on avait à faire, et la résolution fut qu'on s'abstiendrait, en défendant toutefois à tous docteurs et bacheliers d'agiter les questions controversées ¹. Charles Hersent, qui s'était retiré à Rome depuis qu'il avait publié l'*Optatus gallus* contre Richelieu, osa prendre ouvertement la défense de l'*Augustinus* contre la bulle, et adressa au pape lui-même un *Mémorial* dans lequel il faisait des observations avec tout le respect qu'il professait pour le Saint-Siège ². Afin d'engager la Faculté de théologie à obéir au bref d'Innocent, le Jésuite Etienne Deschamps, sous le pseudonyme d'Antoine Richard, avait essayé de lui persuader que ses antécédents l'obligeaient à se prononcer contre Jansenius, en faisant imprimer sa Défense ³ de la censure de la Faculté de 1560, publiée depuis deux ans par Amiot. Dans le même but, Habert, après avoir établi le Molinisme comme la doctrine de l'Église, prétendit prouver que les Pères grecs ⁴ s'accordaient sur ce point avec les Pères latins, et que la Sorbonne n'avait jamais professé d'autre doctrine ⁵.

Tandis que cette polémique avait lieu dans les livres, le nonce s'appliquait à détourner les prédicateurs de traiter en chaire les questions controversées. L'archevêque de Paris et son coadjuteur, qui fut depuis le cardinal de Retz, entrèrent dans ses vues ⁶. Les Jésuites ne respectaient pas beaucoup leurs défenses; Singlin et le P. Des Mares, qui jouissaient alors d'une très grande réputation comme prédicateurs, luttèrent contre eux et se prononcèrent contre le Molinisme. Le P. Des Mares fut interdit de la chaire par la ré-

¹ V. mss. *supra cit.*, et l'Extrait mss. du P. Rapin, *loc. cit.*

² Super Bull., Urban. VIII, etc., auct. Ch. Hersent. Ce docteur prêcha ouvertement à Saint-Louis-des-Français en faveur de Jansenius. L'Inquisition voulait le faire arrêter, mais il s'évada et rentra en France. (V. Extrait mss. du P. Rapin, p. 105, 106, et le Journal de Saint-Amour.

³ Defensio Censuræ sacre facultatis, etc., auct. Anton. Richardo, theol.

⁴ Vindiciæ Græcorum Patrum, etc., auct. Isaaco Habert.

⁵ On déféra dès lors à Rome huit propositions, que l'on présentait comme le résumé exact de la doctrine de Jansenius, et qui sont différentes des cinq dont nous parlerons bientôt. On attribua les huit propositions à Habert. On peut les voir dans l'*Histoire du Jansénisme*, du P. Gerberon, t. 1, ann. 1646. D'autres prétendirent fausement que les Jansénistes eux-mêmes les avaient fabriquées. V. l'Extrait mss. du P. Rapin, p. 52.

⁶ Extrait mss. du P. Rapin, p. 94.

gente¹. Quant à Singlin, l'archevêque lui défendit de prêcher et de confesser les religieuses de Port-Royal depuis le 26 août 1649 jusqu'à la fin de l'année. Les explications qu'il donna en chaire devant l'archevêque, le premier jour de l'année 1650, firent lever cet interdit².

Avant de poursuivre l'histoire des discussions élevées à l'occasion du livre de Jansenius, nous devons présenter le résumé des travaux d'une assemblée fort célèbre du clergé de France, qui eut lieu lorsque les difficultés touchant la bulle d'Urbain VIII étaient dans toute leur vivacité. Le nonce comptait beaucoup sur cette assemblée³ pour obtenir une promulgation solennelle ; mais ses espérances furent trompées.

Cette assemblée⁴ s'ouvrit à Paris le 29 mai 1645. L'archevêque de Paris y fut invité en qualité d'évêque diocésain ; s'étant excusé sur sa faible santé, son neveu, qui était depuis peu son coadjuteur, y fut invité à sa place et s'y rendit⁵. C'était la première fois que le fameux Jean-François-Paul de Gondî, depuis cardinal de Retz, paraissait dans les affaires en qualité d'évêque. Sa vie dissolue n'était pas un mystère ; cependant l'assemblée le reçut avec de grands honneurs, et le cardinal de Lyon, frère de Richelieu, qui présidait, l'assura qu'on faisait *beaucoup d'estime de sa personne*.

L'assemblée s'occupa d'abord de ce qui avait été fait quatre ans auparavant à Mantes. L'archevêque de Toulouse en fit un récit fort

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 97 ; Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1648.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 94.

³ Procès-verbal de l'assemblée de 1645, t. III de la Collection générale.

⁴ Jean-François-Paul de Gondî naquit en 1614. Il eut pour précepteur saint Vincent de Paul. Il fit ses études avec succès, et reçut, en 1643, le bonnet de docteur en théologie. Cette même année, il fut nommé coadjuteur de son oncle, avec le titre d'archevêque de Corinthe *in partibus*. Il eut la principale part aux troubles de la Fronde ; ce qui ne l'empêcha pas d'obtenir, en 1651, le chapeau de cardinal. Ayant continué ses intrigues politiques, il fut mis à Vincennes, d'où on le conduisit au château de Nantes. Il s'échappa de la prison et erra en Angleterre, en Flandre, en Hollande et en Italie jusqu'en 1661 qu'il rentra en France. Il fit la paix avec la Cour en se démettant de son archevêché. Il obtint, en dédommagement, l'abbaye de Saint-Denis. Il se réserva 20,000 livres de rente, et employa le reste de ses revenus à payer ses dettes qui s'élevaient à plus d'un million. Il mourut en 1679. Dans ses *Mémoires*, il ne dissimule pas ses vices, et ce que nous dirons de lui dans le cours de notre récit, nous le dirons d'après lui-même.

détaillé. La conduite des évêques chassés de Mantes fut approuvée ; ceux d'entre eux qui se trouvèrent à Paris furent invités à la nouvelle assemblée, et l'on déclara nul tout ce qui avait été fait à Mantes depuis le 15 mai jusqu'à la dernière séance, excepté ce qui avait été accordé au roi. Léonor d'Étampes, qui, de l'évêché de Chartres, était monté sur le siège archiépiscopal de Reims, n'avait pas été élu député, et ne fut pas témoin des justes et vigoureuses attaques dont son œuvre fut l'objet.

L'assemblée, après bien des conférences et des discussions, accorda au roi les quatre millions qu'il lui demandait. D'Hemeri, un des commissaires royaux chargés d'appuyer la demande du roi dans l'assemblée, émit, dans un de ses discours, l'opinion que le roi pouvait lever des impôts sur les biens ecclésiastiques sans le consentement du clergé ; il s'appuyait sur ce principe de Richelieu : Que les biens de main-morte appartenaient au roi et qu'il en pouvait par conséquent disposer. On lui répondit : « Que le clergé ne pouvait demeurer d'accord de la maxime que les commissaires du roi semblaient avoir posée ; qu'elle était contre les saints canons, contre les conciles et contre la doctrine de l'Église ; et que pareille question, il y a soixante ans et plus, ayant été agitée entre un grand chancelier de France et un grand archevêque, la difficulté demeura tacitement vidée, puisque lors et depuis ledit temps, nos rois n'ont jamais entrepris de faire aucune levée de deniers sur le clergé, sans son consentement, et l'autorité du Saint-Siège, lorsqu'il a été question d'aliénation du fonds, et toujours selon les formes des saints conciles et des canons. »

Presque toutes les assemblées du clergé recevaient des plaintes des provinces touchant les entreprises des Protestants, qui rétablissaient çà et là des prêches, tenaient des assemblées, s'efforçaient de rentrer dans certaines charges qui leur étaient interdites, publiaient des livres pour établir leur doctrine. L'assemblée de 1645 reçut un grand nombre de ces plaintes. Nous remarquons surtout celle de Filleau ¹, procureur du roi à Poitiers, qui dénonça à l'assemblée

¹ Filleau fut l'inventeur du complot de Bourg-Fontaine. Il prétendit que les chefs du parti janséniste se seraient réunis vers 1620 à Bourg-Fontaine, pour y organiser un plan d'attaque contre l'Église. Ce fut en 1654 que Filleau émit cette idée. Plus d'un siècle après, en 1758, le Jésuite Patouillet (d'autres disent le Jésuite Sauvage) publia un livre sous ce titre : *Réalité du projet de Bourg-Fontaine*. Ce livre ne renferme ni faits ni témoignages authentiques ; il a été si fortement réfuté, que le complot de Bourg-Fontaine doit nécessai-

plusieurs Protestants qui tentaient de s'introduire parmi les juges au présidial de Poitiers. Les livres de Blondel et celui de Saumaise : *De la primauté du Pape*, attirèrent surtout l'attention de l'assemblée, qui chargea Hallier et Le Maître de les réfuter; elle fit en outre appel à tous les théologiens capables de défendre l'Église.

Les Protestants avaient repris un peu de vie depuis deux ans, que leurs causes, en vertu d'un édit, devaient être jugées par les chambres mi-parties, comme avant les dernières guerres.

L'assemblée fit instance auprès de la Cour pour obtenir la répression de leurs entreprises; elle pria aussi Mazarin et la régente de protéger l'autorité épiscopale contre les parlements, et de ne pas donner suite à un projet que l'on avait conçu, d'étendre la *Régale*¹ à tous les bénéfices du royaume.

Parmi les affaires particulières dont s'occupa l'assemblée, nous remarquons particulièrement les plaintes de plusieurs évêques contre des religieux, Jésuites, Récollets et Capucins, qui voulaient exercer le saint ministère sans leur approbation. L'évêque d'Amiens surtout se plaignit très vivement des Jésuites². Dans le courant de l'année 1644, ces religieux avaient distribué à Paris et ailleurs un écrit contenant quatorze propositions hérétiques qu'ils disaient avoir été soutenues par des prédicateurs, au nom et du consentement de cet évêque. Celui-ci répondit à cet écrit, et fit voir qu'il ne contenait que des calomnies; les Jésuites répliquèrent par un libelle dans lequel ils adressaient à l'évêque les plus grossières injures. L'official, saisi de cette affaire, entendit plus de cinquante témoins qui déposèrent que le libelle avait été publié et distribué par les Jésuites; en conséquence, il cita à comparaître par-devant lui le P. Feuquières, recteur du collège des Jésuites, et le

rement être placé au rang des fables les plus absurdes. Le livre du P. Patouillet ou Sauvage est la grande autorité de M. l'abbé Rhorbecher contre le Jansénisme.

¹ Nous avons déjà fait remarquer que, par ce mot, on entendait le droit que s'attribuait le roi de jouir des revenus des bénéfices vacants. Nous aurons bientôt à raconter de vives discussions entre Louis XIV et la cour de Rome, touchant la Régale.

² Ces religieux, ne voulant vivre que de privilèges, prétendaient n'être pas obligés à payer les impôts du clergé, pour les bénéfices qu'ils possédaient. Ils avaient même obtenu de la Cour des lettres-patentes qui les déchargeaient de tous impôts extraordinaires. L'assemblée de 1645 décida qu'ils seraient soumis au droit commun, et demanda à la Cour la révocation des lettres-patentes accordées à ces religieux.

P. Le Juge, prédicateur de la même Compagnie, pour répondre aux charges résultant de ces informations. Ces religieux ne tinrent aucun compte de la citation de l'official, interjetèrent appel comme de juge incompétent, et se pourvurent au conseil pour y faire déclarer nulles et injurieuses les procédures commencées contre eux. Ils obtinrent, dans cette affaire purement ecclésiastique, un arrêt *au conseil des finances*, par lequel il fut ordonné que les Pères inculpés se pourvoieraient, dans le délai de quatre mois, par-devant le Saint-Siège, et défense fut faite à l'official d'Amiens de passer outre en son jugement, ni de rien attenter contre les privilèges des Jésuites.

Ces religieux n'avaient été autorisés à s'établir en France qu'à la condition de se soumettre au droit commun ; ils avaient accepté cette condition, mais ils avaient toujours cherché à s'y soustraire.

Les Pères Feuquières et Le Juge s'étant pourvus à Rome, obtinrent un bref qui constituait l'évêque de Senlis juge de leur appel. Cet évêque, dont le dévouement pour les Jésuites était connu, cita l'official d'Amiens à comparaître par-devant lui ; mais celui-ci interjeta appel comme d'abus, au parlement, de l'exécution du bref du pape qui avait été donné contre toute la législation civile et canonique de France. Les Jésuites obtinrent des lettres d'évocation, et l'évêque d'Amiens en référa à l'assemblée du clergé, qui embrassa sa cause avec zèle, et fit toutes les instances possibles auprès du chancelier et du cardinal Mazarin pour faire rendre justice à l'évêque. Mazarin promit enfin un arrêt du grand conseil qui annulerait celui du conseil des finances avec tout ce qui en avait été la suite, et remettrait les parties dans l'état où elles étaient à l'époque de la citation de l'official.

Les Jésuites de Bordeaux, dans le même temps, avaient obtenu du pape un bref qui les autorisait à confesser, même pendant le temps Pascal, sans l'approbation de l'Ordinaire, et annulait une ordonnance de l'archevêque de Bordeaux qui leur défendait de confesser sans cette approbation.

L'assemblée écrivit au pape une lettre respectueuse et énergique pour se plaindre de son bref, dont l'exécution fut interdite en France ; elle lui écrivit aussi au sujet d'ordinations faites *in forma graciosâ*. C'était l'usage à Rome de conférer ainsi les Ordres, par faveur et sans soumettre les sujets aux épreuves exigées par les canons. Il suivait de là, que ceux qui ne pouvaient se faire ordonner en France faisaient un voyage à Rome, et revenaient avec les

Ordres qu'ils ambitionnaient, mais aussi dépourvus qu'auparavant des qualités nécessaires pour les exercer dignement. Le clergé de France écrivit au pape pour lui faire comprendre combien un tel abus était préjudiciable à la discipline ecclésiastique.

Le 4 août, l'assemblée s'occupa de nouveau du fameux livre de *Petrus Aurelius*, si hautement loué par les assemblées de 1635 et de 1641, et imprimé aux frais du clergé par ordre de cette dernière assemblée. L'abbé de la Feuillade, un des promoteurs de l'assemblée, après avoir rapporté le décret qui chargeait Vitré de cette impression, avertit l'assemblée que cet imprimeur, pour avoir exécuté les ordres qui lui avaient été donnés, avait été arrêté par le lieutenant criminel; que les exemplaires du livre de *Petrus Aurelius* avaient été saisis chez lui par ordre du roi¹, aussitôt après l'impression, et transportés chez le chancelier.

Le promoteur fit un éloquent discours pour prouver combien cette conduite du lieutenant criminel était injurieuse à un auteur respectable et au clergé tout entier, puisque, par cette démarche, il se substituait à l'autorité épiscopale, et se mettait même au-dessus d'elle dans le jugement des livres qui avaient été regardés comme orthodoxes. Après ce discours :

« Il requit qu'il plût à l'assemblée députer au plus tôt vers Monsieur le chancelier, à l'effet que les exemplaires saisis du livre dudit *Petrus Aurelius* fussent remis ès-mains dudit Vitré; qu'il lui fût permis de les débiter publiquement comme les autres livres approuvés, et qu'un exemplaire fût distribué à chacun de Messieurs les députés du premier et du second ordre qui composent cette assemblée.

» Sur quoi la Compagnie ayant considéré qu'il ne se pouvoit présenter aucune occasion où l'honneur, le pouvoir et la dignité du clergé fussent plus avant intéressés; *que les livres écrits pour le soutien de ses droits sont étouffés et traités injurieusement, pendant que ceux qui sont publiés pour les détruire courent partout avec impunité*; qu'en ces rencontres, les évêques sont réduits à devenir parties, eux qui devraient être les juges, et fait là-dessus toutes les remarques que son zèle et sa prudence lui ont suggérées; l'assemblée, par délibération des provinces, a arrêté que Messieurs les

¹ On avait saisi chez Vitré quarante exemplaires du *Petrus Aurelius*; les autres avaient été distribués ou vendus; quelques-uns restèrent chez lui, n'ayant pas été trouvés par la police.

évêques de Séez et de Grasse, et les sieurs grand vicaire de Pontoise et prévôt de Toulon, iront au premier jour trouver M. le chancelier pour lui faire plainte, *avec des paroles les plus expresses et les plus efficaces qu'il se pourra, du tort qui a été fait au clergé dans la saisie et enlèvement fait des livres imprimés dudit Petrus Aurelius, etc.* »

Les députés eurent ordre d'aller trouver le cardinal Mazarin, si le chancelier faisait des difficultés; et quelques exemplaires qui étaient restés chez Vitré furent distribués aux membres de l'assemblée.

Le 21 août, l'évêque de Séez rendit compte de ce qu'il avait fait avec ses co-députés. Le chancelier leur avait répondu qu'il n'avait pas les exemplaires qu'on lui réclamait, et que, quand il les aurait, il ne pourrait s'en dessaisir, parce qu'il avait reçu l'ordre du feu roi de les faire supprimer.

« Le 2 décembre, lit-on dans le procès-verbal, la proposition qui fut faite sur l'impression des livres de doctrine approuvés par les assemblées générales du clergé, donna sujet à Messeigneurs d'entrer en divers discours dignes de leur zèle, et de remarquer particulièrement *que, depuis plusieurs siècles, il ne s'étoit point fait tant d'entreprises contre l'épiscopat que depuis quelques années; qu'il semble que l'ancien ennemi de l'Eglise, après avoir attaqué par diverses hérésies sa doctrine, a dessein en ce temps de la saper par le fondement, minant l'autorité des pasteurs, sur laquelle le fils de Dieu l'a établie; qu'il a commencé par les méchants livres qui sont sortis d'Angleterre sous des noms supposés, lesquels furent censurés, quand ils parurent, par Messeigneurs les prélats qui se trouvèrent à Paris, et par la Faculté de théologie, sans qu'on connût les auteurs; mais que, depuis, ils ont été reconnus sous leurs vrais noms dans la bibliothèque du P. Alegambe, Jésuite, en des termes qui offensent sensiblement les évêques de France; que Petrus Aurelius y avait répondu avec une éminente doctrine, une éloquence admirable, et une force de raisons qui devait fermer la bouche aux adversaires de la hiérarchie;... que néanmoins le livre de Petrus Aurelius demeurait comme noté par la saisie, tandis que celui de Cellot¹ se vendait publiquement et avec privilège;*

¹ Le procès-verbal remarque que Hallier et *Petrus Aurelius* étaient indignement traités dans le livre de Cellot, et que ce Jésuite avait été obligé de reconnaître ses erreurs en présence de plusieurs docteurs de Sorbonne, parmi

» L'assemblée a ordonné que les œuvres de *Petrus Aurelius* seroient imprimées de nouveau, en grand volume, par Vitré, aux frais et dépens du clergé, pour ne pas laisser perdre des ouvrages où l'autorité épiscopale est si vigoureusement défendue, et qu'il sera mis au commencement un éloge latin pour servir d'un témoignage solennel à la postérité de l'approbation et de l'estime qu'en fait le clergé;... et pour faire ledit éloge a été nommé Monseigneur de Grasse; il a été pareillement arrêté que nouvelle instance sera faite à M. le chancelier pour la restitution desdits exemplaires de *Petrus Aurelius*, et ensuite à Monseigneur le cardinal Mazarin, et à la reine, si besoin est ¹. »

Les Évêques de Séz, de Grasse et de Chartres, firent auprès de Mazarin les démarches décidées par l'assemblée; ce ministre promit de faire tout ce qui était en lui pour que le clergé eût satisfaction. Lescot et La Feuillade revirent le cardinal sans obtenir beaucoup de résultats.

Le 24 janvier 1646, l'archevêque de Toulouse revint sur cette affaire. Enfin le chancelier, mis en demeure de donner satisfaction à la juste demande du clergé, avoua que les quarante exemplaires saisis chez Vitré avaient été mis dans son grenier, où ils avaient mouillé et pourri; qu'il ne pouvait, en conséquence, les rendre, mais qu'il donnait parole que la nouvelle édition ordonnée par le clergé ne serait pas saisie ². Il pria seulement de ne pas y insérer

lesquels se trouvait Lescot, qui venait de remplacer Léonor d'Estampes sur le siège de Chartres. Quoiqu'il eût reconnu ses erreurs, Cellot vendait son livre, tandis que *Petrus Aurelius* était saisi. C'est que Cellot était Jésuite, tandis que *Petrus Aurelius* attaquait la fameuse Compagnie qui commandait à la Cour, par l'entremise des confesseurs du roi et des princes, qui lui appartenaient.

¹ L'assemblée décida aussi qu'on ferait de nouvelles démarches pour connaître l'auteur des livres signés de *Petrus Aurelius*, afin de lui offrir les gratifications qui avaient été résolues par l'assemblée de 1635; ce qui prouve que l'abbé de Saint-Cyran avait voulu emporter son secret dans la tombe. Cet humble abbé cherchait même, pendant sa vie, à faire entendre qu'il n'était pas l'auteur des livres qui avaient mérité de si grands éloges de la part du clergé de France. Il croyait pouvoir dire qu'il n'en était pas l'auteur, parce que d'autres y avaient travaillé avec lui, entre autres, son neveu, l'abbé de Barcos.

² Il n'est pas inutile de rapprocher, des faits que nous avons rapportés, touchant *Petrus Aurelius*, ce passage de la nouvelle *Histoire de la Compagnie de Jésus* de M. Crétineau-Joly : (T. iv, p. 40.)

« Son ouvrage (de l'abbé de Saint-Cyran), intitulé *Petrus Aurelius*, parut en 1636, imprimé aux frais du clergé de France. Moins d'une année après, le

une lettre d'un père Capucin qui se trouvait dans l'édition de 1642, ni la collection des injures que les Jésuites prétendaient leur avoir été dites par *Petrus Aurelius*. Il paraîtrait que les réponses de l'abbé de Saint-Cyran leur semblaient fâcheuses. Le chancelier avoua que les exemplaires avaient été saisis par ordre du feu roi, *peut-être à cause que son confesseur était repris dans ce livre, qui réfutait une opinion nouvelle qu'il avait publiée touchant la chrismation*. Ce confesseur était le P. Jacques Sirmond, Jésuite. Nous avons vu les démarches qu'il fit auprès de la Cour pour empêcher l'abbé de Saint-Cyran de le réfuter; n'ayant pu y parvenir, il aurait voulu anéantir son livre. Ces procédés étaient peu dignes d'un homme comme le P. J. Sirmond.

Le 26 mars, l'évêque de Grasse lut à l'assemblée l'éloquent éloge qu'il avait composé par son ordre pour mettre en tête de la nouvelle édition de *Petrus Aurelius*¹. L'assemblée l'approuva solen-

13 septembre 1637, ce même clergé voyait se dissiper son illusion, et il revenait de son premier jugement. » Il fallait dire, pour être exact :

L'ouvrage de l'abbé de Saint-Cyran, intitulé *Petrus Aurelius* parut en 1632; en 1635, le clergé de France l'approuva; en 1641, le même clergé le fit imprimer à ses frais; en 1645, ce même clergé protesta contre la saisie de quarante exemplaires, exécutée à la sollicitation des Jésuites, et le fit réimprimer une seconde fois, en mettant en tête un éloge pompeux du livre. Que l'on rapproche ces faits du passage cité, et l'on verra la bonne foi des Jésuites, qui ont dirigé, comme tout le monde le sait aujourd'hui, la publication de M. Crétineau Joly.

¹ Voici l'éloge de *Petrus Aurelius*, composée par l'évêque de Grasse. (V. Collection générale des procès-verbaux du clergé de France, t. III, Pièces justificatives, ou l'édition de 1646 des Œuvres de *Petrus Aurelius*) :

« Les Pères de l'assemblée générale du clergé de France, assemblés l'an de Jésus-Christ 1646, ont dédié cet éloge à PETRUS AURELIUS, THEOLOGIEN, ami très ardent de la vérité, très juste vengeur de la hiérarchie, très invincible défenseur des évêques :

» Tous les gens de bien gémissent lorsqu'on vit passer d'Angleterre en France des livres pernicieux, par lesquels on déclarait la guerre à la hiérarchie, on foulait aux pieds l'autorité épiscopale, sous le prétexte d'une *fautive soumission au Saint-Siège apostolique*; et, ce qui passe toute créance, on s'efforçait de détruire la vertu du sacrement auguste de la Confirmation, parce qu'il ne peut être administré que par les évêques. Mais tout le monde généralement fut saisi d'horreur, lorsque ces livres détestables ayant été condamnés par des censures très-justes et très légitimes de la sacrée Faculté de Paris, de monseigneur l'illustrissime archevêque de la même ville, et d'une très célèbre assemblée des prélats de France, il se trouva des écrivains, qui, étant devenus encore plus insolents et plus furieux par cette condamnation, non-seulement entreprirent de les défendre, mais eurent même la hardiesse

nellement, ce qui excita contre elle et contre l'évêque de Grasse la bile des Pères Jésuites. Dans leur premier libelle, intitulé *Paulus*

de composer et de publier des libelles diffamatoires, infectés de nouvelles erreurs, contre l'honneur des juges qui avaient censuré leurs premiers livres.

» Ce fut alors que, par la Providence de Celui dont la bonté est aussi infinie que la puissance, et qui ne souffre jamais que l'on outrage impunément son Église, on vit paraître soudain un généreux défenseur de la hiérarchie, sous le nom de *Petrus Aurelius*, théologien si connu de tout le monde et si inconnu à tout le monde. Cet homme aussi éloigné de toute ambition, que rempli d'amour pour l'ordre ecclésiastique, et nourri dans le sein de la véritable et ancienne théologie, attaqua ces monstres d'erreur et ces prodiges de rébellion et d'insolence, et les terrassa glorieusement par des livres admirables, qu'il mit au jour. L'Église gallicane a été comblée de satisfaction et de joie, lorsqu'elle a vu que, par une défense si excellente, la dignité de ses Pères est rétablie, les erreurs de ses adversaires sont réfutées, leurs calomnies détruites, leurs mensonges découverts, et qu'on a répondu aux fous selon leur folie, comme l'ordonne l'Écriture. Elle ne sait ce qu'elle doit admirer davantage dans ce grand homme qui l'a si puissamment défendue : ou son érudition dans les matières ecclésiastiques, et sa connaissance des Pères et des conciles ; ou la majesté de son style et son éloquence si propre pour cet illustre combat ; ou l'adresse de son esprit, lorsqu'il découvre les artifices des ennemis ; ou le poids de ses raisons lorsqu'il réfute leurs erreurs ; ou la candeur de son âme lorsqu'il rétablit la vérité ; ou les heureuses expressions de ses sublimes pensées lorsqu'il explique les mystères les plus cachés et les plus divins ; ou la vive ardeur de son amour envers l'Épouse de Jésus-Christ ; ou la sincère humilité de son cœur et la noble gravité de son génie.

» Mais parmi tant de sujets de consolation et de joie, elle n'a que ce regret de n'avoir pu encore découvrir quelle est la main qui a lancé tant de traits si puissants sur ses ennemis, et qui l'a fait triompher d'eux avec tant de gloire. Elle n'a rien oublié de tout ce qui pouvait dépendre d'elle, pour témoigner sa gratitude envers ce grand personnage, qui a rendu de si grands services à la hiérarchie, et pour le porter à sortir de l'obscurité où il s'était renfermé lui-même, et à se produire dans la lumière publique. Mais, ni l'éclat d'une députation très honorable, que l'assemblée du clergé de France ordonna, dès 1635, lui être faite en quelque lieu qu'il se pût trouver, ni l'attrait des récompenses qu'elle lui offrit, ne le purent jamais engager à souffrir qu'on levât le voile dont il s'était couvert, par une modération si louable et si extraordinaire.

» Il s'est estimé assez heureux d'avoir travaillé courageusement pour l'Église, à qui il avait consacré toutes les affections de son cœur, ayant combattu en secret, et pour Dieu seul, il n'a désiré de n'être couronné qu'en secret par le souverain distributeur des solides et véritables couronnes ; il n'a point eu dessein d'acquiescer de la réputation, de l'honneur et de la gloire, ni désiré que ses illustres travaux rendissent son nom célèbre dans toute la terre. C'est une merveille rare d'avoir produit tant d'ouvrages, d'avoir remporté tant de célèbres victoires, et d'avoir réduit à un si profond silence de si opiniâtres ennemis de la vérité ; mais c'en est une, sans comparaison plus rare, de ne vouloir pas jouir de la réputation qu'on a acquise.

Romanus, ils ne ménagèrent pas plus l'assemblée entière que l'Evêque de Grasse. Le procureur du roi, à l'instance des agents du

» Qui que vous soyez donc, Aurélius, puisqu'après toutes les obligations que vous a tout l'ordre ecclésiastique, pour tant de signalés services que vous lui avez rendus, votre modestie nous ôte le moyen de reconnaître le mérite de vos travaux par des récompenses qui en soient dignes, recevez au moins de nous, sous le nom étranger que vous avez emprunté, ce témoignage public d'affection, de gratitude et d'honneur.

» Si vous êtes encore vivant, comme nous le souhaitons, sortez enfin de votre retraite et découvrez aux yeux de tous ce visage que nous désirons de voir avec tant de passion ; vous avez donné assez de preuves de votre insigne modestie ; n'enviez plus le honneur de jouir de votre présence à ceux qui jouissent du fruit de vos veilles ; et ne souffrez pas que la joie d'un triomphe si durable, soit plus longtemps diminué par l'absence du victorieux.

» Que si, après avoir combattu si généreusement pour l'Eglise, vous avez reçu des mains du juste Juge la couronne de justice, obtenez de Dieu qu'il s'élève de vos cendres un vengeur illustre qui défende à l'avenir, contre tous les efforts de la calomnie, le nom célèbre d'*Aurelius*, si saint et si vénérable à toutes les personnes de piété, et qui, entrant dans la carrière où vous avez abattu les ennemis de la hiérarchie, ait assez de force pour vous suivre, et pour marcher sur vos traces. Que la louable émulation de ce grand exemple fasse naître des imitateurs de votre zèle et des héritiers de votre gloire ; afin que, si la majesté de l'Eglise, dont l'amour brûlait dans votre cœur, vient un jour à être violée par de nouveaux attentats, elle trouve toujours de nouveaux défenseurs qui la soutiennent et qui la rétablissent dans sa première splendeur.

» Enfin, nous voulons que toute la postérité sache que l'Eglise gallicane, se reconnaissant très redevable à *Aurelius*, a voulu faire tout ce qu'elle a pu pour s'acquitter envers lui de ce qu'elle lui devait ; que, s'il est vivant, elle a honoré son mérite en lui offrant des récompenses avantageuses ; et, s'il est mort, elle a honoré sa mémoire en lui rendant des honneurs publics : et que, lorsqu'elle lui a élevé ce monument si glorieux, et qui lui était si justement dû, elle s'est efforcée d'exciter tout ce que la France peut avoir de personnes éminentes en piété et en doctrine, à contribuer de toutes leurs forces au soutien et à la défense de l'Eglise qui est aujourd'hui attaquée de toutes parts, et à témoigner en de semblables occasions, la même générosité, la même constance et le même zèle. »

A ces éloges les Jésuites ont opposé des compliments qui sont ainsi copiés, d'après Feller (v.^o Verger), par M. Henrion, dans une note soi-disant bibliographique que nous trouvons au t. VIII de son édition de l'Histoire Ecclésiastique du Jésuite Berault-Bercastel, p. 617 : « On le traita moins (l'abbé de Saint-Cyran) en sectaire qu'en *cerveau blessé*.... avec un esprit *fort éloigné du sens commun* et *approchant du délire*, il avait au degré suprême le *génie de l'intrigue et de la séduction*... Son principal ouvrage est un gros *in-folio* intitulé *Petrus Aurelius*, et qu'on réduirait au plus petit livre si l'on en retranchait toutes les injures qu'il adresse aux Jésuites. (Preuve : les prétendues injures extraites par les Jésuites et les réponses de l'abbé de Saint-Cyran forment *quelques pages à la fin du gros in-folio*.) Il eut assez d'intrigue pour le faire im-

clergé, et par ordre de Mazarin, poursuivit ce libelle, ainsi qu'un autre qui parut peu de temps après, et qui était intitulé *Theologia Petri Aurelii*. Ces deux productions calomnieuses furent lacérées par la main du bourreau¹. L'évêque de Grasse fut personnellement attaqué par le P. Vasseur dans des pamphlets intitulés : *Godeau est-il poète ? Godeau est-il un écrivain capable dans son éloge d'Aurelius ?* Le pamphlétaire ne lui trouve aucune capacité ; mais les œuvres du savant évêque répondent plus que suffisamment aux dégoûtantes injures dont les Jésuites l'ont accablé.

Godeau² fut nommé évêque de Grasse, en 1636. Il fut sacré à Paris par Léonor d'Étampes, et, aussitôt après cette cérémonie, il se retira dans son diocèse, où il se dévoua avec le plus grand zèle aux fonctions épiscopales. Il tint plusieurs synodes, travailla avec activité à l'instruction de son peuple et à la réforme de son clergé. Il

primer aux dépens du clergé de France !!!... mais trop peu pour empêcher la Cour de le supprimer. Sa Question royale, apologie formelle du suicide et de l'homicide, EN BIEN DES CAS !!! mérite à peine attention, tant il a au rassembler de principes encore plus répréhensibles, de maximes et de dogmes PAIENS, d'extravagances en tous genre. Son Apologie, ses LETTRES, etc., portent également la marque d'une suffisance inepte, a part le fond corrompu des choses. Mais le ridicule y est si frappant, qu'il peut tout seul en faire l'antidote, etc..... » Les Lettres de Saint-Cyran, publiées par Arnauld d'Andilly, furent approuvées par dix-huit évêques, comme un des meilleurs ouvrages qui eût paru depuis longtemps.

Que l'on rapproche des aménités des Jésuites les faits rapportés par nous, d'après les documents authentiques, et l'on aura une nouvelle preuve de la bonne foi de ces religieux, dont M. Henrion n'est que le copiste.

Quant aux injures dont les Jésuites se plaignent, il n'y en a pas dans le gros in-folio de l'abbé de Saint-Cyran, la millièmes partie de ce que l'on en rencontre dans un de leurs plus minces pamphlets contre leurs adversaires.

Le Jésuite Bérault, d'après le Jésuite d'Avrigny, prétend que Saint-Cyran s'avouait auteur de *Petrus Aurelius* et disait modestement que c'était le meilleur livre qui eût paru depuis 600 ans. Double mensonge !!

¹ Les prélats qui se trouvaient, à la fin de l'année 1646, à Paris, s'assemblèrent chez le coadjuteur, pour aviser aux moyens de poursuivre le libelle *Paulus Romanus*. On possède le procès-verbal de cette réunion. V. n.º 16 des Pièces justificatives de l'assemblée de 1645, t. III de la Collect. générale.

² *Godellus utrum Poeta? Godellus utrum Elogii Aurelii scriptor idoneus?* Le P. d'Avrigny (Mémoires Chronol., ann. 1636) reconnaît pour tout mérite à Godeau de tourner assez bien un vers, sans avoir néanmoins le génie qui fait les poètes.

³ Gallia, Christian. Sanmarth., t. III. Le Jésuite Feller, malgré sa partialité, rend hommage à la vertu et à la science de Godeau.

donnait lui-même l'exemple de toutes les vertus qu'il prêchait aux autres. Innocent X lui accorda les bulles d'union des diocèses de Vence et de Grasse. Il mourut à Vence, en 1672, âgé de soixante-sept ans. Godeau écrivait avec facilité en prose et en vers. Ses principaux ouvrages sont : une Histoire ecclésiastique des neuf premiers siècles, que celle de Fleuri a fait oublier, et qui ne mérite pas de l'être ; des Paraphrases sur les Épîtres de saint Paul et des autres Apôtres ; un Traité de morale chrétienne, qu'il fit pour instruire les curés de son diocèse et pour les prévenir contre la morale relâchée des casuistes ; une Traduction du Nouveau-Testament, accompagnée d'explications ; les Psaumes, traduits en vers français ; enfin plusieurs Discours et ouvrages moins importants.

Godeau s'était attiré la haine des Jésuites, non seulement par son éloge de *Petrus Aurelius*, mais par la dénonciation qu'il fit d'une *lettre au pape*, répandue sous le nom de Raconis, évêque de Lavaur, et dans laquelle on traitait de la manière la plus scandaleuse les évêques qui avaient approuvé le livre du docteur Arnauld sur la *Fréquente communion*. L'assemblée se plaignit vivement de cette lettre au nonce, qui la flétrit, et promit d'écrire le jour même au pape qu'elle ne contenait que des calomnies. L'évêque de Châlons fut chargé d'écrire à Raconis pour savoir s'il avouait la lettre qui se colportait sous son nom. Cet évêque ne trouva pas d'autre moyen que de la désavouer pour éviter la flétrissure qu'il méritait. L'assemblée n'en décida pas moins d'écrire au pape une lettre pour réfuter les calomnies qu'on lui avait adressées. Cette lettre fut rédigée par le coadjuteur de Sens et par l'évêque de Grasse.

■ Parmi les autres affaires dont s'occupa l'assemblée, nous devons mentionner la censure du livre que le P. Rabardeau avait fait contre l'*Optatus gallus*¹, et la discussion qui s'éleva à propos d'un livre du Jésuite Annat, intitulé *de la Science moyenne*². L'Université de Toulouse ayant censuré ce livre, les Jésuites en avaient appelé au conseil du roi, selon leur coutume, lequel conseil avait cité le doyen de Toulouse à comparaître pour défendre la censure. Le docteur Hallier, un des promoteurs de l'assemblée, fit remarquer combien la conduite des Jésuites était contraire aux vrais principes, puisqu'ils en appelaient, dans une question doctrinale, à un tribunal

¹ Il y soutenait la légitimité d'un patriarcat en France.

² V. sur cette affaire, diverses pièces aux *Archives nationales*, Sect. hist. L. 16.

séculier, au lieu d'en appeler à l'Ordinaire, auquel il appartenait de valider ou d'invalider le jugement de l'Université. L'assemblée entière, conformément aux réquisitions de Hallier, résolut de soutenir les droits de l'archevêque de Toulouse.

Les Jésuites furent effrayés de cette détermination aussi juste que légale ; ils s'adressèrent à la Cour, et le chancelier se hâta de déclarer que cette affaire n'irait pas plus avant, et qu'il ne serait rien ordonné contre les professeurs qui avaient fait la censure du livre du P. Annat. Ce Jésuite prit beaucoup de part aux discussions du temps ; il devint quelque temps après fort influent à la Cour par sa qualité de confesseur du roi, et il était à Rome, auprès du général, lorsqu'on y porta la fameuse question des cinq propositions.

L'assemblée du clergé fut terminée le 28 juillet 1646 ¹.

¹ L'assemblée de 1645-46, agréa la dédicace du *Gallia Christiana* des frères de Sainte-Marthe, et leur accorda une forte gratification, pour le faire imprimer. Dans une des assemblées précédentes, Claude Robert, qui avait fait en un volume in-folio un ouvrage sous le même titre, reçut aussi les encouragements du clergé.

Ces deux ouvrages ont servi de base à celui auquel les Bénédictins ont conservé avec raison le même titre, et qui, malheureusement, est resté inachevé jusqu'à présent.

L'assemblée jugea digne, plutôt de mépris que de censure, un ouvrage intitulé *Amplitudo Benefactoria*, dans lequel l'auteur égalait l'autorité du pape à celle de Dieu.



II.

Affaire des cinq propositions. — La Sorbonne mise en demeure de se prononcer sur les discussions touchant l'*Augustinus*. — Réflexions générales sur la nature des œuvres de Port-Royal et des Jésuites, et la querelle touchant la Grâce. — Sept propositions dénoncées à la Sorbonne par le docteur Cornet, syndic. — Discussion touchant les propositions. — Jansenius hors de cause. — Censure faussement attribuée à la Sorbonne. — Discussions sur cette censure. — La cause portée au Parlement. — Cette censure est désavouée. — Elle est envoyée à Rome comme l'œuvre de la Sorbonne. — Division qu'elle occasionne dans le Sacré Collège. — La censure n'est pas admise à Rome. — On provoque une démonstration épiscopale contre les cinq propositions. — L'affaire n'est pas portée à l'assemblée générale. — Lettre de l'évêque de Vabres contre les cinq propositions. — Adhésions à cette lettre sollicitées secrètement. — Elle est envoyée secrètement à Rome. — Protestations contre cette lettre. — Lettres de onze évêques au pape contre la lettre de l'évêque de Vabres. — Détails de l'assemblée du clergé de 1651. — Députés des onze évêques envoyés à Rome. — Dans quel but. — Calomnies contre le docteur de Saint-Amour et contre les religieuses de Port-Royal, confondues. — Députés des autres évêques. — Examen des cinq propositions à Rome. — Bulle *Cum occasione*. — Retour de tous les députés en France. — Calomnies répandues contre ceux des onze évêques. — Conseils de Hallier au cardinal Mazarin. — Réception de la bulle d'Innocent X en France. — Sentiments du pape et du cardinal de Lugo sur ce point. — Opposition à la bulle. — Mandements de l'archevêque de Sens et de l'évêque d'Angers. — Troubles à propos de ces mandements. — La bulle d'Innocent X expliquée par l'assemblée du Louvre. — Ces explications sont envoyées au pape, qui les approuve dans un bref. — Calomnies répandues contre les solitaires de Port-Royal à la Cour. — Ils sont exilés de leur solitude. — Ils sont autorisés, un mois après, à y retourner. — Mort d'Innocent X. — Alexandre VII pape.

1647—1655.

PENDANT l'année 1647, la Faculté de théologie fut mise en demeure de prendre un parti dans les querelles sur la Grâce, malgré la résolution qu'elle avait prise, à la sollicitation de la cour de Rome, de garder la neutralité. Véron, ancien Jésuite et curé de Charenton, connu par ses livres de controverse contre les Protestants, publia, en 1647, un ouvrage intitulé *le Baillon des Jansénistes*. Ce livre¹ ayant paru sans approbation et sans permission, le débit en fut arrêté par ordre du lieutenant civil de Paris ; l'auteur, pour vaincre cette difficulté, obtint l'approbation de deux docteurs Cordeliers, et fit paraître de nouveau son livre ; le docteur Guillebert le déféra à

¹ Journal de Saint-Amour, 1.^{re} partie, ch. 3; Elties Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1648.

la Faculté, demandant qu'il fût examiné et que les deux Cordeliers fussent cités pour rendre compte de leur approbation. On fit droit à sa réquisition; Guillebert fit en outre une liste des erreurs qu'il avait découvertes dans le livre de Véron, et les dénonça à la Faculté. Nicolas Cornet, qui avait été Jésuite et qui était alors syndic de la Faculté, demanda que, si l'on soumettait à l'examen le livre de Véron, on examinât aussi les propositions de Jansenius réfutées dans ce livre. La Faculté décida alors que, conformément aux intentions des papes, on n'agitait pas ces questions, et qu'on ne parlerait ni des propositions de Véron ni de celles de Jansenius.

Les choses en restèrent là pendant deux ans; mais si la Faculté ne prit pendant ce temps aucune résolution, les Molinistes publièrent une foule d'ouvrages afin de persuader qu'une nouvelle hérésie était née dans l'Eglise¹. De son côté, le docteur Le Moine traita la question de la Grâce dans son cours à la Faculté. Il se fit un système particulier, qui tenait comme le milieu entre le sentiment des Augustiniens et des Thomistes, qui croient la Grâce efficace par elle-même, et celui des Molinistes, qui soutiennent qu'elle ne devient efficace que par suite d'un acte de notre volonté. Selon le docteur Le Moine, il y avait deux espèces de Grâce : la Grâce efficace, qui est nécessaire à l'homme pour faire une bonne action, et qui obtient toujours son effet; et la Grâce suffisante, qui inspire seulement des commencements de bonne volonté et dont l'effet dépend entièrement de la volonté de l'homme. Le Moine fit imprimer plusieurs ouvrages pour soutenir ce système.

Tandis que les Jésuites et leurs partisans publiaient tant de livres et de pamphlets, Arnauld et ses amis gardaient le silence sur les questions controversées, selon les intentions du pape. Depuis la victoire remportée par le livre de la *Fréquente communion*, Arnauld n'avait publié que la traduction du traité de saint Augustin, *de la Vérité de la Religion*, et celle du *Manuel* du même saint. Le reste

¹ Les principaux ouvrages publiés pendant les années 1647 et 1648 furent ceux de l'ex-Jésuite Véron. Le Jésuite Petau publia son livre *de la Foi et de la Grâce*; René Maupeou, président en la Cour des aides, entra aussi en lice. D. Pierre de Saint-Joseph, Feuillant, prit la défense d'Habert. Le Jésuite Jacques Sirmond publia quelques fragments pour l'histoire de Gothescalc. Le P. Pinthereau, sous le pseudonyme du sieur de Préville, publia les lettres de Jansenius à l'abbé de Saint-Cyran, avec un commentaire, sous le titre de : *la Naissance du Jansénisme découverte*.

du temps, il avait étudié la nouvelle philosophie contenue dans les *Méditations* de Descartes et l'avait attaquée avec autant de profondeur que de logique. Ces études et ce calme philosophique, au milieu du bruit que faisaient les adversaires de Jansenius, ne peuvent surprendre que ceux qui ne jugent Arnauld et ses amis que par les diatribes injustes dont ils furent l'objet. Si l'on examine les grandes œuvres que l'école de Port-Royal a produites, on sera convaincu qu'elle n'entra dans les luttes sur la Grâce que pour répondre aux provocations de ses adversaires, et qu'elle avait dans ses travaux un but plus élevé qu'elle poursuivait avec autant de science que d'énergie, dès qu'on lui laissait quelque repos. Les *Objections* d'Arnauld contre Descartes, la *Perpétuité de la Foi*; les *Pensées* de Pascal; les *Principes de la Foi chrétienne*, et tant d'autres livres moins célèbres, dans lesquels sont établies les vérités fondamentales du christianisme, attestent que l'école de Port-Royal avait entrepris la guerre la plus active contre le rationalisme qui menaçait d'envahir la société, depuis le xvi.^e siècle.

Les discussions qui avaient si profondément remué le monde à cette époque avaient laissé dans les âmes un sentiment vague de doute universel, qui dégénérait, dans le monde lettré, en rationalisme, et parfois même en un scepticisme absolu. L'étude passionnée de l'antiquité payenne avait fait oublier à un grand nombre de chrétiens les Saintes Écritures et les ouvrages des Pères de l'Église; l'Écriture et la tradition étant elles-mêmes l'objet permanent des discussions les plus vives parmi les ecclésiastiques; l'écho qui s'en faisait entendre dans le reste de la société fortifiait la tendance générale, qui était de mettre la raison à la place de la foi; le Protestantisme secondait ce mouvement en substituant la raison individuelle à l'autorité traditionnelle, pour l'interprétation des Écritures et la détermination du dogme chrétien; des philosophes, sans être Protestants, appliquaient les mêmes principes dans le domaine purement rationnel; or, quoique les deux domaines de la raison et de la foi soient parfaitement distincts, on ne peut nier qu'ils ne se touchent de toutes parts; et que, dans la pratique, il ne soit impossible de se tenir dans une pure abstraction; les philosophes rationalistes en philosophie étaient portés à l'être, et l'étaient pour la plupart dans leur foi.

La morale était en rapport avec la doctrine; le paganisme et le rationalisme ne pouvaient enfanter qu'une morale corrompue; aussi le xvi.^e siècle fut-il, par excellence, l'époque de l'immoralité,

dans toutes les conditions sociales, depuis les papes jusqu'aux moines; depuis les rois jusqu'aux artisans.

Les Jésuites, sans se rendre compte sans doute de leurs actes, encourageaient les tendances rationalistes et l'immoralité. Pour la plupart, ils ne connaissaient pas la tradition chrétienne; et les efforts qu'ils faisaient pour se créer de l'influence dans la société les obligeaient à rechercher tous les moyens d'accommoder les règles évangéliques aux mœurs de ceux qu'ils voulaient s'attacher, et de donner aux dogmes les plus impénétrables de la foi catholique une certaine apparence raisonnable, dont les hommes superficiels pouvaient s'accommoder.

Voilà ce qui inspira la théorie de Molina sur la grâce, la religion naturelle, le probabilisme, les distinctions des casuistes, et tant d'autres inventions philosophico-théologiques trop favorables à la tendance générale, qui portait les peuples à mettre le raisonnement à la place de la foi.

Le système philosophique de Descartes ¹ ne fut pas non plus sans influence sur les progrès du rationalisme. Nous n'élèverons

¹ René Descartes naquit à La Haie, en Touraine, le 30 mars 1596. Il fit ses premières études au collège de La Flèche, chez les Jésuites. Après plusieurs voyages en Allemagne et en Italie, il revint en France en 1625, et se retira peu après en Hollande, où il pensait jouir de plus de liberté pour écrire. Il publia d'abord son *Traité du Monde* et ses *Principes de Philosophie*; en 1641 parurent ses premières *Méditations*. Une vive polémique s'éleva touchant cet écrit, qui fut attaqué principalement par le P. Marsenne, Gassendi et Arnauld. Persécuté par les ministres protestants de Hollande, Descartes se retira en Suède, auprès de la reine Christine, qui le demandait avec instance. Il y demeura jusqu'à sa mort, qui arriva le 21 février 1650. Descartes fut mathématicien aussi savant que profond philosophe. Il mourut en chrétien comme il avait vécu. Ses œuvres complètes ont été publiées, en 1824, par M. Victor Cousin. L'Inquisition de Rome ayant condamné et emprisonné Galilée, parce que ce savant admettait le mouvement de la terre autour du soleil, Descartes, qui admettait ce même système, prit des précautions pour éviter les censures de Rome. Ce fut en vain. La plupart de ses ouvrages furent mis à l'Index des livres défendus. Cette censure ne fit pas plus d'honneur à la Congrégation romaine que celle de Galilée et tant d'autres plus ou moins méritées. On peut consulter, sur Descartes, sa vie écrite par Baillet, ou *sa vie religieuse* par l'abbé Émery. M. Rhorbacher, au livre 87, § 5 de son *Histoire Universelle de l'Église catholique*, fait très longuement l'apologie des ouvrages de Descartes, au point de vue catholique; nous sommes loin de l'en blâmer; mais il est bon de constater que les Ultramontains les plus exagérés savent bien, à l'occasion, ne pas trop se préoccuper des censures de Rome, et être Gallicans en pratique.

pas contre ce philosophe, un des plus grands génies dont s'honore la France, des accusations dont l'exagération était le moindre défaut; Descartes était chrétien et catholique soumis à l'Église; jamais son but ne fut de propager le rationalisme; cependant son système philosophique y conduisait naturellement ceux qui l'acceptaient d'une manière absolue et sans le restreindre aux choses qui sont du domaine de la raison. Aussi Bossuet ¹ disait-il, dès 1687, avec un accent presque prophétique : « Je vois un grand combat se préparer contre l'Église, sous le nom de philosophie Cartésienne. Je vois naître de son sein et de ses principes, à mon avis, mal entendus, plus d'une hérésie. De ces mêmes principes mal entendus, un autre inconvénient terrible gagne sensiblement les esprits; car, sous prétexte qu'il ne faut admettre que ce qu'on entend clairement, ce qui, réduit en certaines bornes, est très véritable, chacun se donne la liberté de dire : « J'entends ceci et je » n'entends pas cela; et, sur ce seul fondement, on approuve et on » rejette tout ce qu'on veut. » Il s'introduit, sous ce prétexte, une liberté de juger qui fait que, *sans égard à la tradition*, on avance témérairement tout ce qu'on pense. »

Le rationalisme, que nous voyons naître et grandir au xvi.^e siècle devait, au xviii.^e, se formuler en France de la manière la plus explicite, dans le *Philosophisme*, que nous aurons plus tard à étudier. L'Angleterre devança la France d'un siècle dans cette route anti-catholique; le clergé anglican n'était pas un obstacle sérieux pour ce développement d'un principe si profondément inculqué au monde; en France, au xvii.^e siècle, il y eut, pour le rationalisme, comme un moment d'arrêt, et nous n'hésitons pas à dire qu'on le dut principalement à l'école de Port-Royal.

Lorsqu'on lit avec soin les doctes et éloquents ouvrages de cette école, on est surpris de la profondeur des aperçus qu'on y rencontre à chaque page, sur l'état et les tendances des esprits. L'abbé de Saint-Cyran et Arnauld surtout avaient admirablement compris que le rationalisme était pour l'Église comme un cancer secret qui la rongerait intérieurement, et la source première de l'immoralité. Le mal une fois découvert, il était facile d'en trouver le remède, qui n'était autre que *la tradition*. Tous les efforts des solitaires de Port-Royal et de leurs amis furent dirigés en conséquence vers ce but : de faire comprendre que le dogme catholique n'avait pas sa

¹ Lettre du 21 mai 1687 à un disciple de Mallebranche.

raison dans l'esprit humain ; qu'il n'était qu'un témoignage divin, que, pour connaître ce témoignage, le seul moyen était l'accord unanime dans la croyance, depuis les temps apostoliques jusqu'à nos jours ; accord qui se révèle par les monuments écrits dans les diverses contrées et dans tous les temps et qui se formule par la définition de l'autorité établie de Dieu pour le gouvernement de son Église. De là l'application des solitaires à lire l'Écriture et les Pères de l'Église, à les traduire, à les commenter, pour en répandre la connaissance dans la société, et attaquer ainsi directement le principe anti-chrétien, qui épuisait en elle la sève évangélique.

Port-Royal poursuivait, pour la morale et la discipline, le même but que pour le dogme et par les mêmes moyens. De même qu'il voulait établir le dogme sur sa véritable base, en l'appuyant sur la tradition permanente de l'Église, de même il soumettait les règles de la morale et de la discipline au contrôle des monuments qui nous ont conservé, dans toute leur pureté, les principes de l'Évangile. Ils ne tombèrent pas, sous ce rapport, dans les exagérations qu'on leur a reprochées ; et l'on trouve dans leurs ouvrages des preuves incontestables qu'ils tenaient compte de la diversité des temps et qu'ils ne rêvaient point, pour leur siècle, une discipline qui ne pouvait convenir qu'à d'autres époques ; il est vrai cependant que, sous prétexte de changements nécessaires dans la discipline, ils n'allaient pas jusqu'à ébranler des règles de morale qui, n'étant que l'expression du bien, sont pour tous les hommes, comme pour tous les temps et tous les lieux. Or, c'est dans les monuments de la tradition que les solitaires de Port-Royal allaient chercher les véritables interprétations des règles morales et des conseils de l'Évangile ; voilà pourquoi leurs livres de piété et de morale ne sont que le reflet des canons des conciles et des ouvrages des Pères de l'Église.

Port-Royal appliqua surtout sa méthode traditionnelle dans la guerre qu'il déclara aux Jésuites, considérés par lui comme les corrupteurs les plus dangereux du dogme et de la morale de l'Église.

Le système du P. Molina sur la Grâce, adopté par toute la Société, à peu près, devait principalement attirer l'attention de Port-Royal. Il secondait d'autant plus le mouvement des esprits vers le rationalisme, qu'il rendait moins nécessaire la rédemption de l'humanité et, par conséquent, l'incarnation du Verbe. Il ôtait, en effet, à la corruption native tout ce qu'il pouvait lui ôter, sans

tomber dans un Pélagianisme évident ; mais, malgré tous ces efforts pour éviter cet abîme, la logique l'y entraînait, et ses disciples les plus conséquents, comme les cardinaux Sfondrat et Gabrieli, ne diffèrent de Pelage que par certaines expressions qu'il faut interpréter avec bienveillance pour ne pas leur attribuer une hérésie formelle ¹.

Molina lui-même ne pourrait être excusé de Pélagianisme si on l'interprétait avec tant soit peu de sévérité. Il est nécessaire d'établir ce fait important sur une autorité dont on ne puisse contester la valeur :

« J'avoue, dit le savant cardinal Baronius ², que *je n'ai pu lire sans indignation* les livres de Molina ; car on dirait qu'il n'a pour but que de condamner saint Augustin, de lui reprocher sa négligence et de faire voir que, sur ces questions de la Grâce, il a bien d'autres lumières que celles de ce grand évêque, auquel *il affecte de ne donner jamais le nom de saint* ³. Peut-on voir sans dégoût une pareille ostentation ? *Il se glisse comme un serpent* et échappe aux mains qui voudraient le serrer, de sorte qu'il est plus facile de prouver sa témérité que de le convaincre d'hérésie. Cependant *j'y ai trouvé plus de cinquante propositions ou expressions qui touchent aux erreurs des Pélagiens ou des semi-Pélagiens*. Tous ceux qui le liront sans prévention seront de mon avis... J'ai averti les Révérends Pères Jésuites que, sans hasarder leur réputation, ils ne peuvent défendre cet ouvrage. »

Les Jésuites ne profitèrent pas des avertissements du docte cardinal, et ils soutinrent le système de Molina avec tant d'unanimité que ceux d'entre eux qui (en très petit nombre) ne l'adoptèrent pas sont regardés comme faisant exception.

¹ Nous aurons occasion plus tard de prouver ce que nous avançons sur les cardinaux Sfondrat et Gabrieli ; Bossuet nous fournira surtout des témoignages accablants.

² Lettre du cardinal Baronius à Pierre de Villars, archevêque de Vienne, en date du 15 mars 1603.

³ Baronius constate, dans cette même lettre, que le Saint-Siège n'avait jamais eu d'autre doctrine que celle de saint Augustin, touchant la Grâce. Molina ne pouvait donc attaquer la doctrine de ce grand évêque sans attaquer celle du Saint-Siège. M. l'abbé Rhorbacher prétend (liv. 87, § 5) qu'on ne peut, *sans injustice*, accuser le système de Molina de Pélagianisme, ou de semi-Pélagianisme. L'autorité du cardinal Baronius vaut bien celle de M. Rhorbacher au moins. Bossuet, qui ne manque pas non plus d'autorité en ces matières, était de l'opinion du cardinal Baronius, comme nous le verrons plus tard.

Malgré les efforts de Molina pour échapper, *comme un serpent*, aux mains qui voulaient le saisir, les solitaires de Port-Royal n'en virent pas moins parfaitement tout le venin de sa doctrine, et ils lui déclarèrent la guerre au nom de toute la tradition catholique, et surtout de saint Augustin, dont l'autorité était si grande en ces matières. Ont-ils été trop loin dans cette guerre ? Ont-ils trop ôté au libre-arbitre de l'homme par zèle pour la grâce de Dieu ? Ou bien quelques-unes des expressions dont ils se sont servis ont-elles été mal interprétées par leurs adversaires ? Quoi qu'il en soit, il est certain que les solitaires de Port-Royal ont protesté contre les mauvaises interprétations que l'on donnait à certaines de leurs expressions ; qu'ils ont fait voir ces expressions dans l'Écriture-Sainte ou dans les Saints-Pères ; qu'ils ont affirmé qu'ils les entendaient comme les Pères eux-mêmes les avaient entendues. En historien, nous devons constater ces faits, et nous le pouvons sans porter la moindre atteinte à des décisions dans lesquelles on n'a pas eu d'autre but que de combattre l'erreur. Certaines phrases des écrivains de Port-Royal peuvent être interprétées dans le sens d'une grâce nécessitante, comme un nombre considérable de propositions d'écrivains Jésuites peuvent l'être d'une manière pélagienne. Si ces derniers réclament une interprétation charitable, pourquoi la refuser aux autres ? S'ils avaient suivi cette règle, ils n'auraient pas si activement travaillé à donner de leurs adversaires une mauvaise opinion, et ils n'auraient pas abusé de leur influence pour provoquer des bulles contre une doctrine désavouée par ceux qu'ils avaient l'intention de frapper. Sans manquer de respect aux papes, et en leur tenant compte de l'intention qu'ils avaient de condamner une nouvelle doctrine, on doit croire des hommes vertueux, qui affirment n'avoir jamais eu les opinions perverses que des adversaires leur ont attribuées. Le Jansénisme, tel qu'il est exposé par les Jésuites, est une doctrine aussi absurde qu'hérétique ; les papes l'ont justement condamnée ; mais les solitaires de Port-Royal et leurs amis admettaient-ils cette doctrine ? nous ne le croyons pas. Les Jésuites n'ont pu la leur attribuer qu'en interprétant à leur manière des expressions qu'on peut entendre autrement qu'eux ; et ils ont mis trop de passion dans leur lutte contre Port-Royal, pour qu'on puisse accepter leurs interprétations comme désintéressées et exemptes d'esprit de parti.

L'*Augustinus* de l'évêque d'Ypres ayant été publié par l'abbé de Saint-Cyran et ses amis, les Jésuites s'attachèrent à ce livre, et

prire à tâche d'en faire considérer la doctrine comme hérétique. Dans ce but, le docteur Nicolas Cornet dénonça à la Faculté de théologie les fameuses propositions qui furent l'occasion de tant de troubles et de débats ; mais on doit remarquer qu'on dénonça d'abord ces propositions d'une manière générale et sans les attribuer à Jansenius.

Le 1^{er} juillet 1649, Cornet ¹ remontra à l'assemblée qu'étant obligé par sa charge de signer les thèses des bacheliers, on lui en présentait où il y avait des propositions qui lui faisaient de la peine, et qu'il n'osait pas néanmoins refuser de signer ; que la Faculté pourrait remédier à cet inconvénient en donnant son avis sur sept propositions auxquelles on pouvait rapporter la doctrine suspecte qui était émise dans les thèses. Les sept propositions dénoncées par Cornet étaient ainsi conçues :

« 1.^o Quelques commandements de Dieu sont impossibles à des hommes justes qui veulent les observer, et font pour cela tous leurs efforts selon les forces qu'ils ont dans l'état présent : il leur manque aussi la Grâce qui les rendrait possibles.

» 2.^o Dans l'état de nature déchue, on ne résiste jamais à une Grâce intérieure.

» 3.^o Dans l'état de nature déchue, l'homme n'a pas besoin, pour mériter ou pour démériter, d'une liberté exempte de *nécessité* ; il lui suffit d'une liberté exempte de *contrainte*.

» 4.^o Les semi-Pélagiens admettoient la nécessité d'une Grâce prévenante intérieure pour tous les actes, même pour le commencement de la foi, et ils étoient hérétiques, en ce qu'ils vouloient que cette Grâce fût telle que la volonté humaine pût lui résister ou lui obéir.

» 5.^o C'est une erreur semi-pélagienne de dire que le Christ est mort ou a répandu son sang absolument pour tous les hommes.

» 6.^o Les actions des infidèles sont des péchés.

» 7.^o L'Église a pensé autrefois que la pénitence sacramentelle secrète ne suffisoit pas pour les péchés secrets. »

Les avis se trouvèrent fort partagés entre les docteurs touchant la proposition du docteur Cornet. Les uns ne voulaient point qu'on exa-

¹ Journal de Saint-Amour, 1.^{re} partie, ch. 6 et suiv. ; Du Mas, Hist. des cinq propositions, liv. 1 ; Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1649 ; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du xvii.^e siècle, t. 11 ; d'Avrigny, Mémoires chronol., ann. 1651 et 1653 ; Hermant, Mémoires mss. sur l'Histoire Eccl. du xvii.^e siècle, liv. 5.

minât des phrases vagues que l'on n'attribuait à aucun auteur ; les autres prétendaient que Cornet n'avait pour but que d'attaquer le livre de Jansenius et d'agiter les questions de la Grâce, contrairement à la défense des papes, qui tenaient à ce que la Faculté restât, sur ces questions, dans la neutralité et le silence. Cornet déclara solennellement qu'il ne s'agissait pas de Jansenius¹ ; on décida en conséquence qu'on procéderait à l'examen des propositions, et l'on nomma une commission de huit docteurs pour les examiner : le docteur de Sainte-Beuve demanda qu'on soumit aussi à l'examen de la commission plusieurs propositions soutenues par les Jésuites, et entre autres celle-ci : *L'attrition naturelle suffit pour le sacrement de pénitence*. On l'adjoignit aux sept autres ; mais elle passa inaperçue, aussi bien que la sixième et la septième de Cornet, et toute l'attention se fixa sur les cinq premières, que les Molinistes regardaient comme le résumé de tout le système de Jansenius.

Il est certain que, malgré sa déclaration, Cornet et les Jésuites, dont il était l'instrument et l'ami², n'avaient d'autre but, en faisant censurer les cinq propositions qu'ils dénonçaient à la Faculté, que de faire condamner Jansenius. L'échec qu'ils avaient subi dans l'Université de Louvain leur faisait ardemment désirer d'opposer la Sorbonne aux docteurs belges. Ils savaient que, s'ils réussissaient, ils ne seraient pas désavoués à Rome, où l'on ne tenait au silence des docteurs de Paris que dans la crainte de les voir faire cause commune avec ceux de Louvain³. Mais ils voulurent d'abord, dans la crainte d'un échec, déguiser leurs vues ; c'est pourquoi Cornet déclara si positivement que Jansenius était hors de cause. Mais personne ne fut dupe de cette déclaration, et Arnauld quitta ses profondes études philosophiques pour accabler le pauvre syndic sous le poids d'un opuscule aussi modéré que logique, intitulé :

¹ *Non agitur de Jansenio* ; plus tard, on parla plus ouvertement, et l'on fit une obligation de foi de croire que ces propositions étaient de Jansenius.

² On peut consulter, sur les relations de Cornet et des Jésuites, une lettre écrite par Filesac au cardinal de Richelieu, en 1631. Lorsque Cornet fut choisi pour syndic, cinquante docteurs votèrent. Sur vingt-six docteurs qui le choisirent pour syndic, dix-huit étaient religieux mendiants *pratiqués par le nonce*, et, sur ces dix-huit, il y en avait deux d'interdits par la Faculté. Le but de Cornet et des Jésuites, comme l'atteste Filesac, était de détruire la Sorbonne. V. la lettre de Filesac dans le *Journal de Saint-Amour*, 1.^{re} part., ch. 5.

³ V. les diverses lettres du nonce en France, aux cardinaux Barberin et Pamphile, dans l'*Extrait mes.* du P. Rapin, Jésuite.

*Considérations sur l'entreprise faite par maître Nicolas Cornet*¹, et il y prouva que le syndic avait été contre les usages de la Faculté, en dénonçant des propositions sans nommer l'auteur qui les avait soutenues, ni le livre d'où il les avait extraites; que les propositions dénoncées étaient équivoques et susceptibles de plusieurs sens; que le dessein de ceux qui les avaient déferées était de condamner la doctrine de saint Augustin. Deux autres auteurs entrèrent en lice contre le docteur Cornet; l'abbé de Bourzeys² exposa les divers sens des propositions, rejeta celui qui favorisait les erreurs calvinistes ou prédestinatiennes, et adopta celui qui était conforme à la doctrine de saint Augustin et de Jansenius. Un anonyme³ reprocha énergiquement à Cornet d'avoir dénoncé à la Sorbonne des propositions équivoques, afin d'envelopper la doctrine de saint Augustin dans la censure générale qu'il demandait; il fit de cette doctrine de saint Augustin, avec celle de Molina, un parallèle dont la conclusion était que saint Augustin était aussi pur et catholique que Molina était profane et corrompu.

Soixante-dix docteurs avaient été d'avis de ne pas examiner les propositions de Cornet; mais les Molinistes avaient eu soin de faire venir à l'assemblée un grand nombre de religieux, surtout des Carmes et des Feuillants qui, peu auparavant, avaient adopté solennellement dans leurs chapitres généraux la bulle *In Eminenti*, et s'étaient prononcés ouvertement contre le livre de Jansenius⁴. On leur persuada que Jansenius était en cause par les cinq propositions, et c'était bien l'évêque d'Ypres qu'ils venaient mettre en jugement, dans la séance où le docteur Cornet déclarait qu'il ne s'agissait pas de lui.

Nous avons dit ailleurs que la Faculté était divisée touchant les religieux docteurs. Les uns voulaient que, selon l'usage, chaque couvent ne fût représenté, aux assemblées de la Faculté, que par deux religieux; le Parlement avait consacré cet usage par des décisions expresses et solennelles; mais le conseil du roi, sous Louis XIII, avait rendu des édits peu clairs, sur lesquels se fon-

¹ Œuvres complètes d'Arnauld, t. xix.

² Son ouvrage est intitulé : *Propositiones de Gratia in Sorbonæ facultate examinanda*, etc.

³ L'ouvrage anonyme est intitulé : *Molinae collatorumque adversus doctrinam S. Augustini apparatus*, etc.

⁴ D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1646; Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1649.

daient, en certaines circonstances, ceux qui voulaient se former une majorité à l'aide des religieux. Ce fut au moyen de ce procédé que les Molinistes firent adopter l'examen des propositions de Cornet. Le docteur de Saint-Amour¹ s'opposa inutilement à une délibération qu'il considérait comme illégale ; la Faculté ayant passé outre, il protesta contre la décision et rédigea une requête au Parlement, dans laquelle soixante docteurs demandèrent « à être reçus appelants comme d'abus de la conclusion du 1^{er} juillet, et que la cour ordonnât que les parties viendroient plaider, avec défense de passer outre jusqu'à ce que la cour en eût ordonné. »

Malgré cette requête, les Molinistes s'attendaient bien à faire adopter la censure dans l'assemblée du 2 août. Mais le docteur Loysel, curé de Saint-Jean-en-Grève et chancelier de Notre-Dame, se présenta à l'assemblée pour la présider, comme il en avait le droit ; le doyen réclama la préséance, et le débat qui s'éleva entre eux fut cause qu'on leva la séance sans avoir parlé des propositions.

La requête des soixante docteurs ayant été portée au Parlement, par le conseiller Broussel, on y répondit, le 12 août, d'une manière favorable, conformément aux conclusions du procureur-général. Peu de jours après, Broussel voulut faire le rapport de l'affaire au Parlement, mais le premier président Molé l'arrêta, sous prétexte que les parties pourraient s'accommoder, et, qu'en conséquence, il fallait laisser les choses pendant trois ou quatre mois dans l'état où elles étaient. La délibération du Parlement fut donc ajournée. Le 21.^e jour d'août, le docteur Chastelain, au nom des soixante appelants, donna parole que l'on respecterait, pendant le temps fixé, la résolution adoptée par le Parlement, et le premier président lui-même donna parole au nom des Molinistes. Mais ceux-ci ne furent pas très délicats sur leur promesse. Dès le 1.^{er} septembre, le docteur Amiot voulut renouveler la querelle sous prétexte qu'on avait promis seulement de ne rien faire et non pas de ne rien dire. On trouva cet expédient digne d'être sifflé. Les Molinistes eurent alors recours à un autre moyen, et, vers le 15 septembre, on fit courir dans Paris des copies d'une censure des propositions dénoncées par

¹ V. Journal de Saint-Amour, 1.^{re} partie, ch. 9 et suiv.; Extrait mss. du P. Rapin ; Du Mas, Hist. des cinq propositions, liv. 1 ; Mémoires mss. de Hermant sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, liv. 5.

le docteur Cornet, sous le titre de *Propositions des Bacheliers*¹, et on mit sur le pamphlet la signature des docteurs Hennequin, Pereyret, Morel, Cornet, Gauguelin, Bail, Nicolai, Grandin, qui ne réclamèrent pas.

Les docteurs Chappelas et Pignay, qui faisaient partie de la commission, n'y étaient pas nommés; ils avaient été indignés de la manière dont leurs confrères procédaient à l'examen des propositions, et s'étaient retirés de la commission; le docteur Gauguelin fut mis à tort parmi les signataires de la censure, puisqu'il n'avait assisté qu'à la première séance de la commission, et s'était abstenu d'y paraître ensuite pour le même motif que Chappelas et Pignay.

Quoique la pièce colportée dans Paris n'eût aucun caractère officiel, on s'en émut, et les docteurs appelants présentèrent, vers la fin de septembre, une seconde requête au Parlement, à laquelle ils joignirent une copie de la censure. Après avoir rapporté ce qui s'était passé et les promesses qui avaient été faites de part et d'autre, ils demandaient qu'on leur fît droit sur leur première requête, et que les docteurs, dont les noms avaient été mis au bas de la censure, que l'on avait illégalement publiée, fussent assignés à la cour pour dire s'ils avouaient ou non l'œuvre qui leur était attribuée.

Broussel² ayant fait au Parlement le rapport des deux requêtes, les parties furent assignées et se présentèrent le 5 octobre. Le président Le Coigneux, après avoir entendu Cornet et Pereyret, représentants des censeurs, dit à de Mincé et à de Saint-Amour, qui se présentaient au nom des appelants, « que leurs parties déclaraient : n'avoir chargé personne de publier la censure dont ils se plaignoient, n'en avoir donné copie à personne, et désavouer ceux qui, contre leur gré, l'avaient publiée; il leur demanda ensuite s'ils désiroient une plus ample satisfaction, et s'ils ne vouloient pas vivre à l'avenir en bonne intelligence avec leurs adversaires. » De Mincé et de Saint-Amour représentèrent que les pratiques secrètes et les intrigues de ces adversaires ne leur pouvaient donner une assurance positive de leur bonne foi. Alors, Le Coigneux s'adressant à Cornet : « Ne voulez-vous pas, leur dit-il, promettre de bonne foi à la Compagnie de demeurer en repos et de ne rien entreprendre davantage? — Monsieur, répondit Cornet, nous promettons de

¹ V. cette pièce dans l'*Histoire du Jansénisme* du P. Gerberon, ann. 1649, ou dans le *Journal de Saint-Amour*, 1.^{re} partie, ch. 11.

² *Journal de Saint-Amour*, 1.^{re} partie, ch. 12.

tenir tout ce que nous avons promis à Monsieur le premier président. — Monsieur, répliqua vivement Le Coigneux, parlez français : ces paroles vagues et ces promesses générales ne sont point des discours à tenir dans cette Compagnie-ci : la Sorbonne n'est point en réputation d'user d'équivoques. » Cornet n'en voulut pas dire davantage, et le président, voyant qu'il ne pouvait y avoir d'accommodement entre les parties, leur dit que la cour leur ferait justice.

Comme ils se retiraient, Pereyret ne put s'empêcher de découvrir le dessein qu'avaient formé ses amis d'envoyer leur censure à Rome, où les Jésuites se chargeaient de la faire approuver. S'adressant à Saint-Amour, il lui dit en colère : « Voulez-vous lier les mains au pape ? — Non, répondit ce docteur, mon dessein n'est pas de lier les mains au pape, mais de vous empêcher, si je puis, de le surprendre. » Quand ils furent retirés, la cour rendit un arrêt par lequel elle ordonnait que : « les parties auraient audience le premier jour d'après la Saint-Martin, avec défense de publier ladite censure, et d'agiter les propositions qui y sont contenues, jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné. »

Quelques jours après cette sentence, Cornet ayant fini son syndicat, fit nommer Hallier à sa place ¹ ; Saint-Amour et sept autres docteurs s'opposèrent à ce choix, parce que Hallier avait implicitement approuvé la doctrine du Jésuite Santarelli, condamnée par la Faculté, en donnant son approbation au commentaire du Jésuite Cornelius *a lapide* sur les Épîtres canoniques ². Appel fut interjeté au Parlement, qui, le 27 octobre, rendit un arrêt défendant à Hallier de faire aucunes fonctions du syndicat. Par le même arrêt, il fut ordonné à la Faculté de respecter les anciennes ordonnances qui défendaient d'admettre à ses assemblées plus de deux moines docteurs pour chaque couvent de Mendiants. Nous avons remarqué que c'était au moyen des moines que les Molinistes se formaient une majorité dans les réunions. Hallier et les Mendiants ne déférèrent point à l'arrêt du Parlement. Hallier s'était distingué jusqu'alors par son zèle contre la fausse doctrine des Jésuites. Ils les avaient combattus sur la hiérarchie, et il avait publié contre eux la *Théologie morale des Jésuites* ; son traité des *Élections et des*

¹ Journal de Saint-Amour, 4.^{re} partie, ch. 18 et suiv.

² V. Pièces instructives sur l'appel comme d'abus de l'élection prétendue de M^e François Hallier, par le docteur de Saint-Amour.

ordinationes sacrales atteste son érudition. Mais les Jésuites étaient parvenus à s'attacher ce docteur, et Saint-Amour considérait son élection au syndicat comme très préjudiciable à la Faculté. L'opposition qu'il fit à cette élection avec les docteurs ses amis inspira à Hallier des projets de vengeance, et l'on parla bientôt d'examiner de nouveau les propositions dénoncées par le docteur Cornet, et de provoquer une bulle contre elles.

L'arrêt du Parlement touchant les propositions, ayant été notifié à la Faculté, dans sa séance du 1.^{er} décembre (1649), Coppin profita de cette circonstance pour lui présenter, au nom de plusieurs docteurs, un écrit qui fut imprimé peu après, et qui était intitulé : *Condiçions pour examiner la doctrine de la Grâce*. On y faisait observer : 1.^o Que les propositions dénoncées par le docteur Cornet étaient conçues en termes équivoques et qu'elles avaient divers sens, dont les uns étaient faux et les autres vrais ; qu'on devait, par conséquent, pour procéder à un examen sérieux, distinguer ces divers sens et déterminer celui qui paraîtrait reprehensible ; 2.^o Que les propositions dénoncées ne se trouvaient dans aucun auteur avec le sens que les paroles présentaient, dans leur acception la plus naturelle ; 3.^o Que l'on ne consentirait jamais qu'on procédât à l'examen de ces propositions, si l'on ne voulait aussi en examiner sept autres, extraites de Molina, injurieuses à saint Augustin et contraires à la Grâce efficace, avec une proposition du docteur Pereyret, qui soutenait que le pape Pie V avait condamné plusieurs propositions de saint Augustin, et dans le sens de ce grand évêque ; 4.^o Enfin, que les questions agitées étaient si graves que, pour les décider, il faudrait au moins les deux tiers des suffrages pour que la censure fût adoptée.

Cet écrit, fort logique et très sage, disposa la majorité des docteurs à entrer dans les vues du Parlement. On nomma des députés pour rechercher les moyens de rétablir la paix dans la Faculté, et l'on décida que l'on tiendrait une séance le 7 pour entendre leur rapport. Chastelain, docteur aussi pacifique que savant, et l'un des commissaires, émit cette opinion : « Si l'on m'en croit, dit-il, la Faculté ne passera point outre à l'examen des propositions ; on a assez pourvu à ces matières par les ordonnances ecclésiastiques et par les anciens décrets de la Faculté ; il suffiroit que le syndic prît le soin de les faire exécuter. » Tous les commissaires furent de cet avis, et prièrent Chastelain d'en faire lui-même le rapport à la Faculté dans la séance du 7 ; il le fit, et son opinion parut si sage,

qu'elle fut adoptée unanimement. Les docteurs eux-mêmes, qui avaient soulevé cette affaire au sein de la Faculté ne crurent pas pouvoir défendre leur œuvre. Ils disent, dans leur histoire ¹, que ce fut pour éviter de plus grands troubles et de plus grandes agitations. Cet amour de la paix ne les empêcha pas de « prendre la résolution de chercher un moyen plus sûr pour appaiser les différends. » Ce moyen était tout trouvé, et avait été fort bien indiqué par le docteur Chastelain ; mais Cornet et ses amis ne voulaient pas véritablement la paix ; leur but était non de pacifier les esprits, mais de faire condamner leurs adversaires ; le moyen qu'ils prirent fut d'envoyer à Rome la censure irrégulière qu'ils avaient désavouée devant le Parlement. Elle fut présentée ², au commencement de l'année 1650, au pape Innocent X, qui nomma aussitôt quatre consultants pour l'examiner. Il leur fut enjoint de donner leur opinion, touchant cette pièce, en des bulletins signés et fermés, contrairement à l'usage suivi en ces matières. Trois des consultants approuvèrent la censure, et les cardinaux de la congrégation de l'Inquisition auraient confirmé leur jugement si le cardinal de Saint-Clément, Dominicain qui avait été maître du sacré Palais, ne s'y fût opposé.

Les Dominicains de Rome commencèrent à craindre que la guerre faite à Jansenius, par les Jésuites, ne fût qu'un moyen détourné de combattre, en faveur du P. Molina, contre saint Augustin, saint Thomas et la Grâce efficace, dont ces grands docteurs étaient les défenseurs. Le P. Nicolai, leur confrère, qui avait été un des signataires de la censure, essaya de leur persuader qu'on n'en voulait point à la doctrine des Thomistes, mais uniquement à la doctrine de Calvin, sur la nécessité que la Grâce imposait à la volonté, et que l'on n'avait même pas censuré les cinq propositions, par rapport au livre de Jansenius. Si le P. Nicolai parlait avec franchise, il faut en conclure qu'il avait été trompé par les Molinistes ; car leur but était bien de faire condamner le livre de l'évêque d'Ypres ; on doit seulement remarquer qu'ils n'osaient encore le dire ouvertement et qu'ils affirmaient même le contraire au besoin, dans la crainte qu'on ne s'aperçût que leurs propositions n'étaient réellement pas dans l'ouvrage d'où ils prétendaient les avoir tirées.

¹ Histoire des cinq propositions, liv. 1. Cette Histoire, publiée par le docteur Du Mas, est considérée avec raison comme l'œuvre de tout le parti et surtout des Jésuites.

² Journal de Saint-Amour, 2.^e partie, ch. 4 ; Ellies Du Pin, Hist. Ecol. du XVII.^e siècle, t. II ; Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1650.

La lettre du P. Nicolaï ne put persuader ses confrères de Rome de l'exactitude de ses sentiments. Le cardinal de Saint-Clément soutint que les cinq propositions dénoncées pouvaient être entendues dans le sens de la Grâce efficace ; que ce sens ne pouvait être condamné que par des hérétiques, et que la censure générale qui en avait été faite à Paris, sans les distinctions qu'il était nécessaire d'y établir, devait plutôt être considérée comme hérétique que les propositions dénoncées. Le pape, entendant le cardinal parler d'une manière si positive, en manifesta quelque mécontentement, et dit : « Voilà que le cardinal de Saint-Clément va faire de nos consultants des hérétiques. » Très Saint Père, répliqua le cardinal, que Votre Sainteté me pardonne ! A Dieu ne plaise que j'aie une pareille opinion ; je ne dis point que les consultants soient hérétiques ; j'affirme seulement que leurs censures le sont, et qu'ils le seraient eux-mêmes s'ils les soutenaient opiniâtement.

La censure de Paris ne fut alors ni approuvée ni condamnée à Rome ; c'était un échec bien évident que cette neutralité que l'on gardait, échec bien sensible après ceux qu'on venait d'éprouver par devant le Parlement et au sein de la Faculté de théologie.

Il ne restait d'autre moyen que d'exercer une forte pression sur la cour de Rome, pour la décider à se prononcer. Les Jésuites se mirent à l'œuvre. Leurs confrères de Rome et surtout le P. Annat, assistant du général, leur avaient écrit qu'on obtiendrait facilement la censure si on la faisait demander par le clergé de France. Ce clergé était alors réuni en assemblée générale. Il eût été d'autant plus facile de porter la question devant cette assemblée que Louis Dinét, évêque de Mâcon, un des présidents, était cousin du P. Dinét, lequel passait avec raison comme le chef de ceux qui voulaient faire condamner les cinq propositions¹. Le P. Dinét confia son projet à l'évêque de Mâcon et à Habert, évêque de Vabres. Ils eussent bien désiré amener l'assemblée à demander au pape la censure des propositions, mais ils ne crurent pas devoir se flatter de réussir, et jugèrent plus prudent de rédiger une demande secrète et de gagner en particulier le plus d'évêques qu'il serait possible à la cause. L'évêque de Mâcon, qui aimait son cousin le P. Dinét, promit d'engager ses amis à signer ; ce Jésuite lui-même avait de l'influence sur un grand nombre d'évêques ; car, en sa qualité de confesseur de Louis XIII,

¹ Journal de Saint-Amour, 2.^e part., ch. 5.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 112.

il avait eu à sa disposition la feuille des bénéfices. Léonor d'Étampes, archevêque de Reims, prélat instruit, mais ambitieux, se joignit aux Dinet et à l'évêque de Vabres, qui fut chargé de rédiger la lettre au pape.

Le P. Dinet mit en œuvre tous ceux qu'il considérait comme utiles à son projet. Il parvint à faire croire en particulier à Vincent de Paul qu'il s'agissait de faire condamner une hérésie monstrueuse. Le bon et pieux Vincent, qui avait connu Dinet à la cour de Louis XIII, et qui s'occupait plus d'actes de charité que de chicanes théologiques, crut le Jésuite sur parole, et se chargea d'adresser à plusieurs évêques des exemplaires de la lettre rédigée par Habert.

Lorsqu'il eut accompli la commission qui lui avait été donnée, Vincent rendit compte au P. Dinet du succès qu'il avait obtenu, par une lettre ¹ dans laquelle il lui disait que les évêques auxquels il s'était adressé avaient généralement adhéré à la lettre de l'évêque de Vabres; mais que plusieurs, cependant, n'avaient pas jugé à propos de donner leurs signatures. Le P. Dinet fournit alors à Vincent de longues dissertations théologiques que celui-ci adressa à ces derniers évêques, et dans lesquelles on ne reconnaît ni son style, ni son caractère ².

La lettre de Habert, dans laquelle on demandait la censure des cinq propositions, était ainsi conçue ³ :

« Très Saint Père,

» La foi de Pierre, laquelle ne peut jamais manquer, demande avec grande raison que, suivant la coutume reçue et autorisée dans l'Église, *l'on rapporte les causes majeures au Saint-Siège Apostolique*. Pour obéir à une loi si équitable, nous avons estimé qu'il était nécessaire d'écrire à Votre Sainteté touchant une affaire très importante qui regarde la religion. Il y a dix ans que nous voyons avec grande douleur la France agitée de troubles très violents, à cause du livre posthume de M. Cornelius Jansenius, évêque d'Ypres, et de la doctrine qui y est contenue. Ces mouvements devaient être

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 113.

² M. l'abbé Rhorbacher tient à mettre toutes les intrigues des Jésuites dans l'affaire des cinq propositions, sous le patronage de saint Vincent de Paul. Il lui décerne le titre de *Père de l'Église* à cause des dissertations qui lui étaient fournies. Il aurait mieux fait de laisser à saint Vincent de Paul son admirable charité, et aux Jésuites leurs intrigues.

³ Du Mas, Hist. des Cinq Propositions, liv. 1; Ellies du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II.

apaisés tant par l'autorité du concile de Trente que par celle de la bulle d'Urbain VIII d'heureuse mémoire, par laquelle il a prononcé contre les dogmes de Jansenius et a confirmé les décrets de Pie V et de Grégoire XIII contre Baïus. Votre Sainteté a établi par un nouveau décret la vérité et la force de cette bulle ; mais parce que chaque proposition en particulier n'a pas été notée d'une censure spéciale, quelques-uns ont cru qu'il y avait encore lieu à leurs chicanes et à leurs fuites. Nous espérons que tous moyens leur en seront ôtés s'il plaît à Votre Sainteté, comme nous l'en supplions très humblement, de définir clairement et distinctement quel sentiment il faut avoir en cette matière. C'est pourquoi, nous la conjurons de vouloir faire l'examen et porter un jugement clair et certain de chacune des propositions qui suivent, sur lesquelles la dispute est plus dangereuse et la contestation plus échauffée. »

Suivent dans cette lettre les cinq propositions que nous avons citées ailleurs.

« Votre Sainteté, continue l'évêque de Vabres, a depuis peu éprouvé combien l'autorité du Saint-Siège Apostolique a eu de pouvoir pour abattre l'erreur du double chef de l'Église. La tempête a été aussitôt apaisée : la mer et les vents ont obéi à la voix et au commandement de Jésus-Christ. Ce qui fait que nous vous supplions, Très Saint Père, de prononcer sur le sens de ces propositions un jugement clair et décisif, auquel M. Jansenius, proche de sa mort, a soumis son ouvrage : de dissiper toute obscurité, de rassurer les esprits chancelants, d'empêcher les divisions, et de redonner à l'Église sa tranquillité et son éclat. Pendant que nous jouissons de cette espérance, nous portons nos souhaits et nos vœux à Dieu, afin que ce Roi immortel des siècles comble Votre Sainteté de longues et heureuses années, et, après un siècle de vie, d'une très heureuse éternité. »

Cette lettre provoqua des récriminations nombreuses.

On trouvait étrange ¹ d'abord qu'on l'eût donnée comme adressée par le clergé de France, lorsqu'on avait craint de la soumettre aux délibérations de l'assemblée générale. En outre, plusieurs évêques pensaient qu'il ne s'agissait pas d'une de ces causes majeures qu'il était d'usage de porter au Saint-Siège, sans avoir été préalablement discutée et jugée sur les lieux ; ils prétendaient même que le

¹ V. Considérations sur la Lettre de M. de Vabres au pape, parmi les Oeuvres complètes d'Arnauld, t. xix ; Herm., Mém. mss., liv. 5.

droit comme le devoir des évêques, juges de la foi, était de formuler d'abord leur jugement doctrinal, sauf à le porter ensuite au centre de l'unité catholique, pour qu'il y reçût la consécration du chef de l'Eglise, et par lui, des autres Eglises catholiques. Si la France, ajoutent-ils, a été troublée depuis plusieurs années par de vives discussions touchant le livre de Jansenius, il faut plutôt attribuer ce malheur aux Molinistes qu'aux partisans de cet évêque.

En effet, les premiers faisaient beaucoup de bruit et les autres ne demandaient qu'à garder le silence sur les graves questions de la Grâce, conformément aux intentions et aux ordres formels du Saint-Siège.

Quant à la bulle d'Urbain VIII, son but principal était de renouveler la défense faite par Pie V et par Grégoire XIII, d'agiter les questions obscures de la Grâce, et en confondant, sous une censure générale, les opinions de Jansenius avec celles de Baïus, elle laissait évidemment la faculté de les adopter à ceux qui ne confondaient pas la doctrine de l'évêque d'Ypres avec celle qu'avaient condamnée Pie V et Grégoire XIII. On pouvait, en effet, interpréter Jansenius dans le sens de la Grâce efficace, qui était la doctrine de l'Eglise romaine, et dans le sens de la Grâce nécessitante, que l'on reprochait à Baïus comme à Calvin. On se demandait quel mal il y avait d'attribuer un sens orthodoxe au livre d'un pieux et docte évêque, mort dans le sein de l'Eglise, et quelle nécessité il y avait de décider que sa doctrine était hérétique, puisqu'il était possible de l'entendre autrement.

Ce ne sont pas là, disait-on, *des chicanes ou des fuites*, comme disait l'évêque de Vabres, dans sa lettre, mais des réflexions justes et équitables. On trouvait surtout fort singulier l'emphase avec laquelle cet évêque parlait de la victoire remportée par le Saint-Siège contre l'erreur du double chef de l'Eglise. Nous avons dit comment on avait censuré la proposition des deux chefs insérée, par l'abbé de Barcos, dans la préface du livre de la *Fréquente communion*. Cette censure fut évidemment une consolation accordée aux Jésuites qui avaient échoué contre le livre lui-même, et, de plus, elle n'avait été condamnée que dans un sens désavoué hautement par l'abbé de Barcos lui-même. L'erreur du double chef n'ayant pas eu de partisans, il n'y avait pas eu de tempête, et l'évêque de Vabres ne pouvait en parler que par une flatterie indigne de son caractère et de la dignité de celui auquel il s'adressait. Du reste, en disant emphatiquement que *la mer et les vents*

avaient obéi à la voix et au commandement de Jésus-Christ, il faisait, sans le vouloir, l'éloge de la soumission de ceux qu'il entreprenait de présenter comme fauteurs de trouble et d'hérésie, et l'on trouvait que parler ainsi c'était passer les bornes de la flatterie, puisqu'il identifiait le Fils de Dieu avec l'homme qu'il avait institué son premier vicaire sur la terre. Enfin, il semblait extraordinaire que l'évêque de Vabres donnât, comme la doctrine de Jansenius, cinq propositions générales, conçues en termes amphibologiques et après que le docteur Cornet avait déclaré à la Faculté qu'il ne s'agissait pas de Jansenius, lorsqu'il avait proposé la censure de ces mêmes propositions.

Il est à remarquer cependant que, tout en laissant entendre que les propositions renfermaient la doctrine de Jansenius, l'évêque de Vabres ne les lui attribuait pas d'une manière formelle.

Afin de comprendre la discussion que suscita à Rome la lettre de l'évêque de Vabres, il est essentiel d'avoir des notions exactes sur la question qui était agitée.

On sait que les deux écoles de saint Augustin et de saint Thomas sont en opposition avec celle de Molina sur la nature de la Grâce. Les Thomistes font dépendre son *efficacité* de circonstances extérieures qu'ils désignent sous le nom général de *prémotion physique*; mais ils admettent que la Grâce obtient infailliblement son effet par elle-même, c'est-à-dire sans avoir besoin que l'homme la rende efficace par la libre adhésion de sa volonté. L'action de la Grâce est telle cependant, dans ce système, que la volonté y adhère sans contrainte et que le libre-arbitre de l'homme n'est point violenté.

Les Augustiniens s'accordent avec les Thomistes, avec cette différence qu'au lieu de la *prémotion physique*, ils admettent une *prémotion morale* ou intérieure, à laquelle ils attribuent les mêmes effets qu'au moyen préconisé par les Thomistes.

Outre la Grâce efficace, c'est-à-dire qui obtient infailliblement son effet, les Augustiniens, comme les Thomistes, reconnaissent une autre Grâce actuelle et intérieure, à laquelle l'homme ne correspond pas toujours; les Thomistes l'appellent *suffisante*; les Augustiniens, d'après saint Augustin, leur chef, l'appellent *excitante*, ne trouvant pas juste l'expression des Thomistes, qui ne peuvent, disent-ils, appeler, sans contradiction, *suffisante* une Grâce qui ne *suffit pas* pour déterminer la volonté de l'homme d'une manière infaillible; mais, sous des noms différents, les deux écoles admettent la même chose.

Le Jésuite Molina entreprit de remplacer les deux systèmes des Thomistes et des Augustiniens par une théorie nouvelle, qui, de son nom, a été appelée *Molinisme*.

Selon ce théologien, l'homme, dans l'état de nature réparée, est dans les mêmes conditions, quant au libre-arbitre, qu'il était avant le péché originel. Il a un pouvoir égal pour se déterminer lui-même entre la Grâce qui l'excite au bien, et la concupiscence qui le provoque au mal. S'il donne son adhésion à la Grâce, cette Grâce devient efficace, tandis que, s'il écoute la concupiscence, la Grâce est simplement *suffisante*. On voit que, tout en se servant du mot *efficace*, Molina rejetait positivement l'espèce de Grâce qu'admettaient sous ce nom les Thomistes et les Augustiniens, et qu'ils n'admettaient en réalité que celle que ces deux écoles nommaient *suffisante* ou *excitante*. Or, la doctrine de la Grâce efficace, au sens de saint Augustin et de saint Thomas, avait toujours été celle de l'Eglise romaine, et les papes, même en faisant des concessions aux Jésuites, n'ont jamais abandonné la doctrine traditionnelle de l'Eglise romaine.

Nous remarquerons en effet que les bulles *Cùm occasione* et *Unigenitus* ont été sollicitées et obtenues par les Jésuites dans l'intention de faire enseigner le Molinisme par le Saint-Siège comme la vraie doctrine de l'Eglise ; mais que, dans leurs bulles, les papes, tout en faisant, en apparence, les concessions les plus larges à leurs influents sollicitateurs, n'ont pas voulu abandonner la doctrine de la Grâce efficace toujours enseignée par l'Eglise romaine ; cependant, en respectant cette doctrine, ils frappèrent ceux qui la soutenaient et favorisèrent ses adversaires, par un malentendu étrange, qui doit être attribué aux Jésuites. Ces religieux, en effet, mirent tout en œuvre pour dissimuler, à force d'équivoques leur vraie doctrine, et pour donner de celle de leurs adversaires l'idée la plus fausse. On aurait pu, grâce à des explications catégoriques, voir clairement la vérité ; mais les Jésuites furent encore assez puissants pour empêcher les papes de donner ces explications, et pour leur faire envelopper dans une condamnation générale des propositions qui pouvaient être interprétées de différentes manières. Les Jésuites n'obtinrent pas de victoire au point de vue de la doctrine ; mais en réalité, ils étaient victorieux, parce qu'ils abusaient des décisions en les appliquant à une doctrine qu'ils détestaient et en empêchant, par des moyens plus ou moins légitimes, toutes explications qui eussent pu mettre la vérité dans tout son jour.

Voilà pourquoi nous allons les voir mettre tout en œuvre pour empêcher que les divers sens des propositions ne fussent clairement déterminés.

Les premiers évêques¹ qui adhérèrent à la lettre de l'évêque de Vabres furent, outre Léonor d'Etampes, archevêque de Reims, Nicolas Sanguin, évêque de Senlis, et Jacques Lescot, évêque de Chartres.

Le cardinal Alphonse de Richelieu, archevêque de Lyon, refusa son adhésion, sous prétexte qu'il faisait partie de la congrégation du Saint-Office, et qu'il ne pouvait être en même temps juge et partie. Les cinq évêques de Retz, du Puy, d'Avranches, d'Aire, de Digne, et le coadjuteur d'Avranches, firent des lettres particulières dans le sens de celle de l'évêque de Vabres.

Quant à ceux qui signèrent cette dernière lettre, ils furent d'abord fort peu nombreux; mais, grâce à toutes les influences qu'on employa, un grand nombre d'évêques donnèrent leur adhésion lorsque la lettre était déjà envoyée à Rome.

Signatures et adhésions réunies, on porta à quatre-vingt-cinq ou quatre-vingt-huit le nombre des partisans de la lettre de l'évêque de Vabres. On doit remarquer que l'on ne voulut pas faire connaître les noms des adhérents, lorsqu'on sollicitait à Rome la condamnation des cinq propositions, et que, pour accepter la bulle, Mazarin n'osa réunir chez lui qu'un petit nombre d'évêques dévoués à ses volontés. Ces précautions donnèrent lieu de penser et de dire que l'on craignait les réclamations de plusieurs des adhérents, qui n'avaient donné leur nom que par surprise, par complaisance pour la Cour, et sans avoir été suffisamment instruits de ce que l'on voulait faire. On ne fit connaître les noms des adhérents que plus tard, lorsque toute réclamation était impossible; et encore ne s'accorda-t-on pas sur le nombre, qui varie dans les divers écrits, de soixante-dix à quatre-vingt-huit. Un fait certain, c'est que les onze évêques qui se déclarèrent ouvertement contre la lettre de l'évêque de Vabres, disent, au début de celle qu'ils écrivirent à Innocent X, que la première ne lui avait été adressée que par *quelques-uns* de leurs confrères. La même expression se retrouve dans la relation composée par ordre de l'assemblée du clergé, en 1655².

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 112.

² Cette relation se trouve dans les *Pièces Justificatives* du tome IV de la Collection générale des Procès-Verbaux du Clergé de France.

Le docteur de Saint-Amour se trouvait à Rome, pendant qu'en France on mettait tout en œuvre pour obtenir des adhésions à la lettre de l'évêque de Vabres. Ses amis¹ lui écrivirent d'observer soigneusement ce qui s'y passerait à l'arrivée de cette lettre, et de les renseigner sur l'effet qu'elle y produirait. Saint-Amour vit le cardinal Barberin, plusieurs autres prélats et personnages importants, et parvint enfin à découvrir que les Jésuites abusaient de leur influence pour faire censurer les propositions dénoncées par l'évêque de Vabres, tout en cherchant à envelopper leurs intrigues dans l'ombre et dans le plus profond secret. On hésitait à envoyer à Rome une lettre contraire à celle de l'évêque de Vabres, et une députation pour contrebalancer l'influence des Jésuites ; Saint-Amour lui-même ne savait d'abord quel conseil donner sur ce point ; mais enfin, les intrigues des Jésuites devinrent si pressantes qu'il fallut se déterminer.

Tandis que Saint-Amour et ses amis correspondaient ainsi sur les moyens qu'ils avaient à prendre pour détourner le coup dont on voulait les frapper, on s'agitait à Paris d'une manière étrange pour obtenir des adhésions à la lettre de l'évêque de Vabres, et des déclarations contre les cinq propositions. Plusieurs personnes parcouraient les monastères pour faire signer ces déclarations, qui étaient ensuite soigneusement envoyées à Rome. On alla même jusqu'à en faire signer une à quelques pauvres prêtres et étudiants irlandais. Le recteur de l'Université condamna cette conduite comme contraire aux réglemens du corps enseignant, ce qui lui attira la haine de Cornet et de ses amis, et suscita dans l'Université des troubles qui ne méritent pas d'être racontés en détail. Les moyens employés pour obtenir la signature des évêques attirèrent l'attention de plusieurs prélats, qui en portèrent plainte au nonce, le 22 février 1651. L'archevêque d'Embrun², un des présidents de l'assemblée, et les évêques de Châlons, de Valence, d'Agen, de Comminges et d'Orléans, lui déclarèrent positivement que l'on ne devait point regarder la lettre de l'évêque de Vabres comme écrite et envoyée au nom du clergé de France, malgré les signatures qu'on y avait apposées. « Le clergé de France, ajoutèrent-ils, improuve et blâme cette conduite, parce qu'on ne peut recourir

¹ Journal de Saint-Amour, 2.^e part., ch. 3 et suiv.

² Lettre de l'évêque de Valence à l'archevêque de Toulouse, dans le Journal de Saint-Amour, 2.^e part., ch. 9 ; Hermant, Mém. mss., liv. 6.

immédiatement au pape dans les choses qui regardent la foi, sans faire une grave injure aux évêques, qui ont le droit de connaître des contestations qui s'élèvent dans leurs diocèses, de les examiner, et d'en porter leur jugement avant que Rome en prenne connaissance. » Ils représentèrent ensuite au nonce de quelle importance il était de ne rien précipiter dans une affaire aussi grave ; qu'il était nécessaire d'entendre les parties avant de porter un jugement ; de distinguer clairement les divers sens des propositions, afin de ne pas s'exposer, par une censure générale, à faire croire que l'on donnait atteinte à la doctrine de saint Augustin, qui était celle de l'Église romaine et de toute l'Église catholique ; ils prièrent enfin le nonce de faire connaître à Sa Sainteté ce qu'ils venaient de lui dire. Le nonce le leur promit.

Huit jours après, l'archevêque de Sens, accompagné d'un autre évêque, alla faire au nonce une semblable déclaration.

Les mêmes évêques résolurent de s'adresser directement au pape ; ils lui écrivirent donc la lettre suivante ¹ :

« Très saint Père,

» Nous avons appris que quelques-uns de messieurs nos confrères ont écrit à Votre Sainteté touchant une affaire très importante et très difficile, et qu'ils la supplient par leur lettre de vouloir décider clairement et nettement quelques propositions qui excitèrent, l'année dernière, un grand trouble, sans aucun fruit, dans la Faculté de théologie de Paris, ce qui ne pouvait réussir d'une autre sorte, puisque *ayant été faites à plaisir et composées en des termes ambigus*, elles ne pouvaient produire d'elles-mêmes que des disputes pleines de chaleur, dans la diversité des interprétations qu'on y peut donner, comme il arrive toujours dans les propositions équivoques.

» Ainsi, Messieurs nos confrères nous permettront, s'il leur plaît, de dire que *nous ne saurions approuver leur dessein en cette rencontre*. Car, outre que les questions de la Grâce et de la prédestination divine sont pleines de difficultés, et qu'elles ne s'agitent d'ordinaire qu'avec de violentes contestations, il y a encore d'autres raisons très considérables qui nous donnent sujet de croire que le temps où nous sommes n'est pas propre pour terminer un différend de cette importance ; si ce n'est que Votre Sainteté veuille, pour en

¹ Journal de Saint-Amour, 3.^e part., ch. 1 ; Du Mas, Hist. des Cinq Propositions, iv. 1 ; Ellies du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II.

porter un jugement solennel (ce qui ne semble pas être leur intention), y procéder selon les formes pratiquées par nos pères, reprendre l'affaire dès son origine, et l'examiner tout entière et de nouveau, en appelant et entendant les parties, comme le firent, il n'y a pas longtemps, les papes Clément VIII et Paul V, de sainte mémoire ¹, car si Votre Sainteté n'en usait pas de la sorte, ceux qui seraient condamnés se plaindraient avec justice de l'avoir été par les calomnies et les artifices de leurs adversaires, sans avoir été entendus en leurs raisons. A quoi ils ajouteraient peut-être que cette cause aurait été portée à Votre Sainteté *avant que d'avoir été jugée dans un concile d'évêques* ; et pour fortifier la justice de leurs plaintes par des exemples de l'ancienne discipline de l'Eglise, ils allégueraient le concile d'Alexandrie contre Arius, celui de Constantinople contre Eutychès, ceux de Carthage et de Milève contre Pélage, ceux de Valence et de Langres, tenus en notre France pour la même matière dont il s'agit, et d'autres conciles contre d'autres hérétiques. Et certes, très Saint Père, s'il était à propos d'examiner et de décider ces propositions, *l'ordre légitime des jugements de l'Eglise universelle, joint à la coutume observée dans l'Eglise gallicane*, veut que les plus grandes et les plus difficiles questions qui naissent en ce royaume *soient d'abord examinées par nous* ; ce qui étant, l'équité nous obligerait de considérer mûrement si ces propositions, dont on se plaint à Votre Sainteté, *ont été faites à plaisir pour rendre odieuses quelques personnes, et pour exciter quelque trouble* ; en quels lieux, par quels auteurs et en quel sens elles ont été avancées et soutenues ; d'entendre sur cela, de part et d'autre, ceux qui contestent ; de voir tous les ouvrages faits de deçà touchant ces propositions ; d'en distinguer les sens véritables d'avec les faux et ambigus ; de nous informer avec soin de tout ce qui s'est passé sur ce sujet depuis que l'on commence d'en disputer ; et après cela, de faire entendre au Saint-Siège tout ce que nous aurions fait et ordonné dans cette affaire, où il s'agit de la foi ; afin que tout ce que nous aurions prononcé avec justice sur cette matière fût confirmé par votre autorité apostolique². Mais en s'adressant, comme l'on fait, à Votre Sainteté, sans que nous ayons auparavant examiné et jugé la cause, par combien

¹ Allusion aux Congrégations *De Auxiliis*.

² La forme des jugements indiquée ici était celle qui avait été suivie dans tous les siècles, même pendant le moyen-âge, et jusqu'au concile de Trente.

d'artifices la vérité ne peut-elle point être opprimée ? Par combien de calomnies la réputation des prélats et des docteurs ne peut-elle point être noircie ? et par combien de tromperies Votre Sainteté ne peut-elle point être surprise dans cette grande affaire qui regarde des points de foi ? Car, d'un côté, l'on voit ceux en faveur desquels messieurs nos confrères ont écrit à Votre Sainteté, soutenir fermement et opiniâtement que le plus grand nombre des nouveaux scholastiques est de leur opinion, et que leur doctrine est la plus conforme à la bonté de Dieu et à l'équité de la raison naturelle.

» D'autre part, ceux qui s'attachent entièrement à saint Augustin déclarent, non en secret mais en public, que les questions dont il s'agit ne sont plus douteuses et problématiques, mais que c'est une affaire finie et terminée il y a longtemps ; que ce sont les décisions constantes des anciens conciles et des papes ; que leurs décrets sur cette matière sont très évidents, et principalement ceux du concile de Trente, qu'ils soutiennent être presque entièrement composés des paroles et des maximes de saint Augustin, comme le sont ceux du concile d'Orange. Ainsi ils témoignent qu'au lieu d'appréhender notre jugement et le vôtre, ils ont plutôt raison de le désirer ; ayant tout sujet de se promettre de Votre Sainteté, qu'étant assistée de l'inspiration du Saint-Esprit, qui daigne la conduire lorsqu'elle le prie, elle ne se départira point, en la moindre chose, de ce qui a été ordonné par les saints Pères ; afin qu'il n'arrive pas, ce que Dieu ne veuille pas permettre, que la réputation du Saint-Siège apostolique et de l'Église romaine tombent dans le mépris des hérétiques, qui observent de près jusqu'aux moindres de ses actions et de ses paroles. Mais nous avons sujet d'espérer que cela n'arrivera jamais, principalement si, pour retrancher à l'avenir toute contestation, il plaît à Votre Sainteté, en marchant par les mêmes traces de vos prédécesseurs, d'examiner à fond cette affaire, et d'entendre, selon la coutume, les défenses et les raisons des parties. Ayez donc agréable, très Saint Père, ou de permettre que cette dispute si importante, qui dure depuis plusieurs siècles sans que l'unité catholique en ait été altérée, continue encore un peu de temps, ou de décider toutes ces questions en y observant les formes légitimes des jugements ecclésiastiques ; et que Votre Sainteté emploie, s'il lui plaît, tous ses soins et tout son zèle pour faire que les intérêts de l'Église qui a été confiée à sa conduite ne soient blessés en aucune sorte dans cette rencontre. Dieu

veuille, durant plusieurs années, combler Votre Sainteté de toute prospérité et de tout bonheur.

» Nous sommes, etc., etc. »

Cette lettre était signée de Louis de Gondrin, archevêque de Sens, et des évêques d'Agen, de Comminges, de Valence, d'Orléans, de Saint-Papoul, de Lescar, de Châlons.

Godeau, évêque de Vence, et de Montchal, archevêque de Toulouse, les évêques d'Amiens, d'Angers et de Beauvais, écrivirent au pape chacun une lettre particulière dans le même sens.

Saint-Amour était parti de Rome lorsque cette lettre y arriva. On lui avait donné l'avis officieux que l'on songeait à l'enfermer dans les prisons de l'Inquisition, pour avoir pris trop ouvertement la défense de Jansenius. Il se hâta donc de partir, et il était à Gênes, lorsqu'il reçut des onze évêques l'ordre formel de retourner à Rome en qualité de leur mandataire. Saint-Amour ne crut pas devoir leur désobéir, malgré la résolution qu'il avait prise de ne plus retourner à Rome, et il y arriva le 15 juin (1651). On chercha de nouveau à l'effrayer en lui parlant des prisons de l'Inquisition¹. Mais son titre d'envoyé des évêques le rassura, et, le 11 juillet, il obtint du pape une audience dans laquelle il lui remit la lettre des onze évêques. Innocent X reçut le docteur avec bonté et lui promit d'être en garde contre toutes les calomnies que ses adversaires pourraient faire parvenir jusqu'à lui.

Avant de continuer le récit de ce qui se passa à Rome, touchant les cinq propositions, nous devons faire connaître plusieurs affaires importantes qui furent traitées dans l'assemblée générale tenue par le clergé, en 1650.

Nous avons dit que le P. Dinet et ses amis n'avaient pas osé soumettre aux délibérations de cette assemblée la lettre de l'évêque de Vabres. C'était cependant le moyen le plus facile de connaître les véritables sentiments du clergé ; mais les Jésuites n'osèrent pas s'adresser à une assemblée qui prit contre eux, d'une manière fort énergique, le parti de l'archevêque de Sens, avec lequel ils avaient de graves discussions, touchant le pouvoir d'exercer le saint ministère.

Nous ne pouvons mieux les faire connaître, ainsi que les sentiments de l'assemblée, qu'en donnant quelques extraits de la circulaire

¹ Journal de Saint-Amour, 2.^e partie.

Ibid., 3.^e part., ch. 2 et suiv.

qu'adressa l'assemblée à tous les évêques, en leur envoyant un formulaire qu'elle avait adopté pour l'approbation des religieux ¹.

« Les assemblées du clergé qui ont précédé la nôtre, dit-elle, ayant employé tous leurs soins principaux à chercher les moyens de redonner à la discipline de l'Église cette ancienne pureté et cette ancienne vigueur qui rendoient ses ministres si redoutables aux puissances qui la vouloient attaquer, et si vénérables aux gens de bien, nous avons cru ne pouvoir rien faire de plus utile à la religion, ni de plus digne de notre ministère, que de maintenir ces excellents réglemens qu'elles ont si saintement et si judicieusement établis, et nous opposer fortement aux entreprises qu'on pourroit faire pour les affaiblir ou les détruire.

» Et, comme nous étions sérieusement appliqués à ces pensées, Monseigneur l'archevêque de Sens nous a fait connoître une contravention des Jésuites sur un des principaux points desdits réglemens, de laquelle, certes, nous n'avons pu ouïr parler sans une très grande amertume de cœur, et que vous n'apprendrez pas, sans doute, sans entrer dans une sainte indignation. L'Église, la mère commune de tous les fidèles, ne les peut voir dans la division sans verser des larmes, d'autant que, portant toujours les chrétiens dans ses entrailles, et par quelque rapport à Dieu, dont elle est l'épouse sacrée, les engendrant continuellement, en formant en eux Jésus-Christ, aux termes de l'Apôtre, par la distribution de ses sacrements et de ses instructions, comme le Père Éternel, son Fils par sa parole, elle ne peut qu'elle ne souffre beaucoup quand ils sont émus les uns contre les autres... mais quand ils se révoltent contre elle-même et qu'elle leur peut faire ce reproche : *Filios enutrivì, ipsi autem spreverunt me*, c'est alors qu'il n'y a plus de bornes à sa douleur et que son affliction est sans mesure ; et c'est, Monsieur, ce que nous avons trouvé dans le procédé des Jésuites, duquel nous avons cru vous devoir faire part, afin que, comme il blesse l'autorité de l'Église, vous vous armiez de votre zèle pour arrêter le cours de leurs injustes prétentions.

» Il est certain que l'Église n'est mère que parce qu'elle engendre les fidèles par notre ministère, et que sa fécondité consiste dans la puissance que nous avons reçue de Jésus-Christ, de sorte que ceux qui s'élèvent contre nous lui font immédiatement la guerre, et doi-

¹ V. Procès-Verbal de l'Assemblée de 1650, et les *Pièces Justificatives*, (n° 14) de ce procès-verbal, au tome III de la Collection générale.

vent être considérés comme des enfants rebelles, qui méritent l'exhérédation et la privation du partage promis aux véritables enfants de Dieu, qui ne peuvent être autres que ceux-mêmes de l'Eglise.

« Les Jésuites, Monsieur, n'entrant point dans cette maxime, et se persuadant faussement pouvoir être dans l'Eglise sans se soumettre à l'autorité de ceux qui en sont les Pères, et qui sont constitués de droit divin pour la régir, depuis cinq mois sont sous la désobéissance formelle aux ordres de mondit sieur l'archevêque de Sens, sur le sujet de l'administration du sacrement de Pénitence. »

Après avoir rapporté le sixième article du règlement pour les réguliers, l'assemblée continue ainsi :

« Monseigneur l'archevêque de Sens, voulant observer religieusement ce règlement, comme il n'avoit ni examiné ni approuvé les Jésuites du collège de Sens, et voyant que la fête de Pâques approchoit, auquel temps tous les fidèles sont obligés de se rendre à leurs paroisses pour y recevoir les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, ordonna à un de ses vicaires généraux de faire savoir à tous les réguliers qu'ils s'abstinssent de l'administration desdits sacrements pendant la quinzaine..... et de faire connoître nommément aux Jésuites sa volonté sur ce sujet, non seulement par la raison générale, mais particulièrement à cause qu'ils n'avoient reçu de lui aucune approbation, ni juridiction : de quoi ne se mettant pas fort en peine, ils ne laissèrent pas de continuer ; et afin de donner devant le peuple quelque couleur à leur désobéissance, et faire croire qu'ils étoient bien fondés à s'ingérer en l'administration des sacrements, nonobstant les défenses de leur prélat, et la sentence ensuite juridiquement rendue contre eux par son official, allèrent faire serment *devant le juge séculier* qu'ils avoient été approuvés verbalement par mondit sieur l'archevêque, et après publièrent un libelle sous le titre de *Théotime*, par lequel ils prétendoient prouver qu'il étoit inutile d'avoir approbation par écrit, et que, l'ayant une fois reçue de parole ou autrement, elle ne peut être révoquée, sinon pour crime public et scandaleux : « L'approbation, disent-ils, n'étant qu'un *simple témoignage de la capacité de celui lequel est approuvé.* »

L'assemblée rapporte ensuite ce fait :

« Les Jésuites envoyèrent un des leurs avec deux notaires à l'archevêque de Sens pour lui demander l'approbation ; ce prélat indiqua, pour toute réponse à cette singulière démarche, des prières publiques, afin que Dieu éclairât ceux qui s'en étoient rendus

coupables. » Après des considérations fort justes sur l'état religieux en général et la nature des rapports des réguliers avec les évêques, l'assemblée rappelle aux Jésuites qu'ils n'ont été admis en France qu'à la condition de se soumettre aux Ordinaires et au droit commun. La circulaire se termine ainsi :

« Nous avons estimé que nous devons vous conjurer de ne pas permettre aux réguliers, particulièrement aux Jésuites, l'administration des sacrements ni de la parole de Dieu, sans avoir été examinés, et reçu une approbation par écrit, signée de vous ou de votre vicaire-général, que vous limiterez, s'il vous plaît, à un temps certain, après lequel ils soient obligés d'en prendre une nouvelle conforme à celle que nous vous envoyons, laquelle nous vous conjurons d'agréer... S'ils n'obéissent à cette loi, nous sommes résolus de leur retrancher, dans l'étendue de notre juridiction, le pouvoir de faire aucune fonction ecclésiastique, étant indignes d'entrer en part de la puissance de laquelle le Fils de Dieu nous a fait dépositaires; s'ils ne veulent suivre l'ordre qu'il a établi dans son Eglise. »

Cette lettre était signée de Léonor d'Etampes, archevêque de Reims, en qualité de président, et contresignée par Tubeuf, secrétaire de l'assemblée.

Dans la formule d'approbation proposée, on avait principalement eu soin de spécifier clairement que la juridiction et le pouvoir d'exercer les fonctions ecclésiastiques émanaient de l'évêque approbateur.

Les évêques de Castres, de Grasse, d'Oléron et de Châlons envoyèrent des réponses fort explicites à l'assemblée, contre les entreprises injustes des Jésuites ¹. L'évêque de Châlons, Félix Viarlard, renommé par ses vertus et sa capacité, s'exprime ainsi dans sa lettre :

« Je crois, Messieurs, qu'il y a grand sujet de douter que leur soumission (des réguliers) soit véritable et de durée, particulièrement celle des Jésuites, et il est aisé de juger, par leurs discours et leur procédé, qu'ils n'ont pas voulu s'attirer le mécontentement général de tous les évêques de France, et qu'ils ont dessein de s'attacher à l'affaire qu'ils ont entreprise contre Monseigneur l'archevêque de Sens, pour s'en prévaloir ensuite dans les autres diocèses. »

¹ V. ces Lettres au tome III de la Collect. des Procès-Verbaux, *Pièces Justificatives*.

Les Jésuites, en effet, eurent recours à leur grand moyen ; ils en appelèrent au pape de la sentence de l'official de Sens. Le pape nomma des commissaires pour juger leur différend. Parmi eux était l'évêque de Senlis, qui avait reçu, cinq ans auparavant, une semblable mission, lors de l'opposition faite à l'évêque d'Amiens par les Jésuites. La commission, instituée par le pape, était contraire au droit civil ecclésiastique de France, aussi l'official de Sens en appela-t-il au Parlement. Les Jésuites, qui étaient puissants à la Cour, obtinrent l'évocation de leur cause au Conseil. L'assemblée se sépara sur ces entrefaites, mais laissa l'ordre, aux agents du clergé, de soutenir l'archevêque de Sens.

Les Jésuites furent obligés de céder devant l'énergie de l'épiscopat.

Il est certain que les réguliers, et surtout les Jésuites, avaient formé le dessein de se soustraire entièrement à l'autorité épiscopale. Sous le pontificat d'Urbain VIII, ils avaient eu l'adresse d'obtenir, des officiers de la cour romaine, une bulle, sous l'autorité de laquelle ils firent imprimer le Pontifical romain, en retrauchant tout ce qui avait rapport à la soumission qu'ils devaient aux évêques. Ils voulaient, en outre, avoir les communautés de femmes à leur disposition ; c'est pourquoi, dans le même Pontifical, ils avaient remplacé la formule de serment prêté par les abbesses à l'évêque, par une formule de soumission aux supérieurs de leur Ordre, sans faire aucune mention de l'évêque. L'archevêque de Reims en écrivit des lettres fort énergiques au pape Innocent X et aux évêques de France, au nom de l'assemblée de 1650 ¹.

L'assemblée de 1650 approuva la conduite des agents du clergé qui avaient fait condamner à être lacérés par la main du bourreau deux libelles publiés contre la doctrine de l'abbé de Saint-Cyran. L'un était intitulé *Paulus Romanus*, et l'autre *Theologia Petri Aurelii*. Elle donna en outre des encouragements au *Gallia christiana* des Frères de Sainte-Marthe, qui avaient inséré dans leur ouvrage un pompeux éloge de l'abbé de Saint-Cyran ².

¹ On peut voir ces Lettres dans les *Pièces Justificatives* de cette assemblée, tome III de la Collection générale.

² L'Assemblée de 1650 prit le parti de Godeau, évêque de Grasse, et de Vence contre le nonce de Turin, qui voulait exercer contre lui des droits non reconnus dans le droit civil-ecclésiastique de France ; elle en écrivit au pape avec autant de fermeté que de respect. Elle lui écrivit aussi une lettre très forte contre le bref de 1632, qui instituait une commission de quatre évêques pour

On conçoit, d'après de tels faits, que le P. Dinet et ses amis n'aient pas voulu s'adresser à cette assemblée générale, et qu'ils aient préféré demander secrètement les adhésions des évêques pour leur lettre au pape.

L'assemblée de 1650 infligea un blâme public au duc d'Épernon qui, non content de ses violences contre l'archevêque de Bordeaux, persécutait encore les autres évêques de Guyenne. Comme d'Épernon était le protecteur avoué des Jésuites, on trouvait une coïncidence singulière entre sa manière d'agir à l'égard de l'épiscopat et celle de ces religieux.

La même assemblée sollicita la canonisation de saint François de Sales et celle de madame Acarie, connue en religion sous le nom de Marie de l'Incarnation.

Elle écrivit aussi au pape en faveur de l'Église de Portugal, qui n'avait plus qu'un seul évêque légitimement institué. Urbain VIII et Innocent X, n'ayant pas voulu reconnaître les droits du duc de Bragance au trône de ce pays, avaient refusé l'institution canonique aux évêques qui lui étaient présentés par lui. Le clergé de France avertit le pape des dangers que cette conduite faisait courir à l'Église de Portugal.

Enfin l'assemblée s'occupa, comme plusieurs de celles qui l'avaient précédée, de l'affaire de la Régale, dont nous aurons occasion plus tard de parler avec quelque étendue.

Reprenons l'histoire des cinq propositions. Le docteur de Saint-Amour¹, étant de retour à Rome, vit plusieurs fois le pape et visita quelques cardinaux et personnages influents, afin de plaider la cause dont il était chargé. Les évêques opposés à la lettre de l'évêque de Vabres lui avaient ordonné de solliciter des conférences où les théologiens des deux partis seraient entendus, et où l'on fixerait avec précision le sens dans lequel les cinq propositions dénoncées étaient condamnables. Mais les Jésuites qui se souvenaient de l'échec qu'ils avaient éprouvé autrefois dans les congrégations *de Auxiliis*, ne voulaient pas de ces conférences et mettaient tout en œuvre pour faire condamner les cinq propositions d'une manière générale. Il semblait,

juger ceux du Languedoc qui avaient pris le parti de Gaston. Elle démontre que cette commission, instituée à la demande de Richelieu, l'avait été contre tout droit. La cause de ces évêques n'était pas encore alors terminée, comme nous l'avons dit ailleurs. V. page 162 du présent volume.

¹ Journal de Saint-Amour, 3.^e part., etc ; Ext. m.ss de Rapin, p. 248 et suiv.

cependant, que, si l'on avait été guidé par le simple amour de la vérité, on n'aurait pas hésité un seul instant à distinguer dans les propositions les divers sens que présentaient les mots équivoques dont elles étaient composées. On eût ainsi précisé la portée de la censure. Mais les Jésuites comprenaient que Rome, disposée à condamner le Prédestinarianisme, qu'ils attribuaient à Jansenius, n'aurait voulu ni censurer la doctrine de la Grâce efficace qui avait toujours été la sienne, ni consacrer le Molinisme. La condamnation des cinq propositions restreinte officiellement et clairement au sens prédestinationnisme n'eût pas été une victoire pour eux, et ils savaient bien que ceux qu'ils appelaient Jansénistes auraient plutôt abandonné Jansenius que de professer la doctrine absurde du Prédestinarianisme, condamnée par le bon sens aussi bien que par l'Église. Afin de pouvoir se vanter d'avoir vaincu leurs adversaires, donner à la censure la portée qu'ils voudraient, et dire bien haut que le système de Molina avait l'assentiment du Saint-Siège, il leur fallait une censure générale. Cette explication était nécessaire pour faire comprendre l'intérêt qu'avait le docteur de Saint-Amour à demander des conférences pour fixer le sens condamnable des propositions, et celui qu'avaient les Jésuites de s'opposer à la tenue de ces conférences.

Le 5 décembre 1651, arrivèrent à Rome trois nouveaux députés des évêques opposés à la lettre de l'évêque de Vabres ; ils venaient s'adjoindre au docteur de Saint-Amour afin de résister aux intrigues de leurs adversaires. Ces trois nouveaux députés étaient : Brousse, chanoine de Saint-Honoré et docteur de Paris ; de La Lanne, abbé de Valcroissant et docteur de Paris ; Angran, licencié en théologie.

Depuis que la fausse censure de la Faculté avait été envoyée à Rome, il y avait dans cette ville un ex-capucin nommé Mulard, qui avait apostasié et s'était marié à Montpellier avec une protestante, lequel se donnait comme député de la Faculté de Paris, envoyé par Hallier, syndic de cette Faculté, et chargé de poursuivre à Rome l'approbation de cette censure irrégulière envoyée au pape comme l'œuvre de la Faculté de théologie de Paris. Mulard portait l'habit de Cordelier et était en correspondance avec Hallier. Le docteur de Saint-Amour ayant découvert la supercherie et prouvé que la Faculté n'avait envoyé à Rome aucun député pour soutenir une censure qui n'était pas son œuvre, Mulard fut obligé de quitter Rome. Mais, par une fourberie insigne, on essaya, à Paris,

de faire croire que le docteur de Saint-Amour s'était donné lui-même à Rome comme député de la Faculté.

Le nonce, en conséquence, avait mandé, le 4 novembre, le docteur Messier, sous-doyen, et le docteur Grandin, qui venait de remplacer Hallier en qualité de syndic. Il leur dit qu'il était chargé de les avertir que M. de Saint-Amand (il voulait dire de Saint-Amour, et le dit en effet, sur l'observation que lui en fit Grandin) s'était donné à Rome comme député de la Faculté, et de les prier d'obtenir de la Faculté qu'elle déclarât si elle avait donné cette qualité au docteur de Saint-Amour.

Grandin n'aimait pas ce docteur ; il fit à la Faculté la motion dont le nonce l'avait chargé, et sollicita une réponse précise. Mais l'histoire de Mulard était connue de la plupart des docteurs. Son nom fut prononcé. Ceux qui l'avaient mis en œuvre s'efforçaient de retenir la question dans les termes généraux proposés par Grandin, afin d'infliger à Saint-Amour une note défavorable, et de lui faire porter la honte de la supercherie qu'il avait découverte ; mais ce fut en vain. La Faculté ne voulut point flétrir un innocent. Elle fit répondre au nonce que la Faculté *n'avait député personne à Rome*, et qu'il était constant que Saint-Amour n'avait point pris à Rome la qualité de député de la Faculté. La première partie de la réponse était un désaveu clair et mérité du P. Mulard ; ainsi l'iniquité se mentit à elle-même, et s'attira une flétrissure qu'elle voulait infliger à un innocent.

Tandis que Saint-Amour et ses collègues sollicitaient à Rome des conférences pour éclaircir les difficultés, le P. Annat, qui était assistant du général, cherchait à envenimer la question par un livre contre les cinq propositions dont le jugement était déféré au pape ¹. Le P. Brisacier publiait en même temps à Paris, sous ce titre : *Le Jansénisme confondu*, un des plus dégoûtants pamphlets qui aient vu le jour dans ces circonstances déplorables ². Cet homme s'abaissa jusqu'aux plus honteuses calomnies contre les religieuses de Port-Royal.

Ces pieuses filles jouissaient à juste titre d'une grande réputation

¹ Journal de Saint-Amour, 3.^e partie, ch. 14.

² Le P. Brisacier était régent du collège de Blois. Il avait attaqué, en chaire, le docteur Callaghan, curé de Cour-Cheverny, près Blois, qu'il voulait faire passer pour hérétique, parce qu'il n'aimait ni les Jésuites ni leur doctrine. Un ami de Port-Royal défendit le curé contre le sermon du P. Brisacier, lequel lui opposa son *Jansénisme confondu*.

pour leurs vertus et leur régularité. Leur communauté étant devenue fort nombreuse, une partie des religieuses étaient retournées, en 1648, à Port-Royal-des-Champs, sous la conduite de la mère Angélique. Les solitaires, qui habitaient cette abbaye depuis 1637, s'étaient alors retirés dans une maison des environs appelée *les Granges*, où ils continuèrent leur vie édifiante et studieuse ¹.

Comme les solitaires de Port-Royal étaient détestés des Jésuites, ces Pères firent retomber sur les religieuses elles-mêmes la haine dont ils poursuivaient leurs directeurs. On connaissait leurs sentiments, aussi ne fut-on pas étonné des calomnies honteuses du P. Brisacier. Ce Jésuite les appela non-seulement *filles impénitentes, désespérées, asacramentaires, incommuniantes, phantastiques, vierges-folles*, etc., mais il ne craignit pas de s'attaquer à leurs mœurs, dont tout le monde connaissait la pureté.

L'archevêque de Paris condamna, le 29 décembre 1651, le libelle de Brisacier comme calomnieux, rempli de mensonges et d'impostures, et rendit hautement témoignage à l'intégrité de la foi et des mœurs des religieuses de Port-Royal.

Le P. Brisacier, ainsi flétri par un jugement solennel, fut nommé recteur du collège de Rouen, et peu après supérieur de la maison-professe de Paris. Dans le catalogue que les Jésuites ont publié des ouvrages de leurs écrivains, ils citent avec éloge le libelle de Brisacier; un autre de leurs Pères, nommé Meynier, publia dans le même temps, un pamphlet rempli des plus indignes mensonges, sur *l'Intelligence de Port-Royal avec Genève contre le Saint-Sacrement de l'autel*. Les Jésuites allaient jusqu'à attaquer leurs adversaires du haut de la chaire elle-même, et essayaient de donner de leurs meilleures actions l'idée la plus désavantageuse.

¹ Pendant les guerres de la Fronde, en 1652, les religieuses de Port-Royal-des-Champs retournèrent à Paris pour se soustraire aux insultes des soldats qui parcouraient les campagnes. La guerre finie (1653), elles retournèrent à l'abbaye des Champs. Plusieurs personnes distinguées par leur noblesse vinrent alors se fixer sur les terres de l'abbaye ou dans les environs; nous nommerons seulement parmi elles le duc et la duchesse de Liancourt, la princesse de Rohan-Guemené, la marquise de Sablé, la duchesse de Longueville. Plusieurs de ceux qui aimaient Port-Royal ne persévérèrent pas toujours dans la pratique de la vertu, ou se trouvèrent mêlés aux troubles de la Fronde. De là, les Jésuites ont conclu que Port-Royal fut partisan des Frondeurs, et encensa le vice dans ses amis. Cette conséquence est absurde; mais elle n'en a pas moins été copiée par tous ceux qui ont écrit sous l'influence des Jésuites.

Quelques amis de Port-Royal¹, ayant fait une collecte entre eux pour secourir les pauvres de la Champagne et de la Picardie pendant la famine de 1652, le P. d'Anjou osa dire en pleine chaire, dans la paroisse Saint-Benoît, que les Jansénistes, sous prétexte d'assister les pauvres, amassaient de l'argent pour soutenir la guerre civile ; et il assura le savoir de source certaine. Le curé de Saint-Benoît se crut obligé, le lendemain, de démentir cette assertion, et Mademoiselle Viole, entre les mains de laquelle on avait mis les aumônes, alla trouver saint Vincent de Paul à qui elle les avait remises, et qui attesta les avoir reçues.

Mais Dieu sembla prendre la défense de Port-Royal contre ses ennemis. Dans une pieuse cérémonie où les religieuses de Port-Royal et leurs pensionnaires vénéraient une des épines de la couronne de Jésus-Christ, la nièce de Pascal, Mademoiselle Périer, fut subitement guérie d'une fistule lacrymale dont elle était tourmentée depuis plus de trois ans ; les os du nez et du palais s'étaient cariés par suite de cette maladie, et elle était tellement défigurée qu'on ne pouvait la regarder sans horreur. La maîtresse des pensionnaires la voyant aller vénérer la relique, lui dit : « Recommandez-vous à Dieu, ma fille, et faites toucher votre œil malade à la sainte épine. » La pieuse enfant obéit avec foi, et fut guérie sur-le-champ d'une manière si parfaite, qu'on n'apercevait pas sur son visage la plus légère cicatrice.

Ce miracle fit grand bruit, tous ceux qui connaissaient la malade voulurent s'assurer par eux-mêmes de la guérison ; la reine-mère elle-même fit vérifier le fait par Félix, premier chirurgien du roi, qui déclara qu'une telle guérison ne pouvait être que l'œuvre de Dieu. Les vicaires-généraux de Paris², en l'absence de l'arche-

¹ Hist. de Port-Royal ; Racine, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, art. VIII.

² L'archevêque de Paris était Jean-François de Gondi, qui avait pour coadjuteur le fameux Paul de Gondi, connu sous le nom de cardinal de Retz. Ce prélat prit une part très active aux troubles de la Fronde. Après ces troubles, il se réconcilia en apparence avec la Cour, et obtint le cardinalat en 1652. Le nouveau cardinal de Retz ayant continué à cabaler contre Mazarin, qu'il détestait, fut enlevé et conduit à Vincennes. Son oncle étant mort sur ces entre-faites, il lui succéda de plein droit dans l'archevêché de Paris. On négocia avec lui pour lui faire renoncer à son archevêché, moyennant douze belles abbayes et avec la permission de se retirer à Rome. Retz signa, et fut transféré au château de Nantes, en attendant le consentement du pape pour la transaction qui avait eu lieu. Mais Retz s'échappa de Nantes et révoqua la cession qu'on l'avait forcé de signer à Vincennes. Il erra dans plusieurs contrées de

vêque, après les plus minutieuses informations, déclarèrent le miracle authentique, et le pape Benoît XIII l'a cité dans ses homélies¹ comme une preuve que les miracles n'ont point cessé dans l'Église. On peut donc dire que Dieu lui-même prenait soin de venger les religieuses de Port-Royal des calomnies des Jésuites².

Ces calomnies, ils les répandaient surtout à Rome, où ils étaient tout puissants. Le docteur de Saint-Amour et les autres députés qui lui avaient été adjoints, faisaient tous leurs efforts pour déjouer leurs intrigues³. Ils composèrent contre le livre que publiait le P. Annat un mémoire si solide, que Albizzi, assesseur du Saint-Office, fut obligé d'en arrêter l'impression, malgré son dévouement pour la Compagnie de Jésus. Le 24 mai (1652), Hallier arriva à Rome pour contrebalancer l'influence de Saint-Amour et de ses co-députés, il était accompagné des docteurs Lagault et Joysel. Dès que Saint-Amour eut appris leur arrivée, il se hâta d'aller leur faire visite ; mais ses avances fort polies furent mal accueillies des autres docteurs, qui arrivaient à Rome avec des projets belliqueux et une foule de libelles contre leurs adversaires. Le 30 mai, ils dînèrent ensemble chez l'ambassadeur de France, qui était alors le bailli de Valençay. Hallier, poussé par les questions de Saint-Amour et de La Lanne, avoua qu'il ne venait à Rome que pour solliciter une décision, et qu'il s'opposerait à l'établissement de la congrégation que ses adversaires étaient chargés de solliciter, pour déterminer les divers sens des propositions.

Pendant ce même dîner, l'ambassadeur fit un aveu très-important. « Il faut, dit-il, abréger la matière le plus qu'on pourra ; le

l'Europe jusqu'en 1661 qu'il se réconcilia avec la Cour, en cédant son archevêché, qui fut donné à de Marca, qui était auparavant archevêque de Toulouse. Pendant la longue absence de Retz, ses grands-vicaires gouvernèrent le diocèse.

¹ V. le tome III des Homélies du pape Benoît XIII sur l'Exode.

² Un Jésuite publia un livre intitulé : *Rabat-Jote des Jansénistes, etc.*, contre le miracle que nous avons rapporté. Il essaye d'en contester l'authenticité ; mais, comprenant la faiblesse de ses preuves, il s'applique surtout à dire que Dieu a fait ce miracle dans une maison d'hérétiques pour prouver que J.-C. est mort pour tous les hommes. Il est difficile de pousser plus loin l'absurdité. On attribua ce livre au P. Annat, qui revint de Rome en France à la fin de l'année 1652, en qualité de Provincial. En 1653, le P. Annat fut nommé confesseur du roi.

³ Journal de Saint-Amour, 4.^e partie.

roi, qui jusqu'ici a été petit, commence à croître; il veut finir ces disputes et y remédier tout à fait. » La Cour avait en effet donné des ordres en ce sens à son ambassadeur, et avait envoyé au pape des lettres pour hâter sa décision. En présence d'un pareil adversaire, les demandes les plus légitimes des députés des onze évêques devaient être d'autant moins écoutées que le pape était flatté de voir une grande partie des évêques de France, et la Cour, lui demander humblement une définition dogmatique, et reconnaître ainsi implicitement son infailibilité.

Cependant la demande des députés des onze évêques était si raisonnable, qu'on n'osa pas la refuser ouvertement. Le 11 juillet ¹, le cardinal Roma les avertit que le pape avait établi la congrégation qu'ils avaient sollicitée. Les députés, fort joyeux de ce premier succès, en écrivirent aussitôt aux évêques qui les avaient envoyés, et firent des visites aux membres de cette congrégation. Elle était composée des cardinaux Roma, Spada, Ginetti, Cechini et Ghiggi, mais ils eurent bientôt occasion de s'apercevoir que leurs adversaires mettaient tout en œuvre pour rendre inutile cette congrégation et empêcher qu'on écoutât les deux parties en présence l'une de l'autre. Le prétexte que Hallier et ses amis mettaient en avant, était qu'il ne fallait pas renouveler des contestations qui ne pouvaient que retarder la conclusion de la paix, au lieu de l'accélérer. Saint-Amour prétendait que le vrai moyen d'obtenir la paix était de solliciter une décision qui, par sa clarté, mit fin à toute dispute, ce qui ne serait pas, si l'on ne distinguait pas les sens divers qu'offraient les termes ambigus des propositions. La congrégation des cardinaux était formée depuis un mois, et n'avait encore rien fait; les consultants, qui devaient y assister, n'étaient même pas encore désignés officiellement, lorsque le cardinal Roma avertit Saint-Amour, le 15 août, que, dans le délai de quinze jours, il devait présenter tous les écrits qu'il jugerait utiles à sa cause. Il se mit aussitôt à l'œuvre avec l'abbé de Valcroissant, et, le 28 du même mois, ils portèrent deux premiers écrits chez le cardinal Roma. Le premier contenait l'historique de ce qui s'était passé dans l'affaire des cinq propositions, et le second traitait de l'autorité de saint Augustin. Le cardinal Roma mourut dans le courant du mois de septembre. Spada lui succéda comme président de la congrégation, qui commença à tenir des séances

¹ Journal de Saint-Amour, 5.^e partie.

secrètes. Saint-Amour et de La Lanne demandèrent inutilement que leurs écrits et ceux de leurs adversaires fussent communiqués mutuellement, afin que la congrégation fût véritablement éclairée en confrontant les raisons des deux partis. Pendant les mois de novembre et de décembre, ils firent tous leurs efforts pour obtenir du pape une audience, afin de lui demander la communication mutuelle qu'ils sollicitaient et lui présenter des mémoires sur les intrigues que faisaient les Jésuites pour entraver le légitime examen de la question. N'ayant pu obtenir d'audience, ils furent obligés de profiter d'une promenade que fit le pape, pour lui présenter leurs écrits et leurs mémoires. Dans le but d'éclaircir leur doctrine, Saint-Amour et de La Lanne demandèrent la permission de faire imprimer plusieurs opuscules de saint Augustin sur la Grâce. On le leur permit, mais, comme ils y avaient ajouté plusieurs *Apostilles* de l'édition faite à Louvain et qui renversaient de fond en comble la doctrine de Molina, Albizzi arrêta l'impression. On entra en longs pourparlers; Albizzi voulait ou que les ouvrages de saint Augustin fussent imprimés sans commentaires ou avec certaines *Apostilles*, qui lui étaient communiquées par les Jésuites. Saint-Amour et La Lanne préférèrent donner le texte seul de saint Augustin que de se soumettre à cette condition; c'est ce qui eut lieu. Ils distribuèrent ces traités aux personnes les plus distinguées de Rome ¹.

Au commencement de 1653 ², Saint-Amour et de La Lanne renouvelèrent leur demande de la communication mutuelle des écrits; et ils s'adressèrent pour cela à l'ambassadeur de France et au cardinal Spada. Ce prélat leur offrit, vers la fin de janvier, de les entendre dans la congrégation. Ils répondirent qu'ils étaient tout disposés à y comparaître, pourvu qu'on leur fit justice sur les conditions qu'ils avaient demandées. Saint-Amour en écrivit aux évêques dont il était le mandataire. On voit par cette lettre qu'il demandait que leurs adversaires et les Jésuites comparussent en même temps qu'eux devant la congrégation, afin d'élucider par une discussion sérieuse certains points en litige. Ils récusaient, en outre, le P. Palavicini, Jésuite, et le P. Modeste, procureur des Cordeliers conventuels, qui faisaient partie des consultants de la congrégation, et qui, s'étant déclarés ouvertement leurs ennemis, ne pouvaient être leurs

¹ Journal de Saint-Amour, 4.^e partie, ch. 7, et, 5.^e partie, ch. 3.

² *Ibid*, 6.^e partie.

juges ; ils demandaient en outre qu'Albizzi, dont le dévouement aux Jésuites était connu de tout le monde, ne fût pas secrétaire de la congrégation. On ne jugea pas à propos d'accéder à ces demandes ; de leur côté, Saint-Amour et ses collègues ne crurent pas devoir se présenter devant la congrégation.

Les séances de cette congrégation s'étaient tenues, jusqu'au 10 mars (1653), chez le cardinal Spada. Ce jour-là, on en tint une en présence du pape, qui l'ouvrit par un petit discours dans lequel il déclara que tout ce qu'on pourrait décider par la suite sur les questions controversées ne porterait aucun préjudice à la doctrine de saint Augustin et de saint Thomas. On tint devant le pape plusieurs congrégations et l'on semblait vouloir terminer l'affaire sans entendre Saint-Amour et ses collègues ; ceux-ci désiraient vivement plaider leur cause devant le pape ; ils allèrent trouver l'ambassadeur, qui leur assura qu'ils seraient entendus, et qu'il connaissait, sur ce point, les intentions du pape. Sur ces entrefaites, arrivèrent à Rome le P. Des Mares et le docteur Manessier, que les onze évêques envoyaient pour seconder Saint-Amour et ses collègues. Ils furent reçus en audience par le pape, le 4 mai et lui demandèrent de nouveau d'être entendus contradictoirement avec leurs adversaires ; le pape n'accéda point à cette demande, et leur offrit seulement de les entendre séparément, autant qu'ils le voudraient, dans la congrégation. Les députés, ne pouvant obtenir davantage, consentirent enfin à se présenter sans leurs adversaires. Cette séance solennelle fut fixée au 19 mai. De La Lanne adressa d'abord au pape une harangue grave, savante et pleine de modestie. Après cette harangue préparée, il discuta les opinions des Jésuites touchant la Grâce, et fit voir, par des propositions fidèlement extraites de leurs livres, qu'ils attaquaient ouvertement et de la manière la plus inconvenante la doctrine et la personne de saint Augustin. Enfin il s'étendit sur la nécessité de distinguer les divers sens des propositions, pour ne pas s'exposer, par une condamnation générale, à donner aux adversaires du saint docteur un prétexte pour dire que sa doctrine était condamnée. Il lut un écrit à trois colonnes dans lequel étaient clairement exposés : dans la première colonne, le sens calviniste et condamnable de chaque proposition ; dans la seconde, le sens augustinien et orthodoxe que chacune pouvait avoir ; dans la troisième, les sentiments de l'école de Molina ou des Jésuites touchant les matières traitées dans les cinq propositions.

Lorsque de La Lanne eut fini de parler, le P. Des Mares conti-

nua la discussion. Cet Oratorien était, sans contredit, le premier prédicateur de son temps. Il ne fut jamais plus éloquent que dans cette circonstance; et il plaida la cause de la Grâce efficace avec une vigueur qui impressionna visiblement l'assemblée. Il parla jusqu'à la nuit et fut obligé de s'arrêter avant d'avoir épuisé la matière, parce qu'il ne voyait plus assez clair pour lire les passages de saint Augustin qu'il prenait pour base de tout ce qu'il disait.

Le lendemain, les députés des onze évêques rendirent visite à tous les cardinaux qui avaient assisté à la séance solennelle de la veille et leur remirent à chacun un exemplaire de l'écrit à trois colonnes, sur les cinq propositions. Ils reçurent des prélats un accueil flatteur, et le cardinal Barberini leur dit qu'ils avaient parlé *hardiment, modestement, doctement et pieusement*.

Hallier et ses collègues, qui s'étaient présentés devant la congrégation, chez le cardinal Spada, ne demandèrent pas à comparaître devant le pape.

Saint-Amour et ses collègues, qui considéraient la séance où ils avaient été entendus comme le commencement d'une discussion approfondie, s'attendaient à voir leurs adversaires entrer en lice, et à comparaître de nouveau devant le pape pour répondre à leurs discours; ils demandèrent en conséquence la permission de faire imprimer les harangues qu'ils avaient prononcées et les écrits dont ils avaient donné lecture. On ne répondit point à cette demande, et, le 9 juin, sur les huit heures du soir, on vint les avertir qu'on avait affiché une bulle portant condamnation des cinq propositions; ils sortirent aussitôt avec des flambeaux, pour s'en assurer et en prendre copie; elle était déjà déchirée à la Chancellerie, et ils trouvèrent, à la porte de l'église Saint-Pierre, un sbirre et un notaire du Saint-Office, qui la faisaient disparaître. Les députés rentrèrent chez eux sans avoir pu prendre copie de la bulle, mais convaincus qu'elle avait été réellement affichée. Ils prirent dès lors le parti de quitter Rome. Le pape leur accorda pour le 13 leur audience de congé. Avant de s'y présenter, ils rédigèrent un écrit qu'ils devaient présenter au pape, dans le cas où il les obligerait à souscrire à la condamnation des cinq propositions. Dans cet écrit, ils adhéraient à la condamnation, mais en mettant à couvert la doctrine de saint Augustin. La précaution qu'ils avaient prise fut inutile: le pape ne leur demanda aucune signature; il les reçut avec la plus grande bonté; adressa des paroles flatteuses à de La Lanne et au P. Des Mares sur leur érudition et leur éloquence, et déclara que, par sa

bulle, il n'avait voulu porter aucune atteinte à la doctrine de saint Augustin. Après avoir reçu des indulgences et la bénédiction du pape, les députés se retirèrent ¹.

Ils partirent de Rome le 17 et rentrèrent en France après avoir visité Venise et la Suisse.

La bulle d'Innocent X commence par ces mots : *Cum occasione*. Le pape y condamne les cinq propositions dénoncées dans la lettre de l'évêque de Vabres. Il les attribue indirectement à Jansenius et termine sa constitution par ces paroles : « Nous n'avons pas l'intention, par cette déclaration et définition faite sur les cinq propositions susdites, d'approuver, en aucune manière, les autres opinions qui sont contenues dans le susdit livre de Cornelius Jansenius. »

Hallier et ses co-députés partirent de Rome le 6 septembre, après avoir aussi reçu du pape une audience de congé très flatteuse. Hallier reçut en outre les provisions du prieuré de Rieux, en Bretagne, et sa nomination à l'évêché de Toul. Cette nomination ne fut pas ratifiée en France, et Hallier ne fut nommé évêque de Caen qu'en 1656.

Il n'était pas encore arrivé en France que déjà il y avait fait circuler, par des lettres, des calomnies contre ses adversaires. Joyssel, un de ses co-députés, écrivit ² que Saint-Amour et ceux qui étaient avec lui avaient fraternisé, dans un banquet, avec les Protestants, leurs amis. Tout ce qu'il y avait de vrai, c'est que Saint-Amour, en passant à Bâle, avait rendu visite au célèbre hébraïsant Buxtorf, tandis que ses compagnons visitaient la ville ³. On avait aussi fait courir le bruit qu'en passant à Venise, ils avaient fait imprimer un libelle contre la bulle du pape. Le docteur Saint-Amour repousse avec indignation, dans son Journal, ces imputations aussi fausses que perfides, et toutes les autres calomnies dont Hallier se fit le propagateur à son arrivée à Paris. Ce docteur et ses compa-

¹ Les détails de cette audience, rapportés au chapitre 28 de la 6.^e partie du Journal de Saint-Amour, sont conformes à ceux qui sont contenus dans une lettre écrite, le 16 juin 1653, par le bailli de Valençay, ambassadeur à Rome, au comte de Brienne, secrétaire d'État.

² Extrait mss. du P. Rapin, Jésuite, p. 139.

³ Journal de Saint-Amour, 7.^e partie, ch. 4.

gnons se hâtèrent, en arrivant dans cette ville, d'aller trouver Mazarin, et lui dirent ¹:

« Que les Jansénistes continuaient à répandre leur poison par le royaume. — Il leur répondit : qu'il ne croyait plus qu'il y en eût après la bulle ; et Joyssel lui dit qu'il paraissait le contraire de leurs discours, de leurs sermons et de leurs écrits et des lettres de M. de Comminges, M. d'Angers et M. de Sens. Il avoua qu'ils avaient fait paraître, à la vérité, peu de respect au Saint-Siège ; M. Joyssel ajouta que les assemblées du Port-Royal le faisaient voir dans ce lieu qui était la citadelle du parti ; il ajouta des plaintes contre un livre fait par un nommé Holden, approuvé par les Jansénistes, où l'auteur disait des choses injurieuses à la religion et à l'État, voulant introduire les maximes de Cromwel et les erreurs qui avaient cours en Angleterre, dans le royaume. Lorsqu'il parlait de cela, le chancelier et le procureur-général du Parlement entrèrent chez le cardinal, qui se plaignit au chancelier avec eux du livre d'Holden. Le chancelier avoua qu'il n'avait pas lu de livre plus injurieux à la religion et à l'État que celui-là et parla de l'arrêter, et le cardinal ordonna au procureur-général de faire une visite à Port-Royal et aux autres lieux où il apprendrait que les Jansénistes s'assemblaient pour en informer et faire donner un arrêt au Parlement pour les défendre ; et ces deux docteurs lui donnèrent des mémoires des lieux où se faisaient les conciliabules. »

Les ennemis de Port-Royal firent un grand usage des calomnies de Joyssel. Ils s'appliquèrent à transformer en assemblées inquiétantes pour l'État les réunions de quelques hommes vertueux, préoccupés de la seule pensée de défendre la religion et de faire leur salut. Le procureur-général se transporta à Port-Royal et ne trouva rien de ce qu'avaient inventé de lâches délateurs. Les solitaires et les religieuses de Port-Royal furent donc encore paisibles quelques années.

Le pape ayant publié sa bulle *Cum occasione*, envoya un grand nombre de brefs au roi, à la régente, à Mazarin, aux évêques, aux Ordres religieux pour en prescrire l'observation. « Le nonce ² reçut de Rome l'ordre d'aller rendre compte au roi, à la régente et au

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 141. V. Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1653.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 120. Ce nonce s'appelait Bagny et était archevêque d'Athènes *in partibus*.

cardinal Mazarin de la manière dont Sa Sainteté s'était comportée en l'information des cinq propositions et en leur condamnation. Le roi, la reine et le cardinal louèrent fort la manière dont l'affaire avait été conduite par la prudence et la fermeté de Sa Sainteté dans une affaire si importante à la religion et à la paix de l'Église. Le roi, recevant le bref de Sa Sainteté, dit au nonce de la remercier et d'assurer Sa Sainteté *de toute son autorité pour faire exécuter la bulle*, et de son respect au Saint-Siège et de son zèle pour défendre toujours les intérêts de la religion. La reine dit au nonce qu'elle avait toujours désiré très fort cette décision et qu'elle avait bien eu de la joie de l'apprendre. Le nonce la pria d'employer son autorité auprès du roi, pour que ceux de la cour et du Parlement qui pourraient favoriser cette secte *en fussent empêchés par son autorité, mais surtout de faire empêcher dans la Sorbonne qu'on n'y souffrit plus de sectateurs de cette doctrine, après que Rome avait parlé*, où le nonce avait appris qu'on commençait à y remuer pour mettre opposition à la bulle, aussi bien qu'en quelques autres lieux du pays où se pratiquaient des intrigues par les Jansénistes pour cela, et que quelques curés de cette ville, avec des évêques, étaient de cette intrigue. »

Ces paroles du P. Rapin sont remarquables en ce qu'on y avoue que le nonce se crut obligé d'avoir recours à l'autorité civile pour faire obéir, par force, à une bulle purement dogmatique. Cette manière d'agir était conforme aux lois alors en vigueur, et les Jésuites eux-mêmes avaient recours au conseil d'État et au Parlement lorsqu'ils pensaient en être écoutés ; mais alors, pourquoi s'élèvent-ils avec tant de véhémence contre les gallicans qui en agissaient de même en pareille circonstance ?

Le duc de Ventadour¹, chanoine de Notre-Dame, se trouva chez le roi lorsque le nonce fit appel à son autorité en faveur de la bulle. Il prit la parole et prétendit que le Chapitre de Notre-Dame dépendait immédiatement du Saint-Siège, *à cause que Paris était la capitale du royaume* ; il demandait, en conséquence, que le pape fit un bref pour commander à ce chapitre de chasser ceux qui étaient Jansénistes en leur corps, et il promettait de le faire exécuter. Le zèle du noble chanoine n'était peut-être pas plus pur que sa naissance ; sa science canonique ne semble pas non plus avoir été fort

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 120, 121.

remarquable, et le nonce ne jugea pas à propos d'accepter ses offres.

Le 4 juillet ¹, le roi fit expédier une déclaration, dans laquelle il dit aux évêques que, ayant reçu du pape une bulle, *après avoir été souventes fois requis* par lui de la publier, et que *le sieur Bagny l'ayant requis*, de la part du pape, d'employer son autorité *pour la publication et l'exécution de ladite bulle*, il les *exhorte et admoneste de la faire publier et exécuter en sa forme et teneur*.

Au lieu de *exhorter et admonester*, on avait mis d'abord le mot *enjoignons* dans cette déclaration. Les agents du clergé auxquels elle fut remise en firent des plaintes et le mot fut réformé. Ces agents convoquèrent alors les prélats qui se trouvaient à Paris, afin de recevoir la bulle selon les intentions du roi (1653). L'assemblée se trouva composée de *vingt-huit* évêques, parmi lesquels étaient ceux de Valence, de Châlons et de Grasse qui n'avaient point approuvé la lettre de l'évêque de Vâbres. Lorsqu'ils furent réunis, on leur remit un bref du pape pour l'assemblée du clergé. Le cardinal Mazarin les fit prier de ne pas ouvrir ce bref, sans l'avoir averti ², parce qu'il désirait assister à cette cérémonie. Le 11 juillet, ils s'assemblèrent au Louvre *pour ne pas donner la peine au cardinal d'aller au lieu où l'assemblée se tenait*. Quelques évêques manifestèrent de l'opposition à la bulle, mais *le roi se déclara si hautement, que personne n'osa remuer*. On doit déplorer que des évêques aient poussé jusqu'à ce point la soumission pour un roi de quinze ans, auquel on ne pouvait évidemment accorder l'infailibilité en matière de doctrine.

Le bref du pape ayant été lu dans l'assemblée, le cardinal Mazarin prit la parole et dit ³ : « que dans le bref que Sa Sainteté avait envoyé au roi, il l'assure qu'il avait pris la résolution de faire la déclaration des propositions *aux instances que Sa Majesté lui en avait fait faire par son ambassadeur*, et qu'il avait aussi eu grand égard aux instances des évêques du royaume, et qu'ainsi il était à propos que non-seulement Sa Majesté mais encore l'assemblée fit un

¹ V. Procès-verbaux des assemblées du Clergé de France, *Pièces justificatives* du t. iv; Ellies Du Pin, *Hist. Eccl. du xvii.^e siècle*, t. ii; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1653; Gerberon, *Hist. du Jansénisme*, ann. 1653; *Mémoires* mss. de Hermant, sur l'*Hist. Eccl. du xvii.^e siècle*.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 121.

³ *Ibid.*

remercîmen à Sa Sainteté d'un si grand bien fait à toute l'Église. »

Malgré cette déclaration de Mazarin, la bulle rencontra de l'opposition ; mais dans la crainte de déplaire au roi qui avait surtout contribué à l'obtenir, on l'accepta en séance solennelle ; et quelques évêques seulement osèrent émettre des opinions contraires à celle du ministre, qui les rendit inutiles en imposant à l'assemblée sa volonté, et en mettant toujours en avant l'autorité du roi.

L'assemblée, ayant reçu la bulle d'Innocent X, écrivit au pape une lettre pour le remercier de l'avoir publiée et l'assurer de sa soumission. Elle adressa aussi une circulaire à tous les évêques de France, avec la formule du mandement qu'ils devaient donner en publiant la bulle.

Du Bosquet, évêque de Lodève, fut chargé d'aller à Rome porter au pape la décision de l'assemblée. Le roi adressa en même temps à Innocent X une lettre très soumise en réponse au bref qu'il en avait reçu.

Innocent X en témoigna la joie la plus vive dans un consistoire qu'il tint le 22 septembre, et s'adressa en ces termes aux cardinaux¹ :

« Vous avez su les désordres qu'a causés en Flandre et puis en France l'impression du livre de Jansenius, évêque d'Ypres, que les troubles croissent tous les jours en France à cause des cinq propositions, et que quatre-vingts évêques et plus, s'abstenant d'en porter jugement eux-mêmes, se sont adressés à nous par lettres pour le respect qu'ils portent au Saint-Siège et demander notre décision ; que nous avons apporté toutes les diligences possibles pour le faire. Vous savez avec quel applaudissement notre constitution a été reçue partout, particulièrement en France ; comme les évêques, dans leur assemblée, l'ont reçue avec soumission et protesté tous ouvertement d'y obéir, et par les lettres qu'ils nous ont adressées ont reconnu l'infailible jugement du pontife romain dans la définition des choses de la foi², ce que nous attendions des autres royaumes et provinces. »

Le cardinal Jésuite de Lugo répondit au pape en ces termes :

« De jour en jour, le Saint-Siège eût couru de plus grands périls si le Seigneur n'eût ouvert la bouche du souverain prêtre à qui il a été dit, dans la personne de Pierre : *Et toi, affermis tes frères.*

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 132.

² *Recognoverunt infallibile judicium Romani Pontificis in rebus fidei definiendis.*

Vous nous avez affermi, très saint Père, et vous nous avez rendu la liberté que Dieu nous a donnée et que quelques-uns s'efforçaient, à l'aide de paroles spécieuses, de réduire en servitude et de détruire. Vous avez donc bien mérité de nous, vous qui nous avez restitué tous nos mérites et qui pourrez être appelé, par la postérité, le vengeur et le rédempteur de notre liberté. Vous avez bien mérité d'Augustin, vous qui avez découvert les fraudes de ceux qui opprimaient la liberté en abusant du nom d'Augustin ; enfin, vous avez bien mérité du sang de Jésus-Christ, vous qui n'avez pas voulu que le prix de ce sang fût seulement appliqué aux élus, mais qui avez fermé la bouche des méchants et les avez empêchés d'opposer une vaine excuse à leur perte éternelle, comme si Jésus-Christ n'avait eu aucun souci de leur salut. »

Après ces paroles, où l'adulation est poussée jusqu'au sacrilège, De Lugo félicita la France d'avoir reconnu l'infailibilité du Siège de Rome.

L'assemblée du Louvre n'avait pas eu l'intention que lui prêtait le pape et De Lugo ; mais il n'en est pas moins vrai que sa complaisance pour le roi et celle du roi pour son confesseur Jésuite leur avaient fait reconnaître en pratique l'opinion ultramontaine, qu'ils rejetaient tous en théorie et qu'ils condamnaient en toute circonstance.

Nous avons vu que l'assemblée du Louvre avait envoyé une formule de mandement à tous les évêques de France pour la réception de la bulle. Plusieurs ne jugèrent pas à propos de s'en servir, tout en recevant cette bulle avec soumission.

On a dit que ceux qui avaient demandé au pape des éclaircissements sur les divers sens que présentaient les cinq propositions, ne s'étaient pas soumis. C'est une erreur, comme cela résulte de ces paroles remarquables d'Arnauld¹ :

« Il n'y a aucune contestation touchant les propositions condamnées par la bulle du pape. Tout le monde l'a reçue avec soumission et respect ; et ceux qu'on accusait fausement de n'y être pas soumis avaient déjà déclaré et déclarent encore, par cet écrit, qu'ils ne soutenaient ni ne soutiendront jamais les propositions condamnées, sous prétexte de quelque sens et de quelque explication que ce soit. »

Mais tout en acquiesçant à la condamnation des cinq propositions, les évêques, qui se proclamaient disciples de saint Augustin

¹ Œuvres d'Arnauld, édit. in-4.º, t. XIX, p. 196.

sur les matières de la Grâce, jugèrent qu'il était nécessaire de dire, dans leurs mandements, que la doctrine de ce saint docteur n'était en rien attaquée par la bulle. Ils le pouvaient d'autant mieux que le pape l'avait formellement déclaré et que la doctrine de saint Augustin avait toujours été celle de l'Église romaine. Ils croyaient même que c'était pour eux un devoir de le dire, à cause de l'abus qu'ils prévoyaient bien que les Jésuites chercheraient à faire de la bulle. Les évêques qui donnèrent les explications les plus précises étaient de Buzenval, évêque de Beauvais, d'Elbène, évêque d'Orléans, de Choiseul, évêque de Comminges, Henri Arnauld, évêque d'Angers et surtout Henri de Gondrin, archevêque de Sens¹. Ce dernier s'étendit sur l'autorité de saint Augustin et inséra, dans son mandement, la doctrine contenue dans la lettre des onze évêques au pape touchant le droit qu'avaient les évêques de France de juger les questions doctrinales en premier ressort. Il n'en ordonna pas moins de recevoir la bulle avec soumission.

Le mandement de l'archevêque de Sens fut envoyé à Rome avec celui de l'évêque d'Angers, par le nonce du pape². Ce dernier ne pouvait être répréhensible que pour la phrase où il disait que les cinq propositions étaient *attribuées* à Jansenius ; car, pour le reste, il était écrit avec autant de modestie que de piété ; mais les Jésuites voyaient déjà une hérésie dans l'opinion de ceux qui pensaient que le pape n'avait pas voulu, en parlant de Jansenius, décider d'une manière solennelle et comme un point de foi que cet évêque avait enseigné réellement la doctrine condamnée des cinq propositions. Ils allaient, en cela, plus loin que le pape lui-même ; car, dans son bref à l'évêque de Tulle³ en date du 21 mars 1654, Innocent X dit, en parlant des cinq propositions : *qu'elles semblaient être tirées des livres de Cornelius Jansenius*.

Quant au mandement de l'archevêque de Sens, il contenait une doctrine qui devait nécessairement déplaire à la Cour de Rome ; aussi l'orage éclata-t-il principalement contre cet archevêque. Mazarin, dont l'orgueil avait été blessé par Gondrin, voyait avec

¹ On peut voir ces mandements dans le recueil de Ellies Du Pin, intitulé : *Histoire ecclésiastique du XVII.^e siècle*, t. II.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 137 et suiv.

³ Voici le passage textuel de ce bref : *Dedit Dominus verba sua in ore nostro, ut de quinque controversis propositionibus quas ex Cornelli Jansenii libris EXCEPTÆ VIDERANTUR pateret fidelium animis, etc.*.....

bonheur l'orage se former contre ce prélat¹. Le pape fut si irrité de son mandement qu'il dressa un projet d'excommunication contre lui². Il revint ensuite à des sentiments un peu plus modérés et nomma seulement quelques évêques français pour connaître de cette affaire en son nom.

Le nonce, ayant reçu la commission du pape, en forme de bref, la communiqua à Mazarin et à Marca, archevêque nommé de Toulouse. Ce dernier éprouvait alors des difficultés en cour de Rome pour obtenir ses bulles, peut-être à cause d'un ouvrage gallican, qu'il avait composé sous le titre de *Concorde du Sacerdoce et de l'Empire*³. On l'avait en outre accusé à Rome d'être Janséniste⁴. Il n'oublia rien pour donner de lui une opinion toute contraire, et, comme le dit le P. Rapin, Jésuite⁵, *il faisait des merveilles pour la bonne cause*, de concert avec le Jésuite qui avait le titre de confesseur de la reine. De Marca se montra d'une complaisance sans bornes pour le nonce ; et il était l'homme de Mazarin ; chargé par ce ministre d'accommoder le différend du pape et de l'archevêque de Sens, il eût voulu persuader à ce dernier de désavouer sa doctrine ; mais il échoua et ne put obtenir de lui qu'une déclaration dans laquelle Gondrin disait qu'il n'avait point eu l'intention de blesser le pape, et qu'il était disposé à désavouer ce qu'on lui prouverait être erroné dans son mandement.

Cette déclaration ne fut pas jugée suffisante. De Marca obtint que Gondrin écrivait une lettre fort soumise au pape ; mais comme il voulut insinuer dans cette lettre que les cinq propositions étaient condamnées dans le sens de Jansenius, Gondrin refusa de reconnaître ce point et les négociations furent interrompues quelque temps.

La Sorbonne⁶ avait accepté la bulle dès le 1^{er} août 1653. Quel-

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 144.

² *Ibid.*, p. 137, 139, 140 ; Procès-verbaux du Clergé de France ; Elies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle.

³ La *Concorde du Sacerdoce et de l'Empire* est un traité des libertés de l'Eglise gallicane. Cet ouvrage est divisé en huit livres, dans lesquels Marca a pour but d'appuyer sur les monuments de la tradition les principes connus sous le nom de libertés de l'Eglise gallicane. Cet ouvrage fut publié, après la mort de l'auteur, par Baluze.

⁴ Baluze, de Vita Petri Marcæ.

⁵ Extrait mss. du P. Rapin, p. 144.

⁶ Extrait mss. du P. Rapin, p. 126 ; Elies Du Pin, *op. cit.* ; Gerberon, Hist. du Jansénisme, ann. 1653.

ques jours auparavant, le roi lui avait envoyé une lettre de cachet pour l'exhorter et lui enjoindre de tenir la main à ce que rien, dans les thèses et dans les cours de théologie, ne fût contraire à la doctrine exposée dans cette bulle. Henri de la Mothe Houdancourt, évêque de Rennes, et premier aumônier du roi, porta cette lettre à la Sorbonne, qui la reçut, et accepta la bulle sans aucune opposition; toutes les universités et communautés de France l'imitèrent, et l'on aurait pu croire qu'enfin la paix allait être solidement établie.

Ceux que l'on considérait comme les plus intrépides défenseurs de Jansenius gardèrent le plus profond silence après avoir accepté la bulle d'Innocent X. Ce fut alors qu'Arnauld publia sa *Concordance évangélique*, et sa *Préface de l'Office du Saint-Sacrement*, qui fut comme la première assise du grand monument qu'il éleva depuis à la gloire de l'Eucharistie sous le titre de *Perpétuité de la Foi*. Tandis qu'il se livrait à ces édifiants travaux, les Jésuites publiaient une foule de libelles passionnés, dans lesquels ils s'appliquaient à dire que Jansenius et les Jansénistes avaient, sur la Grâce et la liberté, les opinions de Calvin. Ces assertions étaient pleines de mauvaise foi; car il était évident, par l'écrit à trois colonnes présenté au pape, et publié depuis en France, que ceux que l'on désignait sous le nom de Jansénistes condamnaient avec toute l'Eglise les opinions protestantes exposées dans la première colonne.

Le Père Annat, qui était devenu Provincial de son Ordre en France et confesseur du roi, souleva une autre question, en 1654, par son livre intitulé : *Cavilli Jansenianorum*¹. Cet ouvrage était dirigé contre les évêques qui, dans leurs mandements, avaient dit que les cinq propositions étaient attribuées à Jansenius, sans décider la question si elles lui étaient attribuées à tort ou à raison. Le Père Annat prétendait qu'on ne pouvait pas douter que ces propositions ne fussent dans l'*Augustinus*. Arnauld rentra dans la lice, et fit trois ouvrages pour établir que les cinq propositions n'étaient

¹ Dans ce même temps, le P. Deschamps publia son livre de *Hæresi Janseniana*; le P. Adam, le *Tombeau du Jansénisme*; le P. Philippe Labbe, la *Bibliothèque anti-Jansénienne*. Les Jésuites publièrent en outre, pour accréditer leur idée de la grande hérésie, leur fameux almanach en estampes, qu'ils intitulèrent : *La Déroute et la Confusion des Jansénistes*. On y avait représenté Jansenius en habits d'évêque et avec des ailes de diable, suivi de ses sectateurs, chassés par le pape et le roi, et se réfugiant dans les bras des Protestants. C'est contre ces estampes que Sacy publia son curieux et spirituel ouvrage, intitulé : *Les Entuminures*.

pas réellement dans Jansenius ; que l'évêque d'Ypres avait des opinions contraires ; que les Jésuites, en affirmant que cet évêque avait soutenu les erreurs condamnées, n'avaient pas d'autre but que de flétrir la doctrine de saint Augustin, dont l'évêque d'Ypres était le fidèle interprète ¹.

Ces Mémoires d'Arnauld furent présentés à une assemblée d'évêques convoqués par le cardinal Mazarin, pour le 9 mars 1654 ². Mazarin et de Marca voulaient y faire décider que le pape avait eu l'intention de dire, dans sa bulle, non-seulement que la doctrine des cinq propositions était hérétique, mais qu'elle l'était entendue dans le sens de Jansenius. Les plaintes continuelles du nonce contre les Jansénistes avaient décidé Mazarin à prendre cette résolution ³. Les Jésuites présentèrent à cette assemblée des propositions tirées de l'*Augustinus*, et qu'ils soutenaient être conformes aux cinq propositions condamnées. On nomma huit commissaires pour examiner les Mémoires d'Arnauld et des Jésuites, ainsi que le livre de Jansenius. Ces commissaires tinrent six séances, du 10 au 17 mars, et firent leur rapport à l'assemblée le 26. En voici l'abrégé :

« Toute la question consiste à savoir si les cinq propositions que le pape Innocent X a condamnées comme hérétiques sont de Jansenius, évêque d'Ypres, et si elles ont été déclarées hérétiques au sens de cet évêque ; il est certain que ces propositions sont de Jansenius, et qu'elles ont été condamnées comme hérétiques au sens de cet auteur ; il est certain que ces cinq propositions sont une conséquence nécessaire de l'opinion qui ne reconnaît point d'autre grâce qui donne le pouvoir de faire le bien que celle qui est efficace par elle-même ; or, cette dernière opinion est celle de Jansenius, et c'est là ce que doit décider la présente assemblée pour le faire savoir au pape et aux autres évêques. »

Une discussion fort vive s'engagea touchant ce rapport. L'archevêque de Sens, les évêques de Beauvais et de Comminge prétendirent que les propositions n'étaient point dans Jansenius, et que l'assemblée avait tort de vouloir donner à la bulle du pape plus d'extension qu'elle n'en avait réellement.

¹ Ces ouvrages d'Arnauld sont au t. XIX de ses Œuvres complètes.

² Collection des Procès-verbaux du Clergé de France, *Pièces justificatives* du t. IV ; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Du Mas, Hist. des cinq propositions, liv. 1 et 2.

³ Extrait mss. du P. Rapin, p. 144.

Il est à remarquer que, par ses délibérations mêmes, l'assemblée avouait que, d'après la bulle d'Innocent X, on n'était pas obligé positivement de croire que les cinq propositions étaient dans Jansenius, quoiqu'il y fût dit que les discussions s'étaient élevées à l'occasion du livre de cet évêque. Il est certain qu'au moment même où cette question était agitée en France, le pape lui-même écrivait à l'évêque de Tulle que les propositions *semblaient être tirées des livres de Cornelius Jansenius*. Nous verrons tout-à-l'heure la déclaration de l'évêque de Lodève sur ce point. Malgré l'opposition des trois évêques, l'assemblée adopta, le 28 mars, une décision conforme au rapport. Les trois opposants signèrent la déclaration pour le bien de la paix, mais en faisant des réserves dont on leur donna acte. L'archevêque de Sens fut trouvé trop rigoureux dans ses réserves; on négocia de nouveau avec lui, et il finit par déclarer de la manière la plus explicite qu'il admettait la constitution du pape, et qu'il n'avait point l'intention de faire de l'opposition au Saint-Siège; mais il garda le silence touchant le *sens de Jansenius*.

La décision de l'assemblée fut adressée à Rome, à Du Bosquet, évêque de Lodève, qui avait été chargé par l'assemblée précédente d'aller porter au pape son acceptation de la bulle. Cet évêque remit à Innocent X la seconde déclaration, qu'il approuva par un bref en date du 29 septembre 1654. Il déclarait dans ce bref qu'il avait condamné par sa bulle « la doctrine de Cornelius Jansenius contenue dans son livre intitulé *Augustinus*. » Le pape fut amené à cette décision, *pressé*, comme dit le P. Rapin ¹, *de divers côtés pour déclarer s'il n'avait point condamné les cinq propositions dans le sens de Jansenius*. Il avait évité de le dire pour ne point exciter de troubles ², mais les zélés, qui ne craignaient rien tant que la paix, l'obligèrent par leurs instances à sortir de la réserve qu'il avait crue nécessaire.

Outre cette décision, le bref contenait une vive recommandation d'obéir à un décret du Saint-Office du 23 avril précédent, par lequel les ouvrages faits pour la défense de Jansenius, tant aux Pays-Bas qu'en France, étaient supprimés.

Les Jésuites désiraient ardemment que ce bref, ainsi que la bulle

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 147.

² V. le Discours de Du Bosquet dans le Procès-verbal de l'assemblée du clergé de France en 1655.

qu'il expliquait et le décret du Saint-Office, fussent enregistrés au Parlement afin qu'ils devinssent lois de l'Etat. Ils sollicitèrent une déclaration en ce sens, et l'enregistrement fut négocié jusqu'au mois de mai (1655). Arnauld adressa au Parlement deux Mémoires pour combattre l'enregistrement qui était sollicité¹. Bignon, avocat général, fit échouer la tentative des Jésuites. Pour les consoler, Mazarin assembla au Louvre quelques évêques qui se constituèrent en assemblée (1655), et qui écrivirent à tous les évêques une circulaire pour les inviter à *faire recevoir et souscrire* la bulle d'Innocent X et le bref du 29 septembre, et proposèrent pour cela un *formulaire*, comme nous le dirons plus bas.

Ainsi fut accomplie la tâche que Mazarin avait entreprise, de faire accepter la bulle de la manière qu'il lui semblait plus utile de le faire par les évêques de France². On remarqua que les trois assemblées qui acceptèrent la bulle, l'interprétèrent et publièrent le bref du 29 septembre, n'étaient composées que d'un petit nombre d'évêques, considérés pour la plupart comme des évêques de cour.

Le succès obtenu par les Jésuites à la cour leur donna tellement de confiance en eux-mêmes, qu'ils ne craignirent pas de se livrer aux plus grands excès contre leurs adversaires. Les chaires de Paris³ et des provinces retentirent de déclamations virulentes contre les solitaires de Port-Royal; les pamphlets les plus outragants contre eux inondèrent de nouveau la France⁴, et l'on porta

¹ V. Préface historique du t. xix des Œuvres d'Arnauld; Extrait mss. du P. Rapin, p. 141, 142.

² Hermant, Mémoires mss. sur l'Hist. Eccl. du xvii.^e siècle, liv. 11.

³ *Ibid.*, liv. 10 et suiv.

⁴ Ce fut alors que l'on imagina le fameux projet de Bourg-Fontaine. Filleau, de Poitiers, ami exagéré des Jésuites, en fut l'auteur. Cette fable a été si solidement réfutée, que M. l'abbé Rhorbacher lui-même n'a pas osé y croire absolument. Après en avoir dit quelques mots, il ajoute : « Que cette cabale se soit concertée à Bourg-Fontaine ou ailleurs, entre ces six personnes ou d'autres, toujours est-il qu'il existait une cabale dont Hauranne était le chef, où l'on se moquait du pape, du concile de Trente et de l'Eglise entière, qu'on disait périe depuis cinq ou six siècles, et où l'on travaillait à rendre cette ruine plus complète. » M. Rhorbacher appelle cela faire de l'histoire. Pour nous, nous regardons de pareils récits comme d'absurdes et calomnieuses déclamations, qui ne sont appuyées sur d'autre fondement que sur des libelles inspirés à des ennemis par la plus aveugle colère. De pareils libelles ne sont pas les documents sur lesquels on doit appuyer l'histoire honnête, sérieuse et impartiale. Pour avoir complètement ignoré les vrais documents historique-

à la Cour de noires et perfides accusations contre leur fidélité. L'évêque de Rennes, premier aumônier du roi, un des amis les plus dévoués des Jésuites, se rendit à la cour à la tête de quelques docteurs, pour faire au roi une remontrance contre les prétendus sectaires, et le prier, au nom de la religion, de sévir contre eux avec rigueur, et de les forcer à la soumission ¹.

La Cour envoya de nouveau à Port-Royal des officiers de police pour découvrir les conciliabules chimériques qui lui étaient dénoncés. On ne trouva que de pieux solitaires et quelques enfants appliqués à l'étude et aux exercices de piété. La Cour ayant désiré leur séparation, ils quittèrent leur solitude ; mais ils y rentrèrent un mois après. Les intrigues des Jésuites furent déjouées par Arnauld d'Andilly ; Mazarin lui-même rendit justice aux solitaires de Port-Royal ². Cet échec ne découragea pas les Jésuites ; ils firent jouer tant de ressorts qu'ils parvinrent à leur but, comme nous le verrons plus tard. Innocent X mourut peu de temps après avoir donné son bref au clergé de France, et fut remplacé sur le Saint-Siège par Alexandre VII.

M. Rhorbacher n'a fait, sous le titre d'*Histoire universelle de l'Eglise catholique*, qu'un énorme et ignare pamphlet.

¹ V. Gerberon, *Hist. du Jansénisme*, ann. 1654 ; Hermant, *Mémoires mss. sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle*, liv. 10 ; D. Clémencet, *Hist. générale de Port-Royal* ; Extrait mss. du P. Rapin, p. 145.

² *Mémoires de Arnauld d'Andilly, ad fin.*

III.

Opinions diverses sur la manière d'interpréter la bulle d'Innocent X. — Exagération de l'abbé Olier, curé de Saint-Sulpice, touchant cette interprétation. — Lettre d'Arnauld à une personne de condition. — Lettres du même à un duc et pair. — Censure de cette lettre par la Faculté de théologie. — Elle est approuvée par le pape. — Le docteur Jean de Launoy opposé à la censure d'Arnauld. — Cette censure donne occasion aux premières *Provinciales*. — Examen des *Provinciales* de Pascal. — Morale des Jésuites. — Leurs réponses aux *Provinciales*. — Polémique touchant la morale des casuistes. — Elle est attaquée par les curés de Paris et de Rouen. — La cause est portée à l'assemblée générale du clergé. — Instructions de saint Charles Borromée, imprimées par ordre du clergé. — Affaire des cinq propositions renouvelée. — Assemblée des quinze. — Assemblée générale. — Pierre de Marca et son formulaire. — Aveux de l'évêque de Lodève touchant les sentiments d'Innocent X. — L'assemblée demande une nouvelle bulle. — Bulle d'Alexandre VII. — Sa réception en France. — Elle est envoyée aux évêques avec le formulaire de l'assemblée. — Elle est sans résultat. — Suite de l'affaire des casuistes. — *Apologie des Casuistes* par le P. Pirot. — Polémique à propos de cet ouvrage, qui est censuré en France et à Rome. — Colère des Jésuites. — Ils renouvellent la question des cinq propositions et provoquent des mesures rigoureuses contre leurs adversaires. — Assemblée du clergé de 1660. — La signature du formulaire du clergé obligatoire. — Divers écrits sur le formulaire, les *Imaginaires* de Nicole. — Mandements des vicaires-généraux du cardinal de Retz à ce sujet. — Ce prélat donne sa démission. — De Marca, archevêque de Paris. — Sa mort. — Projet d'accommodement de l'évêque de Comminges et du P. Ferrier. — Conférences sans résultat. — Assemblée de 1663. — Opposition de plusieurs évêques au formulaire du clergé. — Pavillon, évêque d'Alet. — De Péréfixe, archevêque de Paris. — Les religieuses de Port-Royal persécutées à propos du formulaire du clergé. — Bossuet à Port-Royal. — Notice sur ce grand homme.

1655—1665.

Nous avons remarqué que la bulle d'Innocent X pouvait être diversement interprétée, et que les évêques réunis par Mazarin en 1654 étaient en contradiction assez formelle avec le bref du pape à l'évêque de Tulle. Les hommes les plus doctes et qui n'entraient aucunement dans les querelles des partis, étaient portés à donner une interprétation conforme à ce premier bref, et nous citerons à l'appui de cette opinion, la lettre du P. Morin au P. de Sauvigny¹. Le P. Morin a écrit contre plusieurs maximes attribuées aux Jansénistes, il ne peut donc être suspect de complaisance à leur égard. Consulté par le P. de Sauvigny sur le sens de la bulle d'Innocent X,

¹ Lettre du P. Morin, de l'Oratoire, au P. de Sauvigny.

il lui déclara nettement qu'après avoir examiné l'écrit présenté au pape par le docteur de Saint-Amour, où les divers sens des propositions étaient clairement exposés, « il conclut incontinent et déclara que l'opinion des Jansénistes n'y était pas condamnée; qu'il y avait une forte présomption contre l'opinion des Jésuites, et une forte pour l'approbation de celle des Jansénistes. »

Le P. Morin appuie son opinion sur la déclaration solennelle qu'avait faite le pape, qu'il ne voulait toucher en rien à la doctrine de saint Augustin; et, comme dans la deuxième colonne de leur écrit, les députés des onze évêques avaient exposé nettement la doctrine de l'évêque d'Hippone, et déclaré qu'ils n'avaient pas une autre foi, le P. Morin en concluait que la condamnation portait sur les cinq propositions, telles qu'elles étaient expliquées dans la première colonne ou sur la doctrine de la troisième, c'est-à-dire sur la doctrine de Calvin ou sur celle de Molina. »

Après avoir rapporté la réception faite par le pape à Saint-Amour, et la déclaration qu'il fit au bailli de Valençay ¹, le P. Morin continue ainsi :

« Quelques-uns font instance sur ce que le pape dit que les propositions sont tirées du livre de Jansenius; mais les mots de la bulle témoignent tout au commencement *qu'il ne fait que rapporter les choses comme on les lui a présentées et donné à entendre*. Or, telles relations faites au prince, selon l'un et l'autre droit, ne sont point de foi, comme nous l'enseigne le titre du Concordat de la Pragmatique-Sanction *De Sublatione Clementinæ C. Litteris*. Au contraire, il arrive souvent qu'une violente présomption vaut une sentence définitive, *extra. de Præsumptione, cap. Offerte mihi*. Partant, cette bulle considérée par toute personne versée en droit, paraîtra à mon avis, plus désavantageuse aux Jésuites qu'aux Jansénistes. »

L'opinion du P. Morin était d'une conformité remarquable avec celle du bref à l'évêque de Tulle.

Les solitaires de Port-Royal interprétaient la bulle comme ce savant Oratorien et comme le pape lui-même. Les Jésuites n'avaient donc pas sujet de crier si haut contre eux à l'hérésie, parce qu'ils soutenaient qu'un évêque savant, vertueux, et mort dans le sein de l'Eglise, n'avait pas soutenu en réalité la mauvaise doctrine qu'on lui attribuait. On ne comprend même pas bien quel intérêt avaient l'assemblée de Mazarin et les Jésuites de vouloir que Jan-

¹ Nous avons rapporté ces faits ailleurs.

senius eût soutenu une mauvaise doctrine, lorsque ses disciples protestaient qu'ils entendaient son livre d'une manière orthodoxe, selon la déclaration qu'ils avaient donnée au pape lui-même; c'était, ce semble, assez pour l'orthodoxie, que la mauvaise doctrine fût justement flétrie par la bulle. Il est vrai que la soumission des solitaires de Port-Royal dérangeait les plans des Jésuites contre eux. Dès qu'il était constant qu'ils adhéraient à la condamnation du Prédestinarianisme calviniste qui leur était attribué, la victoire des Jésuites était nulle, et ils perdaient le fruit de toutes leurs intrigues.

Ils profitèrent donc de leur crédit à la Cour pour faire croire que la soumission de leurs adversaires n'était que feinte, et que le moyen de la mettre à l'épreuve était de dire que la doctrine condamnée était la vraie doctrine de Jansenius, et que les écrits de cet évêque ne pouvaient être interprétés autrement que dans le sens condamné par le pape.

Les solitaires de Port-Royal respectaient l'évêque d'Ypres et admiraient son livre. Ils n'hésitèrent pas à dire, cependant, que si la doctrine condamnée était la sienne, ils la condamneraient dans son livre comme dans tout autre; mais ils ajoutaient que, dans leur conscience, ils étaient persuadés que Jansenius n'avait enseigné que la doctrine de saint Augustin; qu'on donnait à ses paroles une interprétation forcée en lui attribuant le Prédestinarianisme; que les cinq propositions n'étaient pas dans son livre, et que, y seraient-elles formellement, on pouvait leur donner un sens orthodoxe. Telle est l'opinion développée par Arnauld dans sa *Lettre à une personne de condition*¹.

Voici quelle fut l'occasion de cet ouvrage.

Plusieurs curés de Paris, trop fidèles aux interprétations des Jésuites, se croyaient obligés en conscience de persécuter ceux qui pensaient pouvoir prendre la défense de Jansenius, tout en se soumettant humblement à la bulle d'Innocent X. De ce nombre était l'abbé Olier, curé de Saint-Sulpice, à Paris; cet homme, si estimable sous plusieurs rapports, n'agit pas avec sa prudence ordinaire envers un de ses paroissiens, le duc de Liancourt, fort attaché à l'école de Port-Royal². Le duc de Liancourt se confessait ordi-

¹ Œuvres d'Arnauld, t. xix.

² Vie d'Arnauld, 1.^{re} partie, § 36; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du xviii.^e siècle, liv. 13, ch. 16.

nairement, depuis deux ans, à un prêtre de Saint-Sulpice, nommé Picoté. Si nous en croyons l'auteur de la vie d'Arnauld et les mémoires manuscrits de Hermant, l'abbé Picoté refusa l'absolution à son pénitent, en disant qu'il ne pouvait la lui donner s'il ne retirait sa petite fille de Port-Royal, où elle était élevée par les religieuses, et s'il ne congédiait le P. Des Mares et l'abbé de Bourzeis auxquels il donnait asile. Selon l'auteur de la vie de l'abbé Olier ¹, Picoté aurait demandé seulement trois jours pour prendre conseil sur la manière dont il devait agir dans la circonstance; le duc de Liancourt y aurait consenti et se serait plaint à saint Vincent-de-Paul de ce que les prêtres de Saint-Sulpice lui refusaient l'absolution. Quoi qu'il en soit, l'absolution fut différée, ce qui équivalait à un refus, et le duc de Liancourt, tout en n'exigeant pas cette absolution, se trouva assez blessé de ce refus pour en parler à ses amis; le fait devint public en un instant. Vincent-de-Paul accourut en conférer avec Olier, de Bretonvilliers et Picoté, lesquels résolurent de faire autoriser leur conduite par un avis des docteurs de Sorbonne. « Plusieurs docteurs de cette maison, dit l'auteur de la vie de l'abbé Olier, des plus célèbres et des plus expérimentés, répondirent que le confesseur serait bien fondé à refuser l'absolution au duc de Liancourt, mais qu'il ne devait pas lui refuser la communion s'il se présentait à la Sainte-Table. » Cette dernière partie de la réponse donne à penser que Olier, comme le rapporte l'auteur de la vie d'Arnauld, avait menacé le duc de Liancourt de lui refuser la communion. Le même auteur dit que les docteurs consultés étaient au nombre de quatre, qu'ils appartenaient à la Congrégation de Saint-Sulpice, et que parmi eux étaient Morel et Lemoine.

Le fait arrivé sur la paroisse de Saint-Sulpice fut commenté de différentes manières, se répandit partout et fit grand bruit. Arnauld publia sa *Lettre à une personne de condition*, pour prouver combien étaient coupables des prêtres qui, de leur autorité privée, voulaient excommunier des personnes honorables qui, non-seulement n'étaient convaincues ni de schisme ni d'hérésie, mais qui ne pouvaient même pas en être soupçonnées. Le pape Alexandre VII, ayant lu ce travail d'Arnauld, dit à De Lionne ², ambassadeur de

¹ Vie de M. Olier, par M. Fallon, 2.^e partie, liv. 9, § 20.

² Lettre de M. de Lionne à M. de Brienne; Arch. des aff. étrang., Rome, t. II.

France près de lui, que *le curé de Saint-Sulpice avait tort*; l'ambassadeur lui ayant représenté que *si les Jansénistes étaient informés de sa façon de penser, ils pourraient s'en prévaloir*. — *Ils peuvent s'en prévaloir*, dit le pape, *car le curé a tort*. Quelque temps après, Alexandre VII dit aux Jésuites : *Vous voudriez chasser ces gens-là du sein de l'église, et nous voulons qu'ils y demeurent*.

Ces paroles prouvent qu'Alexandre VII, au début de son pontificat, voulait se soustraire à cette puissance des Jésuites, qui ont toujours fait payer si cher aux papes leur quatrième vœu ; mais il n'osa lutter contre eux et il les suivit dans la guerre qu'ils avaient entreprise contre Port-Royal.

A peine la *Lettre à une personne de condition* était-elle publiée, qu'une foule de libelles furent dirigés contre Arnauld ¹. On y avait pour but de justifier la conduite du prêtre Picoté et de montrer que la déclaration d'Arnauld, touchant les cinq propositions, n'était pas suffisante. Le duc de Luynes engagea Arnauld à réfuter ces libelles, où les lois les plus sages de l'Église, touchant l'administration des sacrements, étaient méconnues. Arnauld obéit, et composa sa *Lettre à un duc et pair* ², dont la publication eut pour lui des suites terribles. Il l'envoya, le 27 août, au pape Alexandre VII. La *Lettre à un duc et pair* est un traité complet des lois de l'Église dans l'administration des sacrements de Pénitence et d'Eucharistie ; Arnauld traite cette question dans la première partie de sa lettre, afin de justifier les principes qu'il avait émis, touchant le fait qui avait amené tous ces débats. Dans la seconde partie, il proteste de sa soumission à la constitution d'Innocent X ; seulement il ne se croyait pas obligé en conscience de croire que ce pape avait décidé que les cinq propositions étaient dans le livre de Jansenius ; il interprétait cette bulle comme le P. Morin, mais en affirmant que ce n'était pas chez lui un subterfuge pour soutenir la doctrine

¹ Voici les principaux de ces libelles : — La Conférence d'un Catholique avec un Janséniste, par le sieur Péan. — Lettre d'un abbé à M. Arnauld. — Lettre d'un ecclésiastique à un de ses amis. — Remarques faites sur la Lettre de M. Arnauld, par le sieur Péan. — Lettre d'un docteur catholique à une dame de condition. — Seconde Lettre d'un abbé à M. Arnauld. — Discours d'un théologien désintéressé. — Avis à M. Arnauld, docteur de Sorbonne, par un docteur catholique (le P. Ferrier). — Réponse à quelques demandes dont l'éclaircissement est nécessaire au temps présent, par le P. François Annet.

² Œuvres d'Arnauld, t. xix.

des cinq propositions, qu'il reconnaissait justement condamnée. Du reste, son attachement pour Jansenius n'allait pas jusqu'à embrasser une doctrine mauvaise, parce qu'elle serait dans son livre, et il déclarait la condamner au contraire dans l'*Augustinus*, si elle s'y trouvait, comme dans tous autres livres où elle pourrait se rencontrer.

Le P. Annat et ses amis trouvèrent qu'Arnauld ne pouvait douter que les cinq propositions ne fussent dans l'*Augustinus*, sans offenser le pape et les évêques de l'assemblée du Louvre qui avaient décidé qu'elles y étaient. Ils l'accusèrent en même temps d'enseigner la première des cinq propositions lorsqu'il disait : « l'Écriture nous montre en la personne de saint Pierre un juste à qui la Grâce, sans laquelle on ne peut rien, a manqué dans une occasion où l'on ne peut pas dire qu'il n'ait point péché. »

De ces paroles, le P. Annat concluait qu'Arnauld soutenait que la Grâce avait manqué à saint Pierre, ce qui lui avait rendu un commandement impossible, malgré ses efforts pour l'accomplir.

Cette conclusion n'était pas rigoureuse. Arnauld ne niait pas que saint Pierre n'eût eu pour agir, conformément à la loi, une de ces grâces premières ou *excitantes*, comme dit saint Augustin, qui ne font pas, il est vrai, accomplir les préceptes, mais qui disposent, si on y correspond, à obtenir de Dieu celle qui les fait accomplir et qu'on appelle *efficace*. Le P. Annat ne comprenait pas la doctrine d'Arnauld, lorsqu'il lui imputait de soutenir la première des cinq propositions. Ajoutons que la phrase reprochée à ce docteur était littéralement empruntée à saint Jean-Chrysostôme et à saint Augustin, et qu'il protestait l'entendre dans le même sens que ces Pères.

Cette proposition n'en fut pas moins la principale cause de la persécution qu'on lui fit endurer.

Le 4 novembre 1655 ¹, Guyard, élu depuis peu syndic de la Faculté de théologie, déclara qu'il avait reçu, de la part de *personnes considérables*, des plaintes contre le livre d'Arnauld, et qu'il demandait à la Faculté de nommer des commissaires pour l'examiner. Le docteur de Saint-Amour s'opposa à cette proposition.

¹ Du Mas, *Hist. des cinq propositions*, liv. 2 ; Ellies Du Pin, *Hist. Eccl. du xvii.^e siècle*, t. II ; Hermant, *Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du xvii.^e siècle*, liv. 14 ; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1655 ; Gerb., *Hist. du Jans.*, ann. 1656.

« J'ai en mains, dit-il, copie d'une lettre que M. Arnauld a écrite au pape, le 27 août dernier ; il y rend compte de sa conduite au pape et soumet à sa censure l'ouvrage incriminé. On sait que cette lettre a été remise au pape le 24 septembre dernier ; la Faculté ne doit pas prévenir le jugement du pape. » La lettre d'Arnauld à Alexandre VII, déposée entre les mains du greffier, fut lue publiquement.

L'assemblée délibéra sur la proposition du syndic. Le doyen et quelques autres docteurs furent d'avis de ne rien précipiter et d'attendre la réponse du pape ; mais l'avis contraire l'emporta. Il fut résolu que la lettre d'Arnauld serait examinée. La majorité nomma pour commissaires Cornet, Chapelas, Le Moine, de Breda, Bail et le P. Nicolai, Dominicain, qui tous étaient ennemis d'Arnauld et ses parties sur la matière en question. Les commissaires durent faire leur rapport dans l'assemblée du 1^{er} décembre.

Le 16 novembre, le docteur de Saint-Amour et soixante autres docteurs présentèrent requête au Parlement, pour être reçus appelants comme d'abus de cette décision de la Faculté, et demandèrent qu'il lui fût fait défense de passer outre à l'examen. Le lendemain, Arnauld passa un acte devant notaire, se porta aussi appelant, comme d'abus, de la même conclusion et récus les commissaires. Il fit signifier cet acte au syndic le 19 novembre, et, le 23, il présenta au Parlement une requête conforme à son acte, et dans laquelle il demanda de plus que, dans les assemblées de la Faculté, il n'y eût que deux docteurs Mendiants, par chaque couvent, qui eussent voix délibérative, suivant les réglemens de la Faculté reconnus par le Parlement. Nous avons remarqué ailleurs que le Parlement avait, en effet, confirmé les réglemens et usages de la Faculté sur ce point ; mais les Jésuites avaient obtenu du Conseil plusieurs arrêts qui laissaient la question indécise, et dont ils se prévalaient lorsqu'ils avaient besoin d'une majorité qui leur fût dévouée. Ils convoquaient alors tous les docteurs Mendiants de Paris et des provinces. Ils en avaient usé de la sorte pour faire nommer syndic le docteur Guyard, qu'ils savaient dévoué à leurs intérêts. Le docteur Chastelain, un des plus savants de la Faculté, et plusieurs de ses confrères présentèrent requête au Parlement pour faire annuler cette élection.

Le Parlement rendit son arrêt le 29 novembre ; il décida qu'il serait passé outre à l'examen du livre d'Arnauld ; quant à la question des Mendiants, il l'ajourna à un mois. Ces docteurs ne furent

point assignés, et on les laissa paisiblement assister, en aussi grand nombre qu'ils voulurent, jusqu'en 1663. Comme on n'eut plus besoin alors de leurs bons offices, le Parlement confirma les anciens usages de la Faculté, et le Conseil du roi lui-même adhéra à cet arrêt.

Le 1^{er} décembre, les moines se trouvaient en grand nombre à l'assemblée ; le docteur Bourgeois fut autorisé à lire une lettre écrite par Arnauld à la Faculté, pour l'assurer qu'il était loin de chercher à éviter le jugement de la Faculté, qu'il demandait seulement que les choses se passassent régulièrement, et qu'on ne lui donnât pas pour juges des hommes que tout le monde savait être ses parties.

Après cette communication, Chapelas commença le rapport de la commission. Plusieurs membres eussent voulu remettre la fin du rapport à la séance ordinaire du mois de janvier, dans l'espérance que peut-être, jusqu'à cette époque, le Parlement prendrait une décision à l'égard des Mendiants ; mais la majorité se rangea à l'avis du doyen. Chapelas continua son rapport dans la séance du 2, et donna l'extrait des endroits jugés répréhensibles. Les premiers se rapportaient à la question de *fait*, savoir : si les cinq propositions étaient dans Jansenius. Arnauld, semblant en douter, était accusé d'outrage envers le pape et les évêques de l'assemblée du Louvre. A l'égard de la question, que Chapelas appelait de *droit*, savoir si Arnauld soutenait la doctrine des cinq propositions, Chapelas citait la proposition dont nous avons parlé, relative à la chute de saint Pierre, et il la qualifiait hérétique.

Après la lecture du rapport, on décida qu'on se réunirait de nouveau le 7, et qu'Arnauld serait invité à venir exposer simplement ses sentiments à la Faculté, en promettant de se soumettre à sa décision. Le docteur Bourgeois fut chargé de transmettre à Arnauld cette conclusion de la Faculté.

Elle ne put lui être notifiée officiellement, parce que le scribe de la Faculté refusa de donner à Bourgeois copie authentique de cette conclusion ; mais le docteur de Saint-Amour, qui en conféra avec Arnauld, fut chargé d'une lettre dans laquelle l'inculpé se défendait d'une manière fort énergique touchant la *Question de Droit*.

Ce travail avait quinze grandes pages. Arnauld y démontre d'une manière frappante que sa proposition est textuellement dans saint Chrysostôme et saint Augustin ; qu'il n'a point dit que saint Pierre, dans sa chute, avait été privé de la grâce intérieure et actuelle, mais seulement de cette grâce efficace qui l'eût fait infailliblement

résister à la tentation ; que sa proposition était, par conséquent, opposée à la première de celles qui avaient été condamnées par Innocent X.

Arnauld n'avait pas eu le temps de traiter la *question de fait*. Il semblait qu'on eût dû ouvrir d'abord la délibération sur la question discutée. Il n'en fut pas ainsi, et l'on commença par la *question de fait*. Il s'éleva sur ce point un tel tumulte, qu'il fut impossible de délibérer. L'évêque de Montauban, qui était à la séance, déclara, en se retirant, qu'il en donnerait avis au roi. Cet évêque apporta en effet, dans l'assemblée du 10, une lettre de cachet, dans laquelle il était ordonné à l'assemblée de délibérer sur l'affaire de M. Arnauld sans interruption, brièvement et paisiblement.

Dans la séance du 10, le docteur de Saint-Amour lut un travail d'Arnauld, touchant la *question de fait*. Il y exposa qu'en énonçant un doute sur ce point : si les cinq propositions étaient ou non dans le livre de Jansenius, il voulait seulement dire que lui ne les y avait pas trouvées, après avoir lu ce livre ; qu'en affirmant ce fait, il ne voulait faire aucune injure ni au pape ni aux évêques, qui avaient une opinion contraire ; et que pour une telle affirmation, il ne pouvait, à aucun titre, être taxé d'hérésie.

Après cette lecture, on continua la délibération sur la *question de droit*, et l'assemblée fut remise au 17. Ce jour-là et le suivant, la délibération continua. Hardoin de Péréfixe, évêque de Rhodéz, qui assistait aux séances, trouva qu'on opinait longuement, malgré la lettre de cachet du roi, dans laquelle il était ordonné d'être bref, et il dit hautement qu'il en porterait plainte à Sa Majesté. Il le fit en effet ; et, le 20, Séguier, chancelier de France, se présenta au nom du roi pour assister aux séances et faire exécuter la lettre de cachet. Malgré le soin qu'il prit de presser la discussion, la délibération se prolongea encore treize séances, jusqu'au 14 janvier (1656).

Les amis d'Arnauld lui conseillèrent, pour éviter la censure, d'écrire à la Faculté une lettre fort respectueuse, pour témoigner le regret de s'être exprimé comme il l'avait fait touchant le fait de Jansenius, puisqu'en parlant ainsi il avait donné occasion de penser qu'il faisait injure au pape et aux évêques, auxquels il demandait pardon de cette injure.

Cette lettre ayant été lue, le chancelier déclara qu'on devait continuer la délibération, et qu'on aurait ensuite à examiner si la

satisfaction d'Arnauld était suffisante, dans le cas où il serait condamné.

Le 14 janvier, tous les docteurs ayant achevé d'opiner sur la *question de fait*, on compta les suffrages. Cent vingt ou cent trente¹ se prononcèrent pour la censure ; sur ce nombre étaient quarante moines et sept évêques de cour ; soixante-huit ou soixante-onze docteurs se prononcèrent en sens contraire. Huit ou dix docteurs, que l'on appela *les indifférents*, énoncèrent des avis particuliers, plutôt favorables que contraires à Arnauld.

On commença à opiner le 18 janvier sur la *question de droit*. Il fut décidé que chaque docteur ne pourrait parler plus d'une demi-heure pour exposer son avis. Ce règlement causa des contestations, et Seguier fut obligé de revenir, dans la séance du 24, pour faire, dit-il, observer le règlement de la compagnie touchant le temps d'opiner. Les amis d'Arnauld protestèrent contre cette violence, et soixante d'entre eux ne parurent plus aux séances. Le 26 janvier, Arnauld déposa chez un notaire une protestation en bonne forme contre les procédures exercées contre lui, et fit signifier cet acte le lendemain aux doyen, syndic et greffier de la Faculté. On la lut dans l'assemblée, et on n'y eut aucun égard. Le 29, les docteurs opinèrent ; cent vingt-sept d'entre eux et trois évêques se prononcèrent pour la censure ; neuf seulement ne jugèrent pas la proposition digne des notes qui lui étaient infligées.

Quant à la personne d'Arnauld, il fut décidé que, si dans le délai de quinze jours, il ne signait la censure, il serait déchu de son titre de docteur.

On arrêta aussi que, sous la même peine, tous les docteurs et bacheliers seraient obligés de la signer. On accorda deux ans aux docteurs de province. Soixante docteurs, dont plusieurs évêques et quelques bacheliers, aimèrent mieux être exclus de la Faculté que d'adhérer à une censure qu'ils considéraient comme injuste.

La Société de Sorbonne adopta la même mesure.

Ainsi, Arnauld fut dégradé de ses titres de membre de la Sorbonne et de docteur de la Faculté. Le docteur de Sainte-Beuve refusa sa signature, quoiqu'il eût condamné les cinq propositions même avant la bulle d'Innocent X, et uniquement parce qu'il ne trouvait pas la censure équitable. Il fut exclu de Sorbonne, privé

¹ Le nombre varie selon les narrations.

de son titre de docteur, et l'on donna sa chaire de théologie à un nommé Lestoc. Le docteur Jean de Launoy, quoiqu'ennemi de la doctrine de saint Augustin sur la Grâce, se prononça aussi en faveur d'Arnauld.

Le docteur Jean de Launoy joignait à la vertu la plus sévère le caractère le plus intraitable; il semble qu'il n'a été toute sa vie tourmenté que de deux passions; celle de la vertu et celle de la vérité, mais ces passions si respectables, excitant une âme ardente comme la sienne, le portèrent jusqu'à l'excès. Toute sa vie il fut en lutte contre les préjugés dont le monde savant se débarrassait chaque jour, et il faut avouer que si ses critiques furent parfois téméraires, il rendit à la science ecclésiastique d'éminents et incontestables services. Ses ouvrages contre les fausses traditions qui obscurcissaient les origines de l'Eglise de France, et sur les écoles du moyen-âge, lui donnent un rang distingué parmi les érudits. Ses traités contre la *simonie* et du *Pouvoir royal sur le mariage*, sont des œuvres théologiques de premier ordre. Ce dernier ouvrage fut composé à l'occasion des discussions qui eurent lieu à propos du mariage de Gaston et de Marguerite de Lorraine. Launoy y soutient que le pouvoir civil a le droit d'opposer des empêchements dirimants au mariage. Le livre fut condamné à Rome; en France, les théologiens adoptèrent la doctrine de Launoy avec quelques tempéraments, et les jurisconsultes l'exagérèrent. Les lettres de Launoy sont autant de dissertations savantes où l'auteur a principalement pour but de défendre les libertés de l'Eglise gallicane. Il fut un des plus rudes et des plus doctes adversaires de l'Ultramontanisme. On lui attribue un ouvrage assez extraordinaire sur les questions de la prédestination et de la Grâce.

A l'origine des discussions sur ces questions, Launoy adopta une opinion étrange qui le fit classer parmi les docteurs neutres; ce fut sans doute pour cela qu'en 1643, le chancelier Seguier le choisit pour un des quatre censeurs qu'il chargea du soin de détruire le Jansénisme. On répandit le bruit qu'il avait été payé par les Jésuites pour approuver leurs livres, et que ses gages n'avaient cessé qu'au moment où il avait refusé d'approuver certains ouvrages qu'il avait trouvés trop erronés. En 1649, le docteur Cornet ayant dénoncé les cinq propositions, Launoy émit cette opinion: que les Pères grecs qui avaient précédé saint Augustin avaient suivi la doctrine enseignée par Cassien et les semi-Pélagiens, mais que depuis saint Augustin, l'Eglise avait suivi l'opinion de ce doc-

teur. Il concluait de là qu'il n'y avait pas de tradition véritable dans l'Église touchant la Grâce et la prédestination, et que l'on pouvait en conséquence croire ce que l'on voulait sur cet article. Il ajoutait que Jansenius avait très bien entendu saint Augustin; qu'on avait tort de le condamner; que les opinions qu'on lui reprochait appartenaient bien à saint Augustin; qu'il était libre de soutenir ces opinions, comme les Semi-Pélagiens étaient libres de suivre une doctrine contraire.

Launoy mourut en 1678, au moment où il faisait imprimer sa réponse à la dissertation du P. Noël Alexandre, touchant l'auteur de la Somme de saint Thomas. Dans son traité sur *la simonie*, Launoy avait laissé entrevoir que la Somme attribuée à saint Thomas n'était pas de lui. Le P. Alexandre crut l'honneur de son Ordre compromis, et attaqua l'opinion de Launoy. Ces deux savants ne luttaient pas ensemble pour la première fois. Au sujet des traditions sur l'Église primitive en France, ils s'étaient déjà rencontrés. Il faut avouer que le savant Dominicain n'eut que de bien pauvres témoignages à opposer à son terrible adversaire, et qu'il fut vaincu sur ce dernier terrain.

Launoy était plutôt lié avec les Jésuites qu'avec Arnauld; mais il avait une droiture naturelle qui ne lui permettait pas de sacrifier la justice à l'esprit de parti. Il fit un mémoire¹ pour démontrer que la sentence rendue contre Arnauld était illégale, et il fit sur la censure des notes qui en démontrent la nullité. Launoy avait pour lui la loi et la raison; mais le roi, ou plutôt Mazarin, était contre lui avec toute la Cour dominée par Mazarin et dirigée par le P. Annat; la loi était faible devant une telle puissance. Le pape ne fut pas de l'avis de la majorité de la Faculté touchant la lettre d'Arnauld. Nous avons vu que ce docteur avait soumis au pape sa *Lettre à un duc et pair*; Alexandre VII, au lieu de la censurer, loua la piété et l'érudition de l'auteur et l'exhorta à mépriser à l'avenir les libelles de ses adversaires².

Pour arriver à censurer Arnauld, il y avait eu entre les Jésuites et les Dominicains de longs pourparlers pour arriver à un moyen terme et s'entendre entre eux, malgré la diversité de leurs sentiments sur la Grâce. Les Dominicains étaient Thomistes, et leur

¹ On a inséré ce Mémoire dans la grande Collection des Œuvres d'Arnauld, t. xx, p. 381 et suiv.

² V. Œuvres d'Arnauld, t. xix.

doctrine se rapprochait beaucoup plus de celle d'Arnauld et des Augustiniens que de celle de Molina. Ils se seraient probablement rangés du côté d'Arnauld si le P. Annat n'avait pas employé toutes les ressources de son esprit pour les engager à faire cause commune avec les autres religieux, et à concilier en apparence leurs opinions théologiques avec celles de Molina. Pour arriver à cette conciliation, il fallait des mots dont le sens vague et indéterminé pût servir de refuge aux opinions les plus contradictoires. Ces mots, on les trouva : ce furent ceux de *Pouvoir prochain* et de *Grâce suffisante*. Les Thomistes et les Molinistes donnaient à ces mots un sens contradictoire ; mais Arnauld les rejetait, c'en était assez pour qu'on les adoptât comme un terrain neutre sur lequel tous ses adversaires pouvaient se réunir afin de l'accabler.

Pascal¹ s'empara avec avantage de ces deux mots dans les premières *Provinciales*, qu'il fit pour défendre Arnauld contre l'injuste censure dont il avait été frappé.

Pascal, dont le nom seul rappelle la science, le génie et l'esprit, était un des plus jeunes solitaires de Port-Royal. Il s'était illustré par ses démonstrations mathématiques, à l'âge où les autres n'apprennent qu'avec peine les premiers éléments des sciences. Génie aussi facile que profond, il sut exprimer les idées les plus abstraites dans un style que l'on jugea supérieur même à celui d'Arnauld, et qui est resté comme un des plus beaux modèles de la langue française.

Cet étonnant génie était mathématicien et philosophe comme Descartes, spirituel et malin comme Molière, éloquent comme Bossuet. Les premières *Provinciales*, qu'il écrivit pour la défense d'Arnauld, ayant eu un succès prodigieux, il continua ces spirituelles satyres, et critiqua avec autant de logique que d'esprit, les arguties immorales des théologiens de la Compagnie des Jésuites.

¹ Blaise Pascal naquit à Clermont en Auvergne, le 19 juin 1623, et mourut à Paris en 1662, âgé de 39 ans. Parmi ses ouvrages, on distingue principalement les dix-huit *Lettres Provinciales*, le *Traité de l'Équilibre*, les *Problèmes sur la Cycloïde*, ses *Pensées sur la Religion*. Ce dernier ouvrage donnait le cauchemar à Voltaire et aux autres ennemis du Christianisme pendant le XVIII.^e siècle ; ils mirent tout en œuvre pour déprécier Pascal et le faire passer pour fou. Les Jésuites se sont appuyés de leur autorité pour soutenir les mêmes idées. (V. Feller v^o Pascal.) Ces attaques intéressées n'ont en rien diminué la gloire de ce profond et religieux génie. On peut consulter, sur Pascal, le beau travail de M. Prosper Faugère.

Pascal introduit spirituellement sur la scène, dans ses premières lettres, le docteur Lemoine, inventeur d'un système mitoyen entre les Thomistes et les Molinistes, et le P. Nicolai, Dominicain, le plus moliniste de ceux qui prétendaient suivre la doctrine de saint Thomas ; c'est par le moyen de ces acteurs que le P. Annat parvint à son but, en créant deux grands mots, sur lesquels ni les uns ni les autres ne peuvent s'accorder, et qui leur servent cependant de moyen d'union. Après avoir exposé les deux points du procès d'Arnauld, il visite les ennemis de ce docteur, les interroge, les met en contradiction avec eux-mêmes touchant le fameux mot de *Pouvoir prochain*, auquel ils tiennent tant, mais ils finissent par lui donner cet argument, devant lequel il bat nécessairement en retraite¹. « Est-ce que le mot est de l'Écriture. — Non, dirent-ils. — Est-il donc des pères, ou des conciles, ou des papes ? — Non. — Est-il donc de saint Thomas ? — Non. — Quelle nécessité y a-t-il donc de le dire, puisqu'il n'a ni autorité ni aucun sens de lui-même ? — Vous êtes opiniâtre, me dirent-ils : vous le direz, ou vous serez hérétique et M. Arnauld aussi, car nous sommes le plus grand nombre ; et s'il est besoin, nous ferons venir tant de Cordeliers, que nous l'emporterons. »

C'était le grand moyen d'avoir la majorité.

Pascal est mordant, surtout contre les nouveaux Thomistes, qui admettaient l'expression de *grâce suffisante* avec les Jésuites, tout en refusant d'admettre, avec ces derniers, qu'elle *suffisait* pour faire le bien².

« Je m'en allai, dit-il, droit aux Jacobins³, où je trouvai à la porte un de mes bons amis, grand Janséniste (car j'en ai de tous les partis), qui demandait quelque autre père que celui que je cherchais. Mais je l'engageai à m'accompagner à force de prières, et

¹ Pascal, 1.^{re} Lettre Prov., *ad fin.*

² Dans le système de Molina, le mot de *grâce suffisante* a un sens déterminé, puisqu'elle suffit à la volonté de l'homme pour lui faire accomplir les commandements. Les nouveaux Thomistes, en admettant cette expression, ne regardaient pas la *grâce suffisante* comme *suffisant* pour faire le bien, et ils admettaient que, pour l'accomplissement des préceptes, il fallait une *grâce efficace*, selon le sentiment des anciens de leur école.

Pascal, 2.^e Prov. On appelait Jacobins les Dominicains, parce qu'ils avaient une maison rue Saint-Jacques. On remarquera que l'auteur fait allusion dans ce passage à la demi-heure accordée aux opinants de la question de *droit*; cette demi-heure était mesurée par un sablier placé sur le bureau du président.

demandai un de mes nouveaux Thomistes. Il fut ravi de me recevoir : Eh bien, mon père, lui dis-je, ce n'est pas assez que tous les hommes aient un *pouvoir prochain*, par lequel pourtant ils n'agissent en effet jamais, il faut qu'ils aient encore une *grâce suffisante*, avec laquelle ils agissent aussi peu. N'est-ce pas là l'opinion de votre Ecole? — Oui, dit le bon père; et je l'ai bien dit ce matin en Sorbonne. J'y ai parlé toute ma demi-heure, et sans le *sable*, j'eusse bien fait changer ce malheureux proverbe qui court déjà dans Paris : *Il opine du bonnet comme un moine en Sorbonne*. — Et que voulez-vous dire par votre demi-heure et votre sable, lui répondis-je; taille-t-on vos avis à une certaine mesure? — Oui, me dit-il, depuis quelques jours. — Et vous oblige-t-on de parler une demi-heure? — Non, on parle aussi peu qu'on veut. — Mais non pas tant que l'on veut, lui dis-je. O la bonne règle pour les ignorants! O l'honnête prétexte pour ceux qui n'ont rien de bon à dire! Mais enfin, mon père, cette grâce donnée à tous les hommes est *suffisante*? — Oui, dit-il. — Et néanmoins elle n'a nul effet sans *grâce efficace*? — Cela est vrai, dit-il. — Et tous les hommes ont la *suffisante*, continuai-je, et n'ont pas l'*efficace*? — Il est vrai, dit-il. — C'est-à-dire, lui dis-je, que tous ont assez de grâce, et que tous n'en ont pas assez : c'est-à-dire que cette grâce suffit, quoiqu'elle ne suffise pas; c'est-à-dire qu'elle est suffisante de nom et insuffisante en effet. En bonne foi, mon père, cette doctrine est bien subtile. Avez-vous oublié, en quittant le monde, ce que le mot de suffisant y signifie? ne vous souvient-il pas qu'il renferme tout ce qui est nécessaire pour agir? Mais vous n'en avez pas perdu la mémoire; car, pour me servir d'une comparaison qui vous sera plus sensible, si l'on ne vous servait à table que deux onces de pain et un verre d'eau par jour, seriez-vous content de votre prier, qui vous dirait que cela serait suffisant pour vous nourrir, sous prétexte qu'avec autre chose, qu'il ne vous donnerait pas, vous auriez tout ce qui vous serait nécessaire pour vous nourrir? Comment donc vous laissez-vous aller à dire que tous les hommes ont la *grâce suffisante* pour agir, puisque vous confessez qu'il y en a une autre absolument nécessaire pour agir, que tous n'ont pas? Est-ce que cette créance est peu importante, et que vous abandonnez à la liberté des hommes de croire que la grâce efficace est nécessaire ou non? Est-ce une chose indifférente de dire qu'avec la grâce suffisante on agit en effet? — Comment, dit ce bonhomme, indifférente! c'est une *hérésie*. c'est une *hérésie* formelle. La nécessité de

la *grâce efficace* pour agir effectivement est de *foi* ; il y a *hérésie* à le nier.

« — Où en sommes-nous donc, m'écriai-je, et quel parti dois-je ici prendre ? Si je nie la *grâce* suffisante, je suis *Janséniste*. Si je l'admets comme les Jésuites, en sorte que la *grâce efficace* ne soit pas nécessaire, je serai *hérétique*, dites-vous. Et si je l'admets comme vous, en sorte que la *grâce efficace* soit nécessaire, je pèche contre le sens commun, et je suis *extravagant*, disent les Jésuites. Que dois-je donc faire dans cette nécessité inévitable, d'être ou extravagant, ou hérétique, ou Janséniste ? Et en quels termes sommes-nous réduits, s'il n'y a que les Jansénistes qui ne se brouillent ni avec la foi, ni avec la raison, et qui se sauvent tout ensemble de la folie et de l'erreur ? »

Le succès extraordinaire des premières *Provinciales* fit comprendre aux solitaires de Port-Royal qu'ils avaient trouvé le vrai moyen de lutter contre leurs adversaires, et de battre en brèche cette puissance occulte qui savait dominer les cours de France et de Rome, pour leur nuire. Au lieu de rester sur la défensive, ils marchèrent bravement à l'attaque de leurs ennemis, et les frappèrent en pleine poitrine.

Depuis un demi-siècle, la Compagnie des Jésuites avait produit une foule de théologiens, qui s'étaient attribué la mission de décider les divers *cas de conscience* qui pouvaient se présenter dans les différentes circonstances de la vie humaine ; on leur avait donné le nom de *casuistes*. Toutes les congrégations religieuses, et la Sorbonne elle-même, fournirent quelques-uns de ces théologiens, mais en petit nombre, comparativement à ceux que produisit la Compagnie des Jésuites ; c'est pourquoi on attribue généralement, et avec raison à cette Société l'avantage d'avoir produit les *casuistes*. En outre, les *casuistes* Jésuites ont une nuance que ceux des autres congrégations n'ont que par exception. Sous prétexte d'une connaissance exacte du cœur de l'homme, « ils essayèrent ¹ de réaliser une transaction entre la perfection infinie et les vices de l'humanité ; de populariser la religion en combinant quelques pratiques avec les sentiments du monde. Le monde s'était plaint,

¹ Les paroles que nous enregistrons ici se trouvent au t. iv, p. 50 de la nouvelle *Histoire de la Compagnie de Jésus*, par M. Crétineau-Joly. Tout le monde sait que cette œuvre appartient bien à la Société ; les aveux que nous y trouvons n'en ont que plus d'importance.

depuis l'origine du Christianisme, de l'austérité de certains préceptes; les Jésuites venaient au secours de ces doléances; ils tentaient de lui faire moins âpre le chemin du ciel ».

De là, la dévotion aisée du P. Lemoine, la *Somme des Péchés* du P. Bauny; la *Théologie morale* d'Escobar; la *Moëlle de la Théologie morale* de Busambaüm, et tant d'autres œuvres du même genre.

Les solitaires de Port-Royal prenaient au sérieux l'Évangile; ils savaient que, selon Jésus-Christ, on ne pouvait servir deux maîtres; qu'il ne pouvait y avoir de transaction entre la lumière et les ténèbres, entre le Christ et Bélial; que Jésus-Christ n'avait point apporté en ce monde un accommodement avec les vices du monde, mais l'épée pour les couper jusqu'à la racine; ils comprenaient qu'au lieu de transiger avec les préceptes dont le monde s'était plaint depuis l'origine du christianisme, il fallait, pour le guérir, lui présenter ces mêmes préceptes entendus, comme on le faisait depuis l'origine du Christianisme, et qu'il n'appartenait pas aux hommes de rendre facile le chemin du ciel, qui, selon Jésus-Christ, est si difficile, qu'un bien petit nombre peuvent y marcher.

Il y a donc, entre la doctrine de Port-Royal et celle des Jésuites, la différence qui existe entre Escobar ou Bauny et l'Évangile.

Pascal mit au service de la morale évangélique tout ce que la satire eut jamais de plus fin et de plus mordant. Chaque mot de ses *Provinciales* est une épigramme d'autant plus acérée, qu'elle est enveloppée d'une naïveté aussi élégante que spirituelle. Son ton railleur ne tombe jamais jusqu'au trivial; c'est, comme on disait autrefois, du sel attique d'aussi bon aloi que celui de Théophraste, de Térence ou de Molière. Et ce qui étonne le plus en lisant les *Provinciales*, c'est que Pascal ait pu être si constamment spirituel, en traitant un sujet aussi monotone par lui-même. Il ne s'agissait en effet que d'exposer les principes immoraux des casuistes, de citer et de discuter les textes de ces mauvais théologiens. Pascal les suit sur les divers points de la morale; il attaque surtout leurs principes sur la probabilité, la simonie, l'homicide, l'usure, la fausse dévotion, les péchés capitaux, l'aumône, la calomnie.

Les deux dernières lettres¹ traitent des questions du *fait* et du *droit*, si débattues à l'époque où elles parurent, comme nous le verrons bientôt.

¹ La 17.^e et la 18.^e, publiées en 1657.

Les Provinciales ne peuvent être analysées. Il faut les lire pour les connaître et les apprécier. Seulement, comme les Jésuites et leurs amis se sont crus obligés de les attaquer dans tous leurs ouvrages ¹, et particulièrement dans ceux qu'ils ont intitulés *Histoires*, nous devons quelques mots de réponse à leurs accusations.

Le plus grave reproche qu'ils aient adressé à Pascal, c'est celui d'avoir manqué d'exactitude dans la citation de quelques textes, et d'avoir parfois rapproché certains membres de phrases isolés, pour appuyer l'opinion qu'il voulait donner d'un auteur.

Ceux qui ont fait ce reproche à Pascal n'ont pas réfléchi que le spirituel écrivain ne tenait pas tant à faire de l'érudition et à citer un texte, sans qu'il y manquât un mot, qu'à donner une idée exacte de l'opinion qu'il voulait attaquer. En général, les citations de Pascal sont exactes, même, *littéralement* parlant; elles le sont *toujours*, si on veut pénétrer le sens de l'auteur. Pour le découvrir il ne faut pas s'arrêter à un texte isolé, mais rapprocher de ce texte les propositions éparses çà et là, qui le modifient et lui servent de commentaires. C'est ainsi que Pascal en a agi; aussi pénétre-t-il avec une sagacité étonnante jusqu'aux entrailles mêmes de ces pauvres casuistes, qui ne s'attendaient guère à ce qu'un jour un homme comme Pascal viendrait faire l'anatomie exacte de leurs dégoûtants volumes, et en exposer aux regards étonnés les principes immoraux. Chanter victoire lorsqu'on a trouvé Pascal en flagrant-délit d'oublier un mot dans une phrase, c'est prouver qu'on a peu de chose à dire, lorsque le système de morale n'en est pas moins exposé avec une exactitude invulnérable. La *Somme des Péchés* du P. Bauny n'en est-elle pas moins un livre immoral, repoussé par le clergé de France comme par le Saint-Siège, parce que Pascal, en flagellant ce casuiste, n'aura pas cité tous les mots d'une de ses propositions?

On a dit que Pascal avait calomnié la Compagnie de Jésus, en attribuant à tout le corps une doctrine immonde, professée seulement par quelques Pères espagnols ou flamands. Ce reproche est de Voltaire, qui s'entend avec les Jésuites pour déprécier Pascal ².

¹ D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1656, 1659; *Hist. de la Compagnie de Jésus*, par M. Crétineau-Joly, t. iv; *Hist. de l'Église* par le P. Béraud-Bercastel, édit. Henrion, t. ix.

² Les ennemis du Christianisme ont pris, comme ils le devaient, la défense des casuistes contre Pascal. Feller triomphe lorsqu'il cite, en faveur de ses

Les Jésuites français, italiens et allemands ont soutenu les mêmes principes immoraux que ceux d'Espagne et de Flandre; Bauny n'est pas moins répréhensible qu'Escobar. Tamburini et Busambäum ne leur cèdent ni à l'un ni à l'autre. C'est en France que les casuistes ont trouvé un apologiste dans le P. Pîrot; les théologiens qui ont soutenu la morale évangélique sont aussi rares chez les Jésuites, que les casuistes relâchés le sont dans les autres congrégations religieuses. De là, il suit que Pascal n'a point été calomniateur, en attribuant à la Compagnie des Jésuites les principes des casuistes. Cette Société n'est pas un être de raison, et se compose de ses membres; dès que l'immense majorité des Jésuites a professé les principes de Bauny et d'Escobar, non-seulement on peut, mais on doit faire porter à la Société la responsabilité de ces principes.

Mais cette Société avait-elle conçu le projet de semer l'immoralité dans le monde, de corrompre la société? On a reproché à Pascal d'avoir eu cette opinion; ceux qui ont jugé à propos de lui faire ce reproche tout à fait gratuit étaient peut-être disposés à lui prêter une idée absurde, afin de le combattre avec quelque avantage. Pascal n'a jamais cru que les Jésuites eussent, de parti pris, conçu le dessein de corrompre la société; seulement, il a pensé qu'à force de vouloir accommoder les préceptes de la morale aux sentiments du monde, ils avaient posé des principes qui ne tendaient à rien moins qu'à excuser les vices les plus affreux, et à laisser libre carrière à toutes les passions. Cela ressort si évidemment de toutes les *Provinciales*, qu'il est difficile de croire à la bonne foi de ceux qui ont attribué à Pascal une autre pensée.

Enfin, les Jésuites ont reproché à Pascal les sarcasmes sous lesquels il les a accablés.

Nous avons lu les principaux ouvrages que les Jésuites ont adressés à l'école de Port-Royal, et ceux que cette école leur a opposés. De cette lecture, faite sans esprit de parti, et à une époque où nous étions plus favorable aux Jésuites qu'à leurs adversaires, il nous est resté cette impression: que les Jésuites traitent ordinairement les solitaires de Port-Royal avec une colère, avec une injustice qui étonne; lorsqu'ils veulent faire de l'esprit, ils

confrères, les aveux de ces ennemis de l'Évangile. (Feller, vo Escobar, Caramuel, etc.) Le biographe jésuite ne s'est pas aperçu que les paroles qu'il cite sont d'autant plus humiliantes pour les casuistes qu'elles sont plus sympathiques.

tombent jusqu'au trivial, jusqu'aux injures les plus grossières ; nous avons rencontré dans la polémique de Port-Royal quelques mots vifs, des passages où se révèle l'indignation ; mais, en général, le ton de cette polémique est digne et élevé ; Pascal est celui de toute l'école qui a attaqué le plus vivement les Jésuites : que l'on compare ses *Provinciales* aux libelles du P. Garasse, et l'on jugera si les Jésuites doivent être entendus lorsqu'ils viennent se plaindre des injures de Port-Royal.

On a essayé de faire croire que les principes de morale de Port-Royal ont plus contribué aux vices de la société par leur rigorisme que les principes immoraux des casuistes. D'abord, on a exagéré ce rigorisme, afin de le rendre aussi absurde que possible ; on a feint de croire que l'école de Port-Royal ne voulait tenir compte des circonstances ni de temps, ni de lieu, ni de personnes. Tous les écrits des solitaires démentent cette assertion ; quant à l'influence de ce rigorisme sur l'immoralité, nous trouvons cette opinion trop absurde pour nous y arrêter. Autant dire que l'Évangile a été un principe de corruption pour le monde, parce qu'il opposait la sévérité des mœurs à la licence du paganisme, et que la philosophie d'Épicure était plus propre que la doctrine de Jésus-Christ à faire régner la morale dans le monde.

Lorsque les *Provinciales* parurent, la Compagnie des Jésuites se sentit blessée au cœur, et chercha à se défendre¹ ; mais il faut avouer que ses réponses furent d'une faiblesse étonnante. Un anonyme écrivit deux *Lettres à Philarque* ; un autre commença un livre qu'il intitula *Impostures*. Il devait avoir quatre parties, la première seule vit le jour ; le P. Annat, qui était le Jésuite le plus illustre de France, essaya de détourner le coup en présentant les accusations comme fausses par leur généralité, et ne s'adressant qu'à des hommes isolés et désavoués par la Compagnie. Son livre était intitulé : *La Bonne Foi des Jansénistes*. Le P. Frétat et plusieurs autres Pères firent des démarches pour intimider Pascal ; le P. Pirot alla plus directement au but, et entreprit l'*Apologie* des Casuistes flagellés par Pascal. Son livre fut nécessairement immo-

¹ M. Crétineau-Joly prétend que la Compagnie de Jésus garda le silence, et cherche à faire croire que ce fut de sa part tactique ou dignité. Les essais de réponse que nous citons prouvent que, si les Jésuites ne répliquèrent point, ce ne fut pas la bonne volonté qui leur manqua. V. Crétineau-Joly. *Hist. de la Compagnie de Jésus*, t. IV, p. 52.

ral ; le Saint-Siège et le clergé de France le condamnèrent, comme nous le verrons bientôt ; mais il avait du moins le mérite d'aborder franchement la question. Il est vrai que, par cette franchise, il compromettait gravement sa Société, qui le désavoua publiquement.

Le P. Daniel crut mieux défendre sa Compagnie que ses confrères Annat et Pirot, et il publia les *Entretiens de Cleanthe et d'Eudoxe*. Cet ouvrage est certainement ce que les Jésuites ont produit de meilleur dans cette lutte ; mais le P. Daniel n'était pas de force à se mesurer avec Pascal ; il réussit beaucoup mieux dans ses travaux historiques, et ses recherches sur les vieilles annales de la France lui assurent une place plus distinguée dans les lettres que ses ouvrages de polémique.

Les *Provinciales* éveillèrent l'attention générale sur la morale des casuistes. Déjà, il est vrai, le Saint-Siège, le clergé de France, la Sorbonne, la Faculté de Louvain et des théologiens avaient censuré et flétri plusieurs maximes des casuistes ; mais l'attention n'avait pas été éveillée jusqu'alors d'une manière si directe que par les *Provinciales*.

Les curés de Paris ¹, qui étaient presque tous docteurs de Sorbonne, s'élevèrent avec énergie contre la morale relâchée. Rousse, curé de Saint-Roch, leur syndic, la dénonça dans leur assemblée du 12 mai 1656. Il pria l'assemblée de nommer une commission, pour vérifier si les propositions réfutées par Pascal étaient bien dans les livres des casuistes, afin de pouvoir solliciter, ou la condamnation des *Provinciales* si ces propositions n'étaient pas des auteurs auxquels on les attribuait, ou celle des casuistes, si elles étaient fidèlement extraites de leurs ouvrages.

Les troubles qui avaient lieu dans l'Église de Paris, touchant la juridiction de l'archevêque absent ², ne permirent pas de donner alors à cette résolution toute la suite que l'on désirait

¹ Nicole, Hist. des Provinciales, § 2 ; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, liv. 14.

² Le cardinal de Retz, archevêque de Paris, exerça sa juridiction du fond de son exil, par les grands-vicaires qu'il avait institués. La Cour persécuta ces grands-vicaires et chercha tous les moyens de faire exercer par d'autres que par eux les fonctions épiscopales ; mais elle échoua contre le droit incontestable de l'archevêque, et il fallut arriver à une transaction. L'archevêque nomma un vicaire-général, qui fut agréé par la Cour. Peu de temps après (en 1661)

Les curés de Rouen montrèrent le même zèle que ceux de Paris contre la morale des Jésuites; l'abbé d'Aulnay, curé de Saint-Maclou, l'attaqua dans plusieurs de ses sermons, sans toutefois nommer les auteurs. Les Jésuites n'en firent pas moins beaucoup de bruit. Le P. Brisacier, recteur de leur collège de Rouen, présenta requête à l'archevêque contre le curé de Saint-Maclou, comme si, en attaquant les casuistes, il eût flétri toute la Société. Les autres curés de la ville prirent parti pour leur confrère. Ils s'assemblèrent, et, à l'exemple des curés de Paris, ils nommèrent une commission pour vérifier, sur les livres des casuistes, les propositions réfutées par l'abbé d'Aulnay. Les commissaires, au nombre de six, s'appliquèrent à ce travail pendant un mois, et firent leur rapport dans une seconde assemblée. Les propositions, qui n'étaient autres que celles qui avaient été flétries par Pascal, furent trouvées dans les livres cités; plusieurs curés firent la même vérification que les commissaires pour leur satisfaction personnelle. Après cet examen minutieux, l'assemblée dressa une requête à l'archevêque, pour lui demander la condamnation des maximes corrompues qu'ils avaient examinées ¹.

L'archevêque de Rouen jugea à propos de renvoyer cette affaire à l'assemblée générale du clergé qui se tenait alors à Paris ².

Les curés de Rouen écrivirent à ceux de Paris pour les prier de les assister de leurs conseils et d'intervenir avec eux pour la défense de l'Évangile. Ceux-ci examinèrent de nouveau les livres des casuistes et en firent des extraits dont ils demandèrent la censure, d'abord au vicaire-général de l'archevêque, et ensuite, par son ordre, à l'assemblée du clergé. Afin de donner plus de poids à leur requête, les curés de Paris y joignirent les adhésions d'un grand nombre de curés des villes les plus considérables de France qu'ils avaient exhortés à s'unir à eux.

Le peu de temps qui restait à l'assemblée générale ne lui permit pas de s'occuper d'une affaire qui demandait un examen approfondi et de sérieuses recherches. Elle se contenta donc, afin de témoi-

il donna sa démission de fonctions qu'il était bien indigne de remplir, et fit sa paix avec la Cour, comme nous l'avons rapporté ailleurs.

¹ On trouve cette requête des curés de Rouen et plusieurs autres pièces relatives à la discussion sur la morale au t. II de la collection de Ellies Dupin, intitulée Hist. Ecclésiastique du XVII.^e siècle.

² L'assemblée générale de 1655 dura jusqu'en 1657.

gner de son zèle en faveur des bons principes, de décider que les *Instructions* de saint Charles Borromée seraient imprimées aux frais du clergé, afin de servir de contre-poison à la morale relâchée des casuistes.

On lit à ce sujet dans le procès-verbal de l'assemblée ¹:

« Monsieur de Cyron a dit que, suivant l'ordre de l'assemblée il avait fait venir de Toulouse le livre des *Instructions pour les Confesseurs*, dressées par saint Charles Borromée et traduites en français par feu Monsieur l'archevêque de Toulouse, pour la conduite des confesseurs de son diocèse : et plusieurs de Messieurs les prélats qui ont lu ledit livre, ayant représenté qu'il serait très utile, et principalement en ce temps, où l'on voit avancer des maximes si pernicieuses et si contraires à celles de l'Évangile, et où il se commet tant d'abus en l'administration du sacrement de Pénitence par la facilité et l'ignorance des confesseurs ; l'assemblée a prié Monsieur de Cyron de prendre soin de le faire imprimer, afin que cet ouvrage, composé par un si grand saint, avec tant de lumière et de sagesse, se répande dans les diocèses et qu'il puisse servir

V. Collection générale des Procès-verbaux du Clergé de France, t. IV.

On lit le passage suivant dans le Procès-verbal de l'assemblée de 1656 :

« Le 17 août, de relevée, Monseigneur l'évêque du Mans dit que MM. de Sainte-Marthe avaient fait relier les livres qu'ils ont composés par ordre de l'assemblée, et qu'ils suppliaient la compagnie de leur donner jour pour les lui présenter.

» Le 23 août, Monseigneur de Narbonne dit : Que Monseigneur l'évêque de Vence l'était venu avertir que MM. de Sainte-Marthe n'avaient point voulu présenter leur livre à l'assemblée qu'auparavant ils n'eussent retranché, suivant l'avis de Messieurs les commissaires, quelques lignes dans l'éloge qu'ils avaient donné à feu M. l'abbé de Saint-Cyran, lesquelles pouvaient faire tort à la mémoire de feu Monseigneur le cardinal de Richelieu, duquel l'Eglise avait reçu tant d'assistance, et dont la piété était reconnue de tout le monde. L'assemblée, voulant rendre à sa mémoire ce qu'elle croit que le clergé de France lui doit, a résolu que, pour plus grande sûreté, l'éloge entier du sieur de Saint-Cyran serait ôté du livre des sieurs de Sainte-Marthe, et que l'on mettra à la marge que si, dans les autres exemplaires, il y en a quelques-uns, ils y ont été insérés sans connaissance ni approbation de l'assemblée, ce qui ne préjudiciera aucunement à la réputation et foi historique desdits sieurs de Sainte-Marthe, lesquels ont bien mérité de l'Eglise gallicane par leurs ouvrages. »

On a voulu donner une haute portée à cette délibération, et la faire considérer comme ignominieuse pour l'abbé de Saint-Cyran. Il est facile de voir qu'il n'y a là que de l'adulation pour Richelieu, et pas autre chose.

comme d'une barrière pour arrêter le cours des opinions nouvelles qui vont à la destruction de la morale chrétienne. »

Saint Charles Borromée, archevêque de Milan, avait travaillé toute sa vie, par ses actes comme par ses écrits, à faire revivre la morale évangélique, qui avait essuyé tant d'échecs pendant le xvi.^e siècle. Au lieu d'être secondé par les religieux, il n'avait guère rencontré de leur part que contradiction. Les Jésuites qui ne venaient que de naître, et qui étaient encore dans leur ferveur primitive, n'avaient reconnu que par l'ingratitude la confiance qu'il leur avait d'abord accordée, et il se plaignait à Rome des entraves qu'ils mettaient à ses pieux desseins. Son neveu et successeur, aussi distingué par son zèle que par ses lumières, rencontra chez eux la même opposition ¹.

Le choix d'un ouvrage de saint Charles Borromée, fait par l'assemblée du clergé, pour combattre le relâchement, était donc très significatif, et les Jésuites ne se méprirent pas sur l'intention qui l'avait inspiré.

En conséquence de l'ordre qu'il avait reçu, l'abbé de Cyron fit imprimer, en 1667, les instructions de saint Charles, et envoya ce livre dans les provinces avec une circulaire dans laquelle il déclarait, au nom de l'assemblée, au sujet des propositions dénoncées par les curés : « Que le manque de loisir pour faire cet examen était la seule chose qui avait empêché les prélats de prononcer un jugement solennel qui eût arrêté le cours de cette peste des consciences, et qu'ils l'auraient fait volontiers si les suppliants s'y fussent plus tôt adressés. »

Quelques évêques censurèrent les propositions dénoncées par les curés. Godeau, évêque de Vence, se distingua surtout dans la guerre contre les casuistes, et enseigna, avec une science et une dignité vraiment épiscopales, les vrais principes de la morale chrétienne.

L'assemblée dont nous venons de parler avait été saisie de l'affaire des cinq propositions, qui préoccupait toujours vivement l'opinion publique.

Le bref d'Innocent X², en réponse à la lettre des évêques de la dernière assemblée du Louvre, avait été apporté en France par Du

¹ V. Les Lettres de saint Charles Borromée.

² Procès-verbal de l'assemblée de 1656-57, t. iv de la Collection générale; Hermant, Mém., mss. sur l'Hist. Eccl. du xvii.^e siècle.

Bosquet, évêque de Lodève. Le 20 mai 1655, quinze prélats, présidés par Mazarin, ouvrirent ce bref, dont le roi avait ordonné préalablement l'exécution par une déclaration en date du 17. Les quinze évêques témoignèrent beaucoup de satisfaction de ce que le pape avait approuvé la conduite tenue dans la dernière assemblée, et de ce qu'il déclarait avoir condamné, dans les cinq propositions, la doctrine de Jansenius, contenue dans son livre intitulé *Augustinus*. Il fut arrêté par cette assemblée que « l'on écrirait à tous les prélats une lettre commune, par laquelle on leur donnerait connaissance des intentions de Sa Sainteté, contenues en son bref, et que, pour les informer de ce qui s'était passé en cette occasion, on leur enverrait la copie de la constitution et du bref, et les lettres qui avaient été écrites par les assemblées précédentes, et de plus, que, pour arrêter le cours d'un des plus grands maux dont l'Eglise pût être affligée, on les convierait à faire souscrire la constitution et le bref de Sa Sainteté, par tous les chapitres, les recteurs des Universités et par toutes les communautés tant séculières que régulières, exemples et non exemples; par les curés et ceux qui sont ou seront pourvus de bénéfices dans leurs diocèses, et généralement par toutes les personnes qui sont sous leur charge, de quelque qualité et condition qu'ils soient. » on ajouta : « qu'ils ordonneraient que la constitution et le bref seraient registrés aux greffes de leurs officialités pour y avoir recours quand besoin serait; les avertissant que, si, après une décision si solennelle et si expresse, quelqu'un venait à tomber dans les sentiments de cette mauvaise doctrine, on devrait procéder contre lui par les voies canoniques. »

La Mothe-Houdancourt, évêque de Rennes, et Cohon, évêque de Dol, émirent un avis digne d'évêques courtisans, en proposant d'obliger tous les laïques suspects de Jansénisme à signer, sous peine de confiscation de leurs biens, le formulaire suivant, qui fut rédigé par l'assemblée des quinze :

« Je, N., reconnais être obligé en conscience de condamner de cœur et de bouche la doctrine des cinq propositions de Cornelius Jansenius contenue dans son livre intitulé *Augustinus*, que le pape et les évêques ont condamnée; laquelle doctrine n'est point celle de saint Augustin, que Jansenius a mal expliquée, contre le vrai sens de ce saint docteur. »

Ce formulaire fut envoyé à tous les évêques de France, mais il n'y eut que deux ou trois évêques courtisans qui entreprirent de le faire signer dans leurs diocèses. L'importance que se donnait l'as-

semblée des quinze se trouva ainsi fort mal justifiée, et son formulaire resta à l'état d'intrigue de cour. Les choses en étaient là lorsque le clergé se réunit à Paris, en assemblée générale (1656). Mazarin entreprit d'y faire confirmer tout ce qui avait été fait dans les assemblées particulières des trois années précédentes. Pierre de Marca, archevêque de Toulouse, qui avait dirigé, sous l'autorité du premier ministre, les délibérations de ces assemblées, fut chargé d'en faire le rapport à l'assemblée générale. Afin de concilier à ces actes la majorité de cette réunion, on y convoqua tous les évêques de cour qui se trouvaient à Paris.

Pierre de Marca fit le rapport de ce qui s'était passé dans les assemblées du Louvre de 1653 et de 1654. L'archevêque de Sens se désista de ses protestations et réserves, et déclara qu'il admettait la bulle « selon son véritable sens, expliqué par l'assemblée de 1654 et confirmé depuis par le bref de Sa Sainteté. » On accepta solennellement le dernier bref d'Innocent X : on déclara que la doctrine de Jansenius n'était pas celle de saint Augustin et qu'elle avait été véritablement condamnée par la bulle ; enfin on confirma les mesures prises par l'assemblée des quinze pour la signature du formulaire composé par Pierre de Marca. On alla plus loin que les quinze, et il fut décidé que les évêques qui ne feraient pas signer le formulaire seraient exclus des assemblées générales, provinciales et particulières du clergé.

Les évêques qui ne faisaient pas partie de l'assemblée trouvèrent bien rigoureuses les mesures adoptées par cette réunion, qui n'avait que le droit de donner des conseils, même en matière disciplinaire, bien loin de pouvoir se poser en concile et faire des prescriptions en matière de foi ; aussi n'obéit-on pas plus à ses ordres qu'à ceux donnés par l'assemblée des quinze.

L'assemblée écrivit au pape pour lui donner connaissance de ses délibérations. Alexandre VII eut à peine reçu cette lettre qu'il publia une nouvelle bulle pour confirmer celle de son prédécesseur et déclarer que les cinq propositions sont tirées de l'*Augustinus* de l'évêque d'Ypres.

Cette bulle, datée du 16 octobre, fut affichée à Rome le 7 novem-

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1656, t. IV de la Collection générale ; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle ; Extrait mss. du P. Rapin ; D'Avrigny, Mém. chronol. ann. 1656 ; Du Mas, Hist. des cinq propositions, liv. 2.

HISTOIRE

ne fut connue en France qu'au commencement de l'année 1656. Le clergé continuait son assemblée ordinaire comme l'année précédente ; le 12 mars, le nonce remit au roi et à l'assemblée la bulle du pape ; on l'accepta solennellement, on modifia le formulaire, afin d'y renfermer la dernière volonté d'Alexandre VII aussi bien que celle d'Innocent X¹. Le 10 avril, le roi fit enregistrer la bulle au parlement de Paris, le 19 novembre 1657, et donna une déclaration par laquelle il enjoignit à tous les parlements du royaume, par laquelle il leur enjoignit que tous les ecclésiastiques seraient tenus de signer le formulaire dans le délai d'un mois. Les parlements étaient aussi tenus de prêter appui aux évêques contre les opposants. La plupart des évêques ne jugèrent pas à propos d'exiger de leurs ecclésiastiques la signature de ce nouveau formulaire ; ils se contentèrent de publier la bulle d'Alexandre VII, et les choses restèrent en cet état pendant trois ans environ.

Après les déclarations d'Alexandre VII et le dernier bref de son prédécesseur, il n'était plus possible de soutenir que Rome n'avait pas voulu condamner la doctrine de Jansenius. Les partisans de cet évêque eurent recours à un autre moyen pour le défendre, comme nous le verrons après avoir exposé la suite des discussions relatives aux casuistes.

Les Jésuites², fiers du succès qu'ils avaient obtenu à l'assemblée du clergé, par l'entremise de la Cour, contre leurs adversaires, pensèrent qu'ils pourraient les vaincre sur l'article de la morale, comme dans l'affaire de la Grâce. Leur P. Pirot osa publier son *Apolo-
gie pour les Casuistes*, dans laquelle il prenait hardiment la défense de la doctrine corrompue attaquée si victorieusement dans les *Provinciales*. Les curés de Paris et de Rouen, injuriés par le P. Pi-

¹ L'assemblée de 1656 censura la doctrine des religieux mendiants d'Angers, laquelle était contraire aux droits de l'épiscopat. Henry Arnauld, évêque d'Angers, dénonça la même doctrine au pape Alexandre VII, qui la condamna le 10 janvier 1659. Pierre de Marca fit, au nom de l'assemblée de 1656, une relation sur les affaires du Jansénisme. A Rome, on fut sur le point de la mettre à l'Index, comme on le voit dans les Extraits du P. Rapin, p. 162, 163.

² Elles Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du XVII.^e siècle ; D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1656, 1659 ; Extrait mss. du P. Rapin, p. 200 et suiv.

rot, élevèrent les premiers la voix contre ce livre immoral et le dénoncèrent à l'autorité ecclésiastique. De nombreux écrits furent publiés par les Jésuites, d'une part, et de l'autre par les curés. Pendant cette polémique, la Faculté de théologie procédait à l'examen du livre du P. Pirot. Elle mit cinq mois entiers à faire sa censure et y inséra une clause contraire aux lois, en déclarant que, par cet acte, elle n'entendait pas prendre la défense des *Provinciales* condamnées par l'Inquisition de Rome¹. Sur les observations de l'avocat-général Talon, la Faculté ôta de sa censure la mention du jugement d'un tribunal non reconnu en France. Talon reprocha à la Faculté d'avoir admis à ses délibérations un nombre de moines plus grand qu'il n'était permis par les réglemens, et lui fit entendre que c'était grâce à cette adjonction illégale qu'elle avait mis cinq mois à censurer un aussi mauvais livre que celui du P. Pirot, et qu'elle avait inséré une clause illégale dans son jugement.

Au moment où la Faculté allait publier cette censure, survint un ordre du chancelier de différer cette publication. La cour de Rome, dirigée par les Jésuites, avait pris le parti de Pirot et soutenait les membres *bien intentionnés* de la Faculté qui entravaient la censure². Les Jésuites cependant prévirent le mauvais succès de leurs intrigues et firent imprimer un écrit dans le but de se mettre en dehors de la querelle, et de faire croire qu'ils n'approuvaient pas le livre du P. Pirot, mais qu'il ne leur appartenait pas de le condamner. Les curés répondirent à ce nouvel écrit, et firent voir que, dans une pareille cause, il était criminel de rester indifférent.

Les Jésuites ayant fait imprimer leur écrit, le roi envoya dire au doyen de la Faculté qu'il n'empêchait plus de publier la censure faite contre l'*Apologie des Casuistes*.

La censure de la Faculté est datée du 16 juillet 1658; à la fin de cette année, les vicaires-généraux de Paris, à la requête des curés, publièrent une censure, plus détaillée encore que celle de la Faculté, et condamnèrent la plupart des propositions de morale relâchée, que nous verrons flétries plusieurs fois par le Saint-Siège et par le clergé de France.

A l'exemple des curés de Paris, ceux de la plupart des diocèses de France demandèrent à leurs évêques respectifs la condamnation

¹ Les *Provinciales* furent mises à l'Index de Rome, le 6 septembre 1657.

² Ext. mss. du P. Rapin, p. 200 et suiv.; *Sentiments des Jésuites, etc.*; D'Avrigny, Mém. chron., ann. 1659.

bre (1656) ; elle ne fut connue en France qu'au commencement de l'année 1657. Le clergé continuait son assemblée ordinaire commencée l'année précédente ; le 12 mars, le nonce remit au roi et au président de l'assemblée la bulle du pape ; on l'accepta solennellement, et l'on modifia le formulaire, afin d'y renfermer la dernière constitution d'Alexandre VII aussi bien que celle d'Innocent X ¹.

A la requête de l'assemblée, le roi fit enregistrer la bulle au parlement de Paris, le 19 novembre 1657, et donna une déclaration adressée à tous les parlements du royaume, par laquelle il leur donnait avis que tous les ecclésiastiques seraient tenus de signer le formulaire dans le délai d'un mois. Les parlements étaient aussi requis de prêter appui aux évêques contre les opposants.

La plupart des évêques ne jugèrent pas à propos d'exiger de leurs ecclésiastiques la signature de ce nouveau formulaire ; ils se contentèrent de publier la bulle d'Alexandre VII, et les choses restèrent en cet état pendant trois ans environ.

Après les déclarations d'Alexandre VII et le dernier bref de son prédécesseur, il n'était plus possible de soutenir que Rome n'avait pas voulu condamner la doctrine de Jansenius. Les partisans de cet évêque eurent recours à un autre moyen pour le défendre, comme nous le verrons après avoir exposé la suite des discussions relatives aux casuistes.

Les Jésuites ², fiers du succès qu'ils avaient obtenu à l'assemblée du clergé, par l'entremise de la Cour, contre leurs adversaires, pensèrent qu'ils pourraient les vaincre sur l'article de la morale, comme dans l'affaire de la Grâce. Leur P. Pirot osa publier son *Apolo-gie pour les Casuistes*, dans laquelle il prenait hardiment la défense de la doctrine corrompue attaquée si victorieusement dans les *Provinciales*. Les curés de Paris et de Rouen, injuriés par le P. Pi-

¹ L'assemblée de 1656 censura la doctrine des religieux mendiants d'Angers, laquelle était contraire aux droits de l'épiscopat. Henry Arnauld, évêque d'Angers, dénonça la même doctrine au pape Alexandre VII, qui la condamna le 9 janvier 1659. Pierre de Marca fit, au nom de l'assemblée de 1656, une relation sur les affaires du Jansénisme. A Rome, on fut sur le point de la mettre à l'Index, comme on le voit dans les Extraits du P. Rapin, p. 162, 163.

² Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du xvii.^e siècle, t. II ; Hermant, Mém. mss. sur l'Hist. Eccl. du xvii.^e siècle ; D'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1656, 1659 ; Extrait mss. du P. Rapin, p. 200 et suiv.

rot, élevèrent les premiers la voix contre ce livre immoral et le dénoncèrent à l'autorité ecclésiastique. De nombreux écrits furent publiés par les Jésuites, d'une part, et de l'autre par les curés. Pendant cette polémique, la Faculté de théologie procédait à l'examen du livre du P. Pirot. Elle mit cinq mois entiers à faire sa censure et y inséra une clause contraire aux lois, en déclarant que, par cet acte, elle n'entendait pas prendre la défense des *Provinciales* condamnées par l'Inquisition de Rome¹. Sur les observations de l'avocat-général Talon, la Faculté ôta de sa censure la mention du jugement d'un tribunal non reconnu en France. Talon reprocha à la Faculté d'avoir admis à ses délibérations un nombre de moines plus grand qu'il n'était permis par les réglemens, et lui fit entendre que c'était grâce à cette adjonction illégale qu'elle avait mis cinq mois à censurer un aussi mauvais livre que celui du P. Pirot, et qu'elle avait inséré une clause illégale dans son jugement.

Au moment où la Faculté allait publier cette censure, survint un ordre du chancelier de différer cette publication. La cour de Rome, dirigée par les Jésuites, avait pris le parti de Pirot et soutenait les membres *bien intentionnés* de la Faculté qui entravaient la censure². Les Jésuites cependant prévirent le mauvais succès de leurs intrigues et firent imprimer un écrit dans le but de se mettre en dehors de la querelle, et de faire croire qu'ils n'approuvaient pas le livre du P. Pirot, mais qu'il ne leur appartenait pas de le condamner. Les curés répondirent à ce nouvel écrit, et firent voir que, dans une pareille cause, il était criminel de rester indifférent.

Les Jésuites ayant fait imprimer leur écrit, le roi envoya dire au doyen de la Faculté qu'il n'empêchait plus de publier la censure faite contre l'*Apologie des Casuistes*.

La censure de la Faculté est datée du 16 juillet 1658; à la fin de cette année, les vicaires-généraux de Paris, à la requête des curés, publièrent une censure, plus détaillée encore que celle de la Faculté, et condamnèrent la plupart des propositions de morale relâchée, que nous verrons flétries plusieurs fois par le Saint-Siège et par le clergé de France.

A l'exemple des curés de Paris, ceux de la plupart des diocèses de France demandèrent à leurs évêques respectifs la condamnation

¹ Les *Provinciales* furent mises à l'Index de Rome, le 6 septembre 1657.

² Ext. mss. du P. Rapin, p. 200 et suiv.; *Sentimens des Jésuites, etc.*; D'Avrigny, Mém. chron., ann. 1659.

de la doctrine immorale des Casuistes ; presque tous les évêques de France publièrent des mandements contre le livre du P. Pirot. Jamais on ne vit dans le clergé Français plus d'unanimité que dans cette circonstance. Les curés de Paris publièrent, sous le titre de *Journal*, ce qui s'était passé à Paris et dans les provinces au sujet de la morale relâchée ; le P. Annat attaqua cet ouvrage, prétendant y avoir *recueilli plusieurs faussetés et impostures*. Les curés se justifièrent pleinement dans un écrit qui est le huitième de ceux qui furent publiés par eux pendant cette polémique. Le P. Annat, vaincu, obtint du roi un arrêt du conseil contre le *Journal* des curés. Ce moyen était plus puissant contre le livre que sa prétendue réfutation. Les écrits des curés sont vifs, pleins de logique et d'érudition ; Pascal et Arnauld en furent les principaux auteurs.

Le 21 août 1659, l'Inquisition de Rome censura aussi l'*Apologie des Casuistes* du P. Pirot, mais seulement, dit le P. Rapin ¹, pour avoir traité des matières de la Grâce, contre la défense du Saint-Siège.

Les Jésuites, tout en désavouant extérieurement le P. Pirot, ressentaient vivement les coups de ces condamnations multipliées. Ils savaient bien que c'était de Port-Royal que la première flèche était partie. Leur haine contre les solitaires et les religieuses de cette solitude n'en devint que plus profonde, et ils songèrent aux moyens de se venger.

Lorsque la bulle d'Alexandre VII avait été promulguée, Arnauld ² avait publié un écrit intitulé : *Cas proposé par un docteur, touchant la signature de la Constitution d'Alexandre VII et du Formulaire du clergé*.

Arnauld traitait dans cet ouvrage trois questions, qui ont soulevé une longue et vive polémique.

Voici la première :

Un auteur, qui a été persuadé jusqu'à présent que les cinq propositions condamnées ne sont point dans le livre de Jansenius et n'ont point été condamnées dans le sens de cet auteur, est-il obligé de changer de sentiment après les bulles des papes et les déclarations du clergé de France ?

Arnauld répond négativement. Ce qui a été fait à Rome et à Paris, touchant les cinq propositions, le convainc que les cinq

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 206.

² Œuvres d'Arnauld, t. XXI ; Ellics Du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. II ; Du Mas, Hist. des cinq propositions, liv. 3.

Propositions ne sont point dans le livre de Jansenius, puisqu'on n'a pu marquer les endroits où on les trouvait ¹, et que l'on s'est contenté de condamner le *sens de Jansenius*, sans préciser en quoi consistait cette doctrine de Jansenius que l'on trouvait condamnable ². De plus, ajoutait Arnauld, les cinq propositions sont-elles ou non dans le livre de Jansenius, c'est là une *question de fait*, touchant laquelle l'Église n'est point infallible ; car elle ne l'est que dans la définition d'une doctrine qu'elle proclame avoir été crue *partout, toujours et par tous*, suivant l'adage de saint Vincent de Lerins. Le docteur en question n'est donc point obligé, en vertu des dernières décisions, de condamner contre ses propres lumières, comme hérétique, un évêque qu'il juge innocent de la doctrine qu'on lui impute.

La deuxième question d'Arnauld était celle-ci :

Le même docteur, dans la persuasion où il est de l'innocence de Jansenius, peut-il signer le formulaire ?

Arnauld répond négativement : « Je ne comprends pas, dit-il, que l'on puisse, sans blesser la sincérité chrétienne et sacerdotale, signer un acte qui porte la condamnation du livre d'un évêque catholique, lorsqu'on n'adhère point dans son cœur à la condamnation et qu'on croit en son cœur qu'elle est injuste ».

Enfin, la troisième question d'Arnauld se résumait ainsi :

Dans les circonstances actuelles, le docteur en question peut-il

¹ Le P. Annat soutint d'abord que les cinq propositions étaient textuellement dans Jansenius. Mis en demeure d'indiquer les endroits où elles se trouvaient, il fut obligé de dire qu'elles n'y étaient que quant au sens. Le P. D'Avrigny reconnaît qu'il n'y a que la première qui y soit textuellement. C'est ce que prétendaient, dès l'origine de la discussion, les solitaires de Port-Royal, qui ajoutaient que même la première avait, dans l'ouvrage de Jansenius, un tout autre sens que celui qui lui était attribué par les Jésuites. Bossuet pensait que les cinq propositions étaient dans Jansenius, mais il n'a point indiqué les endroits où il les avait trouvées.

² Les solitaires de Port-Royal pressèrent souvent les Jésuites de préciser ce qu'ils entendaient par *sens de Jansenius*. Le P. Annat essaya de le faire, et ne le put qu'en attribuant à Jansenius le système de la Grâce nécessitante de Calvin. Les solitaires répondirent que Jansenius admettait la Grâce efficace au sens de saint Augustin et de saint Thomas, et non la Grâce nécessitante de Calvin ; que si Jansenius admettait ce dernier système, ils le condamnaient comme les Jésuites. Ces explications catégoriques rendaient toute calomnie impossible ; c'est pourquoi les Jésuites n'essayèrent plus de définir le Jansénisme ; ils se contentèrent d'en faire un monstre nourri dans les solitudes de Port-Royal.

garder le silence, ou bien est-il obligé de dire que le pape a été mal informé sur la doctrine de Jansenius ?

Arnauld répond qu'il est obligé de parler, dans la crainte que les ennemis de la doctrine de saint Augustin ne se prévalent de la condamnation de Jansenius pour la faire retomber sur saint Augustin lui-même, dont Jansenius a suivi exactement la doctrine.

Arnauld adressa, sous forme de consultation, son ouvrage à Pavillon, évêque d'Aleth, qui publia sa réponse aux trois questions. Nous aurons souvent occasion de parler de ce grand évêque. Il était né en 1597 à Paris¹. Il eut pour directeur, dans sa jeunesse, saint Vincent de Paul, qui, appréciant ses vertus et son mérite, lui fit recevoir les Ordres et l'employa dans les missions. Il s'acquitt, par ses prédications, une si grande réputation, que le cardinal de Richelieu jeta les yeux sur lui pour le siège épiscopal d'Aleth. Pavillon hésitait à se charger d'une dignité que, dans sa conscience vraiment sacerdotale, il considérait comme un fardeau trop pesant pour lui. Vincent de Paul combattait ses scrupules, et lui disait : « Je m'élèverai contre vous au jour du jugement dernier avec les âmes du diocèse d'Aleth, qui périront faute d'instruction, parce que vous aurez refusé de leur en donner. C'est dans ces pays inconnus, sur ces montagnes affreuses que le vrai zèle de la maison de Dieu doit vous porter. » Pavillon se laissa vaincre, et accepta la charge épiscopale. Il sut la remplir avec le zèle, le discernement, la science, l'énergie et la charité des évêques des premiers siècles de l'Église. Sa touchante simplicité, son esprit apostolique, son application à instruire et à former son troupeau aux vertus chrétiennes, tout en lui rappelait les Chrysostôme et les Augustin.

L'influence qu'avait sur lui Vincent de Paul ne put le décider à signer la lettre de l'évêque de Vabres contre les cinq propositions ; il regardait cette lettre, provoquée par les Jésuites, comme la source des troubles les plus déplorables. Comme les vertus et la science de l'évêque d'Aleth l'avaient rendu illustre dans toute l'Église de France, ce fut à lui qu'Arnauld adressa son *cas de conscience*, contre le formulaire du clergé.

Pavillon ne fut pas de l'avis du savant théologien. Le docteur en question, selon l'évêque d'Aleth, non-seulement pouvait, mais devait signer le formulaire, malgré sa conviction que les cinq propositions ne sont point dans Jansenius, parce que l'au-

¹ Vie de M. Pavillon, évêque d'Aleth, liv. 1.

torité du souverain pontife doit prévaloir à tous nos sentiments particuliers ; il doit donc changer d'opinion à cause de la déclaration du pape ; et quoique la question *de fait* soit bien différente de la question *de droit*, ces deux questions sont tellement unies dans l'affaire des cinq propositions, qu'il serait dangereux de les séparer.

Arnauld ¹ adressa à l'évêque d'Aleth des *Réflexions* touchant la solution qu'il avait donnée du cas de conscience. Nous avons, selon Arnauld, des devoirs à remplir envers le Saint-Siège et envers la raison qui nous a été donnée de Dieu pour nous diriger dans la recherche de la vérité. Nous ne devons pas croire légèrement que le Saint-Siège ait été trompé sur la question *de fait* qui est agitée ; cependant si, après un mûr examen, nous trouvons des preuves très fortes que le Saint-Siège a été trompé, et si l'étude nous fait voir d'un autre côté avec évidence que les cinq propositions ont été imputées faussement à Jansenius, nous devons certainement préférer les lumières de la raison à la décision du Saint-Siège, qui ne peut, sur une question de fait, réclamer à aucun titre le privilège de l'infaillibilité. Or, il n'y a qu'à une définition infaillible que nous soyons obligés de faire céder les lumières de notre raison.

Malgré les réflexions d'Arnauld, l'évêque d'Aleth persévéra encore quatre ans dans son opinion. Il faut reconnaître cependant, pour être exact, que, dans sa pensée, la soumission à une décision pontificale était plutôt une affaire de discipline que de foi ; car, dans son écrit sur le cas de conscience d'Arnauld, il accorde qu'on n'est pas obligé de se soumettre à cette décision contre l'évidence.

Plusieurs autres écrits parurent alors sur la même question, et pour demander à ce qu'on expliquât clairement en quoi consistait le sens de Jansenius que l'on disait condamné. Cette dernière question était de la plus haute importance, et une explication catégorique, de la part des Jésuites, eût mis fin à toute discussion. Les écrivains de Port-Royal constataient que les cinq propositions pouvaient être entendues dans le sens de la Grâce nécessitante de Calvin ou dans celui de la Grâce efficace admise par l'Église romaine, saint Augustin et saint Thomas ; ils condamnaient le premier sens, et le second était catholique ; y avait il donc un troisième sens qui aurait été celui de Jansenius ? Les écrivains jésuites essayèrent d'abord de

¹ Œuvres complètes d'Arnauld, t. XXI.

préciser ce sens¹, mais ils ne pouvaient le faire sans attribuer à Jansenius l'opinion de Calvin, et les écrivains de Port-Royal protestaient qu'ils condamnaient cette erreur. Les Jésuites prirent alors le parti de ne plus traiter cette question délicate, de ne parler que d'une manière générale du sens de Jansenius, et d'en faire l'hérésie la plus monstrueuse qui eût jamais paru dans le monde. Les mots vagues et indéterminés sont les plus favorables aux discussions, qui s'enveniment d'autant plus qu'on ne veut ni s'entendre ni s'expliquer. Les hommes de bonne foi pensaient que des explications de la part des adversaires mettraient fin à la lutte. Dès 1657, le duc de Longueville engagea François de Harlay, archevêque de Rouen, à négocier une réconciliation. Les écrivains de Port-Royal s'y prêtèrent de grand cœur, et ils remirent entre les mains de Harlay une déclaration dans laquelle ils disaient qu'ils condamnaient les cinq propositions en quelque livre qu'elles se trouveraient ; et qu'ils promettaient, sur la *question de fait*, une soumission de respect et de silence.

Harlay porta cette déclaration à Mazarin et à de Marca, qui n'en furent point satisfaits, et exigèrent une adhésion pure et simple à tout ce qui avait été fait à Rome et en France contre les cinq propositions. Les négociations furent alors rompues, la guerre recommença et les écrits se multiplièrent de part et d'autre. Du côté des Jésuites, le P. Annat fut le plus célèbre champion ; Nicole le poursuivit à outrance dans les *Disquisitions de Paul Irenée*. Le même écrivain, sous le pseudonyme de Wendrok, traduisit en latin les *Provinciales*, et y ajouta des notes et des dissertations théologiques. Pendant deux ans, les Jésuites poursuivirent l'ouvrage de Wendrok devant le Parlement de Bordeaux comme séditieux. Le Parlement, n'ayant rien vu dans ce livre qui fût contraire à la personne du roi et à l'intérêt de l'État, le renvoya à la Faculté de théologie de Bordeaux, au sein de laquelle Wendrok trouva d'habiles défenseurs. Les Jésuites avaient multiplié les écrits pour provoquer les rigueurs du Parlement et de la Faculté de Bordeaux. Nicole se défendait avec tant de fermeté et de science, que les Jésuites prévirent que les sentences ne leur seraient pas favorables. Alors, le P. Annat obtint de son royal pénitent une défense au Parlement de Bordeaux de passer outre à l'examen des *Provinciales* et des notes de Wendrok ; puis, le roi nomma une commission d'évêques et de docteurs

¹ V. l'Idée véritable du Jansénisme, par le P. Ferrier.

dociles qui déclarèrent, sans hésitation, le livre imbu de l'hérésie janséniste. En conséquence de cette sentence, le conseil du roi condamna les *Provinciales* annotées à être lacérées et brûlées par la main du bourreau. Cet arrêt fut signé le 1^{er} octobre 1660 par le chancelier; le 5 novembre suivant, le roi rendit un édit qui supprimait l'Université de Bordeaux. Elle ne fut rétablie que deux ans après.

Le docteur Launcy ¹ se déclara pour les écrivains de Port-Royal. Dom Pierre de Saint-Joseph, Feuillan et le P. Amelote de l'Oratoire ² se joignirent aux Jésuites dans la lutte. Le docteur De La Lane réfuta leurs ouvrages ³.

Les Jésuites comprenaient qu'il était fort utile, pour terminer les discussions en leur faveur, de propager l'opinion ultramontaine touchant l'infailibilité du pape. Ils firent donc soutenir, dans leur collège de la rue Saint-Jacques, des thèses où l'on disait que Jésus-Christ avait accordé aux papes la même infailibilité qu'il avait lui-même; que cette infailibilité s'étendait aux questions de fait comme aux questions de droit. Dans une autre thèse, ils allèrent même jusqu'à proclamer l'infailibilité de l'Inquisition dans les questions scientifiques, et ils citèrent comme jugement irréfragable la sentence de ce tribunal contre Galilée ⁴.

Arnauld s'élança dans l'arène, et dénonça à la France entière ces opinions aussi impies qu'absurdes ⁵; la Faculté de théologie s'émut, les condamna et exposa en six articles très lucides les opinions de l'Église de France touchant la nature de l'autorité dans l'Église et les rapports des deux puissances ⁶.

¹ Remarques sur le Formulaire, etc., par le docteur de Launcy.

² Défense du Formulaire, par le P. Dom Pierre de Saint-Joseph; Défense des Constitutions d'Innocent X et d'Alexandre VII, etc., par le P. Amelote, de l'Oratoire.

³ Éclaircissement du fait et du sens de Jansenius, etc., par Denys Raymond (docteur de La Lane).

⁴ L'Inquisition n'avait pas elle-même une si haute opinion de son autorité; car, après avoir par deux fois solennellement condamné Galilée comme soutenant une opinion aussi opposée à la raison qu'à l'Écriture-Sainte, et lui avoir enjoint des prières expiatoires, elle revint sur ses condamnations et les révoqua. V. d'Argentré, Collect. Judic.

⁵ La nouvelle hérésie des Jésuites, etc., par le docteur Arnauld, t. XXI des Œuvres complètes. Les Illusions des Jésuites, etc., ibid.

⁶ Les six articles de la Faculté ont depuis servi de base aux quatre articles du clergé de France, formulés en 1682.

Ce terrain était brûlant, et les Jésuites ne pouvaient, comme pût le passé, y essuyer que des défaites ; il se hâtèrent donc de l'abandonner en apparence et reprirent leur polémique du Jansénisme. Le P. Annat crut devoir publier la justification de la *Conduite de l'Église et du Roi dans la condamnation de l'hérésie des Jansénistes*. Il essayait, dans cet ouvrage, de faire croire à la conformité de la doctrine de Port-Royal avec celle de Calvin. Le P. Ferrier la présentait sous les mêmes couleurs dans son *Idée véritable du Jansénisme*. Les écrivains de Port-Royal, qui condamnaient ouvertement la doctrine calviniste, prenaient occasion de ces ouvrages des Jésuites pour leur démontrer qu'ils étaient dans l'impossibilité de préciser en quoi consistait cette monstrueuse hérésie qu'ils nommaient Jansénisme, puisqu'ils ne pouvaient l'exposer sans la confondre avec le Calvinisme qu'ils détestaient autant qu'eux. Nicole, surtout, plaida cette cause dans une suite de lettres intitulées *Imaginaires*, et dans lesquelles on reconnaît le style limpide et le raisonnement calme des *Essais de morale*. Quelques extraits sont nécessaires pour faire connaître comment l'école de Port-Royal envisageait les questions si vivement agitées.

« Il faut que je vous die¹ que j'admire depuis longtemps la patience des hommes et principalement des François à qui on n'a pas accoutumé de reprocher ce défaut. Il y a plus de dix ans qu'ils ne se lassent point de parler d'une chose qui ne mérita jamais qu'on s'en entretint seulement un jour. Qu'importe que les cinq propositions soient ou ne soient pas dans le livre de Jansenius, que l'on le croie ou que l'on en doute ? Cependant on réduit présentement toutes les affaires de l'Église à cette plaisante question ; les évêques, qui dominent dans le clergé, n'y connoissent point d'autre désordre qui soit digne de leur application ; on ne parle que de cela dans leurs assemblées ; le formulaire est presque le seul canon auquel on soit tenu d'obéir ; le seul crime que l'on punisse dans les ecclésiastiques, par la privation de leur emploi, est de douter de ce point *de fait* ; un petit grain d'anti-Jansénisme remédie à toutes sortes de défauts ; un peu de froideur sur ce point ternit toutes les vertus ; le plus court moyen pour faire fortune est de faire paroître un peu de zèle pour le formulaire ; soyez ignorant ou scandaleux tant que vous voudrez, ce zèle suppléera à tout et couvrira tout ;

¹ Nicole, 1.^{re} *Imaginaire*.

enfin, jamais le catholicon d'Espagne ¹ ne fût employé à tant de divers usages que les cinq propositions.

» Ce ne sont pas seulement les personnes de lettres qui en parlent, les gens de la Cour ne s'entretiennent d'autre chose, et, quoique les plus habiles traitent tout cela de ridicule, avec raison, d'autres, pour paraître politiques, en font une grande affaire ; il semble, à les entendre parler, qu'il s'agisse de toute la religion et de tout l'État, et il n'y a pas de grands mots *de flots, de tempêtes, d'orages, de naufrage, de renin, de peste*, qu'ils n'emploient sur cette niaiserie. »

Ce passage était écrit par Nicole après 1660, et alors que le formulaire devint un prétexte de persécution, comme nous le dirons bientôt.

On ne peut expliquer plus clairement que ne le fait Nicole le point précis du débat entre les écrivains de Port-Royal et les Jésuites ; ces religieux les traitant toujours d'hérétiques, leurs adversaires leurs portèrent ce défi ² :

« Ou marquez-nous distinctement et clairement l'hérésie que vous nous imputez, ou reconnaissez que vous êtes des calomnieurs, si vous nous imputez une hérésie sans pouvoir dire quelle elle est.

» C'est sur cela que les Jésuites ont découvert le mystère de leur politique et le secret de cette hérésie. Au lieu de s'amuser à marquer des dogmes, ce qui ne leur a jamais réussi quand ils l'ont tenté, ils se sont renfermés dans l'expression vague *du sens et de la doctrine du Jansénisme* ; sans passer plus avant. Vous tenez, ont-ils dit, que la doctrine de Jansenius est catholique ; le pape déclare qu'elle est hérétique, voilà votre hérésie. Mais comme ils avoient affaire à des personnes qui savoient bien se défendre, jamais équivoque n'a été démêlée au point où celle-là l'a été. On a dit en propres termes au P. Annat que c'étoit un sophisme d'écolier, indigne d'un vieux dialecticien comme lui ; et l'on l'a fort bien prouvé : car on a fait voir que les uns condamnent son sens et sa doctrine comme hérétique, et que les autres la défendent comme catholique, sans qu'il y ait entre eux aucun différend touchant la foi ; parce que ce n'est pas le même sens précis et déter-

¹ Allusion au grand spécifique de la Ligue critiqué dans la satire *Ménippée*.

² Nicole, 2.^e *Imaginatre*.

miné qui est condamné par les uns et défendu par les autres, quoique les uns et les autres l'appellent du même nom, et que c'est ce qui arrive toutes les fois qu'un auteur est différemment expliqué; car il y a toujours en ces rencontres cette opposition de paroles que les uns disent : la doctrine d'un tel auteur est catholique, et les autres qu'elle est hérétique, quoique ces personnes ne soient en aucun différend touchant la foi. Le cinquième concile dit que la doctrine de Théodoret est impie et hérétique; le Père Petau et plusieurs autres Jésuites disent : la doctrine de Théodoret n'est pas impie et hérétique; sont-ils donc contraires à la foi de ce concile? non, car ils ne défendent Théodoret qu'en l'expliquant d'une autre manière que ce concile, et en lui donnant un sens catholique.

» Il en est de même dans cette dispute; le pape dit : la doctrine de Jansenius est hérétique; d'autres disent : nous ne trouvons point de doctrine hérétique dans Jansenius. C'est une contrariété apparente dans les paroles, mais qui ne fait aucune contrariété véritable dans la foi, parce que cette doctrine, que ces théologiens soutiennent comme catholique et de Jansenius tout ensemble, n'est pas certainement la même doctrine que le pape condamne comme hérétique et comme étant de Jansenius. La preuve qu'ils en apportent est décisive. Nous ne soutenons, disent-ils, sur le sujet des cinq propositions, que la doctrine de la Grâce efficace par elle-même, en la manière qu'elle est soutenue par saint Augustin et par toute l'école de saint Thomas. Or, il est certain que le pape ne condamne point cette doctrine, comme il en a assuré toute l'Église, et que toute l'Église en demeure d'accord et les Jésuites mêmes. Il est donc certain que le pape ne condamne point ce que nous entendons sous les mots de *sens de Jansenius*, comme nous ne tenons point aussi ce que le pape condamne sous ces termes; puisqu'excepté cette doctrine, nous ne prenons aucun intérêt à tout le reste; et nous le répétons en général, étant prêts de le répéter en particulier quand il plaira à l'Église de le marquer en particulier ¹ »

¹ Pascal n'avait pas, touchant le sens de Jansenius, l'opinion de Nicole et d'Arnauld. Il disait que le sens naturel des propositions étant celui de la Grâce efficace, la condamnation du pape pouvait porter sur cette Grâce; c'est pourquoi on ne pouvait, selon lui, signer le formulaire, même sur la question de droit, sans explication. La discussion qui eut lieu entre Arnauld et Pascal fut tout amicale et n'eut pas de retentissement.

Pour se soustraire à ces raisonnements invincibles, les Jésuites prétendirent que l'Église ou le pape, en attribuant à Jansenius un sens hérétique, était infaillible, et que c'était par conséquent être hérétique que de prétendre avoir le droit d'entendre Jansenius autrement que le pape; ils formulèrent ce nouveau système en disant que l'Église avec le pape était infaillible dans les *faits dogmatiques*, d'où ils concluaient que c'était un article de foi de croire que les erreurs condamnées étaient dans le livre de Jansenius.

On leur prouva¹ que leur invention était une nouveauté; qu'ils dénaturaient par elle les principes mêmes de la foi chrétienne; et qu'avant les nouvelles discussions, où ils avaient eu recours à ce moyen pour le besoin de leur cause, tous les théologiens, même ceux de leur Compagnie, avaient rejeté leur monstrueuse opinion. Lorsque Péréfixe, archevêque de Paris, eut décidé, comme nous le dirons un peu plus loin, qu'on ne pouvait exiger la foi divine touchant le fait de Jansenius, les Jésuites, et le P. Annat en particulier², déclarèrent qu'ils se contenteraient de la foi humaine, pourvu qu'elle fût véritable; mais en même temps, par une contradiction évidente, ils traitaient d'hérétiques ceux qui n'avaient pas cette foi humaine, comme si on pouvait l'être sans nier opiniâtrément un de ces articles de foi révélés par Jésus-Christ et définis par l'Église, que l'on est obligé de croire par le motif surnaturel de la foi, c'est-à-dire en s'appuyant sur la véracité même de Dieu.

Nicole expose cette thèse dans ses quatrième et dixième *Imaginaires* avec une lucidité qui contraste d'une manière étonnante avec les déclamations obscures des Jésuites sur ces questions. Ces religieux furent vaincus dans cette discussion; car on ne peut considérer comme des réponses des diatribes haineuses, où, comme le remarque si malignement Nicole, les titres de *tempête*, de *venin*, de *poison* adressés à la doctrine de leurs adversaires, remplacent les preuves et les raisonnements³.

¹ Arnould, de la Faillibilité des papes et des conciles, etc., t. xxiii; Foi humaine, t. xxi des Œuvres complètes; Pascal, 18.^e Provinciale; Nicole, 4.^e et 10.^e *Imaginaires*; Duguet, Principes de la Foi chrétienne.

² De la Conduite de l'Église, etc., par le P. Annat.

³ Dans plusieurs de ses *Imaginaires*, Nicole prit la défense des religieuses de Port-Royal. Les *Imaginaires* sont au nombre de dix. Nicole y ajouta huit *Visionnaires* contre Desmarets, qui avait attaqué les principes de la vie religieuse de Port-Royal.

Mais si les Jésuites étaient vaincus sur le terrain de la science et de la logique, ils avaient contre leurs adversaires des arguments décisifs dans la puissance de Louis XIV. Le P. Annat publiait des livres; mais on doit croire qu'il avait moins de confiance en eux que dans les mesures rigoureuses qu'il savait inspirer à son royal pénitent contre ses adversaires.

Nous avons fait observer que, pendant trois ans environ, les évêques ne se crurent pas obligés d'obéir aux avis des assemblées qui les avaient engagés à exiger de tous les ecclésiastiques la signature du formulaire. Les Jésuites étaient désolés de cette conduite, et le P. Annat eut recours au roi pour porter remède à ce qu'il considérait, de la part de l'épiscopat, comme une apathie criminelle.

Les évêques s'étant donc réunis pour l'assemblée de 1660¹, le roi y fit inviter les prélats de cour qui n'en faisaient point partie, et lui donna l'ordre de s'occuper de nouveau de l'affaire du Jansénisme. De Marca, archevêque de Toulouse, qui n'était point membre de l'assemblée, y vint plaider avec beaucoup de chaleur la cause du formulaire; quoiqu'il en fût véritablement l'auteur, il n'en avait pas plus que les autres évêques exigé la signature; mais il connaissait les intentions du roi et de Mazarin et devait montrer du zèle. Il se plaignit surtout à l'assemblée d'un écrit composé contre le formulaire par le docteur Launoy, et dans lequel on avait réfuté les principes du formulaire à l'aide des ouvrages de Marca lui-même.

Les membres de l'assemblée se montrèrent favorables à l'archevêque de Toulouse. Il faut dire que la volonté nettement manifestée du roi fut pour beaucoup dans cette disposition. Le 13 décembre, ce prince avait fait appeler les présidents de l'assemblée et leur avait dit que pour son propre salut, pour la gloire de Dieu et le repos de ses sujets, il voulait détruire le Jansénisme, et qu'il les priait d'aviser aux moyens les plus efficaces d'obtenir ce résultat, leur promettant d'appuyer de son autorité les mesures que l'assemblée jugerait à propos de prendre. De Harlai, archevêque de Rouen, un des présidents, répondit qu'un tel projet était digne d'un roi

Procès-verbal de l'assemblée de 1660-61, t. iv de la Collect. générale; Ellies Du Pin, *Hist. Eccl. du xvii.e siècle*, t. II; Du Mas, *Hist. des cinq propositions*, liv. 3; Hermant, *Mémoires mss. sur l'Hist. Eccl. du xvii.e siècle*; Gerheron, *Hist. du Jansénisme*, ann. 1660, 1661; d'Avrigny, *Mémoires chron.*, ann. 1661, 1662.

très chrétien et que le clergé seconderait une résolution si juste et si religieuse. Quatre jours après, Harlai fit un discours violent contre le Jansénisme, et dit ouvertement à l'assemblée que l'intention bien arrêtée du roi était que l'on travaillât à l'extirper. Harlai trouva de l'opposition dans plusieurs évêques distingués par leurs lumières ; mais, dans tous ses avis, il avait soin de faire sonner très haut qu'il parlait conformément à la volonté du roi et du cardinal Mazarin. L'évêque de Laon, qui fut depuis cardinal d'Estrées, de Bassompierre, évêque de Saintes et d'autres évêques n'en protestèrent pas moins contre l'Inquisition que l'on voulait établir en France. Il ne s'agissait de rien moins, en effet, que d'aller sonder les cœurs et les esprits, afin de persécuter ceux que l'on trouverait avoir des sentiments contraires à ceux que l'on voulait imposer ¹.

Malgré cette opposition, la majorité se déclara pour l'opinion de la Cour, et l'on enchérit encore sur les résolutions des dernières assemblées. On étendit l'obligation de signer le formulaire aux religieuses, aux principaux de collège et aux maîtres d'école ; le roi fut prié de faire exécuter le décret, et les évêques furent requis de faire une ordonnance, afin « d'avertir un chacun du devoir auquel il est obligé par les Constitutions de Grégoire IX et d'Innocent IV, sous peine de péché mortel et d'excommunication, de dénoncer sincèrement, sans haine et secrètement aux évêques ou à leurs officiers ce qu'ils sauront avoir été dit ou fait, au préjudice des constitutions, en faveur du Jansénisme, pour servir à la conviction des coupables, suivant qu'il sera jugé raisonnable par lesdits évêques ou leurs officiers. »

C'était bien là établir l'Inquisition en France, comme le disait Arnauld.

Mazarin mourut sur ces entrefaites. Cet évêque-cardinal, qui n'était pas prêtre, avait présidé, on ne sait en vertu de quel titre, les assemblées du Louvre, qui firent connaître à Innocent X l'interprétation qu'il devait donner à sa bulle contre les cinq propositions. Alexandre VII osa le féliciter de son zèle ². Mazarin était digne, par ses mœurs et son caractère, du plus mauvais clergé ultramontain ; nous nous garderons bien de réclamer cette illustration

¹ Arnauld a fait un Mémoire pour prouver que l'obligation de signer le formulaire équivalait à l'établissement d'une Inquisition plus rigoureuse que celle d'Espagne. V. Œuvres complètes, t. XXI.

² Ext. mss. du P. Rapin, p. 179.

pour l'Église de France et nous l'abandonnerons à l'Italie. Louis XIV s'applaudit de la mort de son ministre ; ce prince était bien jeune encore, mais déjà il aspirait à régner seul. Après la mort de Mazarin, il forma un conseil de conscience pour diriger les affaires religieuses ; de Marca et le P. Annat en furent les membres influents. Le choix de ces hommes fit comprendre à Port-Royal qu'il ne pouvait espérer que les rigueurs et la persécution ¹.

Le 13 avril 1661, Louis XIV rendit un arrêt qui confirmait les délibérations de l'assemblée précédente, et fit adresser à tous les évêques une circulaire pour leur recommander l'exécution de ce qui avait été adopté par cette assemblée contre le Jansénisme.

Le 2 mai, de la Mothe-Houdancourt, évêque de Rennes et Hardouin de Péréfixe, alors évêque de Rhodéz, portèrent à la Faculté de théologie une lettre du roi qui lui enjoignait la signature du formulaire. Depuis que la Faculté avait exclu de son sein tous les docteurs qui n'avaient pas souscrit à la condamnation d'Arnauld, on n'y rencontrait plus d'opposition ; elle ordonna donc à tous ses membres de signer le formulaire.

Avant de se séparer, l'assemblée avait écrit une longue lettre au pape, pour lui faire connaître les mesures qu'elle avait adoptées contre le Jansénisme. Alexandre VII lui répondit le 16 mai, pour la féliciter, ainsi que le roi, de leur commune résolution.

La plupart des évêques obéirent à Louis XIV, et publièrent, pour la signature du formulaire, l'ordonnance dont l'assemblée leur avait envoyé le modèle.

Les vicaires-généraux de Paris ne voulurent point se servir de cette ordonnance et en publièrent une autre qui donna lieu à des discussions ² ; ils n'y exigeaient pas un acte de foi sur *le fait*, mais une simple soumission aux constitutions. Les évêques qui se trouvaient à Paris et à la Cour en portèrent plainte au roi, qui l'annula

¹ L'assemblée de 1660 défendit, sous peine d'excommunication, la traduction du *Missel romain*, par Voisin, docteur en théologie. Les grands-vicaires de Paris avaient approuvé ce livre, qui fut condamné par le cergé et la Faculté de théologie comme contraire aux lois qui défendaient de mettre les livres liturgiques en langue vulgaire. L'assemblée provoqua la censure du pape contre le même ouvrage, et obtint un arrêt du Conseil contre les vicaires-généraux de Paris, qui voulaient le soutenir. On peut consulter sur cette polémique les *Mémoires de d'Avrigny*, ann. 1660, et Arnauld, *OEuvres complètes*, t. ix.

² On trouve les Mandements des vicaires-généraux de Paris dans le recueil de Ellies Du Pin, intitulé : *Histoire Ecclésiastique du XVII.^e siècle*, t. ii.

par un décret daté du 9 juillet suivant. Les vicaires-généraux s'adressèrent à Alexandre VII, qui désapprouva leur mandement; c'est pourquoi ils en publièrent un autre le 31 octobre, dans lequel ils demandèrent une adhésion sincère et de cœur aux constitutions d'Innocent X et d'Alexandre VII, en signant le formulaire de l'assemblée.

Ils reçurent l'ordre de se transporter à Port-Royal, afin d'exiger des religieuses la signature du formulaire ¹.

Celles-ci leur répondirent d'abord modestement qu'elles ne connaissaient rien aux questions agitées, qu'elles croyaient en toute simplicité ce que croyait l'Église; qu'elles rejetaient les erreurs condamnées par elle. A la sollicitation des vicaires-généraux, elles leur remirent par écrit la déclaration suivante :

« Nous abbeses, prieures et religieuses des deux monastères de Paris et des Champs, etc. ; considérant que, dans l'ignorance où nous sommes de toutes les choses qui sont au-dessus de notre profession et de notre sexe, tout ce que nous pouvons faire est de rendre témoignage de notre foi : nous déclarons très volontiers par notre signature, qu'étant soumises avec un très profond respect à notre saint Père le pape et n'ayant rien de si précieux que la foi, nous embrassons sincèrement et de cœur tout ce que Sa Sainteté et le pape Innocent X en ont déjà décidé, et rejetons toutes les erreurs qu'ils ont jugé y être contraires. »

Sur ces entrefaites, le cardinal de Retz donna sa démission de l'archevêché de Paris. De Marca fut choisi pour le remplacer ²; mais il tomba malade et mourut aussitôt après avoir entendu la lecture des bulles qui l'instituaient archevêque de Paris (27 juin 1662).

Les vicaires du chapitre et les archidiacres publièrent alors (31 juin) un nouveau mandement pour la signature du formulaire ³. Malgré cette nouvelle démonstration, on ne pressa point cette signature pendant dix-huit mois. On crut même quelque temps que les affaires allaient changer de face, à l'occasion d'une insulte très grave que l'on fit à Rome au marquis de Crequi, ambassadeur de France auprès du pape. Louis XIV se montra fort

¹ La cour de Rome mettait une importance extraordinaire à faire visiter le monastère des religieuses de Port-Royal, et en demandait souvent la destruction à Louis XIV. V. Extr. mss. du P. Rapin, p. 159 et suiv.

² Baluze, de Vit. Pet. Marcæ.

³ On le trouve dans le recueil de Ellies Du Pin, cité plus haut.

sensible à cette insulte, et l'on pensa que la bonne harmonie avec la cour de Rome allait cesser.

Les Jésuites craignirent sans doute un revirement préjudiciable, et le P. Ferrier se prêta à un accommodement avec Port-Royal ¹. Louis XIV, qui se laissait conduire aveuglément par les Jésuites touchant le Jansénisme, entra dans les vues du P. Ferrier et chargea de Choiseul, évêque de Comminges, de s'entendre avec lui. L'un et l'autre se rendirent à Paris vers la fin de l'année 1662. Le roi accorda une lettre de cachet, par laquelle il fut permis à Arnauld, Taignier, Singlin et de Barcos de résider à Paris jusqu'à la fin de janvier 1663, pour y travailler à l'accommodement et à condition qu'ils ne recevraient ni ne feraient de visites. Ces théologiens ne jugèrent pas à propos de se rendre à Paris. Le docteur de La Lane et Girard, licencié en théologie, furent chargés, au nom de l'école de Port-Royal, des négociations.

Afin d'ôter tout prétexte à discussion, de La Lane et Girard remirent entre les mains de l'évêque de Comminges cinq articles, dans lesquels était exposée d'une manière claire, et sans termes ambigus, toute la doctrine de l'École touchant la matière des cinq propositions ². L'évêque de Comminges les communiqua au P. Ferrier, qui trouva à propos d'en conférer de vive voix. Les conférences furent acceptées et commencèrent le 25 janvier. Le P. Ferrier commença par déclarer qu'il n'agissait qu'en son nom et qu'il n'était pas mandataire de la Compagnie de Jésus, ce qui n'empêcha point de continuer. Les cinq articles de Port-Royal furent discutés, et les difficultés proposées par le P. Ferrier éclaircies par les explications les plus nettes et les plus franches, et ce Jésuite fut obligé de convenir que la doctrine en était exacte. Il n'en rédigea pas moins d'autres articles, dans lesquels il eut soin de mettre tous les termes ambigus des propositions de Cornet; c'était évidemment vouloir perpétuer la guerre en feignant de travailler à la paix; si les Jésuites eussent cherché de bonne foi à défendre la vérité, ils se seraient contentés des déclarations orthodoxes de Port-Royal; mais ils ne voulaient en réalité que poursuivre cette école célèbre; aussi le P. Ferrier souleva-t-il les questions : du sens de Jansenius,

¹ Récit des conférences, par le P. Ferrier; Récit de ce qui s'est passé dans l'accommodement, parmi les Œuvres d'Arnauld, t. XXI; Ellies Du Pin, Hist. Eccl. du XVII. e siècle, t. II; D'Avrigny, Mémoires chronol. ann. 1663; Extrait mss. du P. Rapin, p. 221 et suiv.

² On peut voir ces articles dans le recueil de Ellies Du Pin, cité plus haut.

de la nature de la foi que l'on devait avoir aux définitions d'Innocent X et d'Alexandre VII, de l'obligation d'obéir aux décisions du clergé de France sur ces divers points; c'était dire que, pour avoir la paix avec les Jésuites, il fallait leur faire tous les sacrifices. On discuta longuement sur le sens de Jansenius sans pouvoir s'entendre. Enfin, il fut convenu que les articles proposés par de La Lane et Girard seraient envoyés au pape par l'évêque de Comminges, et que ces théologiens s'engageraient à faire ce qui leur serait enjoint par le pape. Alexandre VII ayant reçu la lettre de l'évêque adressa en réponse un bref à tous les évêques de France, pour les féliciter de leur zèle à faire observer les Constitutions apostoliques, du succès qu'ils obtenaient auprès des Jansénistes, et leur dire qu'ils devaient exiger d'eux de condamner les cinq propositions dans le sens réprouvé qui était celui de Jansenius. Ce bref ayant été communiqué par ordre du roi à La Lane et à Girard, ces deux théologiens, tant en leur nom qu'en celui des autres écrivains de Port-Royal, excepté Arnould, signèrent une déclaration dans laquelle ils s'applaudissaient de ce que le pape avait approuvé implicitement leur doctrine exposée dans leurs cinq articles, et promettaient, touchant le fait de Jansenius, le respect, la déférence et la soumission que l'Eglise exige des fidèles en pareilles occasions.

L'évêque de Comminges porta cette déclaration au roi, qui la fit examiner par son conseil de conscience, où dominait le P. Annat. Ce conseil déclara qu'elle ne suffisait pas. Alors l'évêque de Comminges prit congé du roi, et renonça à des négociations que, de parti pris, on voulait rendre inutiles. Si les conférences qui eurent lieu ne procurèrent pas la paix, elles donnèrent du moins occasion aux écrivains de Port-Royal de convaincre tous les hommes de bonne foi de leur parfaite orthodoxie, par les articles si précis et si clairs qu'ils envoyèrent au pape, et dans lesquels Rome ne trouva pas un seul mot à relever¹.

Arnould se sépara de ses amis dans ces négociations. Il craignait que l'amour de la paix ne leur fit sacrifier la vérité, et il ne pouvait croire aux sentiments pacifiques des Jésuites; sur ce dernier point, il était dans le vrai.

¹ Le P. Ferrier écrivit à Rome pour empêcher le pape de répondre aux articles de ses adversaires; il était obligé de convenir que ces articles n'étaient pas jansénistes. *Sed ita*, disait-il, *ad Thomistarum doctrinam accedebant ut non recederent a Jansenianâ*. (Extr. mss. du P. Rapin, p. 227.) Il n'y a qu'un Jésuite qui pût apercevoir une nuance aussi délicate.

Le roi fit assembler, le 2 octobre (1663), quinze évêques qui se trouvaient à Paris ¹, pour recevoir le dernier bref du pape et donner leur avis sur la déclaration de La Lane et Girard. Le cardinal Antoine Barberini, réfugié en France et nommé archevêque de Reims, présida cette réunion. On y déclara janséniste la déclaration des deux théologiens, et l'on y décida que l'on ne pouvait rien faire de mieux que ce qui avait été arrêté par les assemblées de 1656 et 1661. Enfin, on adressa au pape et au roi des lettres de félicitation.

Cette assemblée fut vivement attaquée, et dans son autorité et dans ses délibérations. Cinq mémoires parurent successivement ² dans lesquels on prouvait qu'une réunion de quelques évêques courtisans n'avait pas mission de s'occuper de questions théologiques au nom du clergé de France, qui ne les en avait point chargés; qu'ils avaient mal apprécié la déclaration de La Lane et Girard, et que, par leurs délibérations, ils encourageaient les desseins perfides des Jésuites.

L'évêque de Comminges prit contre la nouvelle assemblée des quinze la défense de la déclaration qu'il avait négociée. Il adressa au roi une lettre, que l'on peut résumer ainsi : « Le P. Ferrier est convenu que l'on pouvait abandonner le formulaire pour le bien de la paix; le pape n'a autorisé le formulaire du clergé ni par sa constitution ni par son bref; l'assemblée des quinze évêques n'a pas le droit d'imposer cette loi à tout l'épiscopat français; la distinction du fait et du droit est raisonnable, et personne ne peut soutenir qu'une décision sur une question de fait soit de foi; dans tout le cours des négociations, ses intentions ont été pures pour le service de l'Eglise et du roi. »

Malgré cette lettre, Louis XIV donna, le 15 avril 1664, un édit ³ qui fut enregistré au Parlement, et par lequel il rendit obligatoire la signature du formulaire pour toutes les personnes désignées par l'assemblée de 1661 ⁴. Il fit de cette signature une condition pour obtenir les grades et les bénéfices.

Un grand nombre d'évêques se mirent alors à l'œuvre. La dénon-

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1663, t. iv de la Collect. gén.

² V. Œuvres complètes d'Arnauld, t. xxii.

³ On trouve cet édit dans le recueil de Ellies Du Pin, cité plus haut, t. iiii; D'Avrigny, Mémoires chronol., ann. 1664.

⁴ Les communautés de religieuses n'y sont pas expressément désignées.

ciation fut organisée selon les désirs de l'assemblée de 1660 ; la haine et la jalousie se couvrirent du manteau d'une orthodoxie scrupuleuse, et l'Église de France se trouva tout à coup transformée en un champ de bataille.

Ce fut dans ces circonstances que Hardouin de Péréfixe, évêque de Rhodéz, reçut ses bulles pour l'archevêché de Paris (avril 1664), pour lequel il avait été désigné par le roi aussitôt après la mort de Pierre de Marca.

Cet évêque avait de bonnes qualités, mais son servilisme ternit tout ce qu'il pouvait avoir de bon. Le duc de Saint-Simon ¹ l'accuse avec raison de s'être *plus que prêté à toutes les volontés de la Cour* contre Port-Royal ; d'avoir humilié la Sorbonne, dont il était procureur et d'avoir *répandu un grand nombre de lettres de cachet*. Il faut avouer qu'un archevêque a une tout autre mission à remplir ; mais, dans la personne de Péréfixe, le courtisan l'emportait sur l'évêque. Deux mois après son installation, il publia, pour la signature du formulaire du clergé, un mandement qui fit grand bruit ; il y développait un nouveau système sur la signature et la croyance touchant le fait de Jansenius.

Effrayé des conséquences du système des Jésuites, qui exigeaient une foi divine sur un fait non révélé, et frappé des raisonnements invincibles que les écrivains de Port-Royal avaient opposés à cette opinion anti-catholique, Péréfixe chercha un moyen-terme qui lui permit de respecter les principes de la foi chrétienne, et cependant d'obliger tout le monde à croire le fait en question, et de signer purement et simplement le formulaire : de là le système de *la foi humaine*. La foi divine est celle par laquelle on croit un fait révélé en ayant pour motif de sa créance la véracité de Dieu ; la foi humaine au contraire, n'a pour objet qu'un fait non révélé, et pour motif que la véracité de l'homme qui nous affirme ce fait ; or, selon Péréfixe, le pape et les évêques affirmant que Jansenius avait enseigné la doctrine des cinq propositions dans leur sens condamné, on devait avoir foi à ce témoignage humain.

De ce système découlaient deux conséquences nécessaires : L'objet de la foi humaine n'étant point un fait révélé, on n'avait pas le droit de taxer d'hérésie ceux qui refusaient d'y croire ; le motif de

¹ Mémoires du duc de Saint-Simon, t. II, ch. 12. Édit. du marquis de Saint-Simon.

cette foi n'étant pas la véracité de Dieu, on ne pouvait y donner une adhésion absolue puisque Dieu seul est vérité, et que l'homme ne peut, à aucun titre, prétendre à l'infaillibilité ¹.

Péréfixe, par son système, donnait donc raison, sans le vouloir, aux écrivains de Port-Royal, qui protestaient contre le titre d'hérétiques qu'on leur prodiguait à tout propos et qui ne refusaient à la décision du pape et de quelques évêques que la foi intime et absolue que l'on ne doit qu'aux dogmes. Ils convenaient que cette décision était grave; qu'il fallait s'y soumettre extérieurement et par mesure disciplinaire, par respect pour l'autorité et pour le repos de l'Eglise. Voilà pourquoi ils signèrent sans difficulté dans le sens du premier mandement des vicaires généraux de Paris, et qu'ils refusaient de signer purement et simplement le formulaire, qui demandait une adhésion intime comme à un point de foi divine.

Le jour même où il publia son mandement, Péréfixe le fit signifier aux religieuses de Port-Royal, et leur annonça en même temps sa visite, pour le lendemain, à la communauté de Paris ². Dès six heures du matin, il était au monastère. Cette première visite fut pacifique. Il admira la régularité de la maison et dit aux religieuses qu'il n'avait à leur reprocher que leur refus de signer purement et simplement le formulaire. Ce qui nous empêche de le faire, répondirent les religieuses, c'est la crainte de mentir à Dieu et à l'Eglise, en affirmant un fait dont nous n'avons aucune connaissance. « Vous feriez un grand péché, repartit l'archevêque, en signant ce fait si vous ne le croyez pas; mais vous êtes obligées de le croire d'une foi humaine, conformément à mon mandement. » Il les quitta en leur donnant un mois pour réfléchir et profiter des avis de deux ecclésiastiques qu'il chargeait de leur instruction. Ces deux ecclésiastiques étaient Chamillard, vicaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et le P. Esprit, de l'Oratoire. Ce dernier avait de l'affection pour Port-Royal et était fort attaché à la doctrine de l'Eglise de France touchant le pouvoir du pape; Chamillard, au contraire, était ultramontain et aimait mieux souffrir l'exil que signer les quatre articles de 1682. Ces deux hommes, si différents de caractère, ne

¹ Nicole a parfaitement réfuté le système de Péréfixe dans ses *Imaginaires*.

² V. les Relations de Port-Royal; l'Histoire de Port-Royal par D. Clément; Gerberon, *Hist. du Jansen.*, ann. 1664, 1665; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1664. Les Procès-verbaux de ce que fit Péréfixe à Port-Royal furent publiés aussitôt après ses visites.

s'accordèrent pas toujours dans leurs instructions ; ils convinrent cependant, après bien des débats, de proposer aux religieuses une adhésion conçue en termes généraux qui pussent, sans blesser leur conscience, satisfaire l'archevêque. Les religieuses déclarèrent qu'elles étaient prêtes à signer une déclaration contenant un acquiescement entier et sincère sur la question de droit, mais que, sur la question de fait, elles ne pouvaient s'engager qu'au respect et au silence qui convenaient à leur ignorance et à leur état.

Le 21 août, Péréfixe fit à Port-Royal sa seconde visite. Voyant que les religieuses étaient inébranlables dans leur résolution, il les traita de rebelles, d'opiniâtres, et leur dit cette parole, si souvent répétée depuis : « A la vérité, vous êtes pures comme des anges, mais orgueilleuses comme des démons. » Il s'emporta au point d'adresser à ces femmes des injures grossières, leur défendit d'approcher des sacrements et se retira en protestant qu'elles auraient bientôt de ses nouvelles.

Les religieuses ne répondirent à l'archevêque que par leurs larmes.

Cinq jours après sa seconde visite, Péréfixe revint à Port-Royal. Il était accompagné du lieutenant-civil, du prévôt de l'Île, du chevalier du guet, de plusieurs exempts et commissaires, et de plus de deux cents archers. Une partie de cette petite armée investit la maison ; le reste se rangea bravement en bataille dans la cour, le mousquet sur l'épaule. Quelques carrosses suivaient la troupe. Lorsqu'on eut pris les dispositions stratégiques nécessaires pour un exploit aussi périlleux, Péréfixe entra dans le Chapitre où toutes les religieuses étaient réunies. Il tira de sa poche une liste de douze noms, parmi lesquels était celui de l'abbesse. Il lut lui-même à haute voix cette liste, après quoi il ordonna aux religieuses désignées de sortir et de monter dans les carrosses qui les attendaient et qui devaient les conduire en divers monastères. A ces mots, toutes les religieuses fondirent en larmes ; les unes se jetaient aux genoux de l'archevêque, essayant de l'attendrir ; d'autres le menaçaient des jugements de Dieu et protestaient contre la violence faite à leurs mères ; toutes embrassaient avec tendresse celles que l'on avait condamnées à sortir de la communauté ; celles-ci, après avoir protesté en quelques mots contre la violence qui leur était faite, sortirent avec calme et dignité. L'heure de nones ayant sonné, toutes les religieuses, esclaves de la règle, se rendirent au chœur en silence pour y réciter l'office. Les prières terminées elles revinrent au Chapitre, où elles trouvèrent

rent six religieuses de la Visitation auxquelles l'archevêque remit la conduite de Port-Royal.

Les religieuses appelèrent comme d'abus de tout ce qu'avait fait Péréfixe ; mais ce prélat fit évoquer l'affaire au conseil, où il était sûr d'avoir raison.

Trois mois après son expédition à Port-Royal de Paris, Péréfixe alla au monastère des Champs, où il trouva les religieuses dans les mêmes dispositions que celles de Paris. Il leur interdit la participation aux sacrements. Celles-ci lui présentèrent des requêtes dans lesquelles, sous les apparences de la plus grande simplicité, elles faisaient ressortir tout ce que le système de la foi humaine avait de faux et de contradictoire ¹. Les requêtes, devenues publiques, Péréfixe se crut obligé d'écrire aux religieuses qu'il leur répondrait lorsque ses occupations pourraient le lui permettre ; mais il aimait mieux confier cette tâche difficile à Bossuet.

Arrêtons-nous à ce nom, que la suite des faits nous fait inscrire pour la première fois dans l'histoire, et autour duquel rayonnent toutes les splendeurs du génie.

Bossuet ² naquit à Dijon, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1627. Il fit ses premières études au collège des Jésuites de sa ville natale. A peine âgé de huit ans, il avait reçu la tonsure ; et, à treize ans, il était pourvu d'un canonicat à la cathédrale de Metz, où son père exerçait les fonctions de doyen du Parlement. C'était encore l'usage à cette époque, dans les familles qui appartenaient à la noblesse ou à la magistrature, de désigner un de leurs membres pour l'état ecclésiastique, et de solliciter pour lui des bénéfices dès les premières années. Deux ans après, c'est-à-dire en 1642, Bossuet se rendit à Paris, et entra au collège de Navarre pour y faire sa philosophie ; Nicolas Cornet était alors grand-maitre de cet établissement. Il soutint sa première thèse de philosophie avec tant d'éclat que dès-lors, c'est-à-dire à l'âge de seize ans, il avait acquis de la réputation pour sa prodigieuse facilité. Le marquis de

¹ Arnauld a fait plusieurs écrits pour les religieuses de Port-Royal. V. ses Œuvres complètes, t. xviii et xxiv.

Pascal et Nicole les ont aussi défendues. Chemillard publia contre les requêtes des religieuses un écrit intitulé : *Réponses aux raisons que les religieuses de Port-Royal, etc.*

² Mémoires mss. de l'abbé Le Dieu, bibl. Richelieu, suppl. franç., n.º 2806 ; Journal mss. du même, *passim*. Ces deux ouvrages seront prochainement publiés par nous.

Feuquières en avait une si haute idée, qu'il prit l'engagement de lui faire improviser un sermon à l'hôtel de Rambouillet, qui était le rendez-vous de tous les beaux esprits du temps. Le jeune orateur étonna le nombreux et brillant auditoire devant lequel il débuta dans cette carrière où il devait acquérir tant de gloire. Il était onze heures du soir lorsque ce prédicateur de seize ans fit son premier sermon ; ce qui fit dire à Voiture, un des auditeurs, qu'il *n'avait jamais ouï prêcher ni si tôt ni si tard*. Cospéan, évêque de Lisieux, qui jouissait d'une grande réputation d'éloquence, voulut aussi entendre Bossuet, et invita plusieurs évêques à venir juger ce talent naissant. Bossuet ravit ses nouveaux auditeurs, et Cospéan conçut de lui une si haute idée qu'il dit un jour, dans une société nombreuse où Bossuet avait paru : « Ce jeune homme que vous venez de voir sortir sera une des plus grandes lumières de l'Église. » L'abbé de Rancé, qui fut depuis si intimement lié avec Bossuet, entendit ces paroles et aimait à les répéter lorsque son illustre ami fut devenu l'oracle de l'Église de France. A vingt-deux ans (1648) il soutint avec éclat sa première thèse de théologie. Il la dédia à Condé, dont il devait un jour célébrer si éloquentement les victoires. Le nouveau bachelier se rendit à Metz, et reçut le sous-diaconat des mains de l'évêque de Langres, son évêque diocésain¹ ; après quoi il revint à Paris. C'est alors qu'il connut le docte Launoy, qui mit à la disposition du jeune théologien son expérience et son érudition. Lorsqu'il concourut pour la licence, il obtint le second rang ; l'abbé de Rancé eut le premier. En 1652, Bossuet reçut le bonnet de docteur, fut nommé archidiaque de Metz et élevé au sacerdoce ; avant de recevoir cet Ordre, il fit une retraite à Saint-Lazare, sous la direction de Vincent de Paul, qui sut apprécier son mérite et l'admit, malgré sa jeunesse, à ses conférences ecclésiastiques, où les évêques eux-mêmes étaient fiers d'assister.

Après avoir terminé ses études, Bossuet quitta sans regret Paris, où il pouvait se promettre le plus brillant avenir, et se retira à Metz. Il s'y appliqua à l'étude de l'Écriture sainte et des saints Pères, établit des conférences sur le modèle de celles de Saint-Lazare, et s'entendit avec Vincent de Paul² pour évangéliser les fidèles du diocèse de Metz. Ses travaux apostoliques ne se bornaient pas aux Catholiques, et son zèle s'étendait aux Protestants, qui

¹ Dijon n'avait pas alors de siège épiscopal.

² V. les Lettres de Bossuet à saint Vincent de Paul, de l'année 1658.

étaient fort nombreux à Metz. Ce fut pendant son séjour en cette ville qu'il composa la réfutation du catéchisme du ministre Paul Ferry ; cet ouvrage remarquable fut son début dans la controverse, où il obtint de si nombreux et de si légitimes succès.

Bossuet prêcha pour la première fois à Paris en 1659. Il fut appelé à la Cour pour y prêcher l'Avent en 1661 et le Carême en 1662 ; à dater de cette époque jusqu'en 1668, on l'entendit dans toutes les chaires de Paris. La société toute entière fut attentive à cette grande voix, qui semblait un écho du ciel. Depuis Démosthènes, le monde n'avait point entendu de voix aussi énergique, aussi impétueuse, aussi brillante. Bossuet ne parlait pas pour être admiré, mais pour ravir son auditoire, pour l'emporter à sa suite jusques dans la splendeur de la vérité. Guidé seulement par quelques pensées sublimes, jetées çà et là sur des feuilles volantes¹, il s'abandonnait à son inspiration et parlait avec l'accent et le délire majestueux des prophètes.

Ce fut pendant une de ces stations à Paris, vers la fin de l'année 1664, que Bossuet entreprit, à la sollicitation de Péréfixe, de persuader aux religieuses de Port-Royal de signer le formulaire du clergé. Après avoir eu une longue conférence avec elles, il leur écrivit une lettre² dans laquelle il fit le résumé des raisons qu'il leur avait exposées. Elles se réduisent à cet unique point : la signature du formulaire n'est pas un acte mauvais, donc les religieuses doivent le signer par obéissance pour l'archevêque.

« Je ne pense pas, disait Bossuet, qu'après la déclaration que l'archevêque a faite dans son mandement, vous ayez encore l'appréhension que l'on demande de vous la même adhérence au fait qui est contenu dans le formulaire qu'aux vérités révélées... et certainement, mes sœurs, c'était une vaine terreur que l'on vous donnait, que par la force des termes du formulaire vous fussiez obligées de croire le fait qui y est compris avec la même certitude de foi que les vérités catholiques. »

Cette terreur eût été vaine si Port-Royal n'avait eu affaire qu'à un homme comme Bossuet ; mais les Jésuites, moins prudents et

¹ On a imprimé ces fragments informes. De froids littérateurs ont voulu les juger d'après les règles de la rhétorique, et ont trouvé les *Sermons* de Bossuet médiocres. Un fait certain, c'est qu'on n'a pas les *Sermons* de Bossuet, mais seulement des fragments sublimes qu'il faut lire, sans se préoccuper des règles des rhéteurs.

² V, la 53.^e des Lettres diverses de Bossuet.

moins exacts, étaient loin d'approuver le système de Péréfixe, et ne faisaient point sa distinction de la foi humaine et de la foi divine, lorsqu'ils exigeaient, sous peine d'hérésie, la signature du formulaire¹.

Bossuet s'applique, dans sa lettre, à prouver que, dans les discussions, les questions de foi se trouvent si intimement liées à celles des personnes, que l'on ne peut condamner un système sans se prononcer en même temps contre la personne qui l'a soutenu.

Port-Royal en convenait, mais il ajoutait qu'on n'était obligé de condamner la personne qu'en lui attribuant la doctrine condamnée, qu'on avait toujours laissé la liberté de donner aux expressions condamnées un sens qui ne l'était pas; qu'il était de la prudence et de l'humilité chrétiennes de ne pas préférer son interprétation individuelle à celle des pasteurs de l'Église; mais qu'il suffisait, pour concilier les droits du respect dû à l'autorité et ceux de la raison, de garder le silence et de ne pas opposer son enseignement à celui des évêques.

Péréfixe lui-même n'entendait pas autre chose sous le nom de foi humaine, comme Bossuet le déclare d'une manière positive : « Votre prélat, dit-il aux religieuses, également sage et charitable, voulant, autant qu'il a pu, aller au-devant de tous vos scrupules et de toutes vos tentations, vous a expliqué qu'il entend par là une soumission sincère de votre jugement à celui de vos supérieurs légitimes; c'est-à-dire que c'est une affaire d'humilité et non pas d'intelligence. »

Lorsqu'on rapproche le mandement de Péréfixe ainsi interprété par Bossuet, du premier que les vicaires généraux de Paris avaient publié, on est frappé de l'identité de l'obligation qui y était imposée. Il n'y avait de différence que dans les mots : les vicaires-généraux se servaient simplement des expressions de soumission et d'obéissance, et Péréfixe de celle de *foi humaine*; mais, sous ces paroles vagues et inexactes, il n'entendait que *soumission sincère*, selon Bossuet; il ne demandait donc pas plus que les vicaires généraux l'adhésion de l'intelligence que les ultramontains réclamaient pour les faits dogmatiques comme pour les vérités révélées.

Dans le reste de sa lettre, Bossuet s'applique à prouver aux religieuses de Port-Royal que le jugement rendu contre la doctrine de

¹ Nous verrons plus tard Fénelon lui-même soutenir, sur les faits dogmatiques, le système des Jésuites.

Jansenius était légitime et conforme à la pratique de l'Église; qu'elles devaient se soumettre à ce jugement, de la manière que le demandait leur archevêque. Mais, en leur demandant cette soumission, il était loin de se déchaîner contre Jansenius, à la manière des Jésuites¹. « Je me sens obligé de vous avertir, leur dit-il, que je n'entends faire aucun préjudice à la personne de Jansenius, lequel on estime tant, qu'on vous exhorte publiquement à l'imiter. Je vous déclare, mes sœurs, que, comme je ne prétends pas qu'on puisse tirer aucun préjugé de sa personne en faveur de son livre; je ne pense pas non plus qu'il y ait rien à conclure de son livre contre sa personne. » Dans une circonstance solennelle, à l'assemblée de 1700, il fit l'éloge de la piété et du savoir de Jansenius et de sa soumission à l'Église².

Dans sa lettre aux religieuses de Port-Royal, Bossuet se montre tel qu'il fut toute sa vie par rapport au Jansénisme. Pour lui, c'était un fait certain que les cinq propositions étaient le résumé exact de la doctrine de l'*Augustinus*³. Il adhéra donc à toutes les constitutions, à tous les brefs qui condamnaient la doctrine des cinq propositions, ou qui constataient un fait qui, pour lui, était certain; mais il était loin de donner aux discussions sur ces propositions l'importance extraordinaire que lui attribuaient les Jésuites pour légitimer, aux yeux du monde, leur haine aveugle contre Port-Royal; il était surtout bien éloigné d'attribuer la doctrine de la Grâce nécessitante à des hommes savants et vertueux, qui protestaient ne l'avoir jamais admise. Nous avons rapporté son opinion touchant la personne de Jansenius. Il avait pour amis les évêques que le parti des Jésuites voulait faire hérétiques; il parlait d'Henri Arnauld, évêque d'Angers, *avec respect et honneur*⁴; il ne voulait pas que l'on blâmât les évêques opposés au formulaire, et il proclamait leur vie *non seulement irréprochable, mais sainte*⁵. Plus tard,

¹ Les Jésuites trouvaient spirituel de représenter Jansenius dans un costume qui était un mélange de celui des évêques et de celui qu'on attribue au diable; ils le baffouaient en des comédies burlesques qu'ils faisaient représenter dans leurs collèges.

² Les papes et le clergé de France ont toujours parlé respectueusement de Jansenius aussi bien que Bossuet.

³ Bossuet, Lettre au maréchal de Bellefonds, 52.^e des Lettres diverses; Le Dieu, Journal manuscrit, sous la date du 11 février 1703.

⁴ Bossuet, Lettre aux religieuses de Port-Royal.

⁵ Lettre *supra* cit. au maréchal de Bellefonds.

en 1700, lorsqu'il fit condamner, par l'assemblée du clergé, cette proposition : *le Jansénisme n'est qu'un phantôme* ; il dit « qu'il fallait épargner M. Arnauld, *un si grand homme* ! et par conséquent, son ami si zélé, le P. Quesnel¹. » Il fut toute sa vie l'ami d'Arnauld, et il le regardait comme un des plus grands théologiens de l'époque ; il recevait ses livres avec bonheur et il correspondait avec lui².

De leur côté, Arnauld et les plus grands écrivains de Port-Royal prodiguaient à Bossuet les témoignages de leur admiration, et regardaient ses sublimes écrits sur la Grâce comme l'expression exacte et éloquente de leurs sentiments.

Sur la question du Jansénisme, comme sur toute autre, Bossuet fut grand et sut allier le respect pour l'autorité avec cette noble indépendance qui allait si bien à la grandeur de son génie. Il ne s'abaissa point à ces tracasseries haineuses que les Jésuites cherchaient à couvrir sous le manteau du zèle pour l'orthodoxie. Il ne profana jamais l'autorité sainte de l'Église en voulant lui faire porter la responsabilité d'actes odieux et indignes d'elle. Il ne faisait pas des Jansénistes à plaisir, comme les Jésuites, qui transformaient en sectaires tous ceux qui combattaient leurs erreurs ; il était sobre surtout de cette épithète d'hérétiques dont les adversaires de Port-Royal faisaient un abus qui mérite d'être flétri.

Les religieuses de Port-Royal ne furent point persuadées par la lettre de Bossuet ; elles restèrent fermes dans leur opinion, qui fut, peu de temps après, respectée par le Saint-Siège lui-même. Péréfixe n'en fut pas moins de gré à Bossuet ; il lui donna toute sa confiance, et le fit nommer, en 1669, évêque de Condom ; c'est une incontestable gloire pour cet archevêque d'avoir contribué à élever à l'épiscopat cet homme « à qui il n'a manqué que d'être né dans les premiers temps pour avoir été la lumière des conciles, l'âme des Pères assemblés, dicté des canons et présidé à Nicée et à Ephèse³. »

¹ Journal mss. de l'abbé Le Dieu, 10 juillet 1700.

² V. la Correspondance de Bossuet avec l'évêque de Castorle.

³ Massillon, Oraison funèbre du premier dauphin.

IV.

Oppositions au formulaire du clergé. — Quinze évêques se prononcent contre cet acte et écrivent au pape. — Conséquences du principe posé par l'assemblée de 1660. — Humiliations de l'assemblée de 1665. — Le formulaire du clergé est abandonné. — On provoque à Rome une nouvelle bulle et un nouveau formulaire. — Acceptation de la nouvelle bulle. — Opposition qu'elle rencontre. — Mandements des quatre évêques d'Aleth, d'Angers, de Pamiers et de Beauvais. — Discussions à propos de ces mandements. — Discussions touchant le Nouveau-Testament de Mons et sur le Rituel d'Aleth. — Dix-neuf évêques se prononcent en faveur des quatre évêques inculpés. — Négociations pour la paix. — Clément IX pape. — Paix rétablie dans l'Eglise de France. — Grands travaux de Port-Royal pour la défense de l'Eglise. — Œuvres d'Arnauld. — Perpétuité de la foi. — Livres de polémique contre les Calvinistes. — Œuvres philosophiques. — La morale-pratique des Jésuites. — Nicole. — Essais de morale. — Œuvres théologiques de Nicole. — Le Nain de Tillemont, ses travaux sur l'Histoire ecclésiastique. — Travaux de Sacy sur la Bible. — Livres ascétiques d'Arnauld d'Andilly, de Bamon et de la mère Angélique. — État des études ecclésiastiques pendant le XVII.^e siècle. — Travaux des Bénédictins. — Editions des Saints Pères. — Préface des œuvres de saint Augustin. — Polémique à ce sujet Mabillon. — Polémique sur les études des Moines. — L'abbé de Rancé et l'abbé de La Trappe. — Travaux scientifiques des Dominicains, des Oratoriens, des Jésuites. — Savants dans le clergé séculier et parmi les simples fidèles. — L'éloquence chrétienne au XVII.^e siècle. — Bourdaloue. — Bossuet. — Divers travaux de Bossuet. — Histoire du livre de l'Exposition de la foi catholique. — Publication du livre des Réflexions morales sur le Nouveau-Testament de P. Quesnel. — Appréciations sur ce livre. — Nouvelle phase du Jansénisme.

1665—1670.

Plusieurs évêques de France n'approuvaient pas les décisions adoptées par les assemblées de 1655 et de 1660, touchant le formulaire. L'évêque de Vence n'en tint aucun compte¹; ses chanoines le dénoncèrent à l'assemblée de 1665; on se contenta de leur faire répondre, par les députés de la province d'Embrun, qu'ils pouvaient se pourvoir par toutes les voies de droit; et l'on ne voulut pas s'occuper plus directement de cette affaire délicate. C'était, pour ainsi dire, abandonner l'œuvre des deux dernières assemblées. L'évêque de Meaux osa même attaquer, en pleine séance, l'édit du roi relatif au formulaire. Il était dit, dans cet acte, que les ecclésiastiques, avant de prendre possession de leurs titres, seraient tenus de justifier devant les juges royaux de leur signature du formulaire. Cette clause, selon l'évêque de Meaux,

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1665: t. IV de la Collection générale.

favorisait les empiétements du pouvoir civil dans le domaine religieux. L'assemblée pensa comme lui et fit prier le roi de modifier ce passage de son édit. Le ministre Colbert le promit, mais on n'accorda rien. On s'était préoccupé, à Rome ¹, de cette même clause. Une congrégation de cardinaux, réunis pour en délibérer, avait blâmé le formulaire du clergé, d'abord parce que le roi s'attribuait, dans cette affaire, une action trop directe, et ensuite parce qu'une assemblée du clergé n'avait pas le droit de dresser un formulaire de foi. Les cardinaux avaient raison, mais ils hésitèrent quand il s'agit de l'application de leurs principes. Ils s'adressèrent alors à Hilarion Rancati, qui avait beaucoup d'influence sur le pape et lui demandèrent son avis. Cet ecclésiastique répondit qu'il fallait ménager le roi, dont les intentions étaient bonnes, mais que le pape devait opposer un nouveau formulaire à celui du clergé et l'envoyer en France avec un simple bref. L'occasion semblait bonne à l'abbé Hilarion pour accroître la puissance du pape sur l'Église de France et obliger les évêques à se soumettre, par le moyen du roi, à un simple bref comme à une décision de l'autorité infaillible de l'Église.

Le nonce, en France, fut consulté et ne fut pas d'avis que l'on annulât le formulaire du clergé, ce qui fit ajourner un peu le dessein de Hilarion Rancati.

L'assemblée de 1665, comme la plupart des autres réunions du clergé, travailla à défendre la juridiction épiscopale contre les religieux et les parlementaires qui l'attaquaient dans un but différent, mais avec une égale activité; par une étrange contradiction, le clergé, tout en reconnaissant le mal, lui fournissait de nouveaux éléments, par une complaisance exagérée, pour certains religieux influents et surtout pour le roi. En toute rencontre, il en appelait à l'autorité royale pour faire exécuter ses décisions. Puis il se plaignait des empiétements de cette autorité dans le domaine religieux. Cette contradiction s'explique par les éléments contraires dont les assemblées étaient composées. Quelques évêques, instruits et vertueux, saisissaient toutes les occasions pour rappeler, à leurs frères les grands principes de la discipline, et l'on n'osait pas leur refuser toute satisfaction; mais les évêques courtisans, ignorants et vicieux, étaient en grand nombre au xvii.^e siècle; or ceux-là, guidés seulement par leur intérêt et leur ambition, étaient soumis à tous les

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 206 et 207.

caprices de la Cour et ne savaient pas résister aux ordres, même injustes, du roi.

C'est ainsi qu'ils suivirent aveuglément l'impulsion de la Cour dans l'affaire du formulaire du clergé. C'est un fait qu'on ne peut contester, quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur cette pièce.

Plusieurs évêques, et en particulier ceux de Vence, d'Angers, de Beauvais, d'Aleth, de Comminges, de Châlons ¹, eurent assez d'indépendance pour ne se croire pas obligés d'obéir au roi en matière de doctrine; ils ne reconnaissaient avec raison, aux assemblées qui avaient imposé le formulaire, que le droit de donner des conseils et non des ordres; le pape avait affecté de ne pas faire la plus simple mention dans les brefs du formulaire du clergé, qui était désapprouvé à Rome, comme nous l'avons vu.

Quinze évêques, d'une éminente vertu, s'adressèrent à Alexandre VII ² pour lui dénoncer le formulaire comme un acte illégal, et le pape, qui pensait comme eux, *ne crut pas leur devoir répondre*. Plusieurs eurent assez d'énergie pour protester auprès du roi lui-même, avec une fermeté vraiment épiscopale : on possède les lettres que lui écrivirent Godeau, évêque de Vence; Henri Arnauld, évêque d'Angers, et Pavillon, évêque d'Aleth.

Nous avons déjà parlé de Pavillon. Lorsque Louis XIV eut donné sa déclaration sur le formulaire du clergé, ce grand évêque lui écrivit ³ qu'on avait surpris sa piété; qu'il avait, par sa déclaration, outrepassé les bornes de sa puissance et entrepris sur l'autorité spirituelle « à laquelle seule, dit-il, il appartient de prononcer sur l'hérésie et de prescrire des professions de foi. » Puis il ajoute : « L'hérésie, qu'on fait sonner si haut aux oreilles de Votre Majesté, est une chimère; il n'y a dans votre royaume aucun de ces prétendus hérétiques : bien loin que ce soit être hérétique que de refuser de signer le formulaire, quant au fait, ce serait une hérésie formelle d'avancer que, par ce refus, on est hérétique. »

On ne peut, en effet, mériter ce titre qu'en niant opiniâtement un dogme révélé et défini par l'Eglise; égarer à une vérité de cette

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 206.

² *Ibid.*

³ Vie de M. Pavillon, évêque d'Aleth; Extrait mss. du P. Rapin, p. 196; Elies du Pin, Hist. Eccl. du XVII^e siècle, t. III; Gerbroun, Hist. du Jansénisme, ann. 1664, 1665.

nature un fait quelconque, c'est évidemment s'attaquer aux principes fondamentaux de la foi.

Pavillon relève, dans sa lettre au roi, l'incompétence des tribunaux séculiers pour recevoir les professions de foi, attribution qui leur était donnée par l'édit; l'irrégularité des peines décernées par le même édit; le mal qui résulterait, pour l'Église, de la signature du formulaire, enfin l'injustice d'une assemblée qui faisait ordonner, par le roi, une signature que le pape n'exigeait pas. A la fin de sa lettre, Pavillon citait au roi ces paroles, adressées par saint Bernard, à un pape de son temps : « En agissant contre les canons et la discipline de l'Église, vous faites bien paraître que vous avez la plénitude de la puissance, mais non pas celle de la justice. »

Joignant la pratique à la théorie, Pavillon excommunia les ecclésiastiques qui, sans égard pour sa défense, allèrent signer le formulaire devant les juges royaux, et les soumit à une rigoureuse pénitence.

Le roi fut irrité de cette conduite et chargea Talon, avocat général, de faire un plaidoyer au Parlement contre l'évêque d'Aleth, et de provoquer un arrêt contre la lettre qu'il lui avait écrite. Talon fit un discours hérétique, en faveur de l'autorité royale, sur les choses spirituelles; mais il faut avouer qu'il ne pouvait être plus orthodoxe en déduisant logiquement les conséquences du principe posé par l'assemblée de 1660. De Gondrin, archevêque de Sens, dénonça, à l'assemblée de 1665¹, le discours de Talon. L'assemblée envoya une députation au roi, qui lui répondit simplement qu'il fallait voir M. Talon; celui-ci refusa de recevoir les députés, sous prétexte qu'il était trop occupé. On retourna au roi, qui ne voulut rien entendre; et l'assemblée en fut pour ses doléances. Au moment où Pavillon s'attirait la colère du roi, en soutenant la liberté de l'Église et en protestant contre des empiétements blâmés à Rome même par les cardinaux, le nonce² écrivait à Rome contre lui, dénonçait la lettre qu'il avait écrite au curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et dans laquelle il professait la même doctrine que dans celle au roi; et il provoquait contre lui des mesures de rigueur, en promettant au pape l'appui du roi pour les faire exécuter.

Témoin du mépris que faisaient les gens du roi de la liberté de

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1665, t. iv de la Collection générale.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 207 et 208.

l'Eglise et du clergé, Péréfixe lui-même comprit que l'évêque d'Aleth avait raison. Il mit tout en œuvre pour empêcher l'arrêt de suppression rendu contre sa lettre au roi par le Parlement. Le premier président de Lamoignon ne se hâtait point de publier cet arrêt; mais enfin arrivèrent les ordres formels; l'arrêt fut publié, et l'épiscopat français fut ainsi puni par où il avait péché.

Godeau, évêque de Vence, écrivit au roi dans le même sens que Pavillon; on méprisa sa lettre ¹ comme émanant d'un petit évêque, qui n'avait pour diocésains qu'une vingtaine de paysans. Henri Arnauld adressa aussi inutilement plusieurs lettres au roi, ainsi que sa vénérable sœur, la mère Angélique de Port-Royal. Toutes ces lettres furent envoyées à Rome et examinées dans une congrégation de cardinaux, qui les trouvèrent erronées en ce qu'on y faisait la distinction du fait et du droit et que l'on n'attribuait pas à l'Eglise et encore moins au pape l'infailibilité sur un fait non révélé. On trouva fort mauvais aussi que l'évêque d'Aleth eût affirmé que le Jansénisme n'avait pas pénétré dans son diocèse ².

Ce pieux évêque, ayant appris que sa lettre était examinée à Rome, envoya au nonce son official pour l'assurer de la sincérité de sa soumission pour le Saint-Siège; mais les ultramontains n'ont jamais pu comprendre une soumission raisonnable et vraiment chrétienne; cependant, le nonce fut touché de la démarche de Pavillon et en écrivit à Rome. On trouve, dans sa lettre, cet hommage rendu à la sainteté de l'évêque d'Aleth : « Ce serait un grand service de Dieu que cet évêque, *qui est d'une sainte vie*, se retirât de l'intrigue qu'il a avec les Jansénistes, et ils perdraient en sa personne un grand appui ³. »

Les archevêques d'Auch, de Toulouse et de Rouen, consultés par Louis XIV sur les mesures à prendre, contre l'évêque d'Aleth, pour le punir de son opposition au formulaire, eurent la lâcheté de conseiller la violence contre leur vénérable confrère et contre tous ceux qui feraient opposition à la volonté royale ⁴. On n'osa pas suivre ce conseil, dans la crainte de n'être pas soutenu à Rome. On

¹ Lettre de Godeau à Henri Arnauld; *V. il.* la Vie de ce dernier évêque; Extrait mss. du P. Rapin, p. 192, 197.

² Extrait mss. du P. Rapin, p. 236, 237.

³ *Ibid.*, p. 238.

⁴ *Ibid.*

savait à la cour que le pape et les cardinaux n'approuvaient pas plus le formulaire du clergé que les évêques opposants, et l'on comprenait que des évêques ne pouvaient être poursuivis parce qu'ils ne se soumettaient pas à une mesure prise par quelques-uns de leurs confrères, qui n'avaient aucun droit de leur imposer leur volonté. Cette observation avait été faite dans le conseil privé du roi, en présence du P. Annat ¹. Ce Jésuite se hâta d'en écrire à Rome, afin de faire comprendre que le pape devait nécessairement dresser un nouveau formulaire ou approuver officiellement celui du clergé. Le P. Annat travailla en même temps à amener le roi à son avis. Il y réussit, et, le 14 novembre 1664, Louis XIV écrivit au pape pour le prier, ou d'envoyer en France un nouveau formulaire, ou de confirmer celui du clergé ². De Créqui, ambassadeur de France à Rome, eut ordre de solliciter une réponse favorable à la lettre du roi, et ce diplomate appuya sa demande sur ce motif : qu'il fallait « ôter prétexte aux évêques qui favorisaient le parti de leur opiniâtreté et révolte. »

On avait à Rome une si haute idée de l'infaillibilité du pape, qu'on ne voulait même pas entendre parler de la distinction du fait et du droit ³. On attribuait ainsi au pape une autorité doctrinale supérieure à celle que tous les théologiens avaient reconnue à l'Eglise elle-même jusqu'à l'époque de ces discussions. On y reçut donc avec grande joie la lettre du roi, qui demandait, d'une manière précise, que le pape ne fit aucune mention, dans son formulaire, de la distinction du fait et du droit, et l'on résolut de profiter de ses bonnes dispositions pour établir le précédent conseillé par Hilarion Rancati. Au lieu donc de publier une bulle solennelle en réponse à la lettre du roi, Alexandre VII donna trois brefs ⁴ : le premier pour le roi, le second pour les évêques de France, alors réunis pour l'assemblée générale de 1665 ⁵, et le troisième pour

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 233.

² *Ibid.*, p. 231, 233.

³ *Ibid.*, p. 163.

⁴ *Ibid.*, p. 236.

⁵ L'assemblée de 1665 députa à la cour de Rome par sa conduite dans l'affaire de *Amadeus Guimenius*; le P. Moya, Jésuite, avait publié sous ce pseudonyme une apologie des erreurs des Casuistes, et avait renouvelé ces erreurs. Le Jésuite Lashiana avait officiellement approuvé le livre de Moya, qui fut censuré par la Faculté de théologie en même temps que celui d'un Carme nommé Bonaventure de Sainte-Anne, caché sous le nom de guerre de

les archevêques d'Auch et de Paris, que le pape chargeait de recevoir les signatures, de concert avec le nonce. Dans le bref aux évêques, on évita soigneusement de mettre sur l'adresse le mot *Congregati*, afin de ne pas paraître approuver les assemblées du clergé, considérées à Rome comme illégales, parce qu'elles se tenaient sans la participation du pape ¹.

L'usage, en France, était de ne recevoir d'autres expéditions de la cour de Rome que les constitutions *plombées*, ainsi appelées du sceau dont elles étaient revêtues. Le Parlement s'opposa donc à l'enregistrement des brefs, et le roi écrivit une lettre au pape pour lui demander une bulle solennelle, dans laquelle il fixerait un délai pour la signature du formulaire, et remplacerait, par une sanction générale, l'excommunication mentionnée dans les brefs.

On délibéra à Rome sur cette lettre de Louis XIV, et l'on jugea qu'il fallait adhérer à ses demandes, *pour donner un dernier coup à l'hydre* ². Alexandre VII publia donc, au mois de février 1665, une nouvelle bulle, à laquelle il joignit un formulaire conforme à celui du clergé. On n'y faisait aucune distinction entre la question de fait et celle de droit, et l'on y exigeait, pour l'une comme pour l'autre, la même croyance. Le 29 avril, le roi alla lui-même au Parlement faire enregistrer la bulle et la déclaration qui la rendait obligatoire ³.

Péréfixe, archevêque de Paris, se trouvait aussi bien condamné que ceux qui s'étaient ouvertement opposés au formulaire du clergé. Le pape rejetait implicitement la foi humaine aussi bien que la distinction du fait et du droit, et voulait, pour sa définition sur le fait, une foi semblable à celle que l'Église demande pour les dogmes révélés.

Ceux qui avaient eu assez de courage pour résister à la volonté royale maintinrent, avec une égale fermeté, la distinction qui leur

Jacques Vernant. Guimenius et Vernant professaient dans leurs livres l'Ultramontanisme le plus exagéré. Le pape condamna les censures de la Faculté; le Parlement supprima la bulle du pape, et l'assemblée de 1665 délibéra sur les moyens de défendre l'épiscopat contre le Parlement et contre les exagérations de l'Ultramontanisme. Cette attitude déplut à la cour de Rome.

¹ Extrait mss. du P. Rapin, p. 236.

² *Ibid.*

³ V. les pièces mentionnées, dans le recueil de Elie Du Pin, intitulé : *Hist. Eccl. du XVII.^e siècle*, t. III; Du Mas, *Hist. des cinq propositions*, liv. 5; D'Avrigny, *Mém. chronol.*, ann. 1665.

semblait essentielle et nécessaire. Péréfixe eut recours aux paroles incompréhensibles pour sauvegarder son honneur et paraître obéir à la nouvelle constitution. Dans le mandement qu'il fit pour la publication de la bulle, il distingua d'une manière obscure le fait et le droit, mais il ne parla plus de foi humaine; il demanda seulement, pour la question de droit, une soumission de foi divine, et pour celle de fait *une véritable soumission, par laquelle on acquiesce sincèrement et de bonne foi à la condamnation de la doctrine de Jansenius, contenue dans les cinq propositions.*

La bulle du pape ayant été envoyée à tous les évêques de France avec les lettres-patentes du roi qui en ordonnaient l'exécution, ils la reçurent tous et firent signer le nouveau formulaire, mais non de la même manière. Les uns firent souscrire le formulaire dans leur synode diocésain, sans aucun mandement; d'autres publièrent des mandements et exigèrent la signature pure et simple; quelques-uns distinguèrent le fait d'avec le droit et déclarèrent qu'ils se contentaient d'une déférence respectueuse pour le fait. Il y en eut aussi qui, sans se déclarer publiquement, permirent aux signataires de faire la même distinction; quelques évêques enfin, comme Félix Vialart, évêque de Châlons, déclarèrent seulement de vive voix qu'ils n'entendaient point, en faisant signer le formulaire, obliger à la créance du fait. Les évêques d'Aleth, de Beauvais, d'Angers et de Pamiers, ayant rendu publics leurs mandements, dans lesquels ils établissaient la distinction du fait et du droit et ne demandaient, à l'égard du fait, qu'une soumission respectueuse, furent accusés d'avoir contrevenu à la bulle du pape.

Voici en quels termes l'évêque d'Aleth expose la distinction qui excitait de si vives discussions :

« Il est vrai que, comme cette soumission a pour principal objet Jésus-Christ et qu'elle ne regarde l'Église que comme la gardienne des vérités révélées de Dieu, dont il lui a confié le dépôt, elle se renferme aussi dans ces vérités révélées; et c'est à celles-là seulement qu'elle assujétit entièrement la raison. Les autres vérités n'étant pas absolument nécessaires, et Dieu aussi ne nous ayant pas laissé d'autorité infaillible pour les connaître, il s'ensuit que si l'Église joint ordinairement aux erreurs qu'elle condamne les noms des auteurs qui les ont enseignées et des livres qui les contiennent, néanmoins le jugement qu'elle fait en attribuant certaines erreurs à un auteur ou à un livre, et en jugeant que cet auteur a eu un tel ou tel sens erroné, ou qu'il se trouve dans ce livre, est très dif-

férent de celui qu'elle forme sur des propositions de doctrine : car, en déclarant qu'une proposition est hérétique ou catholique, *elle rend témoignage d'une vérité révélée de Dieu dont elle est gardienne et dépositaire*, et son jugement alors doit étouffer tous les doutes de l'esprit et assujétir notre raison, en quoi consiste proprement l'acte de la foi divine.

» Mais quand elle juge si des propositions ou des sens hérétiques sont contenus dans un livre, et si un auteur a eu un tel ou tel sens, elle n'agit que par une lumière humaine et sur une chose humaine ; en quoi tous les théologiens conviennent qu'elle peut être surprise, et que, partant, sa seule autorité ne peut point captiver notre entendement, ni nous obliger à une créance intérieure ; en sorte que, par aucune raison ni par aucune apparence contraire, nous ne puissions révoquer en doute ses jugements sur ces sortes de faits ; quoiqu'il soit vrai qu'il n'est pas permis de s'élever témérairement contre ses jugements, vers lesquels on doit témoigner son respect et sa déférence, en demeurant dans le silence, pour conserver l'ordre et la discipline qui règle les choses extérieurement »

Les évêques de Beauvais, d'Angers et de Pamiers tinrent un langage analogue ; leurs mandements sont, du reste, très respectueux envers le Saint-Siège, et ils prescrivent la signature du formulaire comme obligatoire. Tout en niant l'infailibilité sur les faits non révélés, ces évêques n'entendaient pas que l'Eglise n'est jamais assistée par l'Esprit-Saint dans les jugements qu'elle en porte, mais seulement qu'on ne peut lui attribuer la direction infailible qui n'est attachée à son ministère que dans la définition des dogmes révélés.

L'évêque de Laon publia un mandement dans le sens de ceux des quatre évêques ; mais comme ce prélat désirait être bien en cour, il en fit un second sur les observations qui lui furent adressées et il demanda la signature sans explication et sans distinction.

Le roi dénonça lui-même à Rome les mandements des quatre évêques et sollicita deux brefs du pape ; l'un par lequel il ordonnerait à ces évêques « de révoquer leurs mandements et de faire signer le formulaire purement et simplement, sans limitation, déclaration, distinction ni clause aucune » : l'autre, par lequel il nommerait douze prélats de France, archevêques ou évêques, pour faire le procès aux évêques qui ne voudraient pas obéir, avec ces clauses : que « sept des commissaires pourraient juger en l'absence

des cinq autres, » sans qu'on les pût récuser ni qu'il y eût lieu d'appeler de leur jugement ; et que le plus ancien des commissaires pourrait en subroger d'autres en la place de ceux qui manqueraient.

La cour de Rome croyait le pape seul juge des évêques ; elle ne pouvait donc consentir volontiers à l'établissement d'un tribunal comme celui que demandait le roi, et elle eût préféré nommer des délégués chargés d'exécuter les ordres pontificaux. Alexandre écrivit en ce sens au roi, et lui proposa de choisir l'archevêque de Paris avec deux autres prélats en qualité de simples délégués. Louis XIV fut irrité de cette lettre, où le pape se constituait seul juge des affaires ecclésiastiques et ne regardait les évêques que comme les exécuteurs de ses volontés ; il maintint sa demande, et le pape fut obligé de céder ; seulement, au lieu de douze juges, il n'en désigna que neuf, qui furent les archevêques de Toulouse et de Bourges, et les évêques de Laval, de Mende, de Soissons, de Lodève, de Dol, de Saint-Malo et de Lombez.

Les évêques de Lodève et de Soissons refusèrent cette commission. L'archevêque de Bourges, nommé président du tribunal, fit quelque difficulté d'accepter cette charge et songea à accommoder le différend. Il en parla à l'évêque de Comminges, qui en écrivit à l'évêque d'Aleth pour le prier de faire quelques propositions, afin d'arriver à la paix. Pavillon loua le zèle et les bonnes intentions de l'évêque de Comminges, mais lui fit comprendre qu'il ne pouvait faire aucune avance sans compromettre une cause que sa conscience lui ordonnait de défendre avec fermeté.

Les choses en étaient là lorsque les mandements des quatre évêques furent mis à l'Index. Les évêques de Languedoc, assemblés pour les états-généraux de cette province, s'élevèrent avec beaucoup d'énergie contre les prétentions d'une congrégation romaine qui jugeait des évêques sans les avoir même entendus. Ils écrivirent au roi, qui leur promit de défendre les droits épiscopaux et les libertés de l'Eglise gallicane.

Le formulaire d'Alexandre VII fournit l'occasion d'exercer des violences contre ceux qui refusèrent de le signer purement et simplement. Les Religieuses de Port-Royal furent de nouveau persécutées. Les Solitaires furent dispersés ; mais les violences exercées contre eux ne purent les faire sortir de leurs habitudes calmes et studieuses. De Sacy, enfermé à la Bastille, sanctifia sa captivité par ses doctes et pieux travaux sur la Bible ; l'évêque d'Aleth publia

son fameux Rituel, et Arnauld, de concert avec quelques-uns de ses amis, fit imprimer, à Mons, une traduction du Nouveau-Testament, qui excita une polémique dont nous devons parler.

En 1666¹, le P. Amelote, prêtre de l'Oratoire, avait publié une traduction française des quatre Évangiles. Il prétendait l'avoir entreprise d'après les ordres de l'assemblée du clergé de 1655, et il la dédia à Péréfixe, archevêque de Paris. Dans le même temps, Arnauld et ses amis sollicitèrent le privilège nécessaire pour l'impression de leur traduction; le chancelier le leur refusa, ce qui les obligea à s'adresser à Pontanus, docteur et professeur de théologie en l'Université de Louvain et censeur royal des livres dans les Pays-Bas. Ce docteur approuva la traduction qui lui était présentée, le 14 juin 1666; l'évêque de Namur lui donna aussi son approbation au mois d'octobre de la même année. Sur l'approbation de Pontanus, le roi d'Espagne accorda le privilège pour l'impression, et Gaspard Migeot, de Mons, l'imprima avec la permission de l'Ordinaire, qui était l'archevêque de Cambrai. Cette traduction se répandit bientôt en France. Dès 1667, le P. Maimbourg, Jésuite, déclama contre elle pendant trois mois dans les sermons qu'il prêchait à l'église de la maison-professe de sa Société, rue Saint-Antoine. Arnauld répondit aux sermons de Maimbourg; l'archevêque de Paris se mêla à cette polémique par une ordonnance du 18 novembre 1667; sans entrer dans l'examen du livre, il le condamna et défendit de le lire, parce qu'il circulait dans son diocèse sans sa permission. Cette ordonnance fut suivie d'un arrêt du Conseil d'État portant défense de vendre et débiter la traduction du Nouveau-Testament de Mons.

Quelques évêques condamnèrent, à l'exemple de Péréfixe, le Nouveau-Testament de Mons; mais celui qui soutint cette condamnation avec le plus d'éclat fut George d'Aubusson, archevêque d'Embrun, qui fit rendre contre ce livre une ordonnance par son grand-vicaire, Antoine Lambert. Cet ecclésiastique reproche surtout aux traducteurs « d'avoir substitué au texte littéral de la Vulgate un autre texte littéral qui est prétendu plus correct. » Arnauld et ses amis avaient en effet traduit le Nouveau-Testament sur la version des Septante, reconnue aussi bien que la Vulgate pour authentique dans l'Église.

¹ Œuvres d'Arnauld, t. vi et ix: Ellies du Pin, Hist. Eccl. du XVII.^e siècle, t. III; d'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1667.

Le cardinal Antoine Barberini, archevêque de Reims, donna aussi, le 4 janvier 1668, une ordonnance contre la traduction de Mons.

L'abbé de Bertueil critiqua les ordonnances des archevêques de Paris et d'Embrun en deux dialogues satyriques ; et y attaqua surtout le second de ces prélats. Celui-ci, pour se venger, adressa une requête au roi, non-seulement contre la traduction de Mons, mais contre les Jansénistes en général qu'il présentait comme des hérétiques et des criminels d'État. Après avoir présenté sa requête au roi, il la répandit dans Paris et dans toutes les provinces.

Le P. Annat attaqua le Nouveau-Testament de Mons, et un docteur en théologie y releva plusieurs endroits qu'il regardait comme inexacts. Port-Royal répondit à ces livres et justifia son œuvre ; un écrit fut dirigé contre l'ordonnance même de l'archevêque de Paris ; on y prétendait que cette ordonnance était nulle, et que la lecture du Nouveau-Testament de Mons était licite dans le diocèse de Paris. Cette attaque directe provoqua une seconde ordonnance de Péréfixe, datée du 20 avril 1668, et dans laquelle il condamna non-seulement la version de Mons, mais plusieurs ouvrages faits pour sa défense.

Toutes les versions en langue vulgaire, même exactes, sont condamnées à Rome ; il n'est donc pas étonnant que celle de Mons y ait été censurée ; le 20 avril 1668, le pape donna un bref dans lequel elle est qualifiée de « téméraire, dommageable, non conforme à la Vulgate, et contenant des choses qui peuvent blesser les personnes simples, » et en conséquence, la lecture en fut défendue sous peine d'excommunication *ipso facto*.

On donna en même temps un autre bref à Rome contre le Rituel que venait de faire imprimer Pavillon, évêque d'Aleth¹. Ce rituel avait été revu et augmenté par Arnauld, et tous les évêques de France, même Péréfixe, archevêque de Paris, le regardaient comme un chef-d'œuvre. Il déplut néanmoins à la cour de Rome, et le pape donna contre lui un de ces brefs appelés *Motu proprio*, c'est-à-dire sans en avoir été requis et de son propre mouvement. Le rituel d'Aleth est qualifié avec rigueur dans ce bref, et il y est ordonné d'en livrer tous les exemplaires aux inquisiteurs ou aux Ordinaires pour être brûlés sans délai.

¹ Œuvres d'Arnauld, t. xxxvii ; Ellics du Pin. Hist. Eccl. du xvii.^e siècle, t. iii ; d'Avrigny, Mém. chronol., ann. 1668.

Les évêques de France adressèrent une remontrance au roi contre le bref rendu contre le rituel ; le nonce se garda bien de le publier, et il fut considéré comme non-venu ; quant à celui qui était dirigé contre le Nouveau-Testament de Mons, le nonce l'envoya de sa propre autorité aux évêques. Cette conduite était contraire aux lois qui voulaient que tout acte émanant de Rome ne fût publié que par le roi, après lettres-patentes vérifiées au Parlement.

Le procureur général dénonça au roi cette irrégularité et fit un mémoire pour prouver que ce bref ne pouvait être reçu en France. Louis XIV, jaloux de son autorité et voulant ménager la cour de Rome, prit un moyen-terme. Il fit avertir le nonce par le chancelier qu'il eût à retirer au plus vite tous les exemplaires du bref expédiés par lui ; sans quoi, il laisserait agir le Parlement. Le nonce se hâta de retirer des mains des évêques tous les exemplaires du bref, qui ne fut point reçu en France.

Malgré le défaut d'acceptation, reconnue de tout temps comme nécessaire, quelques ennemis de Port-Royal prétendirent que le bref du pape était obligatoire en France. Le maréchal de Bellefonds ayant consulté Bossuet sur ce point, le savant évêque lui répondit en ces termes : ¹

« La bulle dont vous m'avez envoyé copie a été publiée seulement à Rome. Nous ne nous tenons point obligés en France à de pareilles constitutions jusqu'à ce qu'elles soient envoyées aux Ordinaires, pour être publiées par tous les diocèses ; ce qui n'a point été fait dans cette occasion. Ainsi cette bulle n'est pas obligatoire pour nous, et ceux qui savent un peu les maximes en sont d'accord. Néanmoins, si l'on voit que les simples soient scandalisés de nous voir lire cette version et qu'on ne croie pas pouvoir suffisamment lever ce scandale, en expliquant son intention, je conseillerais plutôt de lire la version du père Amelote, approuvée par feu Monsieur de Paris ² ; parce que, encore qu'elle ne soit ni si agréable, ni peut-être si claire en quelques endroits, on y trouve néanmoins toute la substance du texte sacré, et c'est ce qui soutient l'âme. Je vois avec regret que quelques-uns affectent de lire une certaine version, plus à cause des traducteurs, qu'à cause de Dieu qui parle ; et paraissent plus touchés de ce qui vient du génie ou de

¹ Bossuet, *Lettres diverses*, 19.

² Bossuet n'écrivit cette lettre qu'après la mort de Péréfixe.

l'éloquence de l'interprète, que des choses mêmes. J'aime, pour moi, qu'on respecte, qu'on goûte et qu'on aime dans les versions les plus simples, la sainte vérité de Dieu.

» Si la version de Mons a quelque chose de blâmable, c'est principalement qu'elle affecte trop de politesse et qu'elle veut faire trouver, dans la traduction, un agrément que le Saint-Esprit a dédaigné dans l'original. Aimons la parole de Dieu pour elle-même; que ce soit la vérité qui nous touche et non les ornements dont les hommes éloquents l'auront parée. La traduction de Mons aurait eu quelque chose de plus vénérable et de plus conforme à la gravité de l'original si on l'avait faite un peu plus simple et si les traducteurs eussent moins mêlé leur industrie, et l'élégance naturelle de leur esprit à la parole de Dieu. Je ne crois pas pourtant que l'on puisse dire sans témérité que la lecture en soit défendue, dans les diocèses où les Ordinaires n'ont point fait de semblables défenses; et, sans la considération que j'ai remarquée du scandale des simples, j'en permettrais la lecture sans difficulté. »

Les savants travaux de Bossuet sur l'Écriture-Sainte donnent beaucoup de poids à son opinion sur la version de Mons. On doit remarquer que le seul défaut qu'il trouve à cette version est son trop d'élégance; il n'était donc pas de ceux qui, par esprit de parti, voulaient y trouver des hérésies. Quelque temps avant d'écrire cette lettre, il avait commencé, du consentement de Péréfixe, l'examen de la version de Mons avec Arnauld, de La Lane, Sacy et Nicole qui y avaient travaillé. L'examen avait commencé par l'*Épître aux Romains*, regardée comme la plus difficile. Les auteurs de la version y faisaient, avec une docilité sans bornes, toutes les corrections que Bossuet leur demandait. La mort de Péréfixe interrompit ce travail; de Harlai, son successeur, ne voulut point permettre qu'on le continuât ¹.

Celui qui avait fait le plus de bruit contre la version de Mons était, comme nous l'avons dit, Georges d'Aubusson, archevêque d'Embrun. La requête qu'il adressa au roi contre les écrivains de Port-Royal donna à ceux-ci la pensée d'en présenter une pour se défendre contre ses accusations. Elle fut rédigée par Arnauld et de La Lane ² et remise entre les mains du ministre de Lionne. Louvois se chargea de la présenter au roi. Cette requête n'est qu'un

¹ De Beausset, Hist. de Bossuet, liv. II.

² On la trouve au t. XXIV des Œuvres complètes d'Arnauld.

éloquent et savant plaidoyer, dans lequel les écrivains de Port-Royal réduisent en poussière les arguties, les erreurs manifestes et les accusations-mensongères de l'archevêque d'Embrun ; ils supplient le roi, en finissant, de donner la paix à l'Église, et protestent qu'ils sont disposés à signer le formulaire en promettant une adhésion sincère et vraie sur la question doctrinale, et une soumission respectueuse sur la question de fait.

La requête de Port-Royal fut imprimée ; on en répandit un grand nombre d'exemplaires dans Paris, et elle produisit une impression favorable à la cause de Port-Royal. On commençait à être fatigué de tant de discussions, aussi vives dans la forme qu'elles étaient vaines en elles-mêmes. Tout, en effet, se réduisait à savoir si l'on devait croire Jansenius hérétique ou s'il était permis d'interpréter son livre d'une manière orthodoxe. Malgré les efforts des Jésuites pour donner à cette question une haute importance, chacun comprenait enfin que la liberté sur cette question n'était pas fort dangereuse, et que, si l'on tenait absolument à ce qu'il fût hérétique, on pouvait bien se contenter, touchant ce fait, qui certes n'appartient pas au dépôt de la révélation, d'une simple soumission inspirée par le respect de l'autorité, de la discipline et du bon ordre de la société chrétienne.

On peut croire que la requête de Port-Royal ne fut pas sans influence sur Louis XIV et qu'elle contribua à lui inspirer des sentiments pacifiques.

La Providence élevait dans le même temps sur le Saint-Siège un homme vertueux et ami de la paix. Alexandre VII étant mort le 20 mai 1667, le cardinal Rospigliosi fut élu à sa place au commencement du mois de juillet de la même année, et prit le nom de Clément IX.

Avant son exaltation, Rospigliosi ¹ avait été en relations avec l'évêque de Comminges, et Arnauld avait adressé en 1667 à son neveu un mémoire pour la paix. On pouvait donc croire qu'il ne suivrait pas aussi aveuglément que ses prédécesseurs les inspirations des Jésuites.

Au commencement de son pontificat, il donna un bref conforme à celui d'Alexandre VII pour le jugement des quatre évêques, mais on remarqua qu'il en avait retranché la clause qui ôtait à ces évê-

¹ Ext. mss. du P. Rapin, p. 230 ; Œuvres d'Arnauld, t. xxiv.

ques le pouvoir de récuser les juges. Le nonce Bargellini ¹, qui arriva alors en France, voulut d'abord faire du zèle et hâter le jugement des quatre évêques ; mais il s'aperçut bientôt que Louis XIV ne désirait plus ce jugement qu'il avait sollicité ; qu'un grand nombre d'évêques, de docteurs de la Faculté, de magistrats et même des religieux se prononçaient ouvertement en faveur des accusés. Le nonce se hâta d'en écrire à Rome et d'annoncer la lettre que dix-neuf évêques écrivirent au pape pour l'engager à suivre d'autres errements que son prédécesseur. Ces dix-neuf évêques étaient soutenus de vingt autres, comme l'écrivit le nonce au cardinal Altieri ².

La lettre des dix-neuf évêques à Clément IX fut rédigée par Félix Vialart, évêque de Châlons, une des gloires de l'épiscopat français au dix-septième siècle et un des plus saints évêques de cette époque.

La lettre au pape qu'il fut chargé de rédiger était ainsi conçue :

« Très saint Père,

» Pendant que tout le monde se presse de rendre à votre Sainteté des témoignages de la joie que l'Église a reçue de son exaltation, et de lui souhaiter un heureux pontificat, nous n'avons pas cru que nous dussions nous contenter de ces devoirs communs, en lui donnant simplement des marques de notre respect et de notre vénération ; mais, sachant qu'elle fait plus consister la grandeur et l'éminence de sa dignité dans les moyens qu'elle lui donne de s'appliquer à des soins et à des travaux salutaires à toute l'Église, que dans les honneurs humains et passagers qui y sont attachés, nous avons jugé que nous ne pouvions la congratuler d'une manière plus digne d'elle, qu'en lui présentant d'abord l'occasion d'acquérir une gloire immortelle devant les hommes et un très grand mérite devant Dieu. Vous les trouverez, très saint Père, dans les différends qui sont arrivés en suite des célèbres constitutions de vos prédécesseurs touchant les cinq propositions. Elles ont été reçues et publiées avec un même respect par tous les évêques de France, qui feront toujours gloire d'avoir autant de soumission que personne pour le Saint-Siège apostolique, et d'être aussi religieux observateurs de ses décrets. Que si quelques-uns de nos confrères ont été accusés

¹ V. la relation adressée au cardinal Altieri, par le nonce Bargellini, sous le titre de *Giansenismo estinto*.

² V. *Giansenismo estinto*.

de n'avoir pas eu assez de révérence pour ces constitutions, Votre Sainteté reconnaîtra sans peine que *c'est injustement qu'on les en a accusés. L'éminente vertu de ces évêques oblige leurs ennemis mêmes de reconnaître qu'ils sont un des plus grands ornements de notre ordre, et qu'il n'y en a point qui édifient davantage l'Eglise, qui veillent avec plus de soin au salut des âmes qui leur sont commises, qui s'acquittent plus parfaitement de tous les devoirs de la charge épiscopale.* Mais ce que nous pouvons assurer de plus est qu'ils mettent une grande partie de leur piété à avoir pour le Siège apostolique les sentiments de respect et de déférence auxquels ils sont obligés, et à révéler très sincèrement la suprême lignité du vicaire de Jésus-Christ; *c'est en vain, très saint Père, qu'on les accuse d'y avoir manqué dans les mandements qu'ils ont faits pour la signature du formulaire, Il n'y a rien de plus injuste et de plus mal fondé que ce reproche,* car qu'y a-t-il, dans ces mandements, qui s'éloigne tant soit peu ou de la règle de la doctrine catholique, ou de la révérence qui est due à la chaire de saint Pierre ? Il s'était trouvé des gens parmi nous qui avaient eu la hardiesse de publier *ce dogme nouveau et inouï* : que les décrets que l'Eglise fait pour décider les faits qui arrivent de jour en jour, et que Dieu n'a point révélés, étaient certains et infaillibles, et qu'ainsi on devait avoir la foi de ces faits, aussi bien que des dogmes révélés de Dieu dans l'Ecriture et dans la Tradition. Et les mêmes personnes qui avaient introduit ce dogme, qui est également condamné par tous les théologiens anciens et nouveaux ¹, avaient la témérité de l'établir par la constitution de votre prédécesseur. Ces évêques dont il s'agit, voulant s'opposer à ce mal et remédier aussi aux scrupules de quelques-uns, ont cru devoir établir dans leurs mandements, *la doctrine très commune et très certaine qui est opposée à une erreur si manifeste*, savoir, que l'Eglise ne définit point avec une certitude entière et infaillible ces faits humains, que Dieu n'a point révélés ; et qu'ainsi tout ce qu'elle

¹ Aujourd'hui, nous avons des partisans du *dogme nouveau et inouï*, et l'on trouve dans certains livres destinés à l'enseignement théologique une thèse pour réclamer, pour l'Eglise et le pape, l'infaillibilité dans le jugement de ce qu'ils appellent les *faits dogmatiques*.

Rien ne dénote mieux le triste affaiblissement des études théologiques que cette thèse, aussi contraire au sens commun qu'à toute la tradition et aux premiers principes de la foi chrétienne.

exige des fidèles en ces rencontres est qu'ils aient pour ces décrets le respect qu'ils doivent.

» Qu'y a-t-il, très saint Père, dans cette doctrine, qui soit injurieux au Saint-Siège et qui ne soit plutôt très conforme à la religion et à la piété ; puisque non-seulement les plus grands vénérateurs du Siège apostolique, les cardinaux Baronius, Bellarmin, Palavicin l'ont soutenue et enseignée ; mais que la raison principale qui les a portés à l'établir est qu'ils l'ont jugé nécessaire pour maintenir l'autorité qu'a l'Église de définir les dogmes de la foi, et pour repousser les objections que font les hérétiques contre son infaillibilité ? Ainsi, très saint Père, si c'était un crime d'être dans ce sentiment, ce ne serait pas leur erreur particulière, mais ce serait celle de nous tous, ou plutôt de toute l'Église. Et c'est pourquoi il y a eu plusieurs évêques, et des plus célèbres d'entre nous, qui ont fait la même chose qu'eux, ou par des mandements publics, quoique non imprimés ; ou, ce qui n'a pas moins de poids, dans des procès-verbaux qui demeurent dans leurs greffes et dans lesquels ils ont expliqué fort au long cette doctrine. D'autres se sont rendus faciles aux ecclésiastiques qui ont voulu faire quelque addition à leur signature, pourvu qu'elle ne contint rien que d'orthodoxe. Nous n'avons donc pas sujet de croire que Votre Sainteté puisse avoir aucun ressentiment contre des évêques *d'une foi si pure et d'une vertu si reconnue* ; et nous ne voulons point ajouter foi à ceux qui font imprudemment courir le bruit qu'elle agira d'une manière nouvelle et contraire à nos usages. Ce soupçon ne peut entrer dans l'esprit des évêques de France, qui ont accoutumé de n'être jugés que selon les canons et d'être toujours favorablement traités par les souverains pontifes. Nous ne doutons point aussi que nos confrères n'eussent demandé la même chose à Votre Sainteté, avec toute sorte de respect et de confiance, s'ils n'avaient attendu de la sage conduite que tout le monde admire en elle qu'elle s'y porterait d'elle-même. C'est, très saint Père, ce que l'Église gallicane espère que Dieu a réservé à votre pontificat. Tous les fidèles soupirent après cette parfaite paix, comme devant être le fruit de votre sagesse. Cette paix se fera d'elle-même, pourvu qu'on ne la trouble point ¹. Ces contestations cesseront sans peine et sans que

¹ Les évêques rendaient ici un bel hommage aux écrivains de Port-Royal. Ils n'avaient, en effet, jamais écrit sur ces contestations, que pour répondre à des provocations. Dès que leurs adversaires les laissaient en paix, ils s'oc-

personne ait sujet de se plaindre. Tout le monde rendra aux constitutions l'honneur qui leur est dû ; et, pendant que Votre Sainteté gouvernera le troupeau de Jésus-Christ en qualité de son suprême pasteur, elle aura la joie de voir que tous les membres de l'Église auront les mêmes sentiments et le même langage. Comme il n'y a rien qui puisse être plus utile à l'Église et plus glorieux à Votre Sainteté, nous ne cesserons de l'attendre de sa prudence et de demander à Dieu, par de continuelles prières, qu'il lui donne une longue jouissance du souverain pontificat, pour accomplir un si grand ouvrage, et qu'il la conserve longtemps pour le bien de son Église.

» De Votre Sainteté, très saint Père, les très humbles et très obéissants fils. »

Cette lettre fut signée de l'archevêque de Sens, des évêques de Châlons, de Boulogne, de Meaux, d'Angoulême, de la Rochelle, de Comminges, de Conserans, de Saint-Pons, de Lodève, de Vence, de Mirepoix, d'Agen, de Saintes, de Rennes, de Soissons, d'Amiens, de Tulle et de Troyes ¹.

Vingt autres évêques y adhérèrent, comme nous l'apprend le nonce Bargellini.

Les signataires de la lettre au pape en écrivirent aussi une à Louis XIV sur le même sujet. Ils l'assurent que, dans l'affaire des quatre évêques, que l'on a voulu lui rendre suspects, il ne s'agit ni de la foi, ni des constitutions des papes qui ont été reçues très religieusement dans leurs diocèses, mais d'une opposition juste « à une nouvelle et pernicieuse doctrine, disent-ils, contraire à tous les principes de la religion, aux intérêts de Votre Majesté et à la sûreté de votre État, par laquelle on veut attribuer à Sa Sainteté *ce qui n'appartient qu'à Dieu seul*, en la rendant infallible dans les faits mêmes. C'est, Sire, tout leur crime d'avoir parlé comme l'Église s'est expliquée dans tous les siècles, et comme ont fait, même dans les derniers temps, les docteurs les plus zélés pour l'autorité du Saint-Siège. »

Dans la suite de leur lettre, les dix-neuf évêques s'appliquent à

cupaient de travaux plus utiles à l'Église. Que l'on jette seulement un coup-d'œil sur la grande collection des Œuvres d'Arnauld, et l'on sera convaincu de ce que nous affirmons.

¹ Le nonce Bargellini rapporte, dans la relation, que cette lettre fut signée de vingt-deux évêques. On n'en connaît que dix-neuf.

faire comprendre au roi que les quatre évêques accusés ont les mêmes sentiments qu'un très grand nombre d'évêques de France, et qu'on ne peut les juger, comme on l'a entrepris, sans blesser les libertés de l'Église gallicane et sans faire des évêques de simples vicaires du pape; ils terminent leur lettre en suppliant le roi de donner la paix à l'Église de France.

Cette lettre fut imprimée; on la répandit et on tint des assemblées pour solliciter les adhésions d'un plus grand nombre d'évêques. Ceux qui avaient intérêt à entretenir les préjugés du roi cherchèrent à lui rendre la lettre et ces démarches suspectes; il donna en conséquence ordre au Parlement de supprimer la lettre et d'informer contre les cabales et assemblées illicites. Le pieux Vialart, qui était sans doute l'auteur de la lettre, écrivit au roi et au procureur-général d'une manière aussi ferme que respectueuse, contre l'arrêt rendu par le Parlement; plusieurs autres évêques l'imitèrent.

Dans le même temps, les quatre évêques firent imprimer une circulaire, adressée à tous les évêques de France, pour les engager à prendre leur défense.

Après avoir exposé que le jugement dont ils étaient menacés était aussi contraire aux droits de l'épiscopat qu'aux libertés et aux usages de la France, ils demandent l'avis de leurs confrères sur les cinq questions suivantes :

« 1^o Si les évêques peuvent souffrir en conscience qu'on renverse les canons qui ont réglé l'ordre que l'on doit tenir pour faire le procès à des évêques, et qu'on introduise un ordre nouveau contraire à nos libertés, dont il serait facile d'abuser pour opprimer les plus saints prélats, et si nous ne serions pas coupables d'une honteuse prévarication, en manquant par faiblesse à observer ce qui a été si sagement ordonné sur ce sujet dans les assemblées générales de 1645 et de 1650 ¹.

» 2^o Si ce ne serait pas encore une négligence plus criminelle de ne pas s'élever contre cette nouvelle forme de jugement, où l'on ne peut que condamner et non pas absoudre, ni même rien écouter de ce qui peut servir à la justification des accusés, ce qui est le plus étrange renversement que l'on se puisse imaginer de toute sorte d'équité et de justice.

¹ On avait pris, dans ces assemblées, le parti des évêques du Languedoc, accusés d'avoir pris part à la révolte de Gaston.

» 3^o S'il y a rien qui fût plus capable de donner lieu d'autoriser l'erreur, le relâchement et le désordre dans l'Eglise, que d'y laisser un exemple aussi pernicieux qui serait celui de six ou sept commissaires, qui auraient eu la hardiesse de faire un crime à des évêques d'une conduite approuvée publiquement par plus de vingt autres, sans qu'il s'en soit trouvé aucun qui l'ait osé improuver ouvertement.

» 4^o S'il n'est point à propos de représenter au pape que les évêques tiennent un rang assez considérable dans l'Eglise pour mériter qu'il lise les lettres qu'ils adressent au Saint-Siège ¹, qu'il y fasse attention et qu'il y réponde, à moins qu'il ne veuille bien que l'on prenne son silence pour une approbation de ce qu'ils lui auraient écrit, puisque s'il y trouvait à redire, il les en devrait avertir et leur faire voir en quoi ils auraient manqué, et non pas user envers eux d'une domination aussi impérieuse et aussi injuste que serait celle de les vouloir obliger de se croire coupables, sans daigner seulement leur apprendre quel est leur crime.

» 5^o S'il ne faudrait pas aussi faire savoir à Sa Sainteté que c'est traiter les évêques, qui ont l'honneur d'être ses frères, avec une indignité qui n'est pas supportable, que de mettre leurs actes publics qui portent leur nom et le caractère de leur autorité au même rang que toute sorte de méchants livres, sans leur en avoir fait auparavant la moindre plainte à eux-mêmes, ni leur avoir donné aucun lieu ou de reconnaître leur faute s'ils en avaient commis quelqu'une, ou de se justifier si l'on avait mal pris leur pensée. »

La circulaire des quatre évêques est datée du 25 avril 1668. Le 4 juillet suivant, Louis XIV donna, en son conseil, un arrêt qui la supprimait, ainsi que les lettres particulières adressées par les quatre évêques à tous leurs frères dans l'épiscopat ; défendait à tous les évêques d'y répondre ; leur ordonnait de renvoyer au chancelier les lettres qu'ils avaient reçues ; enfin leur enjoignait de s'adresser au roi pour tout ce qui regarderait l'intérêt général du clergé de France, « sans entreprendre de faire ni adresser aucune lettre circulaire sur ce sujet qu'ils n'aient auparavant obtenu sa permission. » Cet arrêt dut faire comprendre aux évêques qu'il était dangereux de faire si souvent appel au pouvoir civil dans les affaires religieuses ; c'était grâce à son intervention que des prélats de cour

¹ Les quatre évêques font allusion aux lettres écrites au pape contre le formulaire, et auxquelles il n'avait pas jugé à propos de répondre.

et les Jésuites avaient obtenu tant de bulles et de brefs contre Port-Royal; Louis XIV n'était pas homme à s'arrêter dans la voie de l'absolutisme, et il profita des circonstances pour s'ériger en véritable chef de l'Eglise de France et faire sentir à la cour de Rome son autorité en des matières qui la flattaient moins que des décisions dogmatiques contre les Jansénistes.

Sur ces entrefaites, le nonce Bargellini arriva en France. « Il crut ¹ qu'il devait employer les premières fonctions de son ministère à exciter avec tout son zèle les évêques commissaires de remplir la place des deux qui avaient refusé la commission et à les obliger à représenter le bref du pape qu'ils avaient tenu secret pendant deux ans. Il obtint de la piété du roi quelques ordres positifs, donnés en apparence pour punir les quatre évêques, mais dans le fond pour les intimider et pour les faire résoudre à satisfaire au commandement du pape. »

Ces moyens d'intimidation eurent quelque influence sur Caulet, évêque de Pamiers, prélat d'une vertu éminente, mais d'un caractère faible et qui n'eût pas lutté avec tant d'énergie si Pavillon ne l'eût soutenu. De Carlat, son agent à Paris, ayant eu une conférence avec Nicolas Sevin, évêque de Cahors, lui envoya un mémoire, dans lequel il lui marquait que ce prélat, après lui avoir témoigné qu'il eût bien désiré que l'évêque de Pamiers ne se fût point engagé dans cette affaire, lui avait dit, entre autres choses : « que de dire qu'on n'est pas obligé de croire les décisions des papes dans les faits, c'était saper le fondement de la religion, et surtout la tradition, qui n'est fondée que sur des faits; qu'il n'y avait point d'autre règle de foi, dans les choses de fait, que l'autorité de l'Eglise; que monsieur d'Aleth avait cru lui-même autrefois que monsieur Arnauld devait soumettre sa croyance à la décision du fait de Jansenius ², et que les faits dans lesquels les papes se sont trompés étaient des faits particuliers, qui regardaient quelques personnes et non toute l'Eglise. »

L'évêque de Pamiers ayant reçu le mémoire de son agent, l'en-

¹ Bargellini, *Giansenismo Estinto*.

² L'évêque d'Aleth expliqua, dans une lettre à Péréfixe, archevêque de Paris, les raisons qui l'avaient porté à changer de sentiment touchant la signature du formulaire. Du reste, sa première opinion n'était pas très éloignée de celle qu'il adopta depuis plus explicitement, lorsqu'il eut approfondi davantage la matière, comme nous l'avons observé ailleurs.

voya à l'évêque de Comminges pour lui en demander son avis. Gilbert de Choiseul, évêque de Comminges et qui le devint de Tournay, fut un des plus savants évêques de son temps. Nous l'avons déjà vu mêlé à plusieurs affaires importantes. Sa science, sa vertu, l'élévation de son caractère et son amour pour la paix lui avaient acquis une influence méritée. La lettre qu'il écrivit à l'évêque de Pamiers répand trop de lumières sur les questions controversées pour que nous n'en donnions pas de longs extraits. On y verra réfuté, d'une manière invincible, le système des Jésuites modernes¹ sur l'infaillibilité de l'Eglise ou du pape sur les faits.

« J'ai vu et examiné, dit l'évêque de Comminges, le billet de M. de Carlat, qui vous explique assez clairement les sentiments de Monsieur de Cahors. Comme je respecte fort la vertu de ce prélat, je ne voudrais pas contredire ses sentiments. Mais puisque vous me faites l'honneur de me demander mon avis et que vous m'ordonnez de parler, je ne puis retenir ce que je vois de la vérité. »

Après avoir dit qu'il regrettait la distinction du fait et du droit, et dit qu'on eût pu signer sans la faire, parce que l'Eglise n'eût jamais pensé qu'on accordait à l'un et à l'autre la même foi, l'évêque de Comminges expose ainsi la question de l'autorité de l'Eglise, si embrouillée à dessein et qui excitait tant de controverses :

« Je vous avoue, Monseigneur, que je ne puis comprendre comment un prélat aussi éclairé et aussi pieux que Monsieur de Cahors puisse avancer les maximes que Monsieur de Carlat vous mande qu'il lui a proposées.

» Je laisse à part l'opinion qu'il a des Jansénistes. Je n'entreprends point leur défense. Que Monsieur de Cahors les accuse de cabale et de secte tant qu'il lui plaira, Dieu les justifiera ou les condamnera selon ce qu'il connaît du fond de leur cœur, et je lui en laisse entièrement le jugement. Je ne veux rien dire non plus de ce qu'il les blâme d'avoir changé de sentiment. C'est à eux de s'expliquer là-dessus. Mais ce qui m'étonne est le dogme que Monsieur de Cahors établit : que si les papes ne doivent pas être crus en la décision des faits, on va saper les fondements de la religion, et surtout la Tradition, qui n'est fondée que sur des faits.

» Avant que de vous dire ma pensée sur cette proposition, je crois que je puis bien répondre, avec tous vos amis, que vous n'a-

¹ C'est le nonce Bargellini lui-même qui attribue ce système aux Jésuites de son temps, dans sa relation déjà citée et intitulée : *Giansenismo estinto*.

vez jamais eu intention d'empêcher que les papes ne soient crus dans la décision des faits. Il me semble au contraire que je vous ai ouï dire plusieurs fois que vous étiez persuadé que, lorsque les papes recherchaient la vérité, même dans les faits, par la prière et par l'étude, ils se troupaient rarement, non-seulement parce qu'il y a raison de croire que Dieu les assiste de son esprit en ce qui regarde son Eglise, mais encore qu'on présume très souvent en faveur de leurs décisions, et que cette présomption soit un des fondements du respect que l'on doit à la parole des souverains pontifes ; néanmoins, comme la source de l'infailibilité de l'Eglise est la parole de Dieu, jamais l'Eglise ne parle infailiblement que lorsqu'elle propose des vérités que Jésus-Christ a révélées ; et comme il n'a point révélé les faits particuliers, le pape ni toute l'Eglise en corps ne les peut décider avec cette infailibilité qui oblige nécessairement l'esprit humain à la croyance, même contre sa propre conviction. Votre mandement donc, Monseigneur, ne détruit pas le respect qu'on doit à la parole du pape, et ne dit pas qu'il ne faille point croire sa décision sur les faits, mais il empêche seulement qu'on n'établisse la nécessité absolue de cette croyance.

» Cela supposé, si Monsieur de Cahors prétend que, quiconque étant convaincu du contraire d'un fait non révélé, que le pape ou l'Eglise aura décidé, sache tous les fondements de la religion en ne captivant pas son esprit à la croyance de ce fait, il faut qu'il ne mette aucune différence entre la parole de Dieu et la parole des hommes : car tout ce que saint Paul exige des fidèles est de captiver leur esprit à la parole de Jésus-Christ, et Monsieur de Cahors veut que les fidèles captivent leur esprit à la parole du pape ; ainsi, il donne autant au pape que saint Paul à Jésus-Christ. Il faut encore qu'il s'accorde avec Monseigneur l'archevêque de Paris, qui a dit, dans son mandement, qu'il fallait être ignorant ou malicieux pour confondre ce que l'on doit à la décision du droit et à la décision du fait. La vertu et la suffisance de Monsieur de Cahors sont trop connues pour croire qu'il tombe ni dans l'un ni dans l'autre de ces deux reproches de Monsieur de Paris ; mais il faut qu'il développe le mystère.

» Pour moi, Monseigneur, en attendant que Monsieur de Cahors se soit mieux expliqué, je croirai tout le contraire de la proposition du billet de M. Carlat ; car je suis persuadé que c'est saper les fondements de la religion que de dire que les papes, ou même toute l'Eglise, aient l'autorité d'imposer nécessairement le joug de croyance

à leur parole sur les faits non révélés, et sur lesquels *nul catholique n'oserait soutenir qu'ils soient infailibles*.

» Mais la tradition, dit Monsieur de Cahors, n'est fondée que sur des faits. J'avoue, Monseigneur, que je ne ne suis pas assez habile homme pour entendre ce que veut dire ce prélat. Il est trop grand théologien pour ignorer que la tradition n'est autre chose qu'un écoulement ou une transmission de certaines vérités de la religion, depuis les apôtres à qui Jésus-Christ ou le Saint-Esprit les a révélées, jusqu'à nous, et dont il a rendu l'Eglise dépositaire. Le fait sur lequel la certitude de cette tradition est fondée est la révélation que Jésus-Christ a faite à ses apôtres; mais il est inutile de dire que ce fait n'est pas de ceux dont il s'agit, et qu'il est un droit en matière de religion. Il s'agit des faits qui arrivent dans les temps postérieurs aux apôtres. Or, Monsieur de Cahors ne peut pas dire que la vérité de la tradition soit fondée sur ces faits, puisqu'elle a sa source dans la révélation que Jésus-Christ ou le Saint-Esprit en a faite aux apôtres, et que ces faits sont postérieurs à cette révélation. Il est vrai qu'il y a des faits qui servent à la tradition, mais ils n'en sont pas le fondement.....

» Monsieur de Carlat vous écrit encore, Monseigneur, que Monsieur de Cahors lui avait dit que nous n'avions point d'autres règles de foi, dans les choses de fait, que l'autorité de l'Eglise. Mais il ne faut point de règle de foi sur les faits, *puisque'ils ne peuvent être des objets de foi...*

» Il faut ajouter foi aux décisions des papes, même sur les faits, quand on n'a pas raison de croire le contraire, parce que la charité nous doit donner assez bonne opinion des papes pour croire qu'ils ont fait ce qu'ils ont pu pour découvrir la vérité des faits qu'ils décident, et encore principalement, comme je l'ai déjà dit, parce que nous devons présumer que le Saint-Esprit les assiste ordinairement dans les affaires de l'Eglise. Néanmoins, *comme il n'y a nulle infailibilité sans révélation divine*, il est arrivé quelquefois, par une providence particulière, que Dieu a permis que les papes et toute l'Eglise se soient trompés sur des faits, pour faire connaître qu'il n'y avait d'infailibilité que dans la parole divine : de sorte que si, après la décision des faits soit des papes, soit des conciles, nous sommes véritablement convaincus du contraire de ces faits, nous ne sommes pas obligés de les croire, parce que Dieu seul a l'autorité de captiver notre esprit, et que notre raison n'est

esclave de la raison de quelque personne que ce soit, et quelque autorité qu'elle puisse avoir.

» Je dis plus, Monseigneur, que non-seulement nous ne sommes pas obligés à cette croyance, mais qu'il nous est même impossible de la donner ; car, comme notre entendement est une faculté qui agit nécessairement et à qui il n'est pas libre de rejeter une vérité tant qu'elle lui paraît vérité, si nous sommes convaincus de quelque chose, il faut, par nécessité, que nous y adhérons tant que notre conviction dure. J'avoue bien que très souvent l'opinion que nous avons de la suffisance et des lumières de ceux qui nous parlent, fait que nous soumettons nos propres connaissances aux leurs, parce qu'en ce cas nous sommes persuadés qu'ils ont découvert des choses qui nous sont inconnues, et ainsi, nos propres lumières nous sont suspectes. Mais si nos connaissances nous semblent si claires, qu'après avoir exactement et humblement recherché la vérité, elles nous paraissent démonstrativement contraires à la décision, il est impossible que notre esprit croie cette décision ; ou il faudrait dire que la vérité n'est point l'objet de l'entendement et qu'il pourrait adhérer à la fausseté comme reconnue fausseté : ce que nulle personne raisonnable ne soutiendra jamais.

» Il est vrai que, dans les choses de la foi, nous croyons souvent contre notre propre conviction particulière ; mais c'est que nous sommes d'ailleurs convaincus que tout ce que Dieu a dit, encore qu'il paraisse contraire à notre raison, est vrai, d'autant que Dieu est la souveraine raison et la règle de toute autre raison, et que la nôtre, obscurcie par le péché, se trompe souvent : ainsi nous captivons notre esprit à l'autorité de la vérité révélée, et nous sacrifions une conviction à une autre conviction ; celle que nous savons être sujette à erreur à celle que nous savons être très assurée.

» Mais il n'en est pas de même, Monseigneur, quand il n'y a que les hommes qui parlent : car les hommes sont sujets à erreur comme nous. Et si, après avoir fait ce que nous avons pu pour découvrir la vérité, sans préoccupation, sans attachement et sans passion, la vérité nous paraît opposée à la parole et au sentiment de ceux qui voudraient, par autorité, assujettir notre croyance, nous ne la leur devons pas, nous ne saurions la leur donner ; et si on la veut exiger de nous, c'est une injustice et une violence inutile qu'on nous fait ; de sorte que si, dans ces remontrances, Monseigneur, quelqu'un se trouve en tel état qu'il ne doive et qu'il ne puisse adhérer intérieurement à ce que dit une personne d'auto-

rité, et à laquelle, néanmoins, il doive de la déférence, le parti qu'il est obligé de prendre est de se taire, ou, s'il est obligé de parler, de dire qu'il se soumet par respect, en sorte qu'il ne trahisse pas ses sentiments et qu'il ne donne pas à entendre qu'il croit ce qu'il ne croit pas : car ce serait un mensonge, et il n'est jamais permis de mentir, pour quelque raison que ce soit.

» On peut faire, Monseigneur, l'application des choses que je viens de dire au fait de Jansenius, selon la disposition dans laquelle on se trouve. Si quelqu'un, n'ayant nulle conviction sur le fait de cet auteur, adhère à ce qu'a dit le pape et croit que les cinq propositions sont dans le livre intitulé : *Augustinus*, il agira selon la charité qui lui donne assez bonne opinion du pape pour croire que Sa Sainteté a eu la lumière nécessaire pour découvrir la vérité, et qu'il l'a recherchée avec tout le soin qu'il a dû y apporter. Il croira ce fait comme l'on croit ce que dit une personne dont on estime la science et la probité, mais non pas comme une chose infaillible. Il peut encore avoir un motif élevé de sa croyance et croire que le pape a eu le secours d'une grâce particulière ; parce qu'ordinairement Dieu aide les prélats, en ce qui regarde leur ministère, comme nous l'avons déjà dit. Et tout cela est infiniment au-dessous de l'infailibilité.

» Mais si un théologien éclairé, qui a recherché sans passion la vérité de ce fait, est convaincu d'une conviction démonstrative, autant qu'elle le peut être en cette matière, que le fait est contraire à la décision et que le pape s'est trompé, il ne doit pas croyance et il ne la doit pas même donner.

» Il n'y a que Dieu qui connaisse le fond du cœur des défenseurs de Jansenius, pour savoir s'ils parlent de bonne foi quand ils disent qu'ils sont convaincus, d'une conviction immobile et démonstrative, que les cinq propositions ne sont point dans le livre de cet évêque ; mais, s'ils parlent sincèrement, nulle autorité n'a droit sur leur croyance.

» Ce n'est pas qu'ils ne doivent à la paix de l'Église silence, respect, soumission en tout ce qui peut contenter les supérieurs ecclésiastiques, pourvu qu'on ne les oblige point à commettre un mensonge en disant qu'ils croient ce qu'ils ne croient pas, ce qu'ils ne sont point obligés de croire et ce qu'ils ne sauraient croire tant que leur conviction subsistera. »

Nous devons citer cette belle lettre où les droits de l'autorité et

de la raison sont fixés d'une main si ferme et avec tant de science théologique.

L'évêque de Châlons, le bon et pieux Vialart, montra pour les quatre évêques plus de dévouement encore que l'évêque de Comminges. Il était le plus ancien des dix-neuf prélats qui avaient écrit au pape et au roi, et on le regardait avec raison comme l'auteur des Lettres. Lorsque Louis XIV¹ eut fait supprimer celle qui lui était adressée, Vialart se rendit à Paris pour l'informer des motifs qui l'avaient dirigé, lui et ses confrères, dans leurs démarches en faveur des quatre évêques. Le roi le renvoya au ministre Le Tellier, qui l'engagea à chercher les moyens d'accorder les différends. Vialart en conféra avec plusieurs évêques, et surtout avec Henri de Gondrin, archevêque de Sens. Ce dernier rendit plusieurs visites au nonce Bargellini, et lui promit que si, pour satisfaire le pape, il fallait engager les quatre évêques à donner de nouvelles marques de leur soumission pour les constitutions apostoliques, on les y trouverait disposés.

Le nonce venait de recevoir des lettres des cardinaux Ottoboni et Azolini, dans lesquelles on l'avertissait de terminer à l'amiable les différends excités par les mandements des quatre évêques, à la seule condition que l'honneur du Saint-Siège serait à couvert. Il reçut avec plus de joie qu'il ne le fit paraître les ouvertures que lui firent Gondrin et Vialart, et promit d'en écrire à Rome. Gondrin insista surtout auprès du nonce sur la nécessité de cacher absolument l'affaire au confesseur du roi et à ceux de son parti, en particulier à Péréfixe, archevêque de Paris. *Il n'aurait pu en effet*, comme le fit remarquer Henri Arnauld, évêque d'Angers, *s'empêcher de le dire au P. Annat, qui aurait tout gâté*. On convint aussi de garder le plus profond secret sur les conditions de la réconciliation; on ne pouvait en effet conclure la paix qu'en se faisant des concessions mutuelles que l'on ne pouvait jeter au vent de la critique des amis de la discorde.

Les cardinaux Ottoboni et Azolini avaient écrit au nonce de suivre surtout, dans les négociations, les avis de l'évêque de Laon. Cet évêque, qui devint depuis cardinal d'Estrées, n'était pas mal-

¹ Relation du cardinal Rospigliosi; Giansenisimo estinto, par le nonce Bargellini; Narratio sanctæ pacis sub Clemente P. P. IX; Elies Du Pin, Hist. Eccl. du xvii.^e siècle; Du Mas, Hist. des Cinq Propositions, liv. 6; Varet, Hist. de la paix de Clément IX.

veillant pour l'école de Port-Royal. ¹ Il avait fait pour l'acceptation du formulaire un mandement dont la doctrine était la même que celle des quatre évêques, et le sacrifice qu'il avait fait au roi de ce premier mandement n'avait pas détruit ses convictions. D'Estrées était particulièrement lié avec le ministre de Lionnes, qui n'était pas non plus ennemi de Port-Royal ; il se joignit, sur l'invitation du nonce, à Vialart et à Gondrin pour négocier la paix.

Les choses en étaient là lorsque l'archevêque de Toulouse, président de la commission nommée par le pape pour juger les quatre évêques, arriva à Paris. La mission qu'il avait acceptée par force ne lui plaisait pas ; aussi adhéra-t-il volontiers au projet d'accommodement ; cependant, pour obéir au roi, il feignit de prendre les mesures nécessaires pour instruire la cause qui lui était confiée, et la commission commença peu après les informations. Louis XIV ne voulait pas que les quatre évêques fussent condamnés ; mais il voulait les effrayer, afin de les amener à accepter plus facilement les ouvertures de conciliation qui leur seraient faites.

Après bien des conférences entre les négociateurs, on arrêta que le meilleur moyen de rétablir la paix était d'amener les quatre évêques à se contenter, comme les dix-neuf qui avaient pris leur défense auprès du pape et du roi, de faire signer le formulaire sans publier de mandements, et en faisant seulement, dans les procès-verbaux de leur synode et de vive voix, la distinction des deux questions de fait et de droit.

Vialart écrivit alors à l'évêque de Comminges pour le prier de voir les évêques d'Aleth et de Pamiers. Ces trois évêques confèrent ensemble à Aleth le 23 juin 1668. Pavillon comprit mieux, par la lettre de Vialart à l'évêque de Comminges, le sens de celle qu'il avait reçue de Gondrin quelques jours auparavant. Gondrin lui avait écrit qu'il faudrait sans doute faire le sacrifice de son mandement pour arriver à la conclusion de la paix. Pavillon avait compris qu'il s'agissait d'une rétractation, et il avait répondu sans hésiter qu'il n'avait aucune raison de changer de conduite et de sentiments et qu'il n'entrerait pas dans le projet d'accommodement.

¹ Le cardinal d'Estrées, évêque de Laon et abbé de Saint-Germain-des-Prés, naquit à Paris en 1628. Il était docteur de Sorbonne. Son caractère était plein d'aménité. Il était aussi versé dans les affaires politiques que dans les ecclésiastiques. Nous le verrons jouer un rôle important dans l'affaire de la Régale.

Après avoir lu la lettre de l'évêque de Châlons, il comprit qu'on ne lui demandait aucune rétractation de sa doctrine; qu'on le sollicitait seulement de faire signer de nouveau le formulaire, comme si cette signature n'avait pas été faite et que son mandement n'eût pas existé; qu'on lui laissait la liberté de faire la distinction du fait et du droit dans le procès-verbal du nouveau synode qu'il convoquerait pour la signature, enfin qu'il écrirait de concert avec les évêques de Pamiers, d'Angers et de Beauvais, une lettre respectueuse au pape. Il consentit, à ces conditions, à entrer dans le projet d'accommodement et écrivit à l'archevêque de Sens d'y travailler pour le bien de l'Église. Il écrivit en même temps aux évêques d'Angers et de Beauvais, qui se rangèrent à son avis. L'évêque de Pamiers en fit autant et on arrêta les points suivants dans la conférence d'Aleth :

1° Les quatre évêques auront le droit de faire leurs procès-verbaux comme ils l'entendront; 2° ils rédigeront eux-mêmes la lettre qui devra être adressée au pape par eux; elle sera respectueuse; mais on ne pourra les forcer à y mettre aucuns termes obscurs, ambigus et équivoques; 3° Les expressions de cette lettre seront fort claires, et aucune ne sentira tant soit peu la rétractation; 4° l'accommodement sera général, c'est-à-dire qu'il embrassera les docteurs et les religieuses de Port-Royal; et ces docteurs seront appelés à donner leur avis sur les bases des négociations.

Gondrin et Vialart conférèrent avec Arnauld et Nicole du projet d'accommodement. Arnauld eût bien désiré que l'évêque d'Aleth se rendit à Paris; mais cet évêque ne jugea pas à propos d'y venir, dans la crainte de déplaire à la cour.

Les évêques médiateurs, après avoir arrêté les conditions de la paix avec les quatre évêques, en conférèrent avec de Lionnes, ministre des affaires étrangères qui se chargea d'en parler au nonce. Bargellini comprit que le pape devrait se contenter de la nouvelle signature projetée et d'une lettre respectueuse, il écrivit à Rome d'une manière favorable à l'accommodement.

En attendant la réponse du pape, on s'occupa de la lettre que les quatre évêques devaient lui écrire. Arnauld fut chargé de la rédiger; Vialart et Gondrin la revirent et la portèrent aux ministres, qui l'approuvèrent.

Les dépêches du nonce étant arrivées à Rome, Clément IX établit, le 13 juillet, une congrégation particulière, dont les délibérations furent ensevelies dans le plus profond secret. Vers la fin du même

mois, il écrivit au nonce qu'il adhérerait aux conditions proposées, et le chargeait de s'entendre avec les trois évêques négociateurs, pour la rédaction de la lettre que les quatre évêques devraient lui adresser. Le 9 août, Gondrin lui porta la lettre rédigée par Arnauld, et promit positivement au nonce que les quatre évêques ne feraient aucune difficulté de la signer. Le nonce y fit de légers changements. Elle était ainsi conçue :

« Très Saint Père,

» Comme il n'est pas moins du devoir des évêques de conserver l'union de la charité que la vérité de la foi, tous ceux qui nous connaissent savent que, dans toute notre conduite, nous avons toujours tâché de ne nous écarter jamais de ces deux règles si importantes. C'est une disposition que nous avons toujours apportée dans le cœur ; mais nous nous sommes trouvés singulièrement animés à en donner à toute l'Église une preuve éclatante dans l'affaire présente des souscriptions, en nous persuadant que les mesures que nous allions prendre en cette occasion, seraient un témoignage de respect honorable au Saint-Siège : car, ayant appris que, dans la manière d'exécuter la constitution du pape Alexandre VII, et de souscrire au formulaire de foi, plusieurs des évêques de France, nos confrères, quoique unis avec nous dans les mêmes sentiments, avaient néanmoins suivi dans la discipline, une conduite différente, et qui avait été plus agréée de Votre Sainteté, nous avons cru devoir les imiter en ce point (*en changeant ¹ de conduite sur la manière d'exiger la signature du formulaire*) parce que nous n'avons rien plus à cœur que de contribuer à la paix et à l'union de l'Église, et de donner des marques de notre respect envers le Siège Apostolique : c'est pourquoi nous, ayant comme eux assemblé les synodes de nos diocèses, nous avons ordonné une nouvelle souscription *et nous l'avons aussi faite nous-mêmes ²*. Nous avons donné à nos ecclésiastiques les mêmes instructions que ces évêques avaient données aux leurs : nous leur avons prescrit la même déférence pour les constitutions apostoliques, qu'ils avaient prescrite à ceux qui leur sont soumis ; et comme nous avons été toujours unis avec eux dans la même doctrine et les mêmes sentiments, nous nous sommes encore unis à eux dans ce point de discipline et dans la

¹ Les mots qui sont entre deux parenthèses furent effacés par le nonce.

² Ces paroles furent ajoutées par le nonce.

manière d'agir. Nous ne désavouons pas, très Saint Père, que ce n'a pas été sans peine et sans difficulté que nous en avons usé de la sorte, parce que nous n'ignorions pas combien ce changement de conduite et de discipline donnerait occasion à des personnes mal intentionnées de parler de nous d'une manière désavantageuse. Mais quelques-uns des évêques nos confrères, qui travaillent avec beaucoup de zèle à calmer tous les troubles de l'Église, nous ayant représenté, que c'était là le moyen d'y rétablir la paix, et que cette conduite, étant plus respectueuse envers Votre Sainteté, lui serait aussi plus agréable, nous n'avons pu rien refuser à des considérations si chrétiennes, étant résolus, comme nous sommes, d'employer non-seulement tout ce que nous possédons en ce monde, mais notre vie même, pour assurer la paix de l'Église : car, quelques bruits, très Saint Père, qu'aient semés de nous ceux qui ne nous aiment pas, nous pouvons prendre Dieu et notre conscience à témoin que nous avons toujours, à l'égard de l'Église et de Rome, la même disposition d'esprit et de cœur qu'ont eue les évêques de l'Église gallicane dès les premiers siècles de l'Église et qui a toujours été fort agréable au Saint-Siège : car comme nous savons que la foi est inutile sans la charité, nous savons aussi que la charité ne serait pas véritable si elle refusait de rendre aux puissances ecclésiastiques ce qui leur est dû, selon le degré d'honneur où Dieu les a établies ; si elle ne reconnaissait dans les successeurs de Saint-Pierre, la primauté de l'Église que Jésus-Christ a donnée à cet apôtre ; et si elle ne confessait que les Églises répandues dans tout le monde doivent être nécessairement et inséparablement unies à l'Église romaine, comme à la source de la vérité. Nous porterons cette foi, très Saint Père, jusqu'au tribunal de Jésus-Christ. Nous en donnerons des marques publiques, tant que nous vivrons, et nous ne manquerons jamais à aucun des devoirs auxquels des évêques catholiques sont obligés par la profession de cette foi.

» Cette déférence religieuse, très Saint Père, qui est fondée sur la foi même et qui est gravée profondément dans notre cœur, n'est pas seulement un respect généralement dû à tous les *souverains*¹ pontifes qui ont rempli le Siège apostolique, c'est encore un devoir particulier que nous rendons à Votre Sainteté qui, ayant donné des preuves si singulières de son zèle pour l'établissement de la paix temporelle et spirituelle de l'Église, exige de nous une affection

¹ Mot ajouté par le nonce.

singulière et une vénération que nous lui rendrons avec autant de joie qu'elle l'a méritée avec justice. Nous espérons aussi, en même temps, que les nuages que quelques soupçons avaient pu former étant dissipés, Votre Sainteté se portera d'elle-même à répandre sur nous des effets de sa bonté et de sa charité apostoliques. Ainsi, après avoir déraciné avec tant de gloire toutes les semences de division qui pourraient troubler ou la tranquillité des États ou l'union des fidèles, Votre Sainteté pourra s'appliquer à l'avenir, avec tout son zèle et toute sa lumière, à la guérison des plaies de l'Église *universelle*¹, dont le soin lui a été confié. C'est pour cela, très saint Père, que nous demanderons sans cesse à Dieu, par nos prières et nos sacrifices, que, pour le bien de son Église, il conserve longtemps Votre Sainteté, qu'il rende son pontificat durable et qu'il la comble elle-même de ses bénédictions et de ses grâces les plus abondantes. »

On doit remarquer que, dans cette lettre, il est impossible d'apercevoir l'ombre même d'une rétractation, et que les quatre évêques disent au contraire positivement qu'ils ont donné à leurs prêtres, quand ils signèrent la seconde fois, les mêmes instructions que les dix-neuf évêques. Or personne ne doutait que ces évêques n'eussent fait la distinction du fait et du droit; leur doctrine était la même que celles des quatre inculpés, seulement leur conduite n'avait pas été la même et ils n'avaient pas publié de mandements. Si, comme nous l'avons rapporté d'après le Jésuite Rapin, la cour de Rome, sous Alexandre VII, ne voulait pas entendre parler de la distinction du fait et du droit, elle avait changé d'avis sous Clément IX, et ce pape fut assez sage et assez instruit, sinon pour l'admettre, au moins pour la ranger parmi les opinions libres.

Lorsque le projet de lettre des quatre évêques eut été approuvé par le nonce, Gondrin le porta aux théologiens de Port-Royal, qui admirèrent volontiers les légers changements que nous avons notés. Les évêques d'Angers et de Beauvais la signèrent sans difficulté. Il n'en fut pas de même de Pavillon. Il aurait voulu² qu'il y fût dit expressément que le changement que l'on faisait dans la manière d'exiger la signature du formulaire ne touchait point au fond des mandements et que la doctrine en restait intacte; il renvoya la

¹ Mot ajouté par le nonce.

² V. la Lettre de Pavillon à l'archevêque de Sens.

lettre avec quelques modifications en ce sens, et l'évêque de Pamiers, par considération pour lui, ne la signa non plus qu'avec ces changements. Les évêques négociateurs comprirent que la paix serait impossible si l'on voulait exiger de Rome une espèce de rétractation lorsqu'elle était plutôt disposée à en demander une ; les évêques de Châlons, d'Angers et de Beauvais, Arnould et l'abbé de Barcos écrivirent à l'évêque d'Aleth des lettres fort pressantes, pour lui persuader de signer purement et simplement la lettre telle qu'elle avait été approuvée par le nonce. Il se rendit enfin à de si vives instances et donna sa signature avec l'évêque de Pamiers.

Quelques jours après, les quatre évêques convoquèrent leur synode diocésain et firent signer le formulaire, après avoir seulement fait de vive voix, et sur les procès-verbaux, la distinction du fait et du droit. Voici le procès-verbal du synode d'Aleth : ¹

« Mes très chers frères,

» Il y a très longtemps que nous gémissons de voir la paix de l'Église troublée par les contestations qui se sont élevées au sujet des constitutions que les souverains pontifes Innocent X et Alexandre VII, d'heureuse mémoire, ont données à l'occasion du livre de Cornelius Jansenius, intitulé *Augustinus*. Et comme nous avons eu une intention particulière de contribuer, autant qu'il nous serait possible à la paix de l'Église, nous avons publié notre mandement le premier jour de juin de l'année 1665, par lequel nous vous faisons connaître l'obligation que vous avez de détester, de bouche et de cœur, toutes les erreurs des cinq propositions que ces deux papes ont condamnées, et qui avaient été condamnées il y a si longtemps par toute l'Église ; en quoi consiste *le droit* des constitutions de ces deux papes ; et à l'égard de l'attribution de ces cinq propositions à Jansenius, en quoi consiste *le fait*, (lequel *fait* seulement a donné lieu à tous les troubles de l'Église) nous vous avons déclaré que vous n'étiez obligés de vous y soumettre que d'une soumission de respect et de discipline, qui consiste à ne vous point élever contre, mais à vous tenir dans le silence, quelque conviction que vous ayez du contraire, étant important de donner en toutes rencontres des preuves du respect que tous les catholiques doivent avoir pour le Saint-Siège. Et parce que notre mandement n'a pas produit tous

¹ Le procès-verbal de Pamiers est le même que celui d'Aleth. Celui d'Angers est à peu près le même, et a été copié par l'évêque de Beauvais.

les fruits que nous en devons attendre, quoiqu'il ne contînt que les véritables sentiments de l'Église, nous avons cru que nous devions ajouter à ce moyen, que nous avions estimé très efficace celui d'une nouvelle signature telle que plusieurs de nos illustres confrères ont ordonnée dans leurs synodes et qui a été fort approuvée. Nous nous sommes portés d'autant plus volontiers à suivre cet exemple, que les prélats qui ont fait signer en plein synode, y ont donné les mêmes instructions à leur clergé que celles qui sont contenues dans notre mandement et les ont insérées dans leurs procès-verbaux.

» C'est pourquoi nous vous avons assemblés pour vous ordonner cette forme de signature à laquelle vous vous devez porter avec joie, puisque nous avons été assurés par des prélats d'une très grande autorité et d'un mérite singulier, aussi bien que par d'autres personnes d'une vertu éminente, qu'elle serait très agréable à notre Saint-Père le pape et qu'elle doit rendre à l'Église cette paix tant désirée des gens de bien, et pour laquelle les évêques ne doivent rien négliger. Et afin que vous soyez bien informés des obligations que l'Église a dessein d'imposer par cette signature, qui a été prescrite par la constitution d'Alexandre VII, d'heureuse mémoire, du 15 février 1665, contenant un formulaire pour la condamnation des cinq propositions, nous vous déclarons de rechef, comme ont fait ces mêmes prélats dans leurs synodes :

» 1^o Que, par cette signature, vous devez vous obliger à condamner sincèrement, pleinement et sans aucune réserve ni exception tous les mauvais sens que les papes et l'Église ont condamnés et condamnent dans les cinq propositions, en sorte que vous professiez que vous n'avez point d'autre doctrine, sur ce sujet, que celle de l'Église catholique, apostolique et romaine.

» 2^o Nous vous déclarons que ce serait faire injure à l'Église que de comprendre entre ces sens, condamnés dans ces propositions, la doctrine de saint Augustin et de saint Thomas sur la Grâce efficace par elle-même, nécessaire à toutes les actions de la piété chrétienne, à laquelle il n'y a personne qui ne convienne que les papes n'ont donné aucune atteinte, comme ils l'ont souvent eux-mêmes déclaré, et spécialement le pape Alexandre VII, par son bref aux docteurs de Louvain, du 7 août 1660, par lequel il les exhorte à soutenir toujours les dogmes inébranlables et très sûrs de saint Augustin et de saint Thomas ¹.

¹ Suit dans le procès-verbal un extrait du bref cité.

» 3^o Nous vous déclarons en troisième lieu qu'à l'égard du fait contenu dans ledit formulaire, comme dit est, vous êtes seulement obligés à une soumission de respect et de discipline, qui consiste à ne vous point élever contre la décision qui en a été faite et à demeurer dans le silence, pour conserver l'ordre qui doit régler, en ces sortes de matières, la conduite des inférieurs à l'égard des supérieurs ecclésiastiques ; (parce que l'Église n'étant point infaillible dans ces sortes de faits, qui regardent les sentiments des auteurs ou de leurs livres, elle ne prétend point obliger, par la seule autorité de sa décision, ses enfants à les croire).

» Que si quelqu'un manquait à ces devoirs que nous vous marquons, tant à ce qui regarde les points de droit que ceux de fait, (ce que nous espérons qui n'arrivera pas, après les instructions que nous vous avons données), nous vous déclarons que nous procéderons contre lui par les voies de droit et selon la rigueur des constitutions de nos saints Pères Innocent X et Alexandre VII. »

Ces procès-verbaux sont assez explicites pour ôter lieu à tout équivoque. Quoi qu'en aient dit des adversaires intéressés, les quatre évêques, comme toute l'École de Port-Royal, condamnaient les cinq propositions sincèrement et pleinement, selon tous les sens prohibés ; ils mettaient seulement à couvert la doctrine de saint Augustin, conformément aux intentions des papes eux-mêmes ; quant à la question de fait, ils ne demandaient qu'une chose : que l'on ne confondît pas un simple fait du domaine ordinaire avec un de ces faits divins qui font partie du dépôt de la révélation. Malgré les efforts du P. Annat et de ses confrères, il est impossible que tout homme intelligent ne comprenne pas qu'il existe entre ces deux ordres de faits une différence essentielle, et que tous les moyens inventés par l'esprit de parti pour les rendre inséparables ne soient aussi contraires aux principes de la foi qu'au bon sens.

Les chapitres de Beauvais et de Pamiers qui, de parti pris, faisaient de l'opposition à leurs évêques, protestèrent contre les procès-verbaux et la seconde signature qui fut exigée ; mais cette opposition n'eut aucun résultat.

Pendant que les quatre évêques tenaient leurs synodes, le nonce envoyait à Rome leur projet de lettre qui en revint approuvé par le pape. Les quatre évêques lui donnèrent avis de la seconde signature qu'ils avaient exigée de leur clergé et lui adressèrent des lettres de félicitation pour les soins qu'il avait donnés à la conclusion de la paix. Bargellini envoya à Rome un courrier extraordinaire pour

porter au pape ses propres dépêches, la lettre officielle des quatre évêques et celles des prélats négociateurs.

César d'Estrées, évêque de Laon, ne s'étant pas trouvé à Paris au départ de ce courrier, écrivit des lettres particulières au pape et au cardinal patron. Sa lettre au pape était ainsi conçue :

« Très Saint Père,

» Votre Sainteté qui a secouru la Candie¹ de troupes et d'argent, qui a procuré la paix de l'Europe, et qui a donné, ou du moins qui est sur le point de donner des évêques au Portugal, ne pouvait ajouter à tout cela rien de plus grand et de plus glorieux, que de pacifier l'Eglise de France. C'est ce qu'avaient toujours et très ardemment souhaité tous les gens de bien. Non content de le désirer, j'avais tâché plus d'une fois, selon mon pouvoir, de le faire réussir ; mais inutilement parce que le temps n'en était pas encore venu. Ce n'était que sous le règne de Votre Sainteté qu'un tel ouvrage devait s'accomplir. Vous venez enfin de l'achever, cet ouvrage, Très Saint Père. Les illustrissimes évêques d'Aleth, de Pamiers, d'Angers et de Beauvais, par une nouvelle et sincère souscription, se sont conformés au reste des évêques, de qui ils s'étaient distingués en quelque sorte, par leur manière de faire signer le formulaire de foi, et en donnent les assurances en termes exprès, non-seulement dans leur lettre commune qu'ils ont envoyée à Votre Sainteté, mais dans celles que chacun d'eux a écrite à Mgr l'évêque de Châlons. Ils promettent avec cela de s'appliquer à rendre et à faire rendre aux constitutions apostoliques l'obéissance qui leur est due et d'user contre les ecclésiastiques qui leur sont soumis, de toutes les peines canoniques, s'il s'en trouve aucun qui, sous quelque prétexte que ce soit, à l'occasion du livre de Jansenius ou de sa doctrine, vienne à blesser le moins du monde l'autorité de ces constitutions. Au reste, nous sommes persuadés que l'honneur d'un si heureux succès est dû, non pas tant à la piété et à la soumission de ces quatre prélats, ou à ce que Mgr l'évêque de Châlons et moi avons pu y contribuer par nos soins, qu'à la grande sagesse et à la bonté singulière de Votre Sainteté. On ne pouvait se promettre rien de semblable sous un autre pontificat. Mais les vertus qui rendent votre personne également illustre et aimable, charment tellement les

¹ Allusion à la guerre contre les Turcs.

cœurs de tout le monde, que rien ne paraît fâcheux ni difficile quand on sait qu'il doit être agréable à Votre Sainteté. »

L'évêque de Laon écrivit en même temps au cardinal patron une lettre dans laquelle il lui atteste que les quatre évêques ont fait signer de *bon cœur et avec beaucoup de sincérité*, le formulaire. Seulement il évite de parler de la distinction des deux questions de fait et de droit, pour ménager la susceptibilité des ultramontains.

Toutes les démarches nécessaires à la conclusion de la paix avaient pu être faites sans éveiller l'attention de ceux auxquels on était convenu de tout cacher, et qui n'avaient intérêt qu'à perpétuer la guerre ; lorsque les lettres des quatre évêques eurent été officiellement signées par eux, Gondrin et Vialart crurent pouvoir faire dire à Péréfixe, archevêque de Paris, que la conclusion de la paix était indubitable et que les Jésuites eux-mêmes ne pourraient y mettre obstacle ; que lui seul pouvait la rendre parfaite en la donnant aux religieuses de Port Royal qui étaient sous son autorité ; qu'ils lui en laisseraient toute la gloire et l'initieraient à tout ce qui avait été fait, s'il voulait bien promettre de donner la paix aux religieuses, aux mêmes conditions que le pape la donnerait aux évêques ; ils lui demandaient, dans ce cas, une audience, pour s'entendre avec lui.

Péréfixe ne put croire que l'on eût conclu la paix sans sa participation et celle du P. Annat. Il répondit froidement qu'il agirait conformément aux intentions de Sa Sainteté lorsqu'il les connaîtrait. Gondrin et Vialart, en recevant cette réponse, se repentirent, avec raison, des avances qu'ils avaient faites à Péréfixe, dont la haine pour les religieuses de Port-Royal était aussi profonde que ridicule. Ce prélat eut bientôt averti le P. Annat de ce qu'il venait d'apprendre, et aussitôt partirent de Paris pour Rome des lettres perfides dans lesquelles on cherchait à faire soupçonner la bonne foi des quatre évêques et des prélats négociateurs. Les Jésuites, qui craignaient autant la paix que les autres la désiraient et qui voyaient en péril leur nouveau système de l'infaillibilité sur les faits dogmatiques, se mirent en mouvement. Le nonce en écrivit à Rome. Une congrégation fut assemblée le 28 septembre (1668), et on y décida que le pape adresserait au roi un bref dans lequel il lui dirait qu'il était content de la soumission des quatre évêques, en insinuant qu'ils avaient fait signer le formulaire purement et simplement.

On savait bien qu'il n'en était pas ainsi, mais on voulait pouvoir dire qu'on l'avait cru ; dans le même but, le cardinal Rospigliosi

envoya au nonce des instructions secrètes dans lesquelles il lui recommandait de s'instruire, d'une manière toute particulière, de ce qui s'était passé dans les synodes des quatre évêques, et d'en tirer des attestations en bonne forme.

Le nonce en parla à de Lionne, qui en conféra avec Gondrin. Celui-ci alla trouver l'évêque de Châlons, chez lequel il rencontra Arnauld et les principaux théologiens de Port-Royal. Tous furent d'avis qu'on ne pouvait demander aux quatre évêques l'attestation juridique que demandait Rospigliosi; on proposa comme moyen terme un certificat délivré par l'évêque de Châlons. De Lionne et le nonce y consentirent; on exigea seulement qu'Arnauld, au nom des théologiens de Port-Royal, signât l'attestation avec l'évêque de Châlons, ce qui eut lieu. Les quatre évêques ne voulant point que l'on soupçonnât leur bonne foi, dans la signature du formulaire, donnèrent aussi chacun un certificat attestant qu'ils l'avaient signé et fait signer avec sincérité, et donnèrent connaissance de leurs procès-verbaux. Ces pièces furent envoyées à Rome par le nonce, avec l'attestation de Vialart et d'Arnauld, qui était ainsi conçue :

« Les quatre évêques et les autres ecclésiastiques ont agi de la meilleure foi du monde et n'ont, assurément, que des pensées d'un très-grand zèle pour conserver la foi de l'Église, et une profonde soumission pour le Saint-Siège.

» Ils ont condamné et fait condamner les cinq propositions avec toute sorte de sincérité, sans exception ni restriction quelconque, dans tous les sens que l'Église a condamnés ¹. Ils sont très éloignés de cacher dans leur cœur, aucun dessein de renouveler ces erreurs, sous quelque prétexte que ce soit, ni de souffrir que personne les renouvelle et donne aucune atteinte à la condamnation qu'en a faite l'Église, n'y ayant point d'ecclésiastiques qui soient plus inviolablement attachés à sa doctrine, sur ce sujet et sur tous les autres.

» Et quant à l'attribution des propositions au livre de Jansenius, évêque d'Ypres, ils ont encore rendu et fait rendre au Saint-Siège, toute la déférence et la soumission qui lui est due, comme tous les théologiens conviennent qu'il la faut rendre au regard des livres condamnés, selon la doctrine catholique soutenue dans tous les siècles par tous les docteurs, et même en ces derniers temps par

¹ Ces expressions sont très remarquables et prouvent évidemment que les théologiens de Port-Royal ne voulaient sauvegarder que la doctrine de saint Augustin, expressément exceptée de l'anathème par tous les papes.

les plus grands défenseurs de l'autorité du Saint-Siège, tels qu'ont été les cardinaux Baronius, Bellarmin, de Richelieu, Palavicin, et les pères Petau et Sirmond¹, et même conformément à l'esprit des bulles apostoliques, qui est de ne dire, ni écrire, ni enseigner rien de contraire à ce qui a été décidé par les papes sur ce sujet ; à quoi ils ont ajouté qu'ils procéderaient par les voies canoniques dans leurs diocèses, contre ceux qui manqueraient à l'un et à l'autre de ces devoirs.

» Nous déclarons et certifions qu'ayant eu communication et connaissance particulière des sentiments des quatre évêques, et de ce qui est contenu dans leurs procès-verbaux, que la doctrine qui est contenue dans cet écrit est entièrement conforme à celle desdits procès-verbaux, et qu'ils ne contiennent rien de contraire à cette doctrine.

» C'est aussi ma créance et celle des dix-neuf évêques qui ont écrit à Sa Sainteté.

Félix, évêque, comte de Châlons,
Antoine Arnauld.

Le pape n'avait pas attendu ces pièces pour adresser au roi son bref sur la conclusion de la paix. On faisait à Rome le sacrifice de l'infaillibilité sur les faits dogmatiques ; mais, pour n'avoir pas l'air de céder sur ce point, on inséra dans le bref au roi, ces mots : que les quatre évêques avaient exigé la signature *pure et simple* du formulaire. On n'ignorait pas les vrais sentiments de ces prélats ; mais on savait que les mots passeraient dans un bref au roi.

Le nonce ayant reçu de Gondrin l'attestation signée de l'évêque de Châlons et d'Arnauld, remit aussitôt au ministre de Lionne le bref du pape au roi. Il déclara en même temps que Clément IX était satisfait de la soumission des quatre évêques ; et, pour en donner sur le champ une preuve, il remit à l'archevêque de Sens pour ces prélats, des brefs semblables à ceux que le pape envoyait à tous les autres évêques de France, pour demander des prières pour le succès de la guerre que l'on faisait alors aux Turcs.

Arnauld visita le nonce, qui le reçut avec honneur, et l'engagea à publier son grand ouvrage de la *Perpétuité de la Foi* : « Mon-

¹ On avait mille fois démontré que les théologiens cités et tous les autres n'avaient jamais demandé que soumission extérieure et silence respectueux sur les faits non révélés, décidés par l'Église ou par les papes ; et qu'ils n'avaient jamais réclamé l'infaillibilité pour les décisions de cette sorte.

sieur, lui dit-il, vous avez une plume d'or pour la défense de l'Église de Dieu ¹. »

Le 18 octobre, Louis XIV donna en son conseil un arrêt dans lequel il déclare que : conformément aux intentions du pape, « il fait inhibitions et défenses à tous ses sujets de s'attaquer ou provoquer les uns les autres, sous couleur de ce qui s'est passé, usant des termes d'*Hérétiques, Jansénistes et semi-Pélagiens*, ou de quelque autre nom de parti, ni même d'écrire ou publier des libelles sur lesdites matières contestées, ni de blesser par des termes injurieux la réputation de ceux qui auront signé ledit formulaire de foi par les ordres de leurs archevêques et évêques, à peine de punition exemplaire. »

Le vingt-sept du même mois, Louis écrivit aux quatre évêques une lettre commune pour leur rendre ses bonnes grâces.

Enfin Clément IX, ayant reçu l'attestation que nous avons donnée ci-dessus, signée de Vialart et d'Arnauld, écrivit le bref suivant aux quatre évêques :

« Clément IX, pape.

» Vénérables frères, l'archevêque de Thèbes, notre nonce en la cour de France, nous a envoyé ces jours passés la lettre de vos fraternités, par laquelle vous nous faisiez connaître, avec de grandes marques, la soumission que vous avez à notre personne et au Saint-Siège ; que, conformément à ce qui est prescrit par les Lettres Apostoliques émanées de nos prédécesseurs, d'heureuse mémoire, Innocent X et Alexandre VII, vous aviez souscrit sincèrement et fait souscrire le formulaire contenu dans les lettres du même pape Alexandre VII. Et quoique à l'occasion de certains bruits qui avaient couru nous ayons cru devoir aller plus lentement en cette affaire (car nous n'aurions jamais admis à cet égard ni exception ni restriction quelconque, étant très fortement attaché aux constitutions de nosdits prédécesseurs), présentement toutefois, après les assurances nouvelles et considérables qui nous sont venues de France de la vraie et parfaite obéissance avec laquelle vous avez sincèrement souscrit le formulaire ; outre qu'ayant condamné sans aucune exception ou restriction les cinq propositions, selon tous les sens dans lesquels elles ont été condamnées par le Saint-Siège apostolique, vous êtes infiniment éloignés de vouloir renouveler

¹ Signor Mio, voi havete una Penna d'oro per defensa la Chiesa de Dio.

en cela les erreurs que ce même Siège y a condamnées, nous avons bien voulu vous donner ici une marque de notre bienveillance paternelle, nous assurant par la confiance que nous avons en la grâce de Dieu et dans votre vertu et votre piété, que vous n'oublierez rien à l'avenir pour nous donner de jour en jour de nouvelles preuves de la sincère obéissance et soumission que vous nous avez rendues en cette occasion. Vous ne manquerez pas non plus, sans doute, d'employer votre doctrine et votre piété principalement à accompagner l'obéissance que vous devez à notre personne et au Saint-Siège, de la fermeté à défendre la vérité catholique, en coopérant avec succès au zèle et aux travaux des papes, pour arracher de l'Église de Dieu toutes nouveautés et tout ce qui peut troubler les âmes des fidèles. Nous vous donnons, vénérables frères, avec beaucoup d'affection, la bénédiction apostolique.

» Donné à Rome à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pêcheur, le 19 de janvier mille six cent cinquante-neuf, l'an deuxième de notre pontificat. »

Le même jour, Clément IX adressa à l'archevêque de Sens et aux évêques de Châlons et de Laon, un bref pour les féliciter de la droiture de leurs intentions et du zèle qu'ils avaient montré dans la conclusion de la paix.

On doit remarquer que, dans ces deux brefs, Clément IX ne parle point de la nature de la signature ordonnée par les évêques, qu'il se sert des mots obéissance et soumission pour caractériser l'adhésion des quatre évêques aux constitutions des papes touchant les questions agitées, enfin qu'il ne mentionne que la question doctrinale, en disant que ces évêques ont condamné les cinq propositions.

Il est donc évident, malgré les mots de *signature pure et simple* insérés avec intention dans le bref au roi, que la paix fut établie sur les bases posées dans la lettre des dix-neuf évêques au pape, dans celle des quatre évêques, dans les procès-verbaux de leurs synodes et dans l'attestation signée de Vialart et d'Arnauld. Ce fait est si certain, que personne n'en douta, malgré les affirmations intéressées et dénuées de fondement de quelques Jésuites. De Harlai¹, archevêque de Rouen, en écrivit en ce sens au cardinal

¹ Lettre de Harlai au card. Rospigliosi.

Rospigliosi et lui dit, en parlant de l'attestation signée par Arnould : « A moins de signer le formulaire purement et simplement et en aveugle, il ne se peut rien ajouter à la soumission qui est rendue par là au Saint-Siège.

» Je ne crois pas que le Saint-Siège en puisse jamais exiger davantage, vu principalement les circonstances qui accompagnent cette affaire ; car, hors de souscrire purement et simplement le formulaire d'Alexandre VII, ainsi que nous avons toujours fait, pour peu que l'on vienne expliquer ce que l'on entend par cette signature qui est ordonnée, je ne vois pas que, dans les maximes de la sévère théologie, l'on puisse exiger plus de créance, ni plus de soumission d'un évêque ou d'un autre docteur catholique.

» D'autant plus que la pensée des plus habiles théologiens de l'Eglise et des plus illustres défenseurs du Saint-Siège, tels qu'ont été les cardinaux Baronius, Bellarmin, du Perron, Richelieu, et dans une moindre dignité, quoique dans un égal et peut-être plus profond savoir, les Pères Petau et Sirmond, l'Eglise n'a jamais cru que ses jugements soient infaillibles sur la condamnation des livres, qui souvent ont été anathématisés dans un siècle où ils faisaient du bruit, et justifiés dans d'autres où ils étaient étouffés. »

Ces paroles sont très remarquables dans la bouche du président de l'assemblée de 1660.

Bossuet, ¹ dont l'opinion indépendante est d'un si grand poids, pensait comme Harlai sur les conditions de la paix de Clément IX. Il lui semblait démontré, par les pièces qui avaient formé la base de l'accommodement, que la distinction du fait et du droit avait été admise par le Saint-Siège, et il trouvait là un grave motif pour ne pas condamner le fameux cas de conscience qui fut signé, comme nous le verrons plus tard, sur cette distinction, par quarante docteurs de la Faculté de théologie de Paris.

La paix donnée par Clément IX à l'Eglise fut accueillie avec bonheur par tous ceux qui n'avaient point intérêt à entretenir la guerre. Louis XIV fit frapper une médaille en mémoire de ce grand événement ². Sur cette médaille on voyait, d'un côté, un autel sur-

¹ Journal mss. de l'abbé Le Dieu, 4 janv. 1703.

² Cette médaille de la paix de Clément IX a fait le tourment des Jésuites. Ils n'osèrent, pendant plusieurs années, en contester l'authenticité ; le P. Menestrier, Jésuite, dans son *Histoire de Louis XIV par médailles*, l'a insérée telle que nous la décrivons, et il assure (p. 62) l'avoir tirée du cabinet

chargé d'un livre ouvert, sur lequel sont posées en sautoir les clefs de saint Pierre et la main de justice avec le sceptre royal : emblèmes

peu suspect du P. de La Chaise. Seulement, dans l'explication qu'il en donne, il cherche à tromper sur l'objet de cette médaille. « Le roi imposa silence, dit-il, et rendit la paix *en faisant signer un formulaire dressé par l'assemblée du clergé* : le pape n'y influa que relativement aux bulles de ses prédécesseurs. » Il suffit d'avoir lu les pièces insérées dans notre récit pour être convaincu que le P. Ménestrier, ou ne savait pas le premier mot de ce qu'il voulait expliquer, ou était de mauvaise foi. Il ne s'agissait pas d'abord du formulaire du clergé, qui avait été remplacé par celui d'Alexandre VII ; de plus, c'est bien Clément IX qui a donné la paix à l'Église, à l'instance des dix-neuf évêques et de Louis XIV.

La prétendue explication du P. Ménestrier n'était que le premier pas dans la voie de falsification où les Jésuites avaient résolu d'entrer. Le P. Ménestrier avait publié la première édition de son ouvrage en 1689 ; on ne pouvait, après vingt ans seulement, espérer établir une fourberie ; on se contenta donc d'en jeter les premières assises. Dix ans après la publication de l'ouvrage du P. Ménestrier, c'est-à-dire en 1699, l'abbé Du Mas prêta son nom au P. Tellier pour publier l'*Histoire des cinq Propositions*. On crut l'occasion favorable pour faire faire un nouveau pas à la fourberie. Louis XIV était furieux alors contre les Jansénistes, et l'on fut persuadé qu'on lui serait agréable en donnant de la fameuse médaille une explication conforme à ses passions du moment. On raconta donc que les Jansénistes avaient eu l'idée de la médaille et en avaient fait adopter le dessin par les ministres, qui donnèrent ordre à Varin, maître de la Monnaie, de la frapper à l'insu du roi ; que le nonce ayant dénoncé au roi cette médaille, Louis XIV le mena dans le conseil et demanda en sa présence aux ministres qui d'entre eux avait fait frapper la médaille ; qu'ils déclarèrent tous qu'ils n'y avaient point de part, et que, là-dessus, le roi donna ordre à Varin de rompre le coin, afin qu'il ne fût plus tiré aucune de ces médailles. On peut lire ce récit frauduleux au livre sixième de l'*Histoire des cinq Propositions*. Pour en prouver la fausseté, il suffira d'observer : 1^o que, en 1689, vingt ans après la paix, le P. Ménestrier, Jésuite, n'aurait pas inséré la médaille en question dans son *Histoire de Louis XIV par médailles*, si elle avait été frappée contre la volonté du roi et si ce prince eût ordonné d'en rompre le coin. Le but que se proposa le P. Ménestrier en composant son ouvrage suffit seul pour en convaincre. 2^o Pendant trente ans, la médaille en question fut répandue, et, en 1682, Sébastien Le Clerc, graveur du cabinet du roi, ayant entrepris de reproduire par le burin toutes les médailles du règne de Louis XIV, mit la médaille en question dans son ouvrage, qui parut avec privilège et fut regardé comme fort exact par Louis XIV lui-même. 3^o Dès 1669, la médaille de la paix, telle que nous l'avons décrite, fut reproduite sur une estampe, qui fut imprimée avec privilège et fut répandue en France pendant trente ans sans contradiction. Plusieurs exemplaires de cette estampe existent encore, et on peut la voir, en particulier, à la bibliothèque de la rue Richelieu (Hist. de France par estampes, vol. xxx). On y voit les deux côtés de la médaille tels que nous les avons décrits. Au-dessus, sur une bandelette qui les entoure, on lit : Ut notam faciant filiis hominum pacem et gloriam magnificentie regni tui. *psal. 144.* (Pour faire connaître aux

des deux puissances qui ont concouru à la paix. Le livre représente l'Écriture Sainte ; au-dessus de l'autel, le Saint-Esprit, sous forme

enfants des hommes votre puissance et la magnificence de votre règne). Au bas de l'estampe, dans un encadrement, on lit : *Ectypum numismatis quod Ludou. XIV. Rex. franc. et Nauar. anno 1669, restituta in concordiam ecclesiâ, cudi voluit ad insignis facti memoriam.* (Représentation de la médaille que Louis XIV, roi de France et de Navarre, a voulu être frappée en 1669, après le rétablissement de la paix de l'Église, pour conserver la mémoire d'un si remarquable événement).

Aurait-on laissé circuler une pareille estampe, sur laquelle on disait que le roi avait fait frapper lui-même la médaille, s'il avait ordonné au contraire d'en détruire le coin ?

A-t-il réellement donné cet ordre à Varin, comme l'affirme l'auteur de *l'Histoire des cinq Propositions* ? Les ordres de Louis XIV étaient ordinairement exécutés, on le sait ; or, si celui-là a été donné, il n'a pas été suivi de l'exécution, car on peut voir encore aujourd'hui, au Musée de l'Hôtel de la Monnaie, non-seulement le coin de la médaille de grand bronze, qui fut frappée la première, mais celui d'une médaille plus petite, et qui ne diffère de la grande que par la manière d'écrire 1669, qui est en chiffres romains sur l'une et en chiffres arabes sur l'autre. L'on peut voir la médaille elle-même ou le médaillon au même musée de la Monnaie et au cabinet des Médailles de la rue Richelieu.

On doit remarquer que les Jésuites, dans leur *Histoire des cinq Propositions*, avaient cherché à nier le fait de la médaille. Désespérant de faire prévaloir leur opinion étrange sur un fait si récent, ils eurent recours à un autre moyen.

Ayant changé les sentiments de Louis XIV à l'égard de la médaille de 1669, ils lui inspirèrent le dessein d'en faire frapper une autre moins compromettante pour sa réputation anti-janséniste. Ce prince avait conçu la pensée de faire reproduire par l'Académie des Inscriptions toutes les médailles de son règne. L'occasion parut favorable pour frapper une nouvelle médaille, que l'on espérait faire passer ainsi pour la véritable frappée en 1669. La nouvelle médaille se trouva frappée pour l'année 1702 où elle fut insérée par les dociles académiciens dans leur recueil, comme si elle eût été authentique. Elle porte le millésime de 1669. On y voit l'autel, les emblèmes des deux puissances et le Saint Esprit. Mais on y a retranché les mots *Gratia et pax a Deo*. On mit à leur place, autour de l'autel, les mots gravés au bas : *ob restit.* etc., auxquels on ajouta le mot *Gallicanae*, pour faire entendre que la paix n'était que pour l'Eglise de France. Les Jésuites avaient, en cela, leur intention ; ils ne voulaient pas que les conditions de la paix pussent s'étendre aux Pays-Bas, où l'on avait introduit l'obligation de signer le formulaire d'Alexandre VII. Autour de la figure de Louis XIV, ils firent ôter le titre de roi de Navarre que les papes ne reconnaissaient pas, et les remplacèrent par ces mots : Louis XIV, roi très chrétien. La légende *Gratia et pax a Deo* leur déplaisait sans doute, à cause du premier mot qui désignait si bien l'objet des discussions, terminées par une heureuse paix.

Pour résumer cette note, il est évident que les Jésuites admirent comme tout

de colombe, paraît dans un rayon de gloire et répand sa lumière sur l'autel. Autour de l'autel, à la partie supérieure, on lit : *gratia et pax a Deo* ¹ sur l'exergue, au pied de l'autel, sont ces mots : *ob restit. Ecclesiæ concordiam* ; ² sur l'autre côté de la médaille on voit le portrait de Louis XIV entouré de ces mots : LVD. XIII D. G. Fr. et Nav. rex ³.

Les religieuses de Port-Royal obtinrent la paix aux mêmes conditions que les quatre évêques et les solitaires. L'ordonnance de Péréfixe datée du 17 février 1669 est très-remarquable, en ce qu'elle détermine d'une manière fort claire la différence de l'adhésion que l'on accordait à la question de droit et à celle du fait. Cet acte, comme la lettre de Harlai à Rospigliosi démontre évidemment que les évêques de France étaient unanimes pour rejeter le système des Jésuites sur l'infailibilité dans la décision des faits dogmatiques, et que ceux d'entre eux qui, par politique, demandaient la signature pure et simple du formulaire, y mettaient en réalité les mêmes restrictions que ceux qui s'étaient crus obligés de les faire, soit de vive voix, soit par écrit. Si Louis XIV, inspiré par le Jésuite Annat, avait laissé la liberté aux évêques, on n'aurait donc point vu s'élever ces divisions déplorables, dont les plus saints évêques et les fidèles les plus instruits et les plus pieux furent victimes.

Les préjugés de Louis XIV et le servilisme d'un certain nombre d'évêques de cour furent la cause véritable de toutes les dissensions; et la haine des Jésuites contre Port-Royal fut comme le premier moteur qui donnait l'impulsion au roi, et par lui aux évêques de cour.

Tous les faits relatifs au Jansénisme, que nous avons exposés jusqu'ici, démontrent l'opinion que nous émettons, et la suite de l'histoire nous apportera des preuves trop nombreuses et trop fortes pour qu'il soit permis de conserver, sur ce point, le plus léger doute.

le monde, pendant trente ans, l'authenticité de la médaille frappée en 1669 pour perpétuer la mémoire de la paix de Clément IX.

Qu'après trente ans, ils osèrent en attaquer l'authenticité.

Qu'enfin, désespérant de faire triompher leur fourberie, ils parvinrent à faire falsifier la médaille et à mettre cette falsification sous le patronage de l'Académie des Inscriptions.

¹ La Grâce et la paix viennent de Dieu.

² A cause de la paix rendue à l'Église.

³ Louis XIV, roi de France et de Navarre.

La paix de l'Église étant solennellement proclamée, les solitaires de Port-Royal, persécutés et dispersés depuis plusieurs années, purent respirer en paix. Arnauld fut reçu par le roi. Il rendit visite à Péréfixe avec le docteur de La Lane ; et cet archevêque se montra ému de la touchante simplicité avec laquelle le plus grand théologien de l'époque lui demanda sa bénédiction. De Sacy, étant sorti de la Bastille, visita aussi son archevêque. Son neveu Pomponne, en le présentant à Péréfixe, dit à ce prélat : « Monsieur, ce sont là de méchantes gens ; mais avec tout cela, j'espère que vous les aimerez ; — mais, répliqua Péréfixe, m'assurez-vous qu'ils m'aimeront ? » La réponse ne se fit pas attendre. Le vénérable Sacy, grave comme un docteur, doux et modeste comme un enfant, l'en assura en lui demandant sa bénédiction.

Tandis que les solitaires de Port-Royal se livraient à la joie pour l'heureuse conclusion de la paix, les ennemis du bien travaillaient à nuire à ceux qui en avaient été les médiateurs. Clément IX, avant alors jeté les yeux sur l'évêque de Laon pour l'élever au cardinalat, les adversaires de ce prélat essayèrent de traverser sa promotion, en lui faisant un crime, dit Arnauld¹, des services qu'il avait rendus à l'Église en travaillant à lui redonner la paix. Mais ces intrigues ne réussirent pas, et l'évêque de Laon fut élevé au cardinalat.

Pendant que les ennemis de Port-Royal ourdisaient ces intrigues souterraines, les écrivains de cette école, heureux de la tranquillité qu'on leur laissait, se livraient à leurs travaux de prédilection pour la défense de l'Église. Ce fut alors qu'Arnauld et Nicole commencèrent la publication du grand ouvrage intitulé : *Perpétuité de la foi de l'Église catholique sur l'Eucharistie*. Voici quelle fut l'occasion de ce magnifique monument de la théologie catholique :²

Les ministres calvinistes Aubertin et Blondel avaient publié depuis plusieurs années des ouvrages auxquels on n'avait pas répondu. Aubertin avait surtout attaqué le dogme catholique de la présence réelle ; il avait, sur ce point, déployé toutes les ressources de son érudition et les subtilités de la logique dans un ouvrage intitulé : *l'Eucharistie de l'ancienne Église*. Cet ouvrage parut pour

¹ Lettre d'Arnauld au cardinal d'Estrées, 138.^e de la collection de ses lettres.

² Sur les ouvrages d'Arnauld, dont nous allons parler, on peut consulter la belle collection de ses Œuvres complètes.

la première fois en 1653 et pour la seconde en 1664. Ce fut cette dernière année que parut la *Petite Perpétuité de la foi*, composée par Arnauld et Nicole pour mettre en tête de l'office du Saint-Sacrement. Le ministre Claude fit à ce traité de l'Eucharistie une réponse spécieuse, qui eut un grand succès parmi les protestants, et qui donna occasion à Arnauld de faire une réplique savante. Claude fit une seconde réponse qui provoqua le premier volume de la grande *Perpétuité de la foi*¹. Arnauld et Nicole y travaillèrent au milieu des persécutions que leur attirèrent les discussions élevées à propos du formulaire. L'attention publique était fixée sur la polémique savante qu'ils soutenaient pour l'Église, et nous avons vu qu'aussitôt après la conclusion de la paix, le nonce Bargellini l'avait engagé à consacrer *sa plume d'or* à la défense de l'Église. Au commencement de l'année 1669, au moment même où la paix était acclamée, Arnauld et Nicole dotaient l'Église du premier volume de la *Perpétuité*. Vingt-sept évêques et vingt-quatre docteurs s'honorèrent en lui donnant leur approbation; le pape Clément IX en accepta l'hommage. Il parut sous le nom d'Arnauld. Ce profond théologien y avait moins travaillé que Nicole; il ne croyait pas que la part qu'il y avait eue fût un titre suffisant pour s'en attribuer l'honneur; mais Nicole qui n'était que simple clerc, insista pour que le nom d'Arnauld parût seul en tête de l'ouvrage, à cause de sa double qualité de prêtre et de docteur².

Le but principal que s'étaient proposé Arnauld et Nicole dans le premier volume de la *Perpétuité* était d'établir 1^o l'accord de toutes les Églises chrétiennes sur le dogme de la présence réelle, 2^o l'impossibilité de fixer l'époque où cette croyance avait commencé dans l'Église. De ces deux faits découle évidemment cette conséquence : c'est que la présence réelle remonte aux temps apostoliques et qu'elle est un dogme révélé et certain. Arnauld et Nicole

¹ Cet ouvrage a trois volumes in-4^o. L'abbé Renaudot en ajouta deux, et le P. Paris un sixième sur les traditions de l'Église d'Orient.

² M. Rhorbacher n'en prétend pas moins que Arnauld est un *geat qui s'est paré des plumes du paon*, en usurpant le travail de Nicole. Cette appréciation est digne d'un pamphlétaire fanatique. Le même auteur prétend d'après Feller que c'est un nommé Garet qui a fourni à Nicole et à Arnauld toute leur érudition, dans un livre aujourd'hui fort inconnu. Enfin, il trouve le style de Nicole *sec, froid et lourd*. Comme chacun sait, M. l'abbé Rhorbacher sait l'allemand. On peut voir ces excentricités au liv. 87, § 5 de l'énorme pamphlet qu'il a osé intituler *Histoire universelle de l'Église catholique*.

mirent les deux points fondamentaux de leur démonstration dans un si grand jour, que leur volume produisit une immense sensation parmi les protestants comme parmi les catholiques. Claude, qui était plutôt écrivain habile que profond érudit, n'osa suivre les auteurs de la *Perpétuité* sur le terrain de la tradition. Il se livra à toutes les discussions qui avaient agité l'Eglise, à propos de l'Eucharistie, depuis l'origine du Calvinisme. Arnauld et Nicole attaquèrent leur adversaire sur ce nouveau terrain, et consacrèrent le deuxième et le troisième volumes de leur ouvrage à toutes les questions de controverse qu'il avait soulevées.

Le style grave et clair, les aperçus profonds, la logique exacte et sévère, l'érudition solide et variée de la *Perpétuité de la foi*, mettent cet ouvrage au premier rang des livres de controverse catholique; c'est, avec les ouvrages de controverse de Bossuet, ce que la théologie catholique a opposé de plus grand et de plus solide aux adversaires de l'Eglise.

Arnauld s'attaqua au Calvinisme sur un point délicat, celui de la justification. On sait avec quelle insigne mauvaise foi, les Jésuites imputaient à Port-Royal les erreurs calvinistes sur l'action de Dieu dans la justification de l'homme. Arnauld ne pouvait opposer à leurs calomnies une réponse plus noble qu'en prenant hautement la défense de l'Eglise contre les opinions de Calvin. Il le fit dans l'ouvrage qu'il intitula : *Le renversement de la morale de Jésus-Christ par les erreurs des Calvinistes touchant la Justification*.

Tandis qu'Arnauld travaillait à cet ouvrage, Nicole composait ses *Préjugés légitimes*, un des plus beaux ouvrages qui aient été composés en faveur de l'Eglise. On doit remarquer que, dans tous leurs travaux, les deux grands théologiens de Port-Royal s'attachent, comme Tertullien, saint Augustin et tous les Pères de l'Eglise, à la méthode traditionnelle et à ce qu'on appelle, dans la théologie, l'argument de prescription, si solide et en même temps si simple, beaucoup plus fort en faveur du dogme chrétien que toutes les spéculations philosophiques. Port-Royal suivait pas à pas les Pères de l'Eglise.

On remarque encore parmi les œuvres de controverse d'Arnauld : la *Réponse générale à M. Claude*; l'*Impiété de la morale des Calvinistes*; *Remarques sur une lettre de M. Spon*; le *Calvinisme convaincu de nouveau de dogmes impies*.

En jetant un simple coup d'œil sur ces ouvrages, on reste stupéfait de la calomnie propagée par les Jésuites, et aveuglément adop-

tée par leurs copistes, sur le prétendu calvinisme d'Arnauld et de l'Ecole de Port-Royal.

Le zèle que mettait Arnauld à défendre l'Eglise contre les Protestants ne l'empêchait pas de suivre activement le mouvement philosophique qui s'opérait dans les esprits. Logicien subtile et penseur profond, il pénétrait jusqu'au fond des spéculations les plus obscures, et savait en découvrir le vice et le faire comprendre avec une lucidité qui étonne. Il jugeait surtout les systèmes philosophiques au point de vue catholique, et il mettait encore sous ce rapport au service de l'Eglise, toutes les ressources de son génie. Nous citerons parmi ses œuvres philosophiques, le traité des vraies et des fausses idées ; ses remarques sur le premier tome des dogmes théologiques du P. Thomassin ; ses lettres au P. Malebranche. Nous avons parlé ailleurs de ses observations contre la philosophie de Descartes.

De nouvelles querelles dont nous parlerons ailleurs, vinrent souvent distraire Arnauld de ses graves études pour le lancer dans l'arène des querelles de parti. Nous aurons occasion de parler de quelques-unes de ces discussions ; nous nous arrêterons seulement ici à l'examen du livre célèbre intitulé : *Morale pratique des Jésuites*. Le premier volume de cet important ouvrage parut en 1669¹. Les deux premiers volumes ne sont qu'un recueil de pièces rassemblées par l'abbé de Pontchâteau, dans le but de faire connaître la conduite que tenaient les Jésuites dans leurs missions. Le jésuite Tellier, qui fut depuis confesseur de Louis XIV, écrivit contre les deux premiers volumes de la *Morale pratique* et intitula son ouvrage : *Défense des nouveaux chrétiens*. Il y niait avec une impudence extraordinaire l'authenticité des pièces enregistrées par Arnauld et l'abbé de Pontchâteau, en particulier la lettre du vénérable évêque et martyr Sotelo au pape, et celle du bienheureux Palafox, évêque d'Angelopolis, et qui le fut depuis d'Osma. Il triomphait surtout du désaveu de l'évêque de Malaga, auquel on attribuait avec raison le *Théâtre Jésuitique*, mais qui n'eut pas le courage de reconnaître publiquement pour sienne une œuvre dont tout le monde le savait auteur. Tellier, qui reprochait à ses adversaires de s'être appuyés sur des

¹ Les autres furent publiés à différentes époques et le dernier ne fut imprimé qu'après la mort de l'auteur. La *morale pratique* se trouve au t. xxxii des Œuvres complètes d'Arnauld.

pièces fausses ou tronquées, ne fit aucune difficulté d'en insérer dans son livre plusieurs qui étaient réellement et sciemment falsifiées, mais il y parlait avec tant d'assurance et de fierté qu'il fit illusion quelque temps, même à ceux qui connaissaient les Jésuites. Arnauld eut bientôt découvert le côté faible du livre du P. Tellier. Il sut, par l'entremise d'amis dévoués, se procurer toutes les pièces dont il avait besoin ; elles lui vinrent surtout de Rome, des cabinets de plusieurs cardinaux, et même des archives de la Propagande. Muni de toutes ces preuves, il publia le troisième volume de la *Morale pratique*, dans lequel il réduisit en poudre le pauvre livre du P. Tellier. Les cinq volumes qui parurent successivement après les trois premiers, furent autant de coups de massue pour l'Ordre des Jésuites ; et ces coups étaient d'autant plus sensibles qu'Arnauld ne procédait qu'à l'aide de pièces dont on ne pouvait nier ni l'importance, ni l'authenticité ; appuyé sur ces monuments, il prouvait que, dans leurs missions, les Jésuites étaient les persécuteurs de tous les autres prédicateurs de l'Évangile ; qu'ils favorisaient les pratiques superstitieuses des nations idolâtres ; qu'ils y étaient, comme en France, les ennemis des évêques et des véritables règles hiérarchiques ; qu'ils ne voulaient, même dans l'exercice du ministère ecclésiastique, reconnaître d'autres supérieurs que ceux de leur Compagnie ; qu'ils portaient le trouble et le désordre partout où ils allaient.

Le chancelier d'Aguesseau¹ apprécie de la manière suivante, le livre de la *Morale pratique des Jésuites* :

« On doit envisager cet ouvrage comme un modèle de la méthode avec laquelle on doit traiter, approfondir, épuiser une matière, et faire en sorte que toutes les parties du même tout tendent et conspirent également à produire une entière conviction ; ou plutôt comme plein de modèles dans l'art de discuter les faits et de diriger et réunir les preuves, les conjectures, les présomptions, pour leur donner une évidence parfaite, ou du moins un degré de vraisemblance et de probabilité, qui, dans les questions de fait, tient lieu en quelque manière de l'évidence. »

Si nous en croyons le dernier historien des Jésuites², la *Morale pratique* est une compilation de forfaits indignes des solitaires

¹ Œuvres de d'Aguesseau, t. I, p. 401.

² Histoire de la Compagnie de Jésus, par Crétineau-Joly, t. IV, p. 73.

de Port-Royal. Le Jésuite Feller¹ y trouve *certaines choses vraies, beaucoup d'altérées, et un plus grand nombre d'exagérées*. Un fait certain, c'est que les Jésuites n'ont jamais pu réfuter cet ouvrage appuyé tout entier sur des monuments d'une authenticité incontestable. Ils avaient trop mal réussi par la plume du P. Tellier, pour tenter une seconde défense. Ils aimèrent mieux répandre partout, à l'aide des moyens dont leur société dispose, que la *Morale pratique* était un livre calomnieux, bien certains que beaucoup de gens les croient sur parole et ne liraient jamais le titre seul de l'ouvrage qu'avec une espèce d'horreur. Le livre d'Arnauld n'en fut pas moins apprécié par les hommes intelligents qui ne subissaient pas l'influence de la Compagnie, et tous en eurent la même opinion que le sage d'Aguesseau.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les œuvres d'Arnauld. La suite de nos récits nous fournira l'occasion de faire connaître d'une manière plus complète plusieurs de ses ouvrages qui appartiennent à l'histoire, et qui lui furent inspirés par les circonstances.

Arnauld avait, parmi les solitaires de Port-Royal, dans la personne de Nicole, un émule digne de lui. Nicole n'avait pas l'ampleur de génie du grand² Arnauld, mais il n'en fut pas moins un des hommes les plus remarquables du xvi^e siècle, si fécond en grands hommes. Le duc de Saint-Simon³, qui est plus avare de louanges que de critiques, ne craint pas de donner à Nicole le titre de saint, et loue sans réserve ses talents aussi bien que sa piété sage et éminente. Nous avons dit qu'il eut beaucoup de part à la *Perpétuité de la Foi*, et qu'il publia le bel ouvrage des *Préjugés légitimes* contre les protestants. Il composa contre les mêmes un *Traité de l'unité de l'Église*; le livre intitulé : *Les prétendus réformés convaincus de schisme*, et plusieurs autres ouvrages d'une élégance et d'une solidité remarquables. Nous avons parlé de ses *Imaginaires*, et des dissertations qu'il mit, sous le nom de Wendrok, dans son édition latine des *Provinciales*. Il fit plusieurs autres ouvrages savants et très spirituels pour la défense de Port-Royal. Ses livres ascétiques lui ont acquis une grande et juste réputation

¹ Feller, vo Arnauld.

² Nous pouvons bien donner à Arnauld le titre de *grand*, que lui donnait Bossuet.

³ Mémoire du duc de Saint-Simon, t. 1, ch. 30. Edit. du marquis de Saint-Simon.

parmi les personnes de vraie piété. On les a réunis sous le titre général d'*Essais de Morale*; on remarque surtout dans cette riche et édifiante collection, les *Traité de Morale*, les *Réflexions morales sur les Épîtres et Évangiles de l'année*; les *Instructions théologiques* sur le Symbole, sur le Décalogue, sur les Sacrements, sur le Pater, et le traité de la prière.

Les Jésuites ont répété à satiété que Nicole ne parla qu'à l'esprit, qu'il est sec et froid. Ils ont bien voulu cependant lui reconnaître de la solidité, de la pénétration et de la finesse¹. Ceux qui n'ont pas les mêmes raisons que les Jésuites de le trouver sec et froid, admirent la piété douce qui lui inspire toutes ses réflexions. L'esprit est satisfait par la lecture des *Essais de Morale*, parce que, sous prétexte d'onction, l'auteur n'oublie jamais qu'il doit parler avec science et exactitude théologique; mais cette exactitude n'ôte rien à l'onction véritable, et tous ceux qui lisent les *Essais de Morale* sans préoccupation, y gagnent autant pour le cœur que pour l'esprit. Pendant tout le XVII^e siècle, ils furent la lecture habituelle de tous ceux qui faisaient profession d'étudier la religion et de la pratiquer; tous les admiraient, et puisaient dans ces édifiants traités une instruction solide, et la connaissance des règles les plus pures de l'Évangile.

Après Arnauld et Nicole, nous citerons, parmi les doctes solitaires de Port-Royal, Tillemont et de Sacy.

Sébastien Le Nain de Tillemont est, sans contredit, un des plus grands historiens ecclésiastiques. Au milieu de ses longues recherches, son âme resta simple et candide comme celle d'un enfant; son unique passion fut l'étude. Il fut élevé à Port-Royal. Dès ses plus jeunes années, il se livra avec ardeur à la lecture des *Annales ecclésiastiques* de Baronius; cette étude lui fournissait l'occasion d'adresser chaque jour une foule de questions à Nicole. Ce docte théologien était souvent fort embarrassé par les difficultés que lui proposait son élève, et il avouait avec autant d'esprit que de simplicité, qu'il ne pouvait le voir approcher sans trembler, dans la crainte de n'avoir pas de quoi le satisfaire sur-le-champ. A vingt-trois ans, Tillemont avait approfondi l'Écriture Sainte et les Pères de l'Église. Ce fut alors qu'il se détermina à entrer dans l'état ecclésiastique. Il entra au séminaire de Beauvais, que l'évêque Choart de Buzenval avait rendu très florissant. Le chanoine Hermant qui a laissé de

¹ V. Feller et Crétineau-Joly.

nombreux et solides ouvrages, dirigeait ce séminaire. Il apprécia le jeune Tillemont, remarqua son talent pour les études historiques et conçut pour lui une si haute estime qu'il ne croyait pas s'abaisser en le consultant dès-lors sur les difficultés qu'il rencontrait dans l'étude de l'histoire ecclésiastique. Devenu prêtre, Tillemont passa ses jours dans la solitude. On ne rencontre point dans sa vie d'actions éclatantes, mais beaucoup de modestie, de piété et toutes les vertus sacerdotales. Les principaux fruits de ses études sont deux monuments que l'on doit placer au premier rang des travaux historiques : *l'Histoire des Empereurs romains*¹ et les *Mémoires sur l'Histoire ecclésiastique* des premiers siècles. Ces deux ouvrages n'en formaient d'abord qu'un dans la pensée de l'auteur. L'histoire ecclésiastique est en effet tellement liée à l'histoire profane pendant les premiers siècles chrétiens, qu'on ne peut approfondir l'une sans l'autre. Quelques difficultés d'un ignare censeur fournirent l'occasion de publier séparément ces deux grandes œuvres. Lorsque *l'Histoire des Empereurs* eut paru, le monde savant réclama si haut *l'Histoire ecclésiastique* que la censure fut obligée de garder le silence. Du reste, rien dans cet ouvrage ne pouvait justifier les difficultés qu'on avait élevées ; car il est impossible de traiter l'histoire avec plus de conscience, de modération et de sagesse que Tillemont.

On peut dire que l'histoire des six premiers siècles chrétiens est épuisée dans les deux ouvrages de cet illustre et pieux savant. Il est malheureux seulement que la mort ne lui ait pas permis de pousser plus loin ses doctes recherches.

Les mémoires ecclésiastiques de Tillemont ne sont qu'un tissu de recherches savantes sur la vie et les ouvrages des hommes les plus illustres de l'Église ; ils forment comme une suite de dissertations indépendantes les unes des autres. On conseilla à Tillemont de donner à son ouvrage la forme d'*annales* ; mais il recula devant les travaux que lui aurait occasionnés le remaniement de toutes ses recherches. Les mémoires de Tillemont ne forment donc point une histoire proprement dite, mais une galerie savante où chaque homme et chaque sujet est étudié de la manière la plus complète.

Les travaux de Sacy sur la Bible sont dignes de ceux de Tillemont sur *l'Histoire ecclésiastique*. Le Maître de Sacy passa

¹ L'*Histoire des Empereurs* est composée de 6 vol. in-4.º, et les *Mémoires sur l'Histoire ecclésiastique* de 16 vol. du même format.

la plus grande partie de sa vie à approfondir les livres saints. La connaissance qu'il avait de l'hébreu, du grec et du latin le mettait à même de saisir parfaitement le sens des textes, et il eût pu faire étalage d'érudition dans ses travaux. Un homme moins modeste que Sacy l'eût fait; mais les solitaires de Port-Royal ne perdaient jamais de vue le but pratique qu'ils se proposaient dans tous leurs travaux; ils voulaient édifier autant qu'instruire. Au lieu donc d'étaler un grand luxe de citations hébraïques, grecques, latines, Sacy s'appliqua d'abord à traduire le texte des livres saints avec la plus scrupuleuse exactitude; puis il l'accompagna de commentaires dans lequel il fonda, pour ainsi dire, tous ceux des Pères de l'Église.

Les hommes superficiels qui ne regardent comme savans, que les ouvrages surchargés d'une érudition d'autant moins solide qu'elle est plus prétentieuse, trouvent la Bible de Sacy inférieure pour la science et supérieure seulement pour l'élégance à d'autres commentaires de la Bible. Mais pour ceux qui ne se laissent pas séduire par les apparences et qui ont approfondi eux-mêmes les écrits des saints Pères, ils sont étonnés de la science prodigieuse cachée sous les dehors si édifiants et si élégants de Sacy. Ses travaux ont donc le triple avantage de plaire, d'édifier et d'instruire; si l'esprit de parti n'empêchait de lui rendre toute la justice qui lui est due, on proclamerait unanimement la Bible de Sacy un des livres les plus édifiants et des plus instructifs qu'un chrétien puisse lire. L'érudition y est assez dissimulée pour que les personnes d'une instruction commune n'en soient point rebutées; elle y est assez profonde pour satisfaire sur ce point les esprits les plus exigeants, qui savent parfaitement la découvrir sous les dehors d'une simplicité toute évangélique.

Arnauld d'Andilly savait, comme Sacy, être érudit, simple et pieux, dans ses travaux. Il était en même temps l'homme du monde le plus aimable et le chrétien le plus exact dans l'accomplissement de ses devoirs. Ses relations avec la Cour étaient pour lui un moyen d'y exercer un véritable apostolat. L'estime qu'on y conçut de sa vertu prépara à son digne fils, le marquis de Pomponne, les voies à la haute charge de secrétaire d'Etat qu'il remplit avec tant d'intelligence et une si rare intégrité. Le soin légitime que prit Arnauld d'Andilly des intérêts de sa famille, ne l'empêcha pas de trouver le temps nécessaire à la composition de nombreux ouvrages. Il traduisit en français les *Confessions* de saint Augustin; l'*Histoire des Juifs* de Flavius Joseph;

l'Echelle sainte de saint Jean Climaque ; les *OEuvres* de sainte Thérèse et de Jean d'Avila. Il recueillit les *Vies des Pères du désert et de quelques saintes*, composées par les Pères de l'Eglise et les mit en français. Il publia deux volumes de *Lettres Spirituelles* de l'abbé de Saint-Cyran ; composa des *Mémoires* et quelques ouvrages de piété en vers.

Le style d'Arnauld d'Andilly est clair et facile. Ses traductions eurent beaucoup de succès et contribuèrent à répandre dans le monde l'esprit de la vraie et solide piété.

Nous en dirons autant des livres spirituels de Hamon. Cet homme de bien que la médecine a placé parmi ses célébrités au xvii^e siècle, se retira à trente-trois ans dans la solitude de Port-Royal, après avoir vendu ses biens et en avoir distribué le prix aux pauvres. Pendant plus de vingt ans, il logea dans une pauvre mansarde, coucha sur une planche, ne fit qu'un chétif repas par jour. Il s'occupa, en arrivant à Port-Royal, de la culture de la terre et d'autres travaux pénibles, à l'exemple des anciens anachorètes ; mais, par obéissance, il reprit l'exercice de la médecine en faveur des habitants des pauvres villages qui entouraient Port-Royal-des-Champs. Jour et nuit on le trouvait disposé à porter aux pauvres les secours de son art. En allant visiter les malades, il emportait toujours sa Bible, et pendant le chemin, nourrissait son esprit de saintes pensées. Les pauvres recevaient de lui, non-seulement des consultations savantes, mais des remèdes tout préparés, des consolations spirituelles, de bons conseils, et les aumônes qu'il recueillait pour eux. Il leur donnait jusqu'au morceau de pain destiné à son modeste repas, et le remplaçait secrètement par un morceau de pain de son, que l'on faisait pour les chiens.

En 1687, Hamon fut obligé de paraître à la Faculté de Médecine pour assister à un acte qu'il ne pouvait se dispenser de présider sans être rayé du tableau des docteurs. Il se rendit à Paris sans rien changer à son extérieur pauvre et négligé. Il n'en fit pas moins admirer sa science, et ses confrères lui prodiguèrent les témoignages de leur estime ; après sa mort, la Faculté de médecine fit mettre son portrait parmi ceux des plus célèbres docteurs.

Hamon, qui ne cherchait que les humiliations et la pauvreté, rencontra la gloire, et Boileau a fait en son honneur les vers suivants :

Tout brillant de savoir, d'esprit et d'éloquence,
Il courut au désert chercher l'obscurité :

Aux pauvres consacra son bien et sa science,
Et, trente ans dans le jeûne et dans l'austérité,
Fit son unique volupté,
Des travaux de la pénitence:

Hamon passait une partie de ses nuits à composer des livres de piété. Outre un assez grand nombre de traités sur divers sujets de spiritualité, il composa la *Pratique de la prière continuelle*, des *soliloques*, une *Explication du Cantique des Cantiques*, regardée par Nicole comme un chef-d'œuvre; un livre de *la solitude*, une *Explication de l'Oraison dominicale*; *Principes de conduite dans la défense de la vérité*: un *Commentaire moral sur les Lamentations de Jérémie*.

On reconnaît dans tous ces ouvrages l'homme de Dieu, pénétré de l'Écriture et des Pères, et qui mettait en pratique les conseils et les moyens de sanctification qu'il proposait aux autres.

Nous pourrions faire connaître encore beaucoup d'hommes célèbres de l'Ecole de Port-Royal qui se distinguèrent par leurs travaux pour la défense de l'Eglise et pour l'édification des fidèles. Singlin, Claude de Sainte-Marthe, Desmares, Hermant, Du Fossé, Le Tourneux; Fontaine, Treuvé, Varet et beaucoup d'autres mériteraient d'autant plus d'être connus, que la calomnie s'est attachée à leur personne comme à leurs œuvres¹. Mais il faut nous borner; et nous terminerons cette esquisse littéraire sur Port-Royal par quelques mots sur les ouvrages de la mère Angélique.

On a de cette femme célèbre des *conférences*, des *entretiens* et des *discours* sur les devoirs de la vie religieuse; des *réflexions* pour préparer ses sœurs à la persécution; enfin, des *lettres* spirituelles.

On trouve dans tous ces ouvrages une connaissance parfaite des règles de la vie religieuse. On ne peut les lire sans être convaincu de la fausseté de toutes les accusations élevées contre les religieuses de Port-Royal, particulièrement touchant la participation aux sacrements. On reconnaît souvent, dans les principes de la mère Angélique, ceux de saint François de Sales qui l'avait tant estimée, et dont elle lisait assidûment les livres. La mère Angélique avait un génie viril. On ne trouve pas dans ses livres cette petitesse de vue, qui fait comme le caractère distinctif des ouvrages de piété compo-

¹ On peut consulter sur les écrivains de Port-Royal les *Mémoires de Lancelot*, de Fontaine, de Du Fossé; les *Histoires de Port-Royal* de Besoigne et de D. Clemencet. Ce dernier écrivain a laissé en manuscrit l'*Histoire littéraire de Port-Royal*.

nés par des femmes ; en la lisant, on croit entendre un docteur de Sorbonne, dissertant sur la vie religieuse.

On ne peut nier, sans la plus évidente injustice, que l'Ecole de Port-Royal n'ait fortement contribué au progrès des études ecclésiastiques pendant le dix-septième siècle, et à leur donner le caractère chrétien qu'on y remarque.

L'étude de l'antiquité payenne, au seizième siècle, avait imprimé aux esprits une impulsion toute profane ; en même temps, le souffle de la réforme, qui planait sur le monde, avait inspiré à la société des tendances rationalistes, qui ne firent que se développer jusqu'à nos jours. Les erreurs de la société demandaient un remède puissant ; les plus fortes intelligences le trouvèrent dans la tradition catholique. Port-Royal travailla avec une admirable activité à appliquer ce remède à la société malade ; les Bénédictins, les Oratoriens, les Dominicains et quelques Jésuites suivirent la même voie, et enfantèrent ces grands travaux sur la tradition catholique, qui ont répandu sur l'Eglise de France un éclat qui rejaillit jusqu'à nous.

Nommer les Bénédictins ¹, c'est rappeler tout ce que l'érudition a enfanté de plus grand au dix-septième siècle. Les Bénédictins réformés de France ou de la congrégation de Saint-Maur furent, sans contredit, les plus illustres de leur Ordre. C'est parmi eux que l'on rencontre d'Acheri, Ruinart, Durand, Martène, Bouquet, Montfaucon, Denis de Sainte-Marthe et ce fameux Mabillon, que l'on regarde avec raison comme le génie de l'érudition. Le *spicilege* de d'Acheri est un recueil de monuments précieux pour l'histoire ; Ruinart a mis en lumière les *actes sincères* des martyrs et les œuvres si précieuses de Grégoire de Tours ; Durand et Martène ont fait les recherches les plus savantes sur les anciennes liturgies ; Bouquet a réuni les monuments de notre histoire nationale ; Montfaucon a porté dans cette même histoire les lumières d'un génie patient et habile ; Denis de Sainte-Marthe reprit l'œuvre entreprise par sa famille sous le titre de *Gallia Christiana*, et lui donna de plus vastes proportions ; Mabillon a fait autant de chefs-d'œuvres que de livres. La *Diplomatique*, les *Annales de l'Ordre de saint Benoît*, les *Actes des saints* du même Ordre sont des œuvres gigantesques auxquelles on ne peut rien comparer. Nous pourrions citer beaucoup d'autres noms, dans cette congrégation illus-

¹ V. l'Histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur.

tre, dont chaque membre était, pour ainsi dire, un savant du premier ordre.

Le nom des Bénédictins rappelle surtout les belles éditions des Pères de l'Église. Leurs doctes travaux donnèrent une vie nouvelle à ces grands et saints docteurs, qui forment la grande voix de la tradition catholique. Maran publia saint Justin, Athenagore, saint Cyprien, saint Basile, saint Cyrille de Jérusalem, saint Grégoire de Nazianze; Massuet, saint Irénée; Charles et Vincent de la Rue, Origène; Pierre Coustant, saint Hilaire; Montfaucon, saint Athanase, saint Jean-Chrysostôme; Martianai, saint Jérôme; Denis de Sainte-Marthe, saint Grégoire-le-Grand; Dubreuil, saint Isidore de Seville; d'Acheri, Lanfranc; Gerberon, saint Anselme et Marius Mercator; Mabillon, saint Bernard. Mabillon travailla avec Dom Blampin à l'édition des œuvres de saint Augustin, qui fut l'objet d'une polémique assez vive.

La haine dont les Jésuites faisaient profession contre Port-Royal les rendait souvent injustes envers saint Augustin, que cette Ecole célèbre avait choisi pour patron et pour guide. Les plus modérés d'entre eux ont de la peine à déguiser leurs sentiments, et, à travers les éloges qu'ils se croient obligés de donner à ce saint docteur, ils laissent échapper le désir secret de le rabaisser au-dessous d'un grand nombre d'autres Pères; et ils ont bien soin d'avertir qu'on n'est pas obligé de suivre toutes ses opinions¹. D'autres Jésuites, à l'exemple de Molina, attaquaient saint Augustin d'une manière si scandaleuse, que leurs injures furent flétries par les Inquisitions d'Espagne et de Rome, peu suspectes de Jansénisme.

Lorsque les Bénédictins publièrent les œuvres de saint Augustin, ils le firent avec tant de conscience et une critique si impartiale, qu'on ne put attaquer leur travail en lui-même; mais on se jeta sur quelques notes et sur la table des matières; les Jésuites publièrent des pamphlets anonymes, dans lesquels ils prétendaient que l'on avait bien indiqué, dans cette table, les passages favorables à la Grâce efficace, mais non ceux où saint Augustin admettait le libre arbitre. De là, l'accusation de Jansénisme élevée contre les Bénédictins et portée jusqu'à Rome, où l'édition de saint Augustin fut dénoncée comme favorable à la doctrine des cinq propositions. Mabillon fut ému de l'accusation et consulta Bossuet, avec lequel il entretenait d'assez

¹ Le Jésuite Feller a fort bien résumé, dans son article sur saint Augustin, l'opinion des Jésuites modérés.

fréquentes relations. Bossuet était d'autant plus capable de lui donner un bon conseil qu'il connaissait à fond la doctrine de saint Augustin et qu'il était Augustinien si exact, dans ses ouvrages, que jamais les Jésuites n'ont pu y relever une seule expression comme Janséniste. Bossuet consola Mabillon et travailla avec lui à la préface générale, dans laquelle il répondit gravement aux accusations élevées contre l'œuvre bénédictine. Il réduisit, avec beaucoup d'exactitude, la doctrine janséniste à celle des cinq propositions condamnées par Innocent X, et prouva que l'on ne trouvait pas cette doctrine dans le travail des Bénédictins, mais seulement la doctrine de saint Augustin et de saint Thomas ¹. Dom Blampin avait offert une préface pour répondre aux accusations des Jésuites; mais Bossuet la rejeta, comme trop favorable aux erreurs des cinq propositions et loua celle de Mabillon, qui fut concertée avec lui et publiée ². Rome ne censura pas le travail des Bénédictins; Louis XIV en prit la défense et imposa silence aux Jésuites.

Le docte Mabillon eut, dans le même temps, une polémique d'un autre genre avec l'abbé de Rancé, réformateur de la Trappe.

Rancé, après avoir mené une vie fort peu édifiante, était rentré en lui-même. Pavillon, évêque d'Aleth, lui fit comprendre que la voie qui conduit au ciel est étroite; et que, si l'on veut être un chrétien véritable, il faut prendre au sérieux l'Évangile. A l'école d'un si vertueux maître, Rancé devint un ecclésiastique selon le cœur de Dieu et se retira à la Trappe, dont il était abbé commendataire. Après de longs efforts, il parvint à faire revivre dans ce monastère la règle de saint Benoît dans toute sa pureté, et le dix-septième

¹ V. le dernier volume des Œuvres de saint Augustin, édit. béd. ; Journal mss. de l'abbé Le Dieu, 12 octobre 1700.

² De Noailles, qui était archevêque de Paris à l'époque de cette discussion, et Le Tellier, archevêque de Reims, se joignirent à Bossuet pour défendre l'œuvre des Bénédictins contre les Jésuites. Fénelon qui, après avoir changé plusieurs fois d'opinion sur les matières de la Grâce, était devenu alors Moliniste exagéré, attaqua avec passion les trois prélats, et leur reprocha de n'être pas théologiens. (V. les lettres de Fénelon, édit. de Versailles, t. xv, p. 81 et suiv.) Quelle que soit la haute idée que l'on ait de Fénelon, on est bien obligé d'avouer qu'il connaissait mieux Homère et Virgile que les Pères de l'Église, et que, sous le rapport théologique et pour la science de la tradition, il ne peut même pas être comparé à Bossuet. Ses observations sur l'édition des Bénédictins prouvent qu'il la jugeait en se plaçant au point de vue de Molina. Ce n'était pas le moyen de comprendre la vraie doctrine de saint Augustin.

siècle fut témoin des vertus des anciens anachorètes de la Thébàide.

Rancé avait bien vu dans la règle de saint Benoît le travail manuel recommandé, mais non le travail de l'intelligence. Il fit donc, par une innocente contradiction, un livre ¹ pour prouver que les Bénédictins n'en devaient point faire. La savante congrégation de Saint-Maur tenait à honneur, et de passer pour fidèle à la règle de saint Benoît, et de continuer ses doctes travaux. Elle opposa le doux Mabillon à l'austère abbé de la Trappe. L'un et l'autre défendirent bien leur cause ; mais il faut avouer que la thèse développée par Mabillon dans son *Traité des Etudes monastiques* fut mieux accueillie que celle de l'abbé de la Trappe. Mabillon y prouva à son adversaire non-seulement que l'étude des sciences ecclésiastiques, mais celle des diverses branches de la littérature était légitime, même pour les Bénédictins, pourvu que le motif en fût surnaturel et conforme à la loi de Dieu. Les hommes les plus célèbres prirent part à cette lutte extraordinaire ² ; on combattit des deux côtés avec science et courage ; mais si l'on condamna généralement l'abbé de la Trappe, faisant de l'érudition pour condamner la science des moines, le jugement ne fut pas très rigoureux et l'on admira les deux combattants.

Les Bénédictins de Lorraine, formant la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe, jetèrent moins d'éclat que ceux de France. Cependant plusieurs d'entre eux doivent être classés parmi les érudits de premier ordre. Nous nommerons seulement dom Ceillier, auteur de *l'Histoire générale des auteurs sacrés et ecclésiastiques* ; et dom Calmet, dont les savants travaux sur la Bible ont fait la réputation de tant de plagiaires. Ces deux érudits étaient dignes de leurs frères de la Congrégation de Saint-Maur ³.

¹ *Traité de la Sainteté des devoirs de l'état monastique*, par l'abbé de Rancé. Cet abbé fit plusieurs autres ouvrages ; nous citerons en particulier ses *Réflexions morales sur les quatre Évangiles* ; des *Relations* sur la vie et la mort de quelques religieux de la Trappe ; des *Lettres spirituelles*, et plusieurs autres ouvrages de piété.

² On peut consulter, sur cette discussion, les ouvrages de Rancé et de Mabillon et les vies de ces deux grands hommes ; l'apologie de Rancé, par Dom Gervaise, et l'Histoire de la contestation par Dom Vincent Thuillier.

³ Avant de quitter les Bénédictins, nous devons remarquer, pour être impartial, que M. Rhorbacher affirme (liv. 88, § 2) qu'ils n'ont pas eu assez d'esprit pour voir le caractère satanique du Jansénisme. D'après M. Rhorbacher, les Dominicains et les Oratoriens ne furent pas plus avisés. Le clergé séculier ne compte pour rien, et la magistrature fut encore moins spirituelle.

Les Dominicains n'atteignirent pas à la réputation des enfants de Saint-Benoît ; cependant, ils possédèrent, au xvii^e siècle, plusieurs hommes célèbres, qui cultivèrent avec succès le champ de la tradition catholique. Combefis et Lequien sont deux noms que l'on peut placer à côté de ceux des Montfaucon et des Sainte-Marthe. Tous les deux travaillèrent sur l'Église orientale. Le premier édita les historiens grecs, et plusieurs pères, dont les œuvres peu connues jettent des lumières sur la doctrine et les faits de l'Église d'Orient. *L'Oriens Christianus* de Lequien a été fait sur le modèle du *Gallia Christiana* du Bénédictin Sainte-Marthe ; il est digne de son modèle ; c'est le plus bel éloge qu'on en puisse faire. Noël-Alexandre et Contenson illustraient, à la même époque, l'Ordre de Saint-Dominique. Les travaux de Noël-Alexandre sur l'histoire ecclésiastique, sans être aussi profonds que ceux de Mabillon, n'en méritent pas moins d'être cités avec honneur. Sa théologie, et celle de Contenson, ont valu, à l'un et à l'autre, les injures des Jésuites, qui voient des Jansénistes en tous ceux qui rejettent le système semi-pélagien de leur père Molina ¹.

Les Oratoriens ² de France possédèrent, à la même époque, plus d'hommes célèbres que les Dominicains.

Morin fut un érudit fort distingué. Ses Travaux sur le texte samaritain du Pentateuque ; ses *Traité de la pénitence et des ordinations* l'ont placé parmi les hommes les plus savants de son époque. Pierre Lebrun est bien connu pour son *Explication littérale des cérémonies de la Messe*, et Lecoq, par les *Annales ecclésiastiques de France* ; Thomassin s'est illustré surtout par son ouvrage sur la *Discipline ecclésiastique*. Ses *dissertations sur les conciles*, ses *dogmes théologiques*, ses *méthodes d'étudier et d'enseigner chrétiennement*, et plusieurs autres ouvrages qu'il publia, contiennent de bonnes choses ; mais il eût mieux réussi s'il eût conservé plus de liberté

De là, il résulte que les Jésuites, seuls, ont eu de l'esprit au xvii^e siècle. Par un effort de génie, M. Rhorbacher trouve même des Jansénistes parmi les Jésuites français. M. Rhorbacher a donc plus d'esprit encore que les Jésuites, qui avaient cependant le secret de trouver des Jansénistes, même où il n'y en avait pas.

¹ On peut consulter sur les grands hommes de l'Ordre de Saint-Dominique l'ouvrage du P. Tournon, intitulé : *Histoire des hommes illustres de l'Ordre, etc.*

² V. les *Annales mes. de l'Oratoire*, par le P. Adry, arch. sect. hist. M. 430 ; Tabaraud, *Hist. du cardinal de Berulle*.

dans ses travaux et s'il eût été plus préoccupé de dire simplement ce qu'il croyait vrai, que de ménager d'ombrageuses susceptibilités. Son confrère Juénin fut plus théologien que lui, et Malebranche, qui appartenait à la même Congrégation, fut plus philosophe. Nous ne devons pas examiner en détail le système de Malebranche. Nous dirons seulement qu'on ne peut écrire avec plus de charme que lui sur les matières les plus abstraites, et qu'on ne peut être plus chrétien, en suivant le cartésianisme. Nous aurons plus tard occasion de parler de ses discussions sur la Grâce avec Arnauld et Fénelon.

Le P. Quesnel n'était pas indigne d'appartenir à la Congrégation illustre de l'Oratoire. Son édition de Saint-Léon lui donne place parmi les savants ; il composa un grand nombre d'autres écrits, dont nous aurons plus tard occasion de parler, et, particulièrement, le livre fameux des *Réflexions morales sur le Nouveau-Testament*.

Les Jésuites de France ¹ possédèrent aussi quelques savants. Nous avons déjà fait connaître Fronton-du-Duc, Petau et Jacques Sirmond. Petau fut le digne émule d'Usserius dans la science de la chronologie, et ses *dogmes théologiques* sont préférables à la plupart des autres ouvrages écrits par des Jésuites sur la même matière. Le P. Labbe, par son édition des conciles, a rendu un véritable service à l'Eglise. Le P. Hardouin travailla sur le même sujet ; mais l'esprit systématique et original de cet auteur nuit à ses doctes travaux. Le P. Berruyer travaillait à la même époque à son *Histoire du Peuple de Dieu*, que nous verrons plus tard si justement condamnée.

La Compagnie des Jésuites produisit au ^{xvii}e siècle plus de pamphlétaires que d'hommes vraiment savants, et un écrivain qui leur est dévoué n'a pas craint de porter d'eux ce jugement sévère ² :

« Les Jésuites de France, par leur esprit d'*innovation*, par leurs principes *téméraires* qui ouvrent la porte à l'hérésie et à l'incrédulité, *passeront plutôt pour des disciples indociles de Jansenius* (que pour les disciples de Saint-Ignace). Il faut que Petau lui-même rétracte des *principes subversifs de la tradition catholique* et favorables à l'Arianisme. Hardouin ne rétracte qu'en apparence des *principes qui renversent toute la tradition*, toute certitude histo-

¹ Alegambe, Bibliothèque des écrivains de la Société de Jésus ; Oudin, Bibliothèque des écrivains jésuites.

² Rhorbacher, Hist. universelle de l'Eglise catholique, liv. 88, § 2.

rique, et amènent un doute universel. Berruyer qui, *pour avoir transformé l'Écriture sainte en roman*, se voit condamné quatre fois par le Saint-Siège, n'y paraît pas plus sensible et ne s'en corrige pas plus que le plus déterminé Janséniste. Certainement, tout cela décèle chez les Jésuites français un esprit différent de celui de leur saint fondateur. C'est un malheur pour eux, pour la France, pour l'Église. Ils étaient en France les premiers soldats de l'Église contre l'hérésie jansénienne. Par leurs écarts, ils servent la cause de l'hérésie, *trahissent celle de l'Église et aident la France à descendre vers un abîme d'où elle ne sera tirée que par la plus terrible des révolutions.* »

Nous n'acceptons certes pas toutes ces appréciations sur les Jésuites ; mais il est bon de constater, par un témoignage non suspect, que c'était avec raison que l'Ecole de Port-Royal reprochait aux Jésuites de France de fouler aux pieds la tradition catholique et qu'elle les combattait au nom de cette tradition.

Avant de terminer cette esquisse des grands travaux d'érudition chrétienne, nous devons citer encore quelques noms ¹. Huet, évêque d'Avranches, mérite un rang distingué parmi les savants religieux par sa *Démonstration évangélique*, ses *questiones alnetanæ*, et son édition des commentaires d'Origène sur l'Écriture sainte ; Cotelier qui, dès son enfance, était un prodige de science, publia une excellente édition des Pères apostoliques ; Baluze, André du Chêne, du Cange, rendirent à l'érudition ecclésiastique des services éminents par leurs travaux dignes de ceux des Bénédictins ; Marguarin de la Bigne édita une *Bibliothèque des Pères*, supérieure à tout ce qui avait été tenté auparavant dans le même genre ; Jean-Baptiste Thiers était aussi instruit qu'original ; son bonheur était d'élucider les questions les plus obscures et les plus futiles en apparence. Mais on trouve, dans toutes ses œuvres, un vrai cachet d'érudition.

La Faculté de théologie fournit à la science Jean de Launoy, dont nous avons parlé ; Hallier, Duval, Tournely, Louis Habert, Mauclerc, Witasse, qui approfondirent plusieurs questions théologiques. Le docteur Ellics du Pin mérite une place distinguée parmi les docteurs de la Faculté. Ses livres contiennent des choses excellentes et sont d'une lecture agréable, malgré la gravité des

¹ V. Baillet, Jugements des savants ; Perrault, Hommes illustres ; Nicéron, Mémoires pour servir à l'Histoire des hommes illustres.

sujets qu'il traite. Ses ouvrages les plus importants sont : *La Bibliothèque universelle des auteurs ecclésiastiques*, une édition des Œuvres de Gerson, un *Traité de la puissance ecclésiastique et temporelle*; de *l'ancienne discipline de l'Église*; *méthode pour étudier la théologie*. Ellies du Pin avait une prodigieuse facilité et un amour peu commun pour le travail. On peut lui reprocher quelques opinions hasardées ; mais il n'a jamais mérité les reproches et les injures que les ultramontains lui ont prodigués.

Fleury a été l'objet des mêmes outrages et les méritait encore moins. Fleury fut l'ami de Bossuet, et mérita de l'être. Tout le monde connaît sa pieuse et savante *Histoire ecclésiastique*. Il s'est rencontré, au sein même de l'Église, des hommes assez ignorants des monuments de la tradition chrétienne et de la théologie, pour attaquer, avec une espèce de fanatisme, cette grande œuvre de Fleury ; mais l'*Histoire ecclésiastique* est un de ces monuments qui défient les colères et les préjugés. Nous avons étudié ces pages aussi édifiantes que remplies d'érudition, et le sentiment qui nous est resté a été celui du regret que Dieu n'ait pas laissé à l'illustre auteur assez de temps pour terminer son œuvre.

Fleury était une de ces âmes candides qui ne comprennent ni la passion, ni l'esprit de parti. Après avoir étudié consciencieusement les faits, il les raconte, sans autre préoccupation que celle de dire la vérité. Les passions ne vont pas jusqu'à son cœur ; il veut être vrai ; il n'a pas d'autre but. Il a pu se tromper sans doute sur certains points de détail ; quel homme est à l'abri de l'erreur ? Mais il s'est trompé rarement. Son exactitude et sa critique judicieuse sont restées proverbiales, malgré les accusations souvent injustes et toujours exagérées de l'école ultramontaine. Outre l'*Histoire ecclésiastique*, on doit à Fleury un excellent travail intitulé : *Institution au droit ecclésiastique* ; les *Mœurs des Israélites et des Chrétiens* sont deux opuscules que ses adversaires les plus déclarés n'ont pu s'empêcher de louer et d'admirer. Fleury est l'auteur de l'élégante traduction latine du livre de Bossuet intitulé : *Exposition de la doctrine Catholique* ; il a fait plusieurs autres ouvrages estimables, qui se distinguent tous par l'élégante simplicité du style, la sagesse des appréciations et la modestie qui faisait comme le fond du caractère de l'auteur. A cette modestie, Fleury joignait une admirable candeur, une pureté de mœurs, un amour de l'étude, un désintéressement qui lui gagnèrent l'estime universelle. Tour à tour précepteur du prince de Conti, sous-pré-

cepteur des petits-fils de Louis XIV, et confesseur de Louis XV, il ne posséda d'abord que l'abbaye du Loc-Dieu, dont il se démit lorsque Louis XIV lui donna, en 1706, le prieuré d'Argenteuil. Il ne croyait pas qu'il lui fût permis de posséder plus d'un bénéfice à la fois.

Les ouvrages et les vertus de Fleury répondent assez éloquemment à ses détracteurs, pour que nous n'entreprenions pas la tâche facile de le défendre. Fleury est un de ces hommes que l'on estime, que l'on admire, et qui n'ont pas besoin d'apologie. Les Protestants instruits l'ont loué comme les Catholiques, parce qu'il est impossible de ne pas reconnaître en lui un ami de la vérité. Si tous les historiens et les théologiens catholiques et protestants apportaient la même conscience que lui dans leurs ouvrages, bientôt tous les Chrétiens ne feraient plus qu'un cœur et qu'une âme en Jésus-Christ.

L'éloquence chrétienne fit, au xvii.^e siècle, de grands progrès comme les sciences ecclésiastiques.

La Congrégation de l'Oratoire acquit sous ce rapport beaucoup de gloire. C'est elle qui a produit le P. Lejeune, surnommé l'*Aveugle*, que l'on peut regarder comme le véritable restaurateur de la chaire chrétienne. Les sermons du Père Lejeune ne sont pas précisément des morceaux d'éloquence que l'on puisse citer comme des modèles ; mais si on les compare à ceux des prédicateurs du siècle précédent, on comprendra l'immense progrès que fit faire à l'éloquence de la chaire le célèbre oratorien. Le P. Desmares suivit les traces de son confrère et le surpassa. Son éloquence vive, entraînante, lui acquit une réputation méritée. Son attachement pour l'école de Port-Royal fut pour lui une source de tribulations. On lui interdit la chaire ; mais sa réputation d'éloquence n'en fut point diminuée ¹.

Les Jésuites eurent aussi quelques prédicateurs distingués à cette époque ; nous citerons en particulier Lingendes ; mais ce fut surtout Bourdaloue qui fit leur gloire.

Ce grand homme éleva l'éloquence de la chaire à un degré auquel elle n'avait pas atteint depuis la création du nouveau genre adopté dans les chaires chrétiennes. Ce genre ne datait que de deux siècles. Avant cette époque, on imitait les Pères de l'Eglise,

¹ On connaît ce vers de Boileau :

Desmares, dans Saint-Roch, n'aurait pas mieux prêché.

qui se contentaient d'adresser aux fidèles des instructions familières sur l'Écriture Sainte, de commenter les Livres Saints de manière à en donner à tous les fidèles une idée exacte. Au commencement de la période qu'on appelle de la Renaissance, on négligea les Pères de l'Eglise et l'on ne trouva de beau que les chefs-d'œuvre de l'éloquence païenne. Les prédicateurs s'efforcèrent d'imiter Démosthènes et Cicéron, et appliquèrent à l'éloquence chrétienne les règles prescrites par Cicéron et Quintilien. De là les discours ou sermons qui retentirent depuis cette époque dans les chaires chrétiennes.

Ce nouveau genre eut ses commencements pénibles ; mais à la fin du xvi.^e siècle, on commençait à donner aux discours chrétiens une forme assez convenable. Nous avons cité les fameux sermons de Boucher sur la *Simulée conversion* de Henri IV, comme un exemple de la manière de prêcher à cette époque. Au xvii.^e siècle, on suivit généralement le genre moderne, et c'est ce genre que Bourdaloue éleva à sa plus haute perfection.

Bourdaloue n'était pas un orateur ; c'était un prédicateur clair, méthodique, attachant. En cela il différait de Bossuet qui, sous l'impulsion d'un génie sublime, dédaignait les règles des rhéteurs, et s'élançait, avec l'énergie de Démosthène, dans les sphères les plus élevées. Bourdaloue n'a pas, comme Bossuet, le délire du prophète, mais il expose avec exactitude, et dans un style d'une édifiante simplicité, les vérités de l'Evangile. Sa morale est pure ; on sent, en le lisant, l'homme apostolique. Bossuet qui n'aimait pas les Jésuites, aimait Bourdaloue et de La Rue, les deux meilleurs prédicateurs qu'ait eu la Compagnie des Jésuites ; il faut dire que ces deux grands hommes ne prirent jamais aucune part à des intrigues qui eussent répugné à leur caractère vraiment chrétien.

Nous n'avons pas à nous étendre plus longuement sur le mérite de Bourdaloue ; ses sermons sont trop connus pour qu'il soit besoin d'en citer des fragments. Quant à Bossuet, son nom rappelle ce que l'éloquence chrétienne a produit de plus éclatant et de plus sublime. Nous avons déjà dit un mot de ses sermons. Il n'est pas moins éloquent dans ses ouvrages de controverse. *L'Histoire des Variations*, les *Avertissements aux Protestants*, ses divers *Traité*s sur les points controversés entre les Protestants et les Catholiques, sont autant d'ouvrages non-seulement remarquables par la force des raisonnements et par l'érudition, mais par la vigueur du style et cette éloquence entraînante qui était comme nécessairement attachée à la

parole de Bossuet. Est-il besoin de répéter les éloges que tout le monde a faits du sublime *Discours sur l'Histoire universelle*, des *Oraisons funèbres*, des *Méditations sur l'Évangile*, des *Élévations sur les Mystères*? Ses travaux sur l'Écriture Sainte, sa correspondance, tous ses ouvrages enfin sont dignes d'un Père de l'Église pour l'exactitude de la doctrine, et supérieurs sous tous autres rapports à la plupart de ceux que nous ont laissés ces vénérables représentants de la tradition catholique.

Nous devons une mention particulière au livre de l'*Exposition de la doctrine catholique*. Bossuet, en composant cet ouvrage, avait eu pour but de dégager le dogme catholique de toutes les opinions qui s'étaient attachées à lui comme des plantes parasites, et qui l'avaient tellement couvert qu'ils n'apparaissait aux sectes dissidentes que revêtu de ces lambeaux de la discussion humaine. Il devait donc ne s'en tenir qu'à ce qui était réellement de foi, à ce qui était une conséquence directe et nécessaire de toute vérité révélée et définie. C'est ce qu'il fit avec un talent, une clarté et une précision admirables.

Le livre de Bossuet eut, à son apparition, deux sortes d'ennemis : les protestants, qui tenaient à faire croire que la doctrine si pure et si raisonnable exposée par Bossuet n'était pas celle de l'Église de Rome ; et quelques ultramontains exagérés qui ne pardonnaient pas à l'illustre auteur de n'avoir pas rangé parmi les dogmes catholiques leurs opinions sur les prérogatives des souverains pontifes que leur déniait l'école gallicane. Mais il faut avouer que ces derniers adversaires n'osaient élever que timidement la voix. Les protestants, au contraire, espéraient que la cour de Rome, jalouse des prérogatives que lui reconnaît l'école ultramontaine, n'avouerait jamais comme sienne la doctrine du livre de Bossuet. C'est pourquoi ce grand évêque désirait vivement que son livre parût à Rome et fût approuvé par le pape. Il s'entendit, pour négocier cette affaire, avec le docteur Dirois, attaché au cardinal d'Estrées, chargé des affaires du roi de France en cour de Rome. Dirois s'adressa d'abord au cardinal Sigismond Chigi, qui appréciait beaucoup le livre de Bossuet, et qui promit de le faire imprimer à Rome. Bossuet écrivait au docteur Dirois, touchant cette impression¹ : « Cela sera de très grande conséquence pour les huguenots de ce pays, qui n'ont presque point d'autre réponse à la bouche, sinon que Rome est

¹ Bossuet, Lettre 12.^e, à M. Dirois, docteur de Sorbonne, 8 sept. 1672.

fort éloignée des sentiments que j'expose. Ils ont une si mauvaise et si fausse idée de l'Église romaine et du Saint-Siège qu'ils ne peuvent se persuader que la vérité y soit approuvée: rien, par conséquent, ne peut leur être plus utile que de leur faire voir qu'elle y paraît avec toutes les marques de l'approbation publique. »

Il est certain que les exagérations ultramontaines avaient donné du Saint-Siège et de l'Église catholique, une idée si fausse aux protestants, qu'ils ne pouvaient se persuader que le pape approuverait un livre ne contenant que la vérité.

Le cardinal Chigi voulait faire imprimer le livre de Bossuet en italien et s'était assuré du consentement du maître du Sacré-Palais, qui promit de donner *toutes les facultés nécessaires pour l'impression, sans changer une seule parole de l'Exposition*¹. Il fallait qu'il en fût ainsi, comme le remarque Bossuet lui-même, sous peine de confirmer ce que disaient les protestants touchant la diversité des sentiments de l'Église de France et de celle de Rome, et de détruire tout le fruit de l'ouvrage. Si on s'en fût rapporté aux ultramontains exagérés, cette diversité eût existé réellement sur un article de foi; l'Église de France eût été schismatique, et l'*Exposition* de Bossuet n'eût été que celle de la doctrine de l'Église de France et non celle de l'Église catholique. Voilà où mène l'exagération de ceux qui veulent transformer en dogmes de simples opinions plus ou moins probables, et sur lesquelles la discussion est nécessairement permise. Bossuet eût désiré² que son ouvrage fût publié dans l'imprimerie la plus autorisée, celle de la chambre apostolique elle-même, s'il était possible; que l'impression fût faite avec soin et d'une manière qui fît voir qu'on *affectionnait* son livre; enfin que cet ouvrage parût avec toutes les approbations nécessaires, de la manière la plus authentique. Le cardinal d'Estrées promit de faire en sorte que l'on donnât satisfaction à Bossuet.

Malgré l'opposition de quelques hommes à préjugés, Bossuet se félicitait de *l'approbation incroyable*³ que son livre recevait à Rome. Il écrivit les lettres les plus flatteuses au cardinal Chigi et au maître du sacré palais; mais il craignait cependant toujours que l'on ne changeât quelque chose à son livre en l'imprimant en ita-

¹ Bossuet, Lettre 12.^e, à M. Derois, docteur de Sorbonne, 8 sept. 1672.

² *Ibid.*

³ Bossuet, Lettre 13.^e, au maréchal Bellefonds, 9 sept. 1672.

lien ; c'est pourquoi il recommandait au docteur Dirois ¹ d'y faire la plus sérieuse attention. Il regardait cela comme d'autant plus important, que le moindre changement serait considéré comme une correction par les protestants, qui *n'ont rien tant fait valoir entre eux*, dit-il, *que le mauvais succès* du livre à Rome. Le cardinal d'Estrées se servait de son influence pour hâter ce que Bossuet désirait. Les admirateurs de l'évêque de Meaux auraient voulu aussi que son livre parût en latin à Rome. L'abbé de Sanctis ² offrait de faire la traduction, et Bossuet, en le remerciant de sa bonne volonté, lui recommandait la même exactitude que pour la version italienne. Dans toutes ses lettres, relatives à l'*Exposition*, il est principalement préoccupé de cette idée, tant il craignait la susceptibilité ultramontaine.

Ce n'était pas sans raison. Pendant six ans, les ultramontains exagérés mirent tout en œuvre pour entraver la publication de la version italienne. « Je vois, écrivait Bossuet au docteur Dirois, que toutes les longueurs de delà ³ sont faites pour éprouver votre patience et pour vous donner le moyen d'achever avec mérite une chose qui sera assurément fort utile. » L'abbé Nazzarri ⁴ avait entrepris la version italienne, mais il mettait tant de lenteurs dans son travail qu'il était facile de voir qu'il était plutôt entravé qu'encouragé.

En Hollande on avait, pour le livre de Bossuet, plus de sympathie qu'à Rome. Jean de Neercassel ⁵, évêque de Castorie *in partibus infidelium*, fit travailler à sa traduction en hollandais dès qu'il l'eût connu. Tout en admirant ce livre, il adressa quelques observations à Bossuet, par l'entremise de l'abbé de Pontchâteau, qui les fit parvenir au savant évêque par Arnauld ⁶. Bossuet et Arnauld avaient entre eux des relations dignes de l'un et de l'autre. Lorsqu'Arnauld se fût réfugié en Hollande, Bossuet écrivit à l'illustre persécuté, et ce fut par son entremise que l'évêque de Castorie connut

¹ Bossuet, Lettres 14.^e et 15.^e au docteur Dirois, 17 et 20 nov. 1672.

² Bossuet, Lettre 16.^e au docteur Dirois, 12 janv. 1673.

³ C'est-à-dire de Rome. Lettre 26.^e au docteur Dirois, du 1.^{er} sept. 1674.

⁴ Bossuet, Lettre 35.^e au docteur Dirois. L'abbé Nazzarri avait du mérite. Il est le premier auteur du *Journal des Savants*, entrepris en Italie, à l'imitation de celui qui était publié en France, sous le même titre.

⁵ V. plusieurs Lettres de l'évêque de Castorie et de l'abbé de Pontchâteau, parmi celles de Bossuet.

⁶ Lettre de l'abbé de Pontchâteau à l'évêque de Castorie, 23 janv. 1676.

Bossuet ¹. L'évêque de Castorie, ayant lu la réponse de Bossuet à ses observations, se rendit à ses raisons et fut d'avis que le livre de l'*Exposition* devait rester intact, sans le plus léger changement.

Bossuet écrivit, à ce sujet au docteur Dirois ² :

« Monsieur l'évêque de Hollande, homme très capable comme vous savez, fait imprimer mon traité de l'*Exposition* en hollandais³ et le veut faire imprimer en latin ; c'est ce qui m'a obligé de revoir moi-même une version qu'un de mes amis⁴ en a faite. Si vous jugez qu'à Rome la version latine toute faite pût être plutôt imprimée que l'italienne, je vous l'enverrai. Mandez-moi, s'il vous plaît, votre sentiment, et si vous croyez que, par ce moyen, *on évite des longueurs*. »

Bossuet envoya à l'évêque de Castorie⁵ la traduction latine du traité de l'*Exposition*, faite par l'abbé Fleury et revue par lui.

Un des théologiens de Rome qui se prononça avec le plus d'éclat en faveur de l'ouvrage de Bossuet fut le P. Laurent de Laureâ, mineur conventuel, préfet de la bibliothèque du Vatican et qui fut fait cardinal par Innocent XI en 1681. Bossuet le remercia de son appui par une lettre flatteuse. Ce ne fut qu'au mois de septembre 1678 que l'*Exposition* pût être imprimée à Rome. Bossuet en adressa les plus vifs remerciements à Innocent XI, qui occupait alors le Saint-Siège et au cardinal Cibo. Innocent répondit à la lettre de Bossuet par un bref du 4 janvier 1679, dans lequel le livre de l'*Exposition* était solennellement approuvé⁶.

Bossuet se hâta de faire une nouvelle édition de son ouvrage, afin de mettre en tête le bref du pape, et l'envoya au cardinal Cibo⁷, pour le présenter à Innocent avec une lettre, dans laquelle il fait de ce pontife un éloge des plus pompeux. Innocent n'y fut

¹ Lettre de l'évêque de Castorie à l'abbé de Pontchâteau, 3 fév. 1676.

² Lettre 46.^e au docteur Dirois, du 25 nov. 1676.

³ La traduction hollandaise du livre de l'*Exposition* fut faite par Pierre Codde, qui succéda à l'évêque de Castorie dans le gouvernement de l'Eglise de Hollande, Bossuet l'appelle *homme de grand génie*. (V. parmi les Lettres diverses de Bossuet, la 57.^e, adressée à l'évêque de Castorie).

⁴ L'abbé Fleury, auteur de l'*Histoire Ecclésiastique*.

⁵ Bossuet, Lettres div. Lettre 47.^e ad Episcop. Castor.

⁶ Bossuet, Lettres diverses, Lettres 56.^e et suiv.

⁷ Bossuet, Lettres 66-67.

pas insensible, comme l'attesta à Bossuet le cardinal de Cibo lui-même ¹.

Le livre de Bossuet, revêtu de l'approbation du pape, acquit une plus grande importance ; les Calvinistes de Hollande s'en préoccupèrent vivement ², et l'évêque de Castorie, témoin du bien qu'il produisait, avisait avec Bossuet aux moyens de le répandre en Suède et dans tous les pays protestants du nord de l'Allemagne ³. Le livre de l'*Exposition* est un de ceux qui ont fait le plus de bien dans l'Eglise depuis plus d'un siècle. Son principal mérite est de présenter la doctrine de l'Eglise telle qu'elle est. Cette simple exposition favorisa, plus que tous les livres de controverse, la réunion des protestants à l'Eglise catholique ; et son influence eût été plus décisive encore si l'ultramontanisme ne se fût pas attaché, comme un chancre, au Siège apostolique.

Parmi les œuvres si nombreuses et si admirables de Bossuet, on n'a pas assez remarqué ce qu'il a écrit sur la Grâce. Cependant, au point de vue historique, ces ouvrages ont la plus haute valeur. Bossuet se proclamait, sur cette question, disciple de saint Augustin et de saint Thomas, et il a exposé les opinions de ces docteurs avec une si admirable exactitude, que les Jésuites, si habiles à faire des Jansénistes, n'ont pu découvrir dans ses livres l'erreur qu'ils voyaient presque partout. Les écrivains de Port-Royal y reconnaissaient cependant, de la manière la plus expresse, leur véritable doctrine sur les questions si vivement controversées. De son côté, Bossuet n'apercevait pas le Jansénisme où les Jésuites en voyaient des symptômes évidents ⁴. Cette attitude de Bossuet à l'égard des Jansénistes est un problème ⁵ pour ceux qui admettent les assertions des Jé-

¹ V. la 68.^e Lettre parmi celles de Bossuet.

² Lettre 69.^e parmi celles de Bossuet.

³ Lettre 74.^e et suiv. ; 81.^e et suiv. 88.^e

⁴ L'abbé Rhorbacher en conclut que Bossuet ne connaissait pas bien ces questions, et qu'il n'avait pas plus d'esprit, sur ce point, que les Bénédictins, les Dominicains, les Oratoriens, le Parlement et la plupart des grands hommes du xvii.^e siècle. (Rhorbach., liv. 88, § 4 et § 5, T. xxvi, p. 292 et 324) Bossuet, l'auteur de la *Défense de la Tradition et des saints Pères*, un ignorant sur les matières de la Grâce !... L'esprit de parti ne recule devant aucune absurdité.

⁵ De Maistre (de l'Eglise gallicane) déclare qu'il ne sait comment expliquer la condescendance de Bossuet pour les Jansénistes, lui qui n'était pas Janséniste. Si De Maistre avait eu des idées plus exactes, il eût résolu le problème très facilement.

suites comme des vérités ; mais si l'on considère les choses avec calme et après les avoir approfondies, on trouvera que, sous ce rapport, Bossuet fut lui-même comme sur tout le reste, c'est-à-dire qu'il fut grand.

Bossuet n'était pas homme à se mettre à la remorque d'une coterie, quelle qu'elle fût. Il ne pouvait donc accepter sans contrôle les jugements des Jésuites sur les œuvres remarquables que publiaient les écrivains de Port-Royal. Il les lisait sans prévention ; on ne peut lui reprocher de penchant pour la doctrine des cinq propositions ; il la détestait et la condamnait de la manière la plus incontestable ; mais il n'avait aucun intérêt à la trouver où elle n'était pas ; il était surtout fort éloigné de la confondre avec la doctrine de saint Augustin, comme la plupart des pamphlétaires Jésuites, et il ne croyait pas qu'il fût de l'intérêt de l'Eglise de multiplier les hérétiques. Voilà pourquoi Bossuet conserva toute sa vie des relations amicales avec plusieurs hommes distingués de l'Ecole de Port-Royal, et qu'il fut, avec la plupart d'entre eux, en communion d'idées. Les amis des Jésuites peuvent en conclure qu'il eut pour eux des égards suspects sur lesquels on a besoin de jeter un voile, par respect pour sa mémoire ; les amis de la vérité trouveront dans ces égards une preuve nouvelle et convaincante qu'un grand nombre de ceux que les Jésuites se sont efforcés de faire considérer comme partisans de la doctrine des cinq propositions, ne l'étaient pas en effet.

C'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour apprécier l'ouvrage composé par Bossuet en faveur des *Réflexions morales* du P. Quesnel, dont nous aurons occasion de parler dans la suite.

Le livre des *Réflexions morales* parut, pour la première fois, en 1671 ¹.

Le P. Quesnel raconte ainsi lui-même comment il fut amené à composer ce livre :

« On se servait, dit-il, à l'Institution des Pères de l'Oratoire, d'un petit recueil des paroles de Jésus-Christ, auquel le P. Jourdain, premier supérieur de cette maison et qui était un homme de Dieu, avait joint quelques réflexions de piété fort courtes pour en faciliter l'intelligence, ou plutôt pour en faire goûter l'esprit et l'onction. Elles étaient en latin, insérées entre un certain nombre de

¹ Histoire du Livre des *Réflexions morales*.

versets, et leur brièveté n'empêchait pas qu'elles ne jetassent quelquefois beaucoup de lumière dans l'esprit.

» Feu M. de Loménie, comte de Brienne, ministre et secrétaire d'État, ayant quitté la cour et le monde et étant entré dans l'Oratoire, eut la pensée de faire imprimer en français ce recueil des paroles de Notre-Seigneur, et il m'engagea à traduire ces courtes réflexions et à y mettre une petite préface : je le fis ; j'y en ajoutai même quelques-unes, et ce recueil fut imprimé chez Savreux.

» M. le marquis de Laigue, qui s'était retiré à l'Institution et y occupait un corps de logis qui est au-dehors, voyant ce petit livre, le goûta, et dit, dans une conversation où j'étais, qu'il serait bon de faire la même chose sur le texte entier des quatre évangélistes, et que de semblables réflexions pourraient beaucoup aider ceux qui n'ont pas assez d'ouverture d'esprit pour en faire par eux-mêmes et pour tirer toutes les instructions qu'on peut tirer de ce livre adorable. Il m'invita à y travailler, il m'en pressa, je m'y rendis, et comme les réflexions sur les seules paroles du Sauveur étaient placées entre les versets, je conservai cette disposition dans la première édition.

» M. de Laigue, qui avait été comme le promoteur de ce livre, ayant rendu visite à fen M. Félix Vialart, évêque de Châlons-sur-Marne, que je n'avais pas encore l'honneur de connaître alors, lui en parla par manière d'entretien, et ce grand évêque, qui embrassait volontiers tout ce qui pouvait contribuer à l'instruction et à la sanctification de son peuple, eut la pensée de le donner à son diocèse, en cas qu'après l'avoir examiné il le jugeât propre à édifier les fidèles confiés à ses soins. Il en emporta un exemplaire à Châlons, le lut lui-même, le fit lire et examiner par d'autres personnes éclairées, et même par un religieux fort pieux et très capable d'en juger, et aucun d'entre eux n'y ayant rien trouvé à redire, M. de Châlons envoya au marquis de Laigue son mandement pour mettre à la tête du livre, et voulut bien qu'il fût imprimé sous le privilège qu'il avait pour faire imprimer les Instructions qu'il publiait pour son diocèse.

» Mais comme ce grand évêque était d'une sagesse et d'une circonspection admirables, il ne voulut point que ce livre fût imprimé à Paris sans l'agrément de M. l'archevêque, qui était alors M. de Harlai. M. de Laigue se chargea d'en parler à ce prélat, qui reçut la proposition avec beaucoup de bonté et donna de fort bonne grâce son agrément, priant ce marquis de témoigner à M. de Châ-

lons qu'il serait toujours le maître, dans le diocèse de Paris, tant que lui y aurait autorité. »

L'ouvrage du P. Quesnel parut d'abord sous ce titre : *Abrégé de la morale de l'Evangile, ou Pensées chrétiennes sur le texte des quatre évangélistes, pour en rendre la lecture et la méditation plus faciles à ceux qui commencent à s'y appliquer.*

Voici l'approbation que donna à cet ouvrage le pieux Vialart, un des plus saints évêques de son temps :

« Félix, par la permission divine ¹ évêque et comte de Châlons, pair de France : à tous les curés et vicaires de notre diocèse, salut et bénédiction.

« S'il est vrai, selon saint Augustin, que l'Evangile nous est à l'égard de Jésus-Christ ce que son humanité sainte était à l'égard du Verbe, et qu'il nous est autant impossible de le connaître sans le secours de ce précieux dépôt qu'il l'eût été aux hommes de connaître le Verbe éternel depuis le péché, s'il n'eût daigné se faire homme comme eux ; il est sans doute qu'une des principales obligations de la vie chrétienne consiste à avoir incessamment ce saint livre devant les yeux, pour y prendre la nourriture de nos âmes et les maximes de notre conduite. Mais cette nécessité, qui regarde en général les fidèles qui sont capables de s'instruire selon l'esprit de l'Eglise, de ces vérités salutaires, engage encore bien plus particulièrement ceux qui sont comme vous établis dans l'Eglise, pour faire connaître la loi de Dieu et pour enseigner aux peuples toutes les maximes du christianisme qui sont renfermées dans l'Evangile. C'est ce qui nous a obligés à vous exhorter puissamment en toutes occasions d'être assidus à cette sainte lecture, qui convient si fort à votre ministère, et à vous dire, avec les saints Pères, que le Nouveau-Testament étant le livre des prêtres et la substance du sacerdoce, vous devez être appliqués autant que votre charge le peut permettre, à le lire et à le méditer : que c'est dans la méditation de la parole de Jésus-Christ que vous trouverez la lumière, la force et la consolation dont vous avez besoin, et que vous puiserez la science des saints, si nécessaire à tous ceux qui sont appelés au gouvernement des âmes. Mais nous avons cru ne pouvoir mieux vous engager encore à cette occupation si sainte et si utile, qu'en

¹ Dans un assez grand nombre d'Eglises, les évêques n'avaient pas encore, au XVII.^e siècle, adopté l'usage de mettre, dans l'inscription de leurs actes, ces mots : *Et la Grâce du Saint-Siège.*

vous faisant part de cet excellent ouvrage que la Providence de Dieu nous a mis entre les mains et que nous avons examiné avec beaucoup d'application et de soin. Il faut que l'auteur ait cette charité lumineuse dont parle saint Augustin ; qu'il ait été longtemps disciple dans l'école de l'Esprit-Saint qui a dicté ce divin livre, pour avoir pénétré avec tant de clarté et d'onction dans l'intelligence des mystères et des enseignements du Verbe incarné : et nous espérons que Dieu versera sa bénédiction sur la lecture que vous en ferez et que nous vous recommandons instamment. Elle ne vous sera pas seulement utile pour votre propre édification, mais aussi pour faciliter les instructions chrétiennes que vous devez à vos peuples ; cet auteur ayant éclairci le texte de l'Evangile par de très pieuses réflexions, qui, pour être assez courtes, ne laissent pas de porter ordinairement bien des lumières dans l'esprit et de l'onction dans le cœur. Mais il faut, pour y trouver tous ces avantages, que vous apportiez à cette lecture une grande pureté intérieure, sans laquelle, dit un Père, l'homme ne rencontre que des ténèbres et des précipices dans cette source de lumière et de vie ; et que vous entriez dans la connaissance des vérités divines avec une foi simple et vive, une humble piété, et surtout un désir sincère d'apprendre à connaître et à aimer Notre-Seigneur Jésus-Christ, et à rendre votre conduite et vos actions conformes aux siennes, toutes divines. Il sera bon même que vous conseilliez à ceux qui sont sous votre charge une lecture si utile, à proportion de leur capacité et de la disposition où ils se trouveront d'en profiter.

» Fait à Châlons le 9 de novembre 1671. »

Quinze ans après la publication de cet ouvrage, c'est-à-dire en 1687, le P. Quesnel fit imprimer des réflexions sur le reste du Nouveau-Testament¹. En 1693 parut la troisième édition ; la quatrième vit le jour en 1695. Quant à celle de 1699, qui fut la cinquième, nous aurons plus tard occasion d'en parler.

L'ouvrage complété du P. Quesnel parut avec ce titre : *Le Nouveau-Testament traduit en français avec des réflexions morales sur chaque verset*.

Les sentiments de Vialart furent ceux de la plus grande partie des évêques de France, en particulier de ceux de Limoges, de Poi-

¹ Dans cette édition, on trouve cinquante-trois des propositions qui furent depuis condamnées. Il y en avait aussi plusieurs dans la 1.^{re} édition.

tiers, de Saint-Pons ¹. Un grand nombre de personnages éminents dans l'Église avaient pour l'ouvrage du P. Quesnel la même estime ; le P. De la Chaise, Jésuite, en fit pendant deux ans sa lecture habituelle et déclara qu'il était fort touché de ce qu'il contenait.

Bossuet était évêque de Meaux depuis un an, lorsque le livre du P. Quesnel parut pour la première fois. Il fut témoin du succès qu'il obtint, et le raconte ainsi ² :

« Ce livre, qui ne contenoit encore que le texte de l'Évangile avec les notes dessus, étoit reçu, dans le diocèse de Châlons, avec une telle avidité et une telle édification, que l'on crut voir renouveler en nos jours l'ancien zèle des chrétiens pour la continuelle méditation de la parole de Dieu, les nuits et les jours. Et quand on eut ajouté les notes sur le reste du Nouveau-Testament, la perfection de l'ouvrage eut un effet si heureux, que tous les pays où la langue françoise est connue, et en particulier la ville royale, en furent remplis, et que les libraires ne pouvoient fournir à la dévotion des fidèles : ce qui paroît par les éditions innombrables ³ qu'on en faisoit coup sur coup et qui à l'instant étoient enlevées. Feu M. l'archevêque, d'heureuse mémoire (de Harlai), loin de s'opposer au débit d'un livre dont le fruit se multiplioit à ses yeux, en a souvent reçu les présents avec un agrément déclaré, en sorte que l'on pouvoit appliquer à cet heureux événement ce qui est écrit dans les Actes que *la parole de Dieu alloit croissant* et que le nombre de ses zélés lecteurs s'augmentoît tous les jours. »

Ce ne fut qu'en 1695 que Noailles, successeur de Vialart, approuva le livre des *Reflexions morales*.

Voici quelques passages de son approbation : Après avoir exhorté ses prêtres à étudier l'Écriture-Sainte et surtout le Nouveau-Testament, il continue ainsi :

« Nous vous en pressons de nouveau présentement, parce que nous avons un nouveau secours à vous offrir pour profiter de cette sainte lecture, par cet ouvrage dont nous vous faisons part. Notre prédé-

¹ De Bissy, qui fut depuis évêque de Meaux et cardinal et qui fit tant de bruit contre le livre du P. Quesnel, comme nous le dirons en son lieu, avait recommandé ce livre, comme la plupart des évêques, lorsqu'il n'était qu'évêque de Toul, et il l'indique à ses prêtres dans un plan de bibliothèque qu'il leur propose, parmi les livres *absolument nécessaires*. V., en particulier, l'*ordo* de Toul de 1697.

² Bossuet, *Avertissement sur le livre des Reflexions morales*.

³ Chaque édition eut plusieurs tirages.

cesseur crut vous faire un grand présent en vous le donnant dans le temps qu'il n'étoit encore qu'imparfait. Quel fruit donc n'en devons-nous pas espérer pour vous présentement que l'auteur l'a augmenté et enrichi de plusieurs saintes et savantes réflexions, qu'il a ramassé ce que les saints Pères ont écrit de plus beau et de plus touchant sur le Nouveau-Testament et en a fait un extrait plein d'onction et de lumière ? Les difficultés y sont expliquées avec netteté, et les sublimes vérités de la religion traitées avec cette force et cette douceur du Saint-Esprit, qui les fait goûter aux cœurs les plus durs. Vous y trouverez de quoi vous instruire et vous édifier. Vous y apprendrez à enseigner les peuples que vous avez à conduire. Vous y verrez le pain de la parole dont vous devez les nourrir, tout rompu et tout prêt à leur être distribué, et tellement proportionné à leurs dispositions, qu'il ne sera pas moins le lait des âmes faibles qu'un aliment solide pour les plus fortes. Ainsi ce livre vous tiendra lieu d'une bibliothèque entière ; il vous remplira de l'éminente science de Jésus-Christ, pour laquelle saint Paul considérait tout comme une perte, et vous mettra en état de la communiquer aux autres ; pourvu que vous portiez à cette sainte étude une humilité sincère, *un cœur pur, une conscience droite et une foi non feinte*, comme parle le même saint Paul. »

La haute opinion que Noailles avait de l'ouvrage du P. Quesnel, était celle des plus saints et des plus savants évêques du même temps. Pendant vingt-sept ans, le livre des *Réflexions morales* jouit, sans contestation, de cette estime ; les évêques le recommandaient, les prêtres l'étudiaient pour s'édifier eux-mêmes et préparer leurs instructions. Personne n'y trouvait de mauvaise doctrine, peut-être parce que tous le lisaient avec les dispositions d'esprit et de cœur exigées par Vialart et par Noailles, pour en profiter. Ce ne fut qu'après un si long espace de temps que les Jésuites s'aperçurent que le livre du P. Quesnel était infecté de Jansénisme. Nous dirons ailleurs dans quelles circonstances, ils firent cette découverte ¹.

¹ Nous avons mis, en cet endroit, une note assez détaillée sur les erreurs de M. de Beausset, auteur d'une *Histoire de Bossuet*, touchant le livre des *Réflexions morales*. M. Poujoulat ayant, de nos jours, copié ces erreurs, nous les avons relevées dans une brochure, à laquelle nous demandons la permission de renvoyer nos lecteurs, et qui est intitulée : *Essai bibliographique sur l'ouvrage de Bossuet intitulé : Avertissement sur le livre des Réflexions morales*. Nous y reviendrons du reste, à propos du *Problème ecclésiastique*, dans le volume suivant.

Il suffira, pour le moment, d'avoir établi qu'à l'époque où il parut et pendant de longues années, le livre du P. Quesnel fut regardé comme un ouvrage édifiant et orthodoxe.

Ce livre a joué un si grand rôle dans l'histoire ecclésiastique du XVIII.^e siècle, que nous devons nous étendre sur sa publication. Il remplaça l'*Augustinus* comme prétexte des accusations dirigées par les Jésuites contre l'école de Port-Royal. On avait tant parlé du livre de l'évêque d'Ypres pendant la dernière moitié du XVII^e siècle, que l'on commençait à en être un peu rebuté; la discussion devenait moins vive; elle ne fit que languir, surtout après la paix de Clément IX. Les Jésuites, qui n'avaient vu cette paix qu'avec dépit, cherchèrent les moyens de la rendre inutile. Nous suivrons dans le livre suivant, le fil de leurs intrigues. Lorsqu'ils eurent découvert les hérésies du P. Quesnel, ce fut une nouvelle phase pour le Jansénisme. Grand nombre d'entre eux lui donnèrent même un nouveau nom et l'appelèrent *Quesnellisme*, sans doute pour le rajeunir et lui concilier plus d'intérêt.

TABLE DES MATIÈRES.

PÉRIODE MODERNE.

LIVRE SEPTIÈME.

- I. Régence de Marie de Médicis. — Conseil secret. — Influence des Jésuites sur la politique. — Ces religieux sont accusés de complicité dans l'assassinat de Henri IV. — Vive polémique à leur sujet. — Condamnation d'un livre de Mariana par le Parlement. — Reprise du procès de l'Université contre les Jésuites. — Intervention de la régente en faveur de ces religieux. — Le Parlement condamne le livre de Bellarmin sur le pouvoir du souverain pontife. — Polémique de Bellarmin et des Barclai sur le pouvoir des papes. — L'Histoire de la papauté de Duplessis-Mornay. — Edmond Richer. — Son opposition à l'ultramontanisme. — Publication de son livre *De la Puissance ecclésiastique et politique*. — Son opposition aux Jésuites. — Reprise du procès des Jésuites et de l'Université. — Plaidoyers de La Martellière et de Montholon. — Les quatre articles de Servin. — Les Jésuites gallicans. — Leurs poursuites contre Richer, qui est déposé du syndicat de la Faculté de théologie. — Le livre de Richer condamné par les conciles de Sens et d'Aix. — État des protestants au commencement du règne de Louis XIII. — Assemblée de Saumur. — Défiances des protestants. — Mariage du roi avec Anne d'Autriche et d'Élisabeth de France avec Philippe d'Espagne. — La politique de Henri IV abandonnée. — Les États-Généraux. — Questions de la réception du concile de Trente, du tyrannicide, du livre de Bécán. — Discours de Richelieu, évêque de Luçon, pour la clôture des États. — Notice sur cet évêque. — Assemblée du clergé de 1615. — Elle s'engage à observer le concile de Trente et sollicite inutilement la convocation des conciles provinciaux. — Elle loue les Jésuites. — Censure du livre de Marc-Antoine de Dominis par la Faculté de théologie. — Différence entre la doctrine de Richer et celle de Marc-Antoine de Dominis. — Mort du cardinal Du Perron ; ses œuvres. — Mort de Paul V. 1
- II. Tableau de la réforme ecclésiastique et monastique pendant la première moitié du XVII.^e siècle. — César De Bus, prêtres de la Doctrine chrétienne. — Jeanne de Lestonnac, filles de Notre-Dame. — Madame Acarie, Carmélites réformées. — Troubles à leur occasion. — Didier de La Cour, Bénédictins réformés, Congrégation de Saint-Maur. — Marie-Angélique Arnaud, Bénédictines réformées, abbaye de Port-Royal. — Saint François de Sales et Jeanne-Françoise de Chantal, Ordre de la Visitation. — Relations de saint François de Sales avec Marie-Angélique et toute la famille Arnauld. — Le cardinal de Bérulle, établissement de l'Oratoire. — Ursulines. — Le B. Pierre Fourier, religieuses de Notre-Dame. — Réforme des chanoines réguliers. — Ch. Faurc, réforme des chanoines de Sainte-Genève. — Alain de Solminihac, réforme de Chancelade. — Autres établissements ou réformes. — Saint Vincent de Paul, prêtres de la Mission, sœurs de Charité. — Établissement des séminaires. — Le P. Bourdoise. — Olier, séminaire de Saint-Sulpice. — Les Eudistes. — Séminaire des Trente-trois. — Le P. Bernard. — Saint Jean-François Régis. — État des Jésuites, en France, au commencement du XVII.^e siècle. — Examen du livre du P. Mariana, sur la réforme des Jésuites. 55

III. Le Clergé de Béarn réintégré dans la possession des biens ecclésiastiques. — Mécontentement des Protestants. — Guerre, sièges de Saint-Jean-d'Angely, de Montpellier. — Édit de Pacification. — Nouvelle guerre. — Richelieu et les Protestants. — Nouvel Édit de Pacification. — Politique de Richelieu blâmée par certains catholiques. — Libelles des Jésuites contre lui. — Condamnation de ces libelles par le Parlement, la Sorbonne et l'assemblée du Clergé de France. — Assemblée du Clergé. — Question des Privilèges des Réguliers. — Luites des Moines et des Jésuites en particulier contre l'épiscopat. — Affaires des Jésuites à Poitiers, à Angoulême, à Tournon, à Pontoise, à Troyes. — Décision de l'assemblée de 1625 contre les Jésuites. — Règlement de cette assemblée contre les religieux prétendus exempts. — Discussions à propos de la censure des libelles des Jésuites contre Richelieu. — Condamnation d'un livre du P. Santarelli par le Parlement. — Les Jésuites au Parlement. — Le livre du P. Santarelli censuré par la Sorbonne. — La Somme théologique du P. Garasse censurée par la Sorbonne. — Discussions sur la censure de Santarelli. — Richer, suite de son histoire. — Ses ouvrages, dernières persécutions qu'il a supportées, sa mort. — Nouvelle guerre faite aux Protestants. — Siège et prise de La Rochelle. — Journée des Dupes, absolutisme de Richelieu 111

IV. Ligue de Gaston avec la maison hispano-autrichienne. — Les évêques du Languedoc se déclarent pour lui. — Procès de ces évêques. — Gaston cherche à se réconcilier avec le roi. — Assemblée du clergé en 1635. — Question du mariage de Gaston. — Affaire du *Directeur désintéressé* de P. Camus. — Notice sur cet évêque. — Question des Réguliers. — *Petrus Aurelius* de l'abbé de Saint-Cyran. — Notice sur cet abbé. — Discussion sur le *Chapelet secret* du Saint-Sacrement. — Querelle de Henri de Sourdis, archevêque de Bordeaux, et du duc d'Épernon. — Affaire d'Urbain Grandier. — Mauvais vouloir de la cour de Rome pour Richelieu. — Le pape refuse de confirmer l'élection de Richelieu au généralat de Cîteaux et de donner le chapeau de cardinal au P. Joseph. — Démêlés de la cour de France et de la cour de Rome. — Publication et censure du *Traité des libertés de l'Église gallicane*. — L'Optatus-Gallus. — Opinion de l'abbé de Saint-Cyran sur l'opposition faite par Richelieu au pape. — Haine de Richelieu pour l'abbé de Saint-Cyran. — Captivité de cet abbé à Vincennes. — Témoignage de saint Vincent de Paul sur l'abbé de Saint-Cyran. — Projet de Richelieu de s'emparer des biens ecclésiastiques. — Assemblée du clergé à Mantes. — Censure des Jésuites Bauni et Cellot. — Censure des sermons des Réguliers contre la Messe paroissiale. — L'assemblée fait imprimer à ses frais les ouvrages de *Petrus Aurelius*. — Mort de Richelieu. — Mort de Louis XIII. 159

LIVRE HUITIÈME.

I. Louis XIV roi. — L'*Augustinus* de Jansenius, évêque d'Ypre. — Analyse de cet ouvrage, sa publication en Belgique et en France. — Efforts de la cour de Rome pour que la Sorbonne ne s'occupe pas de l'*Augustinus* et garde la neutralité entre Jansenius et Molina. — On provoque la bulle d'Urbain VIII *in Eminenti*. — Quelques évêques la publient. — La Sorbonne s'abstient. — La bulle n'est pas publiée dans les formes légales. — Adversaires de la bulle. — Solitaires de Port-Royal. — Le Maistre. — A. Arnauld. — Mort de l'abbé de Saint-Cyran. — *Observations* d'Arnauld contre la bulle *in Eminenti*. — Sermons d'Isaac Habert contre Jansenius. — Apologies de Jansenius par Arnauld. — L'archevêque de Paris prescrit le silence dans les chaires et les catéchismes. — Polémique écrite. — De Bellegarde, archevêque de Sens. — J. Sirmond, Jésuite. — Lettre de la Faculté de Louvain à la Sorbonne en faveur de Jansenius. — Polémique écrite d'Isaac Habert et d'Arnauld. — Ce dernier publie le livre *De la Fréquente Communion*. — Sermons du P. Nouet, contre ce livre. — Les Jésuites poursuivent Arnauld et son livre devant les cours de France et de Rome. — Ce livre est approuvé par quatorze évêques et quarante docteurs. — Lettre des évêques

approbateurs à Urbain VIII. — Le docteur Bourgeois à Rome. — Lettre des évêques approbateurs à Innocent X, successeur d'Urbain VIII. — Le livre d'Arnauld examiné par l'Inquisition. — Il sort victorieux de l'examen. — Les Jésuites obtiennent, comme satisfaction, la censure d'une proposition insérée dans la Préface par l'abbé de Barcos. — Celui-ci prouve en vain que sa proposition est parfaitement catholique. — Ses ouvrages restent sans réponse. — Racomis, évêque de Lavaur, attaque le livre d'Arnauld et ceux qui l'ont approuvé. — Le clergé de France en prend la défense et écrit à Rome contre le pamphlet de Racomis. — Assemblée du clergé de 1645-46. — Elle approuve, pour la troisième fois, le livre de *Petrus Aurelius* et en fait faire une seconde édition à ses frais. — Quarante exemplaires de l'édition de 1642 saisis à l'instigation des Jésuites. — Protestation du clergé contre cette saisie. — Éloge de *Petrus Aurelius* par Godeau, évêque de Vence. — Cet évêque attaqué par les Jésuites. — Les pamphlets de ces religieux censurés par le clergé. — Fin de l'assemblée de 1645. 224

II. Affaire des cinq propositions. — La Sorbonne mise en demeure de se prononcer sur les discussions touchant l'*Augustinus*. — Réflexions générales sur la nature des œuvres de Port-Royal et des Jésuites, et la querelle touchant la Grâce. — Sept propositions dénoncées à la Sorbonne par le docteur Cornet, syndic. — Discussion touchant les propositions. — Jansenius hors de cause. — Censure faussement attribuée à la Sorbonne. — Discussions sur cette censure. — La cause portée au Parlement. — Cette censure est désavouée. — Elle est envoyée à Rome comme l'œuvre de la Sorbonne. — Division qu'elle occasionne dans le Sacré Collège. — La censure n'est pas admise à Rome. — On provoque une démonstration épiscopale contre les cinq propositions. — L'affaire n'est pas portée à l'assemblée générale. — Lettre de l'évêque de Vabres contre les cinq propositions. — Adhésions à cette lettre sollicitées secrètement. — Elle est envoyée secrètement à Rome. — Protestations contre cette lettre. — Lettres de onze évêques au pape contre la lettre de l'évêque de Vabres. — Détails de l'assemblée du clergé de 1651. — Députés des onze évêques envoyés à Rome. — Dans quel but. — Calomnies contre le docteur de Saint-Amour et contre les religieuses de Port-Royal, confondues. — Députés des autres évêques. — Examen des cinq propositions à Rome. — Bulle *Cum occasione*. — Retour de tous les députés en France. — Calomnies répandues contre ceux des onze évêques. — Conseils de Hallier au cardinal Mazarin. — Réception de la bulle d'Innocent X en France. — Sentiments du pape et du cardinal de Lugo sur ce point. — Opposition à la bulle. — Mandements de l'archevêque de Sens et de l'évêque d'Angers. — Troubles à propos de ces mandements. — La bulle d'Innocent X expliquée par l'assemblée du Louvre. — Ces explications sont envoyées au pape, qui les approuve dans un bref. — Calomnies répandues contre les solitaires de Port-Royal à la Cour. — Ils sont exilés de leur solitude. — Ils sont autorisés, un mois après, à y retourner. — Mort d'Innocent X. — Alexandre VII pape. . . . 229

III. Opinions diverses sur la manière d'interpréter la bulle d'Innocent X. — Exagération de l'abbé Olier, curé de Saint-Sulpice, touchant cette interprétation. — Lettre d'Arnauld à une personne de condition. — Lettres du même à un duc et pair. — Censure de cette lettre par la Faculté de théologie. — Elle est approuvée par le pape. — Le docteur Jean de Launoy opposé à la censure d'Arnauld. — Cette censure donne occasion aux premières *Provinciales*. — Examen des *Provinciales* de Pascal. — Morale des Jésuites. — Leurs réponses aux *Provinciales*. — Polémique touchant la morale des casuistes. — Elle est attaquée par les curés de Paris et de Rouen. — La cause est portée à l'assemblée générale du clergé. — Instructions de saint Charles Borromée, imprimées par ordre du clergé. — Affaire des cinq propositions renouvelée. — Assemblée des quinze. — Assemblée générale. — Pierre de Marca et son formulaire. — Aveux de l'évêque de Lodève touchant les sentiments d'Innocent X. — L'assemblée demande une nouvelle bulle. — Bulle d'Alexandre VII. — Sa réception en France. — Elle est envoyée aux évêques avec le formulaire de l'assemblée. — Elle est sans résultat. — Suite

de l'affaire des casuistes. — *Apologie des Casuistes* par le P. Pirot. — Polémique à propos de cet ouvrage, qui est censuré en France et à Rome. — Colère des Jésuites. — Ils renouvellent la question des cinq propositions et provoquent des mesures rigoureuses contre leurs adversaires. — Assemblée du clergé de 1660. — La signature du formulaire du clergé obligatoire. — Divers écrits sur le formulaire, les *Imaginaires* de Nicole. — Mandements des vicaires-généraux du cardinal de Retz à ce sujet. — Ce prélat donne sa démission. — De Marca, archevêque de Paris. — Sa mort. — Projet d'accommodement de l'évêque de Comminges et du P. Ferrier. — Conférences sans résultat. — Assemblée de 1663. — Opposition de plusieurs évêques au formulaire du clergé. — Pavillon, évêque d'Aleth. — De Péréfixe, archevêque de Paris. — Les religieuses de Port-Royal persécutées à propos du formulaire du clergé. — Bossuet à Port-Royal. — Notice sur ce grand homme. 344

IV. Oppositions au formulaire du clergé — Quinze évêques se prononcent contre cet acte et écrivent au pape. — Conséquences du principe posé par l'assemblée de 1660. — Humiliations de l'assemblée de 1665. — Le formulaire du clergé est abandonné. — On provoque à Rome une nouvelle bulle et un nouveau formulaire. — Acceptation de la nouvelle bulle. — Opposition qu'elle rencontre. — Mandements des quatre évêques d'Aleth, d'Angers, de Pamiers et de Beauvais. — Discussions à propos de ces mandements. — Discussions touchant le Nouveau-Testament de Mons et sur le Rituel d'Aleth. — Dix-neuf évêques se prononcent en faveur des quatre évêques inculpés. — Négociations pour la paix. — Clément IX pape. — Paix rétablie dans l'Eglise de France. — Grands travaux de Port-Royal pour la défense de l'Eglise. — Œuvres d'Arnauld. — Perpétuité de la foi. — Livres de polémique contre les Calvinistes. — Œuvres philosophiques. — La morale-pratique des Jésuites. — Nicole. — Essais de morale. — Œuvres théologiques de Nicole. — Le Nain de Tillemont, ses travaux sur l'Histoire ecclésiastique. — Travaux de Sacy sur la Bible. — Livres ascétiques d'Arnauld d'Andilly, de Hamon et de la mère Angélique. — État des études ecclésiastiques pendant le XVII.^e siècle. — Travaux des Bénédictins — Éditions des Saints-Pères. — Préface des œuvres de saint Augustin. — Polémique à ce sujet. — Mabillon. — Polémique sur les études des Moines. — L'abbé de Rancé et l'abbaye de La Trappe. — Travaux scientifiques des Dominicains, des Oratoriens et des Jésuites. — Savants dans le clergé séculier et parmi les simples fidèles. — L'éloquence chrétienne au XVII.^e siècle. — Bourdaloue. — Bossuet. — Divers travaux de Bossuet. — Histoire du livre de l'Exposition de la foi catholique. — Publication du livre des Réflexions morales sur le Nouveau-Testament par le P. Quesnel. — Appréciations sur ce livre. — Nouvelle phase du Jansénisme. 398

FIN DE LA TABLE DU DIXIÈME VOLUME.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

